

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CXCIV

1939

N^{os} 4501-4531

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 4501. — Finlande et Lithuanie :	
Accord de clearing. Signé à Helsinki, le 12 avril 1938	9
N^o 4502. — Grèce et Pologne :	
Protocole additionnel à la Convention de commerce et de navigation du 10 avril 1930 entre les deux pays. Signé à Athènes, le 11 mars 1938	13
N^o 4503. — Estonie et Suisse :	
Protocole commercial. Signé à Tallinn, le 12 novembre 1938	17
N^o 4504. — Suède et Yougoslavie :	
Traité de commerce et de navigation, et protocole final, signés à Stockholm, le 14 mai 1937, et échange de notes y relatif de la même date	21
N^o 4505. — Commonwealth d'Australie et Suisse :	
Accord commercial, avec annexes, signé à Canberra, le 4 novembre 1938, et à Berne, le 22 novembre 1938, et échanges de notes y relatifs des mêmes dates	35
N^o 4506. — Finlande et Pays-Bas :	
Protocole tarifaire. Signé à La Haye, le 20 décembre 1938	55
N^o 4507. — Canada et Haïti :	
Accord commercial. Signé à Port-au-Prince, le 23 avril 1937	59
N^o 4508. — Canada et Guatémala :	
Accord commercial. Signé à Guatémala, le 28 septembre 1937	65
N^o 4509. — Italie et Pays-Bas :	
Echange de notes comportant un arrangement en vue de faciliter certaines formalités inhérentes aux voyages en avion privé à l'étranger. Rome, le 26 octobre 1938	75
N^o 4510. — Brésil et Danemark :	
Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Rio de Janeiro, le 30 juillet 1936	81

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CXCIV

1939

Nos. 4501-4531

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 4501. — Finland and Lithuania :	
Clearing Agreement. Signed at Helsinki, April 12th, 1938	9
No. 4502. — Greece and Poland :	
Additional Protocol to the Convention of Commerce and Navigation of April 10th, 1930, between the Two Countries. Signed at Athens, March 11th, 1938	13
No. 4503. — Estonia and Switzerland :	
Commercial Protocol. Signed at Tallinn, November 12th, 1938	17
No. 4504. — Sweden and Yugoslavia :	
Treaty of Commerce and Navigation, and Final Protocol, signed at Stockholm, May 14th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	21
No. 4505. — Commonwealth of Australia and Switzerland :	
Commercial Agreement, with Annexes, signed at Canberra, November 4th, 1938, and at Berne, November 22nd, 1938, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Dates	35
No. 4506. — Finland and the Netherlands :	
Protocol regarding Tariff Questions. Signed at The Hague, December 20th, 1938	55
No. 4507. — Canada and Haiti :	
Trade Agreement. Signed at Port-au-Prince, April 23rd, 1937	59
No. 4508. — Canada and Guatemala :	
Trade Agreement. Signed at Guatemala, September 28th, 1937	65
No. 4509. — Italy and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement for facilitating Certain Formalities connected with Journeys to Foreign Countries in Private Aircraft. Rome, October 26th, 1938	75
No. 4510. — Brazil and Denmark :	
Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, July 30th, 1936	81

	Pages
N° 4511. — Bulgarie et Yougoslavie :	
Convention sur la protection, la conservation et la reconstruction des bornes et autres marques frontières servant à la démarcation de la ligne frontière. Signée à Sofia, le 9 novembre 1935	89
N° 4512. — Estonie et Lettonie :	
Echange de notes portant exemption de la taxe sur les véhicules automobiles, y compris les motocyclettes, à l'entrée de ces véhicules dans chacun des deux pays. Riga, le 11 janvier 1939	103
N° 4513. — Suède et Turquie :	
Accord de commerce, avec annexes. Signé à Ankara, le 20 janvier 1939	107
N° 4514. — Suède et Turquie :	
Accord de clearing. Signé à Ankara, le 20 janvier 1939	113
N° 4515. — Suède et Turquie :	
Protocole relatif aux Accords de commerce et de clearing du 20 janvier 1939, avec annexe. Signé à Ankara, le 20 janvier 1939	119
N° 4516. — Chine et Estonie :	
Traité d'amitié. Signé à Londres, le 21 décembre 1937	123
N° 4517. — Estonie et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif au régime des importations de viande estonienne en Suède. Stockholm, le 30 janvier 1939	131
N° 4518. — Mexique et Panama :	
Traité d'extradition, et protocole. Signés à Mexico, le 23 octobre 1928	137
N° 4519. — Etats-Unis d'Amérique et Islande :	
Arrangement relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Reykjavik, le 11 octobre 1938, et à Washington, le 31 octobre 1938	149
N° 4520. — Finlande et Pologne :	
Protocole concernant la collaboration intellectuelle entre les deux pays. Signé à Varsovie, le 14 février 1938	175
N° 4521. — Equateur et Pays-Bas :	
Traité de commerce et de navigation, signé à Quito, le 27 mai 1937, et échange de notes y relatif de la même date	179
N° 4522. — France et Suisse :	
Convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts directs, protocole final et annexes. Signés à Paris, le 13 octobre 1937	191
N° 4523. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Suisse :	
Convention en matière de procédure civile, signée à Londres, le 3 décembre 1937, et échange de notes relatif à l'application à l'Ecosse de la convention susmentionnée, Berne, les 25 mai et 3 juin 1939	223
N° 4524. — Inde et Indochine française :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa consulaire sur les patentes de santé des navires. New-Delhi, le 26 février 1938, et Calcutta, le 1 ^{er} mars 1938	231
N° 4525. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord de transfert. Signé à Londres, le 1 ^{er} juillet 1938	235

	Page
No. 4511. — Bulgaria and Yugoslavia :	
Convention for the Protection, Maintenance and Repair of the Frontier Posts and Other Marks used for the Demarcation of the Frontier Line. Signed at Sofia, November 9th, 1935	89
No. 4512. — Estonia and Latvia :	
Exchange of Notes regarding Exemption from Taxation of Motor Vehicles, including Motor-Cycles, when such Vehicles enter Either of the Two Countries. Riga, January 11th, 1939	103
No. 4513. — Sweden and Turkey :	
Commercial Agreement, with Annexes. Signed at Ankara, January 20th, 1939	107
No. 4514. — Sweden and Turkey :	
Clearing Agreement. Signed at Ankara, January 20th, 1939	113
No. 4515. — Sweden and Turkey :	
Protocol relating to the Commercial and Clearing Agreements of January 20th, 1939, with Annex. Signed at Ankara, January 20th, 1939	119
No. 4516. — China and Estonia :	
Treaty of Amity. Signed at London, December 21st, 1937	123
No. 4517. — Estonia and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Regime applicable to the Importation of Estonian Meat into Sweden. Stockholm, January 30th, 1939	131
No. 4518. — Mexico and Panama :	
Extradition Treaty, and Protocol. Signed at Mexico, October 23rd, 1928	137
No. 4519. — United States of America and Iceland :	
Agreement concerning the Exchange of Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Reykjavik, October 11th, 1938, and at Washington, October 31st, 1938	149
No. 4520. — Finland and Poland :	
Protocol regarding Intellectual Co-operation between the Two Countries. Signed at Warsaw, February 14th, 1938	175
No. 4521. — Ecuador and the Netherlands :	
Treaty of Commerce and Navigation, signed at Quito, May 27th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	179
No. 4522. — France and Switzerland :	
Convention for the Avoidance of Double Taxation in the Matter of Direct Taxes, Final Protocol and Annexes. Signed at Paris, October 13th, 1937	191
No. 4523. — Great Britain and Northern Ireland and Switzerland :	
Convention concerning Legal Proceedings, signed at London, December 3rd, 1937, and Exchange of Notes regarding the Application to Scotland of the above-mentioned Convention, Berne, May 25th and June 3rd, 1939	223
No. 4524. — India and French Indo-China :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Abolition of Consular Visas on Bills of Health for Vessels. New Delhi, February 26th, 1938, and Calcutta, March 1st, 1938	231
No. 4525. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Transfer Agreement. Signed at London, July 1st, 1938	235

	Pages
N° 4526. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord modifiant l'Accord de paiements du 1 ^{er} novembre 1934, signé à Londres, le 1 ^{er} juillet 1938, et échange de notes de la même date concernant les relations commerciales entre les deux pays	247
N° 4527. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Accord complémentaire relatif à l'exécution de l'article 2 de l'Accord de transfert du 1 ^{er} juillet 1938, signé à Berlin, le 13 août 1938	296
avec :	
<i>Section A.</i> Emprunt extérieur allemand de 1924 (Emprunt Dawes)	296
<i>Section B.</i> Emprunt international du Gouvernement allemand 5 ½ pour cent de 1930 (Emprunt Young)	300
<i>Section C.</i> Emprunt international autrichien de 1930	303
<i>Section D.</i> Emprunt en sterling de la Ville de Sarrebruck 6 pour cent de 1928	306
<i>Section E.</i> Obligations du Credit-Anstalt du Gouvernement autrichien de 1936	309
<i>Section F.</i> Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes	311
N° 4528. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes relatif à l'application de certains traités entre le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Autriche. Berlin, les 6 mai et 10 septembre 1938	313
N° 4529. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pologne :	
Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes de la République de Pologne relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 15 septembre 1938, et à Varsovie, le 5 octobre 1938	321
N° 4530. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Arrangement pour l'échange des colis postaux entre l'Office postal du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Office postal des Pays du Levant sous mandat français, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Paris, le 26 octobre 1938	371
N° 4531. — République Argentine et Pays-Bas :	
Convention relative à l'immigration. Signée à Buenos-Ayres, le 6 septembre 1938	409

	Page
No. 4526. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Agreement amending the Payments Agreement of November 1st, 1934, signed at London, July 1st, 1938, and Exchange of Notes of the same Date regarding Trade Relations between the Two Countries	247
No. 4527. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Supplementary Agreement for the Execution of Article 2 of the Transfer Agreement of July 1st, 1938, signed at Berlin, August 13th, 1938	257
with :	
<i>Schedule A.</i> German External Loan, 1924 (Dawes Loan)	258
<i>Schedule B.</i> German Government International 5 ½ Per Cent. Loan, 1930 (Young Loan)	266
<i>Schedule C.</i> Austrian Government International Loan, 1930	274
<i>Schedule D.</i> City of Saarbrücken 6 Per Cent. Sterling Loan of 1928	280
<i>Schedule E.</i> Austrian Government Credit Anstalt Bonds, 1936	286
<i>Schedule F.</i> German (including formerly Austrian) Long and Medium Term " Non-Reich " Debts... ..	290
No. 4528. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes regarding the Application of Treaties between the United Kingdom, Germany and Austria. Berlin, May 6th and September 10th, 1938	313
No. 4529. — Great Britain and Northern Ireland and Poland :	
Agreement between the Postal Administration of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Postal Administration of the Republic of Poland for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, September 15th, 1938, and at Warsaw, October 5th, 1938	321
No. 4530. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel Post between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of the Countries of the Levant under French Mandate, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Paris, October 26th, 1938	371
No. 4531. — Argentine Republic and the Netherlands :	
Convention concerning Immigration. Signed at Buenos Aires, September 6th, 1938	409

NOTE

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce Recueil, ont été établies par le Secrétariat de la Société des Nations.

NOTE

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this Series have been made by the Secretariat of the League of Nations.

N° 4501.

FINLANDE ET LITHUANIE

Accord de clearing. Signé à Helsinki, le
12 avril 1938.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande
près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le
10 janvier 1939.*

FINLAND AND LITHUANIA

Clearing Agreement. Signed at Helsinki,
April 12th, 1938.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland to
the League of Nations. The registration of this Agreement took place
January 10th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4501. — ACCORD DE CLEARING ENTRE LA FINLANDE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 12 AVRIL 1938.

No. 4501. — CLEARING AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND LITHUANIA. SIGNED AT HELSINKI, APRIL 12TH, 1938.

Dans le but de faciliter le règlement des créances provenant des échanges commerciaux entre les deux pays, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE sont convenus de ce qui suit :

With a view to facilitating the settlement of claims arising out of goods transactions between the two countries, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA have agreed as follows :

Article premier.

Article 1.

Les règlements des créances résultant de l'importation en Lithuanie de marchandises d'origine et en provenance de Finlande, se feront, à la date de l'échéance, à la Lietuvos Bankas. Les frais supplémentaires, tels que commissions, frais de transport, etc., découlant de ladite importation, seront soumis aux dispositions du présent accord.

Payments in settlement of claims arising out of the import into Lithuania of goods of Finnish origin and provenance shall be made on the due date to the Bank of Lithuania (*Lietuvos Bankas*). Payments for accessory costs such as commissions, transport charges and the like in connection with such imports shall be subject to the provisions of the present Agreement.

Les règlements des créances résultant de l'importation en Finlande de marchandises d'origine et en provenance de Lithuanie, se feront, à la date de l'échéance, à la Suomen Pankki. Les frais supplémentaires, tels que commissions, frais de transport, etc., découlant de l'importation mentionnée ci-dessus, seront soumis auxdites dispositions.

Payments in settlement of claims arising out of the import into Finland of goods of Lithuanian origin and provenance shall be made on the due date to the Bank of Finland (*Suomen Pankki*). Payments for accessory costs such as commissions, transport charges and the like in connection with such imports shall be subject to the provisions of the present Agreement.

Chaque paiement par avance résultant de l'échange commercial entre les deux pays contractants, sera également soumis aux dispositions de cet accord.

All and sundry advance payments arising out of goods transactions between the two contracting countries shall also be subject to the provisions of the present Agreement.

Il est entendu que le présent accord ne s'applique pas aux paiements résultant du trafic des marchandises en transit.

It is understood that the present Agreement shall not apply to payments arising in connection with goods in transit traffic.

Article 2.

Article 2.

La Lietuvos Bankas portera les montants de litas encaissés, après les avoir convertis en livres sterling au cours mentionné dans l'article 3, au crédit d'un compte de clearing, non productif d'intérêt, ouvert en livres sterling chez la Lietuvos Bankas par les soins de celle-ci en faveur de la Suomen Pankki, et avisera la Suomen Pankki de ces versements.

The Bank of Lithuania shall credit the amount of the payments in litas so received, converted into pounds sterling at the rate of exchange for which Article 3 provides, to a Clearing Account in sterling, not bearing interest, to be opened by the Bank of Lithuania in favour of the Bank of Finland, and shall advise the latter of all such payments received.

La Suomen Pankki portera les montants de markkas encaissés, après les avoir convertis en livres sterling au cours mentionné dans l'article 3, au crédit d'un compte de clearing, non productif d'intérêt, ouvert chez la Suomen Pankki par les soins de celle-ci en faveur de la Lietuvos Bankas, et avisera la Lietuvos Bankas de ces versements.

Chaque avis de versement des deux banques portera les indications de date et de provenance nécessaires pour permettre que le montant en puisse être payé aux exportateurs intéressés.

Article 3.

La conversion en livres sterling des créances libellées en litas, mentionnées dans le premier alinéa de l'article 2, et des créances libellées en markkas, mentionnées dans le deuxième alinéa dudit article, se fera au cours officiel de la Lietuvos Bankas, respectivement de la Suomen Pankki.

La conversion en livres sterling des créances libellées dans une devise autre que celles mentionnées ci-dessus se fera d'après le dernier cours connu de Londres.

Article 4.

La Lietuvos Bankas payera aux exportateurs de marchandises d'origine et en provenance de Lithuanie les montants mentionnés dans les avis de versement reçus de la Suomen Pankki et les portera au débit du compte de clearing prévu au premier alinéa de l'article 2.

La Suomen Pankki payera aux exportateurs de marchandises d'origine et en provenance de Finlande les montants mentionnés dans les avis de versement reçus de la Lietuvos Bankas et les portera au débit du compte de clearing prévu au deuxième alinéa de l'article 2.

Les paiements devront être effectués, à l'exception du cas prévu au deuxième alinéa de l'article 5 ci-après, dans l'ordre indiqué par les dates des avis de versement et dans les limites des disponibilités des comptes de clearing.

Article 5.

Les créances résultant des exportations des marchandises d'origine et en provenance de l'un des pays contractants pourront être réglées par voie de compensation privée par les importations des marchandises d'origine et en provenance de l'autre des pays contractants.

The Bank of Finland shall credit the amount of the payments in Finnish marks so received, converted into pounds sterling at the rate of exchange for which Article 3 provides, to a Clearing Account, not bearing interest, to be opened by the Bank of Finland in favour of the Bank of Lithuania, and shall advise the latter of all such payments received.

Every advice by either bank of payments received shall contain particulars of the date and source of each payment to enable payment to be made to the exporters concerned.

Article 3.

The conversion into pounds sterling of the claims in litas to which the first paragraph of Article 2 relates, and of the claims in Finnish marks to which the second paragraph of Article 3 relates, shall be effected at the official rate of the Bank of Lithuania or of the Bank of Finland, as the case may be.

The conversion into pounds sterling of claims in currencies other than litas or Finnish marks shall be effected at the latest known London rate.

Article 4.

The Bank of Lithuania shall pay exporters of goods of Lithuanian origin and provenance the sums specified in the advices by the Bank of Finland of payments received and debit the Clearing Account for which the first paragraph of Article 2 provides accordingly.

The Bank of Finland shall pay exporters of goods of Finnish origin and provenance the sums specified in the advices by the Bank of Lithuania of payments received and debit the Clearing Account for which the second paragraph of Article 2 provides accordingly.

Save in the case for which the second paragraph of Article 5 provides, payments shall be made in the order of the dates of the advices of payment, within the limits of the amounts available in the Clearing Accounts.

Article 5.

Claims arising out of the export of goods with origin and provenance in one or other of the contracting countries may be settled in private compensation through the import of goods with origin and provenance in the other contracting country.

Les créanciers des comptes de clearing peuvent rentrer dans leurs créances sans que celles-ci soient assujetties à l'ordre chronologique, en important des produits d'origine et en provenance de l'autre des deux pays contractants.

Ces actes de compensation supposent cependant l'assentiment des gouvernements des deux Parties contractantes et sont soumis aux directives données dans tous les cas spéciaux par la Lietuvos Bankas et la Suomen Pankki.

Article 6.

Les marchandises d'origine et en provenance des deux pays qui seront importées de part et d'autre après l'entrée en vigueur du présent accord, devront être accompagnées d'un certificat d'origine.

Article 7.

La Lietuvos Bankas et la Suomen Pankki conviendront entre elles des modalités techniques pour l'application du présent accord.

Article 8.

Lorsque le présent accord prendra fin, les importateurs du pays en faveur duquel resteraient un solde dans le compte de clearing, devront continuer à verser les sommes dues d'après les dispositions du présent accord, jusqu'au moment où ce solde sera définitivement réglé.

Article 9.

Les deux Parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la bonne application du présent accord.

Article 10.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} mai 1938. Il pourra être dénoncé avec un préavis de deux mois.

Fait en double exemplaire à Helsinki le 12 avril 1938.

Pour la Finlande : H. VON KNORRING.
Pour la Lithuanie : V. BALICKAS.

Pour copie certifiée conforme :

Efno Westerlung,
Chef des Archives du Ministère
des Affaires étrangères.

Creditors of either country may obtain satisfaction of their claims under the Clearing Accounts without regard to chronological order by importing products with origin and provenance in the other contracting country.

Such compensation transactions shall nevertheless be conditional on the assent of the Governments of the two Contracting Parties and shall be subject to the directions in each particular case of the Bank of Lithuania and the Bank of Finland respectively.

Article 6.

Goods with origin and provenance in one or other of the two countries, which are imported by either Party after the entry into force of the present Agreement, must be accompanied by a certificate of origin.

Article 7.

The Bank of Lithuania and the Bank of Finland shall concert together as to the technical arrangements for the application of the present Agreement.

Article 8.

On the expiry of the present Agreement, the importers of whichever of the two countries has a balance in its favour in the Clearing Account shall continue to pay the sums due under the provisions of the present Agreement until such time as the said balance has been finally liquidated.

Article 9.

The two Contracting Parties undertake to take all requisite steps to ensure the satisfactory working of the present Agreement.

Article 10.

The present Agreement shall come into force on May 1st, 1938. It may be denounced at two months' notice.

Done in duplicate at Helsinki, this 12th day of April, 1938.

For Finland : H. VON KNORRING.
For Lithuania : V. BALICKAS.

N° 4502.

GRÈCE ET POLOGNE

Protocole additionnel à la Convention de commerce et de navigation du 10 avril 1930 entre les deux pays. Signé à Athènes, le 11 mars 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 19 janvier 1939.

GREECE AND POLAND

Additional Protocol to the Convention of Commerce and Navigation of April 10th, 1930, between the Two Countries. Signed at Athens, March 11th, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations. The registration of this Protocol took place January 19th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4502. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 10 AVRIL 1930 ENTRE LA GRÈCE ET LA POLOGNE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 11 MARS 1938.

No. 4502. — ADDITIONAL PROTOCOL¹ TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION OF APRIL 10TH, 1930, BETWEEN GREECE AND POLAND. SIGNED AT ATHENS, MARCH 11TH, 1938.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, d'autre part,

Animés d'un égal désir de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure un protocole additionnel à la Convention² de commerce et de navigation entre la Pologne et la Grèce en date du 10 avril 1930 et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Son Excellence Monsieur Nicolas MAVROUDI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère royal des Affaires étrangères, ministre plénipotentiaire ; et

Monsieur Alexandre ARGYROPOULO, directeur des Affaires conventionnelles et commerciales au même Ministère ;

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Son Excellence Monsieur Ladislas SCHWARZBURG-GÜNTHER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne en Grèce ; et

Monsieur Mieczyslaw SOKOŁOWSKI, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Industrie et du Commerce ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, of the other part,

Being equally desirous of promoting commercial relations between the two countries, have decided to conclude an Additional Protocol to the Convention² of Commerce and Navigation between Poland and Greece, dated April 10th, 1930, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

His Excellency Monsieur Nicolas MAVROUDI, Under-Secretary of State at the Royal Ministry of Foreign Affairs, Minister Plenipotentiary, and

Monsieur Alexandre ARGYROPOULO, Director of Conventional and Commercial Affairs at the same Ministry ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

His Excellency Monsieur Ladislas SCHWARZBURG-GÜNTHER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Poland in Greece, and

Monsieur Mieczyslaw SOKOŁOWSKI, Under-Secretary of State at the Ministry of Industry and Commerce ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 20 décembre 1938.

² Vol. CXX, page 369, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 20th, 1938.

² Vol. CXX, page 369, of this Series.

Article premier.

Le point 3 article 22 de la convention ci-dessus mentionnée est biffé et remplacé par la disposition suivante :

3. Les privilèges, faveurs ou immunités que la Pologne a accordés ou viendrait à accorder aux Pays baltes à savoir : Lettonie, Estonie, Lithuanie et Finlande tant qu'elle ne les aura pas accordés aussi à une autre Puissance.

Article 2.

La liste A annexée à l'article 6 de la convention ci-dessus mentionnée est maintenue avec les modifications suivantes :

N° du tarif douan. pol.	Désignation des marchandises	Unités	Droits en zlotys
ex 62 p. 2	Raisins secs de Corinthe	100 kg.	16,15
ex 62 p. 3	Autres raisins secs	100 »	50,—
ex 63 p. 2	Figues séchées en chapelets	100 »	20,—
ex 425 p. 3	Extrait de vallonés . . .	100 »	8,50

Note. — L'extrait de vallonés importé par les ports du territoire douanier polonais conformément aux échantillons déposés aux bureaux de douane : Gdynia et, sur le territoire de la ville libre de Dantzig : Leegetor et Weichselbahnhof. Pour l'application du droit conventionnel pour l'extrait de vallonés il sera nécessaire de déposer aux bureaux de douane ci-dessus dénommés la facture accompagnée d'un certificat délivré par les autorités compétentes helléniques, constatant que la marchandise est l'extrait de vallonés pur sans adjonction d'autres extraits naturels ou synthétiques.

Article 3.

La liste annexée à l'article 8 de la convention ci-dessus mentionnée est maintenue avec les modifications suivantes :

N° du tar. douan. hel.	Désignation des marchandises	Unité	Droits en drs. métal
1 a1	Bœufs et taureaux	par tête	9,—
1 b1	Vaches	»	9,—
1 d	Veaux, bouvillons, génisses du poids de 100 kg. et au-dessous	»	9,—
46 c3	Planches composées en feuilles plaquées en bois commun d'aulne ne formant pas un article parfait . . .	mt ³	48,—

Article 1.

Point 3 in Article 22 of the above-mentioned Convention is hereby deleted and replaced by the following clause :

3. The privileges, favours or immunities which Poland has granted or may hereafter grant to the following Baltic countries : Latvia, Estonia, Lithuania and Finland, so long as Poland has not granted them to any other Power.

Article 2.

List A, annexed to Article 6 of the above-mentioned Convention, shall remain in force with the following changes :

No. of the Polish Customs Tariff	Designation of the Goods	Units	Duty in zloty
ex 62 p. 2	Currants	100 kg.	16.15
ex 62 p. 3	Other dried grapes .	100 „	50.—
ex 63 p. 2	Figs dried strung . . .	100 „	20.—
ex 425 p. 3	Extract of valonia . .	100 „	8.50

Note. — Extract of valonia, imported through ports of the Polish Customs territory, which is in accordance with the samples deposited in the Polish Customs offices of Gdynia and, in the territory of the Free City of Danzig, Leegetor and Weichselbahnhof. For the application of the conventional duty on extract of valonia, the invoice, accompanied by a certificate issued by the competent Greek authorities, attesting that the goods are pure extract of valonia without the addition of any natural or synthetic extracts, must be deposited at one of the above-mentioned Customs offices.

Article 3.

The list annexed to Article 8 of the above-mentioned Convention shall be maintained, subject to the following changes :

No. of the Greek Customs Tariff	Designation of the Goods	Units	Duty in metallic drs.
1 a1	Oxen and bulls	per head	9.—
1 b1	Cows	„	9.—
1 d	Calves, bullocks and heifers weighing 100 kg. and less	„	9.—
46 c3	Boards consisting of counter-veneered leaves (plywood), of common wood (birch) not forming a complete article	cubic metre	48.—

Article 4.

Le présent protocole sera ratifié et les ratifications seront échangées à Varsovie aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le 30^e jour après l'échange des ratifications et suivra le sort de la Convention de commerce et de navigation entre la Pologne et la Grèce en date du 10. IV. 1930.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole additionnel.

Fait à Athènes en double exemplaire, ce jourd'hui le 11 mars mil neuf cent trente-huit.

(*Signé*) N. MAVROUDIS.

(*Signé*) A. J. ARGYROPOULOS.

(*Signé*) Ladislav DE SCHWARZBURG-GÜNTHER.

(*Signé*) Mieczyslaw SOKOLOWSKI.

Article 4.

The present Protocol shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force on the 30th day after the exchange of ratifications and shall have the same validity as the Convention of Commerce and Navigation between Poland and Greece dated April 10th, 1930.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised for that purpose, have signed the present Additional Protocol.

Done at Athens, in duplicate, this 11th day of March, one thousand nine hundred and thirty-eight.

(*Signed*) N. MAVROUDIS.

(*Signed*) A. J. ARGYROPOULOS.

(*Signed*) Ladislav DE SCHWARZBURG-GÜNTHER.

(*Signed*) Mieczyslaw SOKOLOWSKI.

Pour copie conforme :

*Le Directeur des Affaires conventionnelles
et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,*

B. Demertzis,
Chef de Section.

N° 4503.

ESTONIE ET SUISSE

Protocole commercial. Signé à Tallinn, le
12 novembre 1938.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères
d'Estonie. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 19 janvier 1939.*

ESTONIA AND SWITZERLAND

Commercial Protocol. Signed at Tallinn,
November 12th, 1938.

*French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Protocol took place January 19th, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4503. — PROTOCOLE¹ COMMERCIAL ENTRE L'ESTONIE ET LA SUISSE. SIGNÉ A TALLINN, LE 12 NOVEMBRE 1938.

No. 4503. — COMMERCIAL PROTOCOL¹ BETWEEN ESTONIA AND SWITZERLAND. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 12TH, 1938.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE et LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, désireux de développer le plus possible les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de compléter la Convention² commerciale du 14 octobre 1925 entre la République estonienne et la Confédération suisse par les articles suivants :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION, being desirous of developing to the greatest possible extent the commercial relations between the two countries, have decided to supplement by the following Articles the Commercial Convention² concluded on October 14th, 1925, between the Estonian Republic and the Swiss Confederation :

Article premier.

Les Parties contractantes sont d'accord pour poursuivre la réalisation de l'équilibre des échanges commerciaux comme principe fondamental de leurs relations économiques.

Si après la signature du présent protocole pour une période quelconque de trois mois se terminant le 31 mars ou le 30 juin ou le 30 septembre ou le 31 décembre la valeur des importations de l'une des Parties dans le territoire de l'autre atteignait 20 % de plus que la valeur des importations de l'autre dans le territoire de la première pendant cette même période, la seconde Partie aurait la faculté de demander l'ouverture immédiate de négociations. Si ces négociations n'aboutissaient pas à une solution favorable dans un délai de trente jours, la seconde Partie aurait le droit de dénoncer le présent protocole pour lui faire cesser ses effets trente jours après cette dénonciation.

Article 2.

Le calcul des valeurs indiquées dans l'article précédent se fera sur la base des prix c.i.f. stations frontières estoniennes respectivement suisses. Ce calcul sera exécuté par les services compétents de chaque pays en ce qui concerne l'importation dans le territoire de ce pays des mar-

Article 1.

The Contracting Parties agree to direct their efforts towards the establishment of equilibrium of commercial exchanges as a fundamental principle of their economic relations.

If, after the signature of the present Protocol, during any period of three months, ending on March 31st or June 30th or September 30th or December 31st, the value of imports from one of the Parties into the territory of the other exceeds by 20 % the value of imports from the other into the territory of the former during the same period, the second Party shall be entitled to request that negotiations be opened immediately. Should these negotiations not result in a satisfactory solution within a period of thirty days, the second Party shall be entitled to denounce the present Protocol, and in that event it shall cease to be in force thirty days after such denunciation.

Article 2.

The values referred to in the preceding Article shall be calculated on the basis of the prices c.i.f. at Estonian or Swiss frontier stations respectively. This calculation shall be effected by the competent services of each country in respect of the importation into the territory

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1939.

² Vol. XLIX, page 421, de ce recueil.

¹ Came into force January 1st, 1939.

² Vol. XLIX, page 421, of this Series.

chandises de l'autre. Les chiffres établis par le service de l'une des Parties contractantes seront communiqués à l'autre pour toute période indiquée dans l'article précédent.

Article 3.

Les modalités et les difficultés d'application du présent protocole ainsi que toute question qui s'y rapporte seront réglées par communication directe entre le Département du Commerce extérieur au Ministère des Affaires étrangères d'Estonie et la Division du Commerce du Département fédéral d'Economie publique à Berne.

Article 4.

Le présent protocole ne s'applique pas aux marchandises qui ne font que transiter à travers les territoires de l'un ou l'autre des Etats contractants ni à celles qui n'y sont pas soumises à un travail suffisant pour leur conférer la nationalité estonienne respectivement suisse.

Article 5.

Le présent protocole qui complète la Convention commerciale du 14 octobre 1925 entre la République estonienne et la Confédération suisse, sera mis en vigueur le premier jour du mois suivant son approbation par le Gouvernement de la République estonienne et le Conseil fédéral de la Confédération suisse. Il viendra à expiration le 31 décembre 1939. S'il n'a pas été dénoncé trois mois avant d'arriver à expiration, il sera prorogé par tacite reconduction jusqu'à la fin de l'année suivante et ainsi de suite.

Fait en double exemplaire à Tallinn, le 12 novembre 1938.

K. SELTER.

Dr Adelbert KOCH.

of that country of goods from the other. The figures established by the service of one of the Contracting Parties shall be communicated to the other in regard to each period specified in the preceding Article.

Article 3.

The details of the methods to be followed and any difficulties arising in regard to the application of the present Protocol, and also all questions relating thereto, shall be settled by direct communication between the Department of External Commerce of the Ministry of Foreign Affairs of Estonia and the Commercial Division of the Federal Department of Public Economy at Berne.

Article 4.

The present Protocol shall not apply to goods which are merely conveyed in transit through the territories of either contracting State, nor to goods which are not therein the subject of a process sufficient to confer upon them Estonian or Swiss nationality respectively.

Article 5.

The present Protocol, which supplements the Commercial Convention concluded on October 14th, 1925, between the Estonian Republic and the Swiss Confederation, shall be brought into force on the first day of the month following the date of its approval by the Government of the Estonian Republic and the Federal Council of the Swiss Confederation. It shall expire on December 31st, 1939. If it has not been denounced three months before the date of expiration, it shall be prolonged by tacit agreement until the end of the following year, and similarly thereafter.

Done in duplicate at Tallinn, this 12th day of November, 1938.

K. SELTER.

Dr. Adelbert KOCH.

N° 4504.

SUÈDE ET YUGOSLAVIE

Traité de commerce et de navigation, et protocole final, signés à Stockholm, le 14 mai 1937, et échange de notes y relatif de la même date.

Texte officiel français du traité et du protocole final communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède et le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations.

Texte officiel français de l'échange de notes communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède.

L'enregistrement de ces actes a eu lieu le 23 janvier 1939.

SWEDEN AND YUGOSLAVIA

Treaty of Commerce and Navigation, and Final Protocol, signed at Stockholm, May 14th, 1937, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

French official text of the Treaty and of the Final Protocol communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations.

French official text of the Exchange of Notes communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.

The registration of these Acts took place January 23rd, 1939.

N^o 4504. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA SUÈDE ET LA YOUGOSLAVIE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE
14 MAI 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, d'une part, et au nom de SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,
LES RÉGENTS ROYAUX, d'autre part,
Animés d'un égal désir de favoriser les relations économiques qui existent déjà si heureusement
entre leurs deux pays,

Ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé, à cet effet, leurs
plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Monsieur Rickard SANDLER, son ministre des Affaires étrangères ;

AU NOM DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE, LES RÉGENTS ROYAUX :

Monsieur le D^r Milorad STRAŽNICKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;
Monsieur Milivoj PILJA, ministre adjoint des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont
convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants seront traités sur le territoire
de l'autre Etat, sous tous les rapports et notamment en ce qui concerne les conditions de séjour
et d'établissement dans le pays, l'établissement et l'exercice du commerce, de la navigation et
de l'industrie, de l'artisanat et de toute autre activité professionnelle, le droit d'acquérir et de
posséder des biens mobiliers ou immobiliers et d'en disposer, aussi avantageusement que les
ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils auront, sur le territoire de l'autre Etat, libre et facile accès auprès des tribunaux et de
toutes autres autorités et jouiront à cet égard, en ce qui concerne les taxes, ainsi que sous tous
autres rapports, du même traitement que les nationaux. Exception est faite toutefois pour la
caution *judicatum solvi* et l'assistance judiciaire gratuite, lesquelles questions seront réglées ultérieu-
rement par un accord spécial à intervenir entre les deux Etats.

3. Aucun des deux Etats contractants ne pourra soumettre les ressortissants de l'autre Etat
à des impôts, taxes ou redevances quelconques autres ou plus élevés que ceux qui sont ou
pourront être perçus sur les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants seront exemptés, sur le territoire
de l'autre Etat, de tous emprunts ou dons nationaux forcés, ainsi que de toutes autres contributions,
de quelque nature qu'elles soient, qui pourraient être imposés pour des besoins de guerre ou en
raison d'autres circonstances exceptionnelles.

Ils seront également exemptés de tout service militaire personnel et obligatoire et de toute
taxe ou redevance perçue en lieu et place dudit service. En ce qui concerne les réquisitions et
toutes autres prestations analogues pour les besoins de la force armée, ils ne seront traités sous
aucun rapport moins avantageusement que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus
favorisée.

Article III.

Les sociétés anonymes et autres sociétés ayant un objet économique — y compris les sociétés
commerciales, industrielles, financières, de transport et d'assurance — qui ont leur siège dans

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Beograd, le 23 novembre 1938.
Entré en vigueur le 8 décembre 1938.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4504. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN SWEDEN AND YUGOSLAVIA. SIGNED AT STOCKHOLM, MAY 14TH, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, of the one part, and, on behalf of HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, THE ROYAL REGENTS, of the other part,

Being equally desirous of fostering the economic relations already so happily existing between their two countries,

Have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation and have to that end appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Monsieur Rickard SANDLER, His Minister for Foreign Affairs ;

ON BEHALF OF HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA, THE ROYAL REGENTS :

Dr. Milorad STRAŽNICKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

Monsieur Milivoj PILJA, Deputy Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

1. The nationals of each of the two contracting States shall be treated in the territory of the other State, in every respect and especially as regards conditions of residence and establishment in the country, the establishment and conduct of trade, navigation and industry, crafts and all other occupational activities, the right to acquire and possess movable or immovable property and to dispose thereof, as favourably as nationals of the most-favoured nation.

2. They shall, in the territory of the other State, have free and ready access to the courts and all other authorities and shall receive in this matter in relation to dues and in every other respect the same treatment as nationals of the country. Exception shall nevertheless be made in respect of security for costs (*cautio judicatum solvi*) and free legal aid, which matters shall be regulated subsequently by a special agreement to be concluded between the two States.

3. Neither of the two contracting States shall subject the nationals of the other State to any taxes, dues or charges whatsoever other or higher than those which are or may in future be levied on their nationals or on nationals of the most-favoured nation.

Article II.

The nationals of each of the two contracting States shall be exempt, in the territory of the other State, from all compulsory national loans or donations and from any other contributions whatsoever which may be imposed to meet war requirements or by reason of other exceptional circumstances.

They shall also be exempt from all compulsory personal military service and from any due or charge collected in lieu of such service. As regards requisitions and all other similar charges to meet the requirements of the armed forces, they shall in no respect be treated less favourably than the nationals of the country or the nationals of the most-favoured nation.

Article III.

Registered joint stock companies and other companies having an economic object — including commercial, industrial, financial, transport and insurance companies — which have their registered

¹ The exchange of ratifications took place at Belgrade, November 23rd, 1938.
Came into force December 8th, 1938.

le territoire de l'un des deux Etats contractants et qui y ont été légalement constituées, seront également reconnues sur le territoire de l'autre Etat et y auront le droit d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour se défendre. Elles jouiront à tous égards, et notamment en ce qui concerne le droit de se livrer à leurs opérations, d'acquérir et de posséder des biens mobiliers ou immobiliers et d'en disposer, ainsi que relativement à l'impôt, du même traitement que les sociétés similaires de la nation la plus favorisée.

Les stipulations des articles premier et II relatives aux ressortissants s'appliqueront également par analogie aux sociétés visées au présent article.

Article IV.

Sous réserve des dérogations expressément prévues par le présent traité, les deux Etats contractants se reconnaissent réciproquement, pour tout ce qui concerne le commerce entre les deux pays, les mêmes privilèges, facilités et faveurs de toute nature que ceux qui sont ou pourront être appliqués en ce qui concerne le commerce avec n'importe quel autre pays.

Article V.

Les Etats contractants s'engagent à n'établir ni à maintenir des prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation réciproques, qui ne s'appliqueraient pas de la même manière à l'importation ou à l'exportation des marchandises similaires dans le commerce avec tout autre pays.

Toutefois, ne seront pas censées déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée les prohibitions ou restrictions établies ou maintenues :

- a) Pour des raisons d'ordre public ou de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé publique ou en vue d'assurer la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites ou de parer à la dégénérescence ou à l'extinction des plantes utiles ;
- c) Concernant les produits qui font ou pourront faire l'objet d'un monopole d'Etat ;
- d) Dans des circonstances exceptionnelles concernant les provisions de guerre.

Article VI.

1. En ce qui concerne les droits d'entrée et tous autres droits et taxes, quelle qu'en soit la nature, qui sont perçus à l'importation de marchandises, chacun des deux Etats contractants s'engage à faire bénéficier l'autre, immédiatement et sans conditions, de toute faveur, modération ou exonération, qu'il applique ou pourra appliquer à l'égard de la nation la plus favorisée.

2. Les deux Etats s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée aussi en ce qui concerne les droits de sortie et tous autres droits ou taxes perçus à l'exportation de marchandises.

3. Ils se garantissent réciproquement, en outre, le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la caution à déposer pour les droits de douane et autres droits à l'importation, le mode de perception de ces droits, la tarification, les drawbacks et autres formalités douanières applicables à l'importation, à l'exportation et au transit, à la classification des marchandises, à l'interprétation des tarifs douaniers, à la réexportation et au transbordement des marchandises, ainsi qu'à l'entreposage de celles-ci, à leur traitement dans les entrepôts et aux droits ou taxes y afférents.

Article VII.

Les deux Etats contractants s'engagent à appliquer dans leur commerce réciproque, en ce qui concerne les certificats d'origine, les dispositions de la Convention¹ internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; vol. CXI, page 404 ; vol. CXXXIV, page 401 ; et vol. CXLVII, page 322, de ce recueil.

offices in the territory of one of the two contracting States and are legally constituted there, shall be recognised also in the territory of the other State and shall have the right to appear in the courts of that State either as plaintiffs or as defendants. They shall enjoy in every respect, and especially as regards the right to carry on their business, to acquire and possess movable or immovable property and to dispose thereof and also as regards taxation, the same treatment as is accorded to similar companies belonging to the most-favoured nation.

The provisions of Articles I and II relating to nationals shall apply *mutatis mutandis* to the companies referred to in the present Article.

Article IV.

Subject to the exceptions expressly provided for in the present Treaty, the two contracting States shall grant each other in all matters connected with trade between the two countries the same privileges, facilities and favours of all kinds as apply or may in future apply to trade with any other country.

Article V.

The contracting States undertake not to establish or maintain any prohibitions or restrictions on imports or exports from one country to the other which do not apply in the same manner to imports or exports of like goods in the course of trade with any other country.

Nevertheless, prohibitions or restrictions shall not be deemed to infringe the principle of most-favoured-nation treatment if they are established or maintained :

- (a) For reasons of public order or the internal or external security of the State ;
- (b) For reasons relating to public health or the protection of animals or useful plants from disease or from noxious insects or parasites, or the protection of useful plants from deterioration or extinction ;
- (c) In regard to articles which form or may in future form the subject of a State monopoly ;
- (d) In exceptional circumstances with regard to war supplies.

Article VI.

1. As regards import duties and any other duties or dues of any kind whatsoever which are levied on the importation of goods, each of the two contracting States undertakes to extend to the other, immediately and unconditionally, all privileges, abatements or exemptions which it grants or may hereafter grant to the most-favoured nation.

2. The two States shall grant each other most-favoured-nation treatment in regard also to export duties and all other duties or dues levied on the export of goods.

3. They also undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in regard to the deposit of surety for Customs and other import duties, the manner in which such duties are levied, the rate of duty, drawbacks and other Customs formalities in connection with the import, export, transit and classification of goods, the interpretation of Customs tariffs, the re-export and trans-shipment of goods and their bonding and treatment in bond and the duties and dues attaching thereto.

Article VII.

As regards certificates of origin, the two contracting States undertake to apply in their mutual commercial relations the provisions of the International Convention¹ for the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3rd, 1923.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; Vol. CXI, page 404 ; Vol. CXXXIV, page 401 ; and Vol. CXLVII, page 322, of this Series.

Les certificats d'origine, en tant qu'ils sont exigés par l'un des deux pays contractants, pourront, s'ils ont trait aux marchandises originaires de l'autre pays contractant, émaner, soit des autorités douanières ou des chambres de commerce ou d'industrie compétentes de ce dernier pays, soit encore de toutes autres autorités ou institutions de ce pays reconnues à cet effet par le gouvernement du pays de destination. Lesdits certificats d'origine seront reconnus par les autorités du pays de destination. Dans le cas où ils ne seraient pas délivrés par une autorité d'Etat ou une chambre de commerce ou d'industrie compétente, le gouvernement du pays de destination pourra exiger qu'ils soient légalisés par son représentant diplomatique ou consulaire au lieu d'expédition. Ladite légalisation s'effectuera sans frais.

Les autorités du pays destinataire pourront exiger la traduction en français des certificats d'origine.

Article VIII.

Les droits ou taxes intérieurs, de quelque dénomination qu'ils soient, qui grèvent ou pourront grever sur le territoire de l'un des deux Etats contractants, au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou des corporations, la fabrication, la préparation, le transport, l'achat, la vente ou la consommation d'un produit, ne pourront sous aucun prétexte être plus élevés ou frapper les produits de l'autre Etat plus lourdement ou d'une manière plus onéreuse que les produits similaires indigènes ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article IX.

1. Les négociants, fabricants et autres industriels, établis sur le territoire de l'un des deux Etats contractants et qui justifieront par la production d'une carte de légitimation, délivrée par une autorité compétente sur ce territoire, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et y acquittent leurs contributions légales à cet effet, auront sur le territoire de l'autre Etat, à condition d'observer les formalités prescrites, le droit de faire, soit personnellement, soit par des voyageurs de commerce à leur service, des achats chez les négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises de la même espèce que celles offertes. Ils jouiront à ces égards, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes et sous tous autres rapports, d'un traitement aussi favorable que les négociants, industriels et voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée.

Lesdits négociants, industriels et voyageurs de commerce, munis d'une carte de légitimation, ont le droit d'avoir avec eux des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

2. Les cartes de légitimation devront être établies conformément au modèle inséré à la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923. Le visa d'une autorité consulaire ou autre ne sera pas exigible.

3. Les stipulations de ladite convention internationale s'appliqueront également en ce qui concerne l'importation et la réexportation des échantillons et modèles.

Pour tout ce qui concerne l'importation et la réexportation des échantillons et modèles, les deux Etats s'accordent, en outre, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article X.

Pour le transport par chemin de fer des voyageurs, bagages et marchandises, les deux Etats contractants se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les taxes publiques afférentes aux transports.

Article XI.

En ce qui concerne le transit, les deux Etats contractants appliqueront réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention¹ et du Statut sur la liberté du transit, signés à Barcelone le 20 avril 1921.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CXXXIV, page 393 ; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

Where certificates of origin are required by one of the two contracting countries they may, if they relate to goods originating in the territory of the other contracting country, be issued either by the Customs authorities or by the competent Chambers of Commerce or Industry of the latter country, or by any other authority or institution thereof approved for the purpose by the Government of the country of destination. The said certificates of origin shall be recognised by the authorities of the country of destination. If they are not issued by a State authority or a competent Chamber of Commerce or Industry, the Government of the country of destination may require them to be legalised by its diplomatic or consular representative at the place of despatch. No charge shall be made for such legalisation.

The authorities of the country of destination shall be entitled to demand a translation into French of certificates of origin.

Article VIII.

Internal duties or dues of any kind whatsoever which are or may hereafter be levied within the territory of either contracting State, for the benefit of the State, provinces, communes or corporations, on the manufacture, preparation, transport, purchase, sale or consumption of any article shall not, on any ground whatsoever, be higher or more burdensome or be levied in any way more onerous in the case of articles originating in the other State than in the case of like articles of native origin or of the most-favoured nation.

Article IX.

1. Merchants, manufacturers and other business men established in the territory of one of the two contracting States who show proof, by the production of an identity card issued by a competent authority in that territory, that they are authorised to carry on their trade or industry therein, and that they pay therein the taxes prescribed for that purpose by law, shall be entitled, within the territory of the other State and subject to compliance with the prescribed formalities, to make purchases, either personally or through commercial travellers in their employ, from merchants or producers or in the public market. They may also take orders from merchants and other persons who, for the purpose of their commerce or industry, make use of goods of the same kind as those offered. They shall receive in this respect, as also in everything relating to duties and dues and in every other way, treatment equally favourable with that received by the merchants, business men and commercial travellers of the most-favoured nation.

The said merchants, business men and commercial travellers, being in possession of identity cards, shall be entitled to have with them samples or specimens but not merchandise.

2. The identity cards shall be drawn up in accordance with the specimen given in the International Convention for the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3rd, 1923. The visa of a consular or other authority shall not be required.

3. The provisions of the said International Convention shall apply also in respect of the importation and re-exportation of samples and specimens.

The two States shall further grant each other most-favoured-nation treatment in all matters concerning the importation and re-exportation of samples and specimens.

Article X.

As regards the transport by rail of passengers, baggage and goods, the two contracting States undertake to grant each other most-favoured-nation treatment in the matter of forwarding, transport rates and public charges in respect of transport.

Article XI.

In the matter of transit, the two contracting States shall in their mutual relations apply to each other the provisions of the Convention¹ and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20th, 1921.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340, of this Series.

Article XII.

1. Les navires et bateaux suédois et leurs cargaisons jouiront en Yougoslavie, et les navires et bateaux yougoslaves et leurs cargaisons jouiront en Suède, à tous égards, du même traitement que les navires et bateaux nationaux et leurs cargaisons, quels que soient le lieu de départ et le lieu de destination desdits navires et bateaux, quelles que soient aussi la provenance et la destination de leurs cargaisons.

2. Les navires et bateaux de l'un des deux Etats contractants ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare et de bouée ou de quarantaine ni à d'autres droits et charges, de quelque dénomination que ce soit, plus élevés que ceux qui sont ou seront appliqués, dans les mêmes conditions, aux navires et bateaux nationaux.

3. Les navires et bateaux de chacun des deux Etats contractants jouiront de tout privilège et de toute faveur qui sont ou seront accordés aux navires et bateaux nationaux, en ce qui concerne leur placement, leur chargement ou leur déchargement dans les ports et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles sont ou pourront être soumis les navires et bateaux, leurs équipages et leurs cargaisons.

4. Tout privilège et toute exonération que l'un des Etats contractants a accordés ou pourra accorder sous l'un des rapports susvisés à une tierce Puissance, seront appliqués simultanément et sans réserves à l'autre Etat contractant.

5. Il est toutefois fait exception aux stipulations du présent article en ce qui concerne le cabotage, les services de port et les faveurs qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été ou pourront être accordés à la pêche nationale et à ses produits.

Il est convenu en outre que le traitement national des navires dans les ports des Etats contractants ne s'étend pas aux privilèges concédés à des sociétés de sport nautique.

Les dispositions du présent traité concernant la navigation ne sont applicables qu'à la navigation maritime.

La navigation sur les fleuves internationaux reste réglée par les traités internationaux y afférents.

Article XIII.

La nationalité des navires et bateaux sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'un des deux Etats contractants, seront reconnus par l'autre Etat, conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus par les deux Etats.

Article XIV.

Les navires et bateaux suédois qui entreront dans un port de la Yougoslavie, et les navires et bateaux yougoslaves qui entreront dans un port de la Suède, à seule fin d'y compléter leur cargaison pour une destination étrangère ou d'en débarquer une partie, apportée de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour celle-ci aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels ne pourront, d'ailleurs, être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour les navires et bateaux nationaux ou de la nation la plus favorisée.

Article XV.

1. Si un navire ou bateau de l'un des Etats contractants s'est échoué ou a fait naufrage sur les côtes de l'autre, le navire ou bateau et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements des pays respectifs accordent dans des circonstances analogues aux navires et bateaux nationaux ou de la nation la plus favorisée. Il sera donné, dans la même mesure qu'aux nationaux, aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour eux-mêmes que pour le navire ou bateau et la cargaison.

2. Les objets sauvés d'un navire ou bateau échoué ou naufragé ou de sa cargaison seront restitués au propriétaire ou à son représentant, pourvu que le propriétaire ou son représentant

Article XII.

1. Swedish vessels and boats and their cargoes shall receive in Yugoslavia, and Yugoslav vessels and boats and their cargoes shall receive in Sweden, the same treatment in every respect as national vessels and boats and their cargoes, whatever the place from which such vessels and boats come or to which they are proceeding, and whatever the place from or to which their cargoes are consigned.

2. The vessels and boats of one of the two contracting States shall not be subject in the territory of the other to tonnage dues, port dues, pilotage, lighting, buoyage or quarantine dues, nor to any other dues or charges whatsoever, higher than those which are or may hereafter be applicable in the same conditions to national vessels and boats.

3. The vessels and boats of each of the two contracting States shall enjoy any privilege or favour which is or may hereafter be granted to national vessels or boats in respect of their berthing, loading or unloading in the ports, and generally in respect of all formalities and provisions whatsoever which are or may hereafter be applicable to vessels, boats, their crews and cargoes.

4. Any privilege or exemption which either of the contracting States has accorded or may hereafter accord to any third Power in regard to any of the above matters shall be granted simultaneously and unconditionally to the other contracting State.

5. The provisions of the present Article shall, however, not apply to the coasting trade, to port services and favours which, in either of the two countries, have been or may hereafter be granted to national fisheries and their products.

It is further agreed that the national treatment of vessels in the ports of the contracting States shall not extend to privileges granted to yacht clubs.

The provisions of the present Treaty concerning navigation shall apply only to maritime navigation.

Navigation on international rivers shall continue to be regulated by the international treaties relating thereto.

Article XIII.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with the laws and regulations of the country concerned shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of vessels and boats.

Tonnage measurement certificates and other documents regarding tonnage measurement issued by one of the two contracting States shall be recognised by the other State in conformity with such special arrangements as may hereafter be concluded between the two States.

Article XIV.

Swedish vessels and boats entering a Yugoslav port and Yugoslav vessels and boats entering a Swedish port with the sole object of completing their cargoes for a foreign destination or unloading a part thereof conveyed from a foreign port shall be entitled, provided they conform to the laws and regulations of the State concerned, to retain on board any part of the cargo consigned to another port or to another country and to re-export it without being obliged to pay any duties or charges thereon other than the supervision dues which, moreover, may be levied only at the lowest rate fixed for national vessels and boats or for those of the most-favoured nation.

Article XV.

1. If a vessel or boat of one of the contracting States has run aground or been wrecked on the coast of the other, the vessel or boat and its cargo shall enjoy the same favours and immunities as are granted by the laws and regulations of the respective countries in similar circumstances to national vessels and boats or to vessels and boats of the most-favoured nation. Assistance and relief shall be given to the master and the crew, both for themselves and for the vessel or boat and its cargo, to the same extent as would be afforded to nationals.

2. Goods salvaged from a vessel or boat which has run aground or been wrecked, or from its cargo, shall be restored to the owner or his representative, provided that the owner or his

justifie de son droit dans le délai prévu par la loi. Si lesdits objets ont été vendus, le produit de la vente sera, aux mêmes conditions, mis à la disposition du propriétaire ou de son représentant. Le montant des droits de sauvetage et des autres frais occasionnés par le sauvetage sera calculé d'après les mêmes règles que celles applicables aux nationaux.

3. Il est convenu aussi que les objets sauvés d'un navire ou bateau échoué ou naufragé ne seront assujettis à aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure.

Article XVI.

1. Les deux Etats contractants se reconnaissent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports et places de l'autre Etat où le droit de nommer des représentants consulaires est accordé à une tierce Puissance.

2. Les représentants consulaires nommés par l'un des Etats contractants jouiront sur le territoire de l'autre Etat de tous les privilèges, exemptions, immunités et droits qui appartiennent ou qui pourront ultérieurement être reconnus aux représentants consulaires d'une tierce Puissance. Toutefois, ces privilèges, exemptions, immunités et droits ne pourront être réclamés par l'un des Etats contractants dans une mesure plus large que celle où ils appartiennent aux représentants consulaires de l'autre Etat contractant sur le territoire du premier.

Article XVII.

Pour autant qu'elles visent le traitement de la nation la plus favorisée, les stipulations du présent traité ne seront pas applicables :

a) Aux faveurs que l'un des deux Etats contractants a accordées ou pourra accorder par la suite à des Etats limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, dans une zone qui ne devra pas dépasser, dans la règle, une largeur de quinze kilomètres de chaque côté de la frontière ;

b) Aux faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège, ou à ces deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat ;

c) Aux faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la Yougoslavie en vertu d'une entente régionale avec des pays limitrophes ;

d) Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière.

Article XVIII.

Tout différend sur l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent traité qui n'aura pu être résolu entre les deux Etats contractants par la voie diplomatique sera soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article XIX.

Le présent traité sera ratifié.

Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications, qui aura lieu, aussitôt que faire se pourra, à Belgrade et pourra être dénoncé par chacun des Etats contractants avec un préavis de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Stockholm en double expédition le 14 mai 1937.

(L. S.) Rickard SANDLER, *m. p.*

(L. S.) Milorad STRAŽNICKI, *m. p.*

(L. S.) M. PILJA, *m. p.*

representative establishes his right within the period laid down by the law. If the said goods have been sold, the proceeds of the sale shall, subject to the same conditions, be placed at the disposal of the owner or his representative. The salvage dues and other expenses incurred in the salvage shall be calculated according to the same rules as are applicable to nationals.

3. It is also agreed that goods salvaged from a vessel or boat which has run aground or been wrecked shall not be liable to any Customs duties unless admitted for consumption within the country.

Article XVI.

1. Each of the two contracting States shall grant the other the right to appoint consular representatives in all ports and places of the other State in regard to which the right to appoint consular representatives is granted to any third Power.

2. The consular representatives appointed by either contracting State shall enjoy, in the territory of the other State, all such privileges, exemptions, immunities and rights as are or may hereafter be granted to the consular representatives of any third Power. Nevertheless, such privileges, exemptions, immunities and rights shall not be claimed by either contracting State in a larger measure than that in which they are enjoyed by the consular representatives of the other contracting State in the territory of the former.

Article XVII.

In so far as they relate to most-favoured-nation treatment, the provisions of the present Treaty shall not apply :

(a) To favours which one of the two contracting States has granted or may hereafter grant to contiguous States with the object of facilitating frontier traffic within a zone not as a general rule exceeding 15 kilometres in depth on either side of the frontier ;

(b) To favours which are or may hereafter be granted by Sweden to Denmark or Norway, or to both those countries, so long as such favours have not been granted to any other State ;

(c) To favours which are or may hereafter be granted by Yugoslavia in virtue of a regional agreement with contiguous countries ;

(d) To special favours accorded in virtue of a Customs union.

Article XVIII.

Any dispute concerning the interpretation, application or execution of the present Treaty which the two contracting States have not been able to settle by diplomatic means shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article XIX.

The present Treaty shall be ratified.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, which shall take place as soon as possible at Belgrade, and it may be denounced by either of the contracting States at six months' notice.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals

Done in duplicate at Stockholm, this 14th day of May, 1937.

(L. S.) Rickard SANDLER, *m. p.*

(L. S.) Milorad STRAŽNICKI, *m. p.*

(L. S.) M. PILJA, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du présent traité de commerce et de navigation, les plénipotentiaires des deux Etats contractants sont, en outre, convenus des dispositions suivantes, qui font partie intégrante du traité.

Ad article premier.

1. Les stipulations du présent traité ne porteront aucune atteinte aux dispositions qui sont ou pourront être mises en vigueur dans chacun des deux pays concernant les passeports, ni aux prescriptions générales édictées ou à édicter par les Etats contractants concernant le droit pour les étrangers de prendre du travail sur leurs territoires respectifs.

2. Les deux Etats contractants conviennent que l'octroi du traitement national aux termes de l'article premier, alinéa 3, n'exclut pas l'applicabilité aux ressortissants de la Yougoslavie des Ordonnances suédoises du 23 octobre 1908, concernant les droits à acquitter pour privilèges et droits spéciaux, et du 31 décembre 1913, relative au droit des étrangers et des ressortissants suédois domiciliés à l'étranger de donner en Suède des représentations publiques, etc., ou de prêter leur concours à ces représentations, en tant que lesdites ordonnances prévoient les payements de taxes.

3. Il est entendu, en outre, que les stipulations du présent traité ne restreignent en rien le droit de chacun des deux Etats contractants de refuser, dans des cas déterminés, aux ressortissants de l'autre Etat, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit dans l'intérêt de la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat ou de l'ordre public, soit pour des raisons de politique sociale et notamment pour des considérations relatives à l'assistance publique ou pour des motifs de police sanitaire ou de police des mœurs, l'autorisation de séjourner dans le pays.

Ad articles premier et III.

Il est entendu que les stipulations du présent traité relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne pourront être invoquées par l'un ou l'autre des deux Etats contractants pour réclamer le bénéfice du traitement appliqué, au point de vue fiscal, en vue d'éviter la double imposition, dans les rapports de l'un d'eux avec un Etat tiers, en vertu d'un traité spécial ayant pour objet la répartition du droit d'imposition en ce qui concerne certaines matières imposables.

Ad article III.

Il est entendu que l'octroi du traitement national, conformément à l'article III, alinéa 2, en ce qui concerne les impôts, est subordonné à l'existence de conditions fiscales analogues relativement aux sociétés visées à cet article.

Ad article VIII.

1. Les stipulations de cet article ne portent pas atteinte aux dispositions présentes ou futures de la législation suédoise, en vertu desquelles les alcools et les amidons fabriqués avec des matières premières étrangères, ainsi que les tabacs importés de l'étranger, sont frappés d'un impôt spécial.

2. Il est convenu que l'impôt sur le chiffre d'affaires appartient à la catégorie des contributions intérieures, au sens de l'article VIII, mais non à celle des impôts mentionnés précédemment sous 1.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole qui fera partie intégrante du Traité de commerce et de navigation en date de ce jour.

Fait à Stockholm en double expédition le 14 mai 1937.

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

Le Chef de la 1^{ère} section du Département politique,

N. V. Vulović.

Rickard SANDLER, *m. p.*

Milorad STRAŽNICKI, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

FINAL PROTOCOL.

At the time of signing the present Treaty of Commerce and Navigation, the Plenipotentiaries of the two contracting States have in addition agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Treaty.

Ad Article I.

1. The stipulations of the present Treaty shall not affect in any way the provisions which have been or may hereafter be put into force in either of the two countries regarding passports, nor the general regulations which have been or may hereafter be issued by the contracting States regarding the right of foreigners to accept employment in their respective territories.

2. The two contracting States agree that the grant of equality of treatment with nationals under Article I, paragraph 3, does not preclude the application to Yugoslav nationals of the Swedish Ordinance of October 23rd, 1908, regarding the dues payable for privileges and special rights or that of December 31st, 1913, regarding the right of foreigners and Swedish nationals domiciled abroad to give public performances, etc., in Sweden or to take part in such performances in so far as the said Ordinances provide for the payment of dues.

3. It is further understood that the stipulations of the present Treaty in no way limit the right of each of the two contracting States, in particular cases, to refuse nationals of the other State authorisation to reside in the country either by virtue of a judicial decision or in the interest of the internal or external security of the State or of public order, or for reasons of social policy, and especially for considerations relating to public assistance or for reasons connected with the regulations applicable to health or public morals.

Ad Articles I and III.

It is understood that the stipulations of the present Treaty relating to most-favoured-nation treatment may not be invoked by either of the two contracting States for the purpose of claiming the benefit of any treatment applied, in respect of taxation, by the other contracting State, with a view to avoiding double taxation, in its relations with a third State, in virtue of a special Treaty for the purpose of apportioning the right of taxation in respect of particular taxable material.

Ad Article III.

It is understood that the granting of equality of treatment with nationals, in accordance with Article III, paragraph 2, in respect of taxes shall be subject to the existence of analogous fiscal conditions in regard to the companies referred to in that Article.

Ad Article VIII.

1. The stipulations of this Article shall not affect any present or future provisions of Swedish laws under which special taxation is imposed upon alcohols and starches manufactured from foreign raw materials or upon tobacco imported from abroad.

2. It is understood that the tax on business turnover belongs to the category of internal taxes, within the meaning of Article VIII, but not to that of the taxes mentioned in paragraph 1 above.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol, which shall form an integral part of the Treaty of Commerce and Navigation of this day's date.

Done in duplicate at Stockholm, this 14th day of May, 1937.

Rickard SANDLER, *m. p.*

Milorad STRAŽNICKI, *m. p.*

M. PILJA, *m. p.*

ÉCHANGE DE NOTES

I. LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION YOUGOSLAVE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION SUÉDOISE.

STOCKHOLM, le 14 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En me référant à l'article XII du Traité de commerce et de navigation signé en date de ce jour entre la Yougoslavie et la Suède, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que, d'après l'interprétation donnée audit article par le Gouvernement yougoslave, le traitement national y stipulé ne pourra pas être invoqué lorsqu'il s'agira de mesures spéciales ayant pour but d'encourager la construction de navires sur les chantiers nationaux ou d'accorder un appui aux entreprises nationales de navigation maritime.

J'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien me faire connaître si le Gouvernement suédois est d'accord avec l'interprétation susmentionnée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

M. PILJA.

II. LE PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION SUÉDOISE AU PRÉSIDENT DE LA DÉLÉGATION YOUGOSLAVE.

STOCKHOLM, le 14 mai 1937.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Vous avez bien voulu, en date de ce jour, m'adresser une note de la teneur suivante :

« En me référant à
..... l'interprétation susmentionnée. »

En réponse à cette note, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement suédois est d'accord avec l'interprétation y mentionnée.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

Christian GÜNTHER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 19 janvier 1939.
Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES.

I. THE PRESIDENT OF THE YUGOSLAV DELEGATION TO THE PRESIDENT OF THE SWEDISH DELEGATION.

STOCKHOLM, May 14th, 1937.

SIR,

With reference to Article XII of the Treaty of Commerce and Navigation signed to-day between Yugoslavia and Sweden, I have the honour to inform you that, according to the interpretation given to that Article by the Yugoslav Government, the national treatment stipulated therein may not be claimed in the case of special measures the object of which is to encourage the building of vessels in the national dockyards or to grant assistance to national maritime navigation undertakings.

I would ask you to be good enough to inform me whether the Swedish Government agrees with the above-mentioned interpretation.

I have the honour to be, etc.

M. PILJA.

II. THE PRESIDENT OF THE SWEDISH DELEGATION TO THE PRESIDENT OF THE YUGOSLAV DELEGATION.

STOCKHOLM, May 14th, 1937.

SIR,

You were good enough to send me, under to-day's date, a note reading as follows :

“ With reference to
... the above-mentioned interpretation. ”

In reply to that note, I have the honour to inform you that the Swedish Government agrees with the interpretation mentioned therein.

I have the honour to be, etc.

Christian GÜNTHER.

N° 4505.

COMMONWEALTH D'AUSTRALIE ET SUISSE

Accord commercial, avec annexes, signé à Canberra, le 4 novembre 1938, et à Berne, le 22 novembre 1938, et échanges de notes y relatifs des mêmes dates.

Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Affaires étrangères du Commonwealth d'Australie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 janvier 1939.

COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND SWITZERLAND

Commercial Agreement, with Annexes, signed at Canberra, November 4th, 1938, and at Berne, November 22nd, 1938, and Exchanges of Notes relating thereto of the same Dates.

English official text communicated by the Minister for External Affairs of the Commonwealth of Australia. The registration of this Agreement took place January 23rd, 1939.

No. 4505. — COMMERCIAL AGREEMENT¹ BETWEEN THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA AND SWITZERLAND. SIGNED AT CANBERRA, NOVEMBER 4TH, 1938, AND AT BERNE, NOVEMBER 22ND, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA and THE SWISS FEDERAL COUNCIL, desiring to facilitate and extend the commercial relations between Australia and Switzerland, have agreed as follows :

Article 1.

Articles, the produce or manufacture of Australia, on importation into Switzerland, and articles, the produce or manufacture of Switzerland, on importation into Australia, shall not be subjected to other or higher duties or charges than those paid on like articles, the produce or manufacture of any other foreign country.

Article 2.

(a) Articles, the produce or manufacture of Switzerland, enumerated in Schedule A to this Agreement, shall, on importation into Australia, be accorded the benefits of the Australian Intermediate Tariff.

(b) Articles, the produce or manufacture of Switzerland, enumerated in Schedule B to this Agreement, shall not, on importation into Australia, be subjected to higher primage duties than those specified in the said Schedule.

(c) The foregoing provisions of this Article shall not be deemed to exempt any articles from liability to Sales Tax or, except as provided in paragraph (b) of this Article, from payment of primage duties.

Article 3.

Articles, the produce or manufacture of Australia, enumerated in Schedule C to this Agreement, shall not, on importation into Switzerland, be subjected to higher duties than those specified in the said Schedule.

Article 4.

With respect to the articles enumerated in Schedule D to this Agreement the quantities of such articles produced or manufactured in Australia which shall be permitted to be imported annually into Switzerland shall not be less than those specified in the said Schedule.

Article 5.

The notes incorporated in the Schedules to this Agreement shall be given force and effect as integral parts of the Agreement.

Article 6.

In the event that quantitative restrictions are imposed in either Australia or Switzerland on the importation of any goods of interest to the other country, it is agreed that, in the allocation of the quantity of restricted goods which may be authorized for importation, the other country will be granted a share of the total permitted foreign imports of such goods equivalent to the proportion of the total foreign imports of such goods which it enjoyed in a previous representative period prior to the imposition of such quantitative restrictions.

¹ The exchange of ratifications took place at Canberra, December 16th, 1938.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4505. — ACCORD² COMMERCIAL ENTRE LA CONFÉDÉRATION AUSTRALIENNE ET LA SUISSE. SIGNÉ A CANBERRA, LE 4 NOVEMBRE 1938, ET A BERNE, LE 22 NOVEMBRE 1938.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE GOUVERNEMENT DE LA CONFÉDÉRATION AUSTRALIENNE, désireux de faciliter et de favoriser le développement des échanges commerciaux entre l'Australie et la Suisse, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les produits d'origine suisse à leur importation en Australie et les produits d'origine australienne à leur importation en Suisse ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

Article 2.

a) Les produits suisses énumérés dans la liste A annexée au présent accord bénéficieront, à leur importation en Australie, des droits du tarif intermédiaire australien.

b) Les produits suisses énumérés dans la liste B annexée au présent accord ne seront pas soumis, à leur importation en Australie, à des droits de primage plus élevés que ceux inscrits sur ladite liste.

c) Les dispositions des paragraphes a) et b) du présent article ne pourront pas être invoquées en faveur de l'exemption desdits produits du paiement de la taxe de vente ou, sauf dans les limites prévues au paragraphe b), du paiement des droits de primage.

Article 3.

Les produits australiens énumérés dans la liste C annexée au présent accord ne seront pas soumis, à leur importation en Suisse, à des droits plus élevés que ceux inscrits sur ladite liste.

Article 4.

En ce qui concerne les produits énumérés dans la liste D annexée au présent accord, les importations australiennes autorisées annuellement par la Suisse ne devront pas être inférieures aux quantités inscrites sur ladite liste.

Article 5.

¹ Les remarques figurant dans les listes annexées au présent accord font partie intégrante de l'accord.

Article 6.

Dans le cas où l'un des deux pays édicterait des mesures restreignant l'importation d'un produit intéressant le commerce d'exportation de l'autre pays, ce dernier pourrait prétendre à un contingent d'importation lui assurant, en poids, le même pourcentage que précédemment dans les importations totales du produit en question.

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

² L'échange des ratifications a eu lieu à Canberra, le 16 décembre 1938.

Article 7.

In all matters concerning the rules, formalities or charges imposed in connexion with any form of quantitative restriction on the importation of any article, the Government of the Commonwealth of Australia and the Swiss Federal Council agree to extend to articles the produce or manufacture of Switzerland and Australia respectively every favour granted to any other foreign country.

Article 8.

The Government of the Commonwealth of Australia and the Swiss Federal Council reserve the right to withdraw or to modify the concession granted on any article under this Agreement if, as a result of the extension of such concession to third countries, such countries obtain the major benefit of such concession and in consequence thereof an unduly large increase in importations from such countries of such article takes place.

Article 9.

If either Party adopts in respect of any article specifically mentioned in this Agreement any measures which, even though they do not conflict with the terms of this Agreement, are considered by the other Party to have the effect of nullifying or impairing any of the advantages of this Agreement, the Party which considers its interests adversely affected may, within three months of the adoption of such measures, request the opening of negotiations with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter. If agreement is not reached within two months of the receipt of such request the Party which considers its interests adversely affected may take such action as it thinks proper to re-establish the equilibrium of the present Agreement.

Article 10.

The provisions of this Agreement shall apply also to the Principality of Liechtenstein so long as it is bound to Switzerland by a Customs union treaty.

Article 11.

Nothing in this Agreement shall entitle Switzerland to claim the benefit of any treatment, preference or privilege which may at any time be in force exclusively between the territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate.

Article 12.

The present Agreement, after being approved by the Parliament of the Commonwealth of Australia and by the competent authority on the part of Switzerland, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Canberra as soon as possible. The Agreement shall come into force fourteen days after the exchange of instruments of ratification or on such earlier date as may be agreed upon and shall remain in force until six months from the day on which either Party shall have given notice to the other of its intention to terminate it.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized to that effect, have signed in duplicate this Agreement.

Signed at Canberra, this fourth day of November, 1938.

Thomas W. WHITE.

Signed at Berne, this twenty-second day of November, 1938.

HOTZ.

Article 7.

Les Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les règles, formalités et taxes auxquelles les restrictions d'importation pourraient être soumises.

Article 8.

Les Parties contractantes se réservent la faculté de révoquer ou de restreindre la concession accordée à l'égard d'un produit spécifiquement mentionné dans le présent accord si, par suite du jeu de la clause de la nation la plus favorisée, la concession profitait surtout aux pays tiers en ce sens que leurs importations s'accroîtraient d'une façon anormale.

Article 9.

Dans le cas où le gouvernement de l'une des Parties adopterait, à l'égard d'un ou plusieurs produits spécifiquement mentionnés dans le présent accord, une mesure qui, sans être en opposition avec les dispositions du présent accord, serait considérée par le gouvernement de l'autre Partie comme de nature à rendre complètement ou partiellement inopérant l'un des avantages du présent accord, le gouvernement qui s'estime lésé pourrait, dans un délai de trois mois à partir de la mise en vigueur de cette mesure, demander l'ouverture de négociations en vue d'arriver à un règlement satisfaisant pour les deux Parties. Si un règlement n'intervenait pas dans un délai de deux mois à partir de la réception de cette demande, la Partie qui s'estime lésée pourrait prendre toutes mesures qui lui paraîtraient propres à rétablir l'équilibre du présent accord.

Article 10.

Les dispositions du présent accord s'appliqueront à la principauté de Liechtenstein aussi longtemps que cette dernière sera liée avec la Suisse par un traité d'union douanière.

Article 11.

La Suisse ne pourra pas se prévaloir des dispositions du présent accord pour réclamer le bénéfice du régime préférentiel qui peut, à un moment quelconque, être en vigueur exclusivement entre les territoires sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Dominions britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

Article 12.

Le présent accord sera ratifié par les autorités suisses compétentes et par le Parlement de la Confédération australienne. Les instruments de ratification seront échangés à Canberra aussitôt que possible. L'accord entrera en vigueur quatorze jours après l'échange des instruments de ratification ou, par accord mutuel, avant cette date et continuera à sortir ses effets jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'un des gouvernements aura notifié à l'autre son intention de dénoncer ledit accord.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé, en double exemplaire, le présent accord.

Fait à Berne, le 22 novembre 1938.

(Signé) HOTZ.

Fait à Canberra, le 4 novembre 1938.

(Signé) THOMAS W. WHITE.

SCHEDULE A.

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Articles.
Ex 41 (A)	Cheese having the eye formation characteristic of the Swiss or Emmenthaler type ; and cheese of the Gruyere or Emmenthaler processed type in containers not exceeding 10 oz. in weight.
Ex 105 (A) (1) (a)	Cotton piece goods known as organdie—unbleached, bleached, printed, dyed or coloured, weighing less than one and two-third oz. per square yard and manufactured from yarns the average number of which exceeds count number 80—the value for duty of which exceeds 7 ⁸ / ₁₆ d. per square yard.
105 (E) (2)	Lace for attire ; lace flouncings ; millinery nets ; dress nets ; veilings ; embroideries in the piece ; tucked linens or cottons.
Ex 105 (K) (1)	Piece goods of a class or kind not produced in Australia which would otherwise be dutiable at a higher rate than that payable under this sub-item imported for use in the manufacture of neckties, as prescribed by Departmental By-laws : Wholly of silk.
106 (B)	Trimmings and Ornaments, n.e.i. for Hats, Shoes and other attire, not being partly or wholly of gold or silver ; Braids n.e.i. ; Fringes n.e.i. ; Frillings ; Rufflings ; Pleatings ; Ruchings ; Galoons n.e.i. ; Ribbons n.e.i. ; Tinselled Belting n.e.i. ; Webbing n.e.i. ; Belting for apparel not elsewhere specified and not being cut to lengths for belts.
<i>Note</i> : It has been agreed by the Government of the Commonwealth of Australia that Bows and Jabots for women's attire shall be specifically included in Tariff Item 106 (B) under appropriate descriptions.	
Ex 110 (D)	Articles of women's apparel, made from textile fabrics and having embroidered work or lace work thereon or made wholly or in chief part from lace, viz. : Collars, collars with jabots attached, collar and cuff sets, cuffs, modesty vests for outerwear, and vestees with or without collars attached.
114 (G) (1)	Hoods other than of felt. For the purposes of this paragraph a hood means any unblocked form of any material (other than felt) woven or plaited throughout from the tip of the crown to the edge of the brim, also any unblocked form made of braid or similar material joined together by hand with a concealed thread.
114 (G) (2)	Hat Forms of braid or similar material sewn with a visible stitch, but not blocked or further processed.
Ex 120 (B) (1)	Handkerchiefs, cotton or linen or cotton and linen, wholly or in part of machine-made lace or embroidered on the multiple needle embroidery machines finished off with machine-made scalloped edge, machine-made hems or other machine-made fancy finishing edges, containing no hand-made lace and not embroidered or tamboured in any part by hand.
318 (A) (4) (a)	Wristlet watches n.e.i. and cases therefor, viz. :
	(1) Nickel-plated, nickel alloy, chromium-plated, and steel.
	(2) Other.
Ex 318 (A) (4) (b)	Watches and Chronometers, n.e.i.
Ex 338 (A)	Trade catalogues, price lists and other printed advertising matter, not designed to advertise the sale of goods by any person, firm or company in Australia, when imported into Australia in single copies addressed to hospitals, medical practitioners or dentists, and not exceeding one copy to each hospital, medical practitioner or dentist, and not being for distribution.

LISTE « A »

Numéros du tarif douanier australien	Désignation de la marchandise
ex 41 (A)	Fromage avec l'ouverture caractéristique du fromage suisse ou d'Emmental et fromage d'Emmental ou de Gruyère fondu, en paquetage d'un poids maximum de 10 oz.
* ex 105 (A) (1) (a)	Tissus de coton en pièce connus comme organdi écru du métier, blanchi, imprimé, teint ou tissé en couleur, pesant moins de $1\frac{2}{3}$ once par yard carré et manufacturés de filés dont le nombre moyen excède 80 — dont la valeur pour la détermination des droits de douane dépasse $7\frac{3}{4}$ d. par yard carré.
105 (E) (2)	Dentelles de parure ; volants en dentelle ; filets pour modes et pour robes ; voiles ; broderies au mètre ; tissus de lin ou de coton plissés.
ex 105 (K) (1)	Tissus d'une classe ou d'un genre non fabriqués en Australie, qui devraient acquitter un droit plus élevé que celui du présent littéra, importés pour la confection de cravates, conformément aux règlements : entièrement en soie.
106 (B)	Passenterie et garnitures n. c. a., pour chapeaux, chaussures et autres articles d'habillement, à l'exception de celles qui sont partiellement ou entièrement en or ou en argent ; bandes n. c. a. ; franges n. c. a. ; plissés ; fronces ; tresses ; ruches ; galons n. c. a. ; rubans n. c. a. ; tissus pour ceintures combinés avec du clinquant, n. c. a. ; sangles n. c. a. ; tissus pour ceintures destinées à des objets d'habillement, n. c. a. et non coupés de longueur pour ceintures. <i>Note</i> : Le Gouvernement de la Confédération australienne s'est déclaré d'accord que les cravates (Bows) et jabots pour habits de dames seront spécialement inclus dans le tarif Item 106 (B) selon description particulière.
ex 110 (D)	Articles de décoration pour habits de dames fabriqués de produits textiles contenant de la broderie ou des dentelles ou fabriqués entièrement ou en partie de dentelles : Cols, cols avec jabots attachés, cols et manchettes, manchettes, plastrons pour confection-costume, et plastrons avec ou sans cols attachés.
114 (G) (1)	Cloches autres qu'en feutre. Au sens du présent paragraphe, on entend par cloche toute forme non façonnée, en matière quelconque (autre que le feutre), entièrement tissée ou tressée depuis le sommet de la calotte jusqu'à l'extrémité du bord, ainsi que toute forme non façonnée, en tresses ou articles similaires unis à la main par un fil invisible.
114 (G) (2)	Formes de chapeaux, en tresses ou articles similaires cousus par un point apparent, mais non façonnées ni autrement travaillées.
ex 120 (B) (1)	Mouchoirs de coton ou de linon ou de coton et linon fabriqués entièrement ou en partie de dentelles mécaniques ou brodés sur métier de broderies, finis avec feston à la machine, ourlet à la machine, ou autre ourlet de fantaisie à la machine exclues les dentelles à la main ou les broderies de toute espèce à la main.
318 (A) (4) (a)	Montres-bracelets n. c. a. et leurs boîtiers :
	(1) Nickelées, en alliage de nickel, chromées et en acier ;
	(2) Autres.
ex 318 (A) (4) (b)	Montres et chronomètres, n. c. a.
ex 338 (A)	Catalogues commerciaux, prix courants et autres imprimés de réclame, non destinés à annoncer la vente de marchandises par toute personne, firme ou compagnie établie en Australie, importés en Australie en un seul exemplaire et adressés à des hôpitaux, médecins et dentistes, et non destinés à être distribués.

* Actuellement 105 (o) (1).

SCHEDULE B.

Item of the Australian Customs Tariff	Description of Articles	Rate of Primage Duty
105 (E) (2)	Lace for attire ; lace flouncings ; millinery nets ; dress nets ; veilings ; embroideries in the piece ; tucked linens or cottons	5 % <i>ad valorem</i>
106 (B)	Trimmings and Ornaments, n.e.i. for Hats, Shoes and other attire, not being partly or wholly of gold or silver ; Braids n.e.i. ; Fringes n.e.i. ; Frillings ; Rufflings ; Pleatings ; Ruchings ; Galoons n.e.i. ; Ribbons n.e.i. ; Tinselled Belting n.e.i. ; Webbing n.e.i. ; Belting for apparel not elsewhere specified and not being cut to lengths for belts	5 % <i>ad valorem</i>
<p><i>Note</i> : It has been agreed by the Government of the Commonwealth of Australia that Bows and Jabots for women's attire shall be specifically included in Tariff Item 106 (B) under appropriate descriptions.</p>		
Ex 110 (D)	Articles of women's apparel, made from textile fabrics and having embroidered work or lace work thereon or made wholly or in chief part from lace, viz : Collars, collars with jabots attached, collar and cuff sets, cuffs, modesty vests for outerwear, and vestees with or without collars attached	5 % <i>ad valorem</i>
114 (G) (1)	Hoods other than of felt For the purposes of this paragraph a hood means any unblocked form of any material (other than felt) woven or plaited throughout from the tip of the crown to the edge of the brim, also any unblocked form made of braid or similar material joined together by and with a concealed thread.	5 % <i>ad valorem</i>
114 (G) (2)	Hat Forms of braid or similar material sewn with a visible stitch, but not blocked or further processed	5 % <i>ad valorem</i>
318 (A) (4)	Wristlet watches n.e.i. and cases therefor, viz. : (1) Nickel-plated, nickel alloy, chromium-plated, and steel	5 % <i>ad valorem</i>
338 (A)	(2) Other Trade catalogues, price lists and other printed advertising matter, not designed to advertise the sale of goods by any person, firm or company in Australia, when imported into Australia in single copies addressed to hospitals, medical practitioners or dentists, and not exceeding one copy to each hospital, medical practitioner or dentist, and not being for distribution	5 % <i>ad valorem</i> Free

SCHEDULE C.

Number of the Swiss Tariff	Description of Articles	Rate of Duty
24 a ¹	Apples and Pears <i>Note</i> : This rate is consolidated as follows : In respect of Apples, 1st April to 15th July. In respect of Pears, 1st February to 15th July.	5 francs per 100 kilogs.
33	Raisins (including currants) of all kinds, except Malaga raisins as well as Denia raisins in bunches	10 francs per 100 kilogs.

LISTE « B »

Numéros du tarif douanier australien	Désignation de la marchandise	Taux du droit de primage
105 (E) (2)	Dentelles de parure : volants en dentelle ; filets pour modes et pour robes ; voiles ; broderies au mètre ; tissus de lin ou de coton plissés	5% <i>ad valorem</i>
106 (B)	Passenterie et garnitures n. c. a., pour chapeaux, chaussures et autres articles d'habillement, à l'exception de celles qui sont partiellement ou entièrement en or ou en argent ; bandes n. c. a. ; franges n. c. a. ; plissés ; fronces ; tresses ; ruches ; galons n. c. a. ; rubans n. c. a. ; tissus pour ceintures combinés avec du clinquant, n. c. a. ; sangles n. c. a. ; tissus pour ceintures destinées à des objets d'habillement, n. c. a. et non coupés de longueur pour ceintures	5 % <i>ad valorem</i>
<p><i>Note</i> : Le Gouvernement de la Confédération australienne s'est déclaré d'accord que les cravates (Bows) et jabots pour habits de dames seront spécialement inclus dans le tarif Item 106 (B) selon description particulière.</p>		
ex 110 (D)	Articles de décoration pour habits de dames fabriqués de produits textiles contenant de la broderie ou des dentelles ou fabriqués entièrement ou en partie de dentelles ; Cols, cols avec jabots attachés, cols et manchettes, plastrons pour confection-costume, et plastrons avec ou sans cols attachés	5 % <i>ad valorem</i> 5 % <i>ad valorem</i>
114 (G) (1)	Cloches autres qu'en feutre Au sens du présent paragraphe, on entend par cloche toute forme non façonnée, en matière quelconque (autre que le feutre), entièrement tissée ou tressée depuis le sommet de la calotte jusqu'à l'extrémité du bord, ainsi que toute forme non façonnée, en tresses ou articles similaires unis à la main par un fil invisible.	5 % <i>ad valorem</i> 5 % <i>ad valorem</i>
114 (G) (2)	Formes de chapeaux, en tresses ou articles similaires cousus par un point apparent, mais non façonnées ni autrement travaillées	5 % <i>ad valorem</i>
318 (A) (4) (1)	Montres-bracelets n. c. a. et leurs boîtiers ; Nickelées, en alliage de nickel, chromées et en acier	5 % <i>ad valorem</i> 5 % <i>ad valorem</i>
ex 338 (A)	(2) Autres Catalogues commerciaux, prix courants et autres imprimés de réclame, non destinés à annoncer la vente de marchandises par toute personne, firme ou compagnie établie en Australie, importés en Australie en un seul exemplaire et adressés à des hôpitaux, médecins et dentistes, et non destinés à être distribués	5 % <i>ad valorem</i> libres

LISTE « C »

Numéros du tarif douanier suisse	Désignation de la marchandise	Taux du droit fr. c. par q.
24 a ¹	Pommes et poires <i>N. B.</i> Ce taux est consolidé pour les pommes importées dans la période du 1 ^{er} avril au 15 juillet et pour les poires importées dans la période du 1 ^{er} février au 15 juillet.	5
33	Raisins (y compris les raisins de Corinthe) secs de tout genre, à l'exception des raisins de Malaga, ainsi que des raisins de Dénia avec la grappe	10

Number of the Swiss Tariff	Description of Articles	Rate of Duty
Ex 101 b	Canned Fruits, viz. : Apricots, Peaches, Pears, Pineapples.	45 francs per 100 kilogs., so long as this rate is consolidated in ac- cordance with an Agree- ment with a third coun- try ; otherwise 55 francs per 100 kilogs.
455	Wool : Raw, scoured, dyed	0.15 francs per 100 kilogs.
841	Lead, soft, in bars, pigs, slabs ; hard lead, type metal	0.30 francs per 100 kilogs.
Ex 969	Sandalwood Oil	10 francs per 100 kilogs.
Ex 1052	Eucalyptus Oil	10 francs per 100 kilogs.
1078	Starch—raw, subject to proof being furnished that it will be used for industrial purposes	1 franc per 100 kilogs.

SCHEDULE D.

Number of the Swiss Tariff	Description of Articles	Annual quotas in 100 kilogrammes
4	Barley	38,000
24 a ¹	Apples and Pears	15,000
	<i>Note</i> : This quota shall be allotted for importation during the following periods :	
	In respect of Apples, 1st April to 15th July.	
	In respect of Pears, 1st February to 15th July.	
229 b } 236 }	Building and cabinet-makers' and veneer wood	10,000

EXCHANGE OF NOTES

AUSTRALIAN LETTER NO. I.

MINISTER FOR TRADE AND CUSTOMS.

SIR,

CANBERRA, A.C.T., November 4th, 1938.

With reference to the discussions which have taken place regarding the quota restrictions in force in Switzerland on apples and pears, and the quota to be allocated to Australia under the terms of Schedule D to the Commercial Agreement between the Commonwealth of Australia and Switzerland, signed this day on behalf of the Commonwealth, it is understood that the Swiss Government are willing to agree to the following supplementary arrangements :

(1) Swiss import permits issued for Australian apples and pears in general shall not be transferable in favour of like produce of other countries. The Swiss Government shall allow transfers of import permits for Australian apples and pears in favour of like produce of other countries only with the consent of the Commonwealth Government or their officially designated representatives.

(2) If, during the period specified for the importation of Australian apples and pears into Switzerland, it appears that Australian exporters are able to sell to Swiss importers quantities in excess of the quota specified in Schedule D, the Swiss Government will favourably consider the grant of supplementary quotas in order to permit such additional quantities of Australian apples and pears to be imported into Switzerland.

Numéros du tarif douanier suisse	Désignation de la marchandise	Taux du droit fr. c. par q.
ex 101 b	Conserves de fruits : Abricots, pêches, poires, ananas	45 Aussi long- temps que ce taux est con- solidé avec d'autres pays, sinon taux consolidé à 55 francs par q.
455	Laine : brute, lavée, teinte	0 15
841	Plomb doux en barres, saumons, plaques ; plomb aigre, métal pour caractères d'imprimerie	0 30
ex 969	Huile de bois de santal	10
ex 1052	Huile d'eucalyptus	10
1078	Amidons bruts, moyennant la preuve de leur emploi à des usages indus- triels	1

LISTE « D »

Numéros du tarif douanier suisse	Désignation de la marchandise	Contingent annuel en q.
4	Orge	38 000
24 a ¹	Pommes et poires	15 000
	N. B. Ce contingent peut être employé :	
	Pour l'importation des pommes du 1 ^{er} avril au 15 juillet ;	
	Pour l'importation des poires du 1 ^{er} février au 15 juillet.	
229 b } 236 }	Bois de construction, de tabletterie et de placages	10 000

TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

LÉTRE AUSTRALIENNE N° I.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES DOUANES.

MONSIEUR,

CANBERRA, A.C.T., le 4 novembre 1938.

Je me réfère aux négociations qui ont eu lieu concernant la restriction applicable en Suisse à l'importation des pommes et des poires et le contingent garanti à l'Australie par la liste D de l'accord commercial conclu aujourd'hui entre la Confédération australienne et la Suisse. Il est donc entendu que le Gouvernement suisse est prêt à admettre les arrangements complémentaires suivants :

1^o Les permis délivrés par la Suisse pour l'importation de pommes et de poires australiennes ne pourront, en principe, être transférés sur d'autres pays. Le Gouvernement suisse ne procédera à de tels transferts qu'avec l'assentiment du Gouvernement australien ou des représentants officiels désignés par lui.

2^o Si l'on constatait, pendant la période prévue pour l'importation de pommes et poires australiennes, que les exportateurs australiens sont en mesure de vendre aux importateurs suisses des quantités supérieures au contingent fixé dans la liste D, le Gouvernement suisse s'efforcera d'accorder des contingents supplémentaires pour assurer l'importation en Suisse de l'excédent de pommes et poires australiennes.

I shall be glad if you will confirm that the Swiss Government agree that the abovementioned supplementary arrangements shall hold so long as the Agreement remains in force.

Yours faithfully,

Thomas W. WHITE.

Dr. A. Koch,
Department of Public Economy, Berne, Switzerland.

SWISS LETTER NO. 1.

SIR,

BERNE, *November 22nd*, 1938.

I desire to acknowledge the receipt of your letter of 4th November, 1938, addressed to me in the following terms :

" With reference to the discussions which have taken place regarding the quota restrictions in force in Switzerland on apples and pears, and the quota to be allocated to Australia under the terms of Schedule D to the Commercial Agreement between the Commonwealth of Australia and Switzerland, signed this day on behalf of the Commonwealth, it is understood that the Swiss Government are willing to agree to the following supplementary arrangements :

(1) Swiss import permits issued for Australian apples and pears in general shall not be transferable in favour of like produce of other countries. The Swiss Government shall allow transfers of import permits for Australian apples and pears in favour of like produce of other countries only with the consent of the Commonwealth Government or their officially designated representatives.

(2) If, during the period specified for the importation of Australian apples and pears into Switzerland, it appears that Australian exporters are able to sell to Swiss importers quantities in excess of the quota specified in Schedule D, the Swiss Government will favorably consider the grant of supplementary quotas in order to permit such additional quantities of Australian apples and pears to be imported into Switzerland.

I shall be glad if you will confirm that the Swiss Government agree that the abovementioned supplementary arrangements shall hold so long as the Agreement remains in force."

In accordance with the desire expressed in the last paragraph of your letter, I am pleased to inform you that the Swiss Government agree that the supplementary arrangements expressed in your letter under reply shall hold so long as the Agreement remains in force.

Yours faithfully,

Lieutenant-Colonel the Honourable T. W. White,
D.F.C., V.D., M.P., Canberra, A.C.T., Australia.

Dr. A. KOCH.

AUSTRALIAN LETTER NO. 2.

MINISTER FOR TRADE AND CUSTOMS.

SIR,

CANBERRA, A.C.T., *November 4th*, 1938.

With reference to the Commercial Agreement between the Commonwealth of Australia and Switzerland, signed this day on behalf of the Commonwealth, I have the honour to inform you that the Commonwealth Government take note of the requests for the reduction of duties on the tariff items set out hereunder submitted on behalf of the Swiss Government during the negotiations :

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement suisse est d'accord de considérer les arrangements complémentaires précités comme faisant partie intégrante de l'accord.
Veuillez agréer, etc.

Thomas W. WHITE.

Monsieur le D^r A. Koch,
Département de l'Economie publique, Berne (Suisse).

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTRE SUISSE N^o 1.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BERNE, le 22 novembre 1938.

A la date du 4 novembre 1938, vous avez bien voulu me faire parvenir la communication suivante :

« Je me réfère aux négociations qui ont eu lieu concernant la restriction applicable en Suisse à l'importation des pommes et des poires et le contingent garanti à l'Australie par la liste D de l'accord commercial conclu aujourd'hui entre la Confédération australienne et la Suisse. Il est donc entendu que le Gouvernement suisse est prêt à admettre les arrangements complémentaires suivants :

1^o Les permis délivrés par la Suisse pour l'importation de pommes et de poires australiennes ne pourront, en principe, être transférés sur d'autres pays. Le Gouvernement suisse ne procédera à de tels transferts qu'avec l'assentiment du Gouvernement australien ou des représentants officiels désignés par lui.

2^o Si l'on constatait, pendant la période prévue pour l'importation de pommes et poires australiennes, que les exportateurs australiens sont en mesure de vendre aux importateurs suisses des quantités supérieures au contingent fixé dans la liste D, le Gouvernement suisse s'efforcera d'accorder des contingents supplémentaires pour assurer l'importation en Suisse de l'excédent de pommes et poires australiennes.

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement suisse est d'accord de considérer les arrangements complémentaires précités comme faisant partie intégrante de l'accord. »

Désérant au vœu exprimé dans le dernier alinéa de votre lettre, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement suisse est d'accord de considérer les arrangements complémentaires prémentionnés comme faisant partie intégrante de l'accord.

Agrérez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A Son Excellence Monsieur le Lieutenant-colonel T. W. White, (Signé) D^r A. KOCH.
D.F.C., V.D., M.P., Canberra (Australie).

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTRE AUSTRALIENNE N^o 2.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES DOUANES.

MONSIEUR,

CANBERRA, A.C.T., le 4 novembre 1938.

Me référant à l'accord commercial signé ce jour entre la Confédération australienne et la Suisse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement australien prend note des demandes de réduction des droits afférents aux rubriques tarifaires reprises ci-après présentées par vous au nom du Gouvernement suisse au cours des négociations :

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

Tariff Item 114 (G) (1)	Hoods other than of felt.
Tariff Item 114 (G) (2)	Hat forms of braid or similar material sewn with a visible stitch, but not blocked or further processed.
Tariff Item 318 (A) (4) (a)	Wristlet watches n.e.i. and cases therefor, viz. : (1) Nickel-plated, nickel alloy, chromium-plated, and steel. (2) Other.

I have the honour to place on record and confirm the undertaking given on behalf of the Commonwealth Government to refer these items to the Australian Tariff Board for public inquiry and report (if not already so referred) with a view to determining a new Intermediate Tariff rate.

Yours faithfully,

Thomas W. WHITE.

Dr. A. Koch,
Department of Public Economy, Berne, Switzerland.

SWISS LETTER NO. 2.

SIR,

BERNE, *November 22nd*, 1938.

I desire to acknowledge the receipt of your letter of 4th November, 1938, in the following terms :

“ With reference to the Commercial Agreement between the Commonwealth of Australia and Switzerland, signed this day on behalf of the Commonwealth, I have the honour to inform you that the Commonwealth Government take note of the requests for the reduction of duties on the tariff items set out hereunder submitted on behalf of the Swiss Government during the negotiations :

Tariff Item 114 (G) (1)	Hoods other than of felt.
Tariff Item 114 (G) (2)	Hat forms of braid or similar material sewn with a visible stitch, but not blocked or further processed.
Tariff Item 318 (A) (4) (a)	Wristlet watches n.e.i. and cases therefor, viz. : (1) Nickel-plated, nickel alloy, chromium-plated and steel. (2) Other.

I have the honour to place on record and confirm the undertaking given on behalf of the Commonwealth Government to refer these items to the Australian Tariff Board for public inquiry and report (if not already so referred) with a view to determining a new Intermediate Tariff rate.”

In acknowledging the receipt of this letter I desire to inform you that it has the agreement of the Swiss Government.

Yours faithfully,

DR. A. KOCH.

Lieutenant-Colonel the Honourable T. W. White,
D.F.C., V.D., M.P., Canberra, A.C.T., Australia.

AUSTRALIAN LETTER NO. 3.

MINISTER FOR TRADE AND CUSTOMS.

SIR,

CANBERRA, A.C.T., *November 4th*, 1938.

With reference to the Commercial Agreement between the Commonwealth of Australia and Switzerland, signed this day on behalf of the Commonwealth, I have the honour to inform you

- 114 (G) (1) Cloches autres qu'en feutre.
 114 (G) (2) Formes de chapeaux, en tresses ou articles similaires cousus par un point apparent, mais non façonnées ni autrement travaillées.
 318 (A) (4) (a) Montres-bracelets n. c. a. et leurs boîtiers :
 1. Nickelées, en alliage de nickel, chromées et en acier ;
 2. Autres.

Conformément à votre désir, j'ai l'honneur de confirmer l'engagement pris au nom du Gouvernement australien de soumettre ces rubriques du tarif au « Tariff Board », afin qu'il soit procédé à une enquête publique et de faire rapport (si cela n'a pas déjà été fait) en vue de déterminer les nouveaux taux du tarif intermédiaire.

Veuillez agréer, etc.

Thomas W. WHITE:

Monsieur le Dr A. Koch,
 Département de l'Economie publique, Berne (Suisse).

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTRE SUISSE N° 2.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BERNE, le 22 novembre 1938.

A la date du 4 novembre 1938, vous avez bien voulu me faire parvenir la communication suivante :

« Me référant à l'accord commercial signé ce jour entre la Confédération australienne et la Suisse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement australien prend note des demandes de réduction des droits afférents aux rubriques tarifaires reprises ci-après présentées par vous au nom du Gouvernement suisse au cours des négociations :

- 114 (G) (1) Cloches autres qu'en feutre.
 114 (G) (2) Formes de chapeaux, en tresses ou articles similaires cousus par un point apparent, mais non façonnées ni autrement travaillées.
 318 (A) (4) (a) Montres-bracelets n. c. a. et leurs boîtiers :
 1. Nickelées, en alliage de nickel, chromées et en acier ;
 2. Autres.

Conformément à votre désir, j'ai l'honneur de confirmer l'engagement pris au nom du Gouvernement australien de soumettre ces rubriques du tarif au « Tariff Board » afin qu'il soit procédé à une enquête publique et de faire rapport (si cela n'a pas déjà été fait) en vue de déterminer les nouveaux taux du tarif intermédiaire. »

En accusant réception de cette communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'elle rencontre l'assentiment du Gouvernement suisse.

Agrérez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Dr A. KOCH.

A Son Excellence Monsieur le Lieutenant-colonel T. W. White,
 D.F.C., V.D., M.P., Canberra (Australie).

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTRE AUSTRALIENNE N° 3.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES DOUANES.

MONSIEUR,

CANBERRA, A.C.T., le 4 novembre 1938.

Me référant à l'accord commercial signé ce jour entre la Confédération australienne et la Suisse, j'ai l'honneur de vous informer que la concession tarifaire (ex 105 (a) (1) (a)), mentionnée dans

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

that the tariff concession on organdie as specified in Schedule A (ex Tariff Item 105 (A) (1) (a)) on importation into Australia from Switzerland is granted subject to the condition that a certificate be furnished by a Swiss Chamber of Commerce with respect to each consignment that the fabric is organdie in the sense of the relevant Item of the Australian Customs Tariff.

I have the honour also to inform you that the tariff concession on cotton or linen handkerchiefs as specified in Schedule A (ex Tariff Item 120 (B) (1)) on importation into Australia is granted subject to the condition that a certificate be furnished by a Swiss Chamber of Commerce with respect to each consignment that the handkerchiefs comply with the description in, or have been manufactured by the processes described in, the relevant Item of the Australian Customs Tariff.

Yours faithfully,

Thomas W. WHITE.

Dr. A. Koch,
Department of Public Economy, Berne, Switzerland.

SWISS LETTER NO. 3.

SIR,

BERNE, *November 22nd*, 1938.

I desire to acknowledge the receipt of your letter of 4th November, 1938, addressed to me in the following terms :

“ With reference to the Commercial Agreement between the Commonwealth of Australia and Switzerland, signed this day on behalf of the Commonwealth, I have the honour to inform you that the tariff concession on organdie as specified in Schedule A (ex Tariff Item 105 (A) (1) (a)) on importation into Australia from Switzerland is granted subject to the condition that a certificate be furnished by a Swiss Chamber of Commerce with respect to each consignment that the fabric is organdie in the sense of the relevant Item of the Australian Customs Tariff.

I have the honour also to inform you that the tariff concession on cotton or linen handkerchiefs as specified in Schedule A (ex Tariff Item 120 (B) (1)) on importation into Australia is granted subject to the condition that a certificate be furnished by a Swiss Chamber of Commerce with respect to each consignment that the handkerchiefs comply with the description in, or have been manufactured by the processes described in, the relevant Item of the Australian Customs Tariff. ”

In acknowledging the receipt of this communication I desire to inform you that it has the agreement of the Swiss Government.

Yours faithfully,

Dr. A. KOCH.

Lieutenant-Colonel the Honourable T. W. White,
D.F.C., V.D., M.P., Canberra, A.C.T., Australia.

AUSTRALIAN LETTER NO. 4.

MINISTER FOR TRADE AND CUSTOMS.

SIR,

CANBERRA, A.C.T., *November 4th*, 1938.

With reference to the Commercial Agreement between the Commonwealth of Australia and Switzerland, signed this day on behalf of the Commonwealth, I have the honour to inform you

la liste A pour l'organdi d'origine suisse, est accordée à l'importation en Australie à la condition que chaque envoi soit accompagné d'un certificat délivré par une chambre de commerce suisse et attestant qu'il s'agit d'organdi au sens de la rubrique précitée du tarif des douanes australiennes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître en outre que la concession tarifaire (ex 120 (B) (1)), mentionnée dans la liste A pour les mouchoirs de coton et de lin, est accordée à l'importation en Australie à la condition que chaque envoi soit accompagné d'un certificat délivré par une chambre de commerce suisse et attestant que les mouchoirs répondent à la description donnée à la rubrique précitée du tarif australien ou ont été confectionnés selon le procédé spécifié dans cette rubrique.

Veuillez agréer, etc.

Thomas W. WHITE.

Monsieur le D^r A. Koch,
Département de l'Economie publique, Berne (Suisse).

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTRE SUISSE N^o 3.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BERNE, le 22 novembre 1938.

A la date du 4 novembre 1938, vous avez bien voulu me faire parvenir la communication suivante :

« Me référant à l'accord commercial signé ce jour entre la Confédération australienne et la Suisse, j'ai l'honneur de vous informer que la concession tarifaire (ex 105 (a) (1) (a)), mentionnée dans la liste A pour l'organdi d'origine suisse, est accordée à l'importation en Australie à la condition que chaque envoi soit accompagné d'un certificat délivré par une chambre de commerce suisse et attestant qu'il s'agit d'organdi au sens de la rubrique précitée du tarif des douanes australiennes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître en outre que la concession tarifaire (ex 120 (B) (1)), mentionnée dans la liste A pour les mouchoirs de coton et de lin, est accordée à l'importation en Australie à la condition que chaque envoi soit accompagné d'un certificat délivré par une chambre de commerce suisse et attestant que les mouchoirs répondent à la description donnée à la rubrique précitée du tarif australien ou ont été confectionnés selon le procédé spécifié dans cette rubrique. »

En accusant réception de cette communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'elle rencontre l'assentiment du Gouvernement suisse.

Agrérez, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) D^r A. KOCH.

A Son Excellence Monsieur le Lieutenant-colonel T. W. White,
D.F.C., V.D., M.P., Canberra (Australie).

TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTRE AUSTRALIENNE N^o 4.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES DOUANES.

MONSIEUR,

CANBERRA, A.C.T., le 4 novembre 1938.

Me référant à l'accord commercial signé ce jour entre la Confédération australienne et la Suisse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement australien consent à ce que les produits

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

that the Commonwealth Government agree to the classification under Australian Tariff Item 415A (2) of the preparations Finish NSW and Finish NS used in the textile industry. These preparations will be covered by the following description :

“ Chemical compounds or mixtures in aqueous emulsion or paste form used in the textile industry to prevent slipping of the threads or yarns in the process of weaving, under security. ”

The Commonwealth Government also agree to the classification under Australian Tariff Item 285 (B) of the medicinal preparations Bellergal, Calciumbronat and Gynergen.

These classifications are agreed to for a period of one year from the date of the entry into force of the Agreement. Thereafter they shall be subject to revision should the Commonwealth Government consider that the admission into Australia of the abovementioned preparations under such classifications is likely to be detrimental to any Australian industry.

Yours faithfully,

Thomas W. WHITE.

Dr. A. Koch,

Department of Public Economy, Berne, Switzerland.

SWISS LETTER NO. 4.

SIR,

BERNE, *November 22nd, 1938.*

I desire to acknowledge the receipt of your letter of 4th November, 1938, addressed to me in the following terms :

“ With reference to the Commercial Agreement between the Commonwealth of Australia and Switzerland, signed this day on behalf of the Commonwealth, I have the honour to inform you that the Commonwealth Government agree to the classification under Australian Tariff Item 415A (2) of the preparations Finish NSW and Finish NS used in the textile industry. These preparations will be covered by the following description :

‘ Chemical compounds or mixtures in aqueous emulsion or paste form used in the textile industry to prevent slipping of the threads or yarns in the process of weaving, under security. ’

The Commonwealth Government also agree to the classification under Australian Tariff Item 285 (B) of the medicinal preparations Bellergal, Calciumbronat and Gynergen.

These classifications are agreed to for a period of one year from the date of the entry into force of the Agreement. Thereafter they shall be subject to revision should the Commonwealth Government consider that the admission into Australia of the abovementioned preparations under such classifications is likely to be detrimental to any Australian industry. ”

In acknowledging the receipt of this communication I desire to inform you that it has the agreement of the Swiss Government.

Yours faithfully,

Dr. A. Koch.

Lieutenant-Colonel the Honourable T. W. White,
D.F.C., V.D., M.P., Canberra, A.C.T., Australia.

« Finish NSW » et « Finish NS » en usage dans l'industrie textile soient classés sous le N° 415 (A) (2) du tarif australien. Ces produits porteront l'inscription suivante :

« Composés ou mélanges chimiques en solutions aqueuses ou sous forme de pâtes, utilisés dans l'industrie textile pour empêcher les fils de glisser au cours du tissage, sous garantie. »

Le Gouvernement australien accepte également que les produits médicaux « Bellergal, Calciumbronat et Gynergen » soient classés sous le N° 285 (B) du tarif australien. Ces tarifications seront appliquées provisoirement pendant une année à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord. Elles seront soumises à une revision si le Gouvernement australien estimait que le classement desdits produits sous les rubriques précitées était susceptible de porter préjudice à une industrie australienne.

Veuillez agréer, etc.

Thomas W. WHITE.

Monsieur le D^r A. Koch,
Département de l'Économie publique, Berne (Suisse.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LETTRE SUISSE N° 4.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BERNE, le 22 novembre 1938.

A la date du 4 novembre 1938, vous avez bien voulu me faire parvenir la communication suivante :

« Me référant à l'accord commercial signé ce jour entre la Confédération australienne et la Suisse, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement australien consent à ce que les produits « Finish NSW » et « Finish NS » en usage dans l'industrie textile soient classés sous le N° 415 (A) (2) du tarif australien. Ces produits porteront l'inscription suivante :

« Chemical compounds or mixtures in aqueous emulsion or paste form used in the textile industry to prevent slipping of the threads or yarns in the process of weaving, under security. »

Le Gouvernement australien accepte également que les produits médicaux « Bellergal, Calciumbronat et Gynergen » soient classés sous le N° 285 (B) du tarif australien. Ces tarifications seront appliquées provisoirement pendant une année à compter de la date d'entrée en vigueur de l'accord. Elles seront soumises à une revision si le gouvernement australien estimait que le classement desdits produits sous les rubriques précitées était susceptible de porter préjudice à une industrie australienne. »

En accusant réception de cette communication, j'ai l'honneur de vous faire savoir qu'elle rencontre l'assentiment du Gouvernement suisse.

Agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) D^r A. KOCH.

A Son Excellence Monsieur le Lieutenant-colonel T. W. White,
D.F.C., V.D., M.P., Canberra (Australie).

¹ Traduction du Gouvernement fédéral suisse.

¹ Translation of the Swiss Federal Government.

N° 4506.

FINLANDE ET PAYS-BAS

Protocole tarifaire. Signé à La Haye, le
20 décembre 1938.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande
près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le
24 janvier 1939.*

FINLAND AND THE NETHERLANDS

Protocol regarding Tariff Questions. Signed at
The Hague, December 20th, 1938.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland to
the League of Nations. The registration of this Protocol took place
January 24th, 1939.*

N° 4506. — PROTOCOLE ¹ TARIFAIRE ENTRE LA FINLANDE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 DÉCEMBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS, désireux d'intensifier les relations commerciales entre les deux pays et se référant à l'Accord² commercial provisoire entre la Finlande et les Pays-Bas conclu à Stockholm et à Helsinki par échange de notes en date du 29 octobre et du 1^{er} novembre 1923, sont convenus des dispositions suivantes :

I. Les produits suivants, originaires des Pays-Bas, bénéficieront, à leur importation en Finlande, pendant l'année 1939 des droits de douane indiqués ci-dessous.

N° du nouveau tarif finlandais	Nomination des marchandises	Droit à percevoir
06—001	Oignons à fleurs	10 markkas le kilogr.
	Racines et tubercules et rhizomes de fleurs d'ornement :	
06—202	Autres (que rhizomes de muguet)	10 markkas le kilogr.
	Produits de la boulangerie, autres, même contenant du cacao :	
19—104	Biscuits	6 markkas le kilogr.
19—204	Autres	6 markkas le kilogr.
	Machines et appareils radioélectriques pour la télégraphie, la téléphonie, la transmission d'images et la télévision :	
73—026	Récepteurs	26 markkas le kilogr.
73—027	Autres	26 markkas le kilogr.
	Parties de machines et d'appareils radioélectriques pour la télégraphie, la téléphonie, la transmission d'images et la télévision :	
73—031	Tubes pour autres usages que l'éclairage, tels que tubes radioélectriques	26 markkas le kilogr.
73—033	Autres (parties de machines et d'appareils électriques pour la télégraphie et la téléphonie, sauf pour la télégraphie et la téléphonie par fil)	26 markkas le kilogr.

II. Le Gouvernement des Pays-Bas accorde à la Finlande pendant l'année 1939 les contingents d'importation, tels qu'ils sont fixés dans l'échange de lettres d'aujourd'hui.

III. Le présent protocole tarifaire entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1939 et sortira ses effets jusqu'au 31 décembre 1939. Si aucun des deux gouvernements ne l'aura dénoncé avant le 1^{er} novembre 1939, il sera prorogé par tacite reconduction pour une nouvelle période d'une année et ainsi de suite. Il pourra alors être dénoncé par chacun des deux gouvernements avant le 1^{er} novembre de chaque année pour prendre fin le 31 décembre suivant.

Fait à La Haye, en deux exemplaires, le 20 décembre 1938.

L. ASTRÖM.
J. PATIJN.

Pour copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,

Chef des Archives du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1939.

² Vol. XXIII, page 33, de ce recueil.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4506. — PROTOCOL ¹ REGARDING TARIFF QUESTIONS BETWEEN FINLAND AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 20TH, 1938.

THE GOVERNMENT OF FINLAND and THE GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS, being desirous of promoting commercial relations between the two countries and having regard to the provisional Commercial Agreement², between Finland and the Netherlands concluded at Stockholm and Helsinki by an exchange of notes dated October 29th and November 1st, 1923, have agreed upon the following provisions :

I. The following products, originating in the Netherlands, shall, on importation into Finland during the year 1939, be subject to the following Customs duties :

No. of new Finnish tariff	Description of goods	Duty to be levied
06—001	Bulbs	10 marks per kilogr.
	Roots, tubers and rhizomes of ornamental flowers :	
06—202	Other (than rhizomes of lily-of-the-valley)	10 marks per kilogr.
	Baker's wares, other, including such wares with cocoa added :	
19—104	Biscuits	6 marks per kilogr.
19—204	Others	6 marks per kilogr.
	Radio-electrical machinery and apparatus for telegraphy, telephony, the transmission of pictures and television :	
73—026	Receivers	26 marks per kilogr.
73—027	Others	26 marks per kilogr.
	Parts of radio-electrical machinery and apparatus for telegraphy, telephony, the transmission of pictures and television :	
73—031	Tubes for purposes other than lighting, such as radio-electric tubes	26 marks per kilogr.
73—033	Other (parts of electrical machinery and apparatus for telegraphy and telephony, excluding telegraphy and telephony by means of wires).	26 marks per kilogr.

II. The Government of the Netherlands shall grant to Finland, during the year 1939 the import quotas specified in the exchange of letters of today's date.

III. The present Protocol concerning tariff questions shall come into force on January 1st, 1939, and shall remain in force until December 31st, 1939. If neither Government has given notice of termination before November 1st, 1939, the Protocol shall be renewed by tacit agreement for a further period of one year, and similarly in each succeeding year. Thereafter notice of termination may be given by either of the two Governments before November 1st of any year, to become effective on the 31st of December following.

Done in duplicate at The Hague, this 20th day of December, 1938.

L. ASFRÖM.
J. PATIJN

¹ Came into force January 1st, 1939.

² Vol. XXIII, page 33, of this Series.

N° 4507.

CANADA ET HAÏTI

Accord commercial. Signé à Port-au-Prince, le
23 avril 1937.

*Textes officiels français et anglais communiqués par le délégué permanent du
Canada près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu
lieu le 26 janvier 1939.*

CANADA AND HAITI

Trade Agreement. Signed at Port-au-Prince,
April 23rd, 1937.

*French and English official texts communicated by the Permanent Delegate of
Canada to the League of Nations. The registration of this Agreement
took place January 26th, 1939.*

No. 4507. — TRADE AGREEMENT¹
BETWEEN CANADA AND HAITI.
SIGNED AT PORT-AU-PRINCE,
APRIL 23RD, 1937.

THE GOVERNMENT OF CANADA and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF HAYTI, desiring to facilitate the commercial relations existing between Canada and Hayti, have resolved to conclude a Trade Agreement and for this purpose have agreed upon the following Articles :

Article I.

Canada and Hayti will grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and subsidiary charges of every kind and in the method of levying duties, and, further, in all matters concerning the rules, formalities and charges imposed in connection with the clearing of goods through the Customs, and with respect to all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country.

Accordingly, natural or manufactured products having their origin in either of the countries shall in no case be subject, in regard to the matters referred to above, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products having their origin in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of Canada or Hayti and consigned to the territory of the other country shall in no case be subject with respect to exportation and in regard to the above-mentioned matters, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products when consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject.

Any advantage, favour, privilege or immunity which has been or may hereafter be granted

¹ The exchange of ratifications took place at Port-au-Prince, December 8th, 1938.

No 4507. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET HAÏTI. SIGNÉ A PORT-AU-PRINCE, LE 23 AVRIL 1937.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI, animés du désir de faciliter les relations commerciales entre le Canada et Haïti, ont résolu de conclure un accord commercial, et, à cette fin, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le Canada et Haïti se concèdent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, sans conditions et sans réserves, par rapport à toutes les questions relatives aux droits de douane et taxes subsidiaires de toute sorte et au mode de perception des droits, et, en outre, à toutes les questions relatives aux règles, formalités et taxes imposées à propos du dédouanement des marchandises, et au sujet de toutes les lois ou de tous les règlements administratifs affectant la vente ou l'usage des marchandises importées dans leur territoire respectif.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués en provenance du territoire de l'un ou l'autre des Etats contractants ne seront, en aucun cas, assujettis, par rapport aux questions mentionnées plus haut, à aucun impôt, taxe ou redevance autre ou plus élevé, ni à aucune règle ou formalité autre ou plus onéreuse que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits similaires en provenance de tout Etat tiers.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire du Canada ou d'Haïti à destination du territoire de l'autre Etat contractant ne seront, en aucun cas, assujettis, par rapport à l'exportation et au sujet des questions mentionnées plus haut, à aucun droit, taxe ou redevance autre ou plus élevé, ni à aucune règle ou formalité autre ou plus onéreuse que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits similaires à destination du territoire de tout Etat tiers.

Tout avantage, faveur, privilège ou immunité qui a été ou pourrait être concédé par le Canada

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Port-au-Prince, le 8 décembre 1938.

by Canada or Hayti in regard to the above-mentioned matters, to a natural or manufactured product originating in any third country or consigned to the territory of any third country shall be accorded immediately and without compensation to the like product originating in or consigned to the territory of Hayti or Canada, respectively, and irrespective of the nationality of the carrier.

Article II.

Neither Canada nor Hayti shall establish any prohibition or maintain any restriction on imports from the territory of the other country which is not applied to the importation of any like article originating in any third country. Any abolition of an import prohibition or restriction which may be granted even temporarily by either country in favour of an article of a third country shall be applied immediately and unconditionally to the like article originating in the territory of the other country. These provisions equally apply to exports.

In the event of quantitative restrictions being established by either Canada or Hayti for the importation of any article it is agreed that in the allocation of the quantity of restricted goods which may be authorized for importation, the other country will be granted a share equivalent to the proportion of the trade which it enjoyed in a previous representative period prior to the establishment of such quantitative restrictions.

In all matters concerning the rules, formalities or charges imposed in connection with any form of quantitative restriction on the importation of any article, Canada and Hayti agree to extend to each other every favour granted to a third country.

Article III.

Articles the growth, produce or manufacture of Canada or Hayti shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

The provisions of this Article in regard to the granting of national treatment to native products shall not apply to the laws at present in force in Hayti relative to excise duty on

ou Haïti au sujet des questions ci-haut mentionnées, à un produit naturel ou fabriqué originaire de tout Etat tiers ou à destination du territoire de tout Etat tiers sera concédé immédiatement et sans compensation au produit similaire en provenance ou à destination du territoire d'Haïti ou du Canada, respectivement, et sans égard à la nationalité du voiturier.

Article II.

Ni le Canada ni Haïti n'établiront une prohibition ni ne maintiendront une restriction aux importations du territoire de l'autre Partie contractante qui n'est pas appliquée à l'importation de tout article similaire en provenance de tout Etat tiers. Toute abolition d'une prohibition ou d'une restriction à l'importation qui peut être concédée même temporairement par l'un ou l'autre Etat en faveur d'un article d'un Etat tiers s'appliquera immédiatement et inconditionnellement à l'article similaire en provenance du territoire de l'autre Partie contractante. Ces stipulations s'appliquent avec une égale force aux exportations.

Au cas où il serait établi, soit par le Canada, soit par Haïti, des restrictions quantitatives à l'importation d'un article quelconque, il est entendu que dans l'allocation de la quantité des produits soumis à de telles restrictions et dont l'importation pourra être autorisée, il sera accordé à l'autre Partie contractante une part égale à la proportion du commerce dont elle jouissait pendant une période normale antérieure à l'établissement de ces restrictions quantitatives.

Dans toutes les questions relatives aux règles, formalités ou redevances imposées à l'égard de toute forme de restriction quantitative à l'importation d'un article quelconque, le Canada et Haïti conviennent de s'accorder de part et d'autre tous les avantages impartis à un Etat tiers.

Article III.

Les produits du sol ou de l'industrie du Canada ou d'Haïti seront, après leur importation dans l'autre Etat, exonérés de tous impôts, taxes, redevances ou exactions domestiques autres ou plus élevés que ceux qui sont applicables aux produits semblables de provenance indigène ou de toute autre provenance étrangère.

Les stipulations du présent article concernant la concession du traitement accordé aux produits indigènes n'auront aucun effet sur les lois actuellement en vigueur en Haïti, relatives aux

cigarettes, nor to the laws now in force in Canada whereby leaf-tobacco, spirits, beer, malt and malt syrup imported from abroad are subject to special taxes, nor shall they affect the applicability to goods produced or manufactured in Hayti of special excise taxes imposed by virtue of existing provisions of the Special War Revenue Act. In these respects, however, most-favoured-nation treatment shall apply.

Article IV.

In the event that Canada or Hayti establishes or maintains a monopoly for the importation, production or sale of a particular commodity or grants exclusive privileges, formally or in effect, to one or more agencies to import, produce or sell a particular commodity, the Government of the country establishing or maintaining such monopoly, or granting such monopoly privileges, agrees that in respect of the foreign purchases of such monopoly or agency the commerce of the other country shall receive fair and equitable treatment. To this end it is agreed that in making its foreign purchases of any product such monopoly or agency will be influenced solely by those considerations, such as price, quality, marketability, and terms of sale, which would ordinarily be taken into account by a private commercial enterprise interested solely in purchasing such product on the most favourable terms.

Article V.

If the Government of either country shall establish or maintain, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

With respect to the exchange made available for commercial transactions, it is agreed that the Government of each country shall be guided in the administration of any form of control of foreign exchange by the principle that, as nearly as may be determined, the share of the total available exchange which is allotted to the other country shall not be less than the share employed in a previous representative period

droits d'accise sur les cigarettes, aussi bien que les lois actuellement en vigueur au Canada en vertu desquelles le tabac en feuilles, les spiritueux, la bière, le malt, et le sirop de malt importés de l'étranger sont soumis à des impôts spéciaux, ni sur l'applicabilité aux marchandises produites ou fabriquées en Haïti, de droits d'accise spéciaux imposés en vertu de dispositions existantes de la loi spéciale sur les revenus de guerre. A cet égard, cependant, le traitement de la nation la plus favorisée prévaudra.

Article IV.

Au cas où le Canada ou Haïti établiraient ou maintiendraient un monopole pour l'importation, la production ou la vente d'une denrée déterminée, ou accorderaient à un ou plusieurs organismes des privilèges formellement exclusifs ou étant en pratique, quant à l'importation, la production ou la vente d'une denrée déterminée, le Gouvernement de l'Etat établissant ou maintenant pareil monopole ou octroyant pareils privilèges de monopole, s'engage à assurer au commerce de l'autre Partie contractante un traitement juste et équitable en ce qui regarde les achats à l'étranger de pareil monopole ou de pareil organisme. A cette fin, il est convenu que, dans l'achat d'un produit quelconque à l'étranger, les seules considérations auxquelles obéira pareil monopole ou pareil organisme seront des considérations telles que le prix, la qualité, les qualités marchandes et les conditions de vente d'un article dont tiendrait compte d'ordinaire une entreprise commerciale privée dont l'unique intérêt serait l'achat de pareil produit aux conditions les plus avantageuses.

Article V.

Si le gouvernement de l'un ou de l'autre Etat établit ou maintient directement ou indirectement, quelque régime de contrôle du change étranger il devra exercer ce contrôle de telle façon que les ressortissants et le commerce de l'autre Etat aient une part juste et équitable dans la répartition du change.

Relativement au change rendu disponible pour les opérations commerciales, il est convenu que le gouvernement de l'un ou de l'autre Etat observera dans l'administration de tout régime de contrôle du change étranger, la règle que, aussi exactement qu'il sera possible de le déterminer, la part accordée à l'autre Etat, sur le total du change disponible, ne sera pas inférieure à la somme utilisée au cours d'une période nor-

prior to the establishment of any exchange control for the settlement of commercial obligations to the nationals of such other country.

The Government of each country shall give sympathetic consideration to any representations which the other Government may make in respect of the application of the provisions of this Article.

Article VI.

In the event that the Government of either country adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested will afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life.

Article VII.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and in exceptional circumstances, all other military supplies.

Subject to the requirement that there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favour of any third country where similar conditions prevail, the provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ; (2) designed to protect human, animal or plant life ; (3) relating to prison-made goods ;

male antérieure à l'établissement d'un régime de contrôle du change, pour le règlement des obligations commerciales de ses ressortissants.

Le gouvernement de chaque Etat contractant devra accueillir avec bienveillance toutes les représentations que le gouvernement de l'autre Partie contractante pourra lui faire relativement à l'application des dispositions du présent article.

Article VI.

Au cas où le gouvernement de l'un des deux Etats contractants adopterait une mesure qui, même si elle ne venait pas en conflit avec les dispositions du présent accord, semblerait avoir pour effet, de l'avis du gouvernement de l'autre Partie contractante, d'empêcher ou d'entraver la réalisation de l'une des fins du présent accord, le gouvernement ayant adopté pareille mesure examinera les représentations et propositions que l'autre gouvernement pourra formuler en vue d'arriver à une solution acceptable aux deux Parties.

Le gouvernement de chaque Etat contractant examinera avec bienveillance les représentations que l'autre gouvernement pourra faire au sujet de l'application des règlements de douane, des contingentements ou de leur application, de l'observance des formalités douanières et de l'exécution des lois ou des règlements sanitaires concernant la protection de la vie de l'homme, des animaux ou des plantes, et quand on lui en fera la demande, il se prêtera à des négociations à ce sujet.

Article VII.

Aucune stipulation du présent accord ne saurait empêcher l'adoption de mesures interdisant ou restreignant l'exportation ou l'importation d'or ou d'argent, ni l'adoption de telles mesures que l'un ou l'autre gouvernement peut juger à propos d'adopter quant à la réglementation des exportations ou la vente pour l'exportation d'armements, de munitions ou d'engins de guerre, et dans des cas exceptionnels, de toutes autres fournitures militaires.

Subordonné à la condition que ni l'un ni l'autre Etat contractant ne fera de distinction arbitraire au détriment de l'un ou l'autre Etat en faveur d'un Etat tiers où existent des conditions similaires, les dispositions du présent accord ne s'appliqueront pas à des prohibitions ou à des restrictions (1) imposées pour des motifs d'ordre moral ou humanitaire ; (2) destinées à protéger la vie de l'homme, des

(4) relating to the enforcement of police or revenue laws; (5) directed against mis-branding, adulteration, and other fraudulent practices, such as are provided for in the pure food and drug laws of either country; and (6) directed against unfair practices in import trade.

Article VIII.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by Canada exclusively to other territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate shall be excepted from the operation of this Agreement.

The advantages granted or to be granted by the Republic of Hayti to the Dominican Republic with a view to facilitating frontier traffic shall not be affected by the present Agreement.

Article IX.

The present Agreement shall be ratified and shall enter into force immediately on the exchange of ratifications and shall remain in force for the term of one year thereafter.

Unless at least six months before the expiration of the aforesaid term of one year, the Government of either country shall have given to the other Government notice of intention to terminate the Agreement upon the expiration of the aforesaid term, the Agreement shall remain in force thereafter until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized to that effect, have signed the present Agreement and have affixed their seals hereto.

Done in duplicate, in English and in French, both authentic, at the City of Port-au-Prince, on the 23rd day of April 1937.

(L. S.) F. M. SHEPHERD.

animaux ou des plantes; (3) visant les articles fabriqués par des détenus; (4) se rapportant à l'application des lois pénales ou fiscales; (5) visant la répression des fausses marques, de la falsification et d'autres pratiques frauduleuses, prévues dans la loi sur les aliments et les médicaments de l'un ou l'autre Etat, et, (6) visant la répression des pratiques déloyales dans le commerce d'importation.

Article VIII.

Le présent accord sera de nul effet sur les avantages qui sont présentement ou qui pourraient être accordés par le Canada exclusivement à d'autres territoires sur lesquels s'exerce la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou placés sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté.

Les avantages actuellement accordés ou qui pourront l'être par la République d'Haïti à la République Dominicaine en vue de faciliter le trafic frontière, ne seront pas affectés par les effets de cet accord.

Article IX.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications; il restera en vigueur pendant un an à partir de ladite date.

Si, dans un délai minimum de six mois avant l'échéance de ladite période d'un an, le gouvernement de l'un ou l'autre des Etats contractants n'a pas donné avis à l'autre gouvernement de son intention de mettre fin à l'accord à l'expiration de la période susdite, celui-ci restera en vigueur par la suite jusqu'à six mois à partir de la date à laquelle le gouvernement de l'un ou l'autre des Etats contractants aura signifié à l'autre son désir d'y mettre fin.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, en anglais et en français, les deux textes faisant foi, en la ville de Port-au-Prince, le 23 avril 1937.

(L. S.) G. N. LEGER.

Certified to be a true copy of the Trade Agreement between Canada and Hayti signed April 23rd, 1937. Dated at Ottawa this 6th day of January, 1939.

O. D. Skelton,

Under-Secretary of State for External Affairs.

N° 4508.

CANADA ET GUATÉMALA

Accord commercial. Signé à Guatémala, le
28 septembre 1937.

*Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le délégué permanent du
Canada près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu
lieu le 26 janvier 1939.*

CANADA AND GUATEMALA

Trade Agreement. Signed at Guatemala, Sep-
tember 28th, 1937.

*English and Spanish official texts communicated by the Permanent Delegate
of Canada to the League of Nations. The registration of this Agreement
took place January 26th, 1939.*

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 4508. — TRADE AGREEMENT¹ BETWEEN CANADA AND GUATEMALA. SIGNED AT GUATEMALA CITY, SEPTEMBER 28TH, 1937.

Nº 4508. — CONVENIO¹ COMERCIAL ENTRE EL CANADA Y GUATEMALA. FIRMADO EN LA CIUDAD DE GUATEMALA EL 28 DE SEPTIEMBRE DE 1937.

THE GOVERNMENT OF CANADA and THE GOVERNMENT OF GUATEMALA, desiring to further facilitate and develop the commercial relations existing between Canada and Guatemala, have resolved to conclude a Trade Agreement and for this purpose have agreed upon the following Articles :

Article I.

Canada and Guatemala will grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and subsidiary charges of every kind and in the method of levying duties, and further, in all matters concerning the rules, formalities and charges imposed in connection with the clearing of goods through the Customs, and with respect to, all laws or regulations affecting the sale or use of imported goods within the country.

Accordingly, natural or manufactured products having their origin in either country shall in no case be subject, in regard to the matters referred to above, to any duties, taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products having their origin in any third country are or may hereafter be subject.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of Canada or Guatemala and consigned to the territory of the other country shall in no case be subject with respect to exportation and in regard to the above-mentioned matters to any duties,

EL GOBIERNO DEL CANADÁ y EL GOBIERNO DE GUATEMALA, animados del deseo de dar mayores facilidades y extender las relaciones de comercio existentes entre el Canadá y Guatemala, han resuelto celebrar un Convenio comercial y con tal objeto han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

El Canadá y Guatemala se conceden mutuamente el tratamiento incondicional e irrestrictido de la nación más favorecida en todos los asuntos que se refieran a derechos aduaneros y cobros subsidiarios de toda naturaleza y en la manera de recaudar derechos, así como en todo lo que se refiera a los reglamentos, formalidades y cargas que se establezcan en conexión con la extracción de mercaderías de la aduana, y con respecto a todas las leyes y reglamentos que afecten la venta o el uso de mercaderías importadas dentro del país.

Por lo tanto, los productos naturales o manufacturados originarios de uno u otro país, no se someterán en ningún caso, con relación a los asuntos arriba mencionados, a derechos, contribuciones o cargas diferentes o más elevados, o a reglamentos o formalidades diferentes o más gravosos, a los que están sujetos o a los que se sujeten en lo futuro, productos similares originarios de cualquier otro tercer país.

Similarmente, los productos naturales o manufacturados exportados del territorio del Canadá o de Guatemala y consignados al territorio del otro país, no se someterán en ningún caso, con respecto a la exportación y con relación a los asuntos arriba expresados, a

¹ The exchange of ratifications took place at Guatemala, December 15th, 1938.
Came into force January 14th, 1939.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Guatemala, le 15 décembre 1938.
Entré en vigueur le 14 janvier 1939.

taxes or charges other or higher, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those to which the like products when consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject.

Any advantage, favour, privilege or immunity which is or may hereafter be granted by Canada or Guatemala in regard to the above-mentioned matters, to a natural or manufactured product originating in any third country or consigned to the territory of any third country shall be accorded immediately and without compensation to the like product originating in or consigned to the territory of Canada or Guatemala, respectively.

Article II.

Neither Canada nor Guatemala shall establish any prohibition or maintain any restriction on imports from the territory of the other country which is not applied to the importation of any like article originating in any third country. Any abolition of an import prohibition or restriction which may be granted even temporarily by either country in favour of an article of a third country shall be applied immediately and unconditionally to the like article originating in the territory of the other country. These provisions equally apply to exports.

In the event of quantitative restrictions being established by either Canada or Guatemala for the importation of any article, it is agreed that in the allocation of the quantity of restricted goods which may be authorized for importation, the other country will be granted a share equivalent to the proportion of the trade which it enjoyed in a representative period prior to the establishment of such quantitative restrictions.

In all matters concerning the rules, formalities or charges imposed in connection with any form of quantitative restriction on the importation of any article, Canada and Guatemala agree to extend to each other every favour granted to a third country.

The advantages and provisions contained in the present Article and in Article IV shall not be applicable to the importation, production or sale of matches, wax matches and lighters, in

ningunos derechos, contribuciones o cargas diferentes o más elevados, o a reglamentos o formalidades diferentes o más gravosos, a que están sujetos o a los que se sujeten en lo futuro, productos similares cuando se consignen al territorio de cualquier otro tercer país.

Cualquier ventaja, favor, privilegio o inmunidad que haya otorgado u otorgue después el Canadá o Guatemala con respecto a los asuntos arriba mencionados, a un producto natural o manufacturado originario de cualquier otro tercer país o consignado al territorio de cualquier otro tercer país, se acordarán inmediatamente y sin compensación alguna a los correspondientes productos originarios de o consignados, respectivamente, al territorio del Canadá o de Guatemala.

Artículo II.

Ni el Canadá ni Guatemala establecerán prohibiciones ni fijarán restricciones sobre las importaciones procedentes del territorio del otro país, que no se apliquen a las importaciones de artículos similares originarios de cualquier tercer país. Toda abolición de una prohibición o restricción de importación que se conceda aun temporalmente por uno u otro país a favor de un artículo procedente de un tercer país, se aplicará inmediata e incondicionalmente a un artículo análogo originario del territorio del otro país. Dichas estipulaciones se aplican igualmente a las exportaciones.

En el caso de que se establezcan restricciones cuantitativas ya sea por el Canadá o por Guatemala para la importación de cualquier artículo, queda establecido que en el señalamiento de la cantidad de mercadería restringida que pueda autorizarse para importación, al otro país se le concederá una parte equivalente en proporción al comercio que gozaba en un período representativo anterior al establecimiento de dichas restricciones cuantitativas.

En todo asunto concerniente a los reglamentos, formalidades o cargas impuestas en conexión con toda forma de restricción cuantitativa sobre la importación de cualquier artículo, el Canadá y Guatemala se comprometen a extenderse mutuamente todo favor otorgado a un tercer país.

Las ventajas y previsiones contenidas en el presente artículo y en el artículo IV no serán aplicables a la importación, producción o venta de fósforos, cerillas y encendedores, en virtud

view of the existing laws in Guatemala on the monopoly of such goods.

Article III.

Articles the growth, produce or manufacture of Canada or Guatemala shall, after importation into the other country, be exempt from all internal taxes, fees, charges or exactions other or higher than those payable on like articles of national origin or any other foreign origin.

The provisions of this Article in regard to granting of national treatment shall not affect the laws now in force in Canada whereby leaf tobacco, spirits, beer, malt and malt syrup imported from abroad are subject to special taxes, nor shall they affect the applicability to goods produced or manufactured in Guatemala of special excise taxes imposed under existing provisions of the Special War Revenue Act. In these respects, however, most-favoured-nation treatment shall apply.

Article IV.

In the event that the Government of Canada or the Government of Guatemala establishes or maintains an official monopoly or centralized agency for the importation of or trade in a particular commodity, the Government establishing or maintaining such monopoly or centralized agency will give sympathetic consideration to all representations that the other Government may make with respect to alleged discriminations against its commerce in connection with purchases by such monopoly or centralized agency.

Article V.

The tariff advantages and other benefits provided for in this Agreement are granted by Canada and Guatemala to each other subject to the condition that if the Government of either country shall establish or maintain, directly or indirectly, any form of control of foreign exchange, it shall administer such control so as to insure that the nationals and commerce of the other country will be granted a fair and equitable share in the allotment of exchange.

de las leyes que rigen en Guatemala, sobre el estanco de dichas materias.

Artículo III.

Los artículos cultivados, producidos o manufacturados en el Canadá o Guatemala, después de su importación en el otro país, estarán exentos de cualesquiera impuestos, contribuciones, cargas o exacciones internas, diferentes o mayores que los pagaderos sobre artículos análogos de origen nacional o de cualquier otro origen extranjero.

Las estipulaciones de este artículo con respecto a conceder el tratamiento nacional, no afectarán las leyes que actualmente estén en vigor en el Canadá, debido a las cuales el tabaco en rama, licores, cerveza, malta y jarabes de malta importados del extranjero, están sujetos a impuestos especiales, ni afectarán la aplicación a los productos naturales o manufacturados en Guatemala de contribuciones de sisa (*excise taxes*) especiales impuestas por las estipulaciones en vigencia de la Ley Especial de Impuesto de Guerra. Sin embargo, a este respecto, se aplicará el tratamiento de la nación más favorecida.

Artículo IV.

En el caso de que el Gobierno del Canadá o de Guatemala establezca o mantenga monopolio oficial o agencia centralizada para la importación o venta de determinado artículo, el Gobierno que establezca o mantenga tal monopolio o agencia centralizada, considerará amistosamente las representaciones que haga el otro Gobierno con respecto a las parcialidades alegadas contra su comercio en conexión con compras por tal monopolio o agencia centralizada.

Artículo V.

El Canadá y Guatemala se conceden mutuamente las ventajas de tarifa y demás beneficios estipulados en este Convenio, sujetos a la condición de que, si el Gobierno de uno u otro país, directa o indirectamente, estableciere o mantuviere alguna forma de control sobre el cambio extranjero, administrará tal control en forma que asegure a nacionales y comercio del otro país garantía de justa y equitativa parte en las asignaciones del cambio.

With respect to the exchange made available for commercial transactions, it is agreed that the Government of each country shall be guided in the administration of any form of control of foreign exchange by the principle that as nearly as may be determined, the share of the total available exchange which is allotted to the other country shall not be less than the share employed in a previous representative period prior to the establishment of any exchange control for the settlement of commercial obligations to the nationals of such other country.

The Government of each country shall give sympathetic consideration to any representations which the other Government may make in respect of the application of the provisions of this Article.

Article VI.

In the event that the Government of either country adopts any measure which, even though it does not conflict with the terms of this Agreement, is considered by the Government of the other country to have the effect of nullifying or impairing any object of the Agreement, the Government which has adopted any such measure shall consider such representations and proposals as the other Government may make with a view to effecting a mutually satisfactory adjustment of the matter.

The Government of each country will accord sympathetic consideration to, and when requested will afford adequate opportunity for consultation regarding, such representations as the other Government may make with respect to the operation of Customs regulations, quantitative restrictions or the administration thereof, the observance of Customs formalities, and the application of sanitary laws and regulations for the protection of human, animal, or plant life.

Article VII.

Nothing in this Agreement shall be construed to prevent the adoption of measures prohibiting or restricting the exportation or importation of gold or silver, or to prevent the adoption of such measures as either Government may see fit with respect to the control of the export or sale for export of arms, ammunition, or implements of war, and, in exceptional circumstances, all other military supplies.

Respecto al cambio aprovechable para transacciones comerciales, se acuerda que, en la administración de cualquier forma de control de cambio extranjero, se regirá el Gobierno de cada país por el principio de que, hasta donde se pueda establecer aproximadamente la parte del total de cambio disponible que se asigne al otro país, no será menor que la parte empleada en período representativo anterior al establecimiento de cualquier control de cambio, para la liquidación de obligaciones comerciales a favor de nacionales de tal otro país.

El Gobierno de cada país considerará amistosamente cualesquiera representaciones que el otro Gobierno pueda hacer respecto a la aplicación de las estipulaciones de este artículo.

Artículo VI.

En caso de que el Gobierno de uno u otro país adopte cualquiera medida que, aunque sin contradecir los términos de este Convenio, se considere por el Gobierno del otro país como nulificando o perjudicando cualquiera de los objetos del Convenio, el Gobierno que haya adoptado tal medida considerará las representaciones y propuestas que el otro Gobierno pueda hacer con la mira de efectuar un arreglo mutuamente satisfactorio del asunto.

El Gobierno de cada país considerará amistosamente y a solicitud dará amplia oportunidad de consulta en relación con tales representaciones como el otro Gobierno pueda hacerle respecto al funcionamiento de las reglamentaciones de aduana, restricciones cuantitativas o su administración, observancia de formalidades aduaneras y aplicación de leyes sanitarias y disposiciones para protección de la vida humana, animal o vegetal.

Artículo VII.

Nada de este Convenio se tomará como contrario a la adopción de medidas sobre prohibir o restringir la exportación o la importación de oro o plata, o para impedir la adopción de las medidas que uno u otro de los Gobiernos hallen oportunas para controlar la exportación o la venta para exportación de armas, municiones o implementos de guerra, y en circunstancias excepcionales, de todo otro material de guerra.

Subject to the requirement that there shall be no arbitrary discrimination by either country against the other country in favour of any third country where similar conditions prevail, the provisions of this Agreement shall not extend to prohibitions or restrictions (1) imposed on moral or humanitarian grounds ; (2) designed to protect human, animal or plant life ; (3) relating to prison-made goods ; (4) relating to the enforcement of police or revenue laws ; (5) directed against mis-branding, adulteration, and other fraudulent practices, such as are provided for in the food and drug laws of either country ; and (6) directed against unfair practices in import trade.

Article VIII.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by either country to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic and advantages resulting from a Customs union to which either country may become a party shall be excepted from the operation of this Agreement.

Article IX.

The advantages now accorded, or which may hereafter be accorded, by Canada exclusively to other territories under the sovereignty of His Majesty the King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate, shall be excepted from the operation of this Agreement.

The advantages now accorded or which may hereafter be accorded by Guatemala to the commerce of Costa Rica, El Salvador, Honduras, Nicaragua or Panama, so long as any such advantage is not accorded to any other country, shall be excepted from the operation of this Agreement.

Article X.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Guatemala as soon as possible. The Agreement shall come into force thirty days after the exchange of ratifications and shall remain in force for a period of three years. In case neither Government shall have given to

De acuerdo con el requisito de que no habrá discriminación arbitraria de parte de un país contra el otro país a favor de un tercer país en donde existan condiciones similares, las estipulaciones de este Convenio no se aplicaran a prohibiciones o restricciones : 1) Impuestos con fundamentos morales o humanitarios ; 2) Encaminadas a proteger la vida humana, animal o vegetal ; 3) Relativas a efectos fabricados en prisiones ; 4) Relativas al cumplimiento de leyes policíacas o fiscales ; 5) Dirigidas contra falsos marbetes, adulteración y otras prácticas fraudulentas, como las establecidas en las leyes de alimentos y drogas de uno u otro país ; y, 6) Encaminadas contra prácticas de mala fe en el comercio de importación.

Artículo VIII.

Se exceptuarán de los efectos de este Convenio las ventajas ya acordadas o que en lo sucesivo se acordaren por uno u otro país, a países adyacentes para facilitar el tráfico fronterizo y las ventajas resultantes de una unión aduanera de que uno u otro país puedan formar parte.

Artículo IX.

Se exceptuarán de los efectos de este Convenio las ventajas ya acordadas o que en lo sucesivo se acordaren por el Canadá exclusivamente a otros territorios bajo la soberanía de Su Majestad el Rey de la Gran Bretan a, Irlanda y los Dominios británicos allende los Mares, Emperador de la India, o bajo el dominio, protección o mandato de Su Majestad.

Se exceptuarán de los efectos de este Convenio las ventajas acordadas o que después acuerde Guatemala al comercio de Costa Rica, El Salvador, Honduras, Nicaragua o Panamá, mientras tales ventajas no se concedan a cualquier otro país.

Artículo X.

El presente Convenio será ratificado y los instrumentos de ratificación se canjear n en Guatemala tan pronto como sea posible. El Convenio entrará en vigor treinta días después del canje de ratificaciones y estará en vigor durante el término de tres años. En caso de que ninguno de los Gobiernos haya notificado al otro

the other Government, at least six months before the expiration of the aforesaid period, notice of intention to terminate the Agreement, it shall remain in force thereafter until six months from such time as the Government of either country shall have given notice to the other Government.

In witness whereof, the undersigned, duly authorized to that effect, have signed the present Agreement and have affixed their seals hereto.

Done at Guatemala City this twenty-eighth day of September nineteen hundred and thirty-seven, in duplicate in English and Spanish, both texts being equally authentic.

(L. S.) J. H. S. BIRCH.

Gobierno, por lo menos seis meses antes de la expiración del indicado plazo, su intención de terminar el Convenio, éste seguirá en vigor hasta los seis meses de la fecha en que el Gobierno de uno de los países haga la notificación al otro Gobierno.

En testimonio de lo cual, los infrascritos debidamente autorizados al respecto, firman y sellan el presente Convenio.

Hecho en duplicado, en los idiomas inglés y español, ambos textos auténticos, en la ciudad de Guatemala, a los veintiocho días del mes de septiembre de mil novecientos treinta y siete.

(L. S.) Carlos SALAZAR.

Certified to be a true copy of the Trade Agreement between Canada and Guatemala signed September 28th, 1937.

Dated at Ottawa this 6th day of January, 1939.

O. D. Skelton,
Under-Secretary of State for External Affairs.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4508. — ACCORD COMMERCIAL ENTRE LE CANADA ET LE GUATÉMALA. SIGNÉ A GUATÉMALA, LE 28 SEPTEMBRE 1937.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA et LE GOUVERNEMENT DU GUATÉMALA, désireux de faciliter et de développer les relations commerciales existant entre le Canada et le Guatemala, ont décidé de conclure un accord commercial et, à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le Canada et le Guatemala s'accordent réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et droits accessoires de toute nature, le mode de perception des droits, les règles, formalités et charges auxquelles donnent lieu les opérations de dédouanement ainsi que les lois et règlements concernant la vente ou l'usage de marchandises importées dans le pays.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de l'un ou l'autre pays ne seront en aucun cas soumis, en ce qui concerne les matières visées ci-dessus, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits de même nature, originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire du Canada ou du Guatemala à destination du territoire de l'autre pays ne seront en aucun cas soumis, lors de leur exportation et en ce qui concerne les matières susmentionnées, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits de même nature destinés au territoire d'un pays tiers quelconque.

Tout avantage, faveur, privilège ou immunité que le Canada ou le Guatemala aurait accordé ou accorderait ultérieurement en ces matières aux produits naturels ou fabriqués originaires de quelque autre pays ou destinés au territoire de quelque autre pays, sera appliqué immédiatement et sans compensation aux produits de même nature originaires du Canada ou du Guatemala respectivement ou destinés au territoire de l'un de ces États.

Article II.

En ce qui concerne les importations en provenance du territoire de l'un ou de l'autre pays, ni le Canada ni le Guatemala n'établiront de prohibition ou ne maintiendront de restriction qui ne s'applique pas à l'importation de tout article de même nature originaire de n'importe quel autre pays. Toute mesure de l'un des deux pays abolissant, même temporairement, une prohibition ou restriction d'importation en faveur d'un article d'un pays tiers sera immédiatement et inconditionnellement appliquée à l'article de même nature originaire du territoire de l'autre pays. Ces dispositions s'appliquent également aux exportations.

Au cas où le Canada ou le Guatemala établiraient des restrictions quantitatives à l'importation d'un article, il est convenu que, dans la répartition de la quantité de marchandise frappée de restriction dont l'importation pourra être autorisée, l'autre pays recevra une quote-part proportionnelle au volume de son commerce au cours d'une période caractéristique antérieure à l'établissement desdites restrictions quantitatives.

Pour tout ce qui concerne les règles, formalités ou charges imposées lors de l'établissement d'une restriction quantitative quelconque à l'importation de quelque produit que ce soit, le Canada et le Guatemala conviennent de s'accorder réciproquement toute faveur consentie à un tiers pays quelconque.

Les avantages et dispositions du présent article et de l'article IV ne s'appliquent pas à l'importation, à la production ou à la vente des allumettes, allumettes-bougies et briquets, eu égard aux lois qui régissent au Guatemala le monopole de ces produits.

Article III.

Les articles récoltés, produits ou manufacturés au Canada ou au Guatemala seront exemptés, après leur importation dans l'autre pays, de toutes taxes, contributions, charges ou redevances intérieures autres ou plus élevées que celles auxquelles sont assujettis les articles similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays étranger.

Les dispositions du présent article concernant l'octroi du traitement national n'affecteront pas les lois actuellement en vigueur au Canada en vertu desquelles le tabac en feuilles, les spiritueux, la bière, le malt et le sirop de malt importés de l'étranger sont assujettis à des taxes spéciales, et elles n'affecteront pas non plus l'application, aux marchandises produites ou fabriquées au Guatemala, des contributions indirectes spéciales imposées en vertu des dispositions de la loi spéciale concernant l'impôt de guerre. A cet égard, toutefois, le traitement de la nation la plus favorisée sera appliqué.

Article IV.

Au cas où le Gouvernement du Canada ou le Gouvernement du Guatemala établirait ou maintiendrait un monopole officiel ou un organe centralisé pour l'importation ou la vente d'une marchandise déterminée, le gouvernement établissant ou maintenant ledit monopole ou ledit organe centralisé examinera avec bienveillance toutes les représentations que l'autre gouvernement pourra lui faire au sujet de discriminations qu'aurait subies son commerce, lors d'achats effectués par ce monopole ou par cet organe centralisé.

Article V.

Le Canada et le Guatemala s'accordent réciproquement les avantages douaniers et autres faveurs prévus par le présent accord, à la condition que, si le gouvernement de l'un des deux pays établit ou maintient, directement ou indirectement, un système quelconque de contrôle des changes, il pratiquera ce contrôle de manière à assurer aux ressortissants et au commerce de l'autre pays une part juste et équitable dans la répartition des devises.

En ce qui concerne les devises mises à la disposition du commerce pour ses opérations, il est convenu que le gouvernement de chaque pays s'inspirera, dans l'application de tout système de contrôle des changes, du principe suivant lequel, dans toute la mesure du possible, la fraction du montant total de devises attribuée à l'autre pays ne devra pas être inférieure à celle qui aura été utilisée, durant une période caractéristique antérieure à l'établissement d'un système quelconque de contrôle des devises, pour le règlement des dettes commerciales envers les ressortissants de cet autre pays.

Le gouvernement de chacun des deux pays examinera avec bienveillance toutes les représentations que l'autre gouvernement pourra formuler relativement à l'application des dispositions du présent article.

Article VI.

Dans le cas où le gouvernement de l'un ou l'autre pays adopterait une mesure qui, alors même qu'elle ne serait pas incompatible avec les dispositions du présent accord, serait jugée par le gouvernement de l'autre pays comme étant diamétralement opposée ou préjudiciable à l'une quelconque des fins visées par le présent accord, le gouvernement qui aura adopté ladite mesure examinera les représentations et les propositions que l'autre gouvernement pourra lui faire en vue de régler la question à la satisfaction réciproque des Parties.

Le gouvernement de chacun des deux pays examinera avec bienveillance les représentations que l'autre gouvernement pourra formuler au sujet de l'application des règlements douaniers, des restrictions quantitatives ou de l'application de celles-ci, de l'observation des formalités douanières ou de l'application des lois et règlements sanitaires concernant la protection de la vie

des hommes, des animaux ou des végétaux, et il fournira sur demande à l'autre gouvernement une occasion convenable pour étudier avec lui les points soulevés par ces représentations.

Article VII.

Aucune disposition du présent accord ne sera interprétée comme s'opposant à l'adoption de mesures de prohibition ou de restriction frappant l'exportation ou l'importation de l'or ou de l'argent, ni à l'adoption de mesures que l'un ou l'autre gouvernement jugerait opportunes pour contrôler l'exportation ou la vente pour l'exportation d'armes, de munitions ou de matériel de guerre et, dans des circonstances exceptionnelles, de toutes autres fournitures militaires.

Sous réserve qu'aucun des deux pays n'établira de discrimination arbitraire au détriment de l'autre et en faveur d'un pays tiers où règnent des conditions analogues, les dispositions du présent accord ne s'appliqueront pas aux prohibitions ou restrictions : 1^o édictées pour des raisons de moralité ou d'humanité ; 2^o destinées à protéger la vie des hommes, des animaux ou des végétaux ; 3^o visant les articles fabriqués dans les prisons ; 4^o ayant trait à l'application de lois de police ou de lois fiscales ; 5^o destinées à combattre les fausses marques, falsifications et autres pratiques frauduleuses que prévoient les lois de l'un et de l'autre pays relatives aux denrées alimentaires et aux médicaments ; 6^o tendant à réprimer les pratiques déloyales dans le commerce d'importation.

Article VIII.

Les avantages qui ont été ou pourront être accordés par l'un ou l'autre pays à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier, ainsi que les avantages résultant d'une union douanière à laquelle l'un ou l'autre pays pourra devenir partie, seront exclus de l'application du présent accord.

Article IX.

Les avantages qui ont été ou pourront être accordés par le Canada exclusivement à d'autres territoires placés sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté, seront exclus de l'application du présent accord.

Les avantages qui ont été ou pourront être accordés par le Guatemala au commerce de Costa-Rica, du Salvador, du Honduras, du Nicaragua ou du Panama seront exclus de l'application du présent accord, tant que ces avantages ne seront pas accordés à un autre pays.

Article X.

Le présent accord sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Guatemala le plus tôt possible. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications, et il demeurera en vigueur pendant une période de trois ans. Si, au moins six mois avant l'expiration de la période susmentionnée, aucun des deux gouvernements n'a fait connaître à l'autre son intention de mettre fin au présent accord, celui-ci demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle le gouvernement de l'un des deux pays aura notifié sa dénonciation à l'autre gouvernement.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, en langue anglaise et en langue espagnole, les deux textes faisant également foi, à Guatemala, le vingt-huit septembre mil neuf cent trente-sept.

(L. S.) J. H. S. BIRCH.

(L. S.) Carlos SALAZAR.

N° 4509.

ITALIE ET PAYS-BAS

Echange de notes comportant un arrangement en vue de faciliter certaines formalités inhérentes aux voyages en avion privé à l'étranger. Rome, le 26 octobre 1938.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 26 janvier 1939.

ITALY AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes constituting an Arrangement for facilitating Certain Formalities connected with Journeys to Foreign Countries in Private Aircraft. Rome, October 26th, 1938.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 26th, 1939.

TRANSDUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4509. — ÉCHANGE DE NOTES ¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ITALIEN ET NÉERLANDAIS
COMPORTANT UN ARRANGE-
MENT EN VUE DE FACILITER
CERTAINES FORMALITÉS IN-
HÉRENTES AUX VOYAGES EN
AVION PRIVÉ A L'ÉTRANGER.
ROME, LE 26 OCTOBRE 1938.

No. 4509. — EXCHANGE OF NOTES ¹
BETWEEN THE ITALIAN AND
NETHERLANDS GOVERN-
MENTS CONSTITUTING AN AR-
RANGEMENT FOR FACILITAT-
ING CERTAIN FORMALITIES
CONNECTED WITH JOURNEYS
TO FOREIGN COUNTRIES IN
PRIVATE AIRCRAFT. ROME,
OCTOBER 26TH, 1938.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

No. 3388.

ROME, le 26 octobre 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la précédente correspondance au sujet d'un arrangement à conclure entre le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement italien en vue de faciliter certaines formalités inhérentes aux voyages en avion privé à l'étranger, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal des Pays-Bas est d'accord sur ce qui suit :

1^o Le Gouvernement des Pays-Bas et le Gouvernement italien accorderont des autorisations pour le transport d'appareils photographiques et cinématographiques et pour le transport d'armes à feu destinées à être employées à la chasse, avec leurs munitions à bord des aéronefs privés immatriculés dans l'un des deux pays, qui se proposent de survoler, respectivement, le territoire des Pays-Bas ou le territoire italien.

Le transport susvisé sera soumis, sans

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 3388.

ROME, October 26th, 1938.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to previous correspondence regarding an Arrangement to be concluded between the Government of the Netherlands and the Italian Government to facilitate certain formalities in connection with journeys to foreign countries by private aircraft, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Government of the Netherlands agrees to the following :

(1) The Government of the Netherlands and the Italian Government shall grant authorisations for the transport of photographic and cinematographic cameras, and of sporting firearms and ammunition therefor, on board private aircraft, registered in one of the two countries, which it is proposed to fly over the territory of the Netherlands or over Italian territory, as the case may be.

Such transport shall be subject without

¹ Entré en vigueur le 26 octobre 1938.

¹ Came into force October 26th, 1938.

restrictions, aux dispositions légales en vigueur dans le territoire du pays survolé.

2° Le Gouvernement italien admet que le Bureau de Tourisme aérien affilié à l'Aéro Club royal des Pays-Bas (Koninklijke Nederlandsche Vereeniging voor Luchtvaart) et au Touring Club royal néerlandais (Koninklijke Nederlandsche Touristenbond, A.N.W.B.), puisse s'adresser directement, c'est-à-dire par voie non diplomatique, au Ministère royal de l'Aéronautique, Office de l'Aviation civile et du trafic aérien à Rome, afin d'obtenir les autorisations pour transporter des appareils photographiques et cinématographiques et des armes à feu destinées à être employées à la chasse avec leurs munitions à bord des aéronefs privés immatriculés aux Pays-Bas, qui se proposent de survoler l'Italie.

3° Le Gouvernement des Pays-Bas admet que la « Reale Unione Nazionale Aeronautica » puisse suivre une procédure analogue, en ce qui concerne les aéronefs privés immatriculés en Italie qui se proposent de survoler les Pays-Bas, en s'adressant directement, c'est-à-dire par voie non diplomatique, à la Direction du Service de l'Aéronautique (Luchtvaartdienst), Binnenhof 20 à La Haye.

4° Par « Italie » et « Pays-Bas » il est exclusivement entendu les territoires des deux Etats situés en Europe.

5° Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur trois mois après la date de la notification d'un des deux gouvernements tendant à faire cesser l'arrangement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma plus haute considération.

M. W. VAN WEDE.

Son Excellence le Comte Galeazzo Ciano,
Ministre des Affaires étrangères,
Rome.

restriction to the legal provisions in force in the territory of the country flown over.

(2) The Italian Government agrees that the Air Touring Bureau affiliated to the Royal Aero Club of the Netherlands (Koninklijke Nederlandsche Vereeniging voor Luchtvaart) and to the Royal Netherlands Touring Club (Koninklijke Nederlandsche Touristenbond, A.N.W.B.) may apply direct (*i.e.* not through the diplomatic channel) to the Civil Aviation and Air Traffic Office, Royal Air Ministry, Rome, for authorisations to transport photographic and cinematographic cameras and sporting firearms and ammunition therefor on board private aircraft registered in the Netherlands which it is proposed to fly over Italy.

(3) The Government of the Netherlands agrees that the " Reale Unione Nazionale Aeronautica " may follow a similar procedure in regard to private aircraft registered in Italy which it is proposed to fly over the Netherlands, application being made in this case direct (*i.e.*, not through the diplomatic channel) to the Head of the Air Traffic Service (Luchtvaartdienst), Binnenhof 20, The Hague.

(4) " Italy " and " The Netherlands " shall be taken to mean exclusively the territories of those two States situated in Europe.

(5) The present Arrangement shall come into force immediately, and shall remain in force until three months after the date on which one of the two Governments notifies its intention of bringing it to an end.

I have the honour to be, etc.

M. W. VAN WEDE.

His Excellency Count Galeazzo Ciano,
Minister for Foreign Affairs,
Rome.

II.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.
Ministère des Affaires étrangères.

T. 41 Olanda V°
962376 /14.

ROME, le 26 octobre 1938.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à la précédente correspondance au sujet d'un arrangement à conclure entre le Gouvernement italien et le Gouvernement des Pays-Bas en vue de faciliter certaines formalités inhérentes aux voyages en avion privé à l'étranger, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement royal d'Italie est d'accord sur ce qui suit :

1° Le Gouvernement italien et le Gouvernement des Pays-Bas accorderont des autorisations pour le transport d'appareils photographiques et cinématographiques et pour le transport d'armes à feu destinées à être employées à la chasse, avec leurs munitions à bord des aéronefs privés immatriculés dans l'un des deux pays, qui se proposent de survoler, respectivement, le territoire des Pays-Bas ou le territoire italien.

Le transport susvisé sera soumis, sans restrictions, aux dispositions légales en vigueur dans le territoire du pays survolé.

2° Le Gouvernement italien admet que le Bureau de Tourisme aérien affilié à l'Aéro Club royal des Pays-Bas (Koninklijke Nederlandsche Vereeniging voor Luchtvaart) et au Touring Club royal néerlandais (Koninklijke Nederlandsche Touristenbond, A.N.W.B.) puisse s'adresser directement, c'est-à-dire par voie non diplomatique, au Ministère royal de l'Aéronautique, Office de l'Aviation civile et du Trafic aérien à Rome, afin d'obtenir les autorisations pour transporter des appareils photographiques et cinématographiques et des armes à feu destinées à être employées à la chasse avec leurs munitions à bord des aéronefs privés immatriculés aux Pays-Bas, qui se proposent de survoler l'Italie.

3° Le Gouvernement des Pays-Bas admet que la « Reale Unione Nazionale Aeronautica » puisse suivre une procédure

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

T. 41 Olanda V°
962376 /14.

ROME, October 26th, 1938.

SIR,

With reference to previous correspondence regarding an Arrangement to be concluded between the Italian Government and the Government of the Netherlands to facilitate certain formalities in connection with journeys to foreign countries by private aircraft, I have the honour to inform Your Excellency that the Royal Italian Government agrees to the following :

(1) The Italian Government and the Government of the Netherlands shall grant authorisations for the transport of photographic and cinematographic cameras, and of sporting firearms and ammunition therefor, on board private aircraft, registered in one of the two countries, which it is proposed to fly over the territory of the Netherlands or over Italian territory, as the case may be.

Such transport shall be subject without restriction to the legal provisions in force in the territory of the country flown over.

(2) The Italian Government agrees that the Air Touring Bureau affiliated to the Royal Aero Club of the Netherlands (Koninklijke Nederlandsche Vereeniging voor Luchtvaart) and to the Royal Netherlands Touring Club (Koninklijke Nederlandsche Touristenbond, A.N.W.B.) may apply direct (*i.e.*, not through the diplomatic channel) to the Civil Aviation and Air Traffic Office, Royal Air Ministry, Rome, for authorisations to transport photographic and cinematographic cameras and sporting firearms and ammunition therefor on board private aircraft registered in the Netherlands which it is proposed to fly over Italy.

(3) The Government of the Netherlands agrees that the "Reale Unione Nazionale Aeronautica" may follow a similar procedure

analogue, en ce qui concerne les aéronefs privés immatriculés en Italie qui se proposent de survoler les Pays-Bas, en s'adressant directement, c'est-à-dire par voie non diplomatique, à la Direction du Service de l'Aéronautique (Luchtvaartdienst), Binnenhof 20 à La Haye.

4° Par « Italie » et « Pays-Bas » il est exclusivement entendu les territoires des deux Etats situés en Europe.

5° Le présent arrangement entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur trois mois après la date de la notification d'un des deux gouvernements tendant à faire cesser l'arrangement.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'expression de ma considération la plus distinguée.

CIANO.

Monsieur le Jonkheer Marc Willem van Weede,
Chargé d'Affaires *a. i.* des Pays-Bas
à Rome.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,

A. M. Snouck Hurgronje.

in regard to private aircraft registered in Italy which it is proposed to fly over the Netherlands, application being made in this case direct (*i.e.*, not through the diplomatic channel) to the Head of the Air Traffic Service (Luchtvaartdienst), Binnenhof 20, The Hague.

(4) "Italy" and "The Netherlands" shall be taken to mean exclusively the territories of those two States situated in Europe.

(5) The present Arrangement shall come into force immediately, and shall remain in force until three months after the date on which one of the two Governments notifies its intention of bringing it to an end.

I have the honour to be, etc.

CIANO.

Jonkheer Marc Willem van Weede,
Acting Chargé d'Affaires of the Netherlands
at Rome.

N° 4510.

BRÉSIL ET DANEMARK

Echange de notes comportant un accord commercial provisoire. Rio de Janeiro, le 30 juillet 1936.

Textes officiels français et portugais communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 27 janvier 1939.

BRAZIL AND DENMARK

Exchange of Notes constituting a Provisional Commercial Agreement. Rio de Janeiro, July 30th, 1936.

French and Portuguese official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place January 27th, 1939.

N^o 4510. — ÉCHANGE DE NOTES ¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
BRÉSILIEN ET DANOIS COM-
PORTANT UN ACCORD COM-
MERCIAL PROVISOIRE. RIO DE
JANEIRO, LE 30 JUILLET 1936.

N^o 4510. — TROCA DE NOTAS ¹
ENTRE OS GOVERNOS DO BRA-
SIL E DA DINAMARCA CONS-
TITUINDO UM ACCORDO COM-
MERCIAL PROVISORIO. RIO DE
JANEIRO, 30 DE JULHO DE 1936.

I.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

MONSIEUR LE MINISTRE,

RIO DE JANEIRO, le 30 juillet 1936.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement danois ayant reconnu, ainsi que le Gouvernement brésilien, l'utilité de prolonger encore pour quelque temps les négociations en cours entre les deux pays pour aboutir à un nouvel accord commercial et désirant éviter une interruption des relations commerciales entre le Danemark et le Brésil le 31 juillet courant, concorde à ce que ces relations continuent à avoir pour base le régime actuel et soient réglées par un accord provisoire aux termes suivants :

Article premier.

Le Danemark et le Brésil s'accordent réciproquement le traitement douanier inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée.

Article II.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne pas changer le traitement réciproque de la nation la plus favorisée qu'elle accorde actuellement aux navires marchands de l'autre Partie contractante, sauf en ce qui concerne le cabotage. Ce traitement de la nation la plus favorisée doit s'appliquer également au paiement des importations.

Article III.

Si l'une des Parties contractantes vient à créer des taxes qui atteignent les produits de l'autre Partie jusqu'alors exempts du paiement de droits de douane, ou augmente les taxes déjà existantes, la Partie contractante qui se trouve atteinte par ce fait dans ses intérêts aura le droit de demander à l'autre Partie contractante d'initier des négociations afin de corriger les effets défavorables des mesures en question.

Article IV.

Si l'une des deux Parties contractantes possède ou vient à créer dans l'avenir des quotes-parts, contingents ou restrictions au sujet des paiements ou tout autre système direct ou indirect de limitation d'importation des produits de l'autre Partie contractante, celle qui se considère comme atteinte matériellement dans ses intérêts par la façon dont ces mesures sont ou seront employées, aura le droit de demander à l'autre Partie contractante d'initier des négociations afin de corriger les effets défavorables des mesures en question.

Article V.

Sont exceptées, toutefois, des engagements ci-dessus formulés les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à l'Islande, à la Norvège ou à la Suède

¹ Entré en vigueur le 1^{er} août 1936.

¹ Came into force August 1st, 1936.

ou à ces trois pays et celles qui ont pour but de faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union d'uanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Article VI.

Les stipulations du présent accord ne s'appliquent pas au Groenland, où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat danois. Toutefois, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera aux produits originaires et en provenance du Groenland à leur importation au Brésil, ainsi qu'aux produits originaires et en provenance du Brésil à leur importation au Groenland.

Article VII.

Le présent accord provisoire restera en vigueur jusqu'à la conclusion de l'accord commercial en négociation. Toutefois il pourra être dénoncé par chacune des deux Parties contractantes moyennant un préavis de trente jours.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) O. SEHESTED.

Son Excellence

Monsieur le Docteur José Carlos de Macedo Soares,
Ministre des Affaires étrangères, Rio de Janeiro.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 14 décembre 1938.

Axcl Heils,

Chef des Archives

au Ministère des Affaires étrangères.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES.

RIO DE JANEIRO, em 30 de Julho de 1936.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de levar ao conhecimento de Vossa Excellência que o Governo brasileiro tendo reconhecido, assim como o Governo dinamarquez a conveniencia de prolongar ainda por algum tempo as actuaes negociações entre os dois paizes para concluir um novo Accordo Commercial, e desejando evitar uma solução de continuidade nas relações commerciaes entre o Brasil e a Dinamarca em 31 de Julho corrente, concorda em que essas relações continuem a ter por base o regimen actual, e sejam reguladas por um Accordo Provisorio nos termos seguintes :

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

RIO DE JANEIRO, le 30 juillet 1936.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement brésilien ayant reconnu, ainsi que le Gouvernement danois, l'utilité de prolonger encore pour quelque temps les négociations en cours entre les deux pays pour aboutir à un nouvel accord commercial et désirant éviter une interruption des relations commerciales entre le Brésil et le Danemark le 31 juillet courant, concorde à ce que ces relations continuent à avoir pour base le régime actuel et soient réglées par un accord provisoire aux termes suivants :

¹ Translation of the Danish Government.

¹ Traduction du Gouvernement danois.

Artigo 1.

O Brasil e a Dinamarca concedem um ao outro o tratamento aduaneiro incondicional e illimitado da nação mais favorecida.

Artigo 2.

Cada uma das Partes Contractantes compromette-se a não modificar o tratamento reciproco da nação mais favorecida que concede actualmente aos navios mercantes da outra parte contractante, com excepção da cabotagem. O tratamento da nação mais favorecida deve applicar-se igualmente ao pagamento das Importações.

Artigo 3.

Se uma das Partes Contractantes vier a crear taxas que atinjam os productos da outra Parte, até então isentos do pagamento de direitos alfandegarios, ou augmentar as taxas já existentes, a Parte Contractante que se considerar prejudicada por esse facto nos seus interesses terá o direito de pedir á outra Parte Contractante que inicie negociações afim de corrigir os efeitos desfavoraveis das medidas em questão.

Artigo 4.

Se uma das duas Partes Contractantes possúe ou vier a crear no futuro quotas, contingentes ou restricções referentes aos pagamentos, ou qualquer outro systema directo ou indirecto de limitação de importação de productos da outra Parte Contractante, aquella que se considerar prejudicada materialmente nos seus interesses pela maneira pela qual essas medidas são ou serão applicadas, terá o direito de pedir á outra Parte Contractante que inicie negociações afim de corrigir os efeitos desfavoraveis das medidas em questão.

Artigo 5.

São exceptuados, entretanto, dos compromissos acima formulados os favores actualmente concedidos ou que possam ser concedidos ulteriormente á Islandia, á Noruega ou á Suecia, ou a esses tres paizes, e aquellas que têm por fim facilitar o trafico de fronteira, assim como os que se referem a União Aduaneira, já concluida, ou que possa ser concluida no futuro por uma das Partes Contractantes.

Article premier.

Le Brésil et le Danemark s'accordent réciproquement le traitement douanier inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Chacune des deux Parties contractantes s'engage à ne pas changer le traitement réciproque de la nation la plus favorisée qu'elle accorde actuellement aux navires marchands de l'autre Partie contractante, sauf en ce qui concerne le cabotage. Ce traitement de la nation la plus favorisée doit s'appliquer également au payement des importations.

Article 3.

Si l'une des Parties contractantes vient à créer des taxes qui atteignent les produits de l'autre Partie jusqu'alors exempts du payement de droits de douane, ou augmente les taxes déjà existantes, la Partie contractante qui se trouve atteinte par ce fait dans ses intérêts aura le droit de demander à l'autre Partie contractante d'initier des négociations afin de corriger les effets défavorables des mesures en question.

Article 4.

Si l'une des deux Parties contractantes possède ou vient à créer dans l'avenir des quotes-parts, contingents ou restrictions au sujet des paiements ou tout autre système direct ou indirect de limitation d'importation des produits de l'autre Partie contractante, celle qui se considère comme atteinte matériellement dans ses intérêts par la façon dont ces mesures sont ou seront employées, aura le droit de demander à l'autre Partie contractante d'initier des négociations afin de corriger les effets défavorables des mesures en question.

Article 5.

Sont exceptées, toutefois, des engagements ci-dessus formulés les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à l'Islande, à la Norvège ou à la Suède ou à ces trois pays et celles qui ont pour but de faciliter le trafic frontiere, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Artigo 6.

As estipulações do presente Accordo não se applicam á Groelandia, onde o commercio e a navegação são reservados ao Estado Dinamarques. Entretanto, o tratamento da nação-mais favorecida applicar-se-ha á importação de productos originarios e procedentes do Brasil na Groelandia.

Artigo 7.

O presente Accordo Provisorio vigorará até a conclusão do Accordo Commercial em negociações. Entretanto poderá ser denunciado por cada uma das duas Partes Contractantes mediante um aviso previo de trinta dias.

O Governo Brasileiro deseja, ainda, declarar a Vossa Excellencia que a reserva « com excepção da cabotagem », feita explicitamente no artigo 2º deste accordo, está embora implicitamente, sempre comprehendida em todos os entendimentos commerciaes do Brasil, onde a cabotagem foi e é exclusivamente nacional.

Aproveito a oportunidade para reiterar a Vossa Excellencia os protestos da minha alta consideração.

(*sign.*) José Carlos DE MACEDO SOARES.

A Sua Excellencia
o Senhor Ove Flemming de Sehested,
Enviado Extraordinario e Ministro
Plenipotenciario de Sua Majestade
o Rei da Dinamarca.

Article 6.

Les stipulations du présent accord ne s'appliquent pas au Groenland, où le commerce et la navigation sont réservés à l'Etat danois. Toutefois, le traitement de la nation la plus favorisée s'appliquera aux produits originaires et en provenance du Groenland à leur importation au Brésil, ainsi qu'aux produits originaires et en provenance du Brésil à leur importation au Groenland.

Article 7.

Le présent accord provisoire restera en vigueur jusqu'à la conclusion de l'accord commercial en négociation. Toutefois il pourra être dénoncé par chacune des deux Parties contractantes moyennant un préavis de trente jours.

Le Gouvernement brésilien déclare aussi à Votre Excellence que la réserve « le cabotage excepté », faite explicitement dans l'article 2 du présent accord, est, quoique implicitement, toujours comprise dans tous les accords commerciaux du Brésil, où le cabotage fut et est exclusivement national.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(*Signé*) José Carlos DE MACEDO SOARES.

Son Excellence
Monsieur Ove Flemming de Sehested,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté
le Roi de Danemark.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 14 décembre 1938.

Axel Heils,
Chef des Archives
au Ministère des Affaires étrangères.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4510. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND DANISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT. RIO DE JANEIRO, JULY 30TH, 1936.

I.

ROYAL LEGATION OF DENMARK.

YOUR EXCELLENCY,

RIO DE JANEIRO, *July 30th, 1936.*

I have the honour to inform Your Excellency that the Danish Government having, like the Brazilian Government, recognised the desirability of continuing for some time longer the present negotiations between the two countries with a view to a new Commercial Agreement, and desiring to avoid any interruption of the commercial relations between Denmark and Brazil on July 31st next, agrees that these relations shall continue to be based on the present régime and shall be regulated by a Provisional Agreement in the following terms :

Article I.

Denmark and Brazil shall grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in matters connected with Customs.

Article II.

Each of the two Contracting Parties undertakes to make no change in the reciprocal most-favoured-nation treatment which it at present grants to merchant shipping of the other Contracting Party, except in matters connected with the coasting trade. This most-favoured-nation treatment shall also apply to payment for imports.

Article III.

Should either of the Contracting Parties impose duties on the products of the other Party which have hitherto been exempt from payment of Customs duties or increase existing duties, the Contracting Party whose interests are thereby affected shall have the right to request the other Contracting Party to set on foot negotiations with a view to remedying the unfavourable effects of the measures in question.

Article IV.

Should either of the Contracting Parties impose or hereafter establish quotas or restrictions in respect of payments, or any other system of direct or indirect limitation of imports of the products of the other Contracting Party, the Party which considers its interests to be materially affected by the manner in which these measures are or may hereafter be applied shall have the right to request the other Contracting Party to set on foot negotiations with a view to remedying the unfavourable effects of the measures in question.

Article V.

Privileges which are at present or may hereafter be granted to Iceland, Norway or Sweden, or to all three countries, and those intended to facilitate frontier traffic and, further, those resulting from a Customs Union which has already been or may hereafter be concluded by either of the Contracting Parties shall, however, be excluded from the undertakings set forth above.

Article VI.

The provisions of the present Agreement shall not apply to Greenland, where commerce and navigation are reserved for the Danish State. Nevertheless, most-favoured-nation treatment shall apply to products originating in and coming from Greenland when imported into Brazil and to products originating in and coming from Brazil when imported into Greenland.

Article VII.

The present Provisional Agreement shall remain in force until the Commercial Agreement under negotiation is concluded. It may, however, be denounced by either of the Contracting Parties with thirty days' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) O. SEHESTED.

His Excellency Doctor José Carlos de Macedo Soares,
Minister for Foreign Affairs, Rio de Janeiro.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

YOUR EXCELLENCY,

RIO DE JANEIRO, *July 30th*, 1936.

I have the honour to inform Your Excellency that the Brazilian Government having, like the Danish Government, recognised the desirability of continuing for some time longer the present negotiations between the two countries with a view to a new Commercial Agreement, and desiring to avoid any interruption of the commercial relations between Brazil and Denmark on July 31st next, agrees that these relations shall continue to be based on the present régime and shall be regulated by a Provisional Agreement in the following terms :

Article 1.

Brazil and Denmark shall grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in matters connected with Customs.

Article 2.

Each of the two Contracting Parties undertakes to make no change in the reciprocal most-favoured-nation treatment which it at present grants to merchant shipping of the other Contracting Party, except in matters connected with the coasting trade. This most-favoured-nation treatment shall also apply to payment for imports.

Article 3.

Should either of the Contracting Parties impose duties on the products of the other Party which have hitherto been exempt from payment of Customs duties or increase existing duties, the Contracting Party whose interests are thereby affected shall have the right to request the other Contracting Party to set on foot negotiations with a view to remedying the unfavourable effects of the measures in question.

Article 4.

Should either of the Contracting Parties impose or hereafter establish quotas or restrictions in respect of payments, or any other system of direct or indirect limitation of imports of the products of the other Contracting Party, the Party which considers its interests to be materially affected by

the manner in which these measures are or may hereafter be applied shall have the right to request the other Contracting Party to set on foot negotiations with a view to remedying the unfavourable effects of the measures in question.

Article 5.

Privileges which are at present or may hereafter be granted to Iceland, Norway or Sweden, or to all three countries, and those intended to facilitate frontier traffic and, further, those resulting from a Customs Union which has already been or may hereafter be concluded by either of the Contracting Parties shall, however, be excluded from the undertakings set forth above.

Article 6.

The provisions of the present Agreement shall not apply to Greenland, where commerce and navigation are reserved for the Danish State. Nevertheless, most-favoured-nation treatment shall apply to products originating in and coming from Greenland when imported into Brazil and to products originating in and coming from Brazil when imported into Greenland.

Article 7.

The present Provisional Agreement shall remain in force until the Commercial Agreement under negotiation is concluded. It may, however, be denounced by either of the Contracting Parties with thirty days' notice.

The Brazilian Government also begs to inform Your Excellency that the reservation "except for the coasting trade", explicitly made in Article 2 of the present Agreement, is always implicitly understood in all commercial agreements concluded by Brazil, where the coasting trade has always been and is still exclusively national.

I have the honour to be, etc.

(Signed) José Carlos DE MACEDO SOARES.

His Excellency Monsieur Ove Flemming de Sehested,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of His Majesty the King of Denmark.

N° 4511.

BULGARIE ET YOUGOSLAVIE

Convention sur la protection, la conservation et la reconstruction des bornes et autres marques frontières servant à la démarcation de la ligne frontière. Signée à Sofia, le 9 novembre 1935.

Textes officiels bulgare et yougoslave communiqués par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 janvier 1939.

BULGARIA AND YUGOSLAVIA

Convention for the Protection, Maintenance and Repair of the Frontier Posts and Other Marks used for the Demarcation of the Frontier Line. Signed at Sofia, November 9th, 1935.

Bulgarian and Yugoslav official texts communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations. The registration of this Convention took place January 28th, 1939.

ТЕХТЕ YUGOSLAVE. — YUGOSLAV TEXT.

№ 4511. — КОНВЕНЦИЈА¹ О ЗАШТИТИ, ЧУВАЊУ ОПРАВЉАЊУ И ПОНОВНОМ ПОДИЗАЊУ ГРАНИЧНИХ КАМЕНОВА И ДРУГИХ ЗНАКОВА, КОЈИ СЛУЖЕ ЗА ОБЕЛЕЖАВАЊЕ ГРАНИЧНЕ ЛИНИЈЕ ИЗМЕЂУ КРАЉЕВИНЕ ЈУГОСЛАВИЈЕ И КРАЉЕВИНЕ БУГАРСКЕ. ПОТНИСАНА У СОФИЈИ 9ог НОВЕМБРА 1935 ГОД.

Његово Величанство Краљ Југославије и Његово Величанство Краљ Бугара, у жељи да се уреди питање о заштити, чувању, оправљању и поновном подизању граничних каменова и других знакова који служе за обележавање граничне линије између Краљевине Југославије и Краљевине Бугарске, решили су да у ту сврху закључе једну конвенцију и назначили су за своје пуномоћнике:

Његово Величанство Краљ Југославије :

Госпођина Александра Цицлар-Марковић, Изапредног посланика и Опумоћеног министра у Софији;

Његово Величанство Краљ Бугара:

Госпођина Георгија Кјосејанова, Министра иностраних послов и вероисповести,

који су се, по извршеној размени пуномоћја, нађених у добром и исправном облику, сагласили о овоме:

Чл. 1.

Граница између Краљевине Југославије и Краљевине Бугарске обележена је видно линијом, која везује центре увастопних граничних каменова и граничних знакова постављених на основу Пејског уговора о миру.

Чл. 2.

Обе државе уговорнице обавезују се:

а) да штите и чувају, старањем својих граничних власти, све граничне каменове и граничне знакове дуж целе границе;

б) да оправљају и поново постављају граничне каменове и граничне знакове, свака на свом сектору и о свом трошку без обзира на увроче њиховог оштећења или уништења;

в) да оставе необрађену једну зону — коридор дуж граничне линије са сваке стране широку од 5 м. на отвореном терену и у шуми, као и на обалама речних токова који означавају границу, и да сваке године чисте овај терен од корова, траве и цбуња, а у циљу прегледности и несметаног вршења службе и кретања граничних органа.

г) да не допуштају у зони од 40 м. од граничне линије подизање ма каквих приватних објеката, изузимајући насељена места.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Beograd, le 20 avril 1938.
Entrée en vigueur le 20 avril 1938.

ТЕХТЕ BULGARE. — BULGARIAN TEXT.

№ 4511. — КОНВЕНЦИЯ¹ ЗА СЪХРАНЯВАНЕ, ПАЗЕНЕ, ПОПРАВЯНЕ И НАНОВО ПОСТРОЯВАНЕ НА ГРАНИЧНИТЕ КАМЪНИ И ДРУГИ ЗНАЦИ, КОИТО СЛУЖАТЪ ЗА ОТБЕЛЯВАНЕ ГРАНИЧНАТА ЛИНИЯ МЕЖДУ ЦАРСТВО БЪЛГАРИЯ И КРАЛСТВО ЮГОСЛАВИЯ. ПОДПИСАНА ВЪ СОФИЯ НА 9 НОЕМВРИ 1935 г.

Негово Величество Царът на България и Негово Величество Кралът на Югославия желаяйки да се уреди начинът за съхраняване, пазене, поправяне и наново построяване на граничните камъни и други знаци, които служат за отбеляване граничната линия между Царство България и Кралство Югославия, решиха да сключатъ за тази цел една конвенция и назначиха за свои Пълномощници,

Негово Величество Царът на България:

Господинъ Георги Кьосевиановъ, Министъръ на външните работи и на изповѣданията;

Негово Величество Кралът на Югославия:

Господинъ Александъръ Цинцаръ-Марковичъ, извънреденъ пратеникъ и Пълномощенъ министъръ въ София,

които, следъ като си размѣниха пълномощията, намѣрени за редовни, се съгласиха върху следните разпорѣждания:

Членъ 1.

Границата между Царство България и Кралство Югославия е отбелявана ясно съ линията, която свързва центроветъ на последователните гранични камъни и граничните знаци поставени въз основа на Ньойнския договоръ за миръ.

Членъ 2.

Дветѣ договорящи страни се задължаватъ:

а) да съхраняватъ и пазятъ, чрезъ грижитѣ на своите погранични власти, всички гранични камъни и гранични знаци по протежение на цѣлата граница;

б) да поправятъ и поставятъ наново граничните камъни и граничните знаци, всѣка въ своя секторъ и на свои равнини, безъ огледъ на причините на тяхното повреждане или унищожаване;

в) да оставятъ необработена една зона-коридоръ по протежение на граничната линия широка отъ всѣка страна 5 метра, по откритите мѣста и въ горите, както и по брѣговетъ на рѣчните течения, които означаватъ границата, и всѣка година да разчистватъ този теренъ отъ бурените, тревата и храстите за нуждите на видимостта и за безпрепятственото посене службата и движението на пограничните органи;

г) да не допускатъ въ зоната отъ 40 м. отъ граничната линия постройката на никакви частни обекти включвайки населените мѣста.

¹ The exchange of ratifications took place at Belgrade, April 20th, 1938.
Came into force April 20th, 1938.

Чл. 3.

Свака од држава уговорница поправља и поново подиже само оне оштећене— уништене или нестале граничне каменове и знакове— који њој припадају на граничној линији, а према следећој подели:

Краљевина Бугарска :

На целој граничној линији почев од тромеђе југословенско-бугарско-грчке, од граничног камена бр. 1. на Тумби па до граничног камена бр. 278-а закључно;

Краљевина Југославија:

На целој граничној линији почев од граничног камена бр. 278-а искључно па до тромеђе југословенско-бугарско-румунске, пирамиде-сигнала закључно;

Чл. 4.

Преглед граничне линије, граничних каменова и осталих знакова вршиће се сваке пете године, рачунајући од дана ратификовања ове конвенције.

Преглед ће вршити мешовита комисија састављена од једног техничког делегата и једног делегата надлежне власти од стране сваке државе.

У циљу олакшања радова, пограничне власти биће дужне да још пре састанка комисије доставе благовремено све податке о броју несталих, уништених и оштећених граничних каменова надлежним властима.

Ова комисија констатоваће трасу граничне линије уколико се односи на граничне каменове и друге ознаке, као и одржавање граничног коридора из Чл. 2. под *в)* дуж граничне линије. Том приликом ће се извршити оправка оштећених каменова као и поновно постављење нових на место било којим начином несталих каменова.

Мешовита комисија, по извршеном раду, саставља записник у два примерака и доставља га својим владама.

Чл. 5.

У ванредним случајевима, независно од прегледа предвиђеног у Чл. 4, када би више узастопних граничних каменова и знакова били оштећени или уништени ма којим начином, обе ће владе по претходном споразуму приступити њиховој оправци и поновном подизању.

Оправка и подизање ових граничних каменова вршиће се према одредби Чл. 3. ове конвенције, увек у присуству и уз сарадњу делегата обеју држава уговорница.

Чл. 6.

Подизање нових граничних каменова или знакова моћи ће се вршити само на основу оригиналних службених планова, скица и техничких докумената о разграничењу.

У погледу одређивања метода рада, оба техничка делегата одлучиће за сваки случај.

Облик, положај и правац исправљених или поново постављених граничних каменова не сме се мењати.

Чл. 7.

Граничне власти обеју држава биће дужне да брижљиво утврђују свако оштећење или уништење граничних каменова или знакова; оне ће се узајамно обавештавати о сваком таквом случају и предузимаће по заједничком споразуму све потребне кораке

Членъ 3.

Всѣка договоряща държава поправя и наново построява само онѣзи отъ повреденитѣ, унищоженитѣ или изчезнали гранични камъни и знаци, които и се припадатъ на граничната линия, споредъ следното разпредѣление:

Царство България:

по цѣлата гранична линия начиная отъ точката на събирането на тритѣ граници, югославянска-българска-гръцка, отъ граничния камъкъ № 1 на Тумба до граничния камъкъ № 278а включително;

Кралство Югославия:

по цѣлата гранична линия начиная отъ граничния камъкъ № 278а включително до точката на събирането на тритѣ граници, югославянска-българска-ромънска, пирамидата-сигналъ включително.

Членъ 4.

Прегледътъ на граничната линия, на граничните камъни и на останалитѣ знаци ще става всѣки петь години, смѣтано отъ дена на ратифицирането на тази конвенция.

Прегледътъ ще бжде извършванъ отъ смѣсена комисия съставена отъ по единъ технически делегатъ и по единъ представител на надлежнитѣ власти отъ всѣка държава.

Съ цель за облекчение на работата, пограничните власти сж длъжни, още съ събирането на комисията, да доставятъ своевременно всичкитѣ сведения за числото на изчезналитѣ, унищоженитѣ и повредени гранични камъни.

Тази комисия ще установява трасето на граничната линия, до колкото се отнася до граничните камъни и другитѣ знаци, както и подържането на граничния коридоръ отъ чл. 2, пунктъ в), по протежението на граничната линия. По този случай, ще се извършва и поправката на повреденитѣ камъни, както и поставянето отново на нови на мѣстото на изчезналитѣ по нѣкаква причина камъни.

Смѣсената комисия, следъ свършване на работата си, съставя протоколъ въ два екземпляра и го представи на дветѣ правителства.

Членъ 5.

Въ извънредни случаи, независимо отъ предвидения въ чл. 4 прегледъ, когато по какъвто и да е начинъ биха били повредени или унищожени повече последователни гранични камъни или знаци дветѣ правителства, съ предварително споразумение, ще пристѣпятъ къмъ тѣхното поправяне и построяване отново.

Поправката и построяването на тѣзи гранични камъни ще се извършва, съгласно разпоредбитѣ на чл. 3 на тази конвенция, винаги въ присѣтствието и съ съдействието на делегатитѣ на дветѣ договорящи държави.

Членъ 6.

Построяването на нови гранични камъни или знаци може да се извършва само въз основа на оригиналнитѣ служебни планове, скици и технически документи за разграничението.

По отношение опредѣлянето начина на работата, двамата технически делегати ще решаватъ на всѣки случай.

Видътъ, положението и посоката на поправенитѣ или новопоставени гранични камъни не може да се измѣня.

Членъ 7.

Пограничните власти на дветѣ държави ще бждатъ длъжни да установяватъ грижливо всѣка повреда или унищожаване на граничните камъни или знаци; тѣ ще си съобщаватъ взаимно всѣки подобенъ случай и ще предприематъ, по взаимно спора-

преко надлежних власти да би се могло приступити реконструксању или поправци уништених или оштећених каменова, свака на свом сектору сходно Чл. 3.

Чл. 8.

Трошкове учињене око радова предвиђених у Чл. 2 и 4 спосиће свака држава на свом сектору сходно Чл. 3.

Чл. 9.

Оправке граничних каменова који нису померени са свога првобитног места, а које не захтевају техничка документа, могу вршити и саме пограничне власти, чим констатују ово оштећење.

Ове исправке могу се вршити само споразумно и увек у присуству граничних власти друге стране уговорнице.

Ови радови ће се такође вршити према подели граничне линије у Чл. 3.

Чл. 10.

У случају кад би гранични каменови или знакови били оштећени или уништени од поданика једне од двеју држава уговорница, који би био ухваћен на делу или доције пронађен, поправку или подизање ових граничних каменова или знакова извршиће држава, којој према Чл. 3. припада одржавање ових граничних каменова или знакова. Трошкове око поправке овако причињених штета, као и све друге трошкове наплатиће Држава од кривца — свог поданика и наплаћене суме предаће оној држави, која је подигла или поправила граничне каменове или знакове.

У овом случају граничне власти обеју држава саставиће записник у два примерка, којим ће констатовати дело и доставиће га односној надлежној власти на даљи поступак.

Чл. 11.

Пирамида — сигнал, која обележава југословенско-бугарско-румунску тремеђу, одржаваће се и оправљаће се о трошку све три државе.

Мешовита комисија, приликом прегледа границе, одлучиваће о потребним поправкама ове пирамиде — сигнала.

Чл. 12.

Ова конвенција ступа на снагу од дана када се изврши измена ратификација.

Ступањем на снагу ове конвенције престају важити одредбе из Чланова 16 и 17 «Правилника Б о служби на граници између Краљевине Срба, Хрвата и Словенаца и Краљевине Бугарске у циљу увођења бољег реда на граници» од 26 септембра 1929 године.

Размена ратификација извршиће се у Београду.

У потврду чега горе именовани пуномоћници потписали су ову конвенцију и на њу ставили своје печате.

Рађено у Софији, у по два примерка на српско-хрватском и бугарском језику, 9 новембра хиљаду девет стотина тридесет и пете године.

(М. П.) Ал. Цинцар-Марковић.

Г. Њосенвановъ.

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

Le Chef de la 1^{re} Section du Département politique,

N. V. Vulović.

вумение, всичкитев потребни постъпки предъ съответните власти за да може да се присегнат къмъ въстапованиято или поправянето на унищожените или повредени камъни, всека на своя секторъ, съгласно чл. 3.

Членъ 8.

Расходите по работите предвидени въ чл. чл. 2 и 4 ще понася всека държава за своя секторъ, съгласно чл. 3.

Членъ 9.

Поправките на граничните камъни които не сж измѣстени отъ своето първоначално мѣсто и които не изискватъ технически документи, може да се извършватъ и отъ самите погранични власти, щомъ установятъ тази повреда.

Тѣзи поправки може да се извършватъ само по взаимно споразумение и винаги въ присъствието на пограничните власти на другата договоряща страна.

Тѣзи работи ще се извършватъ ежцо споредъ подѣлбата на граничната линия, съгласно чл. 3.

Членъ 10.

Въ случай че граничните камъни или знаци биха били повредени или унищожени отъ поданикъ на една отъ двете договорящи държави, който би билъ заловенъ при извършването или издиренъ по-късно, поправката или построяването на тѣзи гранични камъни или знаци ще извършва държавата на която се пада, съгласно чл. 3, подържането на тѣзи гранични камъни или знакове. Разходите за поправките на така причинените щети, както и всички други разходи, държавата ще изиска отъ виновника — свой поданикъ и изплатената сума ще предаде на оная държава, която е построила или поправила граничните камъни или знаци.

Въ този случай, пограничните власти на двете държави ще съставятъ протоколъ въ два екземпляра, съ който ще се констатиратъ обстоятелствата и ще го представятъ на съответната компетентна власть за по-нататъшни постъпки.

Членъ 11.

Пирамидата-сигналъ, която отбелязва точката на събирането на юго-славянско-българско-ромънската граница ще се поддържа и поправи за сметка на трите държави.

Смѣсената комисия, при преглеждането на границата, ще определя и потребните поправки на тази пирамида-сигналъ.

Членъ 12.

Тази конвенция влиза въ сила отъ дена на размѣната на ратификациите.

Съ влизането въ сила на тази конвенция преставятъ да сж въ сила разпоредбите на членове 16 и 17 отъ «Правилника Б за пограничната служба между Царство България и Кралството на Сърби, Хървати и Словенци за въвеждане по — добъръ редъ на границата» отъ 26 септември 1929 година.

Размѣняването на ратификациите ще стане въ Бѣлградъ.

Въ потвърждение на което горепоменатите пълномощници подписаха тази конвенция и я скрепиха съ своите печати.

Сключена въ София, въ по два екземпляра на български и сърбо-хърватски езици, на 9 ноември хилядо деветотини и тридесет и пета година.

(П. П.) Г. Кьосебановъ.

Ал. Цинцар-Марковић.

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

Le Chef de la 1^{re} Section du Département politique,

N. V. Vulović.

TRADUCTION.

N^o 45^{II}. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DE YOUGOSLAVIE SUR LA PROTECTION, LA CONSERVATION ET LA RECONSTRUCTION DES BORNES ET AUTRES MARQUES FRONTIÈRES SERVANT A LA DÉMARCATIION DE LA LIGNE FRONTIÈRE. SIGNÉE A SOFIA, LE 9 NOVEMBRE 1935.

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE

et

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES,

Désirant régler la question relative à la protection, à la conservation, à la reconstruction et au remplacement des bornes frontières et autres signaux servant à indiquer la ligne frontière entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Bulgarie, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE :

M. Alexandre TSINTSAR-MARKOVITCH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Sofia ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. Georgi KÏOSSEIVANOFF, ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La frontière entre le Royaume de Yougoslavie et le Royaume de Bulgarie sera clairement définie par une ligne unissant les centres des bornes et des signaux consécutifs érigés conformément au Traité de paix de Neuilly.

Article 2.

Les deux Parties contractantes s'engagent :

a) A protéger et à maintenir tout le long de leur frontière, par l'intermédiaire de leurs autorités de frontière, les bornes et autres signaux de frontière ;

b) A réparer et à remplacer, chacune dans son secteur, et à ses frais, les bornes et les signaux de frontière sans tenir compte des causes de leur détérioration ou de leur destruction ;

c) A laisser incultivée, le long de la ligne frontière, une zone-couloir d'une largeur de 5 mètres de chaque côté, soit en terrain découvert, soit en terrain boisé, soit le long des bords des cours d'eau indiquant la frontière, et à nettoyer chaque année cette bande de terrain en la débarrassant des plantes, herbes et broussailles, afin de faciliter la visibilité et de façon à ne pas entraver le service ou les mouvements des organisations de frontière ;

d) A interdire, dans une zone de quarante mètres de la ligne frontière, la construction de bâtiments à des fins privées, exception faite des régions habitées.

TRANSLATION.

No. 4511. — CONVENTION BETWEEN THE KINGDOM OF BULGARIA AND THE KINGDOM OF YUGOSLAVIA FOR THE PROTECTION, MAINTENANCE AND REPAIR OF FRONTIER POSTS AND OTHER MARKS USED FOR THE DEMARCATION OF THE FRONTIER LINE. SIGNED AT SOFIA, NOVEMBER 9TH, 1935.

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA
and

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS,

Being desirous of settling the question of the protection, maintenance, repair, and replacement of frontier posts and other marks used for the demarcation of the frontier line between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Bulgaria, have resolved to conclude a Convention for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF YUGOSLAVIA :

M. Alexandre TSINTSAR-MARKOVITCH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. Georgi KÏOSSEIVANOFF, Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The frontier between the Kingdom of Yugoslavia and the Kingdom of Bulgaria shall be clearly demarcated by a line joining the centres of the consecutive frontier posts and marks erected in accordance with the Peace Treaty of Neuilly.

Article 2.

The two Contracting Parties undertake :

(a) To protect and maintain through their frontier authorities all frontier posts and marks along the entire frontier ;

(b) To repair and replace frontier posts and marks, each in its own section and at its own expense, regardless of the cause of damage or destruction ;

(c) To leave uncultivated a corridor-zone along the frontier line of a width of five metres on either side, whether in open or wooded country or along the banks of the watercourses marking the frontier, and to clear this strip of land each year of weeds, grass and bushes for purposes of visibility and so as not to impede the performance of duties and the movements of frontier organisations ;

(d) To prohibit the erection of buildings for any private purpose within a zone of 40 metres from the frontier line, except in inhabited areas.

Article 3.

Chacune des deux Parties contractantes réparera et remplacera seulement les bornes et signaux de frontière endommagés, détruits ou disparus, pour lesquels elle est responsable sur la ligne frontière, conformément à la répartition suivante :

Le Royaume de Bulgarie :

Tout le long de la ligne frontière, depuis le *triplex confinium* de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Grèce, depuis la borne frontière N^o 1, située sur le mont Tumba, jusqu'à la borne frontière N^o 278 a) inclusivement ;

Le Royaume de Yougoslavie :

Tout le long de la ligne frontière, depuis la borne frontière N^o 278 a) exclusivement jusqu'au *triplex confinium* de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Roumanie, y compris la pyramide indicatrice.

Article 4.

La revision du tracé de la ligne frontière, des bornes et des autres éléments définissant la frontière aura lieu tous les cinq ans à dater du jour de la ratification de la présente convention.

La revision sera faite par une commission mixte, composée d'un délégué technique et d'un délégué de l'autorité compétente de chaque Etat.

En vue de faciliter les travaux d'inspection, les autorités de frontière feront parvenir aux autorités compétentes, en temps utile et avant la réunion de la commission, tous les renseignements concernant le nombre de bornes frontières disparues, détruites ou endommagées.

La commission vérifiera le tracé de la ligne frontière en ce qui concerne les bornes frontières et les autres signaux, ainsi que l'entretien du couloir frontière mentionné à l'article 2 b) le long de la ligne frontière. A cette même occasion seront effectuées toutes les réparations des bornes endommagées, ainsi que le remplacement des bornes qui, pour une raison quelconque, auraient disparu.

Ses travaux terminés, la commission mixte rédigera, en double exemplaire, un rapport qui sera soumis aux deux gouvernements.

Article 5.

Lorsque, dans des cas exceptionnels, et indépendamment de la revision prévue à l'article 4, plusieurs bornes ou signaux de frontière consécutifs auront été endommagés ou détruits de quelque façon que ce soit, les deux gouvernements procéderont, après entente, à leur réparation ou à leur remplacement.

La réparation et le remplacement de ces bornes frontières seront effectués conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente convention, en présence et avec la collaboration des délégués des deux Etats contractants.

Article 6.

Le remplacement des bornes ou des signaux de frontière ne pourra s'effectuer que sur la base des plans, esquisses et documents techniques originaux officiels relatifs à l'abornement.

La méthode de travail à adopter sera déterminée, dans chaque cas particulier, par les deux délégués techniques.

La forme, la position et la direction des bornes réparées ou remplacées ne devra pas être modifiée.

Article 7.

Les autorités de frontière des deux Etats enregistreront avec soin chaque cas de détérioration ou de destruction des bornes ou des signaux de frontière ; elles s'informeront mutuellement des cas en question et prendront, après entente, toutes les mesures nécessaires pour le remplacement ou la réparation, par les autorités compétentes, des bornes détruites ou endommagées dans leurs secteurs respectifs, tels qu'ils sont définis à l'article 3.

Article 3.

Each of the two Contracting Parties shall repair or replace only those damaged, destroyed or missing frontier posts and marks for which it is responsible on the frontier line, in accordance with the following allocation :

Kingdom of Bulgaria :

Along the entire frontier line, starting from the triplex confinium of Yugoslavia, Bulgaria and Greece, from frontier post No. 1 on Mount Tumba to frontier post No. 278 (a) inclusive ;

Kingdom of Yugoslavia :

Along the entire frontier line from frontier post No. 278 (a) exclusive to the triplex confinium of Yugoslavia, Bulgaria and Roumania, including the pyramid sign.

Article 4.

The frontier line, frontier posts, and other frontier marks shall be inspected every five years as from the date of the ratification of this Convention.

The inspection shall be carried out by a Joint Commission consisting of one technical delegate and one delegate of the competent authority of each State.

In order to facilitate the work, the frontier authorities shall forward to the competent authorities, in due time before the Commission meets, all information concerning the number of frontier posts missing, destroyed or damaged.

The Commission shall verify the demarcation of the frontier line in so far as concerns the frontier posts and other marks and the maintenance of the frontier corridor mentioned in Article 2 (b) along the frontier line. Any repairs to damaged posts and the replacement of those which have for any reason disappeared shall be effected on the same occasion.

After completing its work, the Joint Commission shall draw up a report in duplicate and shall submit it to the two Governments.

Article 5.

Where, in exceptional cases, and independently of the inspection provided for in Article 4, several consecutive frontier posts or marks have been damaged or destroyed in any way whatsoever, the two Governments shall, after previous agreement, proceed to repair or replace them.

The repair and replacement of such frontier posts shall be carried out in accordance with the provisions of Article 3 of this Convention, in the presence and with the collaboration of the delegates of both contracting States.

Article 6.

The new posts or marks shall not be set up otherwise than in accordance with the original official plans, sketches and technical documents relating to the demarcation.

The method of work to be adopted in each particular case shall be determined by the two technical delegates.

The shape, position and direction of repaired or replaced posts shall not be altered.

Article 7.

The frontier authorities of the two States shall carefully record each case of damage or destruction of frontier posts or marks ; they shall keep one another informed of such cases and shall, after previous agreement, take all the necessary steps with a view to the replacement or repair by the competent authorities of the posts which have been destroyed or damaged within their respective sections as defined in Article 3.

Article 8.

Les frais des travaux prévus aux articles 2 et 4 seront supportés par chaque Etat pour son secteur propre, tel qu'il est défini à l'article 3.

Article 9.

De même, la réparation des bornes frontières qui n'ont pas été enlevées de leur emplacement primitif, pour laquelle aucun document technique n'est nécessaire, pourra être effectuée par les seules autorités de frontière, qui enregistreront les dommages causés.

Ces réparations doivent toujours être effectuées d'un commun accord et en présence des autorités de frontière de l'autre Partie contractante.

Les travaux seront effectués conformément à la répartition des secteurs de frontière indiquée à l'article 3.

Article 10.

Dans le cas où les bornes ou signaux de frontière auront été détériorés ou détruits par un ressortissant de l'une des deux Parties contractantes, qui serait surpris en flagrant délit ou identifié par la suite, ces bornes ou signaux seront réparés ou remplacés par l'Etat responsable de l'entretien desdits bornes ou signaux, en vertu de l'article 3. Le montant des réparations et tous autres frais seront recouvrés sur le délinquant par l'Etat dont il est ressortissant, et la somme ainsi recouvrée sera versée à l'Etat qui aura érigé ou réparé les bornes ou signaux de frontière.

Les autorités de frontière de chaque Etat établiront en pareil cas un rapport, en double exemplaire, sur les circonstances du délit et le soumettront, pour suite à donner, aux autorités compétentes respectives.

Article 11.

La pyramide marquant le *triplex confinium* de la Yougoslavie, de la Bulgarie et de la Roumanie sera entretenue et réparée aux frais des trois Etats.

La commission mixte décidera, lors de l'inspection de la frontière, si la réparation de cette pyramide est nécessaire.

Article 12.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Dès l'entrée en vigueur de la présente convention, les dispositions des articles 16 et 17 du « Règlement B concernant le service de frontière entre le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et le Royaume de Bulgarie en vue de mieux assurer le maintien de l'ordre à ladite frontière », en date du 26 septembre 1929, cesseront d'être applicables.

L'échange des ratifications aura lieu à Belgrade.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia en double exemplaire, en langue serbo-croate et en langue bulgare, le neuf novembre mil neuf cent trente-cinq.

Al. TSINTSAR-MARKOVITCH, *m. p.*

G. KÏOSSEIVANOFF, *m. p.*

Article 8.

The cost of the work specified in Articles 2 and 4 shall be borne by each State in respect of its own section as defined in Article 3.

Article 9.

The repair of frontier posts which have not been removed from their original position and for which no technical documents are required may likewise be effected by the frontier authorities alone, who shall make a record of the damage.

Such repairs may only be effected by mutual agreement and always in the presence of the frontier authorities of the other Contracting Party.

The work shall be carried out in accordance with the allocation of the frontier line as specified in Article 3.

Article 10.

Where frontier posts or marks have been damaged or destroyed by a national of one of the two Contracting Parties, who was caught in the act or subsequently identified, they shall be repaired or replaced by the State responsible for the upkeep of the said frontier posts or marks under Article 3. The costs of repairing the damage as well as any other costs shall be recovered from the offender by the State of which he is a national and the sum obtained shall be paid over to the State which erected or repaired the frontier posts or marks.

The frontier authorities of both States shall in such cases make a record of the circumstances in duplicate and shall submit it to their respective competent authorities for further action.

Article 11.

The pyramid sign marking the triplex confinium of Yugoslavia, Bulgaria and Roumania shall be maintained and repaired at the cost of the three States.

The Joint Commission, when inspecting the frontier, shall ascertain whether repairs to this pyramid are necessary.

Article 12.

This Convention shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

With the coming into force of this Convention the provisions of Articles 16 and 17 of "Regulations B concerning the frontier service between the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and the Kingdom of Bulgaria for the better maintenance of order on that frontier", dated September 26th, 1929, shall cease to apply.

The exchange of ratifications shall take place in Belgrade.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Sofia, in the Serbo-Croat and Bulgarian languages, this 9th day of November, one thousand nine hundred and thirty-five.

AI. TSINTSAR-MARKOVITCH, *m. p.*

G. KYOSSEIVANOFF, *m. p.*

N° 4512.

ESTONIE ET LETTONIE

Echange de notes portant exemption de la taxe sur les véhicules automobiles, y compris les motocyclettes, à l'entrée de ces véhicules dans chacun des deux pays. Riga, le 11 janvier 1939.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 31 janvier 1939.

ESTONIA AND LATVIA

Exchange of Notes regarding Exemption from Taxation of Motor Vehicles, including Motor-Cycles, when such Vehicles enter Either of the Two Countries. Riga, January 11th, 1939.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place January 31st, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4512. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ESTONIEN ET LETTON POR-
TANT EXEMPTION DE LA TAXE
SUR LES VÉHICULES AUTOMO-
BILES, Y COMPRIS LES MOTO-
CYCLETTES, A L'ENTRÉE DE
CES VÉHICULES DANS CHA-
CUN DES DEUX PAYS. RIGA,
LE 11 JANVIER 1939.

I.

LÉGATION D'ESTONIE
EN LETTONIE.
N^o 1765.

RIGA, le 11 janvier 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement de faire savoir à Votre Excellence qu'à partir du 31 janvier 1939, le Gouvernement estonien s'engage, à titre de réciprocité, à exempter à leur entrée en Estonie pour un séjour temporaire ne dépassant pas un an, les motocyclettes et les automobiles destinées au transport de 7 personnes au plus, y compris le conducteur, et enregistrées en Lettonie comme appartenant à des particuliers domiciliés dans ce pays de la taxe établie sur les véhicules automobiles, y compris les motocyclettes, en vertu de la loi du 27 mai 1936 (*Journal Officiel* 1936, N^o 45, art. 364).

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

H. REBANE.

Son Excellence
Monsieur V. Munters,
Ministre des Affaires étrangères,
Riga.

No. 4512. — EXCHANGE OF NO-
TES¹ BETWEEN THE ESTO-
NIAN AND LATVIAN GOVERN-
MENTS REGARDING EXEMP-
TION FROM TAXATION OF
MOTOR VEHICLES, INCLUD-
ING MOTOR-CYCLES, WHEN
SUCH VEHICLES ENTER EI-
THER OF THE TWO COUN-
TRIES. RIGA, JANUARY 11TH,
1939.

I.

ESTONIAN LEGATION
IN LATVIA.
No. 1765.

RIGA, January 11th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, acting on the orders of my Government, to inform Your Excellency that as from January 31st, 1939, the Estonian Government undertakes, subject to reciprocity, to exempt, on temporary entry into Estonia for a period not exceeding one year, motor-cycles and motor-cars intended for the carriage of not more than seven persons, including the driver, and registered in Latvia as belonging to private persons domiciled in that country, from the tax levied on motor vehicles, including motor-cycles, under the Law of May 27th, 1936 (*Official Journal* 1936, No. 45, Art. 364).

I have the honour to be, etc.

H. REBANE.

His Excellency
Monsieur V. Munters,
Minister for Foreign Affairs,
Riga.

¹ Entré en vigueur le 31 janvier 1939.

¹ Came into force January 31st, 1939.

II.

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

Riga.

Nr. L/01034.

RIGA, le 11 janvier 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire savoir à Votre Excellence qu'à partir du 31 janvier 1939, le Gouvernement letton s'engage, à titre de réciprocité, à exempter à leur entrée en Lettonie pour un séjour temporaire ne dépassant pas un an, les motocyclettes et les automobiles destinées au transport de 7 personnes au plus, y compris le conducteur, et enregistrées en Estonie comme appartenant à des particuliers domiciliés dans ce pays, de la taxe établie sur les véhicules automobiles, y compris les motocyclettes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

V. MUNTERS.

Son Excellence

Monsieur Hans Rebane,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire,
Riga.

Pour copie certifiée conforme :

H. Pullerits,

Chef du Bureau du Commerce extérieur.

II.

LATVIAN MINISTER
FOR FOREIGN AFFAIRS,

Riga.

No. L/01034.

RIGA, January 11th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour, acting on the orders of my Government, to inform Your Excellency that as from January 31st, 1939, the Latvian Government undertakes, subject to reciprocity, to exempt, on temporary entry into Latvia for a period not exceeding one year, motor-cycles and motor-cars intended for the carriage of not more than seven persons, including the driver, and registered in Estonia as belonging to private persons domiciled in that country, from the tax levied on motor vehicles, including motor-cycles.

I have the honour to be, etc.

V. MUNTERS.

His Excellency

Monsieur Hans Rebane,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Riga.

N° 4513.

SUÈDE ET TURQUIE

Accord de commerce, avec annexes. Signé à
Ankara, le 20 janvier 1939.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 février 1939.*

SWEDEN AND TURKEY

Commercial Agreement, with Annexes. Signed
at Ankara, January 20th, 1939.

*French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place February 2nd, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4513. — ACCORD DE COMMERCE ENTRE LA SUEDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 20 JANVIER 1939.

No. 4513. — COMMERCIAL AGREEMENT BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JANUARY 20TH, 1939.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE, animés du même désir de consolider et de développer les échanges commerciaux entre les deux pays, ont convenu de ce qui suit :

THE ROYAL GOVERNMENT OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC, being desirous of strengthening and developing trade between their two countries, have agreed as follows :

Article premier.

Les marchandises d'origine suédoise énumérées à la liste 1 ci-annexée seront admises en Turquie sans aucune restriction de quantité et celles indiquées à la liste 2, également ci-annexée, pourront être importées en Turquie dans la limite des contingents fixés pour chaque article.

Il est bien entendu que les exportations suédoises bénéficieront de plus du régime général d'importation en vigueur en Turquie au moment de l'importation.

Article 1.

Goods of Swedish origin mentioned in the annexed List 1 shall be admitted into Turkey without any restriction as to quantity, and those indicated in List 2, also annexed, may be imported into Turkey within the limits of the quotas fixed for each article.

It is fully understood that Swedish exports shall further receive the benefit of the general import régime in force in Turkey at the time of importation.

Article 2.

Les marchandises d'origine turque seront admises à la libre importation en Suède.

En cas de modification de ce système, les dispositions du présent accord seront réadaptées, d'un commun accord, aux circonstances nouvelles.

Article 2.

Goods of Turkish origin shall be admitted into Sweden without restriction.

In the event of this system being modified, the provisions of the present Agreement shall, by mutual consent, be altered to correspond to the new circumstances.

Article 3.

Les créances résultant des échanges commerciaux effectués conformément aux dispositions du présent accord, seront réglées suivant les dispositions de l'Accord¹ de clearing signé en date de ce jour.

Article 3.

Claims arising out of commercial transactions effected in conformity with the provisions of the present Agreement shall be settled in accordance with the provisions of the Clearing Agreement¹ signed this day.

Article 4.

Les marchandises expédiées de part et d'autre après la mise en vigueur du présent accord devront être accompagnées d'un certificat d'origine délivré en double exemplaire par

Article 4.

Goods despatched from either country after the entry into force of the present Agreement must be accompanied by a certificate of origin in duplicate, issued by the competent authorities

¹ Voir page 113 de ce volume.

¹ See page 113 of this Volume.

les autorités compétentes des deux pays conformément au modèle ci-annexé.

Le duplicata B de ces certificats sera estampillé par le bureau de douane d'entrée, et remis par ses soins à l'établissement où l'importateur aura à effectuer le versement.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 20 janvier 1939 et expirera le 31 décembre 1939.

Il sera renouvelé par tacite reconduction pour des périodes d'une année si l'un des deux pays ne l'a pas dénoncé trois mois avant la date de son expiration.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 janvier 1939.

(*undert.*) Eric GYLLENSTIERNA.
(*undert.*) Nebil BATI.

of the country concerned, and drawn up in conformity with the annexed model.

Copy B of such certificates shall be stamped by the Customs office at the point of entry and forwarded by it to the establishment at which payment is to be made by the importer.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on January 20th, 1939, and shall expire on December 31st, 1939.

It shall be renewed by tacit consent for periods of one year, unless either country has denounced it three months before the date of its expiry.

Done at Ankara, in duplicate, this 20th day of January, 1939.

(*Signed*) Eric GYLLENSTIERNA.
(*Signed*) Nebil BATI.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 31 janvier 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

LISTE I

L'importation en Turquie des marchandises d'origine suédoise rentrant sous les positions ci-dessous énumérées sera admise sans aucune restriction de quantité.

N° du tarif	N° du tarif	N° du tarif
66 a)	517	544 a)
89	520 a) b)	551 b)
327 a)	523 a) 1, 2	552 b)
328 a)	524	555 a) b)
330 a)	528 a) b)	557 a) b)
332	529 b)	558 a) b)
342 a) b)	533	563
390 b)	534	564
444	538 a) b) c)	565
481 c) *	d) e) f)	570 b) d)
488 a) b)	539 a) b) c)	598
505	d) e) f)	618

No. 4513

LIST I.

The importation into Turkey of goods of Swedish origin coming under the following items shall be subject to no restriction as to quantity :

Tariff Number	Tariff Number	Tariff Number
66 (a)	517	544 (a)
89	520 (a) (b)	551 (b)
327 (a)	523 (a) 1, 2	552 (b)
328 (a)	524	555 (a) (b)
330 (a)	528 (a) (b)	557 (a) (b)
332	529 (b)	558 (a) (b)
342 (a) (b)	533	563
390 (b)	534	564
444	538 (a) (b) (c)	565
481 (c) *	(d) (e) (f)	570 (b) (d)
488 (a) (b)	539 (a) (b) (c)	598
505	(d) (e) (f)	618

N° du tarif	N° du tarif	N° du tarif	Tariff Number	Tariff Number	Tariff Number
619	657 *	663	619	657 *	663
633	658 *	664	633	658 *	664
648 a) b)	659 *	665	648 (a) (b)	659 *	665
649 d)	660 *	666 *	649 (d)	660 *	666 *
651 *	661	667 b)	651 *	661	667 (b)
652 *	662	709 a)	652 *	662	709 (a)
656 *			656 *		

* L'importation des marchandises tombant sous les positions 481 c), 651, 652, 656, 657, 658, 659, 660 et 666 ci-haut énumérées est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministère turc de l'Economie toutes les fois qu'il s'agirait de machines servant à l'industrialisation du pays.

* The importation of goods under the items 481 (c), 651, 652, 656, 657, 658, 659, 660 and 666 mentioned above is subject to preliminary authorisation by the Turkish Ministry of Economy in the case of all machinery for the industrialisation of the country.

Certifiée pour copie conforme :
 Stockholm,
 au Ministère royal des Affaires étrangères,
 le 31 janvier 1939.
 Le Chef des Archives,
 Torsten Gihl.

LISTE 2

DES MARCHANDISES SUÉDOISES CONTINGENTÉES.

N° du tarif turc	Contingent annuel en kg.	N° du tarif turc	Contingent annuel en kg.
106 b) c) . . .	5.000	341 c) . . .	80.000
231	8.000	447 a) . . .	60.000
306 a)	12.000	b)	10.000
324 a)	85.000	529 c) . . .	70.000
b)	85.000	532 c) . . .	400.000
c)	360.000	541 a) . . .	130.000
331	6.000	b) c) . . .	20.000
337	6.000		

LIST 2.

SWEDISH GOODS SUBJECT TO QUOTA.

Number of Turkish Tariff	Annual Quota in kg.	Number of Turkish Tariff	Annual Quota in kg.
106 (b) (c) . . .	5,000	341 (c) . . .	80,000
231	8,000	447 (a) . . .	60,000
306 (a)	12,000	(b)	10,000
324 (a)	85,000	529 (c) . . .	70,000
(b)	85,000	532 (c) . . .	400,000
(c)	360,000	541 (a) . . .	130,000
331	6,000	(b) (c) . . .	20,000
337	6,000		

Certifiée pour copie conforme :
 Stockholm,
 au Ministère royal des Affaires étrangères,
 le 31 janvier 1939.
 Le Chef des Archives,
 Torsten Gihl.

EXEMPLAIRE A.

COPY A.

CERTIFICAT D'ORIGINE

No

Expéditeur : Destinataire :

Nom Nom

Domicile Domicile

Rue Rue

Nature de la marchandise :

Mode d'emballage :

Nombre de colis :

Marque No :

Poids { brut kg.
 { net kg.

Valeur :

Voie d'expédition :

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus sont d'origine et que ce certificat est délivré conformément aux dispositions de l'Accord de commerce suédois-turc en date du 20 janvier 1939.

....., le 193.....

CERTIFICATE OF ORIGIN.

No.

Consignor : Consignee :

Name Name

Residing at..... Residing at

Street Street

Nature of goods :

Method of packing :

Number of packages :

Mark No. :

Weight : { Gross kg.
 { Net kg.

Value :

Means of despatch :

Certified that the goods specified above are of origin and that this certificate is issued in conformity with the provisions of the Commercial Agreement between Sweden and Turkey of January 20th, 1939.

....., the 19...

DUPLICATA B.

COPY B.

CERTIFICAT D'ORIGINE

No
 (Reprise de la formule ci-dessus)

Ce duplicata portera le même numéro que l'exemplaire A, sera estampillé par le bureau de douane d'entrée et remis par ses soins à l'établissement où l'importateur aura à effectuer le versement.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
 au Ministère royal des Affaires étrangères,
 le 31 janvier 1939.

Le Chef des Archives,
 Torsten Gihl.

CERTIFICATE OF ORIGIN.

No.
 (Counterfoil of the above form)

This copy shall have the same number as Copy A and shall be stamped by the Customs office at the point of entry and forwarded by it to the establishment at which payment is to be made by the importer.

N° 4514.

SUÈDE ET TURQUIE

Accord de clearing. Signé à Ankara, le
20 janvier 1939.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 2 février 1939.*

SWEDEN AND TURKEY

Clearing Agreement. Signed at Ankara, January
20th, 1939.

*French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs
The registration of this Agreement took place February 2nd, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4514. — ACCORD DE CLEARING ENTRE LA SUÈDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 20 JANVIER 1939.

No. 4514. — CLEARING AGREEMENT BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JANUARY 20TH, 1939.

Afin de faciliter le règlement des paiements résultant des échanges commerciaux entre les deux pays, LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ont convenu de ce qui suit :

Article premier.

Toute créance commerciale résultant de l'importation des marchandises d'origine turque en Suède devra être réglée par le versement, en couronnes suédoises, de la somme due à la Sveriges Riksbank en sa qualité de caissier du Clearingkontoret.

Les sommes ainsi encaissées seront utilisées comme suit :

a) 25% seront versés dans un compte spécial dit B, en couronnes suédoises, ouvert auprès de la Sveriges Riksbank au nom de la Banque centrale de la République de Turquie pour être tenus à la libre disposition de celle-ci.

b) 75% de la contre-valeur du chrome et des figes d'origine turque importés en Suède après la mise en vigueur du présent accord seront portés au crédit d'un compte de clearing dit A, en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom de la Banque centrale de la République de Turquie par les soins du Clearingkontoret.

c) 75% de la contre-valeur de toutes les marchandises d'origine turque à l'exception du chrome, des figes et du tabac, importées en Suède après la mise en vigueur du présent accord, seront portés au crédit d'un compte de compensation privée dit C, en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom de la Banque centrale de la République de Turquie par les soins du Clearingkontoret.

d) 75% de la contre-valeur des marchandises d'origine turque, importées en Suède avant la mise en vigueur du présent accord ainsi que de celle du tabac d'origine turque à importer en Suède serviront à débloquer,

With a view to facilitating payment transactions arising out of trade between the two countries, THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed as follows :

Article 1.

All commercial claims arising out of the importation into Sweden of goods of Turkish origin shall be settled by the payment in Swedish crowns of the amount due to the Sveriges Riksbank (Swedish State Bank) as the bank of the Clearingkontoret (Clearing Office).

The sums thus received shall be employed as follows :

(a) 25% shall be paid into a special account B in Swedish crowns, opened at the Sveriges Riksbank in the name of the Central Bank of the Turkish Republic and shall be at the free disposal of the latter.

(b) 75% of the exchange value of all chromium and figs of Turkish origin, imported into Sweden after the entry into force of the present Agreement, shall be credited to a non-interest-bearing clearing account A in Swedish crowns, opened by the Clearingkontoret in the name of the Central Bank of the Turkish Republic.

(c) 75% of the exchange value of all goods of Turkish origin, other than chromium, figs and tobacco, imported into Sweden after the entry into force of the present Agreement, shall be credited to a non-interest-bearing private compensation account C in Swedish crowns, opened by the Clearingkontoret in the name of the Central Bank of the Turkish Republic.

(d) 75% of the exchange value of goods of Turkish origin imported into Sweden before the entry into force of the present Agreement, and also that of tobacco of Turkish origin to be imported into Sweden,

conformément à l'article 3, les créances arriérées des exportateurs suédois.

Article 2.

Toute créance commerciale résultant de l'importation des marchandises d'origine suédoise en Turquie devra être réglée par le versement, en livres turques, de la somme due à la Banque centrale de la République de Turquie.

Les sommes ainsi encaissées, sauf celles provenant des opérations de compensation privée, seront utilisées comme suit :

a) La contre-valeur des marchandises expédiées de Suède vers la Turquie, après la mise en vigueur du présent accord, sera portée au crédit d'un compte de clearing dit A, en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, qui sera ouvert au nom du Clearingkontoret par la Banque centrale de la République de Turquie.

b) La contre-valeur des marchandises expédiées de Suède vers la Turquie avant la mise en vigueur du présent accord, sera portée au crédit d'un compte D défini à l'article 3.

Article 3.

Le solde existant en faveur des exportateurs suédois au crédit du compte global de clearing, prévu à l'article 3 de l'Accord¹ de clearing entre la Suède et la Turquie du 31 décembre 1937 sera porté dans un compte D, en couronnes suédoises, non productif d'intérêt, ouvert au nom du Clearingkontoret par la Banque centrale de la République de Turquie.

La liquidation des créances en ce compte s'effectuera, dans l'ordre chronologique et conformément aux dispositions de l'article premier, par les contre-valeurs des marchandises d'origine turque, importées en Suède avant la mise en vigueur du présent accord, ainsi que par la contre-valeur du tabac d'origine turque à importer en Suède, le déblocage par l'importation de ce dernier produit pouvant aussi se faire, le cas échéant, sans être assujéti à l'ordre chronologique.

Le Clearingkontoret et la Banque centrale de la République de Turquie pourront se mettre d'accord pour ajouter au tabac d'autres marchandises d'origine turque dont l'importation permettra, dans les mêmes conditions, la liquidation des créances arriérées du compte D.

shall be applied to the release, in accordance with Article 3, of frozen credits owing to Swedish exporters.

Article 2.

All commercial claims arising out of the importation into Turkey of goods of Swedish origin shall be settled by the payment in Turkish pounds of the amount due to the Central Bank of the Turkish Republic.

The sums thus received, with the exception of those derived from private compensation transactions, shall be employed as follows :

(a) The exchange value of goods despatched from Sweden to Turkey after the entry into force of the present Agreement shall be credited to a non-interest-bearing clearing account A in Swedish crowns, to be opened in the name of the Clearingkontoret by the Central Bank of the Turkish Republic.

(b) The exchange value of goods despatched from Sweden to Turkey before the entry into force of the present Agreement shall be credited to an account D as described in Article 3.

Article 3.

The credit balance of the pooled clearing account in favour of Swedish exporters, referred to in Article 3 of the Clearing Agreement¹ between Sweden and Turkey of December 31st, 1937, shall be transferred to a non-interest-bearing account D in Swedish crowns, opened in the name of the Clearingkontoret by the Central Bank of the Turkish Republic.

The liquidation of claims in this account shall be effected in chronological order and in conformity with the provisions of Article 1, by setting off against them the value of goods of Turkish origin imported into Sweden before the entry into force of the present Agreement, and the value of tobacco of Turkish origin to be imported into Sweden ; the release of credits by the importation of this latter product may also be effected, if necessary, without reference to chronological order.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic may agree to include with tobacco other goods of Turkish origin, the importation of which will enable frozen credits in account D to be liquidated under the same conditions.

¹ Vol. CLXXXIV, page 409, de ce recueil.

¹ Vol. CLXXXIV, page 409, of this Series.

Article 4.

On entendra aux termes du présent accord par contre-valeur le prix F. O. B. des marchandises.

Le montant des frets et frais d'assurance se rapportant à des connaissements et des polices d'assurance acquittés par l'exportateur, sera toutefois versé, en Suède, à la Sveriges Riksbank et, en Turquie, à la Banque centrale de la République de Turquie sur présentation des pièces justificatives.

Les montants ainsi encaissés par l'établissement intéressé du pays importateur seront mis à la disposition de l'autre en devises libres.

Article 5.

Les frais et commissions dus par les exportateurs suédois à leurs représentants en Turquie, ainsi que les frais et commissions dus par les exportateurs turcs à leurs représentants en Suède, résultant des échanges commerciaux effectués entre les deux pays seront réglés par voie des comptes de clearing A.

Toutefois, le Clearingkontoret et la Banque centrale de la République de Turquie se réservent le droit de vérifier et de contrôler la nature et l'emploi de ces sommes et si elles représentent réellement la contre-valeur des frais et des commissions ci-haut mentionnés.

Article 6.

La conversion des couronnes suédoises en livres turques et des livres turques en couronnes suédoises sera effectuée d'après les derniers cours connus d'achat et de vente de la Banque centrale de la République de Turquie.

Au cas où les factures ne seraient pas libellées en couronnes suédoises ou en livres turques les encaissements se feront après conversion de la devise en cause en couronnes suédoises d'après les derniers cours connus de Londres.

La Banque centrale de la République de Turquie avertira télégraphiquement la Sveriges Riksbank de tout changement de ces cours d'achat et de vente.

Article 7.

Le Clearingkontoret et la Banque centrale de la République de Turquie s'avertiront réciproquement le plus vite possible des versements qui leur seront effectués. Chaque avis d'encaissement portera les mentions de date et d'origine nécessaires pour permettre les paiements aux ayants droit.

Article 4.

For the purposes of the present Agreement, by exchange value shall be understood the f. o. b. price of goods.

The amount of freight charges and insurance costs paid by the exporter in connection with bills of lading and insurance policies shall, however, be paid in Sweden to the Sveriges Riksbank, and in Turkey to the Central Bank of the Turkish Republic, on production of the necessary vouchers.

The sums thus received by the competent establishment of the importing country shall be placed at the disposal of the other in free exchange.

Article 5.

Charges and commissions owed by Swedish exporters to their representatives in Turkey, or by Turkish exporters to their representatives in Sweden, arising out of trade between the two countries, shall be settled through clearing accounts A.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic nevertheless reserve the right to verify the character and control the use of such sums and to satisfy themselves that they really represent the true amount of the above-mentioned charges and commissions.

Article 6.

The conversion of Swedish crowns into Turkish pounds and of Turkish pounds into Swedish crowns shall be effected at the latest available buying and selling rates of the Central Bank of the Turkish Republic.

Where invoices are made out in currencies other than the Swedish crown or the Turkish pound, the amounts received shall be converted into Swedish crowns at the latest available London rates.

The Central Bank of the Turkish Republic shall advise the Sveriges Riksbank by telegraph of all changes in the buying and selling rates in question.

Article 7.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic shall advise one another as quickly as possible of all payments received. All advices of payments received shall contain the requisite particulars in regard to the date and source of the payments received, in order to enable payment to be made to the creditors concerned.

Ces paiements seront effectués en Suède par le Clearingkontoret et en Turquie par la Banque centrale de la République de Turquie dans les limites des disponibilités des comptes prévus aux articles 1, 2 et 3. Les paiements par le débit des comptes de clearing A seront effectués dans l'ordre chronologique des versements prévus aux articles 1 et 2.

Article 8.

Le Clearingkontoret et la Banque centrale de la République de Turquie se transmettront les duplicata B estampillés des certificats d'origine prévus à l'article 4 de l'Accord¹ de commerce, signé en date de ce jour, en les annexant aux avis d'encaissement y relatifs.

Toutefois, si au moment d'encaissement le Clearingkontoret ou la Banque centrale de la République de Turquie ne serait pas encore en possession du duplicata B estampillé du certificat d'origine, ceux-ci se transmettront, tout de même, les avis d'encaissement sans qu'ils soient accompagnés de ces duplicata.

Il est entendu néanmoins, que le Clearingkontoret et la Banque centrale de la République de Turquie prendront les mesures nécessaires pour se transmettre, après le dédouanement complet de la marchandise, lesdits duplicata.

Article 9.

Chacun des deux gouvernements prendra, en ce qui le concerne, les mesures nécessaires pour obliger les importateurs à se conformer aux dispositions du présent accord.

Article 10.

Le Clearingkontoret et la Banque centrale de la République de Turquie se mettront d'accord sur les modalités techniques nécessaires au fonctionnement régulier du présent accord.

Article 11.

Les marchandises d'origine turque, à l'exception du chrome, des figues et du tabac, pourront faire l'objet de compensations privées avec les marchandises d'origine suédoise dans le cadre des dispositions de l'article premier de l'Accord de commerce en date de ce jour.

Les opérations de compensation privée entamées durant la validité de l'Accord de clearing entre la Suède et la Turquie du 31 décembre 1937 et non achevées à la date de son expiration devront être liquidées suivant les dispositions

Such payments shall be made in Sweden by the Clearingkontoret and in Turkey by the Central Bank of the Turkish Republic as and when funds are available in the accounts referred to in Articles 1, 2 and 3. Payments by debit against clearing accounts A shall be made in the chronological order of payments, mentioned in Articles 1 and 2.

Article 8.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic shall transmit to each other the stamped copies B of the certificates of origin referred to in Article 4 of the Commercial Agreement¹ signed this day and attach them to the payment advices relating thereto.

If, however, at the time of receiving a payment the Clearingkontoret or the Central Bank of the Turkish Republic is not yet in possession of the stamped copy B of the certificate of origin, the banks shall nevertheless transmit to each other the payment advices without such copies.

It is, however, understood that the Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic shall take the necessary steps to transmit to each other the said copies, after full Customs clearance of the goods in question.

Article 9.

Both Governments agree to take the necessary steps to compel their respective importers to comply with the provisions of the present Agreement.

Article 10.

The Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic shall agree on the technical details necessary to the proper working of the present Agreement.

Article 11.

Goods of Turkish origin, other than chromium, figs and tobacco, may be exchanged in private compensation for goods of Swedish origin within the framework of the provisions of Article 1 of the Commercial Agreement of even date.

Private compensation transactions initiated during the validity of the Clearing Agreement between Sweden and Turkey of December 31st, 1937, and not terminated at the date of its expiry, shall be completed in accordance with

¹ Voir page 107 de ce volume.

¹ See page 107 of this Volume.

dudit accord, dans un délai de six mois à partir de la date de son expiration.

Les opérations prévues à cet article seront soumises aux formalités en vigueur dans chacun des deux pays.

Article 12.

Les paiements à titre d'avance pour des achats de marchandises d'origine suédoise ou turque destinées à être importées respectivement en Turquie et en Suède, seront réglés conformément aux dispositions du présent accord, sous réserve du consentement du Clearingkontoret et de la Banque centrale de la République de Turquie.

Article 13.

1. A l'expiration du présent accord, les importateurs du pays en faveur duquel un solde subsisterait auprès de l'autre pays, devront continuer à verser la contre-valeur de leurs importations selon les dispositions du présent accord, jusqu'à la liquidation totale des créances correspondant à ce solde. De même, les contre-valeurs des marchandises importées à crédit avant l'expiration du présent accord continueront à être versées conformément aux dispositions de cet accord.

2. En outre, les opérations de compensation privée en cours d'exécution au moment de l'expiration du présent accord, devront être liquidées suivant les dispositions dudit accord.

Article 14.

Le présent accord entrera en vigueur à la même date que l'Accord de commerce en date de ce jour et aura la même durée de validité que celui-ci.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 janvier 1939.

(*undert.*) Eric GYLLENSTIERNA.

(*undert.*) Nebil BATI.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,

le 31 janvier 1939

Le Chef des Archives,

Torsten Gihl.

the provisions of the said Agreement, within a period of six months from the date of its expiry.

The transactions referred to in the present Article shall be subject to the formalities in force in both countries.

Article 12.

Advance payments in respect of purchases of goods of Swedish or Turkish origin for importation into Turkey or Sweden respectively shall be settled in accordance with the provisions of the present Agreement, provided the consent of the Clearingkontoret and the Central Bank of the Turkish Republic is obtained.

Article 13.

1. On the expiry of the present Agreement, the importers of whichever of the two countries has a balance in its favour shall continue to pay the exchange value of their imports in accordance with the provisions of the present Agreement, until such time as the whole of the claims represented by such balance are liquidated. Similarly, payment of the exchange value of goods imported on credit before the expiry of the present Agreement shall continue to be made in conformity with the provisions of this Agreement.

2. Furthermore, private compensation transactions still current at the time of expiry of the present Agreement shall be completed in accordance with the provisions of the said Agreement.

Article 14.

The present Agreement shall come into force on the same date as the Commercial Agreement dated this day and shall remain valid for the same period of time.

Done at Ankara, in duplicate, this 20th day of January, 1939.

(*Signed*) Eric GYLLENSTIERNA.

(*Signed*) Nebil BATI.

N° 4515.

SUÈDE ET TURQUIE

Protocole relatif aux Accords de commerce et
de clearing du 20 janvier 1939, avec annexe.
Signé à Ankara, le 20 janvier 1939.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de
Suède. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 2 février 1939.*

SWEDEN AND TURKEY

Protocol relating to the Commercial and
Clearing Agreements of January 20th, 1939,
with Annex. Signed at Ankara, January
20th, 1939.

*French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Protocol took place February 2nd, 1939.*

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4515. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX ACCORDS DE COMMERCE ET DE CLEARING DU 20 JANVIER 1939 ENTRE LA SUÈDE ET LA TURQUIE. SIGNÉ A ANKARA, LE 20 JANVIER 1939.

No. 4515. — PROTOCOL¹ RELATING TO THE COMMERCIAL AND CLEARING AGREEMENTS OF JANUARY 20TH, 1939, BETWEEN SWEDEN AND TURKEY. SIGNED AT ANKARA, JANUARY 20TH, 1939.

Au moment de signer les Accords de commerce² et de clearing³, LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE ont convenu de ce qui suit :

Les paiements des marchandises d'origine suédoise admises à l'importation en Turquie conformément aux dispositions de l'Accord de commerce, signé en date de ce jour, et tombant sous les numéros du tarif douanier turc figurant à la liste A ci-jointe ne pourront s'effectuer par voie des comptes A de clearing que jusqu'à concurrence de 630.000 livres turques et dans les limites des plafonds établis pour chaque groupe d'articles.

Toutefois, au cas où les versements au compte de clearing A en Suède dépasseraient le montant précité, l'excédent pourra être librement utilisé par le Gouvernement turc à l'achat des marchandises d'origine suédoise.

Les certificats d'origine qui doivent accompagner les marchandises d'origine suédoise à importer en Turquie dans les limites des plafonds ci-dessus indiqués porteront le visa du Clearing-kontoret.

Les marchandises d'origine suédoise expédiées de Suède avant la mise en vigueur des accords précités seront importées en Turquie sans charger les plafonds ci-haut mentionnés. La contre-valeur de ces marchandises sera portée au compte D conformément aux stipulations de l'alinéa *b*) de l'article 2 de l'Accord de clearing, signé en date de ce jour.

La contre-valeur des marchandises d'origine suédoise admises à l'importation en Turquie conformément aux dispositions de l'Accord de

At the moment of signing the Commercial² and Clearing³ Agreements, THE ROYAL SWEDISH GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE TURKISH REPUBLIC have agreed as follows :

Payments for goods of Swedish origin imported into Turkey under the provisions of the Commercial Agreement signed this day, of the kinds indicated under the items of the Turkish Customs Tariff specified in List A attached may not be made through clearing accounts A beyond a total of £T.630,000 and within the maximum limits fixed for each group of articles.

Should, however, payments into clearing account A in Sweden exceed the above figure, the surplus may be freely employed by the Turkish Government for the purchase of goods of Swedish origin.

The certificates of origin which must accompany goods of Swedish origin for importation into Turkey within the maximum limits mentioned above shall bear the visa of the Clearing-kontoret.

Goods of Swedish origin despatched from Sweden before the entry into force of the above-mentioned Agreements shall be imported into Turkey irrespective of the maximum limits referred to above. The exchange value of such goods shall be credited to account D under the provisions of Article 2, paragraph (*b*), of the Clearing Agreement signed this day.

Payment for goods of Swedish origin imported into Turkey in conformity with the provisions of the above-mentioned Commercial Agreement

¹ Entré en vigueur le 20 janvier 1939.

² Voir page 107 de ce volume.

³ Voir page 113 de ce volume.

¹ Came into force January 20th, 1939.

² See page 107 of this Volume.

³ See page 113 of this Volume.

commerce précité et en dehors des plafonds ci-haut mentionnés sera réglée par voie de compensation privée telle qu'elle est prévue à l'article II de l'Accord de clearing.

Fait à Ankara, en double exemplaire, le 20 janvier 1939.

(*undert.*) Eric GYLLENSTIERNA.

(*undert.*) Nebil BATI.

and free from the quota restrictions referred to above shall be made by private compensation as provided in Article II of the Clearing Agreement.

Done at Ankara, in duplicate, this 20th day of January, 1939.

(*Signed*) Eric GYLLENSTIERNA.

(*Signed*) Nebil BATI.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 31 janvier 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

LISTE A

N° du tarif turc		Contingent annuel en livres turques
323-363 *	Papier et articles en papier	60.000
440-449	Caoutchouc et articles en caoutchouc	25.000
516-553	Fer et acier de toutes espèces	100.000
554-568	Cuivre et ses alliages . .	20.000
613-634	Instruments d'optique et techniques, appareils, leurs pièces ainsi que d'autres instruments .	60.000
635-647	Armes et munitions, matières explosives	60.000
648-666/2 (excepté 649 A, B)	Machines	180.000
649 A, B, 681 *	Matériel roulant de chemin de fer	60.000
	Autres marchandises (excepté les lainages, les cotonnades, les fils de laine et de coton et les tissus de jute)	65.000
	Contingent total	630.000

LIST A.

No. in Turkish tariff		Annual quota in Turkish pounds
323-363 *	Paper and manufactures thereof	60,000
440-449	Rubber and rubber goods	25,000
516-553	Iron and steel of all kinds	100,000
554-568	Copper and copper alloys	20,000
613-634	Optical and technical instruments, apparatus, parts thereof and other instruments	60,000
635-647	Arms and ammunition, explosives	60,000
648-666/2 (except 649 A, B)	Machinery	180,000
649 A, B, 681 *	Railway rolling-stock . .	60,000
	Other goods (except woollen and cotton goods, wool and cotton threads and jute tissues) . . .	65,000
	Total quota	630,000

* Les marchandises tombant sous ces groupes de positions tarifaires ne peuvent être importées qu'avec l'autorisation préalable du Ministère turc de l'Economie.

* Goods under these tariff items may not be imported without previous authorisation from the Turkish Ministry of National Economy.

Au cas où certains des plafonds ci-haut mentionnés ne seraient pas épuisés à la fin du premier semestre, les montants restants pourront être répartis, d'un commun accord, entre les autres plafonds.

Should certain of the above-mentioned quotas remain unfilled at the end of the first six months, the balance remaining may, if both Parties agree, be distributed among the other quotas.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 31 janvier 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

N° 4516.

CHINE ET ESTONIE

Traité d'amitié. Signé à Londres, le 21 décembre 1937.

Textes officiels estonien, chinois et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 3 février 1939.

CHINA AND ESTONIA

Treaty of Amity. Signed at London, December 21st, 1937.

Estonian, Chinese and English official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 3rd, 1939.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 4516. — HIINA VABARIIGI JA EESTI VABARIIGI VAHELINE SÕPRUSLEPING¹. ALLAKIRJUTATUD LONDONIS, 21 DETSEMBRIL 1937. AASTAL.

EESTI VABARIIK ja HIINA VABARIIK, võrdselt soovides luua sõbralikke sulteid mõlema maa vahel ning edendada oma rahvaste vastastikuseid huve, otsustasid sõlmida sõpruslepingu üheõiguse ja suveräänsusest vastastikku lugupidamise põhimõtte alusel, ning nimetasid selleks oma täisvolinikkudeks :

TEMA EKSTSELLENTS EESTI VABARIIGI RIIGIHOIDJA :

Härra August SCHMIDT'i, Eesti Vabariigi erakorraline saadik ja täievoliline minister Londonis ;

TEMA EKSTSELLENTS HIINA VABARIIGI RAHVUSLIKU VALITSUSE PRESIDENT :

Härra Quo Tai-chi, Hiina Vabariigi erakorraline ja täievoliline suursaadik Londonis, kes pärast oma heas ja nõutud vormis leitud täisvolituste vastastikku esitamist leppisid kokku järgnevates artiklites :

Artikkel I.

Eesti Vabariigi ja Hiina Vabariigi vahel, samuti ka nende rahvaste vahel, valitseb alatine rahu ja igavene sõprus.

Artikkel II.

Kõrgetel lepinguosalistel on õigus vastastikku saata nõutavalt akrediteeritud diplomaatilisi esindajaid, kes kasutavad riigis, kelle valitsuse juurde nad on akrediteeritud, kõiki õigusi, eesõigusi, immuniteete ja erandeid, mis on üldiselt tunnustatud rahvusvahelises avalikus õiguses.

Artikkel III.

Kummalgi kõrgel lepinguosalisel on õigus saata peakonsuleid, konsuleid, asekonsuleid ja konsulaar-agente nende kohtadele vastaval territooriumil, mis määratakse ühisel kokkuleppel. Need konsulaaresindajad teostavad asjaajamist ning saavad käitumise osaliseks, mis üldiselt tunnustatud rahvusvahelises asjaajamises. Enne ametikohuste täitmisele asumist peavad nad saama selle riigi valitsuselt, kuhu nad saadeti, eksekvaatori, mida tähendatud valitsusel jääb õigus tagasi võtta.

Kõrged lepinguosalisel ei määra konsulaaresindajaiks isikuid, kes on seotud tööstuse või kaubandusega, välja arvatud aukonsulid.

Artikkel IV.

Kummagi kõrge lepinguosalise kodanikkudel on õigus saabuda teise lepinguosalise territooriumile või sealt lahkuda celdusel, et nad on varustatud passiga, mis on välja antud nende päritolumaal kompetentsete ametivõimude poolt, kaasa arvatud kõrgete lepinguosaliste diplomaatilised ja konsulaaresindajad välismaal, ning viseeritud sihtmaal kompetentsete ametivõimude poolt.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 10 janvier 1939.

¹ The exchange of ratifications took place at London, January 10th, 1939.

Artikkel V.

Kummagi kõrge lepinguosalise kodanikud kasutavad teise lepinguosalise territooriumil täit isiku ja vara kaitset kooskõlas selle riigi seaduste ja korraldustega ja rahvusvahelise õiguse põhimõtetega. Neil on õigus selle riigi seaduste ja korralduste piires reisida, peatuda, töötada ning kaubanduslikult ja tööstuslikult tegutseda kolitades, kus mõne kolmanda riigi kodanikud selleks on õigustatud.

Artikkel VI.

Kõrged lepinguosalised nõustuvad sõlmima niipea kui võimalik kaubandus- ja laevanduslepingu.

Artikkel VII.

Käesolev leping redigeeritakse kahes eksemplaris eesti, hiina ja inglise keeles. Lahkuminekute puhul on ingliskeelne tekst otsustandev.

Artikkel VIII.

Käesolev leping ratifitseeritakse niipea kui võimalik kõrgete lepinguosaliste poolt vastavalt nende põhiseaduslikele nõuetele; ta jõustub ratifikatsioonikirjade vahetamise päeval. Ratifikatsioonikirjad vahetatakse Londonis.

Selle tõenduseks ülaltähendatud täisvolinikud kirjutasiid alla käesolevale lepingule ning kinnitasiid sellele oma pitseriid.

Tehtud Londonis kahekümne esimesel detsembril tuhande üheksasaja kolmekümne seitsmendal aastal, mis vastab Hiina Vabariigi ajaarvamise kahekümne kuuenda aasta kaheistkümnennda kuu kahekümne esimesele päevale.

A. SCHMIDT.
Quo Tai-chi.

TEXTE CHINOIS. — CHINESE TEXT.

No 4516.

愛司托尼亞中國友好條約

大愛司托尼亞共和國為建立兩國親睦邦交增進兩國人民相互利益起見決定以平等及互尊重主權之
大中華民國為建立兩國親睦邦交增進兩國人民相互利益起見決定以平等及互尊重主權之

原則為基礎訂立友好條約為此簡派全權代表如左

大愛司托尼亞共和國攝行總統特派

駐英吉利國特命全權公使史密德

大中華民國國民政府主席特派

駐英吉利國特命全權大使耶泰祺

兩全權代表將所奉全權證書互相校閱均屬妥善議定條款于後

第一條 大愛司托尼亞共和國與大中華民國及兩國人民間應永敦和好歷久不渝

第二條 兩締約國有互相派遣正式外交代表之權此項代表在所駐國應享受國際公法通常

承認之一切權利優例及豁免

第三條 兩締約國在彼此領土內共同商定之地方有派駐總領事領事副領事代理領事之

權此項領事官應行使國際通例通常承認之職務並享受國際通例通常承認之
待遇兩締約國領事官員於就職之前應向所駐國取得執行職務證書但此項證書

得由所駐國政府撤回兩締約國政府不得任命經營工商業人民為領事官員但名譽領事不在此限

第四條

兩締約國人民得自由出入于彼此領土但應持有各該本國主管官廳(駐外外交或領事官員在內)發給及經由所往國主管官廳簽證之護照

第五條

兩締約國人民在彼此領土內其身體財產應依照所在國法律章程及國際法原則享受充分保護并得依照所在國法律章程享有遊歷居住作工及經營工商業之權但以允許第三國人民遊歷居住作工及經營工商業之處所為限

第六條

兩締約國同意于最短期內另訂通商航海條約

第七條

本條約以受文中文及英文合繕兩份遇有解釋不同時以英文為準

第八條

本條約應由兩締約國按照各本國法定手續于最短期內批准自互換批准之日起發生效力批准文件應在倫敦互換
為此兩全權代表將本條約簽字蓋印以昭信守

西曆一九三七年
大中華民國廿六年

十二月

二十一日訂於倫敦

M. J. Schmitt.

印 東 行

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4516. — TREATY OF AMITY BETWEEN THE REPUBLIC OF CHINA AND THE REPUBLIC OF ESTONIA. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 21ST, 1937.

N^o 4516. — TRAITÉ D'AMITIÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE. SIGNÉ A LONDRES, LE 21 DÉCEMBRE 1937.

THE REPUBLIC OF ESTONIA and THE REPUBLIC OF CHINA, being equally desirous of establishing friendly relations between the two countries and promoting the mutual interests of their peoples, have decided to conclude a Treaty of Amity, based on the principles of equality and mutual respect of sovereignty, and have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT-REGENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

Monsieur August SCHMIDT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Estonia in London ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Monsieur QUO Tai-chi, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of China in London ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

There shall be perpetual peace and everlasting amity between the Republic of Estonia and the Republic of China as well as between their peoples.

Article II.

The High Contracting Parties shall have the right reciprocally to send duly accredited diplomatic representatives, who shall enjoy, in the country to the Government of which they are accredited, all the rights, privileges, immunities and exemption generally recognised by public international law.

LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, également désireuses d'établir des relations amicales entre les deux pays et de développer les intérêts mutuels de leurs peuples, ont résolu de conclure un traité d'amitié, fondé sur les principes de l'égalité et du respect mutuel de la souveraineté, et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT-RÉGENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Monsieur Auguste SCHMIDT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Estonie à Londres ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

Monsieur QUO Tai-chi, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Chine à Londres ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura paix perpétuelle et éternelle amitié entre la République d'Estonie et la République de Chine ainsi qu'entre leurs peuples.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes auront réciproquement le droit d'envoyer des représentants diplomatiques dûment accrédités qui jouiront, dans le pays auprès du gouvernement duquel ils sont accrédités, de tous les droits, privilèges, immunités et exemptions généralement reconnus par le droit international public.

Article III.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to send Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents to the localities within their respective territories which shall be determined by common accord. Such consular officers shall exercise the functions and enjoy the treatment generally recognised by international practice. Prior to their assumption of office, they shall obtain from the Government of the country to which they are sent exequaturs which are subject to withdrawal by the said Government.

The High Contracting Parties shall not appoint persons engaged in industry or commerce as their consular officers, honorary consuls being excepted.

Article IV.

The nationals of one of the High Contracting Parties shall be at liberty to enter or leave the territory of the other, provided that they shall carry with them passports issued by the competent authorities of the country of their origin, including its diplomatic and consular officers abroad, and viséed by the competent authorities of the country of destination.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other full protection for their persons and property in accordance with the laws and regulations of the country and with the principles of international law. They shall have the right, subject to the laws and regulations of the country, to travel, reside, work and engage in commerce and industry in the localities where the nationals of any third country are allowed to do so.

Article VI.

The High Contracting Parties agree to conclude as soon as possible a Treaty of Commerce and Navigation.

Article VII.

The present Treaty is drawn up in duplicate in the Estonian, Chinese and England languages.

Article III.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit d'envoyer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires dans les localités du territoire de l'autre qui seront fixées d'un commun accord. Ces fonctionnaires consulaires exerceront les fonctions et jouiront du traitement généralement reconnu par l'usage international. Préalablement à leur installation, ils devront obtenir du gouvernement du pays auprès duquel ils sont envoyés, des exequaturs que ledit gouvernement aura par la suite la faculté de retirer.

Les Hautes Parties contractantes ne nommeront pas comme fonctionnaires consulaires des personnes se livrant à une industrie ou à un commerce, à moins qu'il ne s'agisse de consuls honoraires.

Article IV.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes seront libres d'entrer dans le territoire de l'autre Partie contractante ou d'en sortir à condition d'être porteurs de passeports délivrés par les autorités compétentes de leur pays d'origine, y compris les fonctionnaires diplomatiques et consulaires dudit pays à l'étranger, et visés par les autorités compétentes du pays de destination.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de l'entière protection de leurs personnes et de leurs biens conformément aux lois et règlements du pays et aux principes du droit international. Ils auront le droit, sous réserve des lois et règlements du pays, de voyager, de résider, de travailler et de se livrer au commerce et à l'industrie dans les localités où les ressortissants d'un tiers pays quelconque jouissent de cette faculté.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de conclure aussitôt que possible un traité de commerce et de navigation.

Article VII

Le présent traité est établi en double exemplaire en langues estonienne, chinoise et anglaise.

In case of any divergence of interpretation, the English text shall be authoritative.

Article VIII.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional requirements, and shall enter into force on the day on which the exchange of the ratifications takes place. The instruments of ratification shall be exchanged at London.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at London this twenty-first day of December nineteen hundred and thirty-seven corresponding to the twenty-first day of the twelfth month of the twenty-sixth year of the Republic of China.

A. SCHMIDT.
Quo Tai-chi.

En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais fera foi.

Article VIII.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que possible par les Hautes Parties contractantes conformément aux exigences de leurs constitutions respectives et entrera en vigueur à la date à laquelle l'échange des ratifications aura lieu. Les instruments de ratification seront échangés à Londres.

En foi de quoi, les plénipotentiaires sus-mentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le vingt et un décembre mil neuf cent trente-sept, soit le vingt et unième jour du douzième mois de l'an vingt-six de la République de Chine.

A. SCHMIDT.
Quo Tai-chi.

N° 4517.

ESTONIE ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement relatif au régime des importations de viande estonienne en Suède. Stockholm, le 30 janvier 1939.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 4 février 1939.

ESTONIA AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Arrangement regarding the Regime applicable to the Importation of Estonian Meat into Sweden. Stockholm, January 30th, 1939.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 4th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4517. — ÉCHANGE DE NOTES¹
ENTRE LES GOUVERNEMENTS
ESTONIEN ET SUÉDOIS COM-
PORTANT UN ARRANGEMENT
RELATIF AU RÉGIME DES IM-
PORTATIONS DE VIANDE ES-
TONIENNE EN SUÈDE. STOCK-
HOLM, LE 30 JANVIER 1939.

No. 4517. — EXCHANGE OF NO-
TES¹ BETWEEN THE ESTONIAN
AND SWEDISH GOVERNMENTS
CONSTITUTING AN ARRAN-
GEMENT REGARDING THE
REGIME APPLICABLE TO THE
IMPORTATION OF ESTONIAN
MEAT INTO SWEDEN. STOCK-
HOLM, JANUARY 30TH, 1939.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

STOCKHOLM, le 30 janvier 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant aux récents pourparlers suédo-estoniens, j'ai l'honneur de vous faire savoir par la présente que le Gouvernement du Roi est disposé à appliquer l'arrangement suivant :

Le Gouvernement du Roi autorisera l'importation d'Estonie en Suède *via* Stockholm pendant l'année 1939 — en sus de celle qui pourra avoir lieu en vertu des dispositions en vigueur — de la même quantité de viande fraîche des animaux de l'espèce bovine que celle prévue pour 1938 par l'Échange de notes² du 18 février 1938, à savoir 85.000 kilos, nonobstant les dispositions du décret du 30 juin 1937 (N^o 648), modifié par le décret du 30 juin 1938 (N^o 527), relatif à la réglementation de l'importation des animaux de boucherie, de la viande et du lard, et sans que soient observées les dispositions de l'article 12 de l'ordonnance du 30 septembre 1921 (N^o 581), relative au contrôle de l'importation dans le royaume des viandes et des graisses animales, dans la teneur donnée à cet article par les décrets du 13 septembre 1928 (N^o 353) et du 4 janvier

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, January 30th, 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to the recent negotiations between Sweden and Estonia, I have the honour to inform you that His Majesty's Government is prepared to put into force the following Arrangement :

His Majesty's Government will authorise the importation from Estonia into Sweden *via* Stockholm during 1939 — in addition to any importation which may take place under the provisions in force — of the same quantity of fresh meat of bovine cattle as was agreed upon for 1938 by the Exchange of Notes² dated February 18th, 1938, namely, 85,000 kilogrammes, notwithstanding the provisions of the Decree of June 30th, 1937 (No. 648), as amended by the Decree of June 30th, 1938 (No. 527), concerning regulations for the importation of animals for slaughter, meat and bacon, and notwithstanding the provisions of Article 12 of the Order of September 30th, 1921 (No. 581), relating to control over the importation into the Kingdom of meat and animal fats, as interpreted by the Decrees of September 13th, 1928 (No. 353), and January 4th, 1929 (No. 2). After

¹ Entré en vigueur le 30 janvier 1939.

² Vol. CLXXXV, page 237, de ce recueil.

¹ Came into force January 30th, 1939.

² Vol. CLXXXV, page 237, of this Series.

1929 (N° 2). La viande devra toutefois, après avoir été approuvée, être munie de l'estampille visée à l'article 10, alinéa 2, du décret du 30 novembre 1934 (N° 558) sur l'inspection et l'estampillage des viandes, etc., conformément à la loi sur l'inspection de la viande de boucherie et les abattoirs. Les prescriptions du décret du 13 septembre 1928 (N° 354) énonçant certaines dispositions relatives à la préparation et la mise en vente de certains articles en viande de provenance étrangère, avec la modification y apportée par le décret du 4 janvier 1929 (N° 3), ne seront pas davantage applicables à la viande ici visée.

La viande à comprendre dans le contingent ainsi accordé devra être accompagnée d'un certificat délivré à cet effet au nom du Gouvernement estonien par une autorité douanière estonienne.

D'autre part, le Gouvernement estonien s'engage à veiller à ce que les sommes versées en paiement de la viande ici considérée soient affectées à l'achat de marchandises suédoises à importer en Estonie, en premier lieu de produits agricoles, notamment d'animaux reproducteurs et de semences.

Si le Gouvernement estonien approuve cet arrangement, je me permets de proposer qu'il sera considéré comme conclu par la présente lettre et la réponse que vous voudrez bien me faire parvenir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Rickard SANDLER.

Monsieur Heinrich Laretei,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de la République
d'Estonie, etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 2 février 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

No. 4517

being passed, however, the meat shall be marked as provided by Article 10, paragraph 2, of the Decree of November 30th, 1934 (No. 558), on the inspection and marking of meat, etc., in accordance with the law on the inspection of butcher's meat and slaughter-houses. The provisions of the Decree of September 13th, 1928 (No. 354), laying down certain rules with regard to the preparation and sale of certain meat articles of foreign origin, as amended by the Decree of January 4th, 1929 (No. 3), shall also not apply to the above meat.

Meat for inclusion in the quota thus granted shall be accompanied by a certificate issued for that purpose on behalf of the Estonian Government by an Estonian Customs authority.

Furthermore, the Estonian Government undertakes to see that the sums paid for the meat in question are used for the purchase of Swedish goods to be imported into Estonia, primarily agricultural products, including live-stock for breeding purposes and seeds.

If the Estonian Government approves this Arrangement, I would venture to suggest that it be deemed to be concluded by the present letter and the reply which I trust you will be good enough to send me.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Rickard SANDLER.

Monsieur Heinrich Laretei,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of the Republic
of Estonia, etc., etc., etc.,
Stockholm.

II.

LÉGATION D'ESTONIE
A STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 30 janvier 1939.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre, en date de ce jour, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement suédois est disposé à appliquer l'arrangement suivant :

« Le Gouvernement du Roi autorisera l'importation d'Estonie en Suède *via* Stockholm pendant l'année 1939 — en sus de celle qui pourra avoir lieu en vertu des dispositions en vigueur — de la même quantité de viande fraîche des animaux de l'espèce bovine que celle prévue pour 1938 par l'Échange de notes du 18 février 1938, à savoir 85.000 kilos, nonobstant les dispositions du décret du 30 juin 1937 (N° 648), modifié par le décret du 30 juin 1938 (N° 527), relatif à la réglementation de l'importation des animaux de boucherie, de la viande et du lard, et sans que soient observées les dispositions de l'article 12 de l'ordonnance du 30 septembre 1921 (N° 581), relative au contrôle de l'importation dans le royaume des viandes et des graisses animales, dans la teneur donnée à cet article par les décrets du 13 septembre 1928 (N° 353) et du 4 janvier 1929 (N° 2). La viande devra toutefois, après avoir été approuvée, être munie de l'estampille visée à l'article 10, alinéa 2, du décret du 30 novembre 1934 (N° 558) sur l'inspection et l'estampillage des viandes, etc., conformément à la loi sur l'inspection de la viande de boucherie et les abattoirs. Les prescriptions du décret du 13 septembre 1928 (N° 354), énonçant certaines dispositions relatives à la préparation et la mise en vente de certains articles en viande de provenance étrangère, avec la modification y apportée par le décret du 4 janvier 1929 (N° 3), ne seront pas davantage applicables à la viande ici visée.

La viande à comprendre dans le contingent ainsi accordé devra être accompagnée d'un certificat délivré à cet effet au nom

II.

LEGATION OF ESTONIA,
STOCKHOLM.

STOCKHOLM, January 30th, 1939.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of to-day's date informing me that the Swedish Government is prepared to put into force the following Arrangement :

“ His Majesty's Government will authorise the importation from Estonia into Sweden *via* Stockholm during 1939 — in addition to any importation which may take place under the provisions in force — of the same quantity of fresh meat of bovine cattle as was agreed upon for 1938 by the Exchange of Notes dated February 18th, 1938, namely, 85,000 kilogrammes, notwithstanding the provisions of the Decree of June 30th, 1937 (No. 648), as amended by the Decree of June 30th, 1938 (No. 527), concerning regulations for the importation of animals for slaughter, meat and bacon, and notwithstanding the provisions of Article 12 of the Order of September 30th, 1921 (No. 581), relating to control over the importation into the Kingdom of meat and animal fats, as interpreted by the Decrees of September 13th, 1928 (No. 353), and January 4th, 1929 (No. 2). After being passed, however, the meat shall be marked as provided by Article 10, paragraph 2, of the Decree of November 30th, 1934 (No. 558), on the inspection and marking of meat, etc., in accordance with the law on the inspection of butcher's meat and slaughter-houses. The provisions of the Decree of September 13th, 1928 (No. 354), laying down certain rules with regard to the preparation and sale of certain meat articles of foreign origin, as amended by the Decree of January 4th, 1929 (No. 3), shall also not apply to the above meat.

Meat for inclusion in the quota thus granted shall be accompanied by a certificate issued for that purpose on behalf

du Gouvernement estonien par une autorité douanière estonienne.

D'autre part, le Gouvernement estonien s'engage à veiller à ce que les sommes versées en paiement de la viande ici considérée soient affectées à l'achat de marchandises suédoises à importer en Estonie, en premier lieu de produits agricoles, notamment d'animaux reproducteurs et de semences. »

J'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement estonien est d'accord avec le Gouvernement suédois sur cet arrangement et que, conformément à votre proposition, celui-ci sera considéré comme conclu par votre susdite lettre et la présente lettre.

Je profite de cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) LARETEI.

Son Excellence Monsieur R. Sandler,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 2 février 1939.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

of the Estonian Government by an Estonian Customs authority.

Furthermore, the Estonian Government undertakes to see that the sums paid for the meat in question are used for the purchase of Swedish goods to be imported into Estonia, primarily agricultural products, including live-stock for breeding purposes and seeds."

I have the honour to inform you that the Estonian Government is in agreement with the Swedish Government as to this Arrangement and that, in accordance with your proposal, it will be deemed to be concluded by your letter as above and the present letter.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) LARETEI.

His Excellency
Monsieur R. Sandler,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.,
Stockholm.

N° 4518.

MEXIQUE ET PANAMA

Traité d'extradition, et protocole. Signés à
Mexico, le 23 octobre 1928.

*Texte officiel espagnol communiqué par le sous-secrétaire d'Etat des Affaires
étrangères et des Communications de la République de Panama. L'enre-
gistrement de ce traité a eu lieu le 7 février 1939.*

MEXICO AND PANAMA

Extradition Treaty, and Protocol. Signed at
Mexico, October 23rd, 1928.

*Spanish official text communicated by the Under-Secretary of State for Foreign
Affairs and Communications of the Republic of Panama. The registration
of this Treaty took place February 7th, 1939.*

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 4518. — TRATADO¹ DE EXTRADICION ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS Y LA REPUBLICA DE PANAMA. FIRMADO EN MEXICO, EL 23 DE OCTUBRE DE 1928.

LA REPÚBLICA DE PANAMÁ y LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS, juzgando conveniente para la mejor administración de justicia y para la prevención de los delitos que puedan cometerse dentro de sus respectivos territorios y jurisdicciones, regularizar la entrega de los delincuentes, han resuelto celebrar un Tratado de Extradición, a cuyo efecto han designado sus Representantes :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE PANAMÁ :

Al Doctor Narciso GARAY, Enviado Extraordinario y Ministro de Panamá en México, y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS MEXICANOS :

A Don Genaro ESTRADA, Subsecretario de Relaciones Exteriores, Encargado del Despacho,

Quienes después de haberse comunicado sus Plenos Poderes, y hallándolos en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo 1.

Las Altas Partes contratantes se obligan recíprocamente a entregarse las personas que estando acusadas o habiendo sido condenadas por alguno de los delitos a que se refiere el artículo segundo, cometido dentro de la jurisdicción de una de las Partes contratantes, busquen asilo o se encuentren en el territorio de la otra.

También se concederá la extradición cuando el delito se haya cometido fuera del territorio del Estado reclamante, siempre que éste, de acuerdo con sus leyes interiores, tenga jurisdicción para juzgar y castigar el acto que motiva la demanda, y que las leyes del país requerido autoricen, en condiciones semejantes, la persecución del mismo delito en el extranjero.

Artículo 2.

Darán lugar a la extradición los delitos intencionales de orden común en todos grados, siempre que sean punibles según la legislación de las dos Partes contratantes, con pena restrictiva de la libertad personal, mayor de dos años.

Artículo 3.

No se concederá extradición por delito de culpa, de imprenta o de orden militar, ni por delitos políticos o por hechos que le sean conexos. El Estado requerido decidirá si el delito por que se demanda a un acusado es político, teniendo en cuenta aquella de las dos legislaciones que sea más favorable al prófugo.

No se reputará delito político, ni conexo con él, el atentado contra la vida del Jefe de la Nación.

Artículo 4.

Tampoco se concederá la extradición :

a) Cuando la prueba de la delincuencia presentada por la requeriente no justificare, conforme a las leyes del lugar donde se encuentra el prófugo o acusado, su aprehensión y enjuiciamiento, en caso de que el delito se hubiese cometido allí.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Mexico, le 4 mai 1938.

¹ The exchange of ratifications took place at Mexico, May 4th, 1938.

b) Cuando el individuo reclamado esté procesado o haya sido juzgado, por el mismo delito, en el país requerido.

c) Cuando la acción penal o la pena correspondiente al delito imputado, hayan prescrito conforme a las leyes de cualquiera de los dos Estados contratantes.

d) Cuando el prófugo haya cumplido su condena.

e) Cuando el individuo reclamado sea nacional de Estado requerido, o naturalizado en él, a menos en este último caso que la naturalización sea posterior al delito por el cual se le reclama ; pero cuando se niegue la extradición por esta causa, el Estado requerido queda obligado a juzgarlo de acuerdo con sus propias leyes, utilizando las pruebas que suministre el país requeriente y las demás que las autoridades del requerido estimen conveniente allegar.

Artículo 5.

Si la persona cuya extradición se solicita se encuentra sujeta a un procedimiento penal, o está detenida por haber delinquido en el país donde se ha refugiado, puede retardarse su entrega hasta la conclusión del proceso o hasta que haya cumplido su condena.

No impedirán la extradición las obligaciones civiles del prófugo con el Estado requerido o con particulares, ni las acciones de la misma naturaleza instauradas en su contra, aun cuando esté aquél arraigado judicialmente.

Artículo 6.

El individuo cuya extradición se ha concedido, no podrá ser juzgado por otro delito distinto del que motivó su entrega, excepto por los delitos cometidos después de la extradición.

Artículo 7.

I. La demanda de extradición se hará siempre por los Agentes diplomáticos respectivos, o a falta de ellos por los funcionarios consulares de mayor categoría.

II. Si la persona cuya extradición se pide, ha sido condenada por un delito, se acompañará al pedimento una copia de la sentencia dictada por el Tribunal, la que estará legalizada con el sello del mismo y la certificación del carácter oficial de la autoridad que lo expide, por el funcionario a quien corresponda, y el de éste por el Ministro o Cónsul de la respectiva Parte contratante.

III. Cuando el prófugo esté simplemente acusado de un delito, se acompañará al pedimento :

a) Copia del mandamiento de prisión y de las declaraciones y demás elementos de prueba en que se funde, legalizados en la forma prevenida por la fracción anterior.

b) Una copia auténtica del texto de la Ley del país requeriente que determine la pena correspondiente al delito.

IV. Se proporcionarán en todo caso y hasta donde sea posible, la filiación del individuo reclamado y las señas particulares que puedan servir para establecer su identificación.

Artículo 8.

Cumplidas las formalidades a que se refiere el artículo anterior, la autoridad correspondiente de la República de Panamá o la de los Estados Unidos Mexicanos, según sea el caso, hará la aprehensión del prófugo, con el fin de que sea presentado ante la autoridad competente.

Si se decidiere que conforme a las leyes y pruebas presentadas, procede la extradición de acuerdo con las estipulaciones de este Tratado, se entregará al prófugo en la forma legal prescrita para tales casos.

Artículo 9.

Cuando una persona sea entregada en virtud de las estipulaciones de este Tratado, no podrá ser sometida a las leyes ni tribunales de excepción, ni podrá agravarse la pena que le corresponda por consideraciones de orden político.

Artículo 10.

En ningún caso se impondrá o ejecutará la pena de muerte por el delito que hubiese sido causa de la extradición.

Artículo 11.

Negada la extradición de una persona, no se puede volver a solicitar por el mismo delito.

Artículo 12.

Cuando uno de los dos Gobiernos contratantes avise al otro telegráficamente o de otra manera, o por conducto de sus Agentes diplomáticos o consulares, que la autoridad competente ha expedido una orden para la aprehensión de un reo prófugo, acusado o condenado de alguno de los delitos enumerados en los artículos anteriores, y se asegure, por el mismo conducto, que oportunamente se demandará su entrega y que el pedimento estará ajustado a las disposiciones de este Tratado, el Gobierno requerido procurará la aprehensión provisional del reo, y, lograda que sea, lo mantendrá bajo segura custodia por un lapso que no podrá exceder de treinta días, más el término de distancia que ambos Gobiernos fijarán de común acuerdo, en espera de que se presente la demanda formal de extradición.

Transcurrido el plazo sin que la demanda haya sido presentada en debida forma, será puesto en libertad y no podrá ser aprehendido nuevamente por el mismo delito.

Artículo 13.

Cuando los documentos que acompañen y funden la solicitud de extradición, sean insuficientes, el Gobierno a quien se pide los devolverá para que subsane las deficiencias o se corrijan los defectos. Si el individuo reclamado ha sido objeto de arresto provisional continuará detenido hasta que se venza el término de treinta días y el de distancia a que se refiere el artículo anterior.

Artículo 14.

Los objetos recogidos por la autoridad que puedan servir como elementos de prueba, así como todas las cosas que procedan o puedan proceder o tengan relación con el delito, por el cual se solicita la extradición, serán remitidos al Gobierno solicitante, aun cuando no pudiere efectuarse la extradición por muerte o evasión de la persona reclamada. En el caso de que la extradición sea negada, los objetos recogidos por la autoridad serán devueltos a las personas de quienes se tomaron. En todo caso serán respetados los derechos de terceros sobre dichos objetos.

Artículo 15.

El prófugo será llevado por los agentes del Estado de refugio hasta la frontera, o hasta el puerto más apropiado para su embarque, y allí será entregado a los agentes del Estado reclamante. Si después de los treinta días más el término de distancia a que se refiere el artículo 12, de haberse notificado al Representante diplomático o al Gobierno que solicitó la extradición que ésta fué concedida, no se hubiere hecho cargo de la persona reclamada, se pondrá en libertad al detenido, quien no deberá ser arrestado nuevamente por la misma causa que motivó la extradición.

Artículo 16.

Todos los gastos que se originen con motivo de una demanda de extradición serán sufragados por el Estado reclamante.

Artículo 17.

Cuando una de las Partes contratantes obtuviere de un tercer Estado la entrega de un delincuente, se concederá la extradición por vía de tránsito a través del territorio del otro, mediante la presentación de los documentos a que se refiere el artículo 8, siempre que el hecho que motivó la extradición sea de los comprendidos en este Tratado.

Artículo 18.

Cuando un mismo individuo fuere reclamado por dos o más Estados, se concederá la extradición al que tenga con el requerido un tratado de extradición. En igualdad de condiciones la extradición se concederá a aquel en cuyo territorio se hubiese cometido el delito más grave a juicio del país de refugio. Si los delitos fueren igualmente graves, se concederá al Estado que haya

presentado primero la solicitud de extradición, y si las demandas fueren simultáneas se concederá al Estado de quien el prófugo sea nacional.

Artículo 19.

I. Cuando en un juicio penal, no político, uno de los dos Gobiernos juzgue necesaria la audiencia de testigos que se encuentren en el territorio del otro Estado, o la práctica de cualquiera otra diligencia judicial, se enviará al efecto, por la vía diplomática, un exhorto que deberá ser cumplimentado, observándose las leyes del país requerido.

II. Cuando en un juicio penal, no político, instruido en uno de los dos Estados, se considere necesaria la presentación de algún documento original existente en el otro, se hará la demanda por la vía diplomática y se le dará curso, a menos que no lo permitan razones especiales, y en todo caso con la obligación de devolverlos, cuando los documentos enviados sean originales y no copias auténticas.

Artículo 20.

Este Tratado continuará vigente hasta seis meses después de que uno de los Gobiernos notifique al otro, en debida forma, su deseo de que termine.

Artículo 21.

El presente Tratado será aprobado y ratificado con arreglo a la Constitución de cada uno de los dos países, y las ratificaciones serán canjeadas en la ciudad de México, lo más pronto posible.

En fe de lo cual los respectivos plenipotenciarios lo firmaron por duplicado en la ciudad de México, a los veintitrés días del mes de octubre de mil novecientos veintiocho.

(Fdo) Narciso GARAY.

(Fdo) G. ESTRADA.

PROTOCOLO

Queda igualmente convenido que si la Convención¹ multilateral sobre Derecho internacional privado que ambas Partes contratantes suscribieron en La Habana el veinte de febrero del año en curso, es ratificada por ellas, dicha Convención prevalecerá sobre las disposiciones de la presente en cuanto éstas discreparen de aquélla.

Hecho en México a los veintitrés días del mes de octubre de mil novecientos veintiocho.

(Fdo) Narciso GARAY.

(Fdo) G. ESTRADA.

Es fiel copia :

Juan B. Chevalier,

*Subsecretario de Relaciones Exteriores
y Comunicaciones, Encargado del Despacho.*

¹ Vol. LXXXVI, page 111 ; vol. CXXII, page 356 ; et vol. CXXX, page 450, de ce recueil.

¹ Vol. LXXXVI, page 111 ; Vol. CXXII, page 356 ; and Vol. CXXX, page 450, of this Series.

TRADUCTION.

TRANSLATION.

N^o 4518. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ET LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA. SIGNÉ A MEXICO, LE 23 OCTOBRE 1928.

No. 4518. — EXTRADITION TREATY BETWEEN THE UNITED STATES OF MEXICO AND THE REPUBLIC OF PANAMA. SIGNED AT MEXICO, OCTOBER 23RD, 1928.

LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA et LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE, estimant opportun, pour assurer une meilleure administration de la justice et pour réprimer les délits qui pourraient être commis sur leurs territoires et dans les limites de leurs juridictions respectives, de régler les conditions d'extradition des délinquants, ont décidé de conclure un traité d'extradition et ont désigné à cet effet leurs représentants, à savoir :

THE REPUBLIC OF PANAMA and THE UNITED STATES OF MEXICO, desiring to ensure the better administration of justice and the prevention of offences which may be committed in their respective territories and jurisdictions, and with that object to lay down regulations for the handing-over of offenders, have decided to conclude a Treaty of Extradition, for which purpose they have appointed as their representatives :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Le Dr Narciso GARAY, envoyé extraordinaire et ministre de Panama au Mexique ;
et

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

Dr. Narciso GARAY, Envoy Extraordinary and Minister of Panama to Mexico ;
and

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE :

M. Genaro ESTRADA, sous-secrétaire aux Affaires étrangères, chargé du Département ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF MEXICO :

M. Genaro ESTRADA, Under-Secretary for Foreign Affairs, in charge of the Department ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article premier.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement les individus qui, étant poursuivis ou ayant été condamnés pour l'un des délits visés à l'article 2, commis dans les limites de la juridiction de l'une des Parties contractantes, chercheraient asile ou se trouveraient sur le territoire de l'autre.

The High Contracting Parties undertake to deliver to each other individuals who are accused or have been sentenced in respect of any of the offences mentioned in Article 2, committed within the jurisdiction of one of the Contracting Parties, and who seek asylum or are found in the territory of the other Contracting Party.

Lorsque le délit aura été commis en dehors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition sera également accordée si ledit Etat, aux termes de sa législation interne, a compétence pour juger et punir l'acte qui motive la demande

Extradition shall also be granted when the offence has been committed outside the territory of the applicant State, provided that the said applicant State, under its domestic legislation, has jurisdiction to try and punish the

et si la législation du pays requis autorise, dans des conditions analogues, la poursuite du même délit commis à l'étranger.

Article 2.

Donneront lieu à l'extradition les délits intentionnels de droit commun de toute catégorie, à condition qu'ils soient passibles, aux termes de la législation des deux Parties contractantes, d'une peine restrictive de la liberté personnelle, supérieure à deux ans.

Article 3.

L'extradition ne sera pas accordée pour délit de caractère involontaire (*delito de culpa*), de presse ou de caractère militaire, ni pour des délits politiques ou des faits connexes à un délit politique. L'Etat requis décidera si le délit pour lequel un inculpé est réclamé est d'ordre politique, en tenant compte de celle des deux législations qui est la plus favorable au fugitif.

Ne sera pas réputé délit politique, ni fait connexe à un délit politique, l'attentat contre la vie du chef de la nation.

Article 4.

De même, l'extradition ne sera pas accordée :

a) Lorsque la preuve de culpabilité présentée par l'Etat requérant ne justifierait pas, selon la législation du lieu où se trouve le fugitif ou l'inculpé, son arrestation et sa mise en jugement, si le délit avait été commis en ce lieu ;

b) Lorsque l'individu réclamé est poursuivi ou a été jugé, pour le même délit, dans l'Etat requis ;

c) Lorsque l'action pénale ou la peine applicable au délit imputé sont prescrites aux termes de la législation de l'un des deux Etats contractants ;

d) Lorsque le fugitif a subi sa peine ;

e) Lorsque l'individu réclamé est un ressortissant de l'Etat requis, soit de plein droit, soit par naturalisation, à moins

act which gave rise to the application and that the laws of the country to which application is made authorise prosecution, under similar circumstances, in respect of the same offence when committed in a foreign country.

Article 2.

All wilful criminal offences of every degree under ordinary law, provided they are punishable by the laws of the two Contracting Parties with loss of liberty for a period exceeding two years, shall be extraditable.

Article 3.

Extradition shall not be granted for an offence which is not voluntary (*delito de culpa*), for an offence connected with the Press or of a military character, or for political offences or acts connected therewith. The State to which application is made shall decide whether the offence for which the extradition of an accused person is applied for is of a political character in accordance with whichever law is the more favourable to the fugitive.

Attempts upon the life of the head of the nation shall not be deemed to be political offences or acts connected with a political offence.

Article 4.

Extradition shall also not be granted :

(a) When the proof of guilt submitted by the applicant State would not, under the laws of the State in which the fugitive or accused happens to be, justify his arrest and the taking of proceedings against him should the offence have been committed in that State ;

(b) When the person whose extradition is applied for has had proceedings instituted against him or has been tried for the same offence in the State to which application is made ;

(c) When criminal proceedings or penalties applicable to the offence charged have been extinguished by lapse of time under the laws of one of the two contracting States ;

(d) When the fugitive has served his sentence ;

(e) When the person whose extradition is applied for is a national of the State to which application is made, either by

que, dans ce dernier cas, la naturalisation ne soit postérieure au délit pour lequel on le réclame ; toutefois, lorsque l'extradition est refusée pour ce motif, l'Etat requis est tenu de le juger, conformément à sa propre législation, en faisant usage des preuves que fournira le pays requérant ainsi que des autres preuves que les autorités du pays requis estimeront opportun de produire.

Article 5.

Si l'individu dont l'extradition est demandée fait l'objet d'une procédure pénale, ou est détenu pour avoir commis un délit dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin du procès ou jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Ne feront pas obstacle à l'extradition les obligations civiles du fugitif envers l'Etat requis ou envers des particuliers, non plus que les actions de même nature intentées contre lui, même s'il fait l'objet d'une mesure judiciaire lui interdisant de quitter un district territorial déterminé.

Article 6.

L'individu dont l'extradition aura été accordée ne pourra être jugé pour un autre délit distinct de celui qui a motivé son extradition, exception faite des délits commis après l'extradition.

Article 7.

I. Les demandes d'extradition seront toujours présentées par les agents diplomatiques des deux pays ou, à leur défaut, par les fonctionnaires consulaires supérieurs.

II. Si la personne dont on demande l'extradition a été condamnée pour un délit, la demande sera accompagnée d'une copie de la sentence prononcée par le tribunal, copie qui sera légalisée par l'apposition du sceau dudit tribunal et par une attestation du fonctionnaire compétent, certifiant le caractère officiel de l'autorité expéditrice, et du ministre ou consul de la Partie contractante intéressée, certifiant le caractère officiel de ce fonctionnaire.

III. Si le fugitif est simplement prévenu d'un délit, les pièces suivantes seront jointes à la demande :

birth or by naturalisation, unless, in the latter case, the naturalisation has been granted later than the offence for which his extradition is applied for ; nevertheless, should extradition be refused for that reason, the State to which application is made must try him under its own laws, bringing forward the evidence provided by the country making the application, and any further evidence which the authorities of the country to which the application is made may think fit to produce.

Article 5.

Should the person whose extradition is applied for have criminal proceedings pending against him or be under detention for having committed an offence in the country in which he has taken refuge, his extradition may be postponed until the conclusion of the proceedings or until he has served his sentence.

Neither the civil obligations of the fugitive towards the State to which application is made or towards private persons, nor legal proceedings of the same character brought against him, shall prevent extradition, even if he is under a judicial order not to leave a specified area.

Article 6.

The person whose extradition has been granted may not be tried for an offence other than that which has given rise to extradition, save in the case of offences committed after extradition.

Article 7.

I. The application for extradition shall always be made by the respective diplomatic representatives or, failing such, by the higher category consular officials.

II. Should the person whose extradition is applied for have been sentenced for an offence, the application shall be accompanied by a copy of the sentence of the court, which copy shall be certified by the seal of the said court and by a certificate of the official character of the authority issuing it, signed by the responsible official, and a certificate of the status of that official, signed by the Minister or Consul of the Contracting Party in question.

III. Should the fugitive be merely accused of an offence, the document making the application shall be accompanied by :

a) Une copie du mandat d'arrêt ainsi que des déclarations et autres éléments de preuve sur lesquels il est fondé, légalisée de la façon prévue au paragraphe précédent ;

b) Une expédition authentique du texte de la loi du pays requérant qui détermine la peine applicable au délit.

IV. On fournira en tout cas et dans toute la mesure du possible la filiation de l'individu réclamé et les signes particuliers pouvant servir à établir son identité.

Article 8.

Une fois accomplies les formalités visées à l'article précédent, l'autorité compétente de la République de Panama ou des États-Unis du Mexique, suivant les cas, procédera à l'arrestation du fugitif pour qu'il soit présenté à l'autorité compétente.

Si l'on décide qu'aux termes des lois et des preuves présentées, l'extradition doit être accordée conformément aux dispositions du présent traité, le fugitif sera extradé dans les formes légales prescrites à ce sujet.

Article 9.

Lorsqu'un individu aura été extradé en vertu des dispositions du présent traité, il ne pourra être soumis aux lois ou aux tribunaux d'exception, et la peine dont il est passible ne pourra être aggravée pour des motifs d'ordre politique.

Article 10.

En aucun cas on ne prononcera ou appliquera la peine de mort pour le délit qui aura donné lieu à l'extradition.

Article 11.

Si l'extradition d'un individu est refusée, elle ne pourra être redemandée pour le même délit.

Article 12.

Si l'un des deux gouvernements contractants avise l'autre télégraphiquement ou d'une autre manière, ou par l'entremise de ses agents diplomatiques ou consulaires, que l'autorité compétente a décerné un mandat d'arrêt contre un délinquant fugitif ayant fait l'objet d'une

(a) A copy of the warrant of arrest and the statements and other evidence on which it is based, certified in the manner provided for in the previous paragraph ;

(b) A certified copy of the text of the law of the country making the application which fixes the penalty applicable to the offence.

IV. In every case, particulars shall as far as possible be furnished of the parentage of the person applied for, and any distinguishing marks which may serve to prove his identity.

Article 8.

After the formalities referred to in the previous Article have been complied with, the responsible authority of the Republic of Panama or the United States or Mexico, as the case may be, shall arrest the fugitive in order that he may be brought before the competent authority.

Should it be decided that, under the laws and according to the evidence submitted, extradition shall be granted as provided in the present Treaty, the fugitive shall be extradited in accordance with the legal procedure hereby laid down in respect of that matter.

Article 9.

When an individual has been extradited under the provisions of the present Treaty, he may not be tried under exceptional laws or by exceptional courts, nor may his sentence be increased on political grounds.

Article 10.

In no case shall sentence of death be passed or executed in respect of the offence for which extradition has been granted.

Article 11.

Should the extradition of a person be refused, no further application in respect of the same offence may be made.

Article 12.

When one of the two contracting Governments notifies the other Government by telegraph or in any other manner, or through its diplomatic or consular representatives, that the competent authority has issued a warrant of arrest against a fugitive offender, who has

inculpation ou d'une condamnation pour l'un des délits énumérés aux articles précédents, et si l'on fait connaître, par la même voie, que l'extradition sera demandée en temps opportun et que la demande sera formulée conformément aux dispositions du présent traité, le gouvernement requis procédera à l'arrestation provisoire de l'inculpé, après quoi il le maintiendra sous bonne garde pendant un laps de temps qui ne pourra dépasser trente jours, plus le délai de distance fixé d'un commun accord par les deux gouvernements, en attendant que soit présentée la demande officielle d'extradition.

Si ce délai expire avant que la demande ait été présentée en bonne et due forme, l'individu en question sera remis en liberté et ne pourra être arrêté à nouveau pour le même délit.

Article 13.

Si les pièces qui accompagnent et justifient la demande d'extradition sont insuffisantes, elles seront retournées par le gouvernement requis afin d'être complétées ou rectifiées. Si l'individu réclamé a fait l'objet d'une arrestation provisoire, il restera détenu jusqu'à l'expiration du délai de trente jours et du délai de distance visés à l'article précédent.

Article 14.

Les objets saisis par l'autorité et pouvant servir de pièces à conviction, ainsi que tous les objets provenant ou pouvant provenir du délit pour lequel est demandée l'extradition, ou se rapportant à ce délit, seront remis au gouvernement requérant lors même que l'extradition ne pourrait s'effectuer par suite du décès ou de l'évasion de l'individu réclamé. Si l'extradition est refusée, les objets saisis par l'autorité seront rendus aux individus auxquels ils ont été pris. En tout cas, les droits des tiers sur lesdits objets seront respectés.

Article 15.

Le fugitif sera conduit par les agents de l'Etat de refuge jusqu'à la frontière ou jusqu'au port le plus propre à son embarquement, et il y sera remis aux agents de l'Etat requérant. Si, dans les trente jours, majorés du délai de distance

been charged with or convicted of one of the offences enumerated in the preceding Articles, and when it is notified through the same channel that extradition will be applied for at the proper time and that the application will be made in accordance with the present Treaty, the Government to which such notification is made shall take steps for the provisional arrest of the accused, after which he shall be kept in safe custody during a period which may not exceed 30 days over and above the time allowed for distance by mutual agreement between the two Governments, pending the submission of the official application for extradition.

Should this period expire before the application has been submitted in due form, the individual in question shall be set free and may not be arrested again for the same offence.

Article 13.

Should the documents accompanying and justifying the application for extradition be insufficient, they shall be returned by the Government to which application is made in order that the omissions or defects may be corrected. Should the person whose extradition is applied for be under provisional arrest, he shall remain in detention until the expiration of a period of 30 days and the time allowed for distance as provided in the previous Article.

Article 14.

Objects seized by the authorities, which may be used in evidence, and everything which derives or may derive from or be connected with the offence in respect of which extradition is applied for, shall be delivered up to the applicant Government, even when extradition is not possible owing to the death or escape of the person whose extradition is applied for. Should extradition be refused, the objects seized by the authorities shall be returned to the persons from whom they were taken. In any case, the rights of third persons in respect of the said objects shall be respected.

Article 15.

The fugitive shall be conducted by agents of the State of refuge as far as the frontier, or as far as the port most suitable for his embarkation, and shall there be delivered up to the agents of the applicant State. If, after

visé à l'article 12, qui suivront la date à laquelle il a été notifié au représentant diplomatique ou au gouvernement qui a demandé l'extradition que celle-ci a été accordée, l'individu réclamé n'a pas été pris en charge, le détenu sera remis en liberté et ne pourra être arrêté à nouveau pour le délit qui a motivé l'extradition.

Article 16.

Tous les frais occasionnés par une demande d'extradition seront supportés par l'Etat requérant.

Article 17.

Si l'une des Parties contractantes obtient d'un Etat tiers l'extradition d'un délinquant, l'extradition en transit à travers le territoire de l'autre sera accordée sur production des pièces visées à l'article 8, à condition que le fait qui a motivé l'extradition soit de ceux qui sont compris dans le présent traité.

Article 18.

Si le même individu est réclamé par deux ou plusieurs Etats, l'extradition sera accordée à celui qui a un traité d'extradition avec l'Etat requis. A conditions égales, l'extradition sera accordée à celui sur le territoire duquel aura été commis le délit le plus grave de l'avis du pays de refuge. Si les délits sont également graves, elle sera accordée à l'Etat qui aura présenté le premier la demande d'extradition, et si les demandes ont été simultanées, elle sera accordée à l'Etat dont le fugitif est ressortissant.

Article 19.

I. Si, au cours d'une affaire pénale non politique, l'audition de témoins se trouvant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction sont jugés nécessaires par l'un des deux gouvernements, une commission rogatoire sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays requis.

II. Si, au cours d'une affaire pénale non politique, instruite dans l'un des deux Etats, la présentation d'un document original existant dans l'autre pays est estimée nécessaire, la

30 days plus the time allowed for distance as provided in Article 12 from the date of notification to the diplomatic representative or to the Government which has applied for extradition that the said extradition has been granted, the individual applied for has not been taken over, he shall be set free and may not be again arrested for the same offence in respect of which extradition was granted.

Article 16.

All the expenses arising out of an application for extradition shall be defrayed by the applicant State.

Article 17.

Should one of the Contracting Parties obtain from a third State the extradition of an offender, extradition in transit through the territory of the other State shall be granted on production of the documents mentioned in Article 8, provided always that the offence giving rise to extradition is one of those covered by the present Treaty.

Article 18.

Should one and the same person be applied for by two or more States, extradition shall be granted to the State which has an extradition treaty with the State to which application is made. *Ceteris paribus*, extradition shall be granted to the State in whose territory the country of refuge holds that the most serious offence has been committed. Should the offences be equally serious, it shall be granted to the State which was the first to apply for extradition, and should the applications be simultaneous, it shall be granted to the State of which the fugitive is a national.

Article 19.

I. If, during criminal and non-political proceedings, one of the Governments deems it necessary to hear witnesses from the territory of the other State or to carry out any other legal procedure, letters rogatory for that purpose shall be sent through the diplomatic channel, and must be complied with in accordance with the legislation of the State to which application is made.

II. If, during criminal and non-political proceedings which have been set on foot in one of the two States, it is deemed necessary to produce an original document which is in

demande en sera faite par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, à moins que des raisons spéciales ne s'y opposent, et, en tout cas, avec l'obligation de les retourner lorsque les documents envoyés sont des originaux et non des expéditions authentiques.

Article 20.

Le présent traité restera en vigueur pendant une période de six mois après que l'un des deux gouvernements aura notifié à l'autre, en bonne et due forme, son désir d'y mettre fin.

Article 21.

Le présent traité sera approuvé et ratifié conformément à la Constitution de chacun des deux pays, et les instruments de ratification seront échangés à Mexico le plus tôt possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé en double exemplaire, à Mexico, le vingt-trois octobre mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) Narciso GARAY.

(Signé) G. ESTRADA.

PROTOCOLE

Il est également convenu que si la Convention multilatérale sur le droit international privé que les deux Parties contractantes ont signée à La Havane le 20 février de l'année en cours est ratifiée par elles, cette dernière convention prévaudra, en cas de divergence, sur les dispositions du présent traité.

Fait à Mexico, le vingt-trois octobre mil neuf cent vingt-huit.

(Signé) Narciso GARAY.

(Signé) G. ESTRADA.

existence in the other country, application for it shall be made through the diplomatic channel, and shall be complied with unless there are special reasons to the contrary; in any case, the documents despatched must be returned when they are originals and not certified copies.

Article 20.

The present Treaty shall remain in force for a period of six months after one of the two Governments has notified the other in due form of its desire to bring it to an end.

Article 21.

The present Treaty shall be approved and ratified in accordance with the Constitution of each of the two countries, and the instruments of ratification shall be exchanged at Mexico City as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed it in duplicate at Mexico City, this twenty-third day of October, nineteen hundred and twenty-eight.

(Signed) Narciso GARAY.

(Signed) G. ESTRADA.

PROTOCOL.

It is further agreed that, should the multilateral Convention relating to private international law which the two Contracting Parties signed at Havana on February 20th of the present year be ratified by them, the said Convention shall take precedence of the provisions of the present Treaty, in the case of any difference between them.

Done at Mexico City, this twenty-third day of October, nineteen hundred and twenty-eight.

(Signed) Narciso GARAY.

(Signed) G. ESTRADA.

N° 4519.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ISLANDE**

Arrangement relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Reykjavik, le 11 octobre 1938, et à Washington, le 31 octobre 1938.

Texte officiel anglais communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 février 1939.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND ICELAND**

Agreement concerning the Exchange of Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Reykjavik, October 11th, 1938, and at Washington, October 31st, 1938.

English official text communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place February 8th, 1939.

No. 4519. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ICELAND CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST. SIGNED AT REYKJAVIK, OCTOBER 11TH, 1938, AND AT WASHINGTON, OCTOBER 31ST, 1938.

The undersigned, provided with full powers by their respective Governments, have by mutual consent and subject to ratification by the competent superior authorities, drawn up the following Agreement :

Article I. — OBJECT OF THE AGREEMENT.

Between the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) and Iceland, there may be exchanged, under the denomination of parcel post, parcels up to the maximum weight and the maximum dimensions indicated in the Regulations of Execution.

Article II. — TRANSIT PARCELS.

1. Each Postal Administration guarantees the right of transit through its service, to or from any country with which it has parcel-post communication, of parcels originating in, or addressed for delivery in the service of, the other contracting Administration.

2. Each Postal Administration shall inform the other to which countries parcels may be sent through it as intermediary, and the amount of the charges due to it therefor, as well as other conditions.

3. To be accepted for onward transmission, parcels sent by one of the contracting Administrations through the service of the other Administration must comply with the conditions prescribed from time to time by the intermediate Administration.

Article III. — POSTAGE AND FEES.

1. The Administration of origin is entitled to collect from the sender of each parcel the postage and the fees for requests for information as to the disposal of a parcel made after it has been posted, and also, in the case of insured parcels, the insurance fees and the fees for return receipts that may from time to time be prescribed by its regulations.

2. Except in the case of returned or redirected parcels, the postage and such of the fees mentioned in the preceding section as are applicable must be prepaid.

Article IV. — PREPARATION OF PARCELS.

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and the protection of the contents as set forth in the Regulations of Execution.

Article V. — PROHIBITIONS.

1. The following articles are prohibited transmission by parcel post :

(a) A letter or a communication having the nature of a letter. Nevertheless, it is permitted to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which

¹ Came into force September 1st, 1938.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4519. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ISLANDE RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A REYKJAVIK, LE 11 OCTOBRE 1938, ET A WASHINGTON, LE 31 OCTOBRE 1938.

Les soussignés, munis des pleins pouvoirs de leurs gouvernements respectifs, ont, d'un commun accord et sous réserve de la ratification des autorités supérieures compétentes, établi l'arrangement ci-dessous :

Article premier. — OBJET DE L'ARRANGEMENT.

Il peut être échangé entre les États-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Porto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï) et l'Islande, sous la dénomination de colis postaux, des colis dont le poids et les dimensions ne devront pas dépasser le maximum fixé dans le règlement d'exécution.

Article II. — COLIS EN TRANSIT.

1. Chaque administration postale garantit le droit de transit, par l'intermédiaire de son service, à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elle échange des colis postaux, aux colis dont le lieu d'origine ou de destination est situé dans le ressort de l'autre administration contractante.

2. Chaque administration postale portera à la connaissance de l'autre les pays vers lesquels des colis peuvent être envoyés par son intermédiaire ainsi que le montant des taxes qui lui sont dues pour ces services et toutes autres conditions.

3. Les colis envoyés par l'une des administrations contractantes, par l'intermédiaire des services de l'autre administration, ne seront acceptés pour être acheminés vers leur destination que s'ils satisfont aux conditions que l'administration intermédiaire pourra fixer de temps à autre.

Article III. — AFFRANCHISSEMENT ET DROITS.

1. L'administration du pays d'origine a le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis les frais d'affranchissement, les droits relatifs à toute demande de renseignements concernant le sort d'un colis présentée postérieurement au dépôt et, dans le cas de colis avec valeur déclarée, les frais d'assurance et la taxe d'avis de réception, tels qu'ils peuvent être fixés de temps à autre par ses règlements.

2. Sauf pour les colis retournés à l'expéditeur ou réexpédiés, l'acquittement préalable de la taxe de port et, le cas échéant, des droits mentionnés au paragraphe précédent, sera obligatoire.

Article IV. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Les colis devront être emballés d'une manière qui corresponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu, ainsi qu'il est spécifié dans le règlement d'exécution.

Article V. — INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'expédier par colis postaux les articles suivants :

a) Une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre. Néanmoins, il sera permis d'insérer dans un colis une facture ouverte, réduite à ses énonciations

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1938.

constitute an invoice, and also a simple copy of the address of the parcel, that of the sender being added.

(b) An enclosure which bears an address different from that placed on the cover of the parcel.

(c) Any live animal, except leeches.

(d) Any article the admission of which is forbidden by the Customs or other laws or regulations in force in either country.

(e) Any explosive or inflammable article and, in general, any article the conveyance of which is dangerous, including articles which from their nature or packing may be a source of danger to postal employees or may soil or damage other articles.

(f) Articles of an obscene or immoral nature.

(g) It is, moreover, forbidden to send coin, bank notes, currency notes, or any kind of securities payable to bearer; platinum, gold, or silver (whether manufactured or unmanufactured); precious stones, jewelry, or other precious articles in uninsured parcels.

If a parcel which contains coin, bank notes, currency notes, or any kind of securities payable to bearer; platinum, gold, or silver (whether manufactured or unmanufactured); precious stones, jewelry, or other precious articles is sent uninsured, it shall be placed under insurance by the country of destination and treated accordingly.

2. If a parcel contravening any of these prohibitions is handed over by one Administration to the other, the latter shall proceed in accordance with its laws and inland regulations. Explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures, and other articles injurious to public morals, may be destroyed on the spot by the Administration which finds them in the mails.

The fact that a parcel contains a letter or a communication having the nature of a letter may not, in any case, entail return of the parcel to the sender. The letter is, however, marked for collection of postage due from the addressee at the regular rate.

The two Administrations advise each other by means of the List of Prohibited Articles published by the International Bureau of the Universal Postal Union of all prohibited articles. However, they do not on that account assume any responsibility towards the Customs or police authorities, or the sender.

Article VI. — INSURANCE.

Parcels may be insured up to the amount of 500 gold francs or its equivalent in the currency of the country of origin. However, the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries may, by mutual consent, increase or decrease this maximum amount of insurance.

A parcel cannot give rise to the right to an indemnity higher than the actual value of its contents; but it is permissible to insure it for only part of that value.

Article VII. — INDEMNITY.

1. Except in the cases mentioned in the section following, the Administrations are responsible for the loss of insured parcels mailed in one of the two contracting countries for delivery in the other and for the loss, abstraction of, or damage to their contents or a part thereof.

The sender or other rightful claimant is entitled on this account to an indemnity corresponding to the actual amount of the loss, abstraction, or damage. The amount of indemnity is calculated on the basis of the actual value (current price or, in the absence of current price, the ordinary estimated value) at the time and place of mailing the parcel, provided in any case that the indemnity shall not exceed the amount for which the parcel was insured and on which the insurance fee has been collected, or the maximum of 500 gold francs.

constitutives, ainsi qu'une simple copie de l'adresse qui figure sur le colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

- b) Un pli portant une autre adresse que celle qui figure sur l'emballage du colis.
- c) Des animaux vivants, à l'exception des sangsues.
- d) Tout article dont l'admission est interdite par les règlements douaniers ou d'autres lois et règlements en vigueur dans l'un ou l'autre pays.
- e) Des explosifs ou matières inflammables et, d'une manière générale, tous objets dont le transport est dangereux, y compris ceux qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent être une source de danger pour les employés des postes ou peuvent souiller ou endommager d'autres objets.
- f) Des objets obscènes ou immoraux.
- g) Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, des billets de banque, du papier-monnaie ou toutes autres valeurs payables au porteur ; du platine, de l'or ou de l'argent (manufacturés ou non) ; des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux, dans des colis sans valeur déclarée.

Tout colis contenant des pièces de monnaie, des billets de banque, du papier-monnaie ou toutes autres valeurs payables au porteur ; du platine, de l'or ou de l'argent (manufacturés ou non) ; des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux, qui sera envoyé sans déclaration de valeur sera soumis au régime des colis avec valeur déclarée par le pays de destination et traité comme tel.

2. Lorsque des colis tombant sous le coup des interdictions précitées seront remis par l'une des administrations à l'autre, cette dernière en disposera d'après ses lois et règlements intérieurs. Les explosifs ou articles inflammables, ainsi que les publications, gravures et autres articles contraires aux bonnes mœurs, peuvent être détruits sur place par l'administration qui en a constaté la présence.

Le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi du colis à l'expéditeur. La lettre, cependant, sera munie de la surcharge en vue de la perception, auprès du destinataire, des frais réguliers d'affranchissement.

Les deux administrations s'aviseront mutuellement, au moyen de la liste des articles prohibés publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle, de tous les articles interdits. Elles ne sauraient cependant assumer, à ce titre, aucune responsabilité vis-à-vis des douanes ou des autorités de police, ou vis-à-vis de l'expéditeur.

Article VI. — DÉCLARATION DE VALEUR.

Les colis postaux peuvent être envoyés en valeur déclarée jusqu'à concurrence de 500 francs-or ou de l'équivalent dans la monnaie du pays d'origine. Cependant, les chefs des administrations postales des deux pays contractants pourront, d'un commun accord, augmenter ou diminuer ce maximum.

Un colis postal ne peut donner droit à une indemnité supérieure à la valeur effective de son contenu. Toutefois, il est permis de ne l'assurer que pour une fraction seulement de cette valeur.

Article VII. — INDEMNITÉS.

1. Sauf dans les cas mentionnés au paragraphe suivant, les administrations répondent de la perte des colis avec valeur déclarée, expédiés par l'un des deux pays contractants à destination de l'autre, ainsi que de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur ou toute autre personne qualifiée a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Cette indemnité est calculée sur la base de la valeur effective du colis (prix courant ou, en l'absence de prix courant, valeur ordinaire d'estimation) à l'époque et au lieu de l'expédition et ne peut, en aucun cas, dépasser la valeur qui a été déclarée pour le colis et sur laquelle les droits d'assurance ont été payés, ou le maximum de 500 francs-or.

In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the sender is entitled to return of the postal charges, if claimed. However, the insurance fees are not returned in any case.

In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved, no indemnity will be paid by either country for the loss of transit parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries or parcels originating in one of the two contracting countries and destined for a country not participating in this Agreement.

When an insured parcel originating in one country and addressed for delivery in the other is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country at the request of the sender or addressee, the party entitled to the indemnity in case of loss, rifling, or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim in such cases only to the indemnity which the country where the loss, rifling, or damage occurred consents to pay, or which that country is obliged to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limits of the present Agreement.

2. The Administrations are relieved from all responsibility :

(a) In case of parcels of which the addressee has accepted delivery without reservation.

(b) In case of loss or damage through *force majeure*, although either Administration may at its option and without recourse to the other Administration pay indemnity for loss or damage due to *force majeure*, even in cases where the Administration of the country in the service of which the loss or damage occurred recognizes that the damage was due to *force majeure*.

(c) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through *force majeure*.

(d) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or the addressee, or the representative of either ; or when it is due to the nature of the article.

(e) For parcels which contain prohibited articles.

(f) In case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, shall declare the contents to be above their real value ; this rule, however, shall not prejudice any legal proceedings necessitated by the legislation of the country of origin.

(g) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents.

(h) When no inquiry or application for indemnity has been made by the claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

(i) For parcels which contain matter of no intrinsic value or perishable matter, or which did not conform to the stipulations of this Agreement, or which were not posted in the manner prescribed ; but the country responsible for the loss, rifling, or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

3. No compensation shall be given for indirect loss or loss of profits of any parcel transmitted under this Agreement.

4. The payment of compensation for an insured parcel shall be made to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting from the day following that on which the application is made.

However, the paying Postal Administration may exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

5. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the second paragraph of the foregoing section, the Postal Administration which undertakes payment of

Dans le cas où une indemnité est due pour la perte d'un colis ou pour la destruction ou la spoliation de la totalité de son contenu, l'expéditeur a droit à la restitution des taxes postales acquittées, s'il les réclame. Cependant, les droits d'assurance ne sont, en aucun cas, remboursés.

En l'absence d'un accord contraire spécial entre les pays intéressés, il ne sera pas versé d'indemnité par l'un ou l'autre des deux pays pour la perte de colis en transit dont le lieu d'expédition est situé dans un pays non partie au présent arrangement et le lieu de destination dans l'un des deux pays contractants, ou de colis dont le lieu d'origine est situé dans l'un des deux pays contractants et le lieu de destination dans un pays non partie au présent arrangement.

Dans le cas où un colis avec valeur déclarée expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre est réexpédié de ce dernier dans un troisième pays ou est renvoyé dans un troisième pays sur la demande de l'expéditeur ou du destinataire, la partie qui a droit à l'indemnité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie, survenant après que le colis a été réexpédié ou renvoyé par le pays de première destination, ne peut réclamer que l'indemnité que le pays où s'est produite la perte, la spoliation ou l'avarie consent à payer ou est obligé de payer en vertu d'un accord conclu entre les pays directement intéressés à la réexpédition ou au renvoi. Si l'un ou l'autre des deux pays signataires du présent arrangement expédie à tort dans un troisième pays un colis avec valeur déclarée, il sera responsable vis-à-vis de l'expéditeur, au même titre que le pays d'origine, c'est-à-dire dans les limites du présent arrangement.

2. Les administrations déclinent toute responsabilité :

a) Dans le cas de colis dont le destinataire a accepté la livraison sans formuler de réserve ;

b) Lorsqu'il y a eu perte ou avarie résultant d'un cas de force majeure, quoique l'une ou l'autre des deux administrations ait la faculté, et sans recourir à l'autre administration, de verser une indemnité pour toute perte ou avarie due à un cas de force majeure, même si l'administration du pays dans le service duquel s'est produite la perte ou l'avarie reconnaît que cette perte ou cette avarie était due à un cas de force majeure ;

c) Lorsqu'elles sont dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure ;

d) Lorsque l'avarie a été causée par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou du destinataire ou de leur représentant, ou bien lorsqu'elle est due à la nature de l'objet ;

e) Dans le cas de colis contenant des objets prohibés ;

f) Dans le cas où l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée, dans une intention frauduleuse, déclare une valeur supérieure à la valeur réelle du contenu, sans préjudice, cependant, de toutes poursuites judiciaires prévues par la législation du pays d'origine ;

g) Dans le cas de colis saisis par la douane pour fausse déclaration du contenu ;

h) Dans le cas où l'intéressé ou son représentant n'aura adressé aucune réclamation ou demande d'indemnité dans le délai d'un an à dater du lendemain du jour de l'expédition du colis avec valeur déclarée ;

i) Dans le cas de colis contenant des objets sans valeur intrinsèque ou des marchandises périssables ou de colis non conformes aux dispositions du présent arrangement ou de colis qui n'ont pas été déposés au bureau de poste de la manière prescrite ; toutefois, le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie pourra accorder une indemnité pour lesdits colis sans recourir à l'autre administration.

3. Il ne sera pas accordé d'indemnité pour dommages indirects ou bénéfices non réalisés dans le cas de colis transmis aux termes du présent arrangement.

4. L'indemnité due pour un colis avec valeur déclarée sera versée à l'ayant droit le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

Toutefois, l'administration postale payante peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année si, à l'expiration de ce délai, elle n'a pas été en mesure d'établir ce qu'est devenu le colis en question ni de déterminer la responsabilité engagée.

5. Sauf dans les cas où le paiement a été différé à titre exceptionnel, ainsi qu'il est prévu au deuxième alinéa du paragraphe précédent, l'administration postale à laquelle incombe le paiement

compensation is authorized to pay indemnity on behalf of the office which, after being duly informed of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

6. The obligation of paying the indemnity shall rest with the Postal Administration to which the mailing office is subordinate ; provided that in cases where the indemnity is paid to the addressee in accordance with the second paragraph of the first section, it shall rest with the Postal Administration of destination.

The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

7. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the Postal Administration which, having received the parcel without making any observation and being furnished all necessary particulars for inquiry, is unable to show its proper disposition.

8. Responsibility for loss, abstraction, or damage of an insured parcel discovered by the receiving exchange office at the time of opening the receptacles and duly notified to the dispatching exchange office by bulletin of verification shall fall upon the Postal Administration to which the dispatching exchange office is subordinate, unless it be proved that the damage occurred in the service of the receiving Administration.

9. If the loss, abstraction, or damage has occurred in course of conveyance without its being possible to ascertain in which service the irregularity took place, the Postal Administrations concerned bear the loss in equal shares.

10. The Postal Administration responsible or on whose account payment is made in accordance with section 5 is bound to repay to the country making payment on its behalf, without delay and within not more than six months after receiving notice of payment, the amount of indemnity paid.

11. Repayments are to be made free of cost to the creditor Administration by means of either money order or a draft, in money valid in the creditor country, or by such other means as may be mutually agreed upon by correspondence.

12. The responsibility of properly enclosing, packing, and sealing insured parcels rests upon the sender, and the postal service of neither country will assume liability for loss, rifling, or damage arising from defects which may not be observed at the time of posting.

13. The Postal Administrations of the two contracting countries will not be responsible for the loss, abstraction, or damage of an ordinary parcel ; but either Administration is at liberty to pay indemnity for the loss, abstraction, or damage which may occur in its service, without recourse to the other Administration.

Article VIII. — CERTIFICATE OF MAILING. RECEIPTS.

On request made at the time of mailing an ordinary (uninsured) parcel, the sender will receive a certificate of mailing from the post office where the parcel is mailed, on a form provided for the purpose ; and each country may fix a reasonable fee therefor.

The sender of an insured parcel receives without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article IX. — RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain an advice of delivery on payment of such additional charge, if any, as the country of origin of the parcel shall stipulate and under the conditions laid down in the Regulations.

2. A fee may be charged at the option of the country of origin on a request for information as to the disposal of an ordinary parcel and also of an insured parcel made after it has been posted if the sender has not already paid the special fee to obtain an advice of delivery.

est autorisée à verser l'indemnité pour le compte de l'administration qui, après avoir été dûment avisée de la demande d'indemnité, a laissé s'écouler neuf mois sans régler l'affaire.

6. Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration postale dont relève le bureau expéditeur. Toutefois, dans les cas où l'indemnité doit être versée au destinataire, conformément au deuxième alinéa du premier paragraphe, le paiement incombe à l'administration postale du pays de destination.

L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

7. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour un colis avec valeur déclarée incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis sans faire de réserve et étant mise en possession de tous les moyens nécessaires d'investigation, ne peut établir qu'elle a disposé de ce colis comme il convenait.

8. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée est constatée par le bureau d'échange destinataire au moment de l'ouverture des sacs postaux et dûment notifiée au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification, la responsabilité incombera à l'administration postale dont relève le bureau d'échange expéditeur, à moins qu'il ne soit prouvé que l'irrégularité s'est produite dans le service de l'administration qui a reçu le colis.

9. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir dans quel service le fait a eu lieu, les administrations postales intéressées supporteront la perte par parties égales.

10. L'administration postale responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué, conformément au paragraphe 5, est tenue de rembourser sans délai et au plus tard dans les six mois suivant la notification du paiement, le montant de l'indemnité au pays qui a effectué le paiement pour son compte.

11. Les remboursements sont effectués sans frais pour l'administration créditrice, soit par mandat de poste, soit par traite, en monnaie ayant cours dans le pays créateur, soit par tout autre moyen qui aura pu être convenu par un échange de correspondance.

12. C'est à l'expéditeur qu'il incombe de veiller à ce que les colis avec valeur déclarée soient emballés, fermés et scellés comme il convient. Les deux administrations n'assument aucune responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie résultant de défauts qui auraient pu échapper à l'attention lors du dépôt du colis.

13. Les administrations postales des deux pays contractants ne répondent pas de la perte, de la spoliation ou de l'avarie d'un colis ordinaire ; toutefois, chaque administration a la faculté de verser une indemnité pour toute perte, spoliation ou avarie survenue dans son service, sans recourir à l'autre administration.

Article VIII. — CERTIFICAT DE DÉPÔT. REÇUS.

L'expéditeur pourra se faire délivrer, sur demande, au moment du dépôt d'un colis ordinaire (sans valeur déclarée), par le bureau où le colis est déposé, un certificat de dépôt qui sera établi sur une formule spéciale prévue à cet effet ; chaque pays pourra fixer un droit raisonnable pour la délivrance dudit certificat.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article IX. — AVIS DE RÉCEPTION ET RÉCLAMATIONS.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception du colis contre paiement, le cas échéant, des droits supplémentaires fixés par le pays d'origine et dans les conditions stipulées dans le règlement d'exécution.

2. Le pays d'origine aura la faculté de percevoir un droit pour toute réclamation relative au sort d'un colis ordinaire ou d'un colis avec valeur déclarée, adressée postérieurement au dépôt du colis, à moins que l'expéditeur n'ait déjà acquitté la taxe spéciale afférente à l'avis de réception.

3. A fee may also be charged at the option of the country of origin in connection with any complaint of any irregularity which *prima facie* was not due to the fault of the Postal Service.

Article X. — RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be changed. The Postal Administration of the country of origin may collect and retain for this service the charge fixed by its regulations. Requests for recall or change of address of parcels to be delivered in the United States of America shall be addressed to the Central Administration at Washington; those relating to parcels for delivery in Iceland shall be addressed to the office of destination of the parcel.

Article XI. — CUSTOMS CHARGES.

The parcels are subject to all Customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel in accordance with the Customs regulations.

Article XII. — CUSTOMS CHARGES TO BE CANCELLED.

The Customs charges on parcels sent back to the country of origin or redirected to another country shall be cancelled both in Iceland and in the United States of America.

Article XIII. — FEE FOR CUSTOMS CLEARANCE.

The office of delivery may collect from the addressee either in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 gold centimes per parcel.

Article XIV. — DELIVERY TO THE ADDRESSEE. FEE FOR DELIVERY AT THE PLACE OF ADDRESS.

Parcels are delivered to the addressees as quickly as possible in accordance with the conditions in force in the country of destination. That country may collect in respect of delivery of parcels to the addressee a fee not exceeding 50 gold centimes per parcel. The same fee may be charged, if the case arises, for each presentation after the first at the addressee's residence or place of business.

Article XV. — WAREHOUSING CHARGE.

The country of destination is authorized to collect the warehousing charge fixed by its legislation for parcels addressed "Poste Restante" or which are not claimed within the prescribed period. This charge may in no case exceed 5 gold francs.

Article XVI. — MISSENT PARCELS.

Ordinary parcels, when missent, are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration. They must not be charged with Customs or other charges by that Administration. Insured parcels, when missent, may not be reforwarded to their destination except as insured mail. If this is impossible, they must be returned to origin.

When the reforwarding involves return of the parcel to the office of origin, the retransmitting Administration refunds to that office the credits received and reports the error by a bulletin of verification.

When the reforwarding involves dispatch of a parcel to a third country and if the amount credited to the retransmitting Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration recovers the amount of the deficiency by claiming it from the exchange office from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a bulletin of verification.

3. Le pays d'origine aura également la faculté de percevoir un droit dans le cas de réclamation pour une irrégularité dont, à première vue, le service postal n'est pas responsable.

Article X. — RETRAIT ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'aura pas été remis au destinataire, l'expéditeur pourra le faire retirer ou en faire modifier l'adresse. L'administration postale du pays d'origine peut percevoir et conserver pour ce service les droits fixés par ses règlements. Les demandes de retrait ou de modification d'adresse des colis qui doivent être délivrés aux Etats-Unis d'Amérique seront envoyées à l'administration centrale à Washington ; celles qui ont trait à des colis qui doivent être délivrés en Islande seront envoyées au bureau de destination du colis.

Article XI. — DROITS DE DOUANE.

Les colis sont soumis à tous les lois et règlements de douane en vigueur dans le pays de destination. Les droits exigibles en vertu de ces lois et règlements sont perçus sur les destinataires, lors de la remise des colis, conformément aux règlements douaniers.

Article XII. — ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les droits de douane sur les colis renvoyés au pays d'origine ou réexpédiés dans un autre pays seront annulés aussi bien en Islande qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

Article XIII. — DROIT DE DÉDOUANEMENT.

Le bureau destinataire peut percevoir sur le destinataire, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant au maximum à cinquante centimes-or par colis.

Article XIV. — REMISE AU DESTINATAIRE. DROIT DE REMISE A DOMICILE.

Les colis sont remis aux destinataires dans le plus bref délai possible, conformément aux dispositions en vigueur dans le pays de destination. Ce pays peut percevoir, pour la remise des colis aux destinataires, un droit fixé au maximum à cinquante centimes-or par colis. Le même droit est applicable, le cas échéant, à toute présentation autre que la première, faite au domicile du destinataire ou au siège de son entreprise.

Article XV. — DROIT DE MAGASINAGE.

Le pays de destination est autorisé à percevoir le droit de magasinage fixé par sa législation pour les colis adressés « poste restante » ou non retirés dans les délais prescrits. Ce droit ne peut en aucun cas excéder cinq francs-or.

Article XVI. — COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis ordinaires acheminés dans une fausse direction seront réexpédiés à leur véritable destination par la voie la plus directe que puisse utiliser l'administration qui effectue la réexpédition. Ils ne doivent être grevés d'aucun droit de douane ou autre par cette administration. Les colis avec valeur déclarée acheminés dans une fausse direction ne peuvent être réexpédiés sur leur destination que comme colis avec valeur déclarée. Si cela est impossible, ils seront retournés au bureau d'origine.

Lorsque la réexpédition comporte le renvoi du colis au bureau d'origine, l'administration qui retransmet le colis rembourse audit bureau les bonifications reçues et signale l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Lorsque la réexpédition du colis comporte son envoi dans un tiers pays et que le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qu'elle doit payer, l'administration réexpéditrice recouvre la différence sur le bureau d'échange d'où le colis acheminé dans une fausse direction a été reçu directement. La raison de cette opération est notifiée à ce dernier au moyen d'un bulletin de vérification.

Article XVII. — REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination, at the request of either the sender or the addressee.

For parcels redirected in its territory, the Postal Administration of the country of destination may collect the additional charges fixed by its internal regulations. These charges shall not be cancelled even if the parcel is returned to origin or is reforwarded to another country.

2. A parcel may be redirected out of the country of original address only at the sender's or the addressee's request and provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance. Insured parcels shall not be redirected to another country except as insured mail.

New postage as well as new insurance fees, in the case of insured parcels, may, if not prepaid, be collected upon delivery.

The sender is entitled to forbid any redirection, by means of a suitable entry on the dispatch note and on the parcel.

Article XVIII. — SALE OR DESTRUCTION.

1. Articles liable to deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality, for the benefit of the right party.

If a sale is impossible for any reason, the spoilt or worthless articles shall be destroyed. The sale or destruction shall be recorded and report made to the Postal Administration of the country of origin.

2. After the expiration of thirty days from the date of receipt at the office of destination, undeliverable parcels which the sender has marked " Abandon " may be sold at auction or otherwise disposed of as provided by the legislation of the country of destination. When insured parcels are involved, proper record will be made and the Administration of the country of origin notified as to the disposition made of the parcels. The Administration of the country of origin shall also be notified when, for any other reason, an insured parcel which is not delivered is not returned to the country of origin.

Article XIX. — NON-DELIVERY.

1. The sender of a parcel may make a request at the time of mailing, as to the disposal of the parcel in the event it is not deliverable as addressed, the particulars of which are set forth in the Regulations.

2. If the sender does not make any request in accordance with the foregoing section, or if the sender's request has not resulted in delivery, undeliverable parcels shall be returned to the sender without previous notification at the expiration of thirty days; while parcels refused by the addressee shall be returned at once.

3. The provisions of Article XX, section 3, shall be applied to a parcel to be returned to the country of origin in consequence of non-delivery.

New postage as well as new insurance fees, in the case of insured parcels may, if not prepaid, be collected from the sender upon return of the parcel.

Article XX. — CHARGES.

1. For each parcel exchanged between the contracting countries, the dispatching office credits to the office of destination, in the parcel bills, the quotas due to the latter, and indicated in the Regulations of Execution.

2. The sums to be paid for a parcel in transit, that is, parcels destined either for a possession or for a third country, are likewise indicated in the Regulations of Execution.

Article XVII. — RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis par suite du changement d'adresse du destinataire dans le territoire du pays de destination peut être faite sur la demande, soit de l'expéditeur, soit du destinataire.

Pour les colis réexpédiés sur son territoire, l'administration postale du pays de destination peut percevoir les taxes supplémentaires fixées par son règlement intérieur. Ces taxes ne seront pas annulées, même si le colis est renvoyé au pays d'origine ou réexpédié sur un autre pays.

2. Un colis ne peut être réexpédié hors du pays de sa première destination qu'à la demande de l'expéditeur ou du destinataire et que s'il remplit les conditions requises pour sa retransmission. Les colis avec valeur déclarée ne pourront être réexpédiés à destination d'un autre pays que comme colis avec valeur déclarée.

Dans le cas de colis avec valeur déclarée, de nouvelles taxes et de nouveaux droits d'assurance peuvent être perçus au moment de la remise du colis, s'ils n'ont pas été acquittés à l'avance.

L'expéditeur a le droit d'interdire toute réexpédition en inscrivant une mention à cet effet sur le bulletin d'expédition et sur le colis.

Article XVIII. — VENTE OU DESTRUCTION.

1. Les objets sujets à détérioration ou corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires, au profit de qui de droit.

Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou sans valeur seront détruits. La vente ou la destruction sera consignée dans un procès-verbal et signalée à l'administration postale du pays d'origine.

2. A l'expiration d'un délai de trente jours à dater du jour de leur réception par le bureau de destination, les colis qui n'auront pu être remis au destinataire et sur lesquels l'expéditeur aura inscrit la mention « à mettre au rebut » pourront être vendus aux enchères ou traités de toute autre manière que la législation du pays de destination aura prévue. Dans le cas de colis avec valeur déclarée, il sera dûment dressé procès-verbal, et l'administration du pays d'origine sera avisée de la manière dont on a disposé du colis. L'administration du pays d'origine sera également avisée lorsque, pour toute autre raison, un colis avec valeur déclarée non remis au destinataire n'est pas retourné au pays d'origine.

Article XIX. — NON-REMISE.

1. Au moment du dépôt d'un colis, l'expéditeur peut indiquer, conformément aux dispositions du règlement d'exécution, de quelle manière son colis doit être traité s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée.

2. Si l'expéditeur n'a pas donné les indications prévues au paragraphe précédent ou si ces indications n'ont pu être suivies pour la remise du colis, les colis non délivrés seront renvoyés à l'expéditeur sans préavis, dans le délai de trente jours ; les colis refusés par le destinataire seront retournés immédiatement.

3. Les dispositions de l'article XX, paragraphe 3, seront applicables à tout colis retourné au pays d'origine par suite de non-remise.

De nouvelles taxes d'affranchissement et de nouveaux droits d'assurance, dans le cas de colis avec valeur déclarée, pourront, s'ils n'ont pas été acquittés à l'avance, être perçus de l'expéditeur au retour du colis.

Article XX. — TAXES.

1. Pour chaque colis échangé entre les pays contractants, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire, sur les feuilles de route, les quotes-parts dues à ce dernier telles qu'elles sont fixées dans le règlement d'exécution.

2. Les sommes à payer pour des colis en transit, c'est-à-dire des colis destinés, soit à une possession, soit à un tiers pays, sont également indiquées dans le règlement d'exécution.

3. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage and new insurance fees (in the case of insured parcels) are collected by the redispaching office, the parcel is treated as if it had originated in that country. Otherwise, the redispaching office recovers from the other office the quota due to it, namely, as the case may be :

- (a) The charges prescribed by section 1 above.
- (b) The charges for reforwarding or return.
- (c) The Customs clearance, delivery, and storage charges provided for by Articles XIII, XIV, and XV.

In case of reforwarding or return to a third country, the accrued charges, that is, such of the charges mentioned in (a), (b), and (c) above as are applicable, shall follow the parcel ; but if the third country concerned refuses to assume the charges because they cannot be collected from the addressee or sender, as the case may be, or for any other reason, they shall be charged back to the country of origin.

In the case of a parcel returned or reforwarded in transit through one of the two Administrations to or from the other, the intermediary Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

Article XXI. — POSTAL CHARGES OTHER THAN THOSE PRESCRIBED NOT TO BE COLLECTED.

The parcels to which this Agreement applies shall not be subject to any postal charges other than those contemplated by the different Articles hereof.

Article XXII. — AIR PARCELS.

The Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have the right to fix by mutual consent the air surtax and other conditions in the case where the parcels are conveyed by the air routes.

Article XXIII. — TEMPORARY SUSPENSION OF SERVICE.

In extraordinary circumstances such as will justify the measure, either Administration may temporarily suspend the parcel-post service, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

Article XXIV. — MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE PRESENT AGREEMENT.

1. Unless they are provided for in the present Agreement, all questions concerning requests for recall or return of parcels, obtaining and disposition of return receipts, and adjustment of indemnity claims in connection with insured parcels shall be governed by the provisions of the Universal Postal Convention and its Regulations of Execution in so far as they are applicable and are not contrary to the foregoing provisions. If the case is not provided for at all, the domestic legislation of the United States of America or of Iceland, or the decisions made by one country or the other, are applicable in the respective country.

2. The details relative to the application of the present Agreement will be fixed by the two Administrations in Regulations of Execution, the provisions of which may be modified or completed by mutual consent by way of correspondence.

3. The two Administrations notify each other mutually of their laws, ordinances, and tariffs concerning the exchange of parcel post as well as of all modifications in rates which may be subsequently made.

3. En cas de réexpédition d'un colis ou de renvoi d'un colis à l'origine, si le bureau réexpéditeur perçoit de nouveaux droits d'affranchissement ou d'assurance (pour les colis avec valeur déclarée), le colis est traité comme s'il provenait de ce pays. Autrement, le bureau réexpéditeur retient sur l'autre la quote-part qui lui revient, c'est-à-dire, suivant le cas :

- a) Les taxes prescrites au paragraphe 1 ci-dessus ;
- b) Les taxes de réexpédition ou de renvoi ;
- c) Les droits de dédouanement, de remise au destinataire et de magasinage prévus par les articles XIII, XIV et XV.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à destination d'un tiers pays, le colis restera grevé des droits encourus, c'est-à-dire des droits mentionnés sous a), b), et c) ci-dessus qui sont applicables ; mais si le tiers pays refuse d'en assumer le paiement parce qu'ils ne pourraient être perçus sur le destinataire ou sur l'expéditeur, selon le cas, ou pour toute autre raison, ces droits retomberont à la charge du pays d'origine.

Dans le cas d'un colis retourné ou réexpédié en transit à travers le territoire de l'une des deux administrations, à destination ou en provenance de l'autre, l'administration intermédiaire pourra également réclamer le paiement de la somme qui lui sera due pour tout transport supplémentaire par terre ou par mer qu'elle aura assuré, en même temps que les sommes dues à toute autre ou à toutes autres administrations intéressées.

Article XXI. — INTERDICTION DE PERCEVOIR DES TAXES POSTALES AUTRES QUE CELLES QUI SONT PRÉVUES PAR LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

Les colis qui font l'objet du présent arrangement ne pourront être soumis à d'autres frais postaux que ceux qui sont prévus par les différents articles dudit arrangement.

Article XXII. — COLIS TRANSPORTÉS PAR AVION.

Les chefs des administrations postales des deux pays contractants ont le droit de fixer, par voie d'accord, une surtaxe spéciale ainsi que d'autres conditions pour le transport des colis par la voie aérienne.

Article XXIII. — SUSPENSION TEMPORAIRE DU SERVICE.

Dans des circonstances extraordinaires justifiant cette mesure, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit en totalité, soit en partie, à condition d'en donner immédiatement avis, par télégraphe en cas de nécessité, à l'autre administration.

Article XXIV. — QUESTIONS NON PRÉVUES DANS LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

1. Sauf dans la mesure où elles sont réglées par le présent arrangement, toutes les questions relatives aux demandes de retrait ou de renvoi des colis ainsi qu'à la délivrance et à l'expédition des avis de réception et à la liquidation des demandes d'indemnités pour colis avec valeur déclarée, seront régies par les dispositions de la Convention postale universelle et de son règlement d'exécution, pour autant que lesdites dispositions soient applicables et ne soient pas contraires aux dispositions précédentes. Si le cas n'est prévu nulle part, la législation nationale des Etats-Unis d'Amérique ou de l'Islande, ou les décisions prises par l'un ou l'autre des deux pays, s'appliqueront dans le pays en question.

2. Les détails relatifs à l'application du présent arrangement seront fixés par les deux administrations dans un règlement d'exécution dont les dispositions pourront être modifiées ou complétées d'un commun accord par échange de lettres.

3. Les deux administrations se communiqueront mutuellement leurs lois, ordonnances et tarifs relatifs à l'échange des colis postaux ainsi que toutes modifications qui pourraient être ultérieurement apportées aux tarifs.

Article XXV. — ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF AGREEMENT.

This Agreement shall become effective on ratification, but pending ratification it may be put into force administratively on a date to be mutually settled between the Administrations of the two countries.

It shall remain in force until one of the Administrations of the two contracting countries has given notice to the other six months in advance of its intention to terminate it.

Done in duplicate and signed at Reykjavik, the 11th day of October 1938 and at Washington, the 31st day of October 1938.

James A. FARLEY,

The Postmaster General of the United States of America.

G. F. HLIDDAL,

The Director General of Posts of Iceland.

DETAILED REGULATIONS

FOR THE EXECUTION OF THE PARCEL POST AGREEMENT.

The following Detailed Regulations for the Execution of the Parcel Post Agreement have been agreed upon by the Chiefs of the Postal Administrations of the United States of America and Iceland. They may be changed from time to time as may be deemed necessary :

Article 1. — LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

The parcels to be exchanged under the provisions of this Agreement may not exceed 44 pounds (20 kilograms) in weight nor the following dimensions :

Greatest length 4 feet (122 centimeters), on condition that parcels over 42 inches (107 centimeters) but not over 44 inches (112 centimeters) long do not exceed 24 inches (61 centimeters) in girth ; that parcels over 44 inches (112 centimeters) but not over 46 inches (117 centimeters) long do not exceed 20 inches (51 centimeters) in girth ; that parcels over 46 inches (117 centimeters) but not over 48 inches (122 centimeters) long do not exceed 16 inches (41 centimeters) in girth ; and that parcels up to 3½ feet (107 centimeters) in length do not exceed 6 feet (183 centimeters) in length and girth combined.

The limit of weight and maximum dimensions stated above may be changed from time to time by agreement made through correspondence.

Article 2. — PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be legibly and correctly written in every case, on the parcel itself when possible, or on a label or tag firmly attached thereto. It is not allowed to write with initials the name and address of the sender or addressee, unless the initials are the adopted trade name of the sender or addressee which is generally understood. Addresses in pencil are also not allowed, except those written with indelible pencil on a previously dampened surface.

A slip bearing the name and address of the sender and addressee must be enclosed in the parcel when the address is written on a label or tag which is not gummed to the parcel. It is advisable that such slips be enclosed in all parcels.

2. Every parcel must be packed in a manner adequate for the length of the journey and the character of the contents, and in such a way as to prevent the contents from damaging other parcels or objects or injuring the postal agents. The packing must protect the contents sufficiently that, in case of rifling, the traces thereof may be easily discovered.

No packing is required for ordinary parcels consisting of a single article, such as pieces of wood, metal, etc., which are not usually packed by the trade.

Article XXV. — ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement prendra effet à dater de sa ratification. Toutefois, dans l'intervalle, il pourra être mis à exécution administrativement à une date à convenir entre les administrations des deux pays.

Il restera en vigueur jusqu'à ce que l'une ou l'autre des administrations des deux pays contractants ait fait connaître à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin.

Fait en double exemplaire et signé à Reykjavik, le 11 octobre 1938, et à Washington, le 31 octobre 1938.

James A. FARLEY,
Directeur général des Postes des Etats-Unis d'Amérique.

G. F. HLIÐDAL,
Directeur général des Postes de l'Islande.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX.

Les chefs des administrations postales des Etats-Unis d'Amérique et de l'Islande ont arrêté le règlement d'exécution ci-dessous de l'Arrangement relatif aux colis postaux. Ce règlement pourra être modifié de temps à autre selon les besoins.

Article premier. — LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

Les colis à échanger aux termes des dispositions du présent arrangement ne devront pas peser plus de 44 livres (20 kilogrammes) ni dépasser les dimensions suivantes :

Plus grande longueur, 4 pieds (122 cm.), à condition que les colis dont la longueur dépasse 42 pouces (107 cm.) mais non 44 pouces (112 cm.) ne mesurent pas plus de 24 pouces (61 cm.) de pourtour ; que les colis dont la longueur dépasse 44 pouces (112 cm.) mais non 46 pouces (117 cm.) ne mesurent pas plus de 20 pouces (51 cm.) de pourtour ; que les colis dont la longueur dépasse 46 pouces (117 cm.) mais non 48 pouces (122 cm.) ne mesurent pas plus de 16 pouces (41 cm.) de pourtour ; et que les colis jusqu'à 3 pieds $\frac{1}{2}$ (107 cm.) de longueur ne dépassent pas 6 pieds (183 cm.), longueur et pourtour réunis.

Les limites de poids et les dimensions maximums fixées ci-dessus pourront être modifiées de temps à autre par un accord conclu au moyen d'un échange de lettres.

Article 2. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire devront être inscrits lisiblement et correctement dans chaque cas sur le colis même, autant que possible, ou sur une étiquette solidement fixée à ce dernier. Les colis sur lesquels le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire ne sont indiqués que par des initiales ne sont pas admis, à moins que ces initiales ne représentent la raison sociale reconnue de l'expéditeur ou du destinataire. Les adresses écrites au crayon ordinaire ne sont pas admises. Toutefois, les adresses pourront être écrites au crayon-encres sur un fond préalablement mouillé.

Dans les colis dont l'adresse est écrite sur une étiquette qui n'est pas adhérente aux colis, on devra insérer une feuille portant le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire. Il est recommandé d'insérer une feuille contenant ces indications dans tous les colis.

2. Chaque colis devra être emballé d'une manière correspondant à la durée du transport et à la nature du contenu et telle que ce dernier ne puisse endommager d'autres colis ou objets ni blesser les agents des postes. L'emballage doit protéger suffisamment le contenu pour qu'en cas de spoliation les traces puissent en être facilement découvertes.

Les colis ordinaires d'une seule pièce, tels que pièces de bois, pièces métalliques, etc., qu'il n'est pas dans les usages du commerce d'emballer, ne nécessiteront pas d'emballage.

Any liquid or any substance which easily liquefies must be packed in a double receptacle. Between the inner receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the outer (box of metal, of strong wood, of strong corrugated cardboard, strong fiberboard, or receptacle of equal strength) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran, or some other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

Powders and dyes in powder form must be packed in lead sealed metal containers which must be enclosed in substantial outer covers, so as to obviate all damage to the accompanying mail matter.

3. Insured parcels must be sealed by means of wax, by lead, or other seals. Ordinary parcels may be sealed at the option of the sender, or careful tying is sufficient as a mode of closing. Either Administration may require a special design or mark of the sender in the sealing of insured parcels mailed in its service, as a means of protection.

The Customs of the country of destination, for the purpose of Customs examination, shall have the right to break the seals. After Customs examination is concluded, the parcels shall be officially resealed.

4. On the address side, each insured parcel must bear a label with the words " Insured " or " Valeur déclarée ", or be stamped or marked with the same words in close proximity to the number given the parcel, and it must also bear an indication of the amount of the insured value mentioned fully and legibly in the currency of the country of origin and in roman letters. This amount must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin and the result of conversion is added below the original description. The amount of the insured value must also be indicated on the Customs declaration.

5. The seals, as well as any kind of labels or stamps, affixed to insured parcels must be so placed as not to hide injuries to the package. Moreover, the labels or stamps must not be folded over two sides of the package so as to cover the edge.

Article 3. — CUSTOMS DECLARATIONS.

1. The sender shall prepare one Customs declaration for each parcel sent from Iceland, and 2 Customs declarations for each parcel sent from the United States of America on a special form provided for the purpose by the country of origin, which Customs declarations shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, actual weight, the sender's name and address, and the name and address of the addressee ; and shall be securely attached to the parcel.

However, as an exception to the foregoing, when more than one parcel is mailed simultaneously by the same sender in one country to the same addressee at the same address in the other country, the sender need prepare only one Customs declaration for the entire shipment in the case of parcels sent from Iceland and 2 Customs declarations for the entire shipment in the case of parcels sent from the United States, which Customs declarations shall show, in addition to the particulars set forth in the preceding paragraph, the total number of parcels comprising the shipment ; and shall be securely attached to one of the parcels. The parcels comprising the entire shipment shall be clearly marked in such case with a fractional number, the numerator of which will indicate in arabic figures the number of the parcel, and the denominator the number of parcels comprising the shipment ; for example, if a single shipment were composed of 15 parcels, each parcel would be numbered respectively $1/15$, $2/15$, $3/15$, etc.

2. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the Customs declarations.

Article 4. — RETURN RECEIPTS.

1. As to a parcel for which a return receipt is asked, the office of origin impresses on the parcel the letters or words " A. R. " or " Avis de réception ". The office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration shall fill out a return receipt

Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en carton ondulé solide ou en carton-fibre solide ou tout autre récipient d'égale résistance) doit être ménagé un espace destiné à être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante en quantité suffisante pour pouvoir absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

Les poudres et les teintures en poudre doivent être emballées dans des boîtes en métal plombées qui seront elles-mêmes enfermées dans des emballages solides de manière à empêcher tout dégât aux autres objets.

3. Les colis avec valeur déclarée seront scellés par des cachets de cire, par des plombs ou par d'autres cachets. Les colis ordinaires pourront être scellés au gré de l'expéditeur, mais un nœud solide suffira comme fermeture. Chaque administration peut exiger, comme moyen de protection, une empreinte ou une marque spéciale de l'expéditeur sur les cachets ou les plombs scellant les colis avec valeur déclarée expédiés dans son service.

L'administration des douanes du pays de destination a le droit de briser les cachets des colis pour examiner le contenu de ces derniers. Après l'examen, les colis doivent être refermés et scellés à nouveau au moyen du cachet de l'administration.

4. Les colis avec valeur déclarée doivent porter, du côté de la suscription, l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » sur une étiquette ou bien apposée au moyen d'un cachet ou inscrite tout près du numéro d'ordre donné aux colis. Ils devront également porter l'indication du montant de la valeur déclarée, dans la monnaie du pays d'origine, libellée en toutes lettres et lisiblement, en caractères latins. Ce montant devra être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine, et le résultat de la conversion sera inscrit au-dessous de l'indication originale. Le montant de la valeur déclarée devra également être indiqué sur la déclaration en douane.

5. Les cachets ainsi que les étiquettes et timbres de toute espèce apposés sur les colis avec valeur déclarée devront être espacés de manière à ne pas pouvoir servir à dissimuler les détériorations de l'emballage. Les étiquettes et les timbres ne doivent pas non plus être repliés des deux côtés de l'emballage de manière à recouvrir les bords.

Article 3. — DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. L'expéditeur établira pour chaque colis expédié d'Islande une déclaration en douane, et pour chaque colis expédié des États-Unis d'Amérique, deux déclarations en douane, sur une formule spéciale fournie à cet effet par le pays d'origine. La déclaration en douane indiquera la nature du colis, la composition exacte et détaillée de son contenu, le montant de sa valeur, la date d'expédition, le poids effectif, le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire ; elle sera solidement attachée au colis.

Toutefois, par dérogation à la disposition précédente, lorsqu'un même expéditeur, dans l'un des deux pays, envoie simultanément plus d'un colis au même destinataire, à la même adresse, dans l'autre pays, il suffit de remplir, pour la totalité de l'envoi, une seule déclaration en douane, dans le cas de colis expédiés d'Islande, et deux déclarations en douane, dans le cas de colis expédiés des États-Unis d'Amérique. La déclaration en douane indiquera, outre les renseignements mentionnés à l'alinéa précédent, le nombre total des colis compris dans l'envoi, et sera solidement fixée à l'un des colis. Dans ce cas, les colis constituant l'envoi seront marqués visiblement d'une fraction, dont le numérateur représentera en chiffres arabes le numéro du colis, et le dénominateur, le nombre de colis compris dans l'envoi. Ainsi, pour un envoi composé de quinze colis, les colis porteront respectivement les fractions $1/15$, $2/15$, $3/15$, etc.

2. Les administrations n'acceptent aucune responsabilité en ce qui concerne l'exactitude des déclarations en douane.

Article 4. — AVIS DE RÉCEPTION.

1. Dans le cas d'un colis pour lequel un avis de réception est demandé, le bureau d'origine doit inscrire sur le colis les initiales « A. R. » ou les mots « Avis de réception ». Le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration expéditrice remplira une formule d'avis de

form and attach it to the parcel. If the form does not reach the office of destination, that office makes out a duplicate.

2. The office of destination, after having duly filled out the return receipt form, returns it free of postage to the address of the sender of the parcel.

3. When the sender applies for a return receipt after a parcel has been posted, the office of origin duly fills out a return receipt form and attaches it to a form of inquiry which is entered with the details concerning the transmission of the parcel and then forwards it to the office of destination of the parcel. In the case of the due delivery of the parcel, the office of destination withdraws the inquiry form, and the return receipt is treated in the manner prescribed in the foregoing paragraph.

Article 5. — RECEPACES.

1. The Postal Administrations of the two contracting countries shall provide the respective bags necessary for the dispatch of their parcels and each bag shall be marked to show the name of the office or country to which it belongs.

2. Bags must be returned empty to the dispatching office by the next mail. Empty bags to be returned are made up in bundles of ten, enclosing nine bags in one. The total number of bags returned shall be entered on the relative parcel bills.

3. In case ten percent of the total number of bags used during the year have not been returned, the value of the missing bags must be repaid to the Administration of origin.

Article 6. — METHOD OF EXCHANGE OF PARCELS.

1. The parcels shall be exchanged in sacks duly fastened and sealed by the offices appointed by agreement between the two Administrations, and shall be dispatched to the country of destination by the country of origin at its cost and by such means as it provides.

2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks from those in which ordinary parcels are contained, and the labels of sacks containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

3. No sack may exceed 40 kilograms (88 pounds) in weight.

Article 7. — BILLING OF PARCELS.

1. The insured parcels and the ordinary parcels are entered in separate parcel bills. The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails, while the duplicate is inserted in one of the sacks. The sack containing the parcel bill is designated by the letter " F " conspicuously marked on the label.

2. The ordinary parcels included in each dispatch sent to the United States of America shall be entered on the parcel bills to show the total number of parcels and the total net weight thereof.

The ordinary parcels included in each dispatch sent to Iceland shall be entered on the parcel bills to show the total number of parcels according to the divisions of weight : (a) up to 1 kilogram (2 pounds), (b) over 1 up to 5 kilograms (11 pounds), (c) over 5 up to 10 kilograms (22 pounds), (d) over 10 up to 15 kilograms (33 pounds), and (e) over 15 up to 20 kilograms (44 pounds).

3. Insured parcels shall be entered individually on the parcel bills. The entries concerning each parcel shall show the insurance number and the name of the office of origin. In the case of parcels sent to the United States of America, the total net weight of all the parcels must also be shown. In the case of parcels sent to Iceland, an indication of the division of weight must also be shown the same as in the case of ordinary parcels.

4. Parcels sent *à découvert* must be entered separately on the parcel bills.

5. Returned or redirected parcels must be entered individually on the parcel bills and must be followed by the word " Returned " or " Redirected " as the case may be. A statement of the charges which may be due on these parcels should be shown in the " Observations " column.

6. The total number of sacks comprising each dispatch must also be shown on the parcel bills.

réception et la fixera au colis. Si cette formule ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établira un duplicata.

2. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule d'avis de réception, la renvoie en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

3. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception d'un colis postérieurement au dépôt, le bureau d'origine remplit la formule appropriée et l'attache à une formule de réclamation où sont mentionnés les détails concernant la transmission du colis, puis l'envoi au bureau de destination du colis. En cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et l'avis de réception est traité de la manière prescrite au paragraphe précédent.

Article 5. — SACS POSTAUX.

1. Les administrations postales des deux pays contractants fourniront les sacs nécessaires au transport de leurs colis, chaque sac portant le nom du bureau ou du pays auquel il appartient.

2. Les sacs seront retournés vides au bureau expéditeur par le courrier suivant. Les sacs vides à retourner seront expédiés par paquets de dix, neuf sacs renfermés dans le dixième. Le nombre total de sacs renvoyés sera signalé sur les feuilles de route correspondantes.

3. Dans le cas où dix pour cent du nombre total des sacs utilisés au cours de l'année n'auraient pas été retournés, la contre-valeur des sacs manquants devra être versée à l'administration d'origine.

Article 6. — MODE D'ÉCHANGE DES COLIS.

1. Les colis seront échangés dans des sacs dûment fermés et scellés par les bureaux désignés par voie d'accord entre les deux administrations, et seront expédiés au pays de destination par le pays d'origine, à ses frais et par les moyens dont il dispose.

2. Les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts de ceux qui contiennent les colis ordinaires, et les étiquettes des sacs contenant les colis avec valeur déclarée porteront les marques distinctives qui seront de temps à autre arrêtées d'un commun accord.

3. Aucun sac ne pourra peser plus de 40 kilogrammes (88 livres).

Article 7. — FEUILLES DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée et les colis ordinaires figureront sur des feuilles de route séparées. Les feuilles de route seront établies en deux exemplaires. L'original sera expédié par le courrier régulier, et le duplicata sera enfermé dans l'un des sacs. Le sac contenant la feuille de route portera la lettre « F » inscrite visiblement sur l'étiquette.

2. Pour les colis ordinaires compris dans un envoi à destination des Etats-Unis d'Amérique, on inscrira sur les feuilles de route le nombre total de colis et leur poids net total.

Pour les colis ordinaires compris dans un envoi à destination de l'Islande, on inscrira sur les feuilles de route le nombre total de colis, d'après les catégories de poids suivantes : *a*) jusqu'à 1 kilogramme (2 livres) ; *b*) plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes (11 livres) ; *c*) plus de 5 kilogrammes jusqu'à 10 kilogrammes (22 livres) ; *d*) plus de 10 kilogrammes jusqu'à 15 kilogrammes (33 livres) ; *e*) plus de 15 kilogrammes jusqu'à 20 kilogrammes (44 livres).

3. Les colis avec valeur déclarée seront inscrits séparément sur les feuilles de route. On indiquera pour chaque colis le numéro d'ordre (*insurance number*) et le nom du bureau d'origine. Dans le cas de colis expédiés à destination des Etats-Unis d'Amérique, le poids net total de tous les colis devra également être indiqué. Dans le cas de colis expédiés à destination de l'Islande, on devra indiquer comme pour les colis ordinaires la catégorie de poids.

4. Les colis envoyés à découvert seront inscrits séparément sur les feuilles de route.

5. Les colis renvoyés ou réexpédiés feront l'objet, sur les feuilles de route, d'une inscription distincte, suivie du mot « Returned » ou « Redirected », selon le cas. Les taxes afférentes à ces colis seront indiquées dans la colonne « Observations ».

6. Le nombre total des sacs constituant chaque envoi devra également être indiqué sur les feuilles de route.

7. Each dispatching exchange office shall number the parcel bills in the upper left-hand corner, commencing each year a fresh series for each exchange office of destination. The last number of the year shall be shown on the parcel bill of the first dispatch of the following year.

8. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one Administration in transit through the other, together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two Administrations.

Article 8. — CHECKING OF PARCELS.

1. The exchange office which has received a parcel mail shall check the parcels and the accompanying bills. If a parcel is missing, or if any other irregularity is noted, it shall be immediately reported to the dispatching exchange office by means of a bulletin of verification. The report of such a serious irregularity as to involve the responsibility of the respective Administrations shall be accompanied by such vouchers as the strings and the wax or lead seals used for closing the bag which contained the parcels, if they are available.

If no report is made by the next mail, it will be assumed that the mail has been received in proper order, until the contrary is proved.

2. If a parcel bill is missing, a duplicate shall be made out and a copy sent to the dispatching exchange office from which the dispatch was received.

3. If any parcel which is in the course of transmission is observed to bear evidence of violation or damage, it must have the facts noted on it and be marked with the stamp of the office making the note; or a document drawing attention to the violation or damage must be forwarded with the parcel.

Article 9. — UNDELIVERED PARCELS.

1. The sender of a parcel may request at the time of mailing that, if the parcel cannot be delivered as addressed it shall be either (a) treated as abandoned, (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination, or (c) returned.

If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the address side of the parcel and on the relative Customs declaration and must be in conformity with or analogous to one of the following forms:

“ If not deliverable as addressed, Abandon.”

“ If not deliverable as addressed, Deliver to

“ If not deliverable as addressed, Return.”

2. The parcels to be returned as undeliverable to the country of origin shall be marked to show the reason for non-delivery.

Article 10. — PAYMENTS.

1. The terminal quotas to be credited by the dispatching office to the office of destination are the following:

I. By Iceland to the United States of America:

(a) Rate by weight:

70 gold centimes per kilogram, based on the bulk net weight of each dispatch.

This rate applies also to parcels for Alaska. The rate is reduced to 35 gold centimes per kilogram for parcels for Puerto Rico, the Virgin Islands, Guain, Samoa, and Hawaii.

(b) Rate by value: (in the case of insured parcels) in addition to the rate by weight:

10 gold centimes per parcel with insured value up to 500 gold francs.

7. Chaque bureau d'échange expéditeur numérotera les feuilles de route à l'angle supérieur gauche, d'après une série annuelle commençant chaque année pour chaque bureau d'échange de destination. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la feuille de route du premier envoi de l'année suivante.

8. La manière exacte de signaler les colis ou les sacs les contenant, expédiés par l'une des administrations en transit par l'intermédiaire de l'autre, ainsi que tous détails concernant la manière de procéder pour les avis à adresser au sujet desdits colis ou sacs et ne figurant pas dans le présent arrangement, seront fixés d'un commun accord au moyen d'un échange de correspondance entre les deux administrations.

Article 8. — VÉRIFICATION DES COLIS.

1. Le bureau d'échange qui a reçu un courrier de colis procède à la vérification des colis et des feuilles de route qui les accompagnent. Si un colis est manquant ou si une autre irrégularité est constatée, le fait sera signalé immédiatement au bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. La notification d'une irrégularité assez grave pour impliquer la responsabilité des administrations respectives sera accompagnée, si possible, de pièces justificatives telles que ficelles et cachets de cire ou de plomb utilisés pour fermer le sac qui contenait les colis.

Si l'n'est signalé aucune irrégularité par le courrier suivant, l'envoi sera considéré, jusqu'à preuve du contraire, comme ayant été trouvé régulier à tous égards.

2. En cas d'absence d'une feuille de route, il sera établi un duplicata dont copie sera envoyée au bureau d'échange qui aura expédié l'envoi.

3. Si l'on constate qu'un colis en cours de transmission porte des traces de violation ou d'avarie, le fait sera signalé sur le colis même, et le bureau ayant fait la constatation apposera également son timbre sur le colis; ou bien un document attirant l'attention sur la violation ou l'avarie devra être transmis avec le colis.

Article 9. — NON-REMISE.

1. L'expéditeur d'un colis peut demander, au moment du dépôt, que si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée, il soit *a)* considéré comme abandonné, *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination, ou *c)* renvoyé.

Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande doit figurer sur le colis, du côté de la suscription, et sur les déclarations en douane correspondantes, et doit être conforme ou analogue à l'une des formules suivantes :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut. »

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... »

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à renvoyer. »

2. Les colis à renvoyer au pays d'origine parce qu'ils n'ont pu être remis à l'adresse indiquée devront porter une mention indiquant la raison pour laquelle ils n'ont pu être délivrés.

Article 10. — PAIEMENTS.

1. Les taxes terminales à bonifier par le bureau expéditeur au bureau de destination sont les suivantes :

I. D'Islande aux Etats-Unis d'Amérique :

a) Taxe d'après le poids :

70 centimes-or par kilogramme, calculée sur le poids net total de chaque envoi.

Cette taxe est également applicable aux colis à destination de l'Alaska. Elle est réduite à 35 centimes-or par kilogramme pour les colis à destination de Porto-Rico, des îles Vierges, de Guam, de Samoa et de Hawaï.

b) Taxe d'après la valeur (pour les colis avec valeur déclarée), à percevoir en sus de la taxe d'après le poids :

10 centimes-or par colis avec valeur déclarée jusqu'à concurrence de 500 francs-or.

II. By the United States of America to Iceland :

(a) Rate by weight :

Up to 1 kilogram	80 gold centimes
From 1 to 5 kilograms	125 gold centimes
From 5 to 10 kilograms	200 gold centimes
From 10 to 15 kilograms	350 gold centimes
From 15 to 20 kilograms	450 gold centimes

(b) Rate by value : (in the case of insured parcels) in addition to the rate by weight :

10 gold centimes per parcel with insured value up to 500 gold francs.

The terminal charges specified above may be reduced or increased on three months' previous notice given by one Administration to the other. The reduction or increase shall hold good for at least one year.

2. The amounts to be allowed for parcels sent from one Administration to the other for onward transmission to a possession of either country or to a third country shall be fixed by the intermediate Administration.

Article 11. — ACCOUNTING.

1. Each Administration shall prepare quarterly an account showing the sums due for parcels sent by the other Administration.

2. These accounts accompanied by the parcel bills and, if any, copies of verification notes relating thereto shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month following the quarter to which they relate.

3. The verification and acceptance of the accounts must be effected as early as possible and the payment resulting from the balance must be made at the latest before the expiration of the following quarter.

4. Payment of the balances due on these accounts between the two Administrations shall be effected by means of drafts on New York, or in any other manner which may from time to time be agreed upon between the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries, the expenses attendant on the payment being at the charge of the indebted Administration.

Article 12. — MISCELLANEOUS NOTIFICATIONS.

The Administrations shall communicate to each other a summary of the provisions of their laws or regulations applicable to the parcels exchanged between the two contracting countries, and other items necessary for carrying out the exchange of parcels.

These Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate and signed at Washington, the 31st day of October 1938 and at Reykjavik, the 11th day of October 1938.

James A. FARLEY,

The Postmaster General of the United States of America.

G. F. HLIÐDAL,

The Director General of Iceland.

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between Iceland and the United States of America concerning the exchange of parcel post in the language (English) in which the original was signed at Reykjavik on October 11th, 1938, and at Washington on October 31st, 1938.

James A. Farley,
Postmaster General.

II. Des Etats-Unis d'Amérique en Islande :

a) Taxe d'après le poids :

Jusqu'à 1 kilogramme.....	80 centimes-or
De 1 à 5 kilogrammes	125 » »
De 5 à 10 kilogrammes	200 » »
De 10 à 15 kilogrammes	350 » »
De 15 à 20 kilogrammes	450 » »

b) Taxe d'après la valeur (pour les colis avec valeur déclarée), à percevoir en sus de la taxe d'après le poids :

10 centimes-or par colis avec valeur déclarée jusqu'à 500 francs-or.

Les taxes terminales susmentionnées pourront être réduites ou augmentées sous réserve d'un préavis de trois mois donné par l'une des deux administrations à l'autre. La réduction ou l'augmentation restera en vigueur pendant une année au moins.

2. Les montants à allouer pour les colis expédiés par l'une des administrations à l'autre pour être acheminés à destination d'une possession de l'un ou l'autre des deux pays, ou à destination d'un tiers pays, seront fixés par l'administration intermédiaire.

Article 11. — COMPTABILITÉ.

1. Chaque administration préparera tous les trimestres un compte indiquant les sommes dues pour les colis expédiés par l'autre administration.

2. Ces comptes, accompagnés des feuilles de route et, s'il y a lieu, des copies des bulletins de vérification y afférents, seront envoyés à l'administration correspondante pour examen dans le courant du mois qui suivra le trimestre auquel ils se rapportent.

3. La vérification et l'acceptation de ces comptes devront s'effectuer dans le plus bref délai possible, et le versement du solde devra avoir lieu au plus tard avant l'expiration du trimestre suivant.

4. Le paiement des soldes dus sur ces comptes entre les deux administrations s'effectuera au moyen de traites sur New-York ou de toute autre manière qui pourra être convenue de temps à autre entre les chefs des administrations postales des deux pays contractants. Les frais afférents aux paiements seront à la charge de l'administration débitrice.

Article 12. — NOTIFICATIONS DIVERSES.

Les administrations se communiqueront l'une à l'autre un résumé des dispositions de leurs lois ou règlements applicables aux colis échangés entre les deux pays contractants et tous autres renseignements nécessaires pour effectuer l'échange des colis.

Le présent règlement entrera en vigueur le jour où l'arrangement relatif aux colis postaux prendra lui-même effet, et il aura la même durée que ledit arrangement.

Fait en double exemplaire et signé à Washington, le 31 octobre 1938, et à Reykjavik, le 11 octobre 1938.

James A. FARLEY,

Directeur général des Postes des Etats-Unis d'Amérique.

G. F. HLIDDAL,

Directeur général des Postes de l'Islande.

N° 4520.

FINLANDE ET POLOGNE

Protocole concernant la collaboration intellectuelle entre les deux pays. Signé à Varsovie, le 14 février 1938.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Finlande près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 16 février 1939.

FINLAND AND POLAND

Protocol regarding Intellectual Co-operation between the Two Countries. Signed at Warsaw, February 14th, 1938.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Finland to the League of Nations. The registration of this Protocol took place February 16th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4520. — PROTOCOLE ¹ CONCERNANT LA COLLABORATION INTELLECTUELLE ENTRE LA FINLANDE ET LA POLOGNE. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 14 FÉVRIER 1938.

No. 4520. — PROTOCOL ¹ REGARDING INTELLECTUAL CO-OPERATION BETWEEN FINLAND AND POLAND. SIGNED AT WARSAW, FEBRUARY 14TH, 1938.

LE MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE FINLANDE et

LE MINISTRE DES CULTES ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE POLOGNE

Ont procédé aujourd'hui à un échange de vues au cours duquel ils ont constaté le désir mutuel de voir se développer et s'intensifier les relations scientifiques, littéraires et artistiques entre la Pologne et la Finlande.

Dans ce but ils se proposent :

1^o De continuer les cours existants de langues des deux nations aux universités de Varsovie et de Helsinki ; à côté de l'enseignement de la langue il faudra, si cela est possible, tenir compte de l'histoire de la culture ;

2^o De créer dans la mesure du possible des sections polonaises et finnoises dans les bibliothèques universitaires de la Pologne et de la Finlande ou bien des Instituts spéciaux ayant pour but le développement des relations mutuelles scientifiques, littéraires et artistiques ;

3^o D'organiser l'échange de professeurs de hautes écoles et d'autres représentants de la vie intellectuelle des deux pays en vue de faire des conférences ou des cours spéciaux ;

4^o De faciliter aux savants et aux étudiants des deux pays les études et les recherches sur la base de la réciprocité ;

5^o De faciliter les voyages ayant pour but une plus profonde connaissance réciproque ;

6^o D'encourager la traduction des œuvres littéraires et scientifiques sur la base de la réciprocité ;

THE MINISTER OF EDUCATION OF FINLAND and

THE MINISTER OF PUBLIC WORSHIP AND EDUCATION OF POLAND

Have proceeded on this day to an exchange of views, during which they have found that there is a mutual desire for the development and strengthening of scientific, literary and artistic relations between Poland and Finland.

To this end it is their intention :

(1) To continue the present courses in the languages of the two nations at the Universities of Warsaw and Helsingfors ; in addition to the teaching of languages, attention shall also be given as far as possible to the history of culture ;

(2) To establish as far as possible Polish and Finnish sections in the University Libraries of Poland and Finland, or special institutes for the purpose of developing scientific, literary and artistic relations ;

(3) To organise exchanges of university professors and other representatives of the intellectual life of the two countries for the purpose of giving lectures or special courses ;

(4) To facilitate study and research by scholars and students of the two countries, on a basis of reciprocity ;

(5) To facilitate travel for the purpose of a more thorough mutual knowledge ;

(6) To encourage the translation of literary and scientific works, on a basis of reciprocity ;

¹ Entré en vigueur le 14 février 1938.

¹ Came into force February 14th, 1938.

7° D'effectuer la revision des manuels d'études utilisés dans les deux pays pour rendre possible une connaissance plus exacte des deux pays ;

8° D'encourager dans leur pays les manifestations artistiques et intellectuelles de l'autre pays (expositions, représentations théâtrales et cinématographiques, concerts, tournées artistiques) ;

9° De faciliter l'échange des publications officielles ainsi que des publications périodiques, éditées par des institutions scientifiques.

Dans le but de coordonner les dispositions tendant au développement des relations intellectuelles entre les deux pays, ils ont l'intention de créer dans chaque pays un comité qui sera chargé de réaliser les dispositions susmentionnées.

Lesdits comités pourront correspondre directement entre eux.

Fait à Varsovie, le 14 février 1938.

Uuno HANNULA.
Wojciech SWIĘTOSŁAWSKI.

Pour copie certifiée conforme :

Eino Westerlung,
Chef des Archives
du Ministère des Affaires étrangères.

(7) To carry out a revision of the textbooks used in the respective countries with a view to rendering possible a more exact knowledge of the two countries ;

(8) To encourage in their respective countries the artistic and intellectual activities of the other country (exhibitions, theatrical and cinematographic performances, concerts, artistic tours) ;

(9) To facilitate the exchange of official publications and of the periodical publications issued by scientific institutions.

For the purpose of co-ordinating the provisions for the development of intellectual relations between the two countries, it is their intention to establish in each country a committee for the purpose of putting these provisions into effect.

The said committees may correspond with each other direct.

Done at Warsaw, this 14th day of February, 1938.

Uuno HANNULA.
Wojciech SWIĘTOSŁAWSKI.

N° 4521.

EQUATEUR ET PAYS-BAS

Traité de commerce et de navigation, signé à
Quito, le 27 mai 1937, et échange de notes
y relatif de la même date.

*Textes officiels français et espagnol communiqués par le ministre des Affaires
étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le
20 février 1939.*

ECUADOR AND THE NETHERLANDS

Treaty of Commerce and Navigation, signed at
Quito, May 27th, 1937, and Exchange of
Notes relating thereto of the same Date.

*French and Spanish official texts communicated by the Netherlands Minister
for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place
February 20th, 1939.*

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 4521. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR ET LE ROYAUME DES PAYS-BAS. SIGNÉ A QUITO, LE 27 MAI 1937.

N^o 4521. — TRATADO¹ DE COMERCIO Y NAVEGACION ENTRE LA REPUBLICA DEL ECUADOR Y EL REINO DE LOS PAISES BAJOS. FIRMADO EN QUITO, EL 27 DE MAYO DE 1937.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SON EXCELLENCE LE CHEF SUPRÊME DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR, également animés du désir d'encore resserrer les liens d'amitié qui unissent le Royaume des Pays-Bas et la République de l'Équateur, et désireux d'affermir et d'étendre les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Monsieur Arnold Theodoor LAMPING, directeur des Accords commerciaux ;

SON EXCELLENCE LE CHEF SUPRÊME DE LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

Monsieur Carlos Manuel LARREA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être montré leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et les impôts accessoires, leur mode de perception, ainsi que la classification et l'interprétation des tarifs et les autres forma-

SU MAJESTAD LA REINA DE LOS PAÍSES BAJOS y SU EXCELENCIA EL ENCARGADO DEL MANDO SUPREMO DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR, igualmente animados del deseo de estrechar más aún los lazos de amistad que unen al Reino de los Países Bajos y a la República del Ecuador, y deseando afirmar y extender las relaciones comerciales y marítimas entre ambos países, han resuelto concluir un Tratado de Comercio y Navegación, y a este efecto han nombrado a sus respectivos Plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD LA REINA DE LOS PAÍSES BAJOS :

al Señor Don Arnold Theodoor LAMPING, Director de los Acuerdos comerciales,

SU EXCELENCIA EL ENCARGADO DEL MANDO SUPREMO DE LA REPÚBLICA DEL ECUADOR :

al Señor Don Carlos Manuel LARREA, Ministro de Relaciones exteriores ;

Quienes, después de exhibir sus Plenos Poderes y hallándose en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo I.

Las Altas Partes contratantes se comprometen a acordarse recíprocamente el tratamiento incondicional e ilimitado de la nación más favorecida en todo lo que se refiere a los derechos de aduana y a los impuestos accesorios, al modo de percepción de los mismos, así como también a la clasificación e interpretación de

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 16 janvier 1939.

Entré en vigueur le 15 février 1939.

En ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et Curaçao, le traité est entré en vigueur le 16 avril 1939.

¹ The exchange of ratifications took place at The Hague, January 16th, 1939.

Came into force February 15th, 1939.

As regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao, the Treaty came into force April 16th, 1939.

lités et surcharges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Article II.

En conséquence les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'une des Hautes Parties contractantes, ne seront en aucun cas assujettis, dans la matière susvisée, durant leur importation dans l'autre pays, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits de la même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

Article III.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas assujettis à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou pourraient être assujettis les produits de la même nature destinés au territoire d'un pays tiers quelconque.

Article IV.

Tous les avantages, faveurs, privilèges ou immunités qui ont été ou pourront être accordés par l'une des Hautes Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un pays tiers ou destinés au territoire d'un pays tiers, seront immédiatement et sans compensation accordés aux produits de la même nature originaires de l'autre Partie ou destinés au territoire de cette Partie.

Article V.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord de s'accorder réciproquement le traitement le plus favorable possible pour tout ce qui concerne les prohibitions et les restrictions à l'importation et à l'exportation, ainsi que pour tout ce qui concerne le régime de contrôle de devises ou n'importe quelle autre mesure qui pourrait entraver le commerce entre les deux pays.

las tarifas y a las demás formalidades y recargos a que pudieran estar sujetas las operaciones concernientes al despacho de aduanas.

Artículo II.

En consecuencia, los productos naturales o manufacturados originarios de una de las Altas Partes contratantes, no estarán en ningún caso sujetos, en las materias aludidas al tiempo de su internación al otro país, a derechos, tasas o cargas distintos o más elevados, ni a reglas o formalidades distintas o más onerosas que aquellos a que están sometidos, o pudieran someterse en lo futuro, los productos de la misma naturaleza originarios de un tercer país cualquiera.

Artículo III.

Asimismo, los productos naturales o fabricados exportados del territorio de una de las Altas Partes contratantes con destino al territorio de la otra Parte, no estarán sujetos en ningún caso a derechos, tasas o cargas distintos o más elevados, ni a reglas o formalidades distintas o más onerosas que aquellos a que están sometidos, o pudieran someterse en lo futuro, los productos similares destinados al territorio de un tercer país cualquiera.

Artículo IV.

Toda ventaja, favor, privilegio o inmunidad acordado o que se acordare por una de las Altas Partes contratantes, en las materias aludidas, a los productos naturales o manufacturados originarios de un tercer país o con destino al territorio de un tercer país, serán acordados inmediatamente y sin compensación a los productos similares originarios de la otra Parte o a los destinados al territorio de esa Parte.

Artículo V.

Las Altas Partes contratantes acuerdan concederse recíprocamente el tratamiento más favorable posible para todo aquello que se refiere a las prohibiciones y restricciones de importación y exportación, así como también a todo lo concerniente al régimen de control de divisas o a cualquiera otra medida que podría dificultar el comercio entre los dos países.

Article VI.

Les Hautes Parties contractantes n'établiront ni ne maintiendront aucune prohibition ni restriction aux importations originaires de, ou aux exportations destinées au territoire de l'autre Partie qui ne serait appliquée aux articles de la même nature originaires de ou destinés au territoire d'un pays tiers. Si une des Parties contractantes établissait des restrictions à l'importation d'un article quelconque, il est entendu que, en fixant la quantité des marchandises autorisées à importer, il sera accordé à l'autre pays une quote-part au moins égale au total de l'importation d'un tel produit, effectuée dans une des dernières trois années, avec la faculté de choisir le montant de l'année la plus favorable des trois années indiquées.

Article VII.

Si une des Hautes Parties contractantes établissait ou maintenait dans une forme quelconque un contrôle du commerce des devises étrangères, ce contrôle devra être appliqué de telle façon qu'il soit garanti dans la répartition des devises au commerce de l'autre Partie l'allocation d'une quote-part juste et équitable et qu'il soit accordé dans cette matière un traitement au moins égal au traitement accordé à un pays tiers quelconque. Ce traitement s'appliquera également à la livraison de devises au cours du change le plus favorable.

Article VIII.

Le Gouvernement des Pays-Bas déclare qu'il n'a pas l'intention de frapper, aussi longtemps que le présent traité sera en vigueur, de droits d'importation la fève de cacao et le café originaires de l'Equateur. Si par des circonstances exceptionnelles le Gouvernement des Pays-Bas se voyait forcé à prendre des mesures contraires à cette intention, il en notifiera en temps opportun le Gouvernement de l'Equateur, afin que de commun accord, une solution favorable aux intérêts équatoriens soit trouvée. Si les circonstances ne permettaient pas même la notification antérieure, le Gouvernement des Pays-Bas communiquera télégraphiquement le Gouvernement de l'Equateur aussitôt que la mesure aura été prise. Dans ce cas le Gouvernement de l'Equateur aura le droit de dénoncer immédiatement le traité, même sans observer les dispositions de l'article XIV.

Artículo VI.

Las Altas Partes contratantes no establecerán ni mantendrán prohibición ni restricción alguna sobre las importaciones originarias del o a las exportaciones con destino al territorio de la otra Parte que no se aplique a los artículos similares originarios de o con destino al territorio de un tercer país. Si una de las Partes contratantes estableciere restricciones para la importación de algún artículo, se conviene que, en la fijación de la cantidad de mercadería que se autorizare importar, se otorgará al otro país una participación por lo menos igual al total de la importación de tal producto hecha en uno de los últimos tres años, pudiendo escogerse el monto del año más favorable de estos tres.

Artículo VII.

Si una de las Altas Partes contratantes estableciere o mantenga en cualquier forma un control del comercio de divisas extranjeras, este control deberá ser aplicado en tal forma que garantice al comercio de la otra Parte el otorgamiento de una cuota justa y equitativa en el reparto de divisas, y que se conceda al menos igual tratamiento en esta materia que a cualquier tercer país. Este tratamiento se aplicará también a la concesión de divisas al tipo de cambio más favorable.

Artículo VIII.

El Gobierno de los Países Bajos declara que no tiene la intención de gravar durante la vigencia de este Tratado con derechos de internación a la almendra del cacao y al café originarios del Ecuador. Si circunstancias excepcionales obligaren al Gobierno de los Países Bajos a adoptar medidas contrarias a este propósito, notificará en tiempo oportuno al Gobierno del Ecuador, a fin de que de común acuerdo se encuentre una solución favorable a los intereses ecuatorianos. Si las circunstancias no permitieren ni la notificación anterior, el Gobierno de los Países Bajos avisará al del Ecuador telegráficamente tan pronto como haya sido tomada la medida. En este caso, el Gobierno del Ecuador tendrá el derecho de denunciar inmediatamente el Tratado, aún sin tomar en cuenta las disposiciones del artículo XIV.

Article IX.

En vue de la circonstance que le bilan commercial est favorable à l'Equateur, le Gouvernement de l'Equateur s'engage à ne pas poser de restrictions ou d'obstacles à l'importation de marchandises néerlandaises de quelque nature qu'elles soient et à accorder le maximum du tarif préférentiel, actuellement représentant un rabais de trente pour cent du tarif général, aux produits originaires du Royaume des Pays-Bas à leur importation en Equateur, pour autant que ceux-ci se trouvent énumérés dans le tarif préférentiel, y compris les concessions de la même nature qui sont ou pourraient être faites à un pays tiers.

Article X.

Conformément à la loi équatorienne y relative, la condition pour que le tarif préférentiel continuera d'être accordé, sera que les exportations de l'Equateur au Royaume des Pays-Bas continuent de dépasser les importations à l'Equateur en provenance du Royaume des Pays-Bas. Si la publication par la Direction générale des Douanes de la République du montant semestriel des échanges commerciaux entre les deux pays démontre que l'excès de ces exportations eu égard aux importations ne laisse pas un solde au profit de l'Equateur, le gouvernement de ce pays pourra cesser d'accorder le tarif préférentiel. Dans ce cas le Gouvernement des Pays-Bas aura le droit de dénoncer immédiatement le présent traité sans observer les stipulations de l'article XIV.

Article XI.

Les navires et bateaux d'un des deux pays, ainsi que leurs cargaisons jouiront inconditionnellement dans l'autre, en ce qui concerne les droits de navigation et de douane, de chargement et de déchargement, et en général pour toutes les formalités et dispositions de quelque nature qu'elles soient, du même traitement que les navires et bateaux, ainsi que leurs chargements, de la nation la plus favorisée. Sont exceptés des dispositions qui précèdent :

1° Le cabotage aux Indes néerlandaises, au Surinam et au Curaçao, matière qui reste exclusivement soumise aux lois et règlements en vigueur dans lesdits territoires ;

Artículo IX.

El Gobierno del Ecuador, en vista de que la balanza comercial le es ventajosa, se compromete a no poner limitación u obstáculos a la importación de mercaderías holandesas de cualquier naturaleza que fueren, y a conceder el máximo de su Tarifa Preferencial, que en la actualidad asciende al treinta por ciento de descuento del Arancel General, a los productos originarios del Reino de los Países Bajos que se importen al Ecuador y que se hallen especificados en la Tarifa Preferencial, con inclusión de las concesiones de esta naturaleza hechas o que se hagan en lo futuro a un tercer país.

Artículo X.

De acuerdo con la respectiva Ley ecuatoriana, será condición para que siga concediendo la Tarifa Preferencial el que las exportaciones del Ecuador al Reino de los Países Bajos se mantengan superiores a las importaciones al Ecuador procedentes del Reino de los Países Bajos. Si al darse a conocer por la Dirección general de Aduanas de la República el monto semestral del intercambio comercial entre los dos países, se notare que el superavit de estas exportaciones sobre las importaciones no deja un balance favorable al Ecuador, el Gobierno de este país podrá suspender el otorgamiento de la Tarifa Preferencial. En este caso el Gobierno de los Países Bajos tendrá el derecho de denunciar inmediatamente el Tratado sin tomar en cuenta las disposiciones del artículo XIV.

Artículo XI.

Los navíos y barcos de uno de los dos países y sus cargamentos gozarán incondicionalmente en el otro, en lo referente a derechos de navegación y aduana, carga y descarga y en general para todas las formalidades y disposiciones de cualquier naturaleza que sean, del mismo tratamiento que los navíos, barcos y sus cargamentos de la nación más favorecida. Se exceptúan de las disposiciones que preceden:

1° El servicio de cabotaje a las Indias holandesas, al Surinam y al Curazao, materia que queda exclusivamente sometida a las leyes y reglamentos en vigor en dichos territorios ;

2° La pêche dans les eaux territoriales des pays respectifs ;

3° Le service maritime dans les ports, rades et plages des Indes néerlandaises, du Surinam et du Curaçao.

Article XII.

Sont exceptées toutefois, des engagements formulés dans les articles précédents, les concessions actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement aux États limitrophes pour faciliter le trafic frontière, ainsi que celles accordées en vertu d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par une des Hautes Parties contractantes.

Article XIII.

Le Royaume des Pays-Bas comprend les Pays-Bas, les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao. Partout où dans le présent traité l'expression « Pays-Bas » est citée, le territoire en Europe est seul visé.

Article XIV.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à La Haye aussitôt que possible. Il entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications, étant entendu qu'en ce qui concerne les Indes néerlandaises, le Surinam et le Curaçao, il entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après ledit échange. Il restera en force une année après la date de l'échange des ratifications. S'il n'est pas dénoncé par une des Hautes Parties contractantes trois mois avant l'expiration de la première année, il restera en vigueur pour une autre période d'un an, renouvelable par tacite reconduction, à moins qu'il ne soit dénoncé avec un préavis de trois mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire en langues française et espagnole à Quito, le vingt-sept mai de l'année mil neuf cent trente-sept.

LAMPING.

C. M. LARREA.

2° La pesca en las aguas territoriales de los respectivos países ;

3° El servicio marítimo a los puertos, radas y playas de las Indias holandesas, de Surinam y de Curazao.

Artículo XII.

Se exceptúan, sin embargo, de los compromisos formulados en los artículos precedentes, las concesiones actualmente acordadas o que se acuerden en lo futuro a los Estados limítrofes para facilitar el tráfico por las fronteras, y también aquellas otorgadas como resultado de una unión aduanera ya concluída o que pudiera concluirse en el porvenir por cualquiera de las Altas Partes contratantes.

Artículo XIII.

El Reino de los Países Bajos comprende los Países Bajos, las Indias holandesas, el Surinam y Curazao. Por lo tanto, cuando en este Tratado se mencione tan sólo los « Países Bajos », significará únicamente el territorio en Europa.

Artículo XIV.

El presente Tratado será ratificado y los instrumentos de ratificación serán canjeados en La Haya en el término lo más corto posible. Entrará en vigor treinta días después del canje de las ratificaciones, siendo entendido que en lo concerniente a las Indias holandesas, al Surinam y al Curazao entrará en vigor noventa días después de dicho canje. Quedará vigente durante un año a partir de la fecha de su perfeccionamiento. Si no fuera denunciado por una de las Altas Partes contratantes tres meses antes de la expiración del primer año, quedará en vigencia por otro período de un año, renovable por tácita reconducción, a menos que fuera denunciado con previo aviso de tres meses.

En fé de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos han firmado el presente Tratado y sellado con sus sellos correspondientes.

Hecho en dos originales, en los idiomas francés y castellano, en Quito, a veinte y siete de mayo de mil novecientos treinta y siete.

(L. S.) LAMPING.

(L. S.) C. M. LARREA.

ÉCHANGE DE NOTES. — CANJE DE NOTAS

I.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

REPUBLICA DEL ECUADOR
MINISTERIO
DE RELACIONES EXTERIORES.

Nº 463.

DIRECCION GENERAL
DE COMERCIO Y DE ASUNTOS CONSULARES.

Asunto : Vigencia provisional
del Tratado comercial con Holanda.

QUITO, 27 de mayo de 1937.

SEÑOR DIRECTOR :

De conformidad con el entendimiento a que se ha llegado en el curso de las negociaciones previas a la firma del Tratado de Comercio y Navegación entre nuestros dos países, respecto a la vigencia provisional de las disposiciones del Tratado, hasta que entre en vigencia este Tratado, cúmpleme proponer a usted que la vigencia provisional comience a regir el 15 de junio próximo.

Quedaré muy reconocido de usted si se digna confirmarme el acuerdo de su Gobierno sobre el particular, a fin de que la Cancillería pueda dar las instrucciones del caso, para que las Aduanas del Ecuador comiencen a otorgar, a partir del 15 de junio próximo, la Tarifa Preferencial a las mercaderías procedentes de Holanda.

Sírvase, Señor Director, aceptar las seguridades de mi distinguida consideración.

C. M. LARREA.

Al Honorable Señor
Don A. Th. Lamping,
Director de los Acuerdos comerciales
de Holanda, Ciudad.

I.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR.
MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Nº 463.

DIRECTION GÉNÉRALE DU COMMERCE
ET DES QUESTIONS CONSULAIRES.

Sujet :
Application provisoire du Traité de
commerce avec les Pays-Bas.

QUITO, le 27 mai 1937.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

Conformément à l'accord intervenu au cours des négociations qui ont précédé la signature du Traité de commerce et de navigation entre nos deux pays, en ce qui concerne l'application provisoire des dispositions de ce traité en attendant son entrée en vigueur, j'ai l'honneur de vous proposer que cette application provisoire ait lieu à partir du 15 juin prochain.

Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me confirmer l'accord de votre gouvernement à ce sujet, afin que la Chancellerie puisse donner les instructions nécessaires pour que les Douanes de l'Équateur commencent à accorder, à partir du 15 juin prochain, le tarif préférentiel aux marchandises en provenance des Pays-Bas.

Veuillez agréer, etc.

C. M. LARREA.

Monsieur A. Th. Lamping,
Directeur des Accords commerciaux
des Pays-Bas,
Quito.

II.

MONSIEUR LE MINISTRE,

QUITO, le 27 mai 1937.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa note d'aujourd'hui Nº 463 dans laquelle Votre Excellence, en se référant à l'accord intervenu durant les négociations qui ont précédé

la signature du Traité de commerce et de navigation entre nos deux pays, a bien voulu me proposer que, en attendant l'entrée en vigueur définitive dudit traité, il soit mis en vigueur à titre provisoire à partir du 15 juin 1937. Votre Excellence me prie encore de lui confirmer que mon gouvernement est d'accord avec sa proposition.

En réponse à sa note, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement peut se rallier à sa proposition et que mon gouvernement prendra les mesures nécessaires pour que le Traité de commerce et de navigation signé aujourd'hui soit mis en vigueur à titre provisoire à partir du 15 juin 1937 jusqu'au moment où il entrera définitivement en vigueur.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

LAMPING.

A Son Excellence
Monsieur Carlos Manuel Larrea,
Ministre des Relations extérieures
de la République de l'Equateur.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4521. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF ECUADOR AND THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS. SIGNED AT QUITO, MAY 27TH, 1937.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS EXCELLENCY THE SUPREME HEAD OF THE REPUBLIC OF ECUADOR, being equally desirous of strengthening still further the bonds of friendship which unite the Kingdom of the Netherlands and the Republic of Ecuador, and of consolidating and extending commercial and maritime relations between the two countries, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and have for that purpose appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Monsieur Arnold Theodoor LAMPING, Director of Trade Agreements ;

HIS EXCELLENCY THE SUPREME HEAD OF THE REPUBLIC OF ECUADOR :

Monsieur Carlos Manuel LARREA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article I.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and accessory charges and the method of their collection and the classification and interpretation of tariffs and other formalities and surcharges to which Customs clearing operations may be subject.

Article II.

Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of one of the High Contracting Parties shall in no case be subject, in respect of the matters aforesaid, when imported into the other country, to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature originating in any third country are or may hereafter be subject.

Article III.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of one of the High Contracting Parties and consigned to the territory of the other Party shall in no case be subject to duties, taxes or charges other or higher, or to regulations or formalities other or more burdensome, than those to which products of the same nature consigned to the territory of any third country are or may hereafter be subject.

Article IV.

All advantages, favours, privileges and immunities which are or may hereafter be accorded by one of the High Contracting Parties in respect of the matters aforesaid to natural or manufactured products originating in a third country, or consigned to the territory of a third country, shall be accorded immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Party or consigned to the territory of that Party.

Article V.

The High Contracting Parties agree to grant each other reciprocally the most favourable treatment possible in all matters relating to import and export prohibitions and restrictions, and also in all matters relating to the control of foreign exchange and all other measures whatsoever which might hinder trade between the two countries.

Article VI.

The High Contracting Parties shall neither establish nor maintain any prohibition or restriction on imports originating in or on exports consigned to the territory of the other Party, which is not applied to articles of the same nature originating in or consigned to the territory of a third country. Should one of the Contracting Parties establish restrictions on the importation of any article whatsoever, it is understood that, in determining the quantity of goods the importation of which is authorised, there shall be accorded to the other country a quota at least equal to the total amount of the product concerned imported in any one of the last three years, such Party being free to choose the total amount imported during the most favourable year of the three years specified.

Article VII.

Should one of the High Contracting Parties establish or maintain any form of control over dealings in foreign exchange, such control shall be so applied as to ensure the allocation to the trade of the other Party of a just and equitable quota of foreign exchange, and to accord it in this respect a treatment at least equal to that accorded to any third country. This treatment shall apply also to the delivery of foreign exchange at the most favourable rate.

Article VIII.

The Government of the Netherlands declares that, for so long as the present Treaty remains in force, it does not intend to impose import duties on cocoa beans and coffee originating in Ecuador. Should the Government of the Netherlands be forced by exceptional circumstances to take measures contrary to this intention, it shall inform the Government of Ecuador thereof in due time, so that a solution favourable to the interests of Ecuador may be reached by agreement. If circumstances should not even allow of previous notification, the Government of the Netherlands shall inform the Government of Ecuador by telegraph as soon as any such measure has been taken. In that event, the Government of Ecuador shall be entitled to denounce the Treaty immediately, even without complying with the provisions of Article XIV.

Article IX.

In view of the fact that the trade balance is favourable to Ecuador, the Government of Ecuador undertakes not to impose any restrictions or obstacles on the importation of Netherlands goods of any kind whatsoever and to accord the maximum benefits of the Preferential Tariff, at present representing an abatement of 30% on the General Tariff, to products originating in the Kingdom of the Netherlands on their importation into Ecuador, provided that such products are specified in the Preferential Tariff, together with any concessions of the same nature which are or may hereafter be made to a third country.

Article X.

In accordance with the Ecuadorian law relating thereto, the Preferential Tariff shall continue to be accorded on condition that exports from Ecuador to the Kingdom of the Netherlands continue to exceed imports to Ecuador from the Kingdom of the Netherlands. Should the publication by the Customs Administration of the Republic of the half-yearly total of commercial exchanges between the two countries show that the excess of such exports over imports leaves no balance in favour of Ecuador, the Government of that country may cease to accord the Preferential Tariff. In that event, the Government of the Netherlands shall be entitled to denounce the present Treaty immediately without complying with the provisions of Article XIV.

Article XI.

Ships and boats of either country, and also their cargoes, shall, in the matter of dues levied in respect of navigation, Customs, loading and unloading and, in general, in regard to all formalities and provisions of any kind whatsoever, be unconditionally accorded in the other country the same treatment as ships and boats of the most-favoured nation and their cargoes. An exception to the above provisions shall be made in the case of :

- (1) The coastwise trade in the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao, to which the laws and regulations in force in the said territories shall apply exclusively ;
- (2) Fishing in the territorial waters of the respective countries ;
- (3) The maritime service of the ports, roadsteads and coasts of the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao.

Article XII.

An exception to the undertakings set forth in the preceding Articles shall, however, be made in the case of concessions which are accorded or which may hereafter be accorded to contiguous States for the purpose of facilitating frontier traffic, and also those accorded in virtue of any Customs Union which has been concluded or which may in the future be concluded by one of the High Contracting Parties.

Article XIII.

The Kingdom of the Netherlands comprises the Netherlands, the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao. Wherever the term "Netherlands" occurs in the present Treaty it refers only to the territory in Europe.

Article XIV.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible. It shall come into force thirty days after the exchange of ratifications, it being understood that so far as regards the Netherlands Indies, Surinam and Curaçao, it shall come into force ninety days after such exchange. It shall remain in force for one year as from the date of the exchange of ratifications. If not denounced by one of the High Contracting Parties three months before the expiration of the first year, it shall remain in force for a further period of one year and shall be renewable by tacit agreement, unless it is denounced with three months' notice.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in the French and Spanish languages, at Quito, this twenty-seventh day of May, one thousand nine hundred and thirty-seven.

(L. S.) LAMPING.

(L. S.) C. M. LARREA.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

REPUBLIC OF ECUADOR.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 463.

DEPARTMENT OF COMMERCE AND CONSULAR AFFAIRS.

Subject : Provisional Application of the Treaty
of Commerce with the Netherlands.

SIR,

QUITO, *May 27th*, 1937.

In accordance with the agreement reached during the negotiations which preceded the signature of the Treaty of Commerce and Navigation between our two countries with reference

to the provisional application of the provisions of the Treaty until the latter comes into force, I have the honour to propose that the said provisional application should begin as from June 15th next.

I should be very grateful if you would be good enough to confirm your Government's agreement in this matter, so that the Chancellery can give the necessary instructions for the Ecuadorian Customs to begin, as from June 15th next, to grant the Preferential Tariff to goods coming from the Netherlands.

I have the honour to be, etc.

C. M. LARREA.

Monsieur A. Th. Lamping,
Director of Trade Agreements
of The Netherlands, Quito.

II.

MONSIEUR LE MINISTRE,

QUITO, *May 27th, 1937.*

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note No. 463 of to-day's date, in which, with reference to the agreement reached during the negotiations which preceded the signature of the Treaty of Commerce and Navigation between our two countries, you were good enough to propose that, pending its definitive entry into force, the said Treaty should be brought provisionally into force as from June 15th, 1937. Your Excellency also asks me to confirm my Government's agreement with your proposal.

In reply to your note, I have the honour to inform you that my Government is able to agree to your proposal, and that it will take the necessary steps for the Treaty of Commerce and Navigation signed this day to be brought provisionally into force as from June 15th, 1937, until the date on which it comes definitively into force.

I have the honour to be, etc.

LAMPING.

His Excellency
Monsieur Carlos Manuel Larrea,
Minister for Foreign Affairs
of the Republic of Ecuador.

N° 4522.

FRANCE ET SUISSE

Convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts directs, protocole final et annexes. Signés à Paris, le 13 octobre 1937.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 mars 1939.

FRANCE AND SWITZERLAND

Convention for the Avoidance of Double Taxation in the Matter of Direct Taxes, Final Protocol and Annexes. Signed at Paris, October 13th, 1937.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place March 3rd, 1939.

N^o 4522. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS EN MATIÈRE D'IMPÔTS DIRECTS. SIGNÉE A PARIS, LE 13 OCTOBRE 1937.

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

et

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Désireux d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts directs, ont décidé de conclure une convention et désigné à cette fin comme plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. H. BLAU, directeur de la Direction fédérales des Contributions ;

M. C. LUDWIG, conseiller d'Etat, chef du Département des Finances du canton de Bâle-Ville ;

M. H. DE TORRENTÉ, conseiller de la Légation de Suisse en France ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Georges MER, secrétaire général au Ministère des Finances ;

Qui, après avoir vérifié leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

§ 1^{er}. La présente convention tend à éviter aux contribuables des deux Etats la double imposition en matière d'impôts directs.

§ 2. Sont considérés comme impôts directs, au sens de la présente convention, les impôts qui, en vertu de la législation de chacun des deux Etats, sont ou seront établis directement sur les revenus ou des parties de revenus, sur la fortune ou des parties de fortune, soit pour le compte des Etats contractants ou des cantons suisses, soit pour celui des départements, districts, communes et groupements communaux, même sous forme de centimes additionnels.

§ 3. Les annexes portent l'énumération des impôts qui, lors de la conclusion de la présente convention, sont considérés comme des impôts directs, au sens de la convention, sur le territoire de la Confédération suisse, d'une part, et sur le territoire de la France métropolitaine, d'autre part.

Article 2.

Les revenus des biens immobiliers, y compris les bénéfices des exploitations agricoles, ne sont imposables que dans l'Etat où ces biens sont situés.

Article 3.

§ 1^{er}. Les revenus des entreprises industrielles, commerciales ou financières, y compris les entreprises de transport et d'assurances, ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve un établissement stable ; il en est ainsi même si l'entreprise étend son activité sur le territoire de l'autre Etat sans y avoir d'établissement stable.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 1^{er} février 1939.
Entrée en vigueur le 1^{er} février 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4522. — CONVENTION ¹ BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE SWISS CONFEDERATION FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN THE MATTER OF DIRECT TAXES. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 13TH, 1937.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION
and

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ;

Being desirous of avoiding double taxation in the matter of direct taxes, have decided to conclude a Convention, and have appointed to that end as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

M. H. BLAU, Director of the Federal Directorate of Taxes,

M. C. LUDWIG, Councillor of State, Head of the Department of Finance of the Canton of Baselstadt,

M. H. DE TORRENTÉ, Counsellor of the Swiss Legation in France ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Georges MER, Secretary-General at the Ministry of Finance ;

Who, having verified their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

§ 1. The object of the present Convention is the avoidance of double taxation of taxpayers of the two States in the case of direct taxes.

§ 2. For the purposes of the present Convention, direct taxes shall be deemed to mean taxes which, under the laws of either State, are or may be levied direct on income or portions of income, or on property or portions of property, whether for account of the contracting States or the Swiss Cantons, or for account of Departments, districts, communes or associations of communes, including taxes in the form of supplements to other taxes (*centimes additionnels*).

§ 3. The Annexes contain a list of taxes which, at the time of the conclusion of the present Convention, are deemed to be direct taxes within the meaning of the present Convention in the territory of the Swiss Confederation on the one hand and in the home territory of France on the other hand.

Article 2.

Income derived from immovable property, including profits derived from agriculture, shall be taxable in that State only in whose territory such property is situate.

Article 3.

§ 1. Income from industrial, commercial or financial enterprises, including transport and insurance enterprises, shall be taxable in that State only in whose territory there is a permanent establishment, even where the enterprise extends its operations to the territory of the other State without having a permanent establishment there.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, February 1st, 1939.
Came into force February 1st, 1939.

§ 2. Il y a lieu d'entendre par établissement stable, au sens de la présente convention, une installation permanente de l'entreprise dans laquelle s'exerce, en totalité ou en partie, l'activité de cette entreprise.

§ 3. Lorsqu'une entreprise possède des établissements stables dans les deux Etats, chacun d'eux ne peut imposer que le revenu provenant de l'activité des établissements stables situés sur son territoire.

Article 4.

§ 1^{er}. Les sociétés ayant leur domicile en Suisse ne seront soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en vertu de la loi du 29 juin 1872 et du décret du 6 décembre suivant, qu'à la condition de posséder en France un établissement stable, au sens du paragraphe 2 de l'article 3. Toutefois, le revenu taxé ne peut excéder le montant des bénéfices industriels et commerciaux réalisés par l'établissement stable en France, montant qui est déterminé conformément aux paragraphes 4 et suivants du protocole final *ad* article 3.

§ 2. Les sociétés ayant leur domicile en Suisse ne peuvent être soumises en France à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers en raison de leur participation dans la gestion ou dans le capital ou à cause de toute autre relation avec une société dont le domicile est en France ; mais les bénéfices distribués par la société française et passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sont augmentés, le cas échéant, des bénéfices ou avantages que la société suisse aurait indirectement retirés de l'entreprise française dans les conditions prévues au paragraphe 6 du protocole final *ad* article 3.

Article 5.

Les revenus provenant de l'exploitation d'entreprises de navigation intérieure, fluviale ou aérienne ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve la direction de l'entreprise, à condition que les bateaux ou les aéronefs soient immatriculés dans ledit Etat ou appartiennent à une entreprise concessionnaire de cet Etat.

Article 6.

§ 1^{er}. Les revenus du travail, y compris les revenus des professions libérales, ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel s'exerce l'activité personnelle, source de ces revenus. Il n'y a exercice de profession libérale dans un Etat que si l'activité professionnelle s'y exerce dans une installation permanente.

§ 2. Toutefois, la situation des ouvriers et employés frontaliers continue à être réglée dans les conditions prévues par les articles premier et 2 de l'Arrangement franco-suisse du 18 octobre 1935 relatif au régime fiscal des frontaliers.

Article 7.

Les retraites, les pensions et les autres versements ou avantages pécuniaires alloués en raison de services antérieurs ne sont imposables que dans l'Etat où le bénéficiaire a son domicile.

Article 8.

Les tantièmes, jetons de présence et autres rémunérations des administrateurs des sociétés par actions sont imposables dans celui des deux Etats où se trouve le domicile de la société sous réserve de l'application de l'article 6 en ce qui concerne les rémunérations que les intéressés touchent en leurs autres qualités effectives.

Article 9.

§ 1^{er}. Si le débiteur des revenus de capitaux mobiliers est une collectivité publique ou une société, excepté une société commerciale en nom collectif, ces revenus ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel le bénéficiaire a son domicile.

§ 2. For the purposes of the present Convention, the term " permanent establishment " shall be deemed to mean permanent premises of the enterprise concerned in which its business is carried on in whole or in part.

§ 3. Where an enterprise possesses fixed establishments in both States, each of the States may tax only the income derived from the activity of the fixed establishments situate within its territory.

Article 4.

§ 1. Companies domiciled in Switzerland shall not be liable in France to the French Tax on Income from Movable Capital (*impôt sur le revenu des capitaux mobiliers*) under the French Law of June 29th, 1872, and the Decree of December 6th, 1872, unless they possess in France a permanent establishment within the meaning of paragraph 2 of Article 3, provided always that the income taxed shall not be more than the amount of the industrial and/or commercial profits earned by the permanent establishment in France, as determined in accordance with paragraphs 4 and following of the Final Protocol *ad* Article 3.

§ 2. Companies domiciled in Switzerland shall not be liable in France to the French Tax on Income from Movable Capital on the ground of participation in the management or capital of a company (or any other relations with a company) whose domicile is in France, provided always that profits or benefits (if any) derived by the Swiss company indirectly from the French enterprise under the circumstances set forth in paragraph 6 of the Final Protocol *ad* Article 3 shall be included in the profits distributed by the French company which are liable to the Tax on Income from Movable Securities (*impôt sur le revenu des valeurs mobilières*).

Article 5.

Income derived from the operation of inland navigation or air transport enterprises shall be taxable in that State only in whose territory the management of the enterprises is situate, provided always that the vessels or aircraft concerned are registered in the said State or belong to a concessionary enterprise of the said State.

Article 6.

§ 1. Income derived from labour, including income from liberal professions, shall be taxable in that State only in whose territory the personal activities from which the income is derived are exercised. A liberal profession is exercised in a State when it is carried on there in permanent premises.

§ 2. Nevertheless, the position of frontier workers and employees shall continue to be governed by the terms of Articles 1 and 2 of the Franco-Swiss Arrangement of October 18th, 1935, relating to the taxation of inhabitants of frontier districts.

Article 7.

Pensions, annuities and other payments or emoluments in respect of past services shall be taxable in that State only in which the beneficiary is domiciled.

Article 8.

Directors' percentages, attendance fees and other emoluments of directors of share companies shall be taxable in that one of the two States in whose territory the company is situate, provided always that remuneration received by the parties concerned in any other effective capacity shall be subject to the terms of Article 6.

Article 9.

§ 1. Where the party liable in respect of income from movable capital is a public body or company, other than a general partnership (*société commerciale en nom collectif*), the income shall be taxable in that State only in whose territory the beneficiary is domiciled.

§ 2. Si le créancier possède dans les deux Etats des établissements stables, au sens du paragraphe 2 de l'article 3 et si l'un de ces établissements perçoit, dans le cadre de son activité propre, des revenus de capitaux mobiliers, l'impôt ne peut être perçu que dans l'Etat sur le territoire duquel est situé cet établissement.

§ 3. Toutefois, chaque Etat conserve le droit de percevoir l'impôt par voie de retenue à la source, conformément à sa législation générale.

Article 10.

§ 1^{er}. Si le débiteur des revenus de capitaux mobiliers est une personne physique ou une société commerciale en nom collectif, ces revenus ne sont imposables que dans l'Etat sur le territoire duquel le bénéficiaire a son domicile.

§ 2. Si le créancier possède dans les deux Etats des établissements stables, au sens du paragraphe 2 de l'article 3, et si l'un de ces établissements, dans le cadre de son activité propre, consent un prêt, effectue un dépôt ou constitue une créance hypothécaire, l'impôt ne peut être perçu que dans l'Etat sur le territoire duquel est situé cet établissement.

Article 11.

Les revenus non mentionnés aux articles précédents ne sont imposables que dans l'Etat du domicile du bénéficiaire.

Article 12.

L'impôt personnel sur l'ensemble des revenus ne porte dans chaque Etat que sur les revenus taxables dans cet Etat selon la présente convention.

Si la base d'imposition déterminée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent est inférieure dans un Etat à une somme égale à cinq fois la valeur locative de l'habitation ou des habitations dont le contribuable dispose dans cet Etat, cette dernière somme, qui ne peut, toutefois, excéder la moitié du revenu global de l'intéressé, est retenue pour l'assiette de l'impôt.

Dans tous les cas, l'impôt est perçu d'après le taux effectif par rapport à l'ensemble des revenus de l'assujéti.

Article 13.

§ 1^{er}. Les impôts permanents ou exceptionnels sur la fortune ne sont prélevés que par l'Etat auquel les dispositions des articles précédents confèrent le droit d'imposer les revenus provenant de ladite fortune.

§ 2. Toute fortune qui, par sa nature, ne produit généralement pas de revenus n'est imposable que dans l'Etat du domicile du propriétaire. Toutefois, la valeur des meubles meublants est imposable dans l'Etat de la résidence à laquelle les meubles sont affectés.

Article 14.

§ 1^{er}. Une personne physique a son domicile, au sens de la présente convention, au lieu où elle réside avec l'intention de s'y établir. En cas de difficulté, il est fait état de la résidence normale entendue dans le sens du foyer permanent d'habitation.

§ 2. Si un contribuable ne possède de résidence ainsi définie dans aucun des deux Etats, il est réputé avoir son domicile dans celui de ces Etats où il fait son séjour principal ou, à défaut, dans celui dont il a la nationalité.

§ 3. Au sens de la présente convention, les personnes morales ont leur domicile au lieu du siège de leur direction effective.

Article 15.

§ 1^{er}. Si un contribuable fait valoir que les mesures des autorités fiscales des deux Etats lui font subir une double imposition, il a le droit de présenter une réclamation à l'Etat dont il est

§ 2. Where the creditor has permanent establishments in both States within the meaning of § 2 of Article 3, and one of such establishments is the recipient of income from movable capital in the ordinary course of its business activities, such income shall be taxable in that State only in whose territory the said establishment is situate.

§ 3. Nevertheless, each State shall retain the right to levy the tax at source as the general provisions of its law may provide.

Article 10.

§ 1. Where the party liable in respect of income from movable capital is an individual or a general partnership (*société commerciale en nom collectif*) the income shall be taxable in that State only in whose territory the beneficiary is domiciled.

§ 2. Where the creditor has permanent establishments in both States within the meaning of § 2 of Article 3, and one of such establishments gives a loan or makes a deposit or establishes a mortgage in the ordinary course of its business activities, the income derived therefrom shall be taxable in that State only in whose territory the said establishment is situate.

Article 11.

Income other than that to which the preceding Articles relate shall be taxable in that State only in which the beneficiary is domiciled.

Article 12.

The personal tax levied on aggregate income in either State shall be applicable only to income taxable in that State under the present Convention.

Should the sum taken under the terms of the preceding paragraph as the basis of taxation in either State be less than five times the rental value of the place or places of abode at the disposal of the taxpayer in the said State, the latter amount shall be taken as the amount of the assessment, provided it is not more than half the aggregate income of the taxpayer.

The rate of taxation in all cases shall be the effective rate applicable to the aggregate income of the taxpayer.

Article 13.

§ 1. Recurrent or special taxes on property shall be levied by that State only which is entitled under the provisions of the preceding Articles to tax the income derived from such property.

§ 2. Property of such a character as not ordinarily to produce income shall be taxable in that State only in which its owner is domiciled, provided always that the value of furniture shall be taxable in the State in which is situate the residence to which the furniture belongs.

Article 14.

§ 1. For the purposes of the present Convention, the domicile of an individual shall be deemed to be the place in which he resides with intent to establish himself. In case of doubt, the place in which he has his habitual residence, that is to say, his permanent home, shall be taken as his domicile.

§ 2. Should a taxpayer have no habitual residence in the sense of the preceding definition of the term in either of the two States, he shall be deemed to be domiciled in that one of the two States in which he principally resides or, if he does not reside in either, in the State of which he is a national.

§ 3. For the purposes of the present Convention, the domicile of corporate bodies shall be deemed to be their real centre of management.

Article 15.

§ 1. Where a taxpayer shows proof that the measures of the revenue authorities of the two States involve double taxation in his case, he shall be entitled to appeal to the State of which he is a

ressortissant. Si la réclamation est reconnue fondée, l'autorité compétente de cet Etat cherchera à s'entendre avec l'autorité compétente de l'autre Etat en vue d'obvier d'une manière équitable à la double imposition.

§ 2. Les autorités compétentes des deux Etats pourront également s'entendre pour supprimer la double imposition dans les cas non réglés par la présente convention ainsi que dans les cas où l'interprétation ou l'application de la présente convention donnerait lieu à des difficultés ou à des doutes.

Article 16.

La présente convention est applicable pour la première fois aux impôts perçus pour la période commençant le 1^{er} janvier 1936.

Article 17.

La présente convention est valable jusqu'au 15 octobre 1939.

A l'expiration de ce délai, elle pourra être prorogée par voie de tacite reconduction.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit de mettre fin à cette prorogation soit au 31 décembre 1939 sur préavis de trois mois, soit à tout moment après cette date sur préavis de six mois.

Article 18.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Paris, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait, en deux exemplaires, à Paris le treize octobre mil neuf cent trente-sept.

(L. S.) (Signé) H. BLAU.

(L. S.) (Signé) C. LUDWIG.

(L. S.) (Signé) H. DE TORRENTÉ.

(L. S.) (Signé) G. MER.

PROTOCOLE FINAL

I.

Ad Article premier.

§ 1^{er}. L'énumération des impôts directs en vigueur dans les deux Etats, contenue dans les annexes, n'est pas limitative.

§ 2. Les Hautes Parties contractantes se tiendront réciproquement au courant des modifications qu'il y aurait lieu, par la suite, d'apporter à cette énumération et s'entendront pour éclaircir les doutes éventuels.

§ 3. La contribution fédérale de crise est également considérée comme impôt direct, au sens de la convention, tant qu'elle sera encore perçue en Suisse.

Ad Article 2.

§ 1^{er}. La nature immobilière d'un bien se détermine d'après les lois de l'Etat où le bien est situé. La détermination des accessoires est régie par les lois de l'Etat où se trouve le bien immobilier.

§ 2. La disposition de l'article 2 s'applique aussi bien aux revenus réalisés par la gestion et la jouissance directes des biens immobiliers qu'à ceux qui résultent de la location, de l'affermage et de toute autre jouissance desdits biens ; elle s'applique, en outre, aux bénéfices qui résultent de la vente des biens immobiliers.

national. In the event of his appeal being allowed as well founded, the competent authority of the State appealed to shall endeavour to come to an understanding with the competent authority of the other State with a view to equitable avoidance of the double taxation in question.

§ 2. The competent authorities of both States shall further be entitled to concert with one another for the avoidance of double taxation in cases not covered by the present Convention, as also in cases of difficulty or doubt as to the interpretation or application of the present Convention.

Article 16.

The present Convention shall be applicable for the first time to taxes collected during the period beginning January 1st, 1936.

Article 17.

The present Convention shall remain in force until October 15th, 1939.

On the expiry of this term, it may be extended by tacit assent.

The two Contracting Parties reserve the right to terminate such extension either on December 31st, 1939, at three months' notice, or at any time after that date at six months' notice.

Article 18.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Paris as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Paris, this thirteenth day of October, nineteen hundred and thirty-seven.

(L. S.) (*Signed*) H. BLAU.

(L. S.) (*Signed*) C. LUDWIG.

(L. S.) (*Signed*) H. DE TORRENTÉ.

(L. S.) (*Signed*) G. MER.

FINAL PROTOCOL.

I.

Ad Article 1.

§ 1. The lists of the direct taxes in force in the two States, contained in the Annexes, are not exclusive.

§ 2. The High Contracting Parties shall keep one another informed of any subsequent changes requiring to be made in the said lists and shall concert together to clear up any doubts that may arise.

§ 3. The Swiss Federal Crisis Tax shall rank as a direct tax within the meaning of the Convention for such time as it continues to be levied in Switzerland.

Ad Article 2.

§ 1. Whether a property is immovable shall be determined by the law of the State in which it is situate. The meaning of accessories to immovable property shall be that which they have under the law of the State in which the immovable property is situate.

§ 2. The terms of Article 2 shall apply both to income derived from the operation or direct enjoyment of immovable property and to income derived from rent, lease or any other form of enjoyment of the said property, as also to income derived from the sale of immovable property.

Ad Article 3.

§ 1^{er}. Sont considérés comme établissements stables, au sens du paragraphe 2 de l'article 3, les succursales, les fabriques, usines et ateliers, les comptoirs de vente ainsi que les dépôts gérés par des agents non autonomes.

Le siège d'une entreprise n'est, en principe, considéré comme un établissement stable que s'il y est effectué des opérations génératrices de bénéfices.

Le fait pour une entreprise établie dans l'un des deux Etats, d'avoir des relations d'affaires avec l'autre pays par l'intermédiaire d'un agent vraiment autonome (courtier, commissionnaire, filiale, etc.) n'implique pas pour cette entreprise l'existence d'un établissement stable dans ce pays même si ledit agent autonome reçoit des marchandises en consignment. Il en est de même du fait d'avoir un représentant (agent) qui, travaillant d'une manière permanente sur le territoire de l'un des deux Etats pour une entreprise de l'autre Etat, ne dispose pas d'un stock de marchandises pour satisfaire aux commandes qu'il reçoit et n'est qu'un simple intermédiaire non autorisé à conclure des affaires pour la maison qu'il représente.

Pour l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les entreprises d'assurances sont considérées comme ayant un établissement stable dans l'un des Etats dès l'instant qu'elles y perçoivent des primes ou qu'elles assurent des risques situés sur le territoire de cet Etat.

§ 2. Ne sont pas considérés comme établissements stables les comptoirs qui se bornent à l'achat de marchandises destinées à l'approvisionnement d'un ou de plusieurs établissements de vente ou de transformation que le contribuable exploite sur le territoire de l'autre Etat.

§ 3. La participation à une entreprise, sous forme de titres ou de parts sociales d'entreprises ou sociétés anonymes, en nom collectif, en commandite ou à responsabilité limitée, ne constitue pas au regard de l'impôt français sur les bénéfices industriels et commerciaux un établissement stable pour le participant, même si la participation confère une influence sur la direction de l'entreprise.

§ 4. A défaut de comptabilité régulière faisant ressortir exactement et distinctement les revenus des établissements stables, les autorités compétentes des deux Etats s'entendront, le cas échéant, pour arrêter les règles de ventilation.

Pour les entreprises d'assurances, le revenu imposable pourra être évalué, soit en appliquant aux primes afférentes à l'établissement stable des coefficients déterminés d'après les résultats communément obtenus par les entreprises nationales les plus représentatives de la branche exploitée, soit en répartissant le bénéfice total de l'entreprise d'après le rapport existant entre les primes afférentes à l'établissement stable et le total des primes reçues par l'entreprise.

§ 5. Le revenu taxé ne peut excéder le montant des bénéfices industriels et commerciaux réalisés par l'établissement stable, y compris, s'il y a lieu, les bénéfices ou avantages retirés indirectement de l'établissement stable ou qui auraient été attribués ou accordés à des tiers, soit par voie de majoration ou de diminution des prix d'achat ou de vente, soit par tout autre moyen.

§ 6. Lorsqu'une entreprise de l'un des deux Etats, du fait de sa participation à la gestion ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat, fait ou impose à cette dernière, dans leurs relations commerciales ou financières, des conditions différentes de celles qui seraient faites à une tierce entreprise, tous bénéfices qui auraient dû normalement apparaître au bilan de la première entreprise, mais qui ont été de la sorte transférés à la seconde entreprise, peuvent, sous réserve des recours applicables en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, être incorporés aux bénéfices imposables de la première entreprise.

§ 7. Il est entendu qu'une quote-part des frais généraux du siège de l'entreprise sera imputée aux résultats des différents établissements stables.

§ 8. Bien que la présente convention ne vise que les impôts directs établis sur les revenus ou sur la fortune, il est entendu que lorsqu'une entreprise ayant son siège en Suisse aura une installation commerciale ou industrielle en France, la situation de cette installation au regard

Ad Article 3.

§ 1. "Permanent establishments" within the meaning of § 2 of Article 3 shall be deemed to include branches, factories, works and workshops, sales offices and depots managed by non-autonomous agents.

In principle, the head office of an enterprise shall be deemed to be a permanent establishment only if profit-earning operations take place therein.

The fact of an enterprise established in one of the two States having business relations with the other country through the intermediary of a genuinely independent agent (broker, commission agent, subsidiary company and the like) shall not be deemed to imply the possession by the said enterprise of a permanent establishment in that country, even though the said agent should receive goods on consignment. The same applies to the case of a representative (agent) permanently engaged in activities in the territory of one State on behalf of an enterprise of the other State, but not having at his disposal stocks of goods for the execution of orders received, that is to say, a representative (agent) acting merely as an intermediary without power to conclude transactions on behalf of the firm he represents.

For the purpose of assessment of the French Industrial and Commercial Profits Tax (*impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux*), insurance companies shall be deemed to have a permanent establishment in either State whenever they collect premiums or insure against risks within the territory of such State.

§ 2. Offices the sole purpose of which is the purchase of goods for stock of a selling or processing establishment or establishments operated by the taxpayer in the territory of the other State shall not be deemed to be permanent establishments.

§ 3. Participations in enterprises in the form of shares or partners' shares in share companies (*sociétés anonymes*), general partnerships (*sociétés en nom collectif*), limited partnerships (*sociétés en commandite ou à responsabilité limitée*) shall not be deemed to imply the possession of a permanent establishment within the meaning of the French Industrial and Commercial Profits Tax, even where such participations confer powers to influence the direction of the undertaking.

§ 4. In default of regular accounts showing the income of a permanent establishment separately and specifically, the competent authorities of the two States shall, if necessary, agree upon rules for the allocation of the income.

The taxable income of insurance companies may be calculated either by the application to the premiums received by the permanent establishment concerned of coefficients calculated from the aggregate takings of the most representative national enterprises of the particular branch of insurance concerned, or by apportioning the total profits of the enterprise according to the proportion represented by the premiums received by the permanent establishment of the total amount of premiums received by the enterprise.

§ 5. The assessment of taxable income shall not exceed the total industrial and commercial profits earned by the permanent establishment, including the profits or benefits (if any) derived indirectly from the fixed establishment, or conveyed or assigned to third parties, whether in the form of increases in the price of purchase or reductions in the price of sale or in any other form.

§ 6. When an enterprise in one of the two States, in virtue of its participation in the management or capital of an enterprise in the other State, makes or imposes conditions, in the commercial or financial relations of the two enterprises, different from those which would be applicable in the case of a third enterprise, any profits which should normally have been shown in the accounts of the former enterprise, but have been diverted in this manner to the latter enterprise, may be brought into account with the taxable profits of the former enterprise, subject always to the appeal procedure available in the case of the French Industrial and Commercial Profits Tax.

§ 7. It is understood that a proportion of the general expenses of the head office of enterprises shall be debited to account of the several permanent establishments.

§ 8. Although the present Convention applies only to direct taxes on income or capital, it is understood that, where an enterprise having its head office in Switzerland has a commercial or industrial establishment in France, the position of such establishment for the purposes of the

de la contribution française des patentes et de l'impôt sur les professions perçu dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle sera réglée comme si ladite installation appartenait à une entreprise de même nature ayant son siège en France. En cas de double imposition, l'article 15 de la convention serait applicable.

Ad Article 4.

§ 1^{er}. Les sociétés suisses qui, conformément au paragraphe premier de l'article 4, demeurent soumises à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, ne paient pas cet impôt sur les intérêts des obligations émises et des emprunts contractés par leur siège ou leurs établissements situés hors de France.

§ 2. Ces mêmes sociétés sont, par contre, passibles de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sur l'intégralité des intérêts des obligations émises et des emprunts contractés par leurs établissements situés en France, dans le cadre de leur activité propre.

§ 3. Les dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 ne sont pas applicables aux sociétés suisses qui, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, prendraient une participation dans une société française en nom collectif ou viendraient à acquérir, dans une société française en commandite simple, la qualité d'associé en nom.

Ad Article 5.

Il est entendu que dans le cas où une entreprise française de navigation maritime viendrait à exploiter en territoire suisse une agence pour le transport de passagers ou de marchandises sur des navires battant pavillon français, l'exonération prévue à l'article 5 lui serait appliquée.

Ad Article 6.

§ 1^{er}. Sont considérées comme professions libérales, au sens de l'article 6, notamment l'activité scientifique, artistique, littéraire, enseignante ou pédagogique, ainsi que celle des médecins, avocats, architectes et ingénieurs.

§ 2. Les droits d'auteur et les produits provenant de la vente ou de la concession de licences d'exploitation de brevets, marques de fabriques, modèles, procédés et formules de fabrication sont imposables dans les conditions prévues à l'article 11. Toutefois, s'ils constituent un revenu d'entreprise industrielle ou commerciale, ils sont imposables suivant les règles de l'article 3.

§ 3. Le paragraphe premier de l'article 6 n'est pas applicable dans le cas d'une personne employée dans l'un des deux Etats effectuant pour ses occupations un séjour temporaire sur le territoire de l'autre Etat et rémunérée exclusivement par son employeur assujéti à l'impôt dans le premier Etat.

Ad Articles 9 et 10.

§ 1^{er}. Le terme « revenus des capitaux mobiliers » comprend les revenus tant des valeurs mobilières (fonds publics, obligations ou emprunts, actions, parts bénéficiaires ou autres titres d'associés dans les sociétés), que des prêts, dépôts, comptes de dépôts, créances hypothécaires ou autres créances et des cautionnements en numéraire.

§ 2. L'article 9 ne modifie pas le régime fiscal des titres émis par les sociétés et collectivités suisses qui sont soumises en France au régime de l'abonnement.

§ 3. Il est entendu que les dispositions de l'article 9 ne s'appliquent pas, pour les sociétés en commandite dont le capital n'est pas divisé en actions, aux revenus attribués aux associés en nom en cette qualité.

Ad Article 11.

Rentrent dans les revenus visés à l'article 11, entre autres, les rentes viagères.

Ad Article 14.

§ 1^{er}. Les étudiants qui séjournent dans l'un des deux Etats, exclusivement pour y faire leurs études, ne seront soumis à aucune imposition de la part de cet Etat pour les subsides qu'ils reçoivent des membres de leur famille, de fondations ou d'autres institutions (bourses) domiciliés dans l'autre

French trading licence (*contribution des patentes*) and the trading tax (*impôt sur les professions*) levied in the Bas-Rhin, Haut-Rhin and Moselle Departments shall be the same as though the said establishment belonged to an enterprise of like character having its head office in France. In all cases of double taxation, Article 15 of the Convention shall apply.

Ad Article 4.

§ 1. Swiss companies which are liable under § 1 of Article 4 to the French Tax on Income from Movable Securities (*impôt sur le revenu des valeurs mobilières*) shall not pay tax on the interest of bonds issued or loans contracted by their head office or by their establishments situate outside France.

§ 2. The said companies shall be liable notwithstanding to the Tax on Income from Movable Securities in respect of the whole of the interest on bonds issued or loans contracted by their establishments situate in France in connection with the business activities of the latter.

§ 3. The terms of § 2 of Article 4 shall not be applicable to Swiss companies acquiring a share in a French general partnership (*sociétés en nom collectif*) or a managing partner's share (*qualité d'associés en nom*) in French limited partnership (*sociétés en commandite simple*).

Ad Article 5.

It is understood that French maritime shipping companies maintaining agencies in Swiss territory for the transport of passengers or goods on vessels flying the French flag shall have the benefit of the exemption for which Article 5 provides.

Ad Article 6.

§ 1. " Liberal professions " within the meaning of Article 6 shall include scientific, artistic, literary, educational or pedagogic activities, as also the activities of physicians, lawyers, architects and engineers.

§ 2. The taxation of receipts from copyright or from the sale or concession of licences to use patents, trade-marks, models, processes or formulæ of manufacture shall be subject to the terms of Article 11, provided such receipts do not constitute income from an industrial or commercial enterprise, in which case they shall be taxable in accordance with the rules laid down in Article 3.

§ 3. The first paragraph of Article 6 shall not apply to the case of persons employed in one of the two States who reside temporarily in the territory of the other State in pursuit of their avocations, but are remunerated exclusively by an employer liable to taxation in the former State.

Ad Articles 9 and 10.

§ 1. The term " income from movable capital " shall include income both from securities (public stocks, bonds or loans, shares, bonus or other forms of partners' shares) and from loans, deposits, deposit accounts, mortgages or other claims, and cash guaranties.

§ 2. Nothing in Article 9 shall affect the position for revenue purposes of securities issued by Swiss companies or corporations which are subject in France to the compounded duty (*abonnement*) system.

§ 3. It is understood that the terms of Article 9 shall not apply, in the case of limited partnerships (*société en commandite*) where the capital is not in the form of shares, to income accruing to managing partners (*associés en nom*) in their capacity as such.

Ad Article 11.

Income of the kinds to which Article 11 relates shall include annuities.

Ad Article 14.

§ 1. Students residing in one of the two States for the sole purpose of study shall not be liable to taxation by such State in respect of remittances received by them from members of their family, foundations or other institutions (scholarships) domiciled in the other State, provided such

Etat pour autant que ces subsides constituent la fraction principale des ressources qui leur sont nécessaires pour leur entretien et leurs études.

§ 2. Lorsqu'un contribuable a transféré définitivement son domicile d'un Etat dans l'autre, il cesse d'être assujéti, dans le premier Etat, aux impôts attachés au domicile, dès la fin du mois au cours duquel le transfert a eu lieu.

Ad Article 15.

La procédure amiable prévue au paragraphe premier de l'article 15 peut être introduite sans que le contribuable ait parcouru tous les degrés de la juridiction contentieuse. D'autre part, l'introduction de cette procédure n'empêche pas le contribuable de faire valoir les moyens de recours que lui confère la loi.

Ad Article 16.

Sous réserve des mesures conservatoires, il sera, jusqu'à ratification, sursis à la perception des impôts dont les contribuables seront exemptés en vertu des dispositions de la présente convention.

II.

Il est entendu que les sociétés suisses continueront à bénéficier en France de la disposition administrative qui leur permet actuellement de ne faire enregistrer que des extraits de leurs actes constitutifs ou modificatifs, extraits contenant uniquement les dispositions nécessaires pour les fins qu'elles poursuivent.

III.

Les dispositions de la présente convention ne restreignent pas les avantages accordés aux contribuables par la législation de chaque Etat.

Fait en deux exemplaires, à Paris, le treize octobre mil neuf cent trente-sept.

(Signé) H. BLAU.

(Signé) C. LUDWIG.

(Signé) H. DE TORRENTÉ.

(Signé) G. MER.

ANNEXE I

Sont considérés comme impôts directs, au sens de la convention, en ce qui concerne la législation française :

- a) La contribution foncière (propriété bâtie et propriété non bâtie) ;
- b) L'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et les taxes accessoires ;
- c) L'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole ;
- d) L'impôt sur les traitements, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères ;
- e) L'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales ;
- f) L'impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers ;
- g) L'impôt général sur le revenu.

remittances constitute the principal source from which the cost of their residence and studies is defrayed.

§ 2. When a taxpayer has definitely transferred his domicile from one State to the other, he shall cease to be liable in the former State to such taxation as is dependent on domicile, as from the end of the month in which such transfer takes place.

Ad Article 15.

Recourse to the amicable agreement procedure for which Article 15 provides shall not presuppose the previous exhaustion by the taxpayer of all available channels of legal redress. Conversely, the taxpayer shall not be precluded by recourse to such procedure from resorting to the ordinary methods of legal redress.

Ad Article 16.

Without prejudice to measures of conservation, the collection of taxes from which taxpayers are exempted under the present Convention shall be postponed pending ratification of the Convention.

II.

It is understood that Swiss companies shall continue to have the benefit in France of the administrative regulation by which the registration by the same of extracts of their terms of association or amendments thereto, showing only such provisions as are essential for the purpose of their operation, is accepted as sufficient.

III.

Nothing in the present Convention shall affect the benefits enjoyed by taxpayers under the ordinary law of either State.

Done in duplicate at Paris, this thirteenth day of October, nineteen hundred and thirty seven.

(Signed) H. BLAU.
 (Signed) C. LUDWIG.
 (Signed) H. DE TORRENTÉ.
 (Signed) G. MER.

ANNEX I.

The following taxes shall be deemed to be direct taxes for the purposes of the Convention in the case of France :

- (a) The Real Property Tax (*contribution foncière, propriété bâtie et non bâtie*) ;
- (b) The Industrial and Commercial Profits Tax (*impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux*) and taxes accessory thereto ;
- (c) The Agricultural Profits Tax (*impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole*) ;
- (d) The Tax on Salaries, Allowances and Emoluments, Wages, Pensions and Annuities (*impôt sur les traitements, indemnités et émoluments, salaires, pensions et rentes viagères*) ;
- (e) The Professional Profits Tax (*impôt sur les bénéfices des professions non commerciales*) ;
- (f) The Tax on Income from Securities and Movable Capital (*impôt sur le revenu des valeurs et capitaux mobiliers*) ;
- (g) The General Income Tax (*impôt général sur le revenu*).

REGISTRE DES IMPOTS DIRECTS DES CANTONS, DISTRICTS ET COMMUNES DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE

I. IMPÔTS DIRECTS DES CANTONS.

Nature de l'impôt	<i>Canton de Zurich.</i>	Bases légales
Einkommensteuer	}	Gesetz betr. die direkten Steuern vom 25. XI. 1917/19. II. 1922/2. XII. 1928/26. IV. 1936.
Ergänzungssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer	}	Gesetz über die Besteuerung der ledigen Personen vom 26. IV. 1936. Gesetz über die Krisensteuer vom 26. IV. 1936.
Einkommenssteuer		
<i>Canton de Berne.</i>		
Vermögenssteuer	}	Gesetz über die direkten Staats- und Gemeindesteuern vom 7. VII. 1918/31. I. 1926. Lehrerbesoldungsgesetz vom 21. III. 1920. Gesetz vom 6. XII. 1931 betr. die Einführung einer Sondersteuer für die Arbeitslosenversicherung. Volksbeschluss vom 11. IV. 1937 betreffend die Einführung einer Arbeitsbeschaffungssteuer.
Einkommenssteuer		
Steuerzuschlag		
Sondersteuer für Holdinggesellschaften		
Abgabe vom Einkommen und Vermögen	}	Gesetz über Massnahmen zur Wiederherstellung des finanziellen Gleichgewichts im Staatshaushalt vom 30. VI. 1935 (Zuschlag zur eidg. Krisenabgabe).
Sonderabgabe von den Tantiemen		
Abgabe vom Reingewinn u. Kapital		
<i>Canton de Lucerne.</i>		
Einkommenssteuer	}	Steuergesetz vom 22. IX. 1922/30. XI. 1927. Armengesetz vom 29. XII. 1922.
Vermögenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer		
<i>Canton d'Uri.</i>		
Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 31. X. 1915/7. V. 1923.
Einkommenssteuer		
Abgabe vom Einkommen und Vermögen	}	Gesetz über die Erhebung einer vorübergehenden kantonalen Krisenabgabe vom 6. XII. 1936 (Zuschlag zur eidg. Krisenabgabe).
Sonderabgabe von den Tantiemen		
Abgabe vom Reingewinn und Kapital		
<i>Canton de Schwyz.</i>		
Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 10. IX. 1854. Gesetz betr. die Besteuerung der Transportanstalten, Warenlager und dgl. vom 9. VIII. 1890.
Erwerbssteuer		
<i>Canton d'Unterwald-le-Haut.</i>		
Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 26. IV. 1908/25. IV. 1920/17. V. 1931/3. V. 1936.
Einkommenssteuer		

REGISTER OF DIRECT TAXES IN THE CANTONS, DISTRICTS AND COMMUNES OF THE SWISS CONFEDERATION.

I. DIRECT TAXES IMPOSED BY CANTONS.

Nature of Tax	Canton of Zürich.	Legal Authority
	<i>Canton of Zürich.</i>	
Income tax	}	Law on Direct Taxation of November 25th, 1917, February 19th, 1922, December 2nd, 1928, and April 26th, 1936.
Supplementary tax		
Capital tax		
Tax on profits		
Income tax	}	Law of April 26th, 1936, concerning the Taxation of Unmarried Persons. Law on the Crisis Tax of April 26th, 1936.
	<i>Canton of Berne.</i>	
Property tax	}	Law of July 7th, 1918, and January 31st, 1926, relating to the State and Communal Direct Taxes. Law of March 21st, 1920, on Teachers' Salaries. Law of December 6th, 1931, concerning the Introduction of a Special Tax for Unemployment Insurance. People's Decision of April 11th, 1937, concerning the Introduction of a Tax on Employment.
Income tax		
Surtax		
Special tax on holding companies		Law of May 28th, 1933, concerning the Taxation of Holding Companies.
Tax on income and property	}	Law of June 30th, 1935, on Measures for improving the Financial Position of the State (Supplement to the Federal Crisis Tax).
Special tax on directors' percentage shares of profits		
Tax on net profits and capital		
	<i>Canton of Lucerne.</i>	
Income tax	}	Tax Law of September 22nd, 1922, and November 30th, 1927. Poor Law of December 29th, 1922.
Property tax		
Tax on capital		
Tax on profits		
	<i>Canton of Uri.</i>	
Property tax	}	Tax Law of October 31st, 1915, and May 7th, 1923.
Income tax		
Tax on income and property	}	Law of December 6th, 1936, relating to the Imposition of a Provisional Cantonal Crisis Tax (Supplement to the Federal Crisis Tax).
Special tax on directors' percentage shares of profits		
Tax on net profits and capital		
	<i>Canton of Schwyz.</i>	
Property tax	}	Tax Law of September 10th, 1854. Law of August 9th, 1890, regarding the Taxation of Transport Undertakings, Warehouses, etc.
Tax on earned income		Law of October 27th, 1936, concerning the Tax on Earned Income.
	<i>Canton of Obwalden.</i>	
Property tax	}	Tax Law of April 26th, 1908, April 25th, 1920, May 17th, 1931, and May 3rd, 1936.
Income tax		

Nature de l'impôt	<i>Canton d'Unterwald-le-Bas.</i>	Bases légales
Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 24. IV. 1921/28. IV. 1935.
Erwerbssteuer		
<i>Canton de Glaris.</i>		
Vermögens- und Kapitalsteuer	}	Gesetz über das Steuerwesen des Kantons Glarus vom 6. V. 1934.
Erwerbs- und Ertragssteuer		
<i>Canton de Zoug.</i>		
Vermögenssteuer	}	Gesetz über die Bestreitung der Staatsauslagen vom 28. XII. 1896/17. XI. 1921/15. V. 1930.
Erwerbssteuer		
Patentsteuer		
Sondersteuer für Holdinggesellschaften		Gesetz vom 17. V. 1930.
Abgabe vom Einkommen und Vermögen	}	Gesetz über Massnahmen zur Wiederherstellung des finanziellen Gleichgewichts im Staatshaushalt vom 16. XII. 1935 (Zuschlag zur eidg. Krisenabgabe).
Sonderabgabe von den Tantiemen		
Abgabe vom Reingewinn und Kapital		
<i>Canton de Fribourg.</i>		
Impôt sur la fortune	}	Loi sur l'impôt du 24. XI. 1919/7. V. 1926/16. V. 1929.
Impôt sur le produit du travail		
Impôt sur le capital et le bénéfice des personnes morales		Décret du 16. XI. 1935.
Impôt sur les immeubles des sociétés		Loi du 17. XI. 1933 portant imposition spéciale des immeubles appartenant aux sociétés et fondations.
<i>Canton de Soleure.</i>		
Einkommenssteuer	}	Gesetz betr. die direkte Steuer vom 17. III. 1895/21. I. 1917/4. V. 1919/29. III. 1925/23. II. 1930.
Vermögenssteuer		
Abgabe vom Einkommen und Vermögen	}	Volksbeschluss betr. Ausführung weiterer Notstandsarbeiten und Erhebung einer vorübergehenden kantonalen Krisenabgabe vom 11. III. 1934.
Sonderabgabe von den Tantiemen		
Abgabe vom Reingewinn und Kapital		
Einkommenssteuer		Regierungsratsbeschluss vom 10. XII. 1934.
<i>Canton de Bâle-Ville.</i>		
Vermögenssteuer	}	Gesetz betr. die direkten Steuern vom 6. IV. 1922/25. X. 1934.
Einkommenssteuer		
Kapitalsteuer	}	Gesetz betr. die Besteuerung der anonymen Erwerbsgesellschaften vom 23. VI. 1921.
Ertragssteuer		
Steuer vom Arbeitseinkommen		Gesetz betr. die befristete Erhebung von Steuerzuschlägen vom 12. III. 1936.
		Gesetz über dringliche Massnahmen zur Milderung der Wirtschaftskrise vom 11. IX. 1936 (Arbeitsrappen).
Vermögenssteuer und Abgabe auf Pensionen und Renten		Gesetz über die Erhebung eines Krisenopfers auf dem Kapital sowie einer Ausgleichsabgabe auf Pensionen und Renten vom 11. III. 1937.

Nature of Tax	Canton of Nidwalden.	Legal Authority
Property tax	}	Law of April 24th, 1921, and April 28th, 1935.
Tax on earned income		
<i>Canton of Glarus.</i>		
Property and capital tax	}	Law of May 6th, 1934, on Taxation in the Canton of Glarus.
Tax on earned income and profits		
<i>Canton of Zug.</i>		
Property tax	}	Law on the Allocation of State Expenditure of December 28th, 1896, November 17th, 1921, and May 15th, 1930.
Tax on earned income		
Tax on trade licences, etc. (<i>Patentsteuer</i>)		
Special tax on holding companies		Law of May 17th, 1930.
Income and property tax	}	Law of December 16th, 1935, on Measures to Improve the Financial Position of the State (Supplement to the Federal Crisis Tax).
Special tax on directors' percentage shares of profits		
Tax on net profits and capital		
<i>Canton of Fribourg.</i>		
Property tax	}	Tax Law of November 24th, 1919, May 7th, 1926, and May 16th, 1929.
Tax on earned income		
Tax on capital and profits of bodies corporate		Decree of November 16th, 1935.
Tax on the real estate of companies		Law of November 17th, 1933, imposing a Special Tax on Real Estate belonging to Companies and Foundations.
<i>Canton of Solothurn.</i>		
Income tax	}	Law on Direct Taxation of March 17th, 1895, January 21st, 1917, May 4th, 1919, March 29th, 1925, and February 23rd, 1930.
Property tax		
Tax on income and property	}	People's Decision of March 11th, 1934, concerning the Execution of further Emergency Works and the Imposition of a Provisional Cantonal Crisis Tax.
Special tax on directors' percentage shares of profits		
Tax on net profits and capital		
Income tax		Governing Council's Decree of December 10th, 1934.
<i>Canton of Baselstadt.</i>		
Property tax	}	Law of April 6th, 1922, and October 25th, 1934, on Direct Taxation.
Income tax		
Capital tax	}	Law of June 23rd, 1921, on the Taxation of Joint-Stock Companies.
Tax on profits		
Tax on income from employment		Law of March 12th, 1936, concerning the Postponed Imposition of Surtaxes.
		Law of September 11th, 1936, concerning Urgent Measures to alleviate the Economic Crisis ("Work Centimes" (<i>Arbeitsrappen</i>)).
Property tax and tax on pensions and income from securities		Law of March 11th, 1937, concerning the Imposition of a Crisis Tax on Capital and a Compensation Tax on Pensions and Income from Securities.

Nature de l'impôt	Canton de Bâle-Campagne.	Bases légales
Vermögenssteuer	}	Gesetz vom 20. VIII. 1928.
Einkommenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer		
Liegenschaftsgewinnsteuer		
	<i>Canton de Schaffhouse.</i>	
Vermögenssteuer	}	Gesetz über die direkten Steuern vom 26. VIII. 1919/25. V. 1927/17. XII. 1934 (Novelle).
Einkommenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer		
	<i>Canton d'Appenzell Rh.-Ext.</i>	
Vermögenssteuer	}	Steuergesetze vom 25. IV. 1897.
Einkommenssteuer		
	<i>Canton d'Appenzell Rh.-Int.</i>	
Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 12. X. 1919/24. IV. 1932.
Erwerbssteuer		
Armensteuer (vom Vermögen, Erwerb und der Person)		
Armensteuer (vom Vermögen, Erwerb und der Person)		
		Landsgemeindebeschlüsse über die Erhebung einer ausserordentlichen Armensteuer im innern Landesteile vom 29. IV. 1934/26. IV. 1936/25. IV. 1937.
	<i>Canton de St-Gall.</i>	
Vermögenssteuer	}	Gesetz betr. die direkten Staatssteuern vom 28. XII. 1903/8. I. 1917/1. IX. 1918/17. XII. 1928. Dringlicher Grossratsbeschluss betreffend vorübergehende Massnahmen zur Sanierung der Staatsfinanzen vom 24. I. 1935.
Einkommenssteuer		
	<i>Canton des Grisons.</i>	
Vermögenssteuer	}	Steuergesetz vom 23. VI. 1918/10. IX. 1933. Gesetz über die Beschaffung der Mittel für den Strassenbau 1936 bis 1940 vom 5. IV. 1936 (Arbeitsbeschaffungsabgabe).
Erwerbssteuer		
	<i>Canton d'Argovie.</i>	
Vermögenssteuer	}	Gesetz über den Bezug von Vermögens- und Einkommenssteuern zu Staatszwecken vom 11. III. 1865/18. II. 1925/11. VII. 1934.
Erwerbssteuer		
Spezialsteuer auf Aktiengesellschaften und Erwerbsgenossenschaften		Gesetz über die Besteuerung der Aktiengesellschaften und Erwerbsgenossenschaften vom 15. IX. 1910.
	<i>Canton de Thurgovie.</i>	
Vermögens- und Kapitalsteuer	}	Gesetz über das Steuerwesen vom 23. V. 1933.
Einkommens- und Ertragssteuer		

Nature of Tax	<i>Canton of Baselland.</i>	Legal Authority
Property tax	}	Law of August 20th, 1928.
Income tax		
Capital tax		
Tax on profits		
Tax on profits from real estate		
<i>Canton of Schaffhausen.</i>		
Property tax	}	Law on Direct Taxation of August 26th, 1919, May 25th, 1927, and December 17th, 1934. (Supplementary Law).
Income tax		
Capital tax		
Tax on profits		
<i>Canton of Appenzell A.-Rh.</i>		
Property tax	}	Tax Laws of April 25th, 1897.
Income tax		
<i>Canton of Appenzell I.-Rh.</i>		
Property tax	}	Tax Law of October 12th, 1919, and April 24th, 1932.
Tax on earned income		
Poor tax (on property, earned income, and persons)		
Poor tax (on property, earned income, and persons)		Decisions of the Landsgemeinden of April 29th, 1934, April 26th, 1936, and April 25th, 1937, concerning the Imposition of an Extraordinary Poor Tax in the Inner Canton.
<i>Canton of St. Gallen.</i>		
Property tax	}	Law on Direct Taxation of December 28th, 1903, January 8th, 1917, September 1st, 1918, and December 17th, 1928. Urgent Decree issued by the Grand Council on January 24th, 1935, concerning Provisional Measures to put the State Finances on a Sound Basis.
Income tax		
<i>Canton of Graubünden.</i>		
Property tax	}	Tax Law of June 23rd, 1918, and September 10th, 1933. Law of April 5th, 1936, to provide Means for Road Construction from 1936-1940 (Tax to provide Employment).
Tax on profits		
<i>Canton of Aargau.</i>		
Property tax	}	Law of March 11th, 1865, February 18th, 1925, and July 11th, 1934, concerning the Allocation of Property and Income Tax for State Purposes.
Tax on profits		
Special tax on joint-stock companies and co-operative societies		Law of September 15th, 1910, on the Taxation of Joint-Stock Companies and Co-operative Societies.
<i>Canton of Thurgau.</i>		
Property and capital tax	}	Law on Taxation of May 23rd, 1933.
Tax on income and profits		

Ergänzung :	Nature de l'impôt	Bases légales
Abgabe vom Einkommen und Vermögen	}	Gesetz vom 19. X. 1935 (Zuschlag zur eidg. Krisenabgabe).
Sonderabgabe von den Tantiemen		
Abgabe vom Reingewinn und Kapital		

Canton du Tessin.

Imposta sulla sostanza	}	Legge tributaria del Cantone Ticino dell' 11. XII. 1907 colle modificazioni susseguenti.
Imposta sulla rendita		
Tassa scolastica	}	Decreto legislativo sull' onorario dei docenti delle scuole comunali e cantonali del 24. VIII. 1915.
Contribuzione sul reddito e sulla sostanza		
Contribuzione speciale sui tantièmes		
Contribuzione sull' utile netto e sul capitale	}	Decreti legislativi del 3. IV. 1936 (supplemento cantonale della contribuzione di crisi).

Canton de Vaud.

Impôt sur la fortune	}	Loi d'impôt sur la fortune et le produit du travail du 24. I. 1923/24. XI. 1926/27. XI. 1928/23. XII. 1930/21. XII. 1931/24. I. 1923/7. XII. 1936.
Impôt sur le produit du travail		
Taxes sur les étrangers qui ne sont pas nés dans le canton de Vaud et qui n'exercent et n'y ont jamais exercé d'activité lucrative		
Impôt sur le bénéfice	}	Loi du 23. XII. 1930 sur l'imposition des personnes morales. Loi du 23. XII. 1930 concernant l'imposition complémentaire des immeubles appartenant aux sociétés et fondations.
Impôt sur le capital		
Impôt sur les immeubles		
Impôt sur le produit du travail	}	Décret du 15. XII. 1936 sur la perception, pour 1937, d'une contribution extraordinaire dénommée « centime pour le travail ».
Impôt sur le bénéfice		
Impôt sur le revenu de la fortune		

Canton du Valais.

Impôt sur la fortune	}	Loi des finances du 10. XI. 1903. Décret du 15. I. 1921. Loi du 19. V. 1899 sur le contrôle de l'impôt mobilier.
Impôt sur le revenu		
Contribution sur le revenu et sur la fortune	}	Décret du 8. VII. 1936 (supplément à la contribution fédérale de crise).
Contribution spéciale sur les tantièmes		
Contribution sur le bénéfice net et sur le capital		

Canton de Neuchâtel.

Impôt sur la fortune	}	Loi sur l'impôt direct du 30. IV. 1903 avec les modifications subséquentes. Décret du 1 ^{er} XII. 1931 (impôt extraordinaire de crise).
Impôt sur les ressources		
Impôt foncier	}	Loi du 9. II. 1935 (Introduction d'un impôt foncier complémentaire pour les personnes morales). Loi du 9. II. 1935 (Prolongation de l'impôt cantonal de crise). Loi concernant des nouvelles mesures destinées à améliorer la situation financière de l'Etat, du 13. III. 1936.
Impôt sur la fortune et sur les ressources		

Nature of Tax	Legal Authority
Supplementary :	
Tax on income and property	} Law of October 19th, 1935 (Supplement to the Federal Crisis Tax).
Special tax on directors' percentage shares of profits	
Tax on net profits and capital	

Canton of Ticino.

Property tax	} Tax Law of the Canton of Ticino of December 11th, 1907, with subsequent amendments.
Income tax	
Education tax	} Legislative Decree of August 24th, 1915, concerning the Salaries of Teachers in Communal and Cantonal Schools.
Tax on income and property	
Special tax on directors' percentage shares of profits	} Legislative Decrees of April 3rd, 1936 (Cantonal Supplement to the Crisis Tax).
Tax on net profits and capital	

Canton of Vaud.

Property tax	} Law on the Property and Earnings Tax of January 24th, 1923, November 24th, 1926, November 27th, 1928, December 23rd, 1930, December 21st, 1931, January 24th, 1923, and December 7th, 1936.
Tax on earned income	
Tax on foreigners not born in the Canton of Vaud who do not engage, and have never engaged, in any remunerative activity in that Canton.	
Tax on profits	
Capital tax	} Law of December 23rd, 1930, on the Taxation of Bodies Corporate. Law of December 23rd, 1930, on the Supplementary Taxation of Real Estate belonging to Companies and Foundations.
Tax on real estate	
Tax on earned income	} Decree of December 15th, 1936, on the Imposition for the Year 1937 of an Extraordinary Tax known as "Work Centimes" (<i>centimes pour le travail</i>).
Tax on profits	
Tax on income from capital	

Canton of Valais.

Property tax	} Finance Law of November 10th, 1903. Decree of January 15th, 1921. Law of May 19th, 1899, on the Supervision of Taxation on Movable Property.
Income tax	
Tax on income and property	} Decree of July 8th, 1936 (Supplement to the Federal Crisis Tax).
Special tax on directors' percentage shares of profits	
Tax on net profits and capital	

Canton of Neuchâtel.

Property tax	} Law of April 30th, 1903, on Direct Taxation, with subsequent amendments.
Income tax	
Land tax	} Decree of December 1st, 1931 (Extraordinary Crisis Tax). Law of February 9th, 1935 (Introduction of an additional Land Tax on Bodies Corporate).
Tax on property and income	
	} Law of February 9th, 1935 (Extension of the Cantonal Crisis Tax). Law of March 13th, 1936, relating to New Measures for the Improvement of the Financial Position of the State.

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Genève.

Impôt sur le revenu	} Loi sur les contributions publiques des 24. III. 1923/24. XII. 1924/9. III. 1927/4. V. 1927/1. XII. 1928/29. XII. 1932.
Impôt sur la fortune	
Impôt sur le bénéfice	
Impôt sur le capital	
Impôt complémentaire sur la valeur des immeubles	

2. IMPOTS DIRECTS DES DISTRICTS ET DES COMMUNES.

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Zurich.

Einkommenssteuer	} Physische Personen	} Gesetz betr. die direkten Steuern vom 25. XI. 1917/19. II. 1922/2. XII. 1928/26. IV. 1936. Steuerreglemente der Gemeinden.
Ergänzungssteuer		
Ertragssteuer		
Kapitalsteuer		
Liegenschaftssteuer		
Grundstückgewinnsteuer		

Canton de Berne.

Vermögenssteuer	} Gesetz über die direkten Staats- und Gemeinde-steuern vom 7. VII. 1918.	
Einkommenssteuer		
Zuschlagssteuer		
Besondere Erwerbssteuer (Saisonsteuer)		
		} Gesetz über die Organisation des Kirchenwesens im Kanton Bern vom 18. I. 1874.
		} Dekret betr. Steuern zu Kultuszwecken vom 2. XII. 1876.

Canton de Lucerne.

Einkommenssteuer	} Steuergesetz vom 22. IX. 1922/30. XI. 1927.	
Vermögenssteuer		
Kapitalsteuer		
Ertragssteuer		
Wertzuwachssteuer		
		} Armengesetz vom 29. XII. 1922.
		} Steuergesetz vom 28. VII. 1919 (Art. 20—38).

Canton d'Uri.

Vermögenssteuer	} Verordnung über das Steuerwesen der Gemeinden vom 24. XI. 1892/10. III. 1903.	
Einkommenssteuer		
		} Verordnung über Kultus- oder Kirchensteuern vom 27. XI. 1918.

Canton de Schwyz.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz für den Kanton Schwyz vom 10. IX. 1854/17. VII. 1884/19. X. 1890.	
Erwerbssteuer		
		} Gesetz betr. die Besteuerung der Transportanstalten, Warenlager u. dgl. vom 9. VIII. 1890.
		} Gesetz über die Erwerbssteuer vom 27. X. 1936.

Canton d'Unterwald-le-Haut.

Vermögenssteuer	} Steuergesetz vom 26. IV. 1908/25. IV. 1920/3. V. 1936.
Einkommenssteuer	

Canton d'Unterwald-le-Bas.

Vermögenssteuer	} Gesetz vom 24. IV. 1921/28. IV. 1935.
Erwerbssteuer	

Nature of Tax

Legal Authority

Canton of Geneva.

Income tax	} Law on Public Taxes of March 24th, 1923, December 24th, 1924, March 9th, 1927, May 4th, 1927, December 1st, 1928, and December 29th, 1932.
Property tax	
Tax on profits	
Capital tax	
Supplementary tax on real estate values	

2. DIRECT TAXES IMPOSED BY DISTRICTS AND COMMUNES.

Nature of Tax

Legal Authority

Canton of Zürich.

Income tax	} Natural persons	} Law relating to Direct Taxes, of November 25th, 1917, February 19th, 1922, December 2nd, 1928, April 26th, 1936.
Supplementary tax		
Tax on profits		
Capital tax		
Tax on real estate		
Tax on profits from landed property		} Tax Regulations of the Various Communes.

Canton of Berne.

Property tax	} Law concerning Direct State and Communal Taxes of July 7th, 1918.	
Income tax		
Supplementary tax		
Special tax on profits (seasonal tax).		
		} Law of January 18th, 1874, on Ecclesiastical Organisation in the Canton of Berne.
		} Decree of December 2nd, 1876, relating to Taxes for Purposes of Public Worship.

Canton of Lucerne.

Income tax	} Tax Law of September 22nd, 1922, and November 30th, 1927.	
Property tax		
Capital tax		
Tax on profits		
Increment tax		
		} Poor Law of December 29th, 1922.
		} Tax Law of July 28th, 1919 (Articles 20-38).

Canton of Uri.

Property tax	} Decree relating to the Tax System of the Communes of November 24th, 1892, and March 10th, 1903.	
Income tax		
		} Decree of November 27th, 1918, relating to Public Worship or Church Taxes.

Canton of Schwyz.

Property tax	} Tax Law for the Canton of Schwyz of September 10th, 1854, July 17th, 1884, and October 19th, 1890.	
Tax on profits		
		} Law of August 9th, 1890, relating to the Taxation of Transport Undertakings, Warehouses, etc.
		} Law of October 27th, 1936, regarding Taxes on Profits.

Canton of Obwalden.

Property tax	} Tax Law of April 26th, 1908, April 25th, 1920, and May 3rd, 1936.
Income tax	

Canton of Nidwalden.

Property tax	} Law of April 24th, 1921, and April 28th, 1935.
Tax on profits	

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton de Glaris.

Vermögenssteuer	}	Gesetz über das Steuerwesen des Kantons Glaris vom 6. V. 1934.
		Gesetz betreffend das Armenwesen vom 3. V. 1903/7. V. 1916/11. V. 1919.

Canton de Zoug.

Vermögenssteuer	}	Gesetz betr. das Gemeindewesen vom 20. XII. 1876.
Erwerbssteuer		Gesetz über die Bestreitung der Staatsauslagen vom 28. XII. 1896/17. XI. 1921.
Grundstückgewinnsteuer		Gesetz betr. Steuerberechtigung der Kirchgemeinden des Kantons Zug vom 12. XI. 1908.

Canton de Fribourg.

Impôt sur la fortune	}	Loi sur les impôts communaux et paroissiaux du 7. V. 1926.
Impôt sur le produit du travail		
Impôt sur le capital } Personnes morales		
Impôt sur le bénéfice } Personnes morales		
Contribution immobilière		
Impôt sur les bénéfices immobiliers	}	Loi du 17. XI. 1933 portant imposition spéciale des immeubles appartenant aux sociétés et fondations.
Impôt sur les immeubles des sociétés		

Canton de Soleure.

Einkommenssteuer	}	Gesetz über die Organisation des Gemeindewesens vom 28. X. 1871/10. VII. 1890. Steuerreglemente der Gemeinden.
Vermögenssteuer		

Canton de Bâle-Ville.

Einkommenssteuer	}	Steuerreglement für die Einwohnergemeinde Riehen vom 3. VI. 1923/4. III. 1931/30. III. 1932.
		Steuerreglement der evangelisch-reformierten Kirchgemeinde vom 14. XI. 1923/3. III. 1937.
		Steuerreglement der christ-katholischen Kirche vom 27. II. 1924.

Einkommenssteuer	}	Steuerreglement der Einwohnergemeinde Bettingen vom 2. II. 1910.
Gebäude und Liegenschaftensteuer		
Liegenschaftsgewinnsteuer		

Canton de Bâle-Campagne.

Vermögenssteuer	}	Gemeindegesezt vom 14. III. 1881 §§ 137—153. Gesetz vom 20. VIII. 1928.
Einkommenssteuer		
		Steuerreglemente der Gemeinden.

Canton de Schaffhouse.

Vermögenssteuer	}	Physische Personen	}	Gesetz über die direkten Steuern vom 26. VIII. 1919/25. V. 1927/17. XII. 1934.		
Einkommenssteuer					}	Juristische Personen
Kapitalsteuer						
Ertragssteuer						

Nature of Tax	Legal Authority
<i>Canton of Glarus.</i>	
Property tax	{ Law of May 6th, 1934, concerning the Tax System of the Canton of Glarus. Poor Law of May 3rd, 1903, May 7th, 1916, and May 11th, 1919.
<i>Canton of Zug.</i>	
Property tax	{ Law concerning Communes of December 20th, 1876.
Tax on profits	{ Law concerning the Allocation of State Expenses of December 28th, 1896, and November 17th, 1921.
Tax on trade licences, etc.	{ Law of November 12th, 1908, authorising Parishes of the Canton of Zug to Collect Taxes.
Tax on profits from landed property	
<i>Canton of Fribourg.</i>	
Property tax	} Law of May 7th, 1926, concerning Communal and Parish Taxes
Tax on earned income	
Tax on capital	
Tax on profits	
Tax on real estate	
Tax on profits from real estate	} Law of November 17th, 1933, imposing a Special Tax on Real Estate belonging to Companies and Foundations.
Tax on real estate of companies	
<i>Canton of Solothurn.</i>	
Income tax	} Law on the Organisation of Communes of October 28th, 1871, and July 10th, 1890. Tax Regulations of the Various Communes.
Property tax	
<i>Canton of Baselstadt.</i>	
Income tax	} Tax Regulations in the Rural District of Riehen of June 3rd, 1923, March 4th, 1931, and March 30th, 1932. Tax Regulations of the Evangelical Reformed Parish of November 14th, 1923, and March 3rd, 1937. Tax Regulations of February 27th, 1924, relating to the Christian Catholic Church.
Income tax	
Building and land tax	
Tax on profits derived from landed property	} Tax Regulations of February 2nd, 1910, for the Rural District of Bettingen.
<i>Canton of Baselland.</i>	
Property tax	} Communal Law of March 14th, 1881, §§ 137-153. Law of August 20th, 1928.
Income tax	
<i>Canton of Schaffhausen.</i>	
Property tax	} Natural persons
Income tax	
Capital tax	
Tax on profits	
	} Bodies corporate
	} Law on Direct Taxes of August 26th, 1919, May 25th, 1927, and December 17th, 1934.

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton d'Appenzell Rh.-Ext.

Vermögenssteuer }
 Einkommenssteuer } Steuergesetz vom 25. IV. 1897.

Canton d'Appenzell Rh.-Int.

Vermögenssteuer }
 Erwerbssteuer }
 Grundstücksteuer } Steuergesetz vom 12. X. 1919/27. IV. 1924.

Canton de St-Gall.

Vermögenssteuer }
 Einkommenssteuer }
 } Gesetz betr. das Steuerwesen der Gemeinden vom
 } 27. I. 1859.
 } Gesetz betr. die direkten Staatssteuern vom 28.
 } XII. 1903/8. I. 1917/1. IX. 1918/17. XII. 1928.

Canton des Grisons.

Vermögenssteuer }
 Erwerbssteuer }
 Grundsteuer }
 Wertzuwachssteuer }
 Eventuell noch andere Steuern auf Vermögen }
 und Erwerb }
 } Steuergesetze der Gemeinden (Die bündnerischen
 } Gemeinden besitzen eine eigene Steuerhoheit)

Canton d'Argovie.

Vermögenssteuer }
 Erwerbssteuer }
 } Gesetz über die Verwendung der Gemeindegüter
 } und Gemeindesteuern vom 30. XI. 1866.
 } Gesetz betr. Steuererleichterungen und Steuer-
 } zuschläge vom 18. II. 1925.
 } Gesetz betr. Abänderung und Ergänzung der
 } allgemeinen Steuergesetzgebung vom 11. VII.
 } 1934.
 Spezialsteuer der A.-G. und Erwerbsgenossen- }
 schaften } Gesetz über die Besteuerung der A.-G. und Er-
 } werbsgenossenschaften vom 15. IX. 1910.

Canton de Thurgovie.

Vermögenssteuer }
 Einkommenssteuer } Gesetz betr. das Steuerwesen vom 23. V. 1933.

Canton du Tessin.

Imposta sulla sostanza }
 Imposta sulla rendita } Legge tributaria del Cantone Ticino dell' 11. XII.
 } 1907 colle modificazioni susseguenti.

Canton de Vaud.

Impôt sur la fortune }
 Impôt sur le produit du travail }
 Impôt sur le capital }
 Impôt sur le bénéfice }
 Impôt foncier }
 Impôt sur les loyers }
 Taxe des étrangers }
 } Loi sur les impositions communales du 19. V.
 } 1925/24. XI. 1926/28. XII. 1930.

Nature of Tax

Legal Authority

Canton of Appenzell A.-Rh.

Property tax	}	Tax Law of April 25th, 1897.
Income tax		

Canton of Appenzell I.-Rh.

Property tax	}	Tax Law of October 12th, 1919, and April 27th, 1924.
Tax on profits		
Land tax		

Canton of St. Gallen.

Property tax	}	Law of January 27th, 1859, relating to the Communal Tax System. Law concerning Direct State Taxes of December 28th, 1903, January 8th, 1917, September 1st, 1918, and December 17th, 1928.
Income tax		

Canton of Graubünden.

Property tax	}	Tax Laws of the Communes (the communes of the Canton are independent in regard to taxation).
Tax on profits		
Land tax		
Increment tax		
Any other taxes on property and profits		

Canton of Aargau.

Property tax	}	Law of November 30th, 1866, on the Disposal of Communal Property and Communal Taxes. Law of February 18th, 1925, relating to Tax Abatement and Tax Supplements. Law of July 11th, 1934, concerning Amendments and Additions to the Tax Legislation.
Tax on profits		
Special tax on limited companies and co-operative societies		

Canton of Thurgau.

Property tax	}	Law of May 23rd, 1933, relating to the Tax System.
Income tax		

Canton of Ticino.

Property tax	}	Tax Law of the Canton of Ticino of December 11th, 1907, with subsequent amendments.
Income tax		

Canton of Vaud.

Property tax	}	Law on Communal Taxes of May 19th, 1925, November 24th, 1926, and December 28th, 1930.
Tax on earned income		
Capital tax		
Tax on profits		
Land tax		
Rent tax		
Tax on foreigners		

Nature de l'impôt

Bases légales

Canton du Valais.

Impôt sur le capital et le revenu	}	Loi des finances du 10. XI. 1903.
Impôt sur l'industrie		Loi du 29. XI. 1886/14. XI. 1922 sur la répartition des charges municipales et des travaux publics dans les communes.

Canton de Neuchâtel.

Impôt sur la fortune	}	Loi sur les impositions municipales du 29. X. 1885 avec les modifications subséquentes. Décret du 20. XI. 1917 portant revision des articles 1—4 de la loi sur les impositions municipales du 29. X. 1885.
Impôt sur les ressources		
Impôts sur le revenu brut ou la valeur locative des immeubles		
Impôt sur la valeur du loyer ou du fermage		

Canton de Genève.

Impôt sur le revenu	}	Loi sur les contributions publiques du 24. III 1923/24. XII. 1924/9. III. 1927/4. V. 1927/1 ^{er} XII. 1928/21. II. 1934.
Impôt sur la fortune		
Impôt sur le bénéfice		
Impôt sur le capital		
Taxe professionnelle fixe sur les commerces, industries et professions		

Pour copie conforme :

Berne, le 14 février 1939.

Le Chancelier de la Confédération,

G. Bovet.

Nature of Tax	Legal Authority
<i>Canton of Valais.</i>	
Tax on capital and income	{ Finance Law of November 10th, 1903. Law on the Distribution of Municipal Charges and Public Works in the Communes of November 29th, 1886, and November 14th, 1922.
Tax on industry	
<i>Canton of Neuchâtel.</i>	
Property tax	{ Law on Municipal Taxes of October 29th, 1885, with subsequent amendments. Decree of November 20th, 1917, amending Articles 1-4 of the Law on Municipal Taxes of October 29th, 1885.
Income tax	
Tax on gross income or rental value of real estate	
Tax on the value of the rent or lease.	
<i>Canton of Geneva.</i>	
Income tax	{ Law on Public Taxes of March 24th, 1923, De- cember 24th, 1924, March 9th, 1927, May 4th, 1927, December 1st, 1928, and February 21st, 1934.
Property tax	
Tax on profits	
Capital tax	
Fixed professional tax on business, industry and professions	

N° 4523.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET SUISSE**

**Convention en matière de procédure civile,
signée à Londres, le 3 décembre 1937,
et
Echange de notes relatif à l'application à
l'Ecosse de la convention susmentionnée,
Berne, les 25 mai et 3 juin 1939.**

Textes officiels français et anglais de la convention communiqués par le Conseil fédéral suisse et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 6 mars 1939.

Textes officiels français et anglais de l'échange de notes communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement a eu lieu le 10 août 1939.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND SWITZERLAND**

**Convention concerning Legal Proceedings,
signed at London, December 3rd, 1937,
and
Exchange of Notes regarding the Application
to Scotland of the above-mentioned Con-
vention, Berne, May 25th and June 3rd, 1939.**

French and English official texts of the Convention communicated by the Swiss Federal Council and by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place March 6th, 1939.

French and English official texts of the Exchange of Notes communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration took place August 10th, 1939.

N^o 4523. — CONVENTION ¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET LA SUISSE EN MATIÈRE DE PROCÉDURE CIVILE. SIGNÉE A LONDRES, LE 3 DÉCEMBRE 1937.

No. 4523. — CONVENTION ¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND SWITZERLAND CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 3RD, 1937.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

Désireux d'assurer à leurs ressortissants respectifs certains droits en matière de procédure,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Charles R. PARAVICINI, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Londres ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le très honorable Anthony EDEN, M. C., M. P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — DÉFINITIONS.

a) A moins que le contraire ne soit expressément stipulé, la présente convention ne s'applique qu'en matière civile et commerciale, y compris la juridiction gracieuse.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and THE SWISS FEDERAL COUNCIL,

Being desirous of providing for the enjoyment by their respective nationals of certain rights in connexion with legal proceedings,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Rt. Hon. Anthony EDEN, M.C., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Charles R. PARAVICINI, their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in London ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I. — DEFINITIONS.

(a) Except where the contrary is expressly stated, this Convention applies only to civil and commercial matters, including non-contentious matters.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 7 février 1939.

Entrée en vigueur le 6 mars 1939.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, February 7th, 1939.

Came into force March 6th, 1939.

b) Dans cette convention, les mots :

1^o « Territoires de l'une (ou de l'autre) des Hautes Parties contractantes » désigneront, en ce qui concerne (i) Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, l'Angleterre et le Pays de Galles et tous les territoires dans lesquels la convention est en vigueur par suite des extensions prévues par l'article 8 ou des adhésions prévues par l'article 9 ; et (ii) en ce qui concerne le Conseil fédéral suisse, la Suisse ;

2^o « Personnes » signifieront les personnes physiques et morales ;

3^o « Personnes morales » comprendront les sociétés de personnes et de capitaux et tous autres organismes jouissant de la personnalité civile ;

4^o « Ressortissants d'une des Hautes Parties contractantes » comprendront les personnes morales constituées ou enregistrées suivant les lois en vigueur dans l'un des territoires de ladite Haute Partie contractante ;

5^o « Ressortissants de l'une (ou de l'autre) des Hautes Parties contractantes » désigneront (i) en ce qui concerne Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, tous les sujets de Sa Majesté quel que soit leur domicile et toutes les personnes placées sous sa protection ; et (ii) en ce qui concerne le Conseil fédéral suisse, tous les citoyens suisses.

Article 2. — PROTECTION JUDICIAIRE ET ACCÈS AUX TRIBUNAUX.

Les ressortissants d'une Haute Partie contractante jouiront, sur les territoires de l'autre, des mêmes droits en ce qui concerne la protection judiciaire des personnes ou des biens et auront libre accès aux tribunaux pour la poursuite ou la défense de leurs droits, dans les mêmes conditions (y compris les taxes et émoluments exigés) que les ressortissants de cette dernière Haute Partie contractante.

Article 3. — GARANTIE DES FRAIS.

a) Les ressortissants d'une Haute Partie contractante résidant sur un territoire de l'autre, où sont accomplis les actes de procédure, ne

(b) In this Convention the words :

(1) " Territories of one (or of the other) High Contracting Party " shall be interpreted (i) in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, as meaning England and Wales and all territories in respect of which the Convention is in force by reason of extensions under Article 8 or accessions under Article 9 ; and (ii) in relation to the Swiss Federal Council, Switzerland ;

(2) " Persons " shall be deemed to mean individuals and artificial persons ;

(3) " Artificial persons " shall be deemed to include partnerships, companies, societies and other corporations ;

(4) " Nationals of a High Contracting Party " shall be deemed to include artificial persons constituted or incorporated under the laws of any of the territories of such High Contracting Party ;

(5) " Nationals of one (or of the other) High Contracting Party " shall be deemed (i) in relation to His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, to mean all subjects of His Majesty wherever domiciled, and all persons under his protection ; and (ii) in relation to the Swiss Federal Council to mean all Swiss citizens.

Article 2. — LEGAL PROTECTION AND ACCESS TO THE COURTS OF JUSTICE.

The nationals of one High Contracting Party shall enjoy in the territories of the other the same rights in respect of the legal protection of person or property, and shall have free access to the courts of justice for the prosecution or defence of their rights, under the same conditions (including the taxes and fees payable) as nationals of the latter High Contracting Party.

Article 3. — SECURITY FOR COSTS.

(a) The nationals of one High Contracting Party, resident in a territory of the other where the proceedings are brought, shall not be

seront pas obligés de fournir des sûretés pour les frais ou les dépens dans tous les cas où les ressortissants de cette dernière Haute Partie contractante n'y seraient pas obligés dans des circonstances semblables.

b) Les ressortissants d'une Haute Partie contractante résidant hors du territoire de l'autre, où sont accomplis les actes de procédure, ne seront pas obligés de fournir des sûretés pour les frais ou les dépens dans tous les cas où ils posséderont dans ce territoire des « biens immobiliers » ou d'autres biens ne pouvant être l'objet d'un transfert immédiat, suffisants pour couvrir ces frais et dépens.

L'interprétation des expressions « biens immobiliers » et « biens ne pouvant être l'objet d'un transfert immédiat » relèvera de la compétence exclusive des tribunaux respectifs des Hautes Parties contractantes.

Article 4. — ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

1. Les ressortissants d'une Haute Partie contractante bénéficieront, dans les territoires de l'autre, de l'assistance judiciaire gratuite de la même manière que les ressortissants de cette dernière Haute Partie contractante, pourvu qu'ils satisfassent aux conditions de la loi du territoire où l'assistance judiciaire gratuite est requise.

2. Cet article est applicable en matière criminelle comme en matière civile et commerciale, mais il n'est pas applicable aux personnes morales.

Article 5. — CONTRAINTE PAR CORPS.

Les ressortissants d'une Haute Partie contractante ne seront pas soumis à la contrainte par corps comme moyen d'exécution ou comme mesure conservatoire dans les territoires de l'autre, dans tous les cas où les ressortissants de cette dernière Haute Partie contractante n'en seraient pas passibles.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.

Toutes les difficultés qui pourraient s'élever à l'occasion de l'application de cette convention seront réglées par la voie diplomatique.

Article 7.

La présente convention, dont les textes anglais et français font également foi, sera

obliged to give security for costs or court fees in any case where the nationals of the latter High Contracting Party would not be so obliged in similar circumstances.

(b) The nationals of one High Contracting Party resident outside the territory of the other, where the proceedings are brought, shall not be obliged to give security for costs or court fees in any case where they possess in that territory "immovable property" or other property not readily transferable which is sufficient to cover those costs and fees.

It is understood that the interpretation of the expressions "immovable property" and "property not readily transferable" is a matter within the exclusive competence of the respective courts of the High Contracting Parties.

Article 4. — FREE LEGAL ASSISTANCE.

(1) The nationals of one High Contracting Party shall enjoy in the territories of the other free legal assistance in the same manner as nationals of the latter High Contracting Party, provided they comply with the requirements of the law of the territory where application for free legal assistance is made.

(2) This Article applies to criminal as well as to civil and commercial matters, but does not apply to artificial persons.

Article 5. — IMPRISONMENT FOR DEBT.

The nationals of one High Contracting Party shall not in the territories of the other be liable to imprisonment as a means of execution for debt or as a conservatory measure in any case where the nationals of the latter High Contracting Party would not be so liable.

GENERAL PROVISIONS.

Article 6.

Any difficulties which may arise in connexion with the operation of this Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 7.

The present Convention, of which the English and French texts are equally authentic, shall

ratifiée. Les ratifications seront échangées à Berne. La convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans à partir de la date de sa mise en vigueur. Dans le cas où aucune des Hautes Parties contractantes n'aura notifié à l'autre par la voie diplomatique, au moins six mois avant l'expiration de ladite période de trois ans, son intention de mettre fin à la convention, celle-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié sa dénonciation.

Article 8.

a) Cette convention ne s'appliquera *ipso facto* ni à l'Ecosse, ni à l'Irlande du Nord, ni aux îles de la Manche, ni à l'île de Man, ni à aucune des colonies, territoires d'outre-mer ou protectorats de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ni à aucun des territoires placés sous sa suzeraineté, ni à aucun des territoires sous mandat dont le mandat est exercé par son Gouvernement dans le Royaume-Uni, mais Sa Majesté pourra en tout temps, tant que cette convention sera en vigueur aux termes de l'article 7, étendre, au moyen d'une notification faite par l'intermédiaire de son ministre à Berne, l'application de la convention à chacun des territoires ci-dessus mentionnés.

b) Chacune de ces extensions entrera en vigueur un mois après la date de ladite notification.

c) A l'expiration d'un délai de trois ans à partir de l'entrée en vigueur d'une extension de cette convention à l'un des territoires mentionnés au paragraphe a) de cet article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra en tout temps mettre fin à cette extension en notifiant sa dénonciation six mois à l'avance par la voie diplomatique.

d) A moins que les deux Hautes Parties contractantes n'aient expressément convenu de dispositions différentes, la dénonciation de la convention conformément à l'article 7 mettra fin *ipso facto* à cette convention pour tous les territoires auxquels elle aura été étendue en vertu du paragraphe a) du présent article.

Article 9.

a) Les Hautes Parties contractantes conviennent que, pendant la période où la présente

be subject to ratification. Ratifications shall be exchanged in Berne. The Convention shall come into force one month after the date on which ratifications are exchanged, and shall remain in force for three years after the date of its coming into force. If neither of the High Contracting Parties shall have given notice through the diplomatic channel to the other not less than six months before the expiration of the said period of three years of his intention to terminate the Convention, it shall remain in force until the expiration of six months from the day on which either of the High Contracting Parties shall have given notice to terminate it.

Article 8.

(a) This Convention shall not apply *ipso facto* to Scotland, Northern Ireland, the Channel Islands or the Isle of Man, nor to any of the Colonies, overseas territories or Protectorates of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, nor to any territories under his suzerainty, nor to any mandated territories in respect of which the mandate is exercised by his Government in the United Kingdom, but His Majesty may at any time, while this Convention is in force under Article 7, by a notification given through his Minister at Berne, extend the operation of the Convention to any of the above-mentioned territories.

(b) The date of the coming into force of any such extension shall be one month from the date of such notification.

(c) Either of the High Contracting Parties may, at any time after the expiry of three years from the coming into force of an extension of this Convention to any of the territories referred to in paragraph (a) of this Article, terminate such extension on giving six months' notice of termination through the diplomatic channel.

(d) The termination of the Convention under Article 7 shall, unless otherwise expressly agreed to by both High Contracting Parties, *ipso facto* terminate it in respect of any territories to which it has been extended under paragraph (a) of this Article.

Article 9.

(a) The High Contracting Parties agree that His Majesty the King of Great Britain, Ireland

convention sera en vigueur en vertu de l'article 7 ou d'une des adhésions prévues par le présent article, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pourra en tout temps, au moyen d'une notification donnée par la voie diplomatique, adhérer à la présente convention pour tout autre membre de la communauté des nations britanniques dont le gouvernement désirerait cette adhésion, à condition qu'aucune notification d'adhésion ne soit donnée à un moment où le Conseil fédéral suisse aurait notifié la dénonciation de la convention pour tous les territoires de Sa Majesté auxquels la convention s'applique. Une telle adhésion prendra effet un mois après la date de sa notification.

b) A l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de l'entrée en vigueur d'une adhésion donnée en vertu du paragraphe a) de cet article, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, en notifiant par la voie diplomatique sa dénonciation six mois à l'avance, mettre fin à l'application de la convention à tout pays pour lequel une notification d'adhésion aura été faite. La dénonciation de la convention prévue par l'article 7 n'affectera pas son application dans un tel pays.

c) Toute notification d'adhésion en vertu du paragraphe a) du présent article pourra comprendre toute dépendance ou tout territoire sous mandat administré par le gouvernement du pays pour lequel cette notification d'adhésion sera faite ; et toute notification de dénonciation pour ledit pays conforme au paragraphe b) s'appliquera à toute dépendance ou tout territoire sous mandat qui aura été compris dans la notification d'adhésion concernant ce pays.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention, dans les textes anglais et français, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres en deux exemplaires le 3 décembre 1937.

(L. S.) (Signé) C. R. PARAVICINI.

(L. S.) (Signé) Anthony EDEN.

Pour copie conforme :

Berne, le 7 février 1939.

Le Chancelier de la Confédération,

G. Bovet.

and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, may at any time, while the present Convention is in force, either under Article 7 or by virtue of any accession under this Article, by a notification given through the diplomatic channel, accede to the present Convention in respect of any other Member of the British Commonwealth of Nations, whose Government may desire that such accession should be effected, provided that no notification of accession may be given at any time when the Swiss Federal Council has given notice of termination in respect of all the territories of His Majesty to which the Convention applies. Any such accession shall take effect one month after the date of its notification.

(b) After the expiry of three years from the date of the coming into force of any accession under paragraph (a) of this Article, either of the High Contracting Parties may, by giving six months' notice of termination, through the diplomatic channel, terminate the application of the Convention to any country in respect of which a notification of accession has been given. The termination of the Convention under Article 7 shall not affect its application to any such country.

(c) Any notification of accession under paragraph (a) of this Article may include any dependency or mandated territory administered by the Government of the country in respect of which such notification of accession is given ; and any notice of termination in respect of any such country under paragraph (b) shall apply to any dependency or mandated territory which was included in the notification of accession in respect of that country.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention, in English and French texts, and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London the 3rd December, 1937.

(L. S.) Anthony EDEN.

(L. S.) C. R. PARAVICINI.

EXCHANGE OF NOTES

REGARDING THE APPLICATION TO SCOTLAND OF THE CONVENTION OF DECEMBER 3RD, 1937, CONCERNING LEGAL PROCEEDINGS. BERNE, MAY 25TH AND JUNE 3RD, 1939.

I.

BRITISH LEGATION.

(107/3/39).

BERNE, *May 25th*, 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 8 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings which was signed in London on December 3rd, 1937, between His Majesty in respect of the United Kingdom and the Swiss Federal Council, the extension of the operation of that Convention to Scotland.

In accordance with Article 8 (*b*) of the Convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 25th June next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Conseiller Fédéral, the assurance of my highest consideration.

G. R. WARNER.

Son Excellence
Monsieur le Conseiller fédéral
Giuseppe Motta,
Federal Political Department,
Berne.

II.

DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL.
DIVISION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

B 14.21.G.B.5. — RZ.

Par note du 25 mai, la Légation de Sa Majesté britannique a bien voulu notifier au Département politique fédéral que la Convention en

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'ÉCOSSE DE LA CONVENTION EN MATIÈRE DE PROCÉDURE CIVILE DU 3 DÉCEMBRE 1937. BERNE, LES 25 MAI ET 3 JUIN 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

(107/3/39).

BERNE, *le 25 mai* 1939.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 8 *a*) de la Convention en matière de procédure civile, signée à Londres le 3 décembre 1937 entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni et le Conseil fédéral suisse, que l'application de cette convention est étendue à l'Écosse.

Conformément à l'article 8 *b*) de ladite convention, l'extension faisant l'objet de la présente notification entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 juin prochain.

En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

G. R. WARNER.

Son Excellence
Monsieur le Conseiller fédéral
Giuseppe Motta,
Département politique fédéral,
Berne.

II.

FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT.
FOREIGN AFFAIRS SECTION.

B 14.21.G.B.5. — RZ.

In a note dated May 25th, the British Legation notified the Federal Political Department that the operation of the Convention regarding

matière de procédure civile conclue, le 3 décembre 1937, entre la Suisse et la Grande-Bretagne a été étendue, aux termes de l'article 8 de ladite convention, à l'Ecosse.

En prenant note de cette extension, qui entrera en vigueur le 25 juin 1939, le Département politique remercie vivement la Légation de son obligeante communication et saisit cette occasion pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

BERNE, le 3 juin 1939.

A la Légation de Sa Majesté britannique,
Berne.

legal proceedings concluded on December 3rd, 1937, between Switzerland and Great Britain had been extended, under the terms of Article 8 of the said Convention, to Scotland.

In noting this extension, which will come into force on June 25th, 1939, the Political Department desires to thank the Legation for its communication and avails itself of this opportunity to renew to the Legation the assurance of its highest consideration.

BERNE, June 3rd, 1939.

British Legation,
Berne.

N° 4524.

INDE ET INDOCHINE FRANÇAISE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'abolition réciproque du visa consulaire sur les patentes de santé des navires. New-Delhi, le 26 février 1938, et Calcutta, le 1^{er} mars 1938.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 mars 1939.

INDIA AND FRENCH INDO-CHINA

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Abolition of Consular Visas on Bills of Health for Vessels. New Delhi, February 26th, 1938, and Calcutta, March 1st, 1938.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 8th, 1939.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4524. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF INDIA AND THE GOVERNMENT OF FRENCH INDO-CHINA CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL ABOLITION OF CONSULAR VISAS ON BILLS OF HEALTH FOR VESSELS. NEW DELHI, FEBRUARY 26TH, 1938, AND CALCUTTA, MARCH 1ST, 1938.

N^o 4524. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'INDE ET LE GOUVERNEMENT DE L'INDOCHINE FRANÇAISE COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DU VISA CONSULAIRE SUR LES PATENTES DE SANTÉ DES NAVIRES. NEW DELHI, LE 26 FÉVRIER 1938, ET CALCUTTA, LE 1^{er} MARS 1938.

I.

No. F.35-3/37-G.
GOVERNMENT OF INDIA,
DEPARTMENT OF EDUCATION,
HEALTH AND LANDS.

NEW DELHI, *the 26th February* 1938.

From

M. W. Yeatts, Esquire, C.I.E., I.C.S., Joint Secretary to the Government of India,

To

The Consul-General for France, 18 Park Street, Calcutta.

Subject : Bills of Health — Abolition of Consular Visas — Agreement between the Governments of India and Indo-China.

SIR,

In continuation of this Department's telegram No. F.35-3/37-G., dated the 22nd November 1937, I am directed to state that the Governor General in Council and His Majesty's Representative for the exercise of the functions of the Crown in its relations with Indian States have decided to enter into an agreement, on behalf of British India and the maritime Indian States, with the Government of French Indo-China for the reciprocal abolition of consular visas on bills of health of vessels plying between India and French Indo-China in the following terms :

¹ Came into force March 1st, 1938.

I.

N^o F.35-3/37-G.
GOUVERNEMENT DE L'INDE,
DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
DE L'HYGIÈNE ET DE L'AGRICULTURE.

NEW-DELHI, *le 26 février* 1938.

De

M. W. Yeatts, C.I.E., I.C.S., Secrétaire (*Joint Secretary*) du Gouvernement de l'Inde,

au

Consul général de France, 18, Park Street, Calcutta.

Objet : Patentes de santé — Suppression des visas consulaires — Accord entre le Gouvernement de l'Inde et l'Indochine.

MONSIEUR LE CONSUL GÉNÉRAL,

Comme suite au télégramme de notre département N^o F.35-3/37-G., en date du 22 novembre 1937, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le gouverneur général en son conseil et le représentant de Sa Majesté pour l'exercice des attributions de la couronne dans ses rapports avec les États indiens, ont décidé de conclure, au nom de l'Inde britannique et des États indiens maritimes, un accord avec le Gouvernement de l'Indochine française en vue de la suppression réciproque du visa consulaire sur les patentes de santé des navires effectuant le service entre l'Inde et l'Indochine française. Cet accord est conçu en ces termes :

¹ Entré en vigueur le 1^{er} mars 1938.

(1) The Contracting Parties undertake not to require in the ports of India and French Indo-China, respectively, that bills of health carried by any vessels arriving from ports in French Indo-China (including Cochín-China, Annam, Cambodia, Tongking and Kwangchowwan) and India, respectively, and registered therein, shall bear visas issued by their respective Consular Officers; and, further, not to require that the said vessels shall produce any documents such as a consular bill of health or any other kind of certificate or document or shall comply with any formalities which would render the exemption herein provided ineffective.

(2) If you on behalf of the Government of French Indo-China agree to the foregoing provisions, I am to suggest that this letter, and your reply in similar terms, should be regarded as constituting an Agreement between the Contracting Parties commencing on the date of your reply and shall remain in force until six months after either of the Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the Agreement.

I have the honour to be, Sir, Your most obedient servant,

(*Sd.*) M. W. YEATTS,
Joint Secretary.

Authenticated :
G. S. Bozman,
Joint Secretary
to the Government of India.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
A CALCUTTA.
N° 297.
Registered.

CALCUTTA, *the 1st March* 1938.
18 B, Park Street.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. F.33-3/37-G, dated the 26th ultimo, in which you inform me that the Government General in Council and His Majesty's

No. 4524

1° Les Parties contractantes s'engagent à ne pas exiger dans les ports de l'Inde et de l'Indochine française, respectivement, que les patentes de santé dont sont munis les navires arrivant de ports de l'Indochine française (y compris la Cochinchine, l'Annam, le Cambodge, le Tonkin et le Kouang-Tchéou-Wan) et de l'Inde respectivement, et immatriculés dans ces pays, portent des visas délivrés par leurs agents consulaires respectifs; elles s'engagent en outre à ne pas exiger des navires ci-dessus la présentation de documents tels que patente de santé consulaire ou tout autre certificat ou document, ou l'accomplissement de formalités rendant inefficace la dispense prévue au présent article.

2° Si, au nom du Gouvernement de l'Indochine française, vous acceptez les dispositions ci-dessus, je propose que la présente lettre et votre réponse, conçue en termes analogues, soient considérées comme constituant entre les Parties contractantes un accord prenant effet à la date de votre réponse et demeurant en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de dénoncer l'accord.

Veuillez agréer, etc.

(*Signé*) M. W. YEATTS,
Secrétaire.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
CONSULAT GÉNÉRAL DE FRANCE
A CALCUTTA.
N° 297.
Recommandée.

CALCUTTA, *le 1^{er} mars* 1938.
18 B, Park Street.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° F. 33-3/37-G, du 26 février, par laquelle vous m'informez que le gouverneur général en son conseil et le représentant de Sa

Representative for the exercise of the functions of the Crown in its relations with Indian States have decided to enter into an agreement, on behalf of British India and the maritime Indian States, with the Government of French Indo-China for the reciprocal abolition of consular visas on bills of health of vessels plying between India and French Indo-China in the following terms :

The Contracting Parties undertake not to require in the ports of India and French Indo-China, respectively, that bills of health carried by any vessels arriving for ports in French Indo-China (including Cochin-China, Annam Cambodia, Tongking and Kwangchowwan) and India, respectively, and registered therein, shall bear visas issued by their respective Consular Officers; and, further, not to require that the said vessels shall produce any documents such as a consular bill of health or any other kind of certificate or document or shall comply with any formalities which would render the exemption herein provided ineffective.

On behalf of the Government of French Indo-China, I agree to the foregoing provisions and add, further, that your letter and this reply shall be regarded as constituting an Agreement between the Contracting Parties commencing on the date of this letter and shall remain in force until six months after either of the Contracting Parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the Agreement.

I have the honour to be, Sir, Your most obedient servant.

(Signed) P. DUBOIS,
Consul General for France.

The Joint Secretary to the Government of India,
Department of Education,
Health & Lands, New Delhi.

Pour copie certifiée conforme :

Calcutta, le 8 août 1938.

Le Vice-Consul p. i.,

L. S. Dugin.

Majesté pour l'exercice des attributions de la couronne dans ses rapports avec les Etats indiens, ont décidé de conclure, au nom de l'Inde britannique et des Etats indiens maritimes, un accord avec le Gouvernement de l'Indochine française en vue de la suppression réciproque du visa consulaire sur les patentes de santé des navires effectuant le service entre l'Inde et l'Indochine française. Cet accord est conçu en ces termes :

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas exiger dans les ports de l'Inde et de l'Indochine française, respectivement, que les patentes de santé dont sont munis les navires arrivant de ports de l'Indochine française (y compris la Cochinchine, l'Annam, le Cambodge, le Tonkin et le Kouang-Tchéou-Wan) et de l'Inde respectivement, et immatriculés dans ces pays, portent des visas délivrés par leurs agents consulaires respectifs; elles s'engagent en outre à ne pas exiger des navires ci-dessus la présentation de documents tels que patente de santé consulaire ou tout autre certificat ou document, ou l'accomplissement de formalités rendant inefficace la dispense prévue au présent article.

Au nom du Gouvernement de l'Indochine française, je me rallie aux dispositions ci-dessus, et j'ajoute que votre lettre et la présente réponse seront considérées comme constituant entre les Parties contractantes un accord prenant effet à la date de la présente lettre; cet accord demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de dénoncer l'accord.

Veillez agréer, etc.

(Signé) P. DUBOIS,
Consul général de France.

Monsieur
le Secrétaire du Gouvernement de l'Inde,
Département de l'Instruction publique,
de l'Hygiène et de l'Agriculture, New-Delhi.

N° 4525.

ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Accord de transfert. Signé à Londres, le
1^{er} juillet 1938.

*Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement
de cet accord a eu lieu le 8 mars 1939.*

GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Transfer Agreement. Signed at London, July
1st, 1938.

*English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary
of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this
Agreement took place March 8th, 1939.*

No. 4525. — TRANSFER AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND. SIGNED AT LONDON, JULY 1ST, 1938.

Whereas the Agreement signed on the 4th July, 1934, between THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH made provisions with regard to meeting certain German financial obligations ;

And whereas by Article 7 of the Agreement¹ relating to Payments, signed on the 1st November, 1934, between these Governments, the provisions of the aforesaid Agreement of the 4th July, 1934, were continued and modified ;

And whereas the provisions of Article 7 (ii) of the said Agreement of the 1st November, 1934, were prolonged under certain conditions up to the 30th June, 1938 ;

And whereas the aforesaid Agreement no longer meets the requirements of the present situation, and in particular makes no provision for meeting the obligations of the former Austrian Federal Republic ;

And whereas it remains the aim of both Governments to co-operate so as to find practical means of removing any financial and economic difficulties that may arise between the two countries ;

And whereas the German Government has consented — without admission of legal liability — to make further arrangements also with regard to the foreign obligations of the former Government of the Austrian Federal Republic and the other Austrian medium and long-term debts ;

Now, therefore, the undersigned, being duly authorised to this effect by the Governments of the United Kingdom and of the German Reich, have agreed as follows :

¹ Vol. CLXIII, page 79 ; Vol. CLXXVII, page 477 ; Vol. CLXXXI, page 434 ; and Vol. CLXXXV, page 437, of this Series.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No 4525. — TRANSFER-ABKOMMEN ZWISCHEN DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHES UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND. GEZEICHNET IN LONDON, AM 1. JULI 1938.

Das von DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHES UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND am 4. Juli 1934 gezeichnete Abkommen hat gewisse deutsche finanzielle Verpflichtungen geregelt. Seine Bestimmungen sind durch Artikel 7 des am 1. November 1934 gezeichneten Zahlungsabkommens¹ dieser Regierungen unter Abänderungen aufrechterhalten worden. Der Absatz (ii) des Artikel 7 dieses Zahlungsabkommens ist unter gewissen Bedingungen bis zum 30. Juni 1938 verlängert worden.

Diese Vereinbarungen tragen den Erfordernissen der gegenwärtigen Lage nicht mehr Rechnung und enthalten insbesondere keine Vorkehrungen für eine Regelung der Verpflichtungen der früheren Republik Österreich.

Beide Regierungen erstreben nach wie vor eine Zusammenarbeit, um praktische Mittel zur Beseitigung aller zwischen beiden Ländern etwa entstehenden finanziellen und wirtschaftlichen Schwierigkeiten zu finden.

Die Deutsche Regierung hat eingewilligt — ohne eine rechtliche Verpflichtung hierzu anzuerkennen — auch hinsichtlich der auswärtigen Verpflichtungen der früheren Regierung der Republik Österreich und hinsichtlich der anderen österreichischen mittel- und langfristigen Schulden weitere Abmachungen zu treffen.

Die unterzeichneten, hierzu gehörig bevollmächtigten Vertreter des Deutschen Reiches und des Vereinigten Königreiches sind daher über folgendes übereingekommen :

¹ Vol. CLXIII, page 79 ; vol. CLXXVII, page 477 ; vol. CLXXXI, page 434 ; et vol. CLXXXV, page 437, de ce recueil.

Article 1.

The Transfer Agreement signed at London on the 4th July, 1934, between the Government of the United Kingdom and the Government of the German Reich, and Article 7 of the Agreement relating to Payments signed on the 1st November, 1934, at Berlin between the same Governments, as prolonged, are hereby abrogated and replaced by the provisions of the present Agreement, in so far as they relate to coupons falling under Article 7 (i) of the said Agreement of the 1st November, 1934, and maturing after the 30th June, 1938, and in so far as they relate to payments falling under Article 7 (ii) of the said Agreement which become due or are made to the Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden after the 30th June, 1938.

Article 2.

(i) The German Government will ensure the provision of sterling funds on the basis of the Memorandum annexed to this paragraph (hereinafter called the Annex) for the service of the following obligations :

(a) The German External Loan, 1924 (in this Agreement referred to as "The Dawes Loan"); bonds in the beneficial ownership of British holders on the 15th June, 1934 ;

(b) The German Government International 5 ½ per cent. Loan, 1930 (in this Agreement referred to as "The Young Loan"); bonds in the beneficial ownership of British holders on the 15th June, 1934 ;

(c) The Austrian Government International Loan, 1930 (in this Agreement referred to as "The Austrian Loan, 1930"); bonds in the beneficial ownership of British holders on the 1st July, 1938 ;

(d) The City of Saarbruecken Loan of 1928 and the City of Saarbruecken 6 per cent. External Sinking Fund Gold Bonds (in this Agreement referred to as "The Saarbruecken Loans"); bonds in the beneficial ownership of British holders on the 1st July, 1938 ;

Artikel 1.

Das in London am 4. Juli 1934 von der Deutschen Regierung und der Regierung des Vereinigten Königreiches unterzeichnete Transfer-Abkommen und Artikel 7 des am 1. November 1934 von den genannten Regierungen in Berlin unterzeichneten Zahlungsabkommens werden, wie sie jetzt gelten, hierdurch aufgehoben und durch die Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens ersetzt, soweit sie sich auf unter Artikel 7 (i) des genannten Abkommens vom 1. November 1934 fallende und nach dem 30. Juni 1938 fällig werdende Zinsscheine sowie auf Zahlungen gemäss Artikel 7 (ii) des genannten Abkommens beziehen, die nach dem 30. Juni 1938 fällig oder an die Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden geleistet werden.

Artikel 2.

(i) Auf der Grundlage des diesem Absatz beigefügten Memorandums (nachfolgend als Anlage bezeichnet) wird die Deutsche Regierung für die Bereitstellung der Sterling-Beträge Sorge tragen, die für den Dienst der folgenden Forderungen benötigt werden :

a) 7 % Deutsche Äussere Anleihe von 1924 (in diesem Abkommen „Dawes-Anleihe“ genannt), soweit Anleihestücke sich am 15. Juni 1934 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) von britischen Inhabern befunden haben.

b) Internationale 5 ½ %-ige Anleihe des Deutschen Reiches 1930 (in diesem Abkommen „Young-Anleihe“ genannt), soweit Anleihestücke sich am 15. Juni 1934 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) von britischen Inhabern befunden haben.

c) Internationale Bundesanleihe der Republik Österreich 1930 (in diesem Abkommen „Österreichische Anleihe 1930“ genannt), soweit Anleihestücke sich am 1. Juli 1938 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) von britischen Inhabern befunden haben.

d) Anleihe der Stadt Saarbrücken vom Jahre 1928 und die 6 % Äussere Anleihe der Stadt Saarbrücken 1927-53 (in diesem Abkommen „Saarbrücken-Anleihen“ genannt), soweit Anleihestücke sich am 1. Juli 1938 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) von britischen Inhabern befunden haben.

(e) The Austrian Government Creditanstalt Bonds of 1936 (in this Agreement referred to as "The Creditanstalt Bonds"), in the beneficial ownership of British holders on the 1st July, 1938.

(f) Medium and Long-Term debts, other than obligations specified in sub-paragraphs (a) to (e) above and in Articles 3 and 5 (ii) of this Agreement (referred to in this Agreement as "Non-Reich Debts"), the basis of entitlement being that hitherto in force, but 1st July, 1938, being substituted for 1st January, 1937, in the case of Austrian debts.

ANNEX.

MEMORANDUM.

Principles of Settlement of German and Austrian Long-Term and Medium-Term Indebtedness to British Holders.

1. The Dawes Loan and the Austrian 7 per Cent. 1930 Loan to be subject to a permanent settlement and to be dealt with on parallel lines. The rate of interest on each loan to be reduced to 5 per cent. provided a 2 per cent. Cumulative Sinking Fund is made immediately applicable.

2. The Young Loan and the Saarbruecken Loans to be dealt with on parallel lines. The rate of interest on each Loan to be reduced to 4 ½ per cent. A 1 per cent. Cumulative Sinking Fund to be made applicable after two years.

3. So far as sterling funds have been transferred under this Agreement, the Dawes Loan to have a priority claim, and the Austrian 7 per Cent. 1930 Loan and the Young Loan to have a claim ranking next in priority to the Dawes Loan, on such sterling funds.

4. The Austrian Government Creditanstalt annuities to be paid in full to British creditors.

5. Austrian non-Government debts to receive similar treatment to German non-Reich debts.

6. The issue of Funding Bonds of the Konversionskasse in respect of interest, dividends, etc., on non-Reich debts to be discontinued and arrangements to be made such that creditors shall in future be given the right to sell their

e) Österreichische Creditanstalt Regierungs-Schuldverschreibungen 1936 (in diesem Abkommen „Creditanstalt Schuldverschreibungen“ genannt), soweit am 1. Juli 1938 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) von britischen Inhabern befindlich.

f) Für die mittel- und langfristigen Schulden, die in den obigen Unterabsätzen a) bis e) und in Artikel 3 und 5 (ii) dieses Abkommens nicht angeführt sind (in diesem Abkommen als „Nicht-Reichsschulden“ bezeichnet), bleibt die bisherige Grundlage der Berechtigung in Kraft; jedoch gilt für die österreichischen Schulden der 1. Juli 1938 anstelle des 1. Januar 1937.

ANLAGE.

MEMORANDUM.

Grundsätze für die Regelung von deutschen und österreichischen lang- und mittelfristigen Schulden an britische Inhaber.

1. Die Dawes- und die österreichische Anleihe 1930 sollen Gegenstand einer Dauerregelung sein und auf gleicher Linie behandelt werden. Die Zinssätze beider Anleihen sollen auf 5 % herabgesetzt werden und eine kumulative Tilgung mit 2 % sofort einsetzen.

2. Die Young-Anleihe und die Saarbrücken-Anleihen sollen auf gleicher Linie behandelt werden. Die Zinssätze der beiden Anleihen sollen auf 4 ½ % ermässigt werden. Eine kumulative Tilgung soll mit 1 % nach Ablauf von zwei Jahren einsetzen.

3. Insoweit Sterling-Beträge unter diesem Abkommen transferiert worden sind, soll die Dawes-Anleihe einen bevorrechtigten Anspruch und die österreichische Anleihe 1930 und die Young-Anleihe einen nach der Dawes-Anleihe zu befriedigenden Anspruch auf diese Sterling-Beträge haben.

4. Die Creditanstalt-Schuldverschreibungen sollen den britischen Inhabern voll bezahlt werden.

5. Die österreichischen Nicht-Regierungsschulden sollen eine entsprechende Behandlung erhalten wie die deutschen Nicht-Reichsschulden.

6. Die Ausgabe von Schuldverschreibungen der Konversionskasse für Zinsen, Dividenden usw. auf Nicht-Reichsschulden soll eingestellt werden, und es sollen Vorkehrungen dahingehend getroffen werden, dass Inhaber in Zukunft

coupons or other evidence of claims to interest, dividends, etc., for a sum in sterling equivalent to 50 per cent. of the nominal sterling value of such claims, maximum 4 per cent. in any individual case. This scheme to continue for eighteen months and thereafter to be subject to six months' notice by either Party, whereupon negotiations concerning future arrangements shall take place. Under this scheme creditors do not give up their contractual rights except in respect of interest, dividends, etc., for which payments are received under this scheme and the existing arrangements in respect of amortisation remain unaltered.

(ii) The United Kingdom and German Governments take note that the Committee of British Long-Term and Medium-Term Creditors have agreed to recommend British holders to accept the basis of the Annex.

(iii) Detailed provisions for the execution of this Article will be agreed as soon as possible between the contracting Governments on the basis of the principles set out in the Annex, it being understood that the application of these principles will require further discussion and that, so far as non-Reich debts are concerned, they are not capable of rigid application but will need adaptation in special cases.

Article 3.

(i) If and whenever the United Kingdom Government are required to pay any sums under their Guarantees of the Austrian Government International Guaranteed Loan 1933/1953 and the Austrian Government Guaranteed Conversion Loan 1934/1959, the German Government will forthwith on payment thereof by the United Kingdom Government reimburse to them in sterling the amount of any such sums paid in sterling and the sterling amounts expended by the United Kingdom Government in the purchase of the currencies required for the payment of any sums in currencies other than sterling together with expenses incurred by the United Kingdom Government or the Paying Agents.

(ii) If and whenever the funds otherwise available for the purpose are insufficient to pay

das Recht erhalten sollen, ihre Zinsscheine oder sonstigen nachgewiesenen Ansprüche auf Zinsen, Dividenden usw. für 50 % des in Sterling ausgedrückten Nominalbetrages, im Einzelfalle jedoch für höchstens 4 %, in Sterling zu verkaufen. Diese Regelung soll 18 Monate gelten und danach einer sechsmonatigen jeder Partei zustehenden Kündigung unterliegen, worauf Verhandlungen über zukünftige Abmachungen stattfinden sollen. Die Inhaber geben auf Grund dieser Regelung ihre vertraglichen Rechte nur insoweit auf, als sie Zinsen, Dividenden usw., für welche Zahlungen unter dieser Regelung geleistet werden, betreffen; die bestehenden Regelungen über die Tilgung bleiben unverändert.

(ii) Die Deutsche Regierung und die Regierung des Vereinigten Königreiches nehmen davon Kenntnis, dass der Ausschuss der britischen lang- und mittelfristigen Gläubiger bereit ist, den britischen Inhabern die in der Anlage niedergelegte Grundlage zur Annahme zu empfehlen.

(iii) Die Einzelbestimmungen über die Durchführung dieses Artikels werden sobald als möglich zwischen den vertragschliessenden Regierungen auf der Basis der Grundsätze vereinbart werden, die in der Anlage dargelegt sind; wobei Einverständnis darüber herrscht, dass die Anwendung dieser Grundsätze weitere Erörterungen erfordert und soweit Nicht-Reichsschulden in Betracht kommen, sie sich für eine starre Anwendung nicht eignen und in Sonderfällen einer Anpassung unterliegen.

Artikel 3.

(i) Falls und wenn immer die Regierung des Vereinigten Königreiches ersucht wird, auf Grund ihrer Garantien für die Internationale Garantierte Bundesanleihe 1933-53 und die Garantierte Österreichische Konversionsanleihe 1934-59 irgendwelche Summen zu zahlen, wird die Deutsche Regierung unverzüglich auf eine derartige Zahlung seitens der Regierung des Vereinigten Königreiches dieser in Sterling den Betrag irgendwelcher solcher bezahlter Sterling Summen und die Sterling-Beträge, die die Regierung des Vereinigten Königreiches beim Ankauf der für die Zahlung irgendwelcher Summen in Nicht-Sterling-Währungen erforderlichen Beträge aufgewendet hat, zusammen mit den Ausgaben, die der Regierung des Vereinigten Königreiches oder den Zahlstellen erwachsen sind, erstatten.

(ii) Falls und wenn immer die anderweitigen, für diesen Zweck verfügbaren Mittel unzurei-

in full matured Coupons of Bonds of the Austrian Government International Guaranteed Loan, 1933-53, and the Austrian Government Guaranteed Conversion Loan, 1934-59, which are shown to the satisfaction of the Bank of England to have been in the beneficial ownership of British holders on the 1st July, 1938, the German Government will provide sterling funds at the Bank of England for the purchase on behalf of that Government of the Coupons in question on their respective maturity dates or so soon thereafter as they may be tendered to the Bank of England.

(iii) The purchase price of Coupons as aforesaid will be the amount of the unpaid part of the nominal amount of the Coupons in question, or, in the case of Coupons payable in a currency other than sterling, an amount in sterling equal to the sterling equivalent of such unpaid part calculated at the rate certified by the Bank of England as the middle rate current in London for telegraphic transfers at noon on the day preceding the due date for payment of the Coupon.

(iv) If and whenever the funds otherwise available for the purpose are insufficient to redeem in full drawn or matured Bonds of the Austrian Government International Guaranteed Loan, 1933-53, and the Austrian Government Guaranteed Conversion Loan, 1934-59, which are shown to the satisfaction of the Bank of England to have been in the beneficial ownership of British holders on the 1st July, 1938, the German Government will provide sterling funds at the Bank of England for the purchase on behalf of that Government of the Bonds in question on the dates on which they are respectively due to be redeemed or so soon thereafter as they may be tendered to the Bank of England.

(v) The purchase price of Bonds as aforesaid will be calculated in like manner as the purchase price of Coupons to be purchased in accordance with paragraph (iii) above.

Article 4.

For the purpose of this Agreement the expression "British holders" means as regards obligations in sterling (1) persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom, (2) British subjects

chend sind, um eine volle Zahlung auf die fälligen Zinsscheine von denjenigen Stücken der Internationalen Garantierten Bundesanleihe 1933-53 und der Garantierten Österreichischen Konversionsanleihe 1934-59 zu ermöglichen, für die der Bank von England der Nachweis erbracht worden ist, dass sich diese im materiellen Eigentum (beneficial ownership) von britischen Inhabern am 1. Juli 1938 befinden, wird die Deutsche Regierung der Bank von England die nötigen Sterling-Beträge zum Ankauf von Zinsscheinen solcher Stücke für ihre Rechnung bei Fälligkeit oder danach, sobald sie der Bank von England vorgelegt werden, zur Verfügung stellen.

(iii) Der Ankaufspreis solcher Zinsscheine ist der Betrag des unbezahlten Teiles des Nennbetrages der fraglichen Zinsscheine, oder, wenn Zinsscheine auf andere als Sterling-Währung lauten, in englischer Währung ein Betrag, welcher dem Gegenwert in englischer Währung des unbezahlten Teiles des Zinsscheines gleichkommt, wobei dieser Gegenwert zum Satze berechnet wird, welchen die Bank von England als laufenden Mittelkurs in London für telegrafische Auszahlung am Mittag des dem Zahlungstage vorangehenden Tages mitteilt.

(iv) Falls und wenn immer die anderweitigen, für diesen Zweck verfügbaren Mittel unzureichend sind, um gezogene oder fällige Anleihestücke der Internationalen Garantierten Bundesanleihe 1933-53 und der Garantierten Österreichischen Konversionsanleihe 1934-59, für die der Bank von England der Nachweis erbracht worden ist, dass sich diese im materiellen Eigentum (beneficial ownership) von britischen Inhabern am 1. Juli 1938 befinden, voll einzulösen, wird die Deutsche Regierung der Bank von England die nötigen Sterling-Beträge für die Einlösung solcher Anleihestücke für ihre Rechnung an den entsprechenden Fälligkeitsdaten oder danach, sobald sie der Bank von England vorgelegt werden, zur Verfügung stellen.

(v) Der Ankaufspreis solcher Anleihestücke wird in der gleichen Weise berechnet, wie der Ankaufspreis von Zinsscheinen, die gemäss Artikel 3 (iii) angekauft werden.

Artikel 4.

Für die Zwecke dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck „Britische Inhaber“: bezüglich der Sterling-Schulden (1) Personen, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben; (2) britische Staats-

wherever resident, (3) corporations incorporated by or under the laws of the United Kingdom or of any other territory under the sovereignty of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate, and (4) persons under His Majesty's protection and ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom or any other of the territories aforesaid.

And as regards other issues or debts, all individuals of any nationality ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom and all corporations incorporated under the laws of the United Kingdom.

Article 5.

This Agreement is without prejudice (i) to the German Credit Agreement of 1938 and the German Public Debtors Credit Agreement of 1938 and (ii) to the continuance of the full service of the Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden 4 per cent. Sterling Bonds.

Article 6.

This Agreement shall come into force on 1st July, 1938.

Done at London, this first day of July, 1938, in duplicate, in English and German, both texts being equally authentic.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :

HALIFAX.

F. W. LEITH-ROSS.

For the Government of the German Reich :

Herbert VON DIRKSEN.

E. WIEHL.

angehörige ohne Rücksicht auf den Aufenthalt ; (3) Gesellschaften, die nach dem Recht des Vereinigten Königreichs oder irgend eines anderen Gebietes eingetragen sind, das unter der Herrschaft Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der britischen überseeischen Dominien, Kaisers von Indien, oder unter der Suzeränität, dem Protektorat oder dem Mandat Seiner Majestät steht ; (4) Personen, die unter dem Schutz Seiner Majestät stehen und sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich oder irgend einem andern der vorstehend aufgezählten Gebiete aufhalten oder Geschäfte betreiben ; bezüglich anderer Ausgaben oder Schulden alle Personen ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben, und alle Gesellschaften, die nach dem Recht des Vereinigten Königreichs eingetragen sind.

Artikel 5.

Dieses Abkommen lässt (i) das Deutsche Kreditabkommen von 1938 und das Deutsche Kreditabkommen für öffentliche Schuldner 1938 und (ii) die Fortführung der vollen Bedienung der 4 %-igen Sterling Bonds der Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden unberührt.

Artikel 6.

Dieses Abkommen tritt am 1. Juli 1938 in Kraft.

Geschehen zu London am 1. Juli 1938 in doppelter Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache, die beide in gleicher Weise massgebend sind.

Für die Deutsche Regierung :

Herbert VON DIRKSEN.

E. WIEHL.

Für die Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland :

HALIFAX.

F. W. LEITH-ROSS.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 4525. — ACCORD DE TRANSFERT ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD. SIGNÉ A LONDRES, LE 1^{er} JUILLET 1938.

Considérant que l'Accord signé le 4 juillet 1934 entre LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND prévoyait des dispositions concernant l'exécution de certaines obligations financières de l'Allemagne ;

Qu'aux termes de l'article 7 de l'Accord en vue de faciliter les paiements signé le 1^{er} novembre 1934 entre lesdits gouvernements, les dispositions de l'Accord précité du 4 juillet 1934 ont été prorogées et modifiées ;

Que les dispositions de l'article 7 (ii) dudit Accord du 1^{er} novembre 1934 ont été prorogées à certaines conditions jusqu'au 30 juin 1938 ;

Que l'accord ci-dessus mentionné ne répond plus aux exigences de la situation actuelle et ne prévoit en particulier aucune disposition en vue de l'exécution des obligations de l'ancienne République fédérale d'Autriche ;

Que les deux gouvernements demeurent animés du désir de coopérer afin de trouver les moyens pratiques d'éliminer toutes difficultés d'ordre financier et économique qui peuvent surgir entre les deux pays ;

Que le Gouvernement allemand a consenti — sans toutefois reconnaître qu'il y est juridiquement obligé — à prendre de nouveaux arrangements en ce qui concerne également les obligations extérieures de l'ancien Gouvernement de la République fédérale d'Autriche et les autres dettes à moyen et à long terme de l'Autriche ;

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par les Gouvernements du Royaume-Uni et du Reich allemand, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'Accord de transfert signé à Londres le 4 juillet 1934 entre le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Reich allemand, ainsi que l'article 7 de l'Accord concernant les paiements signé le 1^{er} novembre 1934 à Berlin entre lesdits gouvernements, tels qu'ils sont actuellement en vigueur, sont abrogés et remplacés par les dispositions du présent accord dans la mesure où ils ont trait aux coupons visés par l'article 7 (i) dudit Accord du 1^{er} novembre 1934 et venant à échéance après le 30 juin 1938, et dans la mesure où ils concernent des paiements visés par l'article 7 (ii) dudit accord qui viennent à échéance ou sont effectués à la Caisse de conversion des dettes extérieures de l'Allemagne après le 30 juin 1938.

Article 2.

(i) Le Gouvernement allemand fournira, sur la base du mémoire annexé au présent paragraphe (ci-après désigné sous le nom d'annexe), des montants en sterling pour le service des obligations ci-après :

a) Emprunt extérieur allemand de 1924 (désigné dans le présent accord sous le nom de « Emprunt Dawes ») ; obligations appartenant effectivement à des porteurs britanniques à la date du 15 juin 1934.

b) Emprunt international du Gouvernement allemand 5 ½ % de 1930 (désigné dans le présent accord sous le nom de « Emprunt Young ») ; obligations appartenant effectivement à des porteurs britanniques à la date du 15 juin 1934.

c) Emprunt international du Gouvernement autrichien de 1930 (désigné dans le présent accord sous le nom d'« Emprunt autrichien de 1930 »); obligations appartenant effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938.

d) Emprunt de la ville de Sarrebruck de 1928 et obligations-or 6 % du Fonds d'amortissement extérieur de la ville de Sarrebruck (désignés dans le présent accord sous le titre d'« Emprunts de Sarrebruck »); obligations appartenant effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938.

e) Obligations du Creditanstalt du Gouvernement autrichien de 1936 (désignées dans le présent accord sous le nom d'« Obligations du Creditanstalt »), appartenant effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938.

f) Dettes à moyen et à long terme autres que les obligations spécifiées aux alinéas a) à e) ci-dessus ainsi qu'aux articles 3 et 5 (ii) du présent accord (désignées dans le présent accord sous le nom de « Dettes non contractées par le Reich »); la qualité des ayants droit continuera à être déterminée sur la base des dispositions actuellement en vigueur, la date du 1^{er} juillet 1938 étant toutefois substituée à celle du 1^{er} janvier 1937 en ce qui concerne les dettes autrichiennes.

ANNEXE

MÉMORANDUM.

Principes du règlement des dettes à long et à moyen terme de l'Allemagne et de l'Autriche à l'égard de porteurs britanniques.

1. L'Emprunt Dawes et l'Emprunt autrichien 7 % de 1930 feront l'objet d'un règlement permanent et seront traités de la même manière. Le taux de l'intérêt de chacun de ces deux emprunts sera ramené à 5 %, et un amortissement cumulatif de 2 % sera immédiatement mis en application.

2. L'Emprunt Young et les Emprunts de Sarrebruck seront traités sur le même pied. Le taux d'intérêt de chacun de ces deux emprunts sera ramené à 4 ½ %, et un amortissement cumulatif de 1 % sera mis en application à l'expiration d'une période de deux ans.

3. Dans la mesure où des montants en sterling auront été transférés en vertu du présent accord, l'Emprunt Dawes aura un droit de priorité, et l'Emprunt autrichien 7 % de 1930 ainsi que l'Emprunt Young viendront, en ce qui concerne le droit à ces montants en sterling, immédiatement dans l'ordre de priorité après l'Emprunt Dawes.

4. Les obligations du Creditanstalt du Gouvernement autrichien seront payées intégralement aux porteurs britanniques.

5. Les dettes autrichiennes qui ne sont pas des dettes de l'Etat seront traitées de la même manière que les dettes allemandes qui ne sont pas des dettes du Reich.

6. L'émission d'obligations de la Caisse de conversion au titre des intérêts, dividendes, etc., de dettes non contractées par le Reich sera suspendue, et des dispositions seront prises pour que les porteurs aient à l'avenir la faculté de vendre leurs coupons ou tous autres titres leur donnant droit à des intérêts, à des dividendes, etc., en échange d'une somme en sterling équivalant à 50 % de la valeur nominale en sterling desdites créances, jusqu'à concurrence toutefois de 4 % au maximum à la fois. Ce règlement s'appliquera pendant dix-huit mois et pourra ensuite être dénoncé par l'une ou l'autre Partie moyennant préavis de six mois; à ce moment, des négociations concernant les dispositions futures seront engagées. En vertu de ce règlement, les porteurs ne renoncent pas à leurs droits contractuels, sauf en ce qui concerne les intérêts, dividendes, etc., pour lesquels des paiements sont effectués en vertu du présent règlement; les dispositions existantes en ce qui concerne l'amortissement demeurent inchangées.

(ii) Le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement allemand prennent acte de ce que le Comité des créanciers britanniques à long et à moyen terme est disposé à recommander aux porteurs britanniques d'accepter la base de la présente annexe.

(iii) Les gouvernements contractants arrêteront d'un commun accord, aussitôt que possible, les dispositions de détail en vue de l'exécution du présent article sur la base des principes énoncés dans l'annexe, étant entendu que l'application de ces principes exige une nouvelle discussion et qu'en ce qui concerne les dettes non contractées par le Reich, lesdits principes ne pourront être appliqués d'une manière rigide mais que des aménagements devront être prévus dans certains cas spéciaux.

Article 3.

(i) Au cas où le Gouvernement du Royaume-Uni serait tenu de verser des montants quelconques en vertu de ses garanties de l'Emprunt international garanti du Gouvernement autrichien 1933/1953 et de l'Emprunt de conversion garanti du Gouvernement autrichien 1934/1959, le Gouvernement allemand, dès que le Gouvernement du Royaume-Uni aura effectué un paiement de ce genre, remboursera à ce dernier en sterling le montant de toutes sommes payées en sterling et les montants en sterling dépensés par le Gouvernement du Royaume-Uni pour l'achat des devises requises pour le paiement de toutes sommes en devises autres que le sterling, ainsi que les dépenses encourues par le Gouvernement du Royaume-Uni ou par les agents de paiement.

(ii) Au cas où les fonds disponibles par ailleurs à cet effet ne suffiraient pas pour payer intégralement les coupons échus d'obligations de l'Emprunt international garanti du Gouvernement autrichien 1933/1953 et de l'Emprunt de conversion garanti du Gouvernement autrichien 1934/1959, pour lesquels il aura été fourni à la Banque d'Angleterre la preuve qu'à la date du 1^{er} juillet 1938 ils appartenaient effectivement à des porteurs britanniques, le Gouvernement allemand mettra à la disposition de la Banque d'Angleterre des montants en sterling pour l'achat, au nom de ce gouvernement, des coupons en question à leurs dates respectives d'échéance ou dès qu'ils auront été présentés au paiement à la Banque d'Angleterre.

(iii) Le prix d'achat des coupons précités sera le montant de la fraction impayée du montant nominal des coupons en question ou, s'il s'agit de coupons payables en une monnaie autre que le sterling, un montant en sterling égal à l'équivalent en sterling de cette fraction impayée, calculé au cours indiqué par la Banque d'Angleterre comme étant le cours moyen à Londres des transferts télégraphiques, pratiqué à midi, la veille de la date d'échéance du coupon.

(iv) Au cas où les fonds par ailleurs disponibles à cette fin seraient insuffisants pour rembourser intégralement les obligations, sorties au tirage ou venues à échéance, de l'Emprunt international garanti du Gouvernement autrichien 1933/1953 et de l'Emprunt de conversion garanti du Gouvernement autrichien 1934/1959, pour lesquelles il aura été fourni à la Banque d'Angleterre la preuve qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938, le Gouvernement allemand mettra à la disposition de la Banque d'Angleterre des montants en sterling pour l'achat, au nom de ce gouvernement, des obligations en question aux dates auxquelles elles sont remboursables ou dès qu'elles seront présentées à la Banque d'Angleterre.

(v) Le prix d'achat des obligations précitées sera calculé de la même manière que le prix d'achat des coupons à acheter conformément au paragraphe (iii) ci-dessus.

Article 4.

Aux fins du présent accord, l'expression « porteur britannique » vise, en ce qui concerne les obligations en sterling : 1^o les personnes résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ; 2^o les sujets britanniques, quelle que soit leur résidence ; 3^o les sociétés régulièrement constituées conformément aux lois du Royaume-Uni ou de tout autre territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la

protection ou le mandat de Sa Majesté; et 4^o les personnes placées sous la protection de Sa Majesté et résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ou dans l'un quelconque des territoires précités ;

Et, en ce qui concerne les autres émissions ou dettes, toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui résident habituellement dans le Royaume-Uni ou qui y effectuent habituellement des opérations commerciales, ainsi que toutes les sociétés constituées en vertu des lois du Royaume-Uni.

Article 5.

Le présent accord ne porte atteinte ni (i) à l'Accord allemand sur le crédit de 1938 et à l'Accord allemand de 1938 sur le crédit concernant les débiteurs publics, ni (ii) à la continuation du service intégral des obligations à 4 % en sterling de la Caisse de conversion pour les dettes extérieures allemandes.

Article 6.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1938.

Fait à Londres, le premier juillet 1938, en double expédition, en langues anglaise et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

HALIFAX.

F. W. LEITH-ROSS.

Pour le Gouvernement du Reich allemand :

Herbert VON DIRKSEN.

E. WIEHL.

N° 4526.

ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Accord modifiant l'Accord de paiements du
1^{er} novembre 1934, signé à Londres, le
1^{er} juillet 1938, et échange de notes de la
même date concernant les relations commer-
ciales entre les deux pays.

*Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de
cet accord a eu lieu le 8 mars 1939.*

GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Agreement amending the Payments Agreement
of November 1st, 1934, signed at London,
July 1st, 1938, and Exchange of Notes of
the same Date regarding Trade Relations
between the Two Countries.

*English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this
Agreement took place March 8th, 1939.*

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 4526. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AMENDING THE PAYMENTS AGREEMENT OF NOVEMBER 1ST, 1934. SIGNED AT LONDON, JULY 1ST, 1938.

N^o 4526. — ABKOMMEN ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSS-BRITANNIEN UND NORDIRLAND ZUR ABÄNDERUNG DES ZAHLUNGSABKOMMENS VOM 1. NOVEMBER 1934. GEZEICHNET IN LONDON, AM 1. JULI 1938.

Whereas the Agreement¹ signed at Berlin on the 1st November, 1934 (hereinafter referred to as the Payments Agreement), between the GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and the GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH makes provision to facilitate payments between the United Kingdom and Germany ; and

Whereas the contracting Governments desire to amend in certain respects the provisions of the Payments Agreement in order further to facilitate payments between the United Kingdom and Germany and to take account of the union of Austria with Germany ; and

Whereas a new Transfer Agreement² between the contracting Governments has been signed this day which contains the provisions agreed by the contracting Governments with regard to the matters dealt with in Article 7 of the Payments Agreement ; and

Whereas it is the earnest desire of both Governments that the commercial relations between the two countries should continue on a non-discriminatory and most friendly basis, and that the volume of mutual trade should be maintained and as far as possible increased ;

Now, therefore, the undersigned being duly authorised to this effect by the Government of the United Kingdom and the Government of the German Reich have agreed as follows :

¹ Vol. CLXIII, page 79 ; Vol. CLXXVII, page 477 ; Vol. CLXXXI, page 434 ; and Vol. CLXXXV, page 437, of this Series.

² See page 235 of this Volume.

Im Hinblick auf das in Berlin am 1. November 1934 zwischen der REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND und der DEUTSCHEN REGIERUNG gezeichnete Abkommen¹ (in folgendem als „Zahlungsabkommen“ bezeichnet), das die Zahlungsmöglichkeiten zwischen dem Deutschen Reich und dem Vereinigten Königreich regelt, und im Hinblick auf den Wunsch der beiden Regierungen, einzelne Bestimmungen des Zahlungsabkommens zu ergänzen, um weiterhin Zahlungsmöglichkeiten zwischen dem Deutschen Reich und dem Vereinigten Königreich, auch in Anbetracht der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich, zu schaffen, und im Hinblick auf das zwischen den beiden Regierungen am gleichen Tage gezeichnete neue Transferabkommen², das die von beiden Regierungen getroffenen Vereinbarungen über die in Artikel 7 des Zahlungsabkommens behandelten Fragen enthält,

und im Hinblick auf den ernstlichen Wunsch beider Regierungen, die Handelsbeziehungen zwischen beiden Ländern freundschaftlichst und auf der Grundlage der Gleichbehandlung fortzusetzen und den Umfang des beiderseitigen Handels aufrecht zu erhalten und möglichst zu steigern,

haben die von der Regierung des Vereinigten Königreichs und der Deutschen Regierung hierzu gebührend bevollmächtigten Unterzeichneten nachstehendes vereinbart :

¹ Vol. CLXIII, page 79 ; vol. CLXXVII, page 477 ; vol. CLXXXI, page 434 ; et vol. CLXXXV, page 437, de ce recueil.

² Voir page 235 de ce volume.

Article I.

Article I of the Payments Agreement shall be amended as follows :

(a) At the end of paragraph (i), in place of the words " and textile manufactures " there shall be substituted the words " textile manufactures ; and technical and engineering products). "

(b) In place of the first sentence of paragraph (ii) there shall be substituted the following words :

" (ii) The Reichsbank will, out of the foreign exchange received from German exports to the United Kingdom, earmark each quarter for the payment of United Kingdom exports to Germany an amount of £4 ½ millions. If, however, the average between the value of exports from Germany to the United Kingdom during the preceding quarter as shown by the German statistics, on the one hand, and the value of imports into the United Kingdom from Germany during the same quarter, as shown by the United Kingdom statistics, on the other hand, and after the deductions provided for in the next sentence have been made, exceeds or falls short of £7 ½ millions, then the amount of £4 ½ millions shall be increased or decreased by nine-tenths of the excess or deficiency on the said amount of £7 ½ millions. "

(c) After paragraph (iii) add as a subparagraph the words :

" If the difference between the total amount of foreign exchange received from German exports to the United Kingdom and the amount of foreign exchange to be earmarked by the Reichsbank under this Agreement for payments of exports from the United Kingdom to Germany is not sufficient to cover Germany's financial obligations to the United Kingdom, it shall be open to the German Government to approach the United Kingdom Government with a view to reducing by agreement the amount of foreign exchange to be ear-

Artikel I.

Artikel I des Zahlungsabkommens wird wie folgt geändert :

a) Am Schlusse des Absatzes (i) werden die Worte : „ und Textilien “ durch die Worte „Textilien und technische Erzeugnisse“ ersetzt.

b) Der erste Satz des Absatzes (ii) wird durch folgende Fassung ersetzt :

„ (ii) Die Reichsbank wird von den aus der deutschen Ausfuhr nach dem Vereinigten Königreich eingehenden Devisen vierteljährlich für die Bezahlung der englischen Ausfuhr nach Deutschland einen Betrag von 4 ½ Millionen Pfund Sterling abzweigen. Wenn aber der Durchschnitt zwischen dem in der deutschen Statistik für das vorletzte Vierteljahr ausgewiesenen Wert der deutschen Ausfuhr nach dem Vereinigten Königreich einerseits und dem nach der englischen Statistik für das gleiche Vierteljahr ausgewiesenen Wert der deutschen Einfuhr nach dem Vereinigten Königreich andererseits nach Vornahme der in folgendem vorgesehener Abzüge den Betrag von 7 ½ Millionen Pfund Sterling übersteigt oder nicht erreicht, so soll der Betrag von 4 ½ Millionen Pfund Sterling um neun Zehntel des Mehr- oder Minderbetrages gegenüber dem Betrag von 7 ½ Millionen Pfund Sterling vermehrt oder vermindert werden. "

(c) Der Absatz (iii) erhält folgenden Unterabsatz :

„Wenn der Unterschied zwischen dem Gesamtbetrage der aus der deutschen Ausfuhr nach dem Vereinigten Königreich eingehenden Devisen und dem Betrage der nach diesem Abkommen von der Reichsbank für die Bezahlung der englischen Ausfuhr nach Deutschland abzuzweigenden Devisen nicht ausreicht, um Deutschlands finanzielle Verpflichtungen gegenüber dem Vereinigten Königreich zu decken, steht es der Deutschen Regierung frei, an die Regierung des Vereinigten Königreichs wegen einer vertraglichen Herabsetzung des Betrages der

marked for the payment of exports of United Kingdom goods to Germany."

(d) In place of the last sentence of paragraph (iv) there shall be substituted the words:

"Five per cent. of the foreign exchange earmarked under paragraph (ii) of this Article may be released for payment for United Kingdom goods even if unaccompanied by a certificate issued by a Chamber of Commerce, provided that they are classified as United Kingdom goods in accordance with the German Customs regulations."

(e) In paragraphs (v) and (vi) the word "month" shall be replaced by the word "quarter" wherever the word "month" appears.

(f) At the end of Article 1 add a new paragraph as follows:

"(viii) Detailed arrangements for the operation of this Article shall be made as occasion arises by the Governmental representatives referred to in Article 10 of this Agreement."

Article 2.

At the end of Article 10 of the Payments Agreement the following words shall be added:

"And to make such detailed arrangements as may be necessary for the practical application of this Agreement."

Article 3.

There shall be substituted for the second sentence of Article 11 of the Payments Agreement the following words:

"It may be terminated on the first day of any month after the 1st October, 1938, by either Government giving notice to the other on or before the first day of the previous month."

Article 4.

This Agreement shall come into force on the 1st July, 1938.

für die Bezahlung der englischen Ausfuhr von Waren des Vereinigten Königreichs nach Deutschland abzuzeigenden Devisen heranzutreten."

d) Der Absatz (iv), letzter Satz, erhält folgende Fassung:

„Fünf Prozent der gemäss Absatz (ii) dieses Artikels abgezweigten Devisenbeträge können für die Bezahlung englischer Waren abgegeben werden, auch wenn sie nicht von einem Zeugnis einer Handelskammer begleitet sind, vorausgesetzt, dass sie auf Grund der deutschen Zollvorschriften als englische Waren angeschrieben werden.“

e) In den Absätzen (v) und (vi) wird das Wort „Monat“ jedesmal durch das Wort „Vierteljahr“ ersetzt.

f) Dem Artikel 1 wird folgender neuer Absatz angefügt:

„(viii) Die Regelung der Einzelheiten für die Durchführung dieses Artikels wird, soweit dies jeweils notwendig ist, von den im Artikel 10 dieses Abkommens erwähnten Regierungsvertretern vereinbart werden.“

Artikel 2.

Artikel 10 des Zahlungsabkommens erhält folgenden Zusatz:

„und die für die praktische Durchführung dieses Abkommens etwa notwendig werdenden Einzelheiten zu vereinbaren.“

Artikel 3.

Der zweite Satz von Artikel 11 des Zahlungsabkommens erhält folgende Fassung:

„Es kann vom 1. Oktober 1938 ab von jeder der beiden Regierungen zum 1. eines jeden Monats durch eine der anderen Regierung gegenüber spätestens am 1. des vorhergehenden Monats auszusprechende Kündigung beendet werden.“

Artikel 4.

Dieses Abkommen tritt am 1. Juli 1938 in Kraft.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments thereto, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London this 1st day of July, 1938, in the English and German languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the United Kingdom
of Great Britain and Northern Ireland :

HALIFAX.
F. W. LEITH-ROSS.

For the Government of the German Reich :

Herbert VON DIRKSEN.
E. WIEHL.

Zu Urkund dessen haben die von ihren Regierungen hierzu gebührend bevollmächtigten Unterzeichneten dieses Abkommen gezeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

Geschehen zu London am 1. Juli 1938 in doppelter Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache, die beide in gleicher Weise massgebend sind.

Für die Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland :

HALIFAX.
F. W. LEITH-ROSS.

Für die Deutsche Regierung :

Herbert VON DIRKSEN.
E. WIEHL.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE REPRESENTATIVES OF THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND OF THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH REGARDING TRADE RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES.

I. SIR F. LEITH-ROSS TO MR. WIEHL.

DEAR MR. WIEHL,

LONDON, *July 1st, 1938.*

The United Kingdom Delegation have forwarded to the United Kingdom Government Departments concerned the notes submitted by the German Delegation asking for duty concessions on imports into the United Kingdom of German goods and for concessions for German trade in certain British overseas territories. The United Kingdom Delegation regard these matters as outside the scope of the negotiations for the revision of the Payments Agreement. His Majesty's Government will, however, be prepared, subsequent to the conclusion of an Agreement for the amendment of the Payments Agreement, to enter into negotiations as soon as possible in regard to these matters, it being understood that both Governments will make every endeavour to take such steps as may be found possible to increase mutual trade and to improve trade relations.

Yours sincerely,

F. W. LEITH-ROSS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

II. MR. WIEHL TO SIR F. LEITH-ROSS.

DEUTSCHE DELEGATION.

SEHR GEEHRTER SIR FREDERICK,

LONDON, *den 1. Juli 1938.*

Mit Schreiben vom heutigen Tage haben Sie mir folgendes mitgeteilt :

„Die Delegation des Vereinigten Königreichs hat den zuständigen Regierungsstellen die Aufzeichnungen unterbreitet, welche die deutsche Delegation übergeben hat und in

denen Zollermässigungen auf die Einfuhr deutscher Waren in das Vereinigte Königreich und Erleichterungen für den deutschen Handel in bestimmten britischen Überseegebieten verlangt werden. Die Delegation des Vereinigten Königreichs ist der Ansicht, dass diese Fragen nicht in den Rahmen der gegenwärtigen Verhandlungen über eine Abänderung des Zahlungsabkommens gehören. Trotzdem ist die Königlich Britische Regierung bereit, nach Abschluss eines Abkommens zur Abänderung des Zahlungsabkommens sobald wie möglich über diese Fragen in Verhandlungen einzutreten, wobei Einverständnis darüber besteht, dass beide Regierungen jede Anstrengung machen werden, um diejenigen Massnahmen zu treffen, die für die Steigerung des gegenseitigen Handels und für die Verbesserung der Handelsbeziehungen als möglich befunden werden.“

Die Deutsche Regierung hat diese Mitteilung zur Kenntnis genommen.

Mit den verbindlichsten Empfehlungen bin ich, sehr geehrter Sir Frederick,

Ihr sehr ergebener

E. WIEHL.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

LONDON, *July 1st*, 1938.

In your letter of to-day's date you have made the following communication to me :

(As in No. I.)

The German Government have taken note of the above.

Yours, etc.

E. WIEHL.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4526. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD MODIFIANT L'ACCORD DE PAIEMENTS DU 1^{er} NOVEMBRE 1934. SIGNÉ A LONDRES, LE 1^{er} JUILLET 1938.

Considérant que l'Accord signé à Berlin le 1^{er} novembre 1934 (ci-après désigné sous le nom d'accord de paiements) entre LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND prévoit des dispositions destinées à faciliter les paiements entre le Royaume-Uni et l'Allemagne ;

Considérant que les gouvernements contractants désirent amender à certains égards les dispositions de l'accord de paiements afin de faciliter davantage les paiements entre le Royaume-Uni et l'Allemagne et de tenir compte de l'union de l'Autriche à l'Allemagne ;

Considérant qu'il a été signé ce jour entre les gouvernements contractants un nouvel accord de transfert contenant les dispositions convenues par les gouvernements contractants au sujet des questions faisant l'objet de l'article 7 de l'accord de paiements ; et

Considérant que les deux gouvernements désirent vivement que les relations commerciales entre leurs deux pays se poursuivent sur la base de la non-discrimination et de la plus sincère amitié et que le volume des échanges commerciaux se maintienne à son niveau actuel et augmente dans la mesure du possible ;

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet par le Gouvernement du Royaume-Uni et le Gouvernement du Reich allemand, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'article premier de l'accord de paiements sera modifié comme suit :

a) A la fin du paragraphe (i), les mots « et textiles » seront remplacés par les mots « textiles et produits techniques ».

b) La première phrase du paragraphe (ii) sera remplacée par la phrase ci-après :

« (ii) La Reichsbank prélèvera chaque trimestre sur les devises reçues au titre des exportations allemandes à destination du Royaume-Uni, en vue du paiement des exportations du Royaume-Uni à destination de l'Allemagne, une somme de £ 4 ½ millions. Toutefois, si la moyenne entre la valeur des exportations de l'Allemagne à destination du Royaume-Uni au cours du trimestre précédent, telle qu'elle ressort des statistiques allemandes, d'une part, et la valeur des importations dans le Royaume-Uni en provenance d'Allemagne pendant le même trimestre, telle qu'elle ressort des statistiques du Royaume-Uni, d'autre part, est supérieure ou inférieure à la somme de £ 7 ½ millions, après les déductions prévues à la phrase suivante, le montant de £ 4 ½ millions sera majoré ou réduit des neuf dixièmes de l'excédent ou de l'insuffisance par rapport au montant de 7 ½ millions de livres. »

c) Après le paragraphe (iii), ajouter l'alinéa ci-après :

« Si la différence entre le montant total des devises reçues au titre des exportations allemandes à destination du Royaume-Uni et le montant des devises que la Reichsbank doit prélever aux termes du présent accord en vue du paiement des exportations du Royaume-Uni à destination de l'Allemagne n'est pas suffisante pour faire face aux obligations financières de l'Allemagne à l'égard du Royaume-Uni, le Gouvernement

allemand aura la faculté de demander au Gouvernement du Royaume-Uni la réduction contractuelle du montant des devises à prélever en vue du paiement des exportations de marchandises du Royaume-Uni à destination de l'Allemagne.

d) Remplacer par la phrase suivante la dernière phrase du paragraphe (iv) :

« Cinq pour cent des devises prélevées conformément au paragraphe (ii) du présent article pourront être remis pour le paiement de marchandises du Royaume-Uni, même si ces marchandises ne sont pas accompagnées d'un certificat délivré par une Chambre de commerce, à la condition qu'elles soient classées comme marchandises du Royaume-Uni, conformément aux règlements douaniers allemands. »

e) Aux paragraphes (v) et (vi), remplacer partout le mot « mois » par le mot « trimestre ».

f) Ajouter à la fin de l'article premier un nouveau paragraphe ainsi conçu :

« (viii) Les dispositions de détail concernant l'application du présent article seront prises, le cas échéant, par les représentants des gouvernements mentionnés à l'article 10 du présent accord. »

Article 2.

A la fin de l'article 10 de l'accord de paiements, ajouter ce qui suit :

« et pour convenir des dispositions de détail que pourrait nécessiter l'application pratique du présent accord. »

Article 3.

La deuxième phrase de l'article 11 de l'accord de paiements sera modifiée comme suit :

« Il pourra être dénoncé par chacun des deux gouvernements pour le premier jour de chaque mois, après le 1^{er} octobre 1938, moyennant un préavis notifié à l'autre gouvernement au plus tard le premier jour du mois précédent. »

Article 4.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1938.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, à Londres, le 1^{er} juillet 1938, en langue anglaise et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord :

HALIFAX.

F. W. LEITH-ROSS.

Pour le Gouvernement du Reich allemand :

Herbert VON DIRKSEN.

E. WIEHL.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET DU GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND CONCERNANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS.

I. SIR F. LEITH-ROSS A M. WIEHL.

LONDRES, le 1^{er} juillet 1938.

MONSIEUR,

La délégation du Royaume-Uni a transmis aux services intéressés du Gouvernement du Royaume-Uni les notes présentées par la délégation allemande, demandant des réductions de droits sur les importations de marchandises allemandes dans le Royaume-Uni et des concessions en faveur du commerce allemand dans certains territoires britanniques d'outre-mer. La délégation du Royaume-Uni considère que ces questions sortent du cadre des négociations concernant la revision de l'accord de paiements. Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté sera disposé, après la conclusion d'un accord portant amendement à l'accord de paiements, à engager aussitôt que possible des négociations relatives à ces questions, étant entendu que les deux gouvernements s'efforceront de prendre, autant que faire se pourra, des mesures de nature à augmenter les échanges commerciaux entre leurs deux pays et à améliorer leurs relations commerciales.

Veuillez agréer, etc.

F. W. LEITH-ROSS.

II. M. WIEHL A SIR F. LEITH-ROSS.

LONDRES, le 1^{er} juillet 1938.

DÉLÉGATION ALLEMANDE.

MONSIEUR,

Par votre lettre de ce jour, vous me communiquez ce qui suit :

« La délégation du Royaume-Uni a transmis aux services intéressés du Gouvernement du Royaume-Uni les notes présentées par la délégation allemande, demandant des réductions de droits sur les importations de marchandises allemandes dans le Royaume-Uni et des concessions en faveur du commerce allemand dans certains territoires britanniques d'outre-mer. La délégation du Royaume-Uni considère que ces questions sortent du cadre des négociations concernant la revision de l'accord de paiements. Toutefois, le Gouvernement de Sa Majesté sera disposé, après la conclusion d'un accord portant amendement à l'accord de paiements, à engager aussitôt que possible des négociations relatives à ces questions, étant entendu que les deux gouvernements s'efforceront de prendre, autant que faire se pourra, des mesures de nature à augmenter les échanges commerciaux entre leurs deux pays et à améliorer leurs relations commerciales. »

Le Gouvernement allemand a pris acte de cette communication.

Veuillez agréer, etc.

E. WIEHL.

N° 4527.

ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Accord complémentaire relatif à l'exécution
de l'article 2 de l'Accord de transfert du
1^{er} juillet 1938, avec annexes. Signé à
Berlin, le 13 août 1938.

*Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux
Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement
de cet accord a eu lieu le 8 mars 1939.*

GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Supplementary Agreement for the Execution
of Article 2 of the Transfer Agreement of
July 1st, 1938, with Annexes. Signed at
Berlin, August 13th, 1938.

*English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary
of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this
Agreement took place March 8th, 1939.*

No. 4527. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND FOR THE EXECUTION OF ARTICLE 2 OF THE TRANSFER AGREEMENT OF JULY 1ST, 1938. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 13TH, 1938.

Whereas by Article 2 (i) of the Transfer Agreement² signed at London on the 1st July, 1938, between the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Government of the German Reich (in this Agreement referred to as the "Transfer Agreement"), the German Government undertakes to ensure the provision of sterling funds, on the basis set out in that Article, for the service of certain obligations;

And whereas by Article 2 (iii) of the Transfer Agreement it is provided that detailed provisions for the execution of that Article shall be agreed as soon as possible between the contracting Governments;

Now, therefore, the undersigned, being duly authorised to this effect by the Governments of the United Kingdom and of the German Reich, have agreed as follows:

The provisions of Article 2 of the Transfer Agreement shall be carried out in accordance with the provisions of Schedules A to F of this Agreement.

In witness whereof the undersigned, duly authorised by their respective Governments thereto, have signed the present Agreement and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at Berlin this 13th day of August, 1938, in the English and German languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland :
(L. S.) NEVILLE HENDERSON.

For the Government of the German Reich :
(L. S.) E. WIEHL.

SCHEDULE A. — GERMAN EXTERNAL LOAN, 1924.
(Dawes Loan.)

Memorandum of August 13th, 1938.

Detailed Arrangements made for the Application of Sterling Funds to be provided by the German Government in accordance with the Terms of the Anglo-German Transfer Agreement signed in London on July 1st, 1938, for the Service of Bonds of the Loan shown to the Satisfaction of the Bank of England to have been in the Beneficial Ownership of British Holders on June 15th, 1934.

1. (a) Bonds of the Loan shown to the satisfaction of the Bank of England to have been in the beneficial ownership of British Holders on the 15th June, 1934, are referred to in this Memorandum as "certified Bonds".

(b) Certified Bonds which have been presented to the Bank of England for enfacement in the form annexed to this Memorandum are referred to in this Memorandum as "enfaced Bonds".

¹ Came into force August 13th, 1938.

² See page 235 of this Volume.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4527. — VEREINBARUNG¹ ZUR DURCHFÜHRUNG VON ARTIKEL 2 DES TRANSFERABKOMMENS VOM 1. JULI 1938 ZWISCHEN DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHES UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND. GEZEICHNET IN BERLIN, AM 13. AUGUST 1938.

In Artikel 2 (i) des in London am 1. Juli 1938 zwischen der Deutschen Regierung und der Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland gezeichneten Transferabkommens² (im folgenden als „Transferabkommen“ bezeichnet), hat die Deutsche Regierung sich verpflichtet, auf der Grundlage des genannten Artikels für die Bereitstellung der Sterlingbeträge Sorge zu tragen, die für den Dienst bestimmter Forderungen benötigt werden.

In Artikel 2 (iii) des Transferabkommens ist ferner vorgesehen, dass die Einzelbestimmungen über die Durchführung dieses Artikels sobald als möglich zwischen den vertragschliessenden Regierungen vereinbart werden sollen.

Die von der Deutschen Regierung und der Regierung des Vereinigten Königreichs hierzu gebührend bevollmächtigten Unterzeichneten sind daher über folgendes übereingekommen :

Die Bestimmungen des Artikels 2 des Transferabkommens werden gemäss den Bestimmungen der dieser Vereinbarung als Anlagen beiliegenden Abschnitte A bis F durchgeführt.

Zu Urkund dessen haben die von ihren Regierungen hierzu gebührend bevollmächtigten Unterzeichneten dieses Abkommen gezeichnet und hierunter ihre Siegel gesetzt.

Geschehen zu Berlin am 13. August 1938 in doppelter Ausfertigung in deutscher und englischer Sprache, die beide in gleicher Weise massgebend sind.

Für die Deutsche Regierung :

E. WIEHL.

Für die Regierung des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Nordirland :

Nevile HENDERSON.

ABSCHNITT A. — DEUTSCHE ÄUSSERE ANLEIHE 1924.
(*Dawes-Anleihe.*)

Memorandum vom 13. August 1938.

Einzelvereinbarungen über die Verwendung der Sterling-Beträge, die von der Deutschen Regierung gemäss den Bestimmungen des am 1. Juli 1938 in London unterzeichneten deutsch-englischen Transferabkommens zur Bedienung von Anleihestücken bereitzustellen sind, für die der Bank von England gegenüber der Nachweis erbracht ist, dass sie sich am 15. Juni 1934 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber befunden haben.

1. a) Anleihestücke, für die der Bank von England gegenüber nachgewiesen ist, dass sie sich im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber am 15. Juni 1934 befunden haben, werden in diesem Memorandum „zertifizierte Stücke“ genannt.

b) Zertifizierte Stücke, die zur Stempelung in der diesem Memorandum als Anlage beigefügten Form der Bank von England vorgelegt sind, werden in diesem Memorandum „gestempelte Stücke“ genannt.

¹ Entré en vigueur le 13 août 1938.

² Voir page 235 de ce volume.

2. (a) The period of service of the Bonds will be divided into financial years expiring on the 14th October in each year and the German Government will, in respect of each financial year, provide in Sterling a sum calculated at the rate of seven per cent. on the nominal amount of all certified Bonds, without, except as mentioned in paragraph 5 (a) below, making any reduction in respect of any Bonds which may have been or may subsequently be redeemed.

(b) Provision in respect of the initial period from the 15th April, 1938, to the 14th October, 1938, will be made by the German Government in manner mentioned below.

3. The following provisions will have effect with regard to the provision of the sums required for and the payment of interest :

(a) Interest represented by Coupons maturing on and after the 15th October, 1938, attached to enfaced Bonds will be paid on maturity in Sterling at the rate of five per cent. per annum on presentation of the appropriate Coupons at the Bank of England, London, except that in the case of Bonds which are presented for certification after the 1st October, 1938, payment of the Coupons may be deferred, pending receipt by the Bank of England of the corresponding amounts.

(b) On the 1st day of April and October in each year commencing with the 1st October, 1938, the Bank of England will give notice to the German Government of the sum required to provide for the payment of Coupons attached to certified Bonds falling due on the next succeeding interest date, and the German Government will within seven days after receiving such notice pay to the Bank of England the sum so required.

(c) As and when Bonds are certified as aforesaid after the 1st October, 1938, the Bank of England will at convenient intervals claim from the German Government the amount required for the payment of the Coupons of such Bonds which have then matured and are payable as mentioned in paragraph 3 (a) above, and on receipt thereof and enfacement of the Bonds in question the Bank of England will pay the Coupons accordingly.

4. The following provisions will have effect with regard to the provision and application of the sums required for redemption :

(a) The German Government will, not later than the 15th September in each financial year, pay to the Bank of England a sum equal to the balance remaining available out of the annual amount to be provided as mentioned in paragraph 2 (a) above after making provision for the amounts required for the payment of Coupons attached to certified Bonds on the two immediately preceding interest dates.

(b) The German Government will be entitled to purchase enfaced Bonds at or below par plus the premium (if any) expressed to be payable on the Bonds and accrued interest, but exclusive of expenses of purchase. To the extent to which on or prior to the 15th September in any financial year the German Government proves such purchases to the satisfaction of the Bank of England, the sum to be paid by the German Government in respect of the redemption of Bonds in that financial year will be reduced by the actual purchase price according to the relative Brokers' contract notes or other documents of sale (exclusive of accrued interest and expenses of purchase) paid by the German Government.

(c) All sums paid to the Bank of England on the 15th September as mentioned above will be applied by the Bank of England in the redemption in Sterling at par plus premium (if any) of Bonds which have been enfaced on or prior to the preceding 14th September. The Bonds so to be redeemed will be selected by drawings. Drawings will be made in respect of any year in which they are necessary between the 15th September and the 30th September at the offices of the Bank of England, London, in such manner and by and in the presence of such persons as the Bank of England, after consultation with the German Debt Administration (" Reichsschuldenverwaltung ") may deem expedient and equitable. Bonds expressed to be payable in each separate currency will be drawn separately. Forthwith after any drawing the Bank of England will, by advertisement in *The Times*, notify the holders of Bonds drawn for redemption of such drawing and name a time and place for the presentation and payment of drawn Bonds complete with unmatured Coupons against payment of the principal sums and premiums (if any) due. No drawn bond for the payment of which due provision has been made on the terms of this Memorandum will continue to carry

2. a) Die Laufzeit des Anleihendienstes wird in Rechnungsjahre eingeteilt, die am 14. Oktober jedes Jahres enden. Die Deutsche Regierung wird für jedes Rechnungsjahr eine Summe in Sterling bereitstellen, die zum Satze von sieben v. H. des Nennbetrages aller zertifizierten Stücke berechnet ist, ohne, mit Ausnahme der Bestimmungen in Ziffer 5 a), einen Abzug für Stücke zu machen, die getilgt worden sind oder in der Folge getilgt werden.

b) Die Bereitstellung für die Anfangsperiode vom 15. April 1938 bis 14. Oktober 1938 wird durch die Deutsche Regierung in der unten angegebenen Weise erfolgen.

3. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung der für die Zinszahlungen erforderlichen Beträge :

a) Auf Zinsscheine, die am oder nach dem 15. Oktober 1938 fällig werden und gestempelten Stücken anhängen, werden bei Fälligkeit in Sterling zum Satze von fünf v. H. jährlich Zahlungen gegen Vorlegung der entsprechenden Zinsscheine bei der Bank von England, London, geleistet werden, ausgenommen den Fall, dass, wenn es sich um Stücke handelt, die nach dem 1. Oktober 1938 zur Zertifizierung vorgelegt werden, die Bezahlung der Zinsscheine verschoben werden kann, bis die Bank von England die entsprechenden Beträge erhalten hat.

b) Am 1. April und 1. Oktober eines jeden Jahres, beginnend mit dem 1. Oktober 1938, wird die Bank von England der Deutschen Regierung den Betrag mitteilen, der für die Bezahlung von Zinsscheinen bereitzustellen ist, die zertifizierten Stücken anhängen und am nächstfolgenden Zinstermin fällig werden. Die Deutsche Regierung wird innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt einer derartigen Mitteilung die so geforderte Summe an die Bank von England zahlen.

c) Soweit und wenn Stücke, wie oben erwähnt, nach dem 1. Oktober 1938 zertifiziert werden, wird die Bank von England zu geeigneten Zeitpunkten von der Deutschen Regierung den Betrag anfordern, der für die Bezahlung der Zinsscheine solcher Stücke benötigt wird, die dann fällig geworden und wie in Ziffer 3 a) erwähnt, zu bezahlen sind. Die Bank von England wird, wenn sie den Betrag erhalten hat und die in Rede stehenden Stücke gestempelt worden sind, die Zinsscheine entsprechend bezahlen.

4. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung und Verwendung der für die Tilgung erforderlichen Beträge :

a) Die Deutsche Regierung wird spätestens am 15. September in jedem Rechnungsjahr an die Bank von England einen Betrag in Höhe des Restes zahlen, der von dem jährlichen Betrag, der, wie in Ziffer 2 a) erwähnt, bereitzustellen ist, nach Abzug derjenigen Beträge verfügbar verbleibt, die für die Bezahlung der den zertifizierten Stücken anhängenden Zinsscheine an den beiden vorhergehenden Zinsterminen benötigt wurden.

b) Die Deutsche Regierung ist berechtigt, gestempelte Stücke zu oder unter pari, gegebenenfalls zuzüglich der auf den Stücken vorgesehenen Prämie und der aufgelaufenen Zinsen, jedoch ausschliesslich der Kosten des Ankaufs anzukaufen. In dem Masse, in dem am oder vor dem 15. September eines jeden Rechnungsjahres die Deutsche Regierung der Bank von England gegenüber den Nachweis derartiger Ankäufe erbringt, wird der Betrag, der von der Deutschen Regierung für die Tilgung der Stücke in jenem Rechnungsjahr zu zahlen ist, um den durch die Deutsche Regierung gemäss den darauf bezüglichen Schlussnoten (Brokers' contract notes) oder anderen Kaufdokumenten tatsächlich gezahlten Ankaufspreis ausschliesslich Stückzinsen und Kosten des Ankaufs vermindert.

c) Alle Beträge, die an die Bank von England am 15. September, wie oben erwähnt, gezahlt worden sind, werden durch die Bank von England für die Einlösung gestempelter Stücke in Sterling zu pari, gegebenenfalls zuzüglich der vorgesehenen Prämie, verwendet werden, soweit diese an oder vor dem vorhergehenden 14. September gestempelt waren. Die so zu tilgenden Stücke werden durch Ziehungen bestimmt werden. Die Ziehungen erfolgen für jedes Jahr, in dem sie erforderlich werden, zwischen dem 15. September und 30. September in den Räumen der Bank von England, London, auf die Weise, durch und in Gegenwart derjenigen Person, die die Bank von England nach Beratung mit der Reichsschuldenverwaltung für recht und billig hält. Auf besondere Währungen lautende Stücke werden jeweils gesondert gezogen. Unmittelbar nach jeder Ziehung wird die Bank von England durch Anzeige in *The Times* die Inhaber der gezogenen Stücke von dieser Ziehung benachrichtigen und Ort und Zeit angeben für die Vorlage und Zahlung der gezogenen Stücke einschliesslich der noch nicht fälligen Zinsscheine gegen Zahlung der Nennbeträge und gegebenenfalls der vorgesehenen Prämie. Kein gezogenes Stück, für dessen Zahlung die gehörige

interest after the due date for payment. All drawn Bonds will be due for payment of principal sums and premiums (if any) due thereon on the 15th October immediately following the date of drawing. Drawn Bonds presented for payment must have attached thereto all Coupons maturing after the date fixed for redemption, and in the event of one or more of such Coupons being absent the amount payable thereon at the rate of five per cent. per annum will be deducted in calculating the sum payable to the holder.

(d) So far as reasonably practicable, the amount applied in any financial year (whether by proved purchases or drawings) in the redemption of Bonds expressed to be payable in any one currency will bear the same proportion towards the total amount so applied in that financial year as the total nominal value of all certified Bonds expressed to be payable in that currency bears to the aggregate nominal value of all certified Bonds; no right will arise against the German Government or against the Bank of England owing to failure to observe such proportion.

(e) Provision for redemption in respect of the initial period from the 15th April, 1938, to the 14th October, 1938, will be made by the German Government on the 15th September, 1939, by payment to the Bank of England of a sum calculated at the rate of two per cent. per annum for the period in question on the nominal value of all certified Bonds, and such sum will be added to and applied in like manner as the provision to be made for redemption in respect of the financial year ending the 14th October, 1939.

(f) As and when Bonds are certified as aforesaid after the 15th September, 1939, the Bank of England will at convenient intervals notify the German Government the amount required for redemption purposes in respect of such Bonds and attributable to preceding financial years and the initial period referred to in the preceding paragraph, which amount would previously have been due to be provided under the provisions of this Memorandum had such Bonds been certified as aforesaid on the 15th September, 1939. Such amount will be added to and applied in like manner as the provisions to be made for redemption in the financial year in which the same is notified by the Bank of England to the German Government.

5. (a) On the 15th October, 1949, or on any subsequent interest date, the German Government may, on giving six months' previous notice by publication in *The Times*, redeem at par plus premium (if any) all the enfaced Bonds or any part thereof having an aggregate nominal value equal to or in excess of £1,000,000 or its equivalent. In the event of a partial redemption the sums available will, so far as the circumstances permit, be applied rateably in manner provided by paragraph 4 (d) above and the Bonds to be redeemed will be determined by drawings to be made in the last half of March or September, as the case may be, for redemption on the following 15th April or 15th October and otherwise in accordance with the provisions of paragraph 4 (c) above. The German Government will provide the Bank of England with the Sterling funds necessary to give effect to any redemption in accordance with the provisions of this paragraph not later than one month before the date fixed for repayment. Upon any such redemption being effected, the annual sums to be provided in accordance with paragraph 2 (a) above will be reduced in subsequent financial years by an amount equal to seven per cent. of the nominal amount of the Bonds redeemed. In the event of a redemption being effected on the 15th October in any year, the annual sum to be provided in the current financial year will be reduced by an amount equal to three and a half per cent. of the nominal amount of the Bonds redeemed.

(b) In addition to its rights under the preceding paragraph, but without prejudice to its obligations under paragraph 2 (a) above, the German Government may at any time present enfaced Bonds to the Bank of England for cancellation.

6. The following provisions will have effect with regard to the provision and application of the Sterling service monies to be provided in respect of Bonds denominated in a currency other than Sterling :

Vorsorge nach den Bestimmungen dieses Memorandums getroffen worden ist, wird nach dem Fälligkeitstermin Zinsen erbringen. Alle gezogenen Stücke werden zur Zahlung der Nennbeträge und gegebenenfalls der vorgesehenen Prämie an dem 15. Oktober fällig, der unmittelbar auf das Datum der Ziehung folgt. Den zur Zahlung vorgelegten Stücken müssen alle Zinsscheine anhängen, die nach dem für die Tilgung festgesetzten Termin fällig werden; für den Fall, dass einer oder mehrere dieser Zinsscheine fehlen, wird der darauf zum Satze von fünf v. H. jährlich zahlbare Betrag bei der Berechnung des an den Inhaber zu zahlenden Betrages abgezogen werden.

d) Soweit es vernünftigerweise durchführbar ist, wird der Betrag, der in einem jeden Rechnungsjahre — und zwar sowohl für nachgewiesene Ankäufe wie für Ziehungen — für die Tilgung von Stücken verwendet wird, die in irgend einer Währung zahlbar sind, im gleichen Verhältnis zu dem in jenem Rechnungsjahr so verwendeten Gesamtbetrag stehen, wie sich der Gesamt-Nennbetrag aller zertifizierten Stücke, die in jener Währung zahlbar sind, zu dem Gesamt-Nennbetrag aller zertifizierten Stücke verhält; ein Rechtsanspruch gegen die Deutsche Regierung oder gegen die Bank von England lässt sich aus der Nichteinhaltung des erwähnten Verhältnisses nicht herleiten.

e) Die Bereitstellung für die Tilgung, die der Anfangsperiode vom 15. April 1938 bis 14. Oktober 1938 entspricht, wird durch die Deutsche Regierung am 15. September 1939 durch Zahlung einer Summe an die Bank von England erfolgen, die für den fraglichen Zeitraum zwei v. H. jährlich auf den Nennwert aller zertifizierten Stücke beträgt; diese Summe wird der Bereitstellung hinzugefügt werden, die für die Tilgung für das Rechnungsjahr, das am 14. Oktober 1939 endet, vorzusehen ist und in gleicher Weise wie diese angewendet werden.

f) Soweit und wenn Stücke, wie oben erwähnt, nach dem 15. September 1939 zertifiziert werden, wird die Bank von England zu geeigneten Zeitpunkten der Deutschen Regierung den Betrag mitteilen, der für Zwecke der Tilgung dieser Stücke benötigt wird, und vorhergehenden Rechnungsjahren und der Anfangsperiode, die im vorhergehenden Absatz erwähnt wurde, zuzuteilen ist, und der nach den Bestimmungen dieses Memorandums früher hätte bereitgestellt werden müssen, wenn solche Stücke, wie oben erwähnt, am 15. September 1939 zertifiziert gewesen wären. Dieser Betrag wird den Bereitstellungen hinzugefügt, die für die Tilgung in dem Rechnungsjahr, in dem er von der Bank von England der Deutschen Regierung mitgeteilt worden ist, vorzusehen sind und wird in gleicher Weise wie diese Bereitstellungen verwendet werden.

5. a) Am 15. Oktober 1949 oder an irgend einem späteren Zinstermin kann die Deutsche Regierung nach sechs Monate vorangegangener Ankündigung durch eine Veröffentlichung in *The Times* alle gestempelten Stücke oder einen beliebigen Teil derselben im Gesamt-Nennbetrag von £1,000,000 oder darüber oder dessen Gegenwert zu pari, gegebenenfalls zuzüglich der vorgesehenen Prämie, tilgen. Für den Fall einer teilweisen Tilgung werden die verfügbaren Beträge, soweit es die Umstände erlauben, proportional in der in Ziffer 4 d) angegebenen Weise verwendet werden und die zu tilgenden Stücke durch Ziehungen bestimmt werden, die in der zweiten Hälfte der Monate März oder September zu erfolgen haben, je nachdem die Tilgung am folgenden 15. April oder 15. Oktober erfolgen soll; im übrigen gelten die Bestimmungen der Ziffer 4 c). Die Deutsche Regierung wird der Bank von England die notwendigen Sterling-Beträge zur Verfügung stellen, um Tilgungen durchzuführen, entsprechend den Bestimmungen dieser Ziffer, und zwar nicht später als 1 Monat vor dem für die Rückzahlung festgesetzten Termin. Bei der Durchführung einer solchen Tilgung werden die jährlichen Beträge, die entsprechend Ziffer 2 a) bereitzustellen sind, in den folgenden Rechnungsjahren um einen Betrag in Höhe von sieben v. H. des Nennbetrages der eingelösten Stücke vermindert werden. Für den Fall, dass eine Tilgung am 15. Oktober eines Jahres stattfindet, wird der Jahresbetrag, der im laufenden Rechnungsjahr bereitzustellen ist, um dreiundeinhalb v. H. des Nennbetrages der eingelösten Stücke vermindert.

b) Über ihre Rechte, nach dem vorstehenden Absatz hinaus, jedoch unbeschadet ihrer Verpflichtungen nach Ziffer 2 a), kann die Deutsche Regierung der Bank von England jederzeit gestempelte Stücke zur Ungültigmachung vorlegen.

6. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung und Anwendung der Sterlingbeträge, die für den Dienst derjenigen Stücke vorzusehen sind, die auf eine andere Währung als auf Sterling lauten:

(a) In calculating the amount of the annual sum to be provided by the German Government in accordance with paragraph 2 (a) above and in determining the rateable distribution of the amount available for amortisation in any financial year, the rates of exchange ruling on the preceding 1st October will be applied as regards one-half of such amount and the rates of exchange ruling on the 1st April will be applied as regards the remainder. The provision for redemption in respect of the initial period to the 15th October, 1938, will be calculated at the rates of exchange ruling on the 1st October, 1938.

(b) Amounts claimed by the Bank of England for the payment of Coupons will be calculated at the rates of exchange ruling on the 1st April or the 1st October (as the case may be) preceding the due date of such Coupons and Coupons will be paid accordingly.

(c) In the repayment of Bonds drawn for redemption the rate of exchange ruling on the fifteenth day of the month preceding the date fixed for repayment will be applied.

(d) The rate of exchange ruling on any day will be deemed to be the middle rate certified by the Bank of England as current in London for telegraphic transfers at noon on the day in question.

7. New coupon sheets representing subsequently accruing interest will be made available by the German Government at the Bank of England on the 15th October, 1949, to the holders of enfaced Bonds which are then still outstanding and have not been drawn for redemption.

8. All Coupons paid and all Bonds redeemed in accordance with the terms of this Memorandum will be cancelled and will not be capable of re-issue.

9. For the purpose of the provision of service requirements and the payment of Coupons and redemption of Bonds the nominal amount thereof will be deemed to be the nominal amount in the currency of issue and not on a gold basis.

10. The principal premiums (if any) and interest of all enfaced Bonds will be paid without deduction of all present and future German taxes, stamp or other duties, dues or public charges regardless of the nationality, domicile or residence of the holders thereof. Provided that nothing in this paragraph will have the effect of exempting a holder whose domicile, usual residence or place of business is in Germany from liability to such German taxes, stamp or other duties, dues or public charges as would otherwise be due from him in respect of the interest on or the principal or premium of the Bonds.

11. For the purpose of this Memorandum the definition of "British holders" contained in Article 4 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, will be applied: that is to say, as regards Bonds denominated in Sterling (1) persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom, (2) British subjects wherever resident, (3) corporations incorporated by or under the laws of the United Kingdom or of any other territory under the sovereignty of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate, and (4) persons under His Majesty's protection and ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom or any other of the territories aforesaid;

And as regards Bonds denominated in a currency other than Sterling, all individuals of any nationality ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom and all corporations incorporated under the laws of the United Kingdom.

12. In consideration of the German Government's undertakings contained in the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and in this Memorandum, the holders of enfaced Bonds will be deemed to have agreed to be subject to the provisions set out in this Memorandum and payment to a holder of Bonds or Coupons in accordance with the terms of this Memorandum will constitute full discharge of such Bonds or Coupons.

a) Bei der Berechnung des Betrages der Jahressumme, die von der Deutschen Regierung gemäss Ziffer 2 a) bereitzustellen ist, und der proportionalen Verteilung des für die Tilgung in einem Rechnungsjahre verfügbaren Betrages, werden die am vorhergehenden 1. Oktober gültigen Kurse für die Hälfte dieses Betrages und die am 1. April gültigen Kurse für den Restbetrag Anwendung finden. Die Bereitstellung für eine Tilgung für die Anfangsperiode bis zum 15. Oktober 1938 wird zu den am 1. Oktober 1938 geltenden Kursen berechnet.

b) Beträge, die von der Bank von England für die Bezahlung von Zinsscheinen angefordert werden, werden zu den am 1. April oder 1. Oktober geltenden Kursen berechnet, je nachdem welcher Termin dem Fälligkeitstermin dieser Zinsscheine vorangeht, und die Zinsscheine werden entsprechend bezahlt werden.

c) Bei der Rückzahlung der für die Tilgung gezogenen Stücke findet der Kurs vom 15. Tage des Monats Anwendung, der dem für die Rückzahlung festgesetzten Datum vorangeht.

d) Als der an einem Tage massgebende Kurs gilt der Mittelkurs, der von der Bank von England als in London für telegrafische Überweisungen am Mittag dieses Tages gültig mitgeteilt wird.

7. Neue Zinsscheinbogen für die in der Folge sich ergebenden Zinsen werden durch die Deutsche Regierung am 15. Oktober 1949 bei der Bank von England den Inhabern gestempelter Stücke zur Verfügung gestellt werden, soweit diese dann noch ausstehen und noch nicht für die Tilgung gezogen worden sind.

8. Alle bezahlten Zinsscheine und alle entsprechend den Bestimmungen dieses Memorandums eingelösten Stücke werden ungültig gemacht und können nicht wieder ausgegeben werden.

9. Für die Zwecke der Bereitstellung der für den Anleihedienst erforderlichen Beträge, die Bezahlung der Zinsscheine und die Tilgung der Stücke gilt als deren Nennbetrag der Nennbetrag in der Währung der Ausgabe, jedoch nicht auf Goldbasis.

10. Die Kapitalbeträge, Prämien, soweit vorgesehen, und die Zinsen aller gestempelten Stücke werden gezahlt ohne Abzug von allen gegenwärtigen und zukünftigen deutschen Steuern, Stempel- oder anderen Gebühren, Abgaben oder öffentlichen Lasten ohne Rücksicht auf Staatsangehörigkeit, Wohnsitz oder Aufenthalt der Inhaber derselben, mit der Massgabe, dass nichts in diesem Absatz so ausgelegt werden soll, dass ein Inhaber, dessen Wohnsitz, gewöhnlicher Aufenthalt oder Geschäftsbetrieb sich in Deutschland befindet, von der Verpflichtung befreit sein soll, solche deutschen Steuern, Stempel- oder andere Gebühren, Abgaben oder öffentliche Lasten zu zahlen, die sonst von ihm für Zinsen auf die Stücke, ihren Kapitalbetrag oder ihre Prämie zu zahlen sind.

11. Für die Zwecke dieses Memorandums wird die im Artikel 4 des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 enthaltene Definition des Begriffs „britische Inhaber“ angewendet, und zwar bedeutet dieser Begriff, soweit auf Sterling lautende Stücke in Frage kommen: (1) Personen, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben, (2) britische Staatsangehörige, ohne Rücksicht auf den Aufenthalt, (3) Gesellschaften, die nach dem Rechte des Vereinigten Königreichs oder irgendeines anderen Gebietes eingetragen sind, das unter der Herrschaft Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der Britischen überseeischen Dominien, Kaisers von Indien oder unter der Suzeränität, dem Protektorat oder dem Mandat Seiner Majestät steht, (4) Personen, die unter dem Schutz Seiner Majestät stehen und sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich oder irgend einem anderen der vorstehend aufgezählten Gebiete aufhalten oder Geschäfte betreiben; soweit Stücke in Frage kommen, die auf eine andere Währung als Sterling lauten: alle Personen, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben, und alle Gesellschaften, die nach dem Recht des Vereinigten Königreichs eingetragen sind.

12. In Erwägung der im deutsch-englischen Transferabkommen vom 1. Juli 1938 und in diesem Memorandum enthaltenen Zusicherungen der Deutschen Regierung gilt für die Inhaber der gestempelten Stücke, dass sie ihrer Unterwerfung unter die in diesem Memorandum festgesetzten Bedingungen zugestimmt haben, und eine den Bestimmungen dieses Memorandums entsprechende Zahlung an einen Inhaber von Stücken oder Zinsscheinen wird demnach eine vollständige Bezahlung der in Frage kommenden Stücke oder Zinsscheine darstellen.

ANNEX.

The text to be enfaced on certified Bonds presented to the Bank of England by Bondholders assenting to the terms of the annexed Memorandum will be substantially as follows :

“ This Bond has been certified as being in British ownership on the 15th June, 1934, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on , 1938.”

The text to be enfaced on Coupons attached to enfaced Bonds will be as follows :

“ Reduced to 5 per cent.”

SCHEDULE B. — GERMAN GOVERNMENT INTERNATIONAL 5½ PER CENT. LOAN, 1930.
(*Young Loan.*)

Memorandum of August 13th, 1938.

Detailed Arrangements made for the Application of Sterling Funds to be provided by the German Government in accordance with the Terms of the Anglo-German Transfer Agreement signed in London on July 1st, 1938, for the Service of Bonds of the Loan shown to the Satisfaction of the Bank of England to have been in the Beneficial Ownership of British Holders on June 15th, 1934.

1. (a) Bonds of the Loan shown to the satisfaction of the Bank of England to have been in the beneficial ownership of British Holders on the 15th June, 1934, are referred to in this Memorandum as “ certified Bonds ”.

(b) Certified Bonds which have been presented to the Bank of England for enfacement in the form annexed to this Memorandum are referred to in this Memorandum as “ enfaced Bonds ”.

2. (a) The period of service of the Bonds will be divided into financial years expiring on the 31st May in each year. The initial period up to the 31st May, 1939, will be treated as a full year and provision of interest will be made accordingly.

(b) The German Government will make no provision for the redemption of certified Bonds in respect of the financial years ending the 31st May, 1939, and the 31st May, 1940, and accordingly the payments to be made by the German Government in respect of those years will be limited to the sums in Sterling required for the payment of interest in accordance with the provisions of paragraph 3 (a) of this Memorandum.

(c) The German Government will in respect of each financial year from and including the financial year ending the 31st May, 1941, provide in Sterling a sum calculated at the rate of five and one-half per cent. on the nominal amount of all certified Bonds without, except as mentioned in paragraph 5 (a) below, making any reduction in respect of any Bonds which may have been or may subsequently be redeemed.

ANLAGE.

Der Text, der auf die zertifizierten Anleihestücke zu stempeln ist, die der Bank von England von den Stückerhaltern vorgelegt werden, die den Bedingungen des anliegenden Memorandums zustimmen, wird materiell wie folgt lauten :

“ This Bond has been certified as being in British ownership on the 15th June, 1934, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on , 1938.”

Deutsche Übersetzung :

„Dieses Anleihestück ist als im britischen Eigentum am 15. Juni 1934 befindlich zertifiziert worden, und der Inhaber unterliegt den Bedingungen des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 sowie dem hierauf bezüglichen Memorandum, das in die Anlagen zum Ergänzungsabkommen vom 13. August 1938 eingefügt und in *The Times* am 1938 veröffentlicht worden ist.“

Der auf die den gestempelten Stücken anhängenden Zinsscheine zu stempelnde Text wird wie folgt lauten :

“ Reduced to 5 %.”

Deutsche Übersetzung :

„Herabgesetzt auf 5 %.“

ABSCHNITT B. — INTERNATIONALE 5 ½ % IGE ANLEIHE DES DEUTSCHEN REICHES 1930.
(*Young-Anleihe.*)

Memorandum vom 13. August 1938.

Einzelvereinbarungen über die Verwendung der Sterling-Beträge, die von der Deutschen Regierung gemäss den Bestimmungen des am 1. Juli 1938 in London unterzeichneten deutsch-englischen Transferabkommens zur Bedienung von Anleihestücken bereitzustellen sind, für die der Bank von England gegenüber der Nachweis erbracht ist, dass sie sich am 15. Juni 1934 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber befunden haben.

1. a) Anleihestücke, für die der Bank von England gegenüber nachgewiesen ist, dass sie sich im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber am 15. Juni 1934 befunden haben, werden in diesem Memorandum „zertifizierte Stücke“ genannt.

b) Zertifizierte Stücke, die zur Stempelung in der diesem Memorandum als Anlage beigefügten Form der Bank von England vorgelegt sind, werden in diesem Memorandum „gestempelte Stücke“ genannt.

2. a) Die Laufzeit des Anleihendienstes wird in Rechnungsjahre eingeteilt, die am 31. Mai jedes Jahres enden. Die Anfangsperiode bis zum 31. Mai 1939 wird als volles Jahr betrachtet und die Bereitstellung der Zinsen dementsprechend gemacht werden.

b) Die Deutsche Regierung wird für die Tilgung zertifizierter Stücke für die am 31. Mai 1939 und 31. Mai 1940 endenden Rechnungsjahre keine Bereitstellungen machen, und die von der Deutschen Regierung für diese Jahre zu leistenden Zahlungen werden dementsprechend auf die Beträge in Sterling begrenzt, die für die Zahlung der Zinsen entsprechend den Bestimmungen des Absatzes 3 a) dieses Memorandums benötigt werden.

c) Die Deutsche Regierung wird für jedes Rechnungsjahr, beginnend mit dem am 31. Mai 1941 endenden Rechnungsjahre und einschliesslich desselben, eine Summe in Sterling bereitstellen, die zum Satze von fünfeinhalb v. H. des Nennbetrages aller zertifizierten Stücke berechnet ist, ohne, mit Ausnahme der Bestimmungen in Ziffer 5 a), einen Abzug für Stücke zu machen, die getilgt worden sind oder in der Folge getilgt werden.

3. The following provisions will have effect with regard to the provision of the sums required for and the payment of interest :

(a) Interest represented by Coupons maturing on and after the 1st December, 1938, attached to enfaced Bonds will be paid on maturity in Sterling at the rate of four and one-half per cent. per annum on presentation of the appropriate Coupons at the Bank of England, London, except that in the case of Bonds which are presented for certification after the 15th November, 1938, payment of the Coupons may be deferred, pending receipt by the Bank of England of the corresponding amounts.

(b) On the 15th day of May and November in each year commencing with the 15th November, 1938, the Bank of England will give notice to the German Government of the sum required to provide for the payment of Coupons attached to certified Bonds falling due on the next succeeding interest date, and the German Government will within seven days after receiving such notice pay to the Bank of England the sum so required.

(c) As and when Bonds are certified as aforesaid after the 15th November, 1938, the Bank of England will at convenient intervals claim from the German Government the amount required for the payment of the Coupons of such Bonds which have then matured and are payable as mentioned in paragraph 3 (a) above, and on receipt thereof and enfacement of the Bonds in question the Bank of England will pay the Coupons accordingly.

4. The following provisions will have effect with regard to the provision and application of the sums required for redemption :

(a) The German Government will not later than the 1st May in each financial year commencing with the financial year ending the 31st May, 1941, pay to the Bank of England a sum equal to the balance remaining available out of the annual amount to be provided as mentioned in paragraph 2 (c) above after making provision for the amounts required for the payment of Coupons attached to certified Bonds on the two immediately preceding interest dates.

(b) The German Government will be entitled to purchase enfaced Bonds at or below par plus accrued interest but exclusive of expenses of purchase. To the extent to which on or prior to the 1st May in any financial year the German Government proves such purchases to the satisfaction of the Bank of England, the sum to be paid by the German Government in respect of the redemption of Bonds in that financial year will be reduced by the actual purchase price according to the relative Brokers' contract notes or other documents of sale exclusive of accrued interest and expenses of purchase paid by the German Government.

(c) All sums paid to the Bank of England on the 1st May as mentioned above will be applied by the Bank of England in the redemption in Sterling at par of Bonds which have been enfaced on or prior to the preceding 30th April. The Bonds so to be redeemed will be selected by drawings. Drawings will be made in respect of any year in which they are necessary between the 1st May and the 16th May at the offices of the Bank of England, London, in such manner, and by and in the presence of such persons as the Bank of England, after consultation with the German Debt Administration (" Reichsschuldenverwaltung ") may deem expedient and equitable. Bonds expressed to be payable in each separate currency will be drawn separately. Forthwith after any drawing the Bank of England will by advertisement in *The Times* notify the holders of Bonds drawn for redemption of such drawing and name a time and place for the presentation and payment of drawn Bonds complete with unmaturing Coupons against payment of the principal sums due. No drawn Bond for the payment of which due provision has been made on the terms of this Memorandum will continue to carry interest after the due date for payment. All drawn Bonds will be due for payment of principal sums due thereon on the 1st June immediately following the date of drawing. Drawn Bonds presented for payment must have attached thereto all Coupons maturing after the date fixed for redemption, and, in the event of one or more of such Coupons being absent, the amount payable thereon at the rate of four and one-half per cent. per annum will be deducted in calculating the sum payable to the holder.

(d) So far as reasonably practicable the amount applied in any financial year (whether by proved purchases or drawings) in the redemption of Bonds expressed to be payable in any one

3. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung der für die Zinszahlungen erforderlichen Beträge :

a) Auf Zinsscheine, die am oder nach dem 1. Dezember 1938 fällig werden und gestempelten Stücken anhängen, werden bei Fälligkeit in Sterling zum Satz von viereinhalb v. H. jährlich Zahlungen gegen Vorlegung der entsprechenden Zinsscheine bei der Bank von England, London, geleistet werden, ausgenommen den Fall, dass, wenn es sich um Stücke handelt, die nach dem 15. November 1938 zur Zertifizierung vorgelegt werden, die Bezahlung der Zinsscheine verschoben werden kann, bis die Bank von England die entsprechenden Beträge erhalten hat.

b) Am 15. Mai und 15. November eines jeden Jahres, beginnend mit dem 15. November 1938, wird die Bank von England der Deutschen Regierung den Betrag mitteilen, der für die Bezahlung von Zinsscheinen bereitzustellen ist, die zertifizierten Stücken anhängen und am nächstfolgenden Zinstermin fällig werden. Die Deutsche Regierung wird innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt einer derartigen Mitteilung die so geforderte Summe an die Bank von England zahlen.

c) Soweit und wenn Stücke, wie oben erwähnt, nach dem 15. November 1938 zertifiziert werden, wird die Bank von England zu geeigneten Zeitpunkten von der Deutschen Regierung den Betrag anfordern, der für die Bezahlung der Zinsscheine solcher Stücke benötigt wird, die dann fällig geworden und, wie in Ziffer 3 a) erwähnt, zu bezahlen sind. Die Bank von England wird, wenn sie den Betrag erhalten hat und die in Rede stehenden Stücke gestempelt worden sind, die Zinsscheine entsprechend bezahlen.

4. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung und Verwendung der für die Tilgung erforderlichen Beträge :

a) Die Deutsche Regierung wird spätestens am 1. Mai in jedem Rechnungsjahr, beginnend mit dem am 31. Mai 1941 endenden Rechnungsjahr, an die Bank von England einen Betrag in Höhe des Restes zahlen, der von dem jährlichen Betrage, der, wie in Ziffer 2 c) erwähnt, bereitzustellen ist, nach Abzug derjenigen Beträge verfügbar verbleibt, die für die Bezahlung der den zertifizierten Stücken anhängenden Zinsscheine an den beiden unmittelbar vorhergehenden Zinsterminen benötigt wurden.

b) Die Deutsche Regierung ist berechtigt, gestempelte Stücke zu oder unter pari, zuzüglich der aufgelaufenen Zinsen, jedoch ausschliesslich der Kosten des Ankaufs anzukaufen. In dem Masse, in dem am oder vor dem 1. Mai eines jeden Rechnungsjahres die Deutsche Regierung der Bank von England gegenüber den Nachweis derartiger Ankäufe erbringt, wird der Betrag, der von der Deutschen Regierung für die Tilgung der Stücke in jenem Rechnungsjahr zu zahlen ist, um den von der Deutschen Regierung gemäss den darauf bezüglichen Schlussnoten (Brokers' contract notes) oder andern Kaufdokumenten tatsächlich gezahlten Ankaufspreis ausschliesslich Stückzinsen und Kosten des Ankaufs vermindert.

c) Alle Beträge, die an die Bank von England am 1. Mai, wie oben erwähnt, gezahlt worden sind, werden durch die Bank von England für die Einlösung von Stücken in Sterling zu pari verwendet werden, soweit diese an oder vor dem vorhergehenden 30. April gestempelt waren. Die so zu tilgenden Stücke werden durch Ziehungen bestimmt werden. Die Ziehungen erfolgen für jedes Jahr, in dem sie erforderlich werden, zwischen dem 1. Mai und 16. Mai in den Räumen der Bank von England, London, auf die Weise, durch und in Gegenwart derjenigen Personen, die die Bank von England nach Beratung mit der Reichsschuldenverwaltung für recht und billig hält. Auf besondere Währungen lautende Stücke werden jeweils gesondert gezogen. Unmittelbar nach jeder Ziehung wird die Bank von England durch Anzeige in *The Times* die Inhaber der gezogenen Stücke von dieser Ziehung benachrichtigen und Ort und Zeit angeben für die Vorlage und Zahlung der gezogenen Stücke einschliesslich der noch nicht fälligen Zinsscheine gegen Zahlung der Nennbeträge. Kein gezogenes Stück, für dessen Zahlung die gehörige Vorsorge nach den Bestimmungen dieses Memorandums getroffen worden ist, wird nach dem Fälligkeitstermin Zinsen erbringen. Alle gezogenen Stücke werden zur Zahlung der Nennbeträge am dem 1. Juni fällig, der unmittelbar auf das Datum der Ziehung folgt. Den zur Zahlung vorgelegten Stücken müssen alle Zinsscheine anhängen, die nach dem für die Tilgung festgesetzten Termin fällig werden ; für den Fall, dass einer oder mehrere dieser Zinsscheine fehlen, wird der darauf zum Satze von viereinhalb v. H. jährlich zahlbare Betrag bei der Berechnung des an den Inhaber zu zahlenden Betrages abgezogen werden.

d) Soweit es vernünftigerweise durchführbar ist, wird der Betrag, der in einem jeden Rechnungsjahr — und zwar sowohl für nachgewiesene Ankäufe wie für Ziehungen — für die Tilgung

currency will bear the same proportion towards the total amount so applied in that financial year as the total nominal value of all certified Bonds expressed to be payable in that currency bears to the aggregate nominal value of all certified Bonds : no right will arise against the German Government or against the Bank of England owing to failure to observe such proportion.

(e) As and when Bonds are certified as aforesaid after the 1st May, 1941, the Bank of England will, at convenient intervals, notify the German Government the amount required for redemption purposes in respect of such Bonds and attributable to preceding financial years which amount would previously have been due to be provided under the provisions of this Memorandum had such Bonds been certified as aforesaid on the 1st May, 1941. Such amount will be added to and applied in like manner as the provisions to be made for redemption in the financial year in which the same is notified by the Bank of England to the German Government.

5. (a) On the 1st June, 1941, or on any subsequent interest date, the German Government may on giving six months' previous notice by publication in *The Times*, redeem at par all the enfaced Bonds or any part thereof having an aggregate nominal value equal to or in excess of £1,000,000 or its equivalent. In the event of a partial redemption the sums available will, so far as the circumstances permit, be applied rateably in manner provided by paragraph 4 (d) above, and the Bonds to be redeemed will be determined by drawings to be made in the first half of May or November, as the case may be, for redemption on the following 1st June or 1st December and otherwise in accordance with the provisions of paragraph 4 (c) above. The German Government will provide the Bank of England with the Sterling funds necessary to give effect to any redemption in accordance with the provisions of this paragraph not later than one month before the date fixed for repayment. Upon any such redemption being effected, the annual sums to be provided in accordance with paragraph 2 (c) above will be reduced in subsequent financial years by an amount equal to five and one-half per cent. of the nominal amount of the Bonds redeemed. In the event of a redemption being effected on the 1st June in any year the annual sum to be provided in the current financial year will be reduced by an amount equal to two and three-quarters per cent. of the nominal amount of the Bonds redeemed.

(b) In addition to its rights under the preceding paragraph, but without prejudice to its obligations under paragraph 2 (c) above, the German Government may at any time present enfaced Bonds to the Bank of England for cancellation.

6. The following provisions will have effect with regard to the provision and application of the Sterling service monies to be provided in respect of bonds denominated in a currency other than Sterling :

(a) In calculating the amount of the annual sum to be provided by the German Government in accordance with paragraph 2 (c) above and in determining the rateable distribution of the amount available for amortisation in any financial year the rates of exchange ruling on the preceding 15th May will be applied as regards one-half of such amount and the rates of exchange ruling on the 15th November will be applied as regards the remainder.

(b) Amounts claimed by the Bank of England for the payment of Coupons will be calculated at the rates of exchange ruling on the 15th May or the 15th November (as the case may be) preceding the due date of such Coupons and Coupons will be paid accordingly.

(c) In the repayment of Bonds drawn for redemption the rate of exchange ruling on the first day of the month preceding the date fixed for repayment will be applied.

(d) The rate of exchange ruling on any day will be deemed to be the middle rate certified by the Bank of England as current in London for telegraphic transfers at noon on the day in question.

7. New coupon sheets representing subsequently accruing interest will be made available by the German Government at the Bank of England on the 1st June, 1965, to the holders of enfaced bonds which are then still outstanding and have not been drawn for redemption.

8. All Coupons paid and all Bonds redeemed in accordance with the terms of this Memorandum will be cancelled and will not be capable of re-issue.

von Stücken verwendet wird, die in irgend einer Währung zahlbar sind, im gleichen Verhältnis zu dem in jenem Rechnungsjahr so verwendeten Gesamtbetrag stehen, wie sich der Gesamt-Nennbetrag aller zertifizierten Stücke, die in jener Währung zahlbar sind, zu dem Gesamt-Nennbetrag aller zertifizierten Stücke verhält; ein Rechtsanspruch gegen die Deutsche Regierung oder gegen die Bank von England lässt sich aus der Nichteinhaltung des erwähnten Verhältnisses nicht herleiten.

e) Soweit und wenn Stücke, wie oben erwähnt, nach dem 1. Mai 1941 zertifiziert werden, wird die Bank von England zu geeigneten Zeitpunkten der Deutschen Regierung den Betrag mitteilen, der für Zwecke der Tilgung dieser Stücke benötigt wird, und vorhergehenden Rechnungsjahren zuzuteilen ist, und der nach den Bestimmungen dieses Memorandums früher hätte bereitgestellt werden müssen, wenn solche Stücke, wie oben erwähnt, am 1. Mai 1941 zertifiziert gewesen wären. Dieser Betrag wird den Bereitstellungen hinzugefügt, die für die Tilgung in dem Rechnungsjahre, in dem er von der Bank von England der Deutschen Regierung mitgeteilt worden ist, vorzusehen sind und wird in gleicher Weise wie diese Bereitstellungen verwendet werden.

5. a) Am 1. Juni 1941 oder an irgend einem späteren Zinstermin kann die Deutsche Regierung nach sechs Monat vorangegangener Ankündigung durch eine Veröffentlichung in *The Times* alle gestempelten Stücke oder einen beliebigen Teil derselben im Gesamt-Nennbetrag von £1,000,000 oder darüber oder dessen Gegenwert zu pari tilgen. Für den Fall einer teilweisen Tilgung werden die verfügbaren Beträge, soweit es die Umstände erlauben, proportional in der in Ziffer 4 d) angegebenen Weise verwendet werden und die zu tilgenden Stücke durch Ziehungen bestimmt werden, die in der ersten Hälfte der Monate Mai oder November zu erfolgen haben, je nachdem die Tilgung am folgenden 1. Juni oder 1. Dezember erfolgen soll; im übrigen gelten die Bestimmungen der Ziffer 4 c). Die Deutsche Regierung wird der Bank von England die notwendigen Sterling-Beträge zur Verfügung stellen, um Tilgungen durchzuführen, entsprechend den Bestimmungen dieser Ziffer, und zwar nicht später als 1 Monat vor dem für die Rückzahlung festgesetzten Termin. Bei der Durchführung einer solchen Tilgung werden die jährlichen Beträge, die entsprechend Ziffer 2 c) bereitzustellen sind, in den folgenden Rechnungsjahren um einen Betrag in Höhe von fünfeinhalb v. H. des Nennbetrages der eingelösten Stücke vermindert werden. Für den Fall, dass eine Tilgung am 1. Juni eines Jahres stattfindet, wird der Jahresbetrag, der im laufenden Rechnungsjahr bereitzustellen ist, um zweidreiviertel v. H. des Nennbetrages der eingelösten Stücke vermindert.

b) Über ihre Rechte nach dem vorstehenden Absatz hinaus, jedoch unbeschadet ihrer Verpflichtungen nach Ziffer 2 c), kann die Deutsche Regierung der Bank von England jederzeit gestempelte Stücke zur Ungültigmachung vorlegen.

6. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung und Anwendung der Sterlingbeträge, die für den Dienst derjenigen Stücke vorzusehen sind, die auf eine andere Währung als auf Sterling lauten:

a) Bei der Berechnung des Betrages der Jahressumme, die von der Deutschen Regierung gemäss Ziffer 2 c) bereitzustellen ist, und der proportionalen Verteilung des für die Tilgung in einem Rechnungsjahre verfügbaren Betrages, werden die am vorhergehenden 15. Mai gültigen Kurse für die Hälfte dieses Betrages und die am 15. November gültigen Kurse für den Restbetrag Anwendung finden.

b) Beträge, die von der Bank von England für die Bezahlung von Zinsscheinen angefordert werden, werden zu den am 15. Mai oder 15. November geltenden Kursen berechnet, je nachdem welcher Termin dem Fälligkeitstermin dieser Zinsscheine vorangeht, und die Zinsscheine werden entsprechend bezahlt werden.

c) Bei der Rückzahlung der für die Tilgung gezogenen Stücke findet der Kurs vom ersten Tage des Monats Anwendung, der dem für die Rückzahlung festgesetzten Datum vorangeht.

d) Als der an einem Tag massgebende Kurs gilt der Mittelkurs, der von der Bank von England als in London für telegrafische Überweisungen am Mittag dieses Tages gültig mitgeteilt wird.

7. Neue Zinsscheinbogen für die in der Folge sich ergebenden Zinsen werden durch die Deutsche Regierung am 1. Juni 1965 bei der Bank von England den Inhabern gestempelter Stücke zur Verfügung gestellt werden, soweit diese dann noch ausstehen und noch nicht für die Tilgung gezogen worden sind.

8. Alle bezahlten Zinsscheine und alle entsprechend den Bestimmungen dieses Memorandums eingelösten Stücke werden ungültig gemacht und können nicht wieder ausgegeben werden.

9. For the purpose of the provision of service requirements and the payment of Coupons and redemption of Bonds, the nominal amount thereof will be deemed to be the nominal amount in the currency of issue, and not on a gold basis.

10. The principal and interest of all enfaced Bonds will be paid without deduction of all present and future German taxes, stamp or other duties, dues or public charges, regardless of the nationality, domicile or residence of the holders thereof. Provided that nothing in this paragraph will have the effect of exempting a holder whose domicile, usual residence or place of business is in Germany from liability to such German taxes, stamp or other duties, dues or public charges as would otherwise be due from him in respect of the interest on or the principal of the Bonds.

11. For the purpose of this Memorandum, the definition of "British holders" contained in Article 4 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, will be applied: that is to say, as regards Bonds denominated in Sterling (1) persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom; (2) British subjects wherever resident; (3) corporations incorporated by or under the laws of the United Kingdom or of any other territory under the sovereignty of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate; and (4) persons under His Majesty's protection and ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom or any other of the territories aforesaid;

And as regards Bonds denominated in a currency other than Sterling, all individuals of any nationality ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom and all corporations incorporated under the laws of the United Kingdom.

12. In consideration of the German Government's undertakings contained in the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and in this Memorandum, the holders of enfaced Bonds will be deemed to have agreed to be subject to the provisions set out in this Memorandum, and payment to a holder of Bonds or Coupons in accordance with the terms of this Memorandum will constitute full discharge of such Bonds or Coupons.

ANNEX.

The text to be enfaced on certified Bonds presented to the Bank of England by Bondholders assenting to the terms of the annexed Memorandum will be substantially as follows:

" This Bond has been certified as being in British ownership on the 15th June, 1934, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on _____, 1938. "

The text to be enfaced on Coupons attached to enfaced Bonds will be as follows:

" Reduced to 4½ per cent. "

9. Für die Zwecke der Bereitstellung der für den Anleihendienst erforderlichen Beträge, die Bezahlung der Zinsscheine und die Tilgung der Stücke gilt als deren Nennbetrag der Nennbetrag in der Währung der Ausgabe, jedoch nicht auf Goldbasis.

10. Die Kapitalbeträge und die Zinsen aller gestempelten Stücke werden gezahlt ohne Abzug von allen gegenwärtigen und zukünftigen deutschen Steuern, Stempel- oder andern Gebühren, Abgaben oder öffentlichen Lasten ohne Rücksicht auf Staatsangehörigkeit, Wohnsitz oder Aufenthalt der Inhaber derselben, mit der Massgabe, dass nichts in diesem Absatz so ausgelegt werden soll, dass ein Inhaber, dessen Wohnsitz, gewöhnlicher Aufenthalt oder Geschäftsbetrieb sich in Deutschland befindet, von der Verpflichtung befreit sein soll, solche deutsche Steuern, Stempel- oder andere Gebühren, Abgaben oder öffentliche Lasten zu zahlen, die sonst von ihm für Zinsen auf die Stücke oder ihren Kapitalbetrag zu zahlen sind.

11. Für die Zwecke dieses Memorandums wird die im Artikel 4 des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 enthaltene Definition des Begriffs „britische Inhaber“ angewendet, und zwar bedeutet dieser Begriff, soweit auf Sterling lautende Stücke in Frage kommen: (1) Personen, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben, (2) britische Staatsangehörige, ohne Rücksicht auf den Aufenthalt, (3) Gesellschaften, die nach dem Rechte des Vereinigten Königreichs oder irgendeines anderen Gebietes eingetragen sind, das unter der Herrschaft Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der Britischen überseeischen Dominien, Kaisers von Indien oder unter der Suzeränität, dem Protektorat oder dem Mandat Seiner Majestät steht, (4) Personen, die unter dem Schutz Seiner Majestät stehen und sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich oder irgend einem anderen der vorstehend aufgezählten Gebiete aufhalten oder Geschäfte betreiben; soweit Stücke in Frage kommen, die auf eine andere Währung als Sterling lauten: alle Personen, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben, und alle Gesellschaften, die nach dem Recht des Vereinigten Königreiches eingetragen sind.

12. In Erwägung der im deutsch-englischen Transferabkommen vom 1. Juli 1938 und in diesem Memorandum enthaltenen Zusicherungen der Deutschen Regierung gilt für die Inhaber der gestempelten Stücke, dass sie ihrer Unterwerfung unter die in diesem Memorandum festgesetzten Bedingungen zugestimmt haben, und eine den Bestimmungen dieses Memorandums entsprechende Zahlung an einen Inhaber von Stücken oder Zinsscheinen wird demnach eine vollständige Bezahlung der in Frage kommenden Stücke oder Zinsscheine darstellen.

ANLAGE.

Der Text, der auf die zertifizierten Anleihestücke zu stempeln ist, die der Bank von England von den Stückerhaltern vorgelegt werden, die den Bedingungen des anliegenden Memorandums zustimmen, lautet materiell wie folgt:

“ This Bond has been certified as being in British ownership on the 15th June, 1934, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on _____, 1938.”

Deutsche Übersetzung:

„Dieses Anleihestück ist als im britischen Eigentum am 15. Juni 1934 befindlich zertifiziert worden, und der Inhaber unterliegt den Bedingungen des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 sowie dem hierauf bezüglichen Memorandum, das in die Anlagen zum Ergänzungsabkommen vom 13. August 1938 eingefügt und in *The Times* am _____ 1938 veröffentlicht worden ist.“

Der auf die den gestempelten Stücken anhängenden Zinsscheine zu stempelnde Text wird wie folgt lauten:

“ Reduced to 4 ½ %.”

Deutsche Übersetzung:

„Herabgesetzt auf 4 ½ %.“

SCHEDULE C. — AUSTRIAN GOVERNMENT INTERNATIONAL LOAN, 1930.

Memorandum of August 13th, 1938.

Detailed Arrangements made for the Application of Sterling Funds to be provided by the German Government in accordance with the Terms of the Anglo-German Transfer Agreement signed in London on the 1st July, 1938, for the Purchase of Bonds of the Loan shown to the Satisfaction of the Government of the United Kingdom to have been in the Beneficial Ownership of British Holders on the 1st July, 1938, and Coupons of such Bonds.

1. Bonds of the Loan shown to the satisfaction of the Government of the United Kingdom to have been in the beneficial ownership of British Holders on the 1st July, 1938, and which have been enfaced in the form annexed to this Memorandum are referred to in this Memorandum as "enfaced Bonds".

2. (a) The period during which Sterling funds are to be provided will be divided into financial years expiring on the 30th June in each year, and the German Government will, through the Reichsbank, provide in Sterling in respect of each financial year in the manner mentioned below a sum calculated at the rate of seven per cent. on the nominal amount of all enfaced Bonds, without making any reduction in respect of any Bonds which may have been or may subsequently be purchased by or on behalf of the German Government.

(b) The initial period up to the 30th June, 1939, will be treated as a full year and provision will be made accordingly.

3. The following provisions will have effect with regard to the provision of the sums required for the purchase of Coupons :

(a) Coupons maturing on and after the 1st January, 1939, attached to enfaced Bonds will be purchased on maturity in Sterling at a price calculated at the rate of five per cent. per annum on surrender of the appropriate Coupons at the office of Morgan Grenfell and Co., Limited, London, except that in the case of Bonds which are presented for enfacement after the 15th December, 1938, purchase of the Coupons may be deferred, pending receipt by Morgan Grenfell and Co., Limited, of the corresponding amounts.

(b) On the 15th day of June and December in each year commencing with the 15th December, 1938, Morgan Grenfell and Co., Limited, will give notice to the Reichsbank of the sum required to provide for the purchase of Coupons attached to enfaced Bonds falling due on the next succeeding interest date, and the Reichsbank will, within seven days after receiving such notice, pay to Morgan Grenfell and Co., Limited, the sum so required.

(c) As and when Bonds are enfaced after the 15th December, 1938, Morgan Grenfell and Co., Limited, will at convenient intervals claim from the Reichsbank the amount required for the purchase of the Coupons of such Bonds which have then matured and are payable as mentioned in paragraph 3 (a) above, and on receipt thereof and enfacement of the Bonds in question Morgan Grenfell and Co., Limited, will effect the purchase of the Coupons accordingly.

4. The following provisions will have effect with regard to the provision and application of the sums required for the purchase of Bonds :

(a) The Reichsbank will, not later than the 15th October in each financial year, commencing with the 15th October, 1939, pay to Morgan Grenfell and Co., Limited, a sum equal to the balance remaining available out of the annual amount to be provided as mentioned in paragraph 2 (a) above after making provision for the amounts required in the preceding financial year for the purchase of Coupons attached to enfaced Bonds. Except that as regards the sum to be paid on the 15th October, 1939, the amount required for the purchase of Coupons in respect of the financial year ending the 30th June, 1939, will be deemed to have been equal to five per cent. of the nominal amount of all Bonds which have been enfaced on or prior to the 14th October, 1939.

ABSCHNITT C. — INTERNATIONALE BUNDESANLEIHE DER REPUBLIK ÖSTERREICH 1930.

Memorandum vom 13. August 1938.

Einzelvereinbarungen über die Verwendung der Sterling-Beträge, die von der Deutschen Regierung gemäss den Bestimmungen des am 1. Juli 1938 in London unterzeichneten deutsch-englischen Transferabkommens für den Ankauf von Anleihestücken bereitzustellen sind, für die der Regierung des Vereinigten Königreichs gegenüber der Nachweis erbracht worden ist, dass sie sich am 1. Juli 1938 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber befunden haben, sowie für den Ankauf von Zinsscheinen solcher Stücke.

1. Anleihestücke, für die der Regierung des Vereinigten Königreichs gegenüber nachgewiesen ist, dass sie sich im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber am 1. Juli 1938 befunden haben und in der diesem Memorandum beigelegten Form gestempelt sind, werden in diesem Memorandum „gestempelte Stücke“ genannt.

2. a) Die Zeit, in der die Sterling-Beträge bereitzustellen sind, wird in Rechnungsjahre eingeteilt, die am 30. Juni jedes Jahres enden. Die Deutsche Regierung wird für jedes Rechnungsjahr durch die Reichsbank in der unten angegebenen Weise eine Summe in Sterling bereitstellen, die zum Satze von sieben v. H. des Nennbetrages aller gestempelten Stücke berechnet ist, ohne einen Abzug für Stücke zu machen, die durch oder für die Deutsche Regierung zurückgekauft worden sind oder in der Folge zurückgekauft werden.

b) Die Anfangsperiode bis zum 30. Juni 1939 wird als volles Jahr behandelt und die Bereitstellung dementsprechend gemacht werden.

3. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung der für den Ankauf von Zinsscheinen erforderlichen Beträge :

a) Zinsscheine, die an und nach dem 1. Januar 1939 fällig werden und gestempelten Stücken anhängen, werden bei Fälligkeit in Sterling zum Satze von fünf v. H. jährlich gegen Abgabe der entsprechenden Zinsscheine bei der Geschäftsstelle von Morgan Grenfell & Co., Limited, London, angekauft werden, ausgenommen den Fall, dass, wenn es sich um Stücke handelt, die nach dem 15. Dezember 1938 zur Stempelung vorgelegt werden, der Ankauf der Zinsscheine verschoben werden kann bis Morgan Grenfell & Co., Limited, die entsprechenden Beträge erhalten haben.

b) Am 15. Juni und 15. Dezember eines jeden Jahres, beginnend mit dem 15. Dezember 1938, werden Morgan Grenfell & Co., Limited, der Reichsbank den Betrag mitteilen, der für den Ankauf von Zinsscheinen bereitzustellen ist, die gestempelten Stücken anhängen und am nächstfolgenden Zinstermin fällig werden. Die Reichsbank wird innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt einer derartigen Mitteilung die so geforderte Summe an Morgan Grenfell & Co., Limited, zahlen.

c) Soweit und wenn Stücke, wie oben erwähnt, nach dem 15. Dezember 1938 gestempelt werden, werden Morgan Grenfell & Co., Limited, zu geeigneten Zeitpunkten von der Reichsbank den Betrag anfordern, der für den Ankauf der Zinsscheine solcher Stücke benötigt wird, die fällig geworden und wie in Ziffer 3 a) erwähnt, zu bezahlen sind. Morgan Grenfell & Co., Limited, werden, wenn sie den Betrag erhalten haben und die in Rede stehenden Stücke gestempelt worden sind, den Ankauf der Zinsscheine entsprechend ausführen.

4. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung und Verwendung der für den Ankauf von Anleihestücken erforderlichen Beträge :

a) Die Reichsbank wird spätestens am 15. Oktober in jedem Rechnungsjahre, beginnend mit dem 15. Oktober 1939, an Morgan Grenfell & Co., Limited, einen Betrag in Höhe des Restes zahlen, der von dem jährlichen Betrage, der, wie in Ziffer 2 a) erwähnt, bereitzustellen ist, nach Abzug derjenigen Beträge verfügbar bleibt, die für den Ankauf der den gestempelten Stücken anhängenden Zinsscheine im vorhergehenden Rechnungsjahr benötigt wurden, mit der Ausnahme, dass für die am 15. Oktober 1939 zu zahlende Summe der für den Ankauf von Zinsscheinen für das am 30. Juni 1939 endende Rechnungsjahr erforderliche Betrag so berechnet werden soll, als ob er sich auf fünf v. H. des Nennbetrages aller Stücke beläuft, die an oder vor dem 14. Oktober 1939 gestempelt wurden.

(b) The Reichsbank will be entitled to purchase enfaced Bonds at or below par, plus the premium expressed to be payable on the Bonds and accrued interest, but exclusive of expenses of purchase. To the extent to which on or prior to the 15th October in any year the Reichsbank proves such purchases to the satisfaction of Morgan Grenfell and Co., Limited, the sum to be provided for the purchase of Bonds in respect of the preceding financial year will be reduced by the actual purchase price according to the relative Brokers' contract notes or other documents of sale exclusive of accrued interest and expenses of purchase paid by the Reichsbank.

(c) All sums paid to Morgan Grenfell and Co., Limited, on the 15th October as mentioned above will be applied by Morgan Grenfell and Co., Limited, in the purchase at par plus premium of Bonds which have been enfaced on or prior to the preceding 14th October. The Bonds so to be purchased will be selected by drawings. Drawings will be made in respect of any year in which they are necessary between the next succeeding 15th October and the 30th November at the office of Morgan Grenfell and Co., Limited, in such manner and by and in the presence of such persons as Morgan Grenfell and Co., Limited, after consultation with the German Debt Administration (" Reichsschuldenverwaltung ") may deem expedient and equitable. Bonds expressed to be payable in each separate currency will be drawn separately. Forthwith, after any drawing, Morgan Grenfell and Co., Limited, will by advertisement in *The Times* notify the holders of Bonds drawn for purchase of such drawing and name a time and place for the presentation and purchase of drawn Bonds complete with unmatured Coupons against payment of the principal sums and premiums due. No provision will be made for the purchase of any Coupons maturing after the interest date next following the date of drawing attached to drawn Bonds for the purchase of which due provision has been made on the terms of this Memorandum. All drawn Bonds will be due for purchase on the 1st January immediately following the date of drawing. Drawn Bonds presented for purchase must have attached thereto all Coupons maturing after the date fixed for purchase and in the event of one or more of such Coupons being absent the amount payable thereon at the rate of five per cent. per annum will be deducted in calculating the purchase price payable to the holder.

(d) So far as reasonably practicable the amount applied in respect of any financial year (whether by proved purchases or drawings) in the purchase of Bonds expressed to be payable in any one currency will bear the same proportion towards the total amount so applied in respect of that financial year as the total nominal value of all enfaced Bonds expressed to be payable in that currency bears to the aggregate nominal value of all enfaced Bonds; no right will arise against the Reichsbank or against Morgan Grenfell and Co., Limited, owing to failure to observe such proportion.

(e) As and when Bonds are enfaced as aforesaid after the 15th October, 1939, Morgan Grenfell and Co., Limited, will at convenient intervals notify the Reichsbank the amount required for the purchase of enfaced Bonds in respect of such Bonds and attributable to preceding financial years, which amount would previously have been due to be provided under the provisions of this Memorandum had such Bonds been enfaced as aforesaid on the 15th October, 1939. Such amount will be added to and applied in like manner as the provision to be made for purchase of Bonds in respect of the financial year in which the same is notified by Morgan Grenfell and Co., Limited, to the Reichsbank.

5. Without prejudice to its obligations under paragraph 2 (a) above, the German Government through the Reichsbank may at any time present enfaced Bonds to Morgan Grenfell and Co., Limited, for cancellation.

6. The following provisions will have effect with regard to the provision and application of the Sterling sums to be provided for the purchase of Bonds and Coupons denominated in a currency other than Sterling:

(a) In calculating the amount of the annual sum to be provided in accordance with paragraph 2 (a) above, and in determining the rateable distribution of the amount available for the purchase

b) Die Reichsbank ist berechtigt, gestempelte Stücke zu oder unter pari zuzüglich der auf den Stücken vorgesehenen Prämie und der aufgelaufenen Zinsen, jedoch ausschliesslich der Kosten des Ankaufs anzukaufen. In dem Masse, in dem am oder vor dem 15. Oktober eines Jahres die Reichsbank Morgan Grenfell & Co., Limited, gegenüber den Nachweis derartiger Ankäufe erbringt, wird der Betrag, der für den Ankauf von Stücken für das vorhergehende Rechnungsjahr bereitzustellen ist, um den durch die Reichsbank gemäss den darauf bezüglichen Schlussnoten (Brokers' contract notes) oder andern Kaufdokumenten tatsächlich gezahlten Ankaufspreis ausschliesslich Stückzinsen und Kosten des Ankaufs vermindert.

c) Alle Beträge, die an Morgan Grenfell & Co., Limited, am 15. Oktober, wie oben erwähnt, gezahlt worden sind, werden durch Morgan Grenfell & Co., Limited, für den Rückkauf von Stücken zu pari zuzüglich der Prämie verwendet werden, soweit diese an oder vor dem vorhergehenden 14. Oktober gestempelt waren. Die so anzukaufenden Stücke werden durch Ziehungen bestimmt werden. Die Ziehungen erfolgen für jedes Jahr, in dem sie erforderlich werden, zwischen dem nächstfolgenden 15. Oktober und 30. November in den Räumen von Morgan Grenfell & Co., Limited, auf die Weise, durch und in Gegenwart derjenigen Personen, die Morgan Grenfell & Co., Limited, nach Beratung mit der Reichsschuldenverwaltung für recht und billig hält. Auf besondere Währungen lautende Stücke werden jeweils gesondert gezogen. Unmittelbar nach jeder Ziehung werden Morgan Grenfell & Co., Limited, durch Anzeige in *The Times* die Inhaber der für den Ankauf gezogenen Stücke von dieser Ziehung benachrichtigen und Ort und Zeit angeben für die Vorlage und den Ankauf der gezogenen Stücke einschliesslich der noch nicht fälligen Zinsscheine gegen Zahlung der Nennbeträge und vorgesehenen Prämie. Keine Bereitstellung erfolgt für den Ankauf von Zinsscheinen, die nach dem Zinstermin fällig werden, der unmittelbar dem Ziehungstermin folgt und die gezogenen Stücken anhängen, für deren Ankauf die gehörige Bereitstellung entsprechend den Bestimmungen dieses Memorandums getroffen worden ist. Alle gezogenen Stücke werden für den Ankauf an dem 1. Januar fällig, der unmittelbar auf das Datum der Ziehung folgt. Den zum Ankauf vorgelegten gezogenen Stücken müssen alle Zinsscheine anhängen, die nach dem für den Ankauf festgesetzten Termin fällig werden; für den Fall, dass einer oder mehrere dieser Zinsscheine fehlen, wird der darauf zum Satze von fünf v. H. jährlich zahlbare Betrag bei der Berechnung des an den Inhaber zu zahlenden Ankaufspreises abgezogen werden.

d) Soweit es vernünftigerweise durchführbar ist, wird der Betrag, der für jedes Rechnungsjahr — und zwar sowohl für nachgewiesene Ankäufe wie für Ziehungen — für den Rückkauf von Stücken verwendet wird, die in irgend einer Währung zahlbar sind, im gleichen Verhältnis zu dem für jenes Rechnungsjahr so verwendeten Gesamtbetrag stehen, wie sich der Gesamt-Nennbetrag aller gestempelten Stücke, die in jener Währung zahlbar sind, zu dem Gesamt-Nennbetrag aller gestempelten Stücke verhält; ein Rechtsanspruch gegen die Reichsbank oder gegen Morgan Grenfell & Co., Limited, lässt sich aus der Nichteinhaltung des erwähnten Verhältnisses nicht herleiten.

e) Soweit und wenn Stücke, wie oben erwähnt, nach dem 15. Oktober 1939 gestempelt werden, werden Morgan Grenfell & Co., Limited, zu geeigneten Zeitpunkten der Reichsbank den Betrag mitteilen, der für Zwecke des Ankaufs gestempelter Stücke in Bezug auf diese Stücke benötigt wird, und vorhergehenden Rechnungsjahren zuzuteilen ist, und der nach den Bestimmungen dieses Memorandums früher hätte bereitgestellt werden müssen, wenn solche Stücke, wie oben erwähnt, am 15. Oktober 1939 gestempelt gewesen wären. Dieser Betrag wird den Bereitstellungen hinzugefügt, die für den Ankauf von Anleihestücken für das Rechnungsjahr, in dem er von Morgan Grenfell & Co., Limited, der Reichsbank mitgeteilt worden ist, vorzusehen sind und wird in gleicher Weise wie diese Bereitstellungen verwendet werden.

5. Unbeschadet ihrer Verpflichtungen unter Ziffer 2 a) ist die Deutsche Regierung berechtigt, durch die Reichsbank jederzeit gestempelte Stücke bei Morgan Grenfell & Co., Limited, zur Ungültigmachung einzureichen.

6. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung und Anwendung der Sterling-Beträge, die für den Ankauf von Stücken und Zinsscheinen vorzusehen sind, die auf eine andere Währung als auf Sterling lauten:

a) Bei der Berechnung des Betrages der Jahressumme, die von der Reichsbank gemäss Ziffer 2a) bereitzustellen ist, und der proportionalen Verteilung des für den Ankauf von Stücken für ein

of Bonds in respect of any financial year, the rates of exchange ruling on the 1st June will be applied as regards one-half of such amount and the rates of exchange ruling on the 1st December will be applied as regards the remainder.

(b) Amounts claimed by Morgan Grenfell and Co., Limited, for the purchase of Coupons will be calculated at the rates of exchange ruling on the 1st June or the 1st December (as the case may be) preceding the due date of such Coupons and Coupons will be purchased at prices calculated accordingly.

(c) In the purchase of Bonds drawn the rate of exchange ruling on the day preceding the day on which the drawing took place will be applied in calculating the purchase price.

(d) The rate of exchange ruling on any day will be deemed to be the middle rate certified by the Bank of England as current in London for telegraphic transfers at noon on the day in question.

7. New coupon sheets representing subsequently accruing interest will be made available by the German Government at the offices of Morgan Grenfell and Co., Limited, when the existing coupon sheets are exhausted, to the holders of enfaced Bonds which are then still outstanding and have not been drawn for purchase.

8. All Coupons and Bonds purchased in accordance with the terms of this Memorandum will be cancelled and will not be capable of re-issue.

9. For the purpose of the provision of purchase moneys and the purchase of Coupons and of Bonds, the nominal amount thereof will be deemed to be the nominal amount in the currency of issue and not on a gold basis.

10. The purchase price of Bonds and Coupons will be paid without deduction of all present and future German taxes, stamp or other duties, dues or public charges regardless of the nationality, domicile or residence of the holders thereof. Provided that nothing in this paragraph will have the effect of exempting a holder whose domicile, usual residence or place of business is in Germany from liability to such German taxes, stamp or other duties, dues or public charges as would otherwise be due from him in respect of the interest on or the principal or premium of the Bonds.

11. For the purpose of this Memorandum the definition of "British holders" contained in Article 4 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, will be applied: that is to say, as regards Bonds denominated in Sterling (1) persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom; (2) British subjects wherever resident; (3) corporations incorporated by or under the laws of the United Kingdom or of any other territory under the sovereignty of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate; and (4) persons under His Majesty's protection and ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom or any other of the territories aforesaid;

And as regards Bonds denominated in a currency other than Sterling, all individuals of any nationality ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom, and all corporations incorporated under the laws of the United Kingdom.

12. In consideration of the German Government's undertakings contained in the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and in this Memorandum, the holders of enfaced Bonds will be deemed to have agreed to be subject to the provisions set out in this Memorandum, and payment of purchase price to a holder of Bonds or Coupons in accordance with the terms of this Memorandum will constitute full discharge of such Bonds or Coupons.

Rechnungsjahr verfügbaren Betrages, werden die am 1. Juni gültigen Kurse für die Hälfte dieses Betrages und die am 1. Dezember gültigen Kurse für den Restbetrag Anwendung finden.

b) Beträge, die von Morgan Grenfell & Co., Limited, für den Ankauf von Zinsscheinen angefordert werden, werden zu den am 1. Juni oder 1. Dezember geltenden Kursen berechnet, je nachdem welcher Termin dem Fälligkeitstermin dieser Zinsscheine vorangeht, und die Zinsscheine werden zu entsprechend berechneten Preisen angekauft werden.

c) Bei dem Ankauf der gezogenen Stücke findet bei der Berechnung des Ankaufspreises der Kurs des Tages Anwendung, der dem Tage vorangeht, an dem die Ziehung stattgefunden hat.

d) Als der an einem Tag massgebende Kurs gilt der Mittelkurs, der von der Bank von England als in London für telegrafische Überweisungen am Mittag dieses Tages gültig mitgeteilt wird.

7. Neue Zinsscheinbogen für die in der Folge sich ergebenden Zinsen werden, wenn die vorhandenen Zinsscheinbogen abgelaufen sind, durch die Deutsche Regierung bei der Geschäftsstelle von Morgan Grenfell & Co., Limited, den Inhabern gestempelter Stücke zur Verfügung gestellt werden, soweit diese dann noch ausstehen und noch nicht zum Ankauf gezogen worden sind.

8. Alle Zinsscheine und alle entsprechend den Bestimmungen dieses Memorandums angekauften Stücke werden ungültig gemacht und können nicht wieder ausgegeben werden.

9. Für die Zwecke der Bereitstellung der für den Ankauf benötigten Gelder und den Ankauf von Zinsscheinen und Stücken gilt als deren Nennbetrag der Nennbetrag in der Währung der Ausgabe, jedoch nicht auf Goldbasis.

10. Der Ankaufspreis von Stücken und Zinsscheinen wird gezahlt ohne Abzug von allen gegenwärtigen und zukünftigen deutschen Steuern, Stempel- oder anderen Gebühren, Abgaben oder öffentlichen Lasten ohne Rücksicht auf Staatsangehörigkeit, Wohnsitz oder Aufenthalt der Inhaber derselben, mit der Massgabe, dass nichts in diesem Absatz so ausgelegt werden soll, dass ein Inhaber, dessen Wohnsitz, gewöhnlicher Aufenthalt oder Geschäftsbetrieb sich in Deutschland befindet, von der Verpflichtung befreit sein soll, solche deutschen Steuern, Stempel- oder andere Gebühren, Abgaben oder öffentliche Lasten zu zahlen, die sonst von ihm für Zinsen auf die Stücke, ihren Kapitalbetrag oder ihre Prämie zu zahlen sind.

11. Für die Zwecke dieses Memorandums wird die in Artikel 4 des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 enthaltene Definition des Begriffs „britische Inhaber“ angewendet, und zwar bedeutet dieser Begriff, soweit auf Sterling lautende Stücke in Frage kommen : (1) Personen, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben ; (2) britische Staatsangehörige ohne Rücksicht auf den Aufenthalt ; (3) Gesellschaften, die nach dem Recht des Königreichs oder irgendeines anderen Gebietes eingetragen sind, das unter der Herrschaft Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der Britischen überseeischen Dominien, Kaisers von Indien oder unter der Suzeränität, dem Protektorat oder dem Mandat Seiner Majestät steht ; (4) Personen, die unter dem Schutz Seiner Majestät stehen und sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich oder irgendeinem andern der vorstehend aufgezählten Gebiete aufhalten oder Geschäfte betreiben ; soweit Stücke in Frage kommen, die auf eine andere Währung als Sterling lauten : alle Personen ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben, und alle Gesellschaften, die nach dem Recht des Vereinigten Königreichs eingetragen sind.

12. In Erwägung der im deutsch-englischen Transferabkommen vom 1. Juli 1938 und in diesem Memorandum enthaltenen Zusicherungen der Deutschen Regierung gilt für die Inhaber der gestempelten Stücke, dass sie ihrer Unterwerfung unter die in diesem Memorandum festgesetzten Bedingungen zugestimmt haben, und eine den Bestimmungen dieses Memorandums entsprechende Zahlung des Ankaufspreises an einen Inhaber von Stücken oder Zinsscheinen wird demnach eine vollständige Bezahlung der in Frage kommenden Stücke oder Zinsscheine darstellen.

ANNEX.

The text to be enfaced on Bonds presented to Morgan Grenfell and Co., Limited, by Bondholders assenting to the terms of the annexed Memorandum will be substantially as follows :

“ This Bond has been certified as being in British ownership on the 1st July, 1938, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on , 1938. ”

The text to be enfaced on Coupons attached to enfaced Bonds will be as follows :

“ Reduced to 5 per cent. ”

SCHEDULE D. — CITY OF SAARBRÜCKEN 6 PER CENT. STERLING LOAN OF 1928.

Memorandum of August 13th, 1938.

Detailed Arrangements made for the Application of Sterling Funds to be provided in accordance with the Terms of the Anglo-German Transfer Agreement signed in London on July 1st, 1938, for the Service of Bonds of the Loan shown to the Satisfaction of the Government of the United Kingdom to have been in the Beneficial Ownership of British Holders on July 1st, 1938.

The German Government has taken due note of the arrangements set forth in this Memorandum and has undertaken to provide the Sterling funds necessary for transfer of all monies paid by the City of Saarbrücken in respect of interest and sinking fund in accordance with those arrangements.

1. Bonds of the Loan shown to the satisfaction of the Government of the United Kingdom to have been in the beneficial ownership of British Holders on the 1st July, 1938, and which have been presented to Guinness, Mahon and Co., London, for enfacement in the form annexed to this Memorandum are referred to in this Memorandum as “ enfaced Bonds ”.

2. (a) The period of service of the Bonds will be divided into financial years expiring on the 30th September in each year. The initial period up to the 30th September, 1938, will be treated as a full half-year and provision of interest will be made accordingly.

(b) The City of Saarbrücken will make no provision for the redemption of enfaced Bonds in respect of the period ending the 1st July, 1940, and accordingly the payments to be made by the City of Saarbrücken in respect of that period will be limited to the sums in Sterling required for the payment of interest in accordance with the provisions of paragraph 3 (a) of this Memorandum.

(c) The City of Saarbrücken will in respect of each financial year from and including the financial year ending the 30th September, 1941, provide in Sterling a sum calculated at the rate of five and one-half per cent. on the nominal amount of all enfaced Bonds without making any reduction in respect of any Bonds which may have been or may subsequently be redeemed.

ANLAGE.

Der Text, der auf die Anleihestücke zu stempeln ist, die Morgan Grenfell & Co., Limited, von den Stückerhabern vorgelegt werden, die den Bedingungen des anliegenden Memorandums zustimmen, lautet materiell wie folgt :

“ This Bond has been certified as being in British ownership on the 1st July, 1938, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on , 1938.”

Deutsche Übersetzung :

„Dieses Anleihestück ist als im britischen Eigentum am 1. Juli 1938 befindlich zertifiziert worden und der Inhaber unterliegt den Bedingungen des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 sowie dem hierauf bezüglichen Memorandum, das in die Anlagen zum Ergänzungsabkommen vom 13. August 1938 eingefügt und in *The Times* am 1938 veröffentlicht worden ist.“

Der auf die den gestempelten Stücken anhängenden Zinsscheine zu stempelnde Text wird wie folgt lauten :

“ Reduced to 5 %.”

Deutsche Übersetzung :

„Herabgesetzt auf 5 %.“

ABSCHNITT D. — 6 % IGE PFUNDANLEIHE DER STADT SAARBRÜCKEN VON 1928.

Memorandum vom 13. August 1938.

Einzelvereinbarungen über die Verwendung der Sterling-Beträge, die gemäss den Bestimmungen des am 1. Juli 1938 in London unterzeichneten deutsch-englischen Transferabkommens zur Bedienung derjenigen Anleihestücke bereitgestellt sind, für die der Britischen Regierung der Nachweis erbracht wird, dass sie sich am 1. Juli 1938 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber befunden haben.

Die Deutsche Regierung hat von den Vereinbarungen Kenntnis genommen, die in diesem Memorandum aufgeführt sind, und die Bereitstellung der Sterling-Beträge zugesagt, die für den Transfer der Geldsummen erforderlich sind, die die Stadt Saarbrücken als Zinsen und Tilgungsbeträge gemäss diesen Vereinbarungen zahlt.

1. Anleihestücke, für die der Britischen Regierung nachgewiesen worden ist, dass sie sich am 1. Juli 1938 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber befunden haben, und die dem Bankhaus Guinness, Mahon & Co., London, zur Abstempelung in der diesem Memorandum als Anlage beigefügten Form vorgelegt worden sind, werden in diesem Memorandum „gestempelte Stücke“ genannt.

2. a) Die Laufzeit des Anleihendienstes wird in Rechnungsjahre eingeteilt, die am 30. September eines jeden Jahres enden. Die Anfangsperiode bis zum 30. September 1938 wird als volles Halbjahr behandelt ; der Zinsendienst wird entsprechend geleistet werden.

b) Die Stadt Saarbrücken wird für den Zeitraum bis zum 1. Juli 1940 keine Beträge für die Tilgung gestempelter Stücke bereitstellen ; die von der Stadt Saarbrücken zu leistenden Zahlungen werden daher für diesen Zeitraum auf diejenigen Sterling-Beträge begrenzt sein, die für die Zinszahlung entsprechend den Bestimmungen von Ziffer 3 a) dieses Memorandums gebraucht werden.

c) Die Stadt Saarbrücken wird für jedes Rechnungsjahr von dem am 30. September 1941 endenden Rechnungsjahre ab in Sterling einen Betrag bereitstellen, der zum Satze von 5 ½ % des Nennbetrages aller gestempelten Stücke berechnet ist, ohne einen Abzug für Stücke zu machen, die getilgt sind oder in der Folge getilgt werden.

(d) Provision for redemption of Bonds in respect of the period from the 1st July, 1940, to the 30th September, 1940, will be made by the City of Saarbrücken in the manner mentioned below.

3. The following provisions will have effect with regard to the provision of the sums required for and the payment of interest :

(a) Interest represented by Coupons maturing on and after the 1st October, 1938, attached to enfaced Bonds will be paid on maturity in Sterling at the rate of four and one-half per cent. per annum on presentation of the appropriate Coupons at the office of Guinness, Mahon and Co., London, except that in the case of Bonds which are presented for enfacement after the 15th September, 1938, payment of the Coupons may be deferred, pending receipt by Guinness, Mahon and Co. of the corresponding amounts.

(b) On the 15th day of March and September in each year commencing with the 15th September, 1938, Guinness, Mahon and Co. will give notice to the City of Saarbrücken of the sum required to provide for the payment of Coupons attached to enfaced Bonds falling due on the next succeeding interest date and the City of Saarbrücken will within seven days after receiving such notice pay to Guinness, Mahon and Co. the sum so required.

(c) As and when Bonds are enfaced as aforesaid after the 15th September, 1938, Guinness, Mahon and Co. will at convenient intervals claim from the City of Saarbrücken the amount required for the payment of the Coupons of such Bonds which have then matured and are payable as mentioned in paragraph 3 (a) above and on receipt thereof Guinness, Mahon and Co. will pay the Coupons accordingly.

4. The following provisions will have effect with regard to the provision and application of the sums required for redemption :

(a) The City of Saarbrücken will not later than the 1st September in each financial year commencing with the financial year ending the 30th September, 1941, pay to Guinness, Mahon and Co. a sum equal to the balance remaining available out of the annual amount to be provided, as mentioned in paragraph 2 (c) above, after making provision for the amounts required for the payment of Coupons attached to enfaced Bonds on the two immediately preceding interest dates.

(b) The City of Saarbrücken will be entitled to purchase enfaced Bonds at or below par plus the premium expressed to be payable on the Bonds and accrued interest but exclusive of expenses of purchase. To the extent to which on or prior to the 1st September in any financial year the City of Saarbrücken proves such purchases to the satisfaction of Guinness, Mahon and Co., the sum to be paid by the City of Saarbrücken in respect of the redemption of Bonds in that financial year will be reduced by the actual purchase price according to the relative Brokers' contract notes or other documents of sale (exclusive of accrued interest and expenses of purchase) paid by the City of Saarbrücken.

(c) All sums paid to Guinness, Mahon and Co. on the 1st September as mentioned above will be applied by Guinness, Mahon and Co. in the redemption in Sterling at par plus premium of Bonds which have been enfaced on or prior to the preceding 31st August. The Bonds so to be redeemed will be selected by drawings. Drawings will be made in respect of any year in which they are necessary between the 1st September and the 15th September at the office of Guinness, Mahon and Co., London, in such manner as Guinness, Mahon and Co. may deem expedient and equitable and (if so required by the City of Saarbrücken) in the presence of a representative of the City of Saarbrücken. Forthwith after any drawing, Guinness, Mahon and Co. will by advertisement in *The Times* notify the holders of Bonds drawn for redemption of such drawing and name a time and place for the presentation and payment of drawn Bonds complete with unmatured Coupons against payment of the principal sums and premiums due. No drawn Bond for the payment of which due provision has been made on the terms of this Memorandum will continue to carry interest after the due date for payment. All drawn Bonds will be due for payment of principal sums and premiums due thereon on the 1st October immediately following the date of drawing. Drawn Bonds presented for payment must have attached thereto all Coupons maturing after the date fixed for redemption, and in the event of one or more of such Coupons being absent the amount payable thereon at the rate of four and one-half per cent. per annum will be deducted in calculating the sum payable to the holder.

d) Für die Tilgung von Stücken hinsichtlich der Zeit vom 1. Juli bis 30. September 1940 wird die Stadt Saarbrücken in der unten erwähnten Weise sorgen.

3. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung der für die Zinszahlungen erforderlichen Beträge :

a) Auf Zinsscheine, die am oder nach dem 1. Oktober 1938 fällig werden und gestempelten Stücken anhängen, wird bei Fälligkeit in Sterling zum Satze von $4\frac{1}{2}$ % jährlich Zinszahlung gegen Vorlegung der entsprechenden Zinsscheine in den Geschäftsräumen von Guinness, Mahon & Co., London, geleistet werden, ausgenommen den Fall, dass die Bezahlung von Zinsscheinen der Stücke, die zur Abstempelung nach dem 15. September 1938 vorgelegt werden, verschoben werden kann, bis Guinness, Mahon & Co. die entsprechenden Beträge erhalten hat.

b) Am 15. März und 15. September eines jeden Jahres, beginnend mit dem 15. September 1938, wird Guinness, Mahon & Co. der Stadt Saarbrücken die Summe mitteilen, die für die Bezahlung von Zinsscheinen bereitzustellen ist, die gestempelten Stücken anhängen und am nächstfolgenden Zinstermin fällig werden. Die Stadt Saarbrücken wird innerhalb von 7 Tagen nach Empfang einer derartigen Mitteilung die so geforderte Summe an Guinness, Mahon & Co. zahlen.

c) Soweit und wenn Stücke, wie oben erwähnt, nach dem 15. September 1938 gestempelt werden, wird Guinness, Mahon & Co. zu geeigneten Zeitpunkten von der Stadt Saarbrücken den Betrag anfordern, der für die Bezahlung der Zinsscheine solcher Stücke benötigt wird, die dann fällig geworden und, wie in Ziffer 3 a) erwähnt, zu bezahlen sind. Guinness, Mahon & Co. wird nach Empfang dieser Beträge die Zinsscheine entsprechend bezahlen.

4. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung und Verwendung der für die Tilgung erforderlichen Beträge :

a) Die Stadt Saarbrücken wird spätestens am 1. September in jedem Rechnungsjahre, beginnend mit dem am 30. September 1941 endenden Rechnungsjahre, Guinness, Mahon & Co., einen Betrag in Höhe des Restes zahlen, der von dem nach Ziffer 2 a) bereitzustellenden Jahresbetrag nach Abzug derjenigen Beträge verfügbar bleibt, die für die Bezahlung der den gestempelten Stücken anhängenden Zinsscheine an den zwei unmittelbar vorangehenden Zinsterminen benötigt wurden.

b) Die Stadt Saarbrücken ist berechtigt, gestempelte Stücke zu oder unter pari zuzüglich der nach dem Bondsinhalt zahlbaren Prämie und der aufgelaufenen Zinsen, jedoch ausschliesslich der Kaufkosten anzukaufen. In dem Masse, in dem am oder vor dem 1. September eines jeden Rechnungsjahres die Stadt Saarbrücken solche Käufe Guinness, Mahon & Co. nachweist, wird der Betrag, der von der Stadt Saarbrücken für die Tilgung der Stücke in jenem Rechnungsjahre zu zahlen ist, um den von der Stadt Saarbrücken gemäss den darauf bezüglichen Schlussnoten (Brokers' contract notes) oder anderen Kaufdokumenten tatsächlich gezahlten Ankaufspreis ausschliesslich Stückzinsen und Kaufkosten vermindert.

c) Alle Beträge, die an Guinness, Mahon & Co. am 1. September, wie oben erwähnt, gezahlt worden sind, werden von Guinness, Mahon & Co. für die Einlösung von Stücken in Sterling zu pari zuzüglich Prämie verwendet werden, soweit diese an oder vor dem vorhergehenden 31. August gestempelt waren. Die so zu tilgenden Stücke werden durch Auslosungen bestimmt werden. Ziehungen erfolgen für jedes Jahr, in dem sie erforderlich werden, zwischen dem 1. und 15. September in den Geschäftsräumen von Guinness, Mahon & Co., London, in der von Guinness, Mahon & Co. für recht und billig gehaltenen Form und, wenn die Stadt Saarbrücken es wünscht, in Gegenwart eines Vertreters der Stadt Saarbrücken. Unmittelbar nach jeder Ziehung wird Guinness, Mahon & Co. durch Anzeige in *The Times* die Inhaber der gezogenen Stücke von dieser Ziehung benachrichtigen und Ort und Zeit angeben für die Einreichung und Zahlung der gezogenen Stücke einschliesslich der noch nicht fälligen Zinsscheine gegen Zahlung der Nennbeträge und geschuldeten Prämien. Kein gezogenes Stück, für dessen Bezahlung die gehörige Vorsorge nach den Bestimmungen dieses Memorandums getroffen worden ist, wird nach dem Fälligkeitstermin Zinsen erbringen. Alle gezogenen Stücke werden zur Zahlung der Nennbeträge und darauf geschuldeten Prämien an dem 1. Oktober fällig, der unmittelbar auf den Ziehungstag folgt. Den zur Zahlung vorgelegten gezogenen Stücken müssen die Zinsscheine anhängen, die nach dem für die Tilgung festgesetzten Termin fällig werden ; für den Fall, dass einer oder mehrere dieser Zinsscheine fehlen, wird der darauf zum Satze von $4\frac{1}{2}$ % jährlich zahlbare Betrag bei der Berechnung des an den Inhaber zu zahlenden Betrages abgezogen werden.

(d) As and when Bonds are enfaced as aforesaid after the 1st September, 1940, Guinness, Mahon and Co. will at convenient intervals notify to the City of Saarbrücken the amount required for redemption purposes in respect of such Bonds and attributable to preceding financial years, which amount would previously have been due to be provided under the provisions of this Memorandum had such Bonds been enfaced as aforesaid on the 1st September, 1940. Such amount will be added to and applied in like manner as the provisions to be made for redemption in the financial year in which the same is notified by Guinness, Mahon and Co. to the City of Saarbrücken.

(e) Provision for redemption in respect of the period from the 1st July, 1940, to the 30th September, 1940, will be made by the City of Saarbrücken on the 1st September, 1940, by payment to Guinness, Mahon and Co. of a sum calculated at the rate of one per cent. per annum for the period in question on the nominal value of all enfaced Bonds, and the conditions of paragraphs 4 (a), (b) and (c) shall apply to such sum.

5. (a) On the 1st October, 1953, or on any subsequent interest date the City of Saarbrücken may, on giving six months' previous notice by publication in *The Times*, redeem at par plus premium all the enfaced Bonds then outstanding. The City of Saarbrücken will provide Guinness, Mahon and Co. with the Sterling funds necessary to give effect to any redemption in accordance with the provisions of this paragraph not later than fifteen days before the date fixed for repayment. No bond for the payment of which due provision has been made on the terms of this paragraph will continue to carry interest after the date fixed for repayment.

(b) In addition to its rights under the preceding paragraph, but without prejudice to its obligations under paragraph 2 (c) above, the City of Saarbrücken may at any time present enfaced Bonds to Guinness, Mahon and Co. for cancellation.

6. New coupon sheets representing subsequently accruing interest will be made available by the City of Saarbrücken at the office of Guinness, Mahon and Co., London, on the 1st October, 1953, to the holders of enfaced Bonds which are then still outstanding and have not been drawn for redemption.

7. All Coupons paid and all Bonds redeemed in accordance with the terms of this Memorandum will be cancelled and will not be capable of re-issue.

8. All amounts due in respect of unrepresented Coupons or Bonds for the payment of which due provision has been made on the terms of this Memorandum shall at the expiration of six and thirty years respectively cease to be enforceable.

9. The principal, premium and interest of all enfaced Bonds will be paid without deduction of all present and future German taxes, stamp or other duties, dues or public charges regardless of the nationality, domicile or residence of the holders thereof. Provided that nothing in this paragraph will have the effect of exempting a holder whose domicile, usual residence or place of business is in Germany, from liability to such German taxes, stamp or other duties, dues or public charges as would otherwise be due from him in respect of the interest or premium on or the principal of the Bonds.

10. For the purpose of this Memorandum the definition of "British holders" contained in Article 4 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, in respect of Bonds denominated in Sterling, will be applied: that is to say (1) persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom, (2) British subjects wherever resident, (3) corporations incorporated by or under the laws of the United Kingdom or of any other territory under the sovereignty of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate, and (4) persons under His Majesty's protection and ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom or any other of the territories aforesaid.

d) Soweit und wenn Stücke, wie oben erwähnt, nach dem 1. September 1940 gestempelt werden, wird Guinness, Mahon & Co. zu geeigneten Zeitpunkten der Stadt Saarbrücken den Betrag mitteilen, der für Tilgungszwecke hinsichtlich solcher Stücke benötigt wird und vorhergehenden Rechnungsjahren zuzuteilen ist, soweit er nämlich nach den Bestimmungen dieses Memorandums früher hätte bereitgestellt werden müssen, wenn diese Stücke, wie oben erwähnt, am 1. September 1940 gestempelt gewesen wären. Dieser Betrag wird den Bereitstellungen zugefügt, die für die Tilgung in dem Rechnungsjahre, in dem er von Guinness, Mahon & Co. der Stadt Saarbrücken mitgeteilt worden ist, vorzusehen sind; er wird in gleicher Weise wie diese Bereitstellungen verwendet werden.

e) Für die Tilgung hinsichtlich der Zeit vom 1. Juli 1940 bis zum 30. September 1940 wird die Stadt Saarbrücken am 1. September 1940 einen Betrag an Guinness, Mahon & Co. zahlen, der einem Satze von 1 % jährlich vom Nominalwert aller gestempelten Stücke für den fraglichen Zeitraum entspricht: für diesen Betrag sollen die Bestimmungen der Ziffern 4 a), b) und c) gelten.

5. a) Am 1. Oktober 1953 oder an irgendeinem späteren Zinstermin kann die Stadt Saarbrücken nach 6 Monate vorangegangener Ankündigung durch eine Veröffentlichung in *The Times* alle alsdann ausstehenden gestempelten Stücke zu pari plus Prämie tilgen. Die Stadt Saarbrücken wird Guinness, Mahon & Co. die Sterling-Beträge, die zur Durchführung einer Tilgung nach den Bestimmungen dieser Ziffer nötig sind, spätestens am 15. Tage vor dem für die Rückzahlung festgesetzten Termin überweisen. Kein Stück, für dessen Bezahlung die gehörige Vorsorge nach den Bestimmungen dieser Ziffer getroffen worden ist, wird nach dem für die Rückzahlung festgesetzten Termin Zinsen erbringen.

b) Über ihre Rechte nach dem vorstehenden Absatz hinaus, jedoch unbeschadet ihrer Verpflichtungen nach Ziffer 2 c), kann die Stadt Saarbrücken jederzeit Guinness, Mahon & Co. gestempelte Stücke zur Ungültigmachung einreichen.

6. Neue Zinsscheinbogen für die in der Folge sich ergebenden Zinsen werden durch die Stadt Saarbrücken in den Geschäftsräumen von Guinness, Mahon & Co., London, am 1. Oktober 1953 den Inhabern gestempelter Stücke zur Verfügung gestellt werden, soweit diese dann noch ausstehen und noch nicht für die Tilgung ausgelost worden sind.

7. Alle bezahlten Zinsscheine und alle entsprechend den Bestimmungen dieses Memorandums eingelösten Stücke werden ungültig gemacht und können nicht wieder ausgegeben werden.

8. Alle fälligen, aber der Bank nicht präsentierten Zinsscheine oder Stücke, für deren Bezahlung die gehörige Vorsorge nach den Bestimmungen dieses Memorandums getroffen worden ist, verjähren nach 6 bzw. 30 Jahren.

9. Kapital, Prämie und Zins aller gestempelten Stücke werden gezahlt ohne Abzug irgendwelcher gegenwärtigen und künftigen deutschen Steuern, Stempel- oder anderen Gebühren, Abgaben oder öffentlichen Lasten ohne Rücksicht auf Staatsangehörigkeit, Wohnsitz oder Aufenthalt des jeweiligen Inhabers. Dabei soll nichts in diesem Absatz so ausgelegt werden, dass ein Inhaber, dessen Wohnsitz, gewöhnlicher Aufenthalt oder Geschäftsbetrieb sich in Deutschland befindet, von der Verpflichtung befreit würde, solche deutschen Steuern, Stempel- oder andere Gebühren, Abgaben oder öffentlichen Lasten zu zahlen, die sonst von ihm für Zins oder Prämie auf die Stücke oder deren Kapitalbetrag zu zahlen sind.

10. Für die Zwecke dieses Memorandums wird die in Artikel 4 des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 für Sterling-Schulden enthaltene Definition des Begriffes „britischer Inhaber“ angewendet; und zwar umfasst dieser Begriff: (1) Personen, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben; (2) britische Staatsangehörige ohne Rücksicht auf den Aufenthalt; (3) Gesellschaften, die nach dem Rechte des Vereinigten Königreichs oder irgendeines anderen Gebietes eingetragen sind, das unter der Herrschaft Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der Britischen überseeischen Dominien, Kaisers von Indien, oder unter der Suzeränität, dem Protektorat oder dem Mandat Seiner Majestät steht; (4) Personen, die unter dem Schutz Seiner Majestät stehen und sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich oder irgendeinem anderen der vorstehend aufgezählten Gebiete aufhalten oder Geschäfte betreiben.

II. In consideration of the German Government's undertakings contained in the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and of the undertakings of the City of Saarbrücken contained in this Memorandum, the holders of enfaced Bonds will be deemed to have agreed to be subject to the provisions set out in this Memorandum and payment to a holder of Bonds or Coupons in accordance with the terms of this Memorandum will constitute full discharge of such Bonds or Coupons.

ANNEX.

The text to be enfaced on Bonds presented to Guinness, Mahon and Co. by Bondholders assenting to the terms of the annexed Memorandum will be substantially as follows :

“ This Bond has been certified as being in British ownership on the 1st July, 1938, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on _____, 1938. ”

The text to be enfaced on Coupons attached to enfaced Bonds will be as follows :

“ Reduced to 4½ percent. ”

SCHEDULE E. — AUSTRIAN GOVERNMENT CREDIT ANSTALT BONDS, 1936.

Memorandum of August 13th, 1938.

Detailed Arrangements made for the Application of Sterling Funds to be provided by the German Government in accordance with the Terms of the Anglo-German Transfer Agreement signed in London on July 1st, 1938, for the Purchase of Capital Coupons attached to Bonds of the Issue shown to the Satisfaction of the Government of the United Kingdom to have been in the Beneficial Ownership of British Holders on July 1st, 1938.

1. Austrian Government Credit Anstalt Bonds, 1936, shown to the satisfaction of the Government of the United Kingdom to have been in the beneficial ownership of British Holders on the 1st July, 1938, and which have been enfaced in the form annexed to this Memorandum are referred to in this Memorandum as “ enfaced Bonds ”.

2. The following provisions will have effect with regard to the provision by the German Government through the Reichsbank of the sums required for the purchase of Capital Coupons :

(a) Coupons maturing on and after the 1st September, 1938, attached to enfaced Bonds will be purchased on maturity in Sterling at a price equal to the amount expressed to be payable thereon on surrender of the appropriate Coupons at the office of Morgan Grenfell and Co., Limited, London, except that, in the case of Bonds which are presented for enfacement after the 15th August,

II. In Erwägung der Zusicherungen, die die Deutsche Regierung in dem deutsch-englischen Transferabkommen vom 1. Juli 1938 und die Stadt Saarbrücken in diesem Memorandum gegeben hat, gilt für die Inhaber der gestempelten Stücke, dass sie ihrer Unterwerfung unter die in diesem Memorandum festgesetzten Bedingungen zugestimmt haben; eine den Bestimmungen dieses Memorandums entsprechende Zahlung an einen Inhaber von Stücken oder Zinsscheinen wird demnach eine vollständige Bezahlung solcher Stücke oder Zinsscheine darstellen.

ANLAGE.

Der Text, der auf die Anleihestücke zu stempeln ist, die dem Bankhaus Guinness, Mahon & Co., London, zur Abstempelung von den Stückerhaltern eingereicht werden, die den Bedingungen des anliegenden Memorandums zustimmen, lautet materiell wie folgt :

“This Bond has been certified as being in British ownership on the 1st July, 1938, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on , 1938.”

Deutsche Übersetzung :

„Dieses Anleihestück ist als im britischen Eigentum am 1. Juli 1938 befindlich abgestempelt worden, und der Inhaber unterliegt den Bedingungen des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 sowie dem hierauf bezüglichen Memorandum, das in die Anlagen zum Ergänzungsabkommen vom 13. August 1938 eingefügt und in *The Times* am 1938 veröffentlicht worden ist.“

Der auf die den gestempelten Stücken anhängenden Zinsscheine zu stempelnde Text wird wie folgt lauten :

“Reduced to 4½%.”

Deutsche Übersetzung :

“Herabgesetzt auf 4 ½ %.”

ABSCHNITT E. — ÖSTERREICHISCHE CREDIT-ANSTALT REGIERUNGSSCHULDVERSCHREIBUNGEN 1936.

Memorandum vom 13. August 1938.

Einzelvereinbarungen über die Verwendung der Sterling-Beträge, die von der Deutschen Regierung gemäss den Bestimmungen des am 1. Juli 1938 in London unterzeichneten deutsch-englischen Transferabkommens zum Kauf der den Stücken anhängenden Zahlungsabschnitte bereitzustellen sind, für die der Regierung des Vereinigten Königreichs gegenüber der Nachweis erbracht ist, dass sie sich am 1. Juli 1938 im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber befunden haben.

1. Österreichische Credit-Anstalt Regierungsschuldverschreibungen 1936, für die der Regierung des Vereinigten Königreichs gegenüber nachgewiesen ist, dass sie sich im materiellen Eigentum (beneficial ownership) britischer Inhaber am 1. Juli 1938 befunden haben und die zur Stempelung in der diesem Memorandum als Anlage beigefügten Form zugelassen worden sind, werden in diesem Memorandum „gestempelte Stücke“ genannt.

2. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Beträge, die von der Deutschen Regierung durch die Reichsbank für den Ankauf von Zahlungsabschnitten bereitzustellen sind :

a) Zahlungsabschnitte, die am oder nach dem 1. September 1938 fällig werden und gestempelten Stücken anhängen, werden bei Fälligkeit in Sterling gegen Hergabe der entsprechenden Zahlungsabschnitte von Morgan Grenfell & Co., Limited, London, zu einem Preis angekauft, der dem auf den Zahlungsabschnitten als zahlbar angegebenen gleichkommt, ausgenommen den Fall, dass, wenn

1938, purchase of the Coupons may be deferred, pending receipt by Morgan Grenfell and Co., Limited, of the corresponding amounts.

(b) On the 15th day of February and August in each year commencing with the 15th August, 1938, Morgan Grenfell and Co., Limited, will give notice to the Reichsbank of the sum required to provide for the purchase of Coupons attached to enfaced Bonds falling due on the next succeeding maturity date, and the Reichsbank will within seven days after receiving such notice pay to Morgan Grenfell and Co., Limited, the sum so required.

(c) As and when Bonds are enfaced after the 15th August, 1938, Morgan Grenfell and Co., Limited, will at convenient intervals claim from the Reichsbank the amount required for the purchase of the Coupons of such Bonds which have then matured, and on receipt thereof and enfacement of the Bonds in question Morgan Grenfell and Co., Limited, will effect the purchase of the Coupons accordingly.

3. The Reichsbank may at any time present enfaced Bonds to Morgan Grenfell and Co., Limited, for cancellation.

4. The following provisions will have effect with regard to the provision and application of the Sterling sums to be provided for the purchase of Capital Coupons denominated in a currency other than Sterling :

(a) Amounts claimed by Morgan Grenfell and Co., Limited, for the purchase of Capital Coupons will be calculated at the rates of exchange ruling on the 15th February or the 15th August (as the case may be) preceding the due date of maturity of such Coupons, and Coupons will be purchased at prices calculated accordingly.

(b) The rate of exchange ruling on any day will be deemed to be the middle rate certified by the Bank of England as current in London for telegraphic transfers at noon on the day in question.

5. All Coupons purchased in accordance with the terms of this Memorandum will be cancelled and will not be capable of re-issue.

6. The purchase price of Coupons will be paid without deduction of all present and future German taxes, stamp or other duties, dues or public charges, regardless of the nationality, domicile or residence of the holders thereof. Provided that nothing in this paragraph will have the effect of exempting a holder whose domicile, usual residence or place of business is in Germany from liability to such German taxes, stamp or other duties, dues or public charges as would otherwise be due from him in respect of the Bonds.

7. For the purpose of this Memorandum the definition of " British holders " contained in Article 4 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, will be applied : that is to say, as regards Bonds denominated in Sterling (1) persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom, (2) British subjects wherever resident, (3) corporations incorporated by or under the laws of the United Kingdom or of any other territory under the sovereignty of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate, and (4) persons under His Majesty's protection and ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom or any other of the territories aforesaid ;

And as regards Bonds denominated in a currency other than Sterling all individuals of any nationality ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom and all corporations incorporated under the laws of the United Kingdom.

8. In consideration of the German Government's undertakings contained in the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and in this Memorandum, the holders of enfaced Bonds will be deemed to have agreed to be subject to the provisions set out in this Memorandum and payment of purchase price to a holder of Coupons in accordance with the terms of this Memorandum will constitute full discharge of such Coupons.

es sich um Stücke handelt, die nach dem 15. August 1938 zur Stempelung vorgelegt werden, der Ankauf der Zahlungsabschnitte verschoben werden kann, bis Morgan Grenfell & Co., Limited, die entsprechenden Beträge erhalten haben.

b) Am 15. Februar und 15. August jedes Jahres, beginnend am 15. August 1938, werden Morgan Grenfell & Co., Limited, der Reichsbank den Betrag mitteilen, der zum Ankauf von Zahlungsabschnitten bereitzustellen ist, die gestempelten Stücken anhängen und am nächstfolgenden Fälligkeitstermin fällig werden. Die Reichsbank wird innerhalb von sieben Tagen nach Erhalt einer derartigen Mitteilung die so geforderte Summe an Morgan Grenfell & Co., Limited, zahlen.

c) Soweit und wenn Stücke nach dem 15. August 1938 gestempelt werden, werden Morgan Grenfell & Co., Limited, zu geeigneten Zeitpunkten von der Reichsbank den Betrag anfordern, der für den Ankauf von Zahlungsabschnitten solcher Stücke benötigt wird, welche fällig geworden sind. Morgan Grenfell & Co., Limited, werden, wenn sie den Betrag erhalten haben und die in Rede stehenden Stücke gestempelt worden sind, den Ankauf der Zahlungsabschnitte dementsprechend ausführen.

3. Die Reichsbank ist berechtigt, jederzeit bei Morgan Grenfell & Co., Limited, gestempelte Stücke zur Ungültigmachung einzureichen.

4. Die folgenden Bestimmungen gelten für die Bereitstellung und Verwendung der Sterling-Beträge, welche für den Ankauf von Zahlungsabschnitten, welche auf eine andere als die Sterling-Währung lauten, bereitzustellen sind :

a) Die Beträge, welche Morgan Grenfell & Co., Limited, für den Ankauf von Zahlungsabschnitten anfordern, werden zu dem am 15. Februar oder 15. August geltenden Kurs berechnet, je nachdem, welcher Termin dem Fälligkeitstermin dieser Zahlungsabschnitte vorangeht, und die Zahlungsabschnitte werden zu dementsprechend ermittelten Preisen angekauft.

b) Als der an einem Tag massgebende Kurs gilt der Mittelkurs, der von der Bank von England als in London für telegraphische Überweisungen am Mittag dieses Tages gültig mitgeteilt wird.

5. Alle entsprechend den Bestimmungen dieses Memorandums angekauften Zahlungsabschnitte werden ungültig gemacht und können nicht wiederausgegeben werden.

6. Der Ankaufspreis der Zahlungsabschnitte wird gezahlt ohne Abzug von allen gegenwärtigen und zukünftigen deutschen Steuern, Stempel- oder anderen Gebühren, Abgaben oder öffentlichen Lasten, ohne Rücksicht auf Staatsangehörigkeit, Wohnsitz oder Aufenthalt der Inhaber derselben, mit der Massgabe, dass nichts in diesem Absatz so ausgelegt werden soll, dass ein Inhaber, dessen Wohnsitz, gewöhnlicher Aufenthalt oder Geschäftsbetrieb sich in Deutschland befindet, von der Verpflichtung befreit sein soll, solche deutschen Steuern, Stempel- oder andere Gebühren, Abgaben oder öffentliche Lasten zu zahlen, die sonst von ihm auf die Stücke zu zahlen sind.

7. Für die Zwecke dieses Memorandums wird die im Artikel 4 des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 enthaltene Definition des Begriffs „britische Inhaber“ angewendet, und zwar bedeutet dieser Begriff : Soweit auf Sterling lautende Stücke in Frage kommen : (1) Personen, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben ; (2) britische Staatsangehörige, ohne Rücksicht auf den Aufenthalt ; (3) Gesellschaften, die nach dem Rechte des Vereinigten Königreichs oder irgendeines anderen Gebietes eingetragen sind, das unter der Herrschaft Seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland und der Britischen überseeischen Dominien, Kaisers von Indien oder unter der Suzeränität, dem Protektorat oder dem Mandat Seiner Majestät steht ; (4) Personen, die unter dem Schutz Seiner Majestät stehen und sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich oder irgendeinem anderen der vorstehend aufgezählten Gebiete aufhalten oder Geschäfte betreiben ; soweit Stücke in Frage kommen, die auf eine andere Währung als Sterling lauten : alle Personen, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben und alle Gesellschaften, die nach dem Recht des Vereinigten Königreichs eingetragen sind.

8. In Erwägung der im deutsch-englischen Transferabkommen vom 1. Juli 1938 und in diesem Memorandum enthaltenen Zusicherungen der Deutschen Regierung gilt für die Inhaber der gestempelten Stücke, dass sie ihrer Unterwerfung unter die in diesem Memorandum festgesetzten Bedingungen zugestimmt haben, und eine den Bestimmungen dieses Memorandums entsprechende Zahlung des Ankaufspreises an einen Inhaber von Zahlungsabschnitten wird demnach eine vollständige Bezahlung der in Frage kommenden Zahlungsabschnitte darstellen.

ANNEX.

The text to be enfacéd on Bonds presented to Morgan Grenfell and Co., Limited, by Bondholders assenting to the terms of the annexed Memorandum will be substantially as follows :

“ This Bond has been certified as being in British ownership on the 1st July, 1938, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on , 1938. ”

The text to be enfacéd on Coupons attached to enfacéd Bonds will be as follows :

“ Subject to the Anglo-German Transfer Agreement 1938. ”

SCHEDULE F. — KONVERSIONSKASSE FÜR DEUTSCHE AUSLANDSSCHULDEN.

German (including formerly Austrian) Long and Medium Term “ Non-Reich ” Debts (as defined in Article 2 (i) (f) of the Anglo-German Transfer Agreement of July 1st, 1938).

1. In pursuance of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, the Konversionskasse für Deutsche Auslandsschulden has been authorised by the German Government to make provision of certain sums in Sterling for the purchase of interest instalments relating to long and medium term “ Non-Reich ” debts, including interest, distributed profits, rents on leases (*Mietzinsen* and *Pachtzinsen*) and similar payments of a recurring nature in respect of credit balances, credits, loans, mortgages, participations and other investments in respect of which corresponding payments in Reichsmarks have been made to the Konversionskasse by German (including formerly Austrian) debtors.

2. Such payments in Sterling will be made :

(a) In respect of interest instalments payable in Sterling on Sterling Bonds and other Sterling securities issued or domiciled in London, and also

(b) In respect of other interest instalments irrespective of currency of payment, provided that the holder can show to the satisfaction of the Government of the United Kingdom that he is at the date on which he presents his claim a British holder as defined in Article 4 of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and provided either :

(i) That such holder can similarly show that at no time since the 1st January, 1937, in the case of German indebtedness, or the 1st July, 1938, in the case of Austrian indebtedness, has any person other than a British holder (as so defined) or a person or corporation from whom a British holder has since acquired the right to receive such instalment through inheritance or the distribution of assets on a liquidation of such corporation been beneficially entitled to the relative interest instalment, or

(ii) That the Konversionskasse has consented to the payment of Sterling in respect of the instalments in question after it has been shown that the right of the British holder to receive such instalments arises from the re-investment of the proceeds of sale (not being a sale directly to another

ANLAGE.

Der Text, der auf die Stücke zu stempeln ist, die Morgan Grenfell & Co., Limited, von den Stückerhaltern vorgelegt werden, die den Bedingungen des anliegenden Memorandums zustimmen, wird materiell wie folgt lauten :

“ This Bond has been certified as being in British ownership on the 1st July, 1938, and the holder is subject to the terms of the Anglo-German Transfer Agreement of the 1st July, 1938, and the relative Memorandum scheduled to the Supplementary Agreement of the 13th August, 1938, and published in *The Times* on , 1938.”

Deutsche Übersetzung :

„Diese Schuldverschreibung ist als im britischen Eigentum am 1. Juli 1938 befindlich zertifiziert worden und der Inhaber unterliegt den Bedingungen des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 sowie dem hierauf bezüglichen Memorandum, das in die Anlagen zum Ergänzungsabkommen vom 13. August 1938 eingefügt und in *The Times* am 1938 veröffentlicht worden ist.“

Der auf die den gestempelten Stücken anhängenden Zahlungsabschnitte zu stempelnde Text wird wie folgt lauten :

“ Subject to the Anglo-German Transfer Agreement 1938.”

Deutsche Übersetzung :

„Unterliegt dem deutsch-englischen Transferabkommen 1938.“

ABSCHNITT F. — KONVERSIONSKASSE FÜR DEUTSCHE AUSLANDSSCHULDEN.

Deutsche (einschliesslich früher österreichische) lang- und mittelfristige „Nichtreichsschulden“ im Sinne von Artikel 2 (i) f) des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938.

1. In Ausführung des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 ist die Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden von der Deutschen Regierung ermächtigt worden, zum Ankauf von Erträgnisforderungen auf lang- und mittelfristige Nichtreichsschulden (Zinsen, Gewinnanteile, Miet- und Pachtzinsen und ähnliche regelmässig wiederkehrende Leistungen aus Guthaben, Krediten, Anleihen, Hypotheken, Grundschulden, Beteiligungen und anderen Vermögensanlagen), für die die entsprechenden Reichsmarkbeträge von den deutschen (einschliesslich früher österreichischen) Schuldner an die Konversionskasse gezahlt sind, gewisse Sterlingbeträge aufzuwenden.

2. Solche Sterlingzahlungen werden geleistet werden :

a) für auf Sterling lautende Erträgnisforderungen auf Sterlingbonds und andere Sterlingforderungen, die in London ausgegeben oder zahlbar gestellt sind ; und

b) für andere Erträgnisforderungen ohne Rücksicht auf die Währung, in der sie zahlbar sind, sofern der Inhaber der Britischen Regierung nachweist, dass er am Tage der Geltendmachung seines Anspruches ein „britischer Inhaber“ im Sinne der Begriffsbestimmung in Artikel 4 des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938 ist, und sofern entweder :

(i) dieser Inhaber in gleicher Weise nachweisen kann, dass zu keiner Zeit nach dem 1. Januar 1937 — bei Schuldnern im Altreich — oder seit dem 1. Juli 1938 — bei Schuldnern im Lande Österreich — irgendeine andere Person als ein „britischer Inhaber“ (oder eine Person oder Gesellschaft, von der ein „britischer Inhaber“ nach dieser Zeit das Recht auf einen solchen Zahlungsanspruch durch Erbschaft oder durch Liquidation jener Gesellschaft erworben hat) der materiell (beneficially) Berechtigte des fraglichen Erträgnisanspruches war, oder

(ii) die Konversionskasse der Sterlingzahlung auf das fragliche Erträgnis zugestimmt hat, nachdem ausreichend nachgewiesen ist, dass das Recht des „britischen Inhabers“ auf diese Zahlung von der Wiederanlage des Verkaufserlöses (es darf kein direkter Verkauf an einen anderen

British holder) or redemption of an asset any instalments arising out of which would themselves (if the asset had not been sold or redeemed) have complied with the provisions of this paragraph (b).

The provisions of the preceding sub-paragraph (ii) also apply to interest instalments arising from assets which have been acquired out of the proceeds of sale of tax vouchers (" Steuergutscheine ") distributed to the holder on or after the 1st July, 1938, under the German Laws and Decrees relating to Anleihestock, provided that the interest instalments arising from the shares or other investments in respect of which such distribution is made themselves fall within the provisions of this § 2 or are exempted from the Transfer Moratorium.

3. Such payments will be made in respect of interest instalments :

- (a) Which fall due within the period of these arrangements, provided the relative amounts are paid to the Konversionskasse on or prior to the date of the termination of such arrangements, or
- (b) Which fell due prior to the 1st July, 1938, provided the relative amounts are paid to the Konversionskasse within the period of these arrangements, or
- (c) Which have arisen in respect of Austrian indebtedness, provided the relative amounts were paid to the Konversionskasse within the period from the 30th April, 1938, to the 30th June, 1938.

4. The purchase price of any interest instalment falling within these arrangements will be a sum in Sterling equal to fifty per cent. of the Sterling amount, or the Sterling equivalent of the amount calculated as provided in § 5 below, of such instalment in respect of which the relative amount has been paid to the Konversionskasse ; provided that :

(a) In the case of interest, dividends and distributed profits, which are based on a specific capital amount, the sum or sums so paid in Sterling shall not exceed in the aggregate a sum equal to 4 per cent. per annum of such capital amount, or its Sterling equivalent calculated as provided in § 5 below, and

(b) Where the creditor has voluntarily reduced the rate of interest on an advance which has not yet fallen due or where an advance has fallen due and been prolonged or converted into a new advance for a fixed term under the existing German regulations (but excluding short-term deposits on blocked account and cases where a matured advance is continued from day to day), the sum or sums so paid in Sterling shall in the aggregate be at least equal to 2 ½ per cent. per annum of the capital amount, or its Sterling equivalent calculated as provided in § 5 below, of such advance (but not exceeding the relative amount paid to the Konversionskasse).

In the case of rents on leases (*Mietzinsen* and *Pachtzinsen*) and distributed profits, which are not based on any specific capital amount, the maximum and minimum rates of transfer mentioned in paragraphs (a) and (b) above will not be applied.

5. Where the relative interest instalment is payable in a currency other than Sterling or Reichsmarks the amount to be paid in Sterling will be ascertained in accordance with the official Berlin middle rates ruling on the working day next preceding the day on which such instalment is paid by the Debtor to the Konversionskasse. Where the relative interest instalment is expressed in Reichsmarks the amount to be paid in Sterling will be ascertained in accordance with the official Berlin middle rate ruling on the working day next preceding the day on which the creditor presents his claim to the Paying Agent.

6. Any creditor will be deemed to have refused the Sterling payment now offered to him unless he shall have claimed such payment within six months of the due date of the relative interest instalment or the date upon which the Konversionskasse shall have advised that the appropriate payment has been made to it by the debtor (whichever date be the later), but his contractual rights will remain unaffected.

7. Acceptance by the creditor of the Sterling payment now offered to him will extinguish his claim to the relative interest instalment.

8. The purchase of interest instalments on long or medium term " Non-Reich " debts as aforesaid will be effected :

(a) In the case of interest on loans which are payable through paying agents in London, by the agents concerned, and

britischen Inhaber sein) oder von der Rückzahlung eines Vermögenswertes herrührt, dessen Erträge, wenn der betreffende Vermögenswert nicht verkauft oder zurückgezahlt worden wäre, unter die Bedingungen des Abschnittes *b*) gefallen wären.

Unter die Regelung des vorstehenden Absatzes (ii) fallen auch die Erträge von Vermögenswerten, die aus dem Verkaufserlös von solchen Steuergutscheinen angeschafft sind, die seit dem 1. Juli 1938 nach den Bestimmungen über den Anleihestock an den Berechtigten ausgeschüttet werden, sofern die Erträge aus den Wertpapieren oder sonstigen Ansprüchen, auf die die Ausschüttung erfolgt, selbst nach den obigen Vorschriften der Ziffer 2 transferbegünstigt oder vom Transfermoratorium ausgenommen sind.

3. Sterlingzahlungen werden auf diejenigen Erträgnisforderungen geleistet,

- a*) die während der Dauer dieser Transferregelung fällig werden, soweit die entsprechenden Reichsmarkbeträge bis zum Ablauf dieser Regelung an die Konversionskasse gezahlt werden, oder
- b*) die vor dem 1. Juli 1938 fällig geworden sind, falls die entsprechenden Reichsmarkbeträge während der Geltung dieser Regelung an die Konversionskasse eingezahlt werden, oder
- c*) für die von deutschen Schuldern im Lande Österreich die entsprechenden Reichsmarkbeträge in der Zeit vom 30. April 1938 bis 30. Juni 1938 an die Konversionskasse eingezahlt worden sind.

4. Der Kaufpreis für die unter diese Regelung fallenden Erträgnisforderungen wird in Sterling 50 v. H. des Sterlingbetrages oder des nach Ziffer 5 errechneten Sterlinggegenwertes ausmachen, für den der entsprechende Reichsmarkbetrag an die Konversionskasse gezahlt ist. Jedoch werden die so gezahlten Sterlingbeträge :

a) in den Fällen von Zinsen, Dividenden und Gewinnausschüttungen, denen ein bestimmter Kapitalbetrag zugrunde liegt, insgesamt jährlich 4 v. H. des in Sterling oder in dem nach Ziffer 5 errechneten Sterlinggegenwert ausgedrückten Kapitalbetrages nicht übersteigen, und

b) in Fällen, in denen der Gläubiger den Zinssatz eines laufenden Kredites freiwillig gesenkt hat oder ein fälliger Kredit nach den allgemeinen deutschen Bestimmungen bis zu einem bestimmten Zeitpunkt verlängert oder in einen neuen Kredit umgewandelt worden ist, insgesamt jährlich mindestens 2 ½ v. H. des in Sterling oder in dem nach Ziffer 5 errechneten Sterlinggegenwert ausgedrückten Kapitalbetrages, aber nicht mehr als den eingezahlten Zinsbetrag ausmachen. Der Mindestsatz von 2 ½ v. H. gilt jedoch nicht für Sperrguthaben sowie für fällige Forderungen, die der Gläubiger als täglich fälliges Geld hat stehen lassen.

Bei Miet- und Pachtzinsen sowie bei Gewinnausschüttungen, denen kein bestimmter Kapitalbetrag zugrunde liegt, gilt diese in *a*) und *b*) erwähnte Höchst- und Mindestgrenze für den Transfersatz nicht.

5. In Fällen, in denen die Erträgnisforderungen auf eine andere Währung als Sterling oder Reichsmark lauten, wird der auszahlende Sterlingbetrag zum amtlichen Berliner Mittelkurse des der Einzahlung an die Konversionskasse vorangehenden Werktages errechnet.

Lautet die Erträgnisforderung auf Reichsmark, so wird der auszahlende Sterlingbetrag zum amtlichen Berliner Mittelkurs des Werktages errechnet, der dem Tage unmittelbar vorangeht, an dem der Antrag des Gläubigers auf Auszahlung in Sterling bei der Zahlstelle eingeht.

6. Wenn der Gläubiger das Angebot nicht innerhalb einer Frist von 6 Monaten annimmt, die an dem Tage, an dem die Konversionskasse die Gutschrift der Einzahlung mitteilt, frühestens aber am Tage der Fälligkeit der Erträgnisforderung zu laufen beginnt, so gilt das Angebot als abgelehnt. Die vertraglichen Rechte des Gläubigers werden hierdurch nicht berührt.

7. Durch die Annahme der angebotenen Sterlingzahlung werden die jeweiligen Erträgnisforderungen in vollem Umfange abgegolten.

8. Der Ankauf der Erträgnisforderungen auf lang- oder mittelfristige „Nichtreichsschulden“ erfolgt :

a) bei Anleihezinsen, die durch Zahlungsagenten in London zahlbar sind : durch diese Agenten,

(b) In the case of all other interest instalments, by Messrs. J. Henry Schröder and Co., 145 Leadenhall Street, London E.C. 3, who have been appointed by the Konversionskasse as its agents for this purpose.

BERLIN, *August 13th*, 1938.

Article 4 of the Anglo-German Transfer Agreement of July 1st, 1938.

For the purpose of this Agreement the expression "British holders" means as regards obligations in Sterling (1) persons ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom, (2) British subjects wherever resident, (3) corporations incorporated by or under the laws of the United Kingdom or of any other territory under the sovereignty of His Majesty The King of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, or under His Majesty's suzerainty, protection or mandate, and (4) persons under His Majesty's protection and ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom or any other of the territories aforesaid ;

And as regards other issues or debts, all individuals of any nationality ordinarily resident or ordinarily carrying on business in the United Kingdom and all corporations incorporated under the laws of the United Kingdom.

b) bei allen anderen Erträgnisforderungen durch die Herren J. Henry Schröder & Co., London, E.C. 3, 145 Leadenhall Street, die von der Konversionskasse für diesen Zweck als ihre Agenten bestimmt worden sind.

BERLIN, den 13. August 1938.

Artikel 4 des deutsch-englischen Transferabkommens vom 1. Juli 1938.

Für die Zwecke dieses Abkommens bedeutet der Ausdruck „britischer Inhaber“ bezüglich der Pfund-Sterling-Schulden : (1) Personen, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben ; (2) britische Staatsangehörige ohne Rücksicht auf den Aufenthalt ; (3) Gesellschaften, die nach dem Recht des Vereinigten Königreichs oder irgend eines anderen Gebietes eingetragen sind, das unter der Herrschaft seiner Majestät des Königs von Grossbritannien, Irland, und der Britischen überseeischen Dominien, Kaisers von Indien, oder unter der Suzeränität, dem Protektorat oder dem Mandat seiner Majestät steht ; (4) Personen, die unter dem Schutz seiner Majestät stehen und sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich oder irgend einem anderen der vorstehend aufgezählten Gebiete aufhalten oder Geschäfte betreiben ; bezüglich anderer Ausgaben oder Schulden : alle Personen ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, die sich gewöhnlich im Vereinigten Königreich aufhalten oder Geschäfte betreiben, und alle Gesellschaften, die nach dem Recht des Vereinigten Königreichs eingetragen sind.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4527. — ACCORD COMPLÉMENTAIRE ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD RELATIF A L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 2 DE L'ACCORD DE TRANSFERT DU 1^{er} JUILLET 1938. SIGNÉ A BERLIN, LE 13 AOUT 1938.

Considérant qu'aux termes de l'article 2 (i) de l'Accord de Transfert signé à Londres le 1^{er} juillet 1938 entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Gouvernement du Reich allemand (désigné dans le présent accord sous le nom d'« Accord de Transfert »), le Gouvernement allemand s'engage à fournir, sur la base dudit article, des montants en sterling pour le service de certaines obligations,

Qu'aux termes de l'article 2 (iii) de l'Accord de Transfert, les gouvernements contractants doivent aussitôt que possible arrêter d'un commun accord les dispositions de détail en vue de l'exécution de cet article,

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet par le Gouvernement du Royaume-Uni et par le Gouvernement du Reich allemand, sont convenus des dispositions ci-après :

Les dispositions de l'article 2 de l'accord de transfert seront exécutées conformément aux stipulations des sections A à F du présent accord.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, en double expédition, le 13 août 1938, en langues anglaise et allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

(L. S.) NEVILLE HENDERSON.

Pour le Gouvernement du Reich allemand :

(L. S.) E. WIEHL.

SECTION A. — EMPRUNT EXTÉRIEUR ALLEMAND DE 1924.

(*Emprunt Dawes.*)

Mémoire du 13 août 1938.

Réglementation de détail concernant l'utilisation des montants en sterling que doit fournir le Gouvernement allemand, conformément aux dispositions de l'Accord de Transfert anglo-allemand signé à Londres le 1^{er} juillet 1938, au titre du service des obligations de l'emprunt pour lesquelles il a été prouvé à la Banque d'Angleterre qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 15 juin 1934.

1. a) Les obligations de l'emprunt pour lesquelles il aura été fourni à la Banque d'Angleterre la preuve qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 15 juin 1934 sont désignées dans le présent mémorandum sous le nom d'« obligations certifiées ».

b) Les obligations certifiées qui auront été présentées à la Banque d'Angleterre pour estampillage et qui sont revêtues de la formule jointe en annexe au présent mémorandum sont désignées dans celui-ci sous le nom « d'obligations estampillées ».

2. a) La période du service de l'emprunt sera divisée en exercices prenant fin le 14 octobre de chaque année et le Gouvernement allemand fournira, pour chaque exercice, une somme en sterling calculée à raison de 7 pour cent du montant nominal de toutes les obligations certifiées,

sans procéder, sous réserve des dispositions du paragraphe 5 a) ci-dessous, à une réduction pour les obligations qui auront pu être ou pourront être ultérieurement remboursées.

b) Pour la période initiale du 15 avril 1938 au 14 octobre 1938, le Gouvernement allemand fournira les fonds en question de la manière ci-après indiquée.

3. Les dispositions ci-après s'appliqueront à la fourniture des sommes nécessaires au paiement des intérêts :

a) Les intérêts représentés par des coupons venant à échéance à partir du 15 octobre 1938 et attachés aux obligations estampillées seront payés, lors de leur échéance, en sterling au taux de 5 pour cent par an, sur présentation des coupons y afférents à la Banque d'Angleterre à Londres ; toutefois, pour les obligations présentées en vue d'être certifiées après le 1^{er} octobre 1938, le paiement des coupons pourra être ajourné jusqu'au moment où la Banque d'Angleterre aura reçu les montants y afférents.

b) Le premier avril et le premier octobre de chaque année, à partir du premier octobre 1938, la Banque d'Angleterre fera connaître au Gouvernement allemand la somme nécessaire pour assurer le paiement des coupons attachés aux obligations certifiées, qui viendront à échéance à la prochaine date fixée pour le paiement des intérêts. Sept jours après réception de cet avis, le Gouvernement allemand versera la somme demandée à la Banque d'Angleterre.

c) Lorsque des obligations auront été, comme il a été dit ci-dessus, certifiées après le 1^{er} octobre 1938, la Banque d'Angleterre réclamera au Gouvernement allemand, à des intervalles appropriés, les sommes requises pour le paiement des coupons des obligations venus à échéance et exigibles comme il est indiqué au paragraphe 3 a) ci-dessus ; dès la réception de ces sommes et après l'estampillage des obligations en question, la Banque d'Angleterre paiera les coupons.

4. En ce qui concerne la fourniture et l'utilisation des sommes nécessaires au remboursement, il sera fait application des dispositions ci-après :

a) Au plus tard le 15 septembre de chaque exercice, le Gouvernement allemand versera à la Banque d'Angleterre une somme égale au solde disponible du montant annuel à fournir, conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) ci-dessus, déduction faite des sommes requises pour le paiement des coupons attachés aux obligations certifiées lors des deux échéances précédentes.

b) Le Gouvernement allemand aura la faculté d'acheter des obligations estampillées au pair ou au-dessous du pair, ce prix étant majoré, le cas échéant, de la prime prévue sur les obligations et des intérêts échus, mais non des frais d'achat. Dans la mesure où, à la date du 15 septembre de tout exercice ou avant cette date, le Gouvernement allemand donnera à la Banque d'Angleterre la preuve de ces achats, la somme à verser par le Gouvernement allemand au titre du remboursement des obligations au cours dudit exercice, sera réduite du prix d'achat effectivement payé par le Gouvernement allemand, conformément aux arrêtés de comptes des courtiers ou à d'autres documents d'achat (déduction faite des intérêts échus et des frais d'achat).

c) Toutes les sommes versées à la Banque d'Angleterre au 15 septembre, comme il est dit ci-dessus, seront utilisées par la Banque d'Angleterre au rachat en sterling au pair (prix majoré, le cas échéant, de la prime) d'obligations qui auront été estampillées au plus tard le 14 septembre précédent. Les obligations à rembourser de cette manière seront désignées par voie de tirage au sort. Les tirages auront lieu, pour chaque année où ils sont nécessaires, entre le 15 septembre et le 30 septembre dans les bureaux de la Banque d'Angleterre à Londres de la manière que la Banque d'Angleterre, après consultation de l'Administration allemande de la dette (*Reichsschuldenverwaltung*), estimera juste et équitable ; elle désignera en outre, en suivant la même procédure, les personnes chargées d'effectuer les tirages et celles en présence desquelles les tirages doivent s'opérer. Les obligations remboursables en monnaies autres que le sterling feront l'objet, dans chaque cas, de tirages séparés. Immédiatement après chaque tirage, la Banque d'Angleterre informera de ce tirage, par voie d'annonce publiée dans le *Times*, les porteurs d'obligations sorties remboursables, en désignant le lieu et la date de présentation et de paiement des obligations sorties, accompagnées des coupons non échus, aux fins de remboursement du capital et, le cas échéant, des primes prévues. Aucune obligation sortie, pour le paiement de laquelle les dispositions appropriées auront été prises conformément au présent memorandum, ne continuera à porter intérêt après la date d'échéance du remboursement. Le remboursement du capital et, le cas échéant, des primes de toutes les obligations sorties, viendra à échéance le 15 octobre suivant la date du tirage. Tous les

coupons venant à échéance après la date fixée pour le remboursement devront être attachés aux obligations sorties présentées au paiement ; en cas d'absence d'un ou de plusieurs de ces coupons, il sera fait, lors du calcul de la somme à payer au porteur, déduction du montant exigible sur lesdits coupons à raison de 5 pour cent par an.

d) Dans toute la mesure où il sera raisonnablement possible de le faire, le montant affecté au cours de tout exercice (par voie soit d'achats prouvés, soit de tirages) au remboursement d'obligations exigibles en une monnaie quelconque, sera, par rapport aux sommes totales ainsi affectées au cours de l'exercice, dans une proportion égale à celle de la valeur nominale totale de toutes les obligations certifiées et remboursables dans ladite monnaie par rapport à la valeur nominale globale de toutes les obligations certifiées ; aucun recours de droit ne pourra être formé contre le Gouvernement allemand ou contre la Banque d'Angleterre au cas où cette proportion ne serait pas observée.

e) Le Gouvernement allemand fournira le 15 septembre 1939 les fonds nécessaires pour les remboursements durant la première période du 15 avril 1938 au 14 octobre 1938 en versant à la Banque d'Angleterre une somme calculée à raison de 2 pour cent par an, pour la période en question, de la valeur nominale de toutes les obligations certifiées ; cette somme sera ajoutée aux montants à fournir pour les remboursements visant l'exercice se terminant le 14 octobre 1939 et utilisée de la même manière que les montants en question.

f) En ce qui concerne les obligations certifiées après le 15 septembre 1939, comme il a été indiqué plus haut, la Banque d'Angleterre fera connaître au Gouvernement allemand, à des intervalles appropriés, le montant nécessaire aux fins du rachat desdites obligations au titre des exercices précédents et de la première période mentionnée au paragraphe ci-dessus, qui aurait dû être fourni antérieurement en vertu des dispositions du présent mémorandum si les obligations en question avaient été certifiées, comme il a été dit plus haut, au 15 septembre 1939. Ce montant sera ajouté aux sommes afférentes au remboursement qui doivent être fournies au cours de l'exercice où ledit remboursement a été notifié par la Banque d'Angleterre au Gouvernement allemand, et il sera utilisé de la même manière que les sommes en question.

5. a) Au 15 octobre 1949 ou à toute autre échéance ultérieure fixée pour les intérêts, le Gouvernement allemand pourra, moyennant préavis de six mois publié dans le *Times*, racheter au pair, en y ajoutant, le cas échéant, la prime prévue, toutes les obligations estampillées ou n'importe quelle fraction d'entre elles d'une valeur nominale globale égale ou supérieure à £1 million, ou à l'équivalent de cette somme. En cas de rachat partiel, les sommes disponibles seront, dans la mesure où les circonstances le permettront, affectées proportionnellement de la manière prévue au paragraphe 4 d) ci-dessus, et les obligations à rembourser seront désignées par des tirages au sort qui auront lieu dans la deuxième quinzaine de mars ou de septembre, selon que le remboursement doit être effectué le 15 avril ou le 15 octobre suivant ; pour le reste, il y aura lieu de faire application des dispositions du paragraphe 4 c) ci-dessus. Le Gouvernement allemand mettra à la disposition de la Banque d'Angleterre les sommes en sterling nécessaires pour effectuer le remboursement conformément aux stipulations du présent paragraphe, au plus tard un mois avant la date fixée pour le remboursement. En cas de remboursement de ce genre, les sommes annuelles à fournir conformément au paragraphe 2 a) ci-dessus seront réduites, au cours des exercices ultérieurs, d'un montant égal à 7 pour cent du montant nominal des obligations remboursées. Au cas où un remboursement serait effectué le 15 octobre de tout exercice, la somme annuelle à fournir pour l'exercice financier en cours sera réduite d'un montant équivalent à 3½ pour cent du montant nominal des obligations remboursées.

b) Outre les droits qu'il tient du paragraphe précédent, mais sans préjudice de ses obligations découlant du paragraphe 2 a) ci-dessus, le Gouvernement allemand pourra, en tout temps, présenter à la Banque d'Angleterre des obligations estampillées aux fins d'annulation.

6. Il sera fait application des dispositions ci-après en ce qui concerne la fourniture et l'affectation des montants en sterling à prévoir pour le service des obligations libellées en une monnaie autre que le sterling.

a) Lors du calcul du montant annuel que le Gouvernement allemand devra fournir conformément au paragraphe 2 a) ci-dessus et lors de la détermination de la répartition proportionnelle de la somme disponible pour l'amortissement au cours d'un exercice quelconque, on appliquera le

cours du change pratiqué le 1^{er} octobre précédent, pour ce qui est de la moitié de ladite somme, et le cours du change pratiqué le 1^{er} avril pour le solde. Les sommes à fournir pour le remboursement au titre de la première période allant jusqu'au 15 octobre 1938 seront calculées au cours du change pratiqué le 1^{er} octobre 1938.

b) Les montants réclamés par la Banque d'Angleterre pour le paiement des coupons seront calculés d'après le cours du change pratiqué, suivant le cas, le 1^{er} avril ou le 1^{er} octobre précédant la date d'échéance de ces coupons, et ces coupons seront payés selon ce cours.

c) Lors du remboursement des obligations sorties remboursables au tirage, il sera fait application du cours du change pratiqué le 15 du mois précédant la date fixée pour le remboursement.

d) On entend par cours du change pratiqué à une date quelconque, le cours moyen que la Banque d'Angleterre indiquera comme ayant été le cours moyen à Londres des transferts télégraphiques pratiqué à midi le jour en question.

7. Des nouvelles feuilles de coupons représentant les intérêts venant ultérieurement à échéance seront remises par le Gouvernement allemand à la Banque d'Angleterre le 15 octobre 1949, où elles seront tenues à la disposition des porteurs d'obligations estampillées se trouvant encore en circulation et non sorties au tirage.

8. Tous les coupons payés et toutes les obligations remboursées conformément aux dispositions du présent mémorandum seront annulés et ne pourront faire l'objet d'une nouvelle émission.

9. Aux fins de la fourniture des sommes nécessaires au service de l'emprunt, du paiement des coupons et du rachat des obligations, le montant nominal des obligations sera considéré comme étant le montant nominal dans la monnaie d'émission, mais non en monnaie-or.

10. Le montant en capital, les primes (le cas échéant) et les intérêts de toutes les obligations estampillées seront payés sans déduction de tous les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques, perçus actuellement ou ultérieurement en Allemagne, quels que soient la nationalité, le domicile ou la résidence des porteurs desdites obligations. Il est toutefois entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'aura pour effet d'exonérer un porteur dont le domicile, la résidence habituelle ou le siège commercial est en Allemagne de l'obligation de payer les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques perçus en Allemagne, auxquels il serait autrement assujéti au titre des intérêts, du principal ou de la prime desdites obligations.

11. Aux fins du présent mémorandum, il sera fait application de la définition du terme « porteurs britanniques » figurant à l'article 4 de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938 ; cette expression désignera :

En ce qui concerne les obligations libellées en sterling : 1^o les personnes résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ; 2^o les sujets britanniques, quelle que soit leur résidence ; 3^o les sociétés régulièrement constituées conformément aux lois du Royaume-Uni ou de tout autre territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté ; et 4^o les personnes placées sous la protection de Sa Majesté et résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ou dans l'un des territoires précités ;

En ce qui concerne les obligations libellées en une monnaie autre que le sterling, toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui résident habituellement ou qui effectuent habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni, ainsi que toutes les sociétés constituées conformément aux lois du Royaume-Uni.

12. Eu égard aux engagements du Gouvernement allemand figurant dans l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938 ainsi que dans le présent mémorandum, les porteurs d'obligations estampillées seront réputés avoir accepté les dispositions énoncées dans le présent mémorandum, et le paiement à un porteur d'obligations ou de coupons effectué conformément aux termes du présent mémorandum sera considéré comme le paiement intégral desdites obligations ou desdits coupons.

ANNEXE.

Le texte à estampiller sur les obligations certifiées qui sont présentées à la Banque d'Angleterre par des porteurs acceptant les termes du mémorandum ci-annexé sera en substance le suivant :

« Il est attesté que la présente obligation était propriété britannique au 15 juin 1934 et que le porteur est soumis aux conditions de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, ainsi que du mémorandum y afférent, joint en annexe à l'Accord complémentaire du 13 août 1938 et publié le 1938 dans le *Times*. »

Le texte à estampiller sur les coupons attachés aux obligations estampillées sera conçu comme suit :

« Ramené à 5 pour cent. »

SECTION B. — EMPRUNT INTERNATIONAL DU GOUVERNEMENT ALLEMAND 5 ½ POUR CENT DE 1930.
(*Emprunt Young.*)

Mémorandum du 13 août 1938.

Réglementation de détail concernant l'utilisation des montants en sterling que doit fournir le Gouvernement allemand conformément aux dispositions de l'Accord de Transfert anglo-allemand signé à Londres le 1^{er} juillet 1938, au titre du service des obligations de l'emprunt pour lesquelles il a été prouvé à la Banque d'Angleterre qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 15 juin 1934.

1. a) Les obligations de l'emprunt pour lesquelles il aura été fourni à la Banque d'Angleterre la preuve qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 15 juin 1934 sont désignées dans le présent mémorandum sous le nom d'« obligations certifiées ».

b) Les obligations certifiées qui auront été présentées à la Banque d'Angleterre pour estampillage et qui sont revêtues de la formule jointe en annexe au présent mémorandum sont désignées dans celui-ci sous le nom d'« obligations estampillées ».

2. a) La période du service de l'emprunt sera divisée en exercices prenant fin le 31 mai de chaque année. La période de début allant jusqu'au 31 mai 1939 sera considérée comme une année entière, et les sommes nécessaires au paiement des intérêts seront fournies en conséquence.

b) Le Gouvernement allemand ne fournira pas de disponibilités pour le remboursement des obligations certifiées en ce qui concerne les exercices se terminant le 31 mai 1939 et le 31 mai 1940 ; en conséquence, les paiements à effectuer par le Gouvernement allemand en ce qui concerne lesdits exercices seront limités aux sommes en sterling nécessaires pour le paiement des intérêts conformément aux dispositions du paragraphe 3 a) du présent mémorandum.

c) Pour tout exercice à partir de l'exercice se terminant le 31 mai 1941 inclusivement, le Gouvernement allemand fournira en sterling une somme calculée à raison de 5 ½ pour cent du montant nominal de toutes les obligations certifiées sans procéder, sous réserve des dispositions du paragraphe 5 a) ci-dessous, à une réduction pour les obligations qui auront pu être ou pourront être ultérieurement remboursées.

3. Les dispositions ci-après s'appliqueront à la fourniture des sommes nécessaires au paiement des intérêts :

a) Les intérêts représentés par des coupons venant à échéance à partir du 1^{er} décembre 1938 et attachés aux obligations estampillées seront payés, lors de leur échéance, en sterling à raison de 4 ½ pour cent par an, sur présentation des coupons y afférents à la Banque d'Angleterre à Londres ; toutefois, pour les obligations présentées en vue d'être certifiées après le 15 novembre 1938, le paiement des coupons pourra être ajourné jusqu'au moment où la Banque d'Angleterre aura reçu les montants y afférents.

b) Le 15 mai et le 15 novembre de chaque exercice à partir du 15 novembre 1938, la Banque d'Angleterre fera connaître au Gouvernement allemand la somme nécessaire pour assurer le paiement des coupons attachés aux obligations certifiées, qui viendront à échéance à la prochaine date fixée pour le paiement des intérêts. Sept jours après réception de cet avis, le Gouvernement allemand versera la somme requise à la Banque d'Angleterre.

c) Lorsque des obligations auront été, comme il a été dit ci-dessus, certifiées après le 15 novembre 1938, la Banque d'Angleterre réclamera au Gouvernement allemand, à des intervalles appropriés, les sommes requises pour le paiement des coupons des obligations venus à échéance

et exigibles, comme il est indiqué au paragraphe 3 a) ci-dessus ; dès la réception de ces sommes et après l'estampillage des obligations en question, la Banque d'Angleterre paiera les coupons.

4. En ce qui concerne la fourniture et l'utilisation des sommes nécessaires au remboursement, il sera fait application des dispositions ci-après :

a) Au plus tard le 1^{er} mai de chaque exercice à partir de l'exercice se terminant le 31 mai 1941, le Gouvernement allemand versera à la Banque d'Angleterre une somme égale au solde disponible du montant annuel à fournir, conformément aux dispositions du paragraphe 2 c) ci-dessus, déduction faite des sommes requises pour le paiement des coupons attachés aux obligations certifiées lors des deux échéances précédentes.

b) Le Gouvernement allemand aura la faculté d'acheter des obligations estampillées au pair ou au-dessous du pair, ce prix étant majoré des intérêts échus, mais non des frais d'achat. Dans la mesure où, à la date du 1^{er} mai de tout exercice ou avant cette date, le Gouvernement allemand donnera à la Banque d'Angleterre la preuve de ces achats, la somme à verser par le Gouvernement allemand au titre du remboursement des obligations au cours dudit exercice, sera réduite du prix d'achat effectivement payé par le Gouvernement allemand, conformément aux arrêtés de comptes des courtiers ou à d'autres documents d'achat (déduction faite des intérêts échus et des frais d'achat).

c) Toutes les sommes versées à la Banque d'Angleterre à la date du 1^{er} mai, comme il est dit ci-dessus, seront utilisées par la Banque d'Angleterre au rachat en sterling, au pair, d'obligations estampillées au plus tard le 30 avril précédent. Les obligations à rembourser de cette manière seront désignées par voie de tirage au sort. Les tirages auront lieu, pour chaque année où ils sont nécessaires, entre le 1^{er} et le 16 mai, aux Bureaux de la Banque d'Angleterre à Londres, de la manière que la Banque d'Angleterre, après consultation de l'Administration allemande de la dette (*Reichsschuldenverwaltung*), estimera juste et équitable ; elle désignera en outre, en suivant la même procédure, les personnes chargées d'effectuer les tirages et celles en présence desquelles les tirages doivent s'opérer. Les obligations remboursables en monnaies autres que le sterling feront l'objet, dans chaque cas, de tirages séparés. Immédiatement après chaque tirage, la Banque d'Angleterre informera de ce tirage, par voie d'annonce publiée dans le *Times*, les porteurs d'obligations sorties remboursables en désignant le lieu et la date de présentation et de paiement des obligations sorties, accompagnées des coupons non échus, aux fins de remboursement du capital. Aucune obligation sortie, pour le paiement de laquelle les dispositions appropriées auront été prises conformément au présent memorandum, ne continuera à porter intérêt après la date d'échéance du remboursement. Le remboursement du capital de toutes les obligations sorties viendra à échéance le 1^{er} juin suivant la date du tirage. Tous les coupons venant à échéance après la date fixée pour le remboursement devront être attachés aux obligations sorties présentées au paiement ; en cas d'absence d'un ou de plusieurs de ces coupons, il sera fait, lors du calcul de la somme à payer au porteur, déduction du montant exigible sur lesdits coupons, à raison de 4 ½ pour cent par an.

d) Dans toute la mesure où il sera raisonnablement possible de le faire, le montant affecté au cours de tout exercice (par voie soit d'achats prouvés, soit de tirages) au remboursement d'obligations exigibles en une monnaie quelconque, sera, par rapport aux sommes totales ainsi affectées au cours de l'exercice, dans une proportion égale à celle de la valeur nominale totale de toutes les obligations certifiées et remboursables dans la même monnaie, par rapport à la valeur nominale globale de toutes les obligations certifiées ; aucun recours de droit ne pourra être formé contre le Gouvernement allemand ou contre la Banque d'Angleterre au cas où cette proportion ne serait pas observée.

e) En ce qui concerne les obligations certifiées après le 1^{er} mai 1941, comme il a été indiqué plus haut, la Banque d'Angleterre fera connaître au Gouvernement allemand, à des intervalles appropriés, le montant nécessaire aux fins du rachat desdites obligations au titre des exercices précédents, qui aurait dû être fourni antérieurement en vertu des dispositions du présent memorandum si les obligations en question avaient été certifiées, comme il a été dit plus haut, au 1^{er} mai 1941. Ce montant sera ajouté aux sommes afférentes au remboursement qui doivent être fournies au cours de l'exercice où ledit remboursement a été notifié par la Banque d'Angleterre au Gouvernement allemand, et il sera utilisé de la même manière que les sommes en question.

5 a) Au 1^{er} juin 1941 ou à toute autre échéance ultérieure fixée pour les intérêts, le Gouvernement allemand pourra, moyennant préavis de six mois publié dans le *Times*, racheter au pair toutes les obligations estampillées ou n'importe quelle fraction d'entre elles d'une valeur

nominale globale égale ou supérieure à £1 million ou à l'équivalent de cette somme. En cas de rachat partiel, les sommes disponibles seront, dans la mesure où les circonstances le permettront, affectées proportionnellement de la manière prévue au paragraphe 4 *d*) ci-dessus, et les obligations à rembourser seront désignées par des tirages au sort qui auront lieu dans la première quinzaine de mai ou de novembre, selon que le remboursement doit être effectué le 1^{er} juin ou le 1^{er} décembre ; pour le reste, il y aura lieu de faire application des dispositions du paragraphe 4 *c*) ci-dessus. Le Gouvernement allemand mettra à la disposition de la Banque d'Angleterre les sommes en sterling nécessaires pour effectuer le remboursement conformément aux stipulations du présent paragraphe, au plus tard un mois avant la date fixée pour le remboursement. En cas de remboursement de ce genre, les sommes annuelles à fournir conformément au paragraphe 2 *c*) ci-dessus seront réduites, au cours des exercices ultérieurs, d'un montant égal à 5 ½ pour cent de la valeur nominale des obligations remboursées. Au cas où un remboursement serait effectué le 1^{er} juin de tout exercice, la somme annuelle à fournir pour l'exercice financier en cours sera réduite d'un montant égal à 2 ¾ pour cent du montant nominal des obligations remboursées.

b) Outre les droits qu'il tient du paragraphe précédent, mais sans préjudice de ses engagements découlant du paragraphe 2 *c*) ci-dessus, le Gouvernement allemand pourra, en tout temps, présenter à la Banque d'Angleterre des obligations estampillées aux fins d'annulation.

6. Il sera fait application des dispositions ci-après en ce qui concerne la fourniture et l'affectation des montants en sterling à prévoir pour le service des obligations libellées en une monnaie autre que le sterling :

a) Lors du calcul du montant de la somme annuelle que le Gouvernement allemand devra fournir conformément au paragraphe 2 *c*) ci-dessus et lors de la détermination de la répartition proportionnelle de la somme disponible pour l'amortissement au cours d'un exercice quelconque, on appliquera le cours du change pratiqué le 15 mai précédent, pour ce qui est de la moitié de ladite somme, et le cours du change pratiqué le 15 novembre pour le solde.

b) Les montants réclamés par la Banque d'Angleterre pour le paiement des coupons seront calculés d'après le cours du change pratiqué, suivant le cas, le 15 mai ou le 15 novembre précédant la date d'échéance de ces coupons, et ces coupons seront payés selon ce cours.

c) Lors du remboursement des obligations sorties remboursables au tirage, il sera fait application du cours du change pratiqué le 1^{er} du mois précédant la date fixée pour le remboursement.

d) On entend par cours du change pratiqué à une date quelconque, le cours moyen que la Banque d'Angleterre indiquera comme ayant été le cours moyen à Londres des transferts télégraphiques pratiqué à midi le jour en question.

7. De nouvelles feuilles de coupons représentant les intérêts venant ultérieurement à échéance seront remises par le Gouvernement allemand à la Banque d'Angleterre le 1^{er} juin 1965, où elles seront tenues à la disposition des porteurs d'obligations estampillées se trouvant encore en circulation et non sorties au tirage.

8. Tous les coupons payés et toutes les obligations remboursées conformément aux dispositions du présent mémorandum seront annulés et ne pourront faire l'objet d'une nouvelle émission.

9. Aux fins de la fourniture des sommes nécessaires au service de l'emprunt, du paiement des coupons et du rachat des obligations, le montant nominal des obligations sera considéré comme étant le montant nominal dans la monnaie d'émission, mais non en monnaie-or.

10. Le principal et les intérêts de toutes les obligations estampillées seront payés sans déduction de tous les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques perçus actuellement ou ultérieurement en Allemagne, quels que soient la nationalité, le domicile ou la résidence des porteurs desdites obligations. Il est toutefois entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'aura pour effet d'exonérer un porteur dont le domicile, la résidence habituelle ou le siège commercial est en Allemagne de l'obligation de payer les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques perçus en Allemagne, auxquels il serait autrement assujéti au titre des intérêts ou du principal desdites obligations.

11. Aux fins du présent mémorandum, il sera fait application de la définition du terme « porteurs britanniques » figurant à l'article 4 de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938 ; cette expression désignera :

En ce qui concerne les obligations libellées en sterling : 1^o les personnes résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ; 2^o les sujets britanniques, quelle que soit leur résidence ; 3^o les sociétés régulièrement constituées conformément aux lois du Royaume-Uni ou de tout autre territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté ; et 4^o les personnes placées sous la protection de Sa Majesté et résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ou dans l'un des territoires précités ;

En ce qui concerne les obligations libellées en une monnaie autre que le sterling, toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui résident habituellement ou qui effectuent habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni, ainsi que toutes les sociétés constituées conformément aux lois du Royaume-Uni.

12. Eu égard aux engagements du Gouvernement allemand figurant dans l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938 ainsi que dans le présent mémorandum, les porteurs d'obligations estampillées seront réputés avoir accepté les dispositions énoncées dans le présent mémorandum, et le paiement à un porteur d'obligations ou de coupons effectué conformément aux termes du présent mémorandum sera considéré comme le paiement intégral desdites obligations ou desdits coupons.

ANNEXE.

Le texte à estampiller sur les obligations certifiées qui sont présentées à la Banque d'Angleterre par des porteurs acceptant les termes du mémorandum ci-annexé sera en substance le suivant :

« Il est attesté que la présente obligation était propriété britannique au 15 juin 1934, et que le porteur est soumis aux conditions de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, ainsi que du mémorandum y afférent, joint en annexe à l'Accord complémentaire du 13 août 1938 et publié le 1938 dans le *Times*. »

Le texte à estampiller sur les coupons attachés aux obligations estampillées sera conçu comme suit :

« Ramené à 4 ½ pour cent. »

SECTION C. — EMPRUNT INTERNATIONAL AUTRICHIEN DE 1930.

Mémorandum du 13 août 1938.

Réglementation de détail concernant l'utilisation des montants en sterling que doit fournir le Gouvernement allemand conformément aux dispositions de l'Accord de Transfert anglo-allemand signé à Londres le 1^{er} juillet 1938, au titre de l'achat des obligations de l'emprunt pour lesquelles il a été prouvé au Gouvernement du Royaume-Uni qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938, ainsi que des coupons de ces obligations.

1. Les obligations de l'emprunt pour lesquelles il aura été fourni au Gouvernement du Royaume-Uni la preuve qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938 et qui auront été revêtues de l'estampille dont le texte figure en annexe au présent mémorandum sont désignées dans celui-ci sous le nom d'« obligations estampillées ».

2. a) La période durant laquelle des montants en sterling devront être fournis sera divisée en exercices expirant le 30 juin de chaque année, et le Gouvernement allemand, par l'intermédiaire de la Reichsbank, fournira en sterling, pour chaque exercice et de la manière ci-dessous indiquée, une somme calculée à raison de 7 pour cent du montant nominal de toutes les obligations estampillées, sans procéder à une réduction pour les obligations qui auront pu être ou pourront être ultérieurement achetées par le Gouvernement allemand ou pour son compte.

b) La période de début, allant jusqu'au 30 juin 1939, sera considérée comme une année entière, et les disponibilités seront fournies en conséquence.

3. Les dispositions ci-après s'appliqueront à la fourniture des sommes nécessaires à l'achat des coupons :

a) Les coupons venant à échéance à partir du 1^{er} janvier 1939 et attachés à des obligations estampillées seront achetés, lors de leur échéance, moyennant un prix en sterling calculé à raison

de 5 pour cent par an, sur remise des coupons en question aux bureaux de MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd., Londres ; toutefois, pour les obligations présentées en vue d'être certifiées après le 15 décembre 1938, l'achat des coupons pourra être ajourné jusqu'au moment où MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. auront reçu les montants y afférents.

b) Le 15 juin et le 15 décembre de chaque année, à partir du 15 décembre 1938, MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. feront connaître à la Reichsbank la somme nécessaire pour l'achat des coupons attachés aux obligations estampillées, qui viendront à échéance à la prochaine date fixée pour le paiement des intérêts. Sept jours après réception de cet avis, la Reichsbank versera la somme demandée à MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd.

c) Lorsque des obligations auront été estampillées après le 15 décembre 1938, MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. réclameront à la Reichsbank, à des intervalles appropriés, les sommes requises pour l'achat des coupons des obligations venus à échéance et exigibles comme il est indiqué au paragraphe 3 a) ci-dessus ; dès la réception de ces sommes, et après l'estampillage des obligations en question, MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. procéderont à l'achat des coupons.

4. En ce qui concerne la fourniture et l'utilisation des sommes nécessaires à l'achat des obligations, il sera fait application des dispositions ci-après :

a) Au plus tard le 15 octobre de chaque exercice, à partir du 15 octobre 1939, la Reichsbank versera à MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. une somme égale au solde disponible du montant annuel à fournir conformément aux dispositions du paragraphe 2 a) ci-dessus, déduction faite des sommes requises au cours de l'exercice précédent pour l'achat des coupons attachés aux obligations estampillées. Sauf en ce qui concerne la somme à verser le 15 octobre 1939, le montant requis pour l'achat des coupons pour l'exercice se terminant le 30 juin 1939 sera censé avoir été égal à 5 pour cent du montant nominal de toutes les obligations estampillées au plus tard au 14 octobre 1939.

b) La Reichsbank aura la faculté d'acheter des obligations estampillées au pair ou au-dessous du pair, ce prix étant majoré de la prime prévue sur les obligations et des intérêts échus, mais non des frais d'achat. Dans la mesure où, à la date du 15 octobre de tout exercice ou avant cette date, la Reichsbank donnera à MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. la preuve de ces achats, la somme à verser en vue de l'achat des obligations pour l'exercice précédent sera réduite du prix d'achat effectivement payé par la Reichsbank conformément aux arrêtés de comptes des courtiers ou autres documents d'achat (déduction faite des intérêts échus et des frais d'achat).

c) Toutes les sommes versées à MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. au 15 octobre, comme il est dit ci-dessus, seront utilisées par MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. à l'achat au pair (prix majoré de la prime) d'obligations qui auront été estampillées au plus tard le 14 octobre précédent. Les obligations à acheter de cette manière seront désignées par voie de tirage au sort. Les tirages auront lieu, pour chaque année où ils sont nécessaires, entre le 15 octobre et le 30 novembre suivants, dans les bureaux de MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd., de la manière que MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd., après consultation de l'Administration allemande de la dette (*Reichsschuldenverwaltung*), estimeront juste et équitable ; ils désigneront en outre, en suivant la même procédure, les personnes chargées d'effectuer les tirages et celles en présence desquelles les tirages doivent s'opérer. Les obligations remboursables en monnaies autres que le sterling feront l'objet dans chaque cas de tirages séparés. Immédiatement après chaque tirage, MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. informeront de ce tirage, par voie d'annonce publiée dans le *Times*, les porteurs d'obligations sorties remboursables, en désignant la date et le lieu de présentation et d'achat des obligations sorties, accompagnées des coupons non échus, aux fins de remboursement du capital et des primes. Il ne sera pas fourni de disponibilités pour l'achat des coupons exigibles après l'échéance suivant immédiatement la date du tirage et attachés aux obligations sorties au tirage, pour l'achat desquelles des disponibilités auront été fournies en vertu des stipulations du présent memorandum. Le rachat de toutes les obligations sorties au tirage aura lieu le 1^{er} janvier suivant la date du tirage. Tous les coupons venant à échéance après la date fixée pour le rachat devront être attachés aux obligations sorties et présentées au rachat ; en cas d'absence d'un ou de plusieurs de ces coupons, il sera fait, lors du calcul du prix de rachat à payer au porteur, déduction du montant exigible sur lesdits coupons à raison de 5 pour cent par an.

d) Dans toute la mesure où il sera raisonnablement possible de le faire, le montant affecté, au cours de tout exercice (par voie soit d'achats prouvés, soit de tirages), au remboursement d'obli-

gations exigibles en une monnaie quelconque sera, par rapport aux sommes totales ainsi affectées au cours de l'exercice, dans une proportion égale à celle de la valeur nominale totale de toutes les obligations estampillées et remboursables dans ladite monnaie par rapport à la valeur nominale globale de toutes les obligations estampillées; aucun recours de droit ne pourra être formé contre la Reichsbank ou contre MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd., au cas où cette proportion ne serait pas observée.

e) En ce qui concerne les obligations estampillées après le 15 octobre 1939, comme il a été indiqué plus haut, MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. feront connaître à la Reichsbank, à des intervalles appropriés, le montant nécessaire aux fins du rachat des obligations estampillées au titre des exercices précédents, qui aurait dû être fourni antérieurement en vertu des dispositions du présent mémorandum si les obligations en question avaient été estampillées, comme il a été dit plus haut, au 15 octobre 1939. Ce montant sera ajouté aux sommes afférentes au rachat d'obligations qui doivent être fournies au cours de l'exercice où ledit remboursement a été notifié par MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. à la Reichsbank, et il sera utilisé de la même manière que les sommes en question.

5. Sans préjudice de ses engagements découlant du paragraphe 2 a) ci-dessus, le Gouvernement allemand, par l'intermédiaire de la Reichsbank, pourra en tout temps présenter à MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. des obligations estampillées aux fins d'annulation.

6. Il sera fait application des dispositions ci-après en ce qui concerne la fourniture et l'affectation des sommes en sterling à prévoir pour l'achat des obligations et des coupons libellés en une monnaie autre que le sterling :

a) Lors du calcul de la somme annuelle à fournir conformément au paragraphe 2 a) ci-dessus et lors de la détermination de la répartition proportionnelle de la somme disponible pour l'achat d'obligations durant un exercice quelconque, on appliquera le cours du change pratiqué le 1^{er} juin pour ce qui est de la moitié dudit montant, et le cours du change pratiqué le 1^{er} décembre pour le solde.

b) Les montants réclamés par MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd. pour l'achat des coupons seront calculés d'après le cours du change pratiqué, suivant le cas, le 1^{er} juin ou le 1^{er} décembre précédant la date d'échéance de ces coupons, et les coupons seront achetés à des prix calculés suivant ce cours.

c) Lors du rachat d'obligations sorties au tirage, il sera fait application, pour calculer le prix d'achat, du cours du change pratiqué la veille du tirage.

d) On entend par cours du change pratiqué à une date quelconque le cours moyen que la Banque d'Angleterre indiquera comme ayant été le cours moyen à Londres des transferts télégraphiques, pratiqué à midi le jour en question.

7. De nouvelles feuilles de coupons représentant les intérêts venant ultérieurement à échéance seront remises par le Gouvernement allemand aux bureaux de MM. Morgan Grenfell & C^o Ltd., lorsque les feuilles actuelles seront épuisées, et les nouvelles feuilles seront tenues à la disposition des porteurs d'obligations estampillées se trouvant encore en circulation et non sorties au tirage.

8. Tous les coupons et obligations rachetés conformément aux dispositions du présent mémorandum seront annulés et ne pourront faire l'objet d'une nouvelle émission.

9. Aux fins de la fourniture des sommes nécessaires à l'achat, et aux fins de l'achat de coupons et d'obligations, le montant nominal de ces coupons et obligations sera considéré comme étant le montant nominal dans la monnaie d'émission, mais non en monnaie-or.

10. Le prix d'achat des obligations et des coupons sera payé sans déduction de tous les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques perçus actuellement ou ultérieurement en Allemagne, quels que soient la nationalité, le domicile ou la résidence de leurs porteurs. Il est toutefois entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'aura pour effet d'exonérer un porteur dont le domicile, la résidence habituelle ou le siège commercial se trouve en Allemagne, de l'obligation de payer les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques, perçus en Allemagne, auxquels il serait autrement assujéti au titre des intérêts, du principal ou de la prime des obligations.

11. Aux fins du présent mémorandum, il sera fait application de la définition du terme « porteurs britanniques » figurant à l'article 4 de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938; cette expression désignera :

En ce qui concerne les obligations libellées en sterling : 1° les personnes résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ; 2° les sujets britanniques, quelle que soit leur résidence ; 3° les sociétés régulièrement constituées conformément aux lois du Royaume-Uni ou de tout autre territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté ; et 4° les personnes placées sous la protection de Sa Majesté et résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ou dans l'un des territoires précités.

En ce qui concerne les obligations libellées en une monnaie autre que le sterling, toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui résident habituellement ou effectuent habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni, ainsi que toutes les sociétés constituées conformément aux lois de Royaume-Uni.

12. Eu égard aux engagements du Gouvernement allemand figurant dans l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938 ainsi que dans le présent mémorandum, les porteurs d'obligations estampillées seront réputés avoir accepté les dispositions énoncées dans le présent mémorandum, et le paiement du prix d'achat à un porteur d'obligations ou de coupons, effectué conformément aux termes du présent mémorandum, sera considéré comme le paiement intégral desdites obligations ou desdits coupons.

ANNEXE.

Le texte à estampiller sur les obligations présentées à MM. Morgan Grenfell & Co Ltd. par des porteurs acceptant les termes du mémorandum ci-annexé sera en substance le suivant :

« Il est attesté que la présente obligation était propriété britannique au 1^{er} juillet 1938 et que le porteur est soumis aux conditions de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, ainsi que du mémorandum y afférent, joint en annexe à l'Accord complémentaire du 13 août 1938 et publié le 1938 dans le *Times*. »

Le texte à estampiller sur les coupons attachés aux obligations estampillées sera conçu comme suit :

« Ramené à 5 pour cent. »

SECTION D. — EMPRUNT EN STERLING DE LA VILLE DE SARREBRUCK 6 POUR CENT DE 1928.

Mémorandum du 13 août 1938.

Réglementation de détail concernant l'utilisation des montants en sterling à fournir conformément aux dispositions de l'Accord de Transfert anglo-allemand signé à Londres le 1^{er} juillet 1938, au titre du service des obligations de l'emprunt pour lesquelles il a été prouvé au Gouvernement du Royaume-Uni qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938.

Le Gouvernement allemand a dûment pris acte des dispositions énoncées dans le présent mémorandum, et il s'est engagé à fournir les montants en sterling nécessaires pour le transfert de tous les fonds versés par la Ville de Sarrebruck au titre des intérêts et de l'amortissement conformément auxdites dispositions.

1. Les obligations de l'emprunt pour lesquelles il aura été prouvé au Gouvernement du Royaume-Uni qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938 et qui ont été présentées à MM. Guinness, Mahon & Co, Londres, pour être revêtues de l'estampille dont le texte figure en annexe au présent mémorandum, sont désignées dans celui-ci sous le nom « d'obligations estampillées ».

2. a) La période de service de l'emprunt sera divisée en exercices expirant le 30 septembre de chaque année. La période de début allant jusqu'au 30 septembre 1938 sera considérée comme un semestre complet, et les sommes nécessaires au service des intérêts seront fournies en conséquence.

b) La Ville de Sarrebruck ne fournira pas de disponibilités pour le rachat d'obligations estampillées en ce qui concerne la période prenant fin le 1^{er} juillet 1940 ; en conséquence, les paiements à effectuer par la Ville de Sarrebruck au titre de cette période ne comporteront que

les sommes en sterling nécessaires pour le paiement des intérêts conformément aux dispositions du paragraphe 3 a) du présent mémorandum.

c) Pour tout exercice à partir de l'exercice se terminant le 30 septembre 1941 inclusivement, la Ville de Sarrebruck fournira une somme en sterling calculée à raison de 5 ½ pour cent du montant nominal de toutes les obligations estampillées, sans procéder à une réduction pour les obligations qui auront pu être ou pourront être ultérieurement remboursées.

d) Pour la période allant du 1^{er} juillet 1940 au 30 septembre 1940, la Ville de Sarrebruck fournira les fonds nécessaires au remboursement des obligations de la manière indiquée ci-dessous.

3. Les dispositions ci-après s'appliqueront à la fourniture des sommes nécessaires au paiement des intérêts :

a) Les intérêts représentés par des coupons venant à échéance à partir du 1^{er} octobre 1938 et attachés aux obligations estampillées seront payés, lors de leur échéance, en sterling au taux de 4 ½ pour cent par an sur présentation des coupons y afférents aux bureaux de MM. Guinness, Mahon & C^o, Londres ; toutefois, pour les obligations présentées à l'estampillage après le 15 septembre 1938, le paiement des coupons pourra être ajourné jusqu'au moment où MM. Guinness, Mahon & C^o auront reçu les montants y afférents.

b) Le 15 mars et le 15 septembre de chaque année, à partir du 15 septembre 1938, MM. Guinness, Mahon & C^o feront connaître à la Ville de Sarrebruck la somme nécessaire pour assurer le paiement des coupons attachés à des obligations estampillées, qui viendront à échéance à la prochaine date fixée pour le paiement des intérêts. Dans un délai de sept jours après réception de cet avis, la Ville de Sarrebruck versera la somme demandée à MM. Guinness, Mahon & C^o.

c) Lorsque des obligations auront été, comme il a été indiqué ci-dessus, estampillées après le 15 septembre 1938, MM. Guinness, Mahon & C^o réclameront à la Ville de Sarrebruck, à des intervalles appropriés, les sommes requises pour le paiement des coupons des obligations, venus à échéance et exigibles, comme il est indiqué au paragraphe 3 a) ci-dessus ; dès la réception de ces sommes, MM. Guinness, Mahon & C^o paieront les coupons.

4. En ce qui concerne la fourniture et l'utilisation des sommes nécessaires au remboursement, il sera fait application des dispositions ci-après :

a) Au plus tard le 1^{er} septembre de tout exercice, à partir de l'exercice se terminant le 30 septembre 1941, la Ville de Sarrebruck versera à MM. Guinness, Mahon & C^o une somme égale au solde disponible du montant annuel à fournir conformément aux dispositions du paragraphe 2 c) ci-dessus, déduction faite des sommes requises pour le paiement des coupons attachés aux obligations estampillées lors des deux échéances précédentes.

b) La Ville de Sarrebruck aura la faculté d'acheter des obligations estampillées au pair ou au-dessous du pair, ce prix étant majoré de la prime prévue sur les obligations et des intérêts échus, mais non des frais d'achat. Dans la mesure où, à la date du 1^{er} septembre de tout exercice ou avant cette date, la Ville de Sarrebruck donnera à MM. Guinness, Mahon & C^o la preuve de ces achats, la somme à verser par la Ville de Sarrebruck au titre du remboursement des obligations au cours dudit exercice sera réduite du prix d'achat effectivement payé par la Ville de Sarrebruck, conformément aux arrêtés de comptes des courtiers ou à d'autres documents d'achat (déduction faite des intérêts échus et des frais d'achat).

c) Toutes les sommes versées à MM. Guinness, Mahon & C^o au 1^{er} septembre, comme il est indiqué ci-dessus, seront affectées par MM. Guinness, Mahon & C^o au rachat en sterling, au pair (prix majoré de la prime), d'obligations qui auront été estampillées au plus tard le 31 août précédent. Les obligations à rembourser seront désignées par voie de tirages au sort. Les tirages auront lieu, pour chaque année où ils seront nécessaires, entre le 1^{er} et le 15 septembre, dans les bureaux de MM. Guinness, Mahon & C^o, Londres, de la manière que MM. Guinness, Mahon & C^o estimeront juste et équitable et (si la Ville de Sarrebruck en exprime le désir) en présence d'un mandataire de la Ville de Sarrebruck. Immédiatement après chaque tirage, MM. Guinness, Mahon & C^o informeront de ce tirage, par voie d'annonce publiée dans le *Times*, les porteurs d'obligations sorties remboursables en désignant la date et le lieu de présentation et de paiement des obligations sorties, accompagnées des coupons non échus, aux fins de remboursement du principal et des primes. Aucune obligation sortie, pour le paiement de laquelle les dispositions appropriées auront été prises conformément au présent mémorandum, ne continuera à porter intérêt après la date

d'échéance du remboursement. Le remboursement du principal et des primes de toutes les obligations sorties viendra à échéance le 1^{er} octobre suivant la date du tirage. Tous les coupons venant à échéance après la date fixée pour le remboursement devront être attachés aux obligations sorties présentées au paiement ; en cas d'absence d'un ou de plusieurs de ces coupons, il sera fait, lors du calcul de la somme à payer au porteur, déduction du montant exigible sur lesdits coupons à raison de 4 ½ pour cent par an.

d) En ce qui concerne les obligations estampillées après le 1^{er} septembre 1940, comme il a été indiqué plus haut, MM. Guinness, Mahon & C^o feront connaître à la Ville de Sarrebruck, à des intervalles appropriés, le montant nécessaire aux fins du rachat desdites obligations au titre des exercices précédents, qui aurait dû être antérieurement fourni en vertu des dispositions du présent mémorandum, si les obligations en question avaient été estampillées, comme il a été dit plus haut, au 1^{er} septembre 1940. Ce montant sera ajouté aux sommes afférentes au remboursement qui doivent être fournies au cours de l'exercice où ledit remboursement a été notifié par MM. Guinness, Mahon & C^o à la Ville de Sarrebruck, et il sera utilisé de la même manière que les sommes en question.

e) Au 1^{er} septembre 1940, la Ville de Sarrebruck fournira les fonds nécessaires pour les remboursements afférents à la période du 1^{er} juillet 1940 au 30 septembre 1940 en versant à MM. Guinness, Mahon & C^o une somme calculée à raison de 1 pour cent par an, pour la période en question, de la valeur nominale de toutes les obligations estampillées, et il sera fait, en ce qui concerne cette somme, application des dispositions des paragraphes 4 a), b) et c).

5. a) Au 1^{er} octobre 1953, ou à toute autre échéance ultérieure fixée pour les intérêts, la Ville de Sarrebruck pourra, moyennant préavis de six mois publié dans le *Times*, racheter au pair (prix majoré de la prime prévue) toutes les obligations estampillées encore en circulation. La Ville de Sarrebruck mettra à la disposition de MM. Guinness, Mahon & C^o les sommes en sterling nécessaires pour effectuer le remboursement conformément aux stipulations du présent paragraphe, au plus tard quinze jours avant la date fixée pour le remboursement. Aucune obligation pour le paiement de laquelle des dispositions auront été dûment prises en vertu du présent paragraphe, ne continuera à porter intérêt après la date fixée pour le remboursement.

b) Outre les droits qu'elle tient du paragraphe précédent, mais sans préjudice de ses engagements découlant du paragraphe 2 c) ci-dessus, la Ville de Sarrebruck pourra, en tout temps, présenter à MM. Guinness, Mahon & C^o des obligations estampillées aux fins d'annulation.

6. De nouvelles feuilles de coupons représentant les intérêts venant ultérieurement à échéance seront remises par la Ville de Sarrebruck aux bureaux de MM. Guinness, Mahon & C^o, Londres, le 1^{er} octobre 1953 ; ces feuilles seront tenues à la disposition des porteurs d'obligations estampillées se trouvant encore en circulation et non sorties au tirage.

7. Tous les coupons payés et toutes les obligations remboursées conformément aux dispositions du présent mémorandum seront annulés et ne pourront faire l'objet d'une nouvelle émission.

8. Toutes les sommes dues au titre de coupons ou d'obligations non présentés, pour le paiement desquels des dispositions auront été dûment prises au terme du présent mémorandum, cesseront d'être exigibles à l'expiration de six et de trente ans respectivement.

9. Le montant en capital, les primes et les intérêts de toutes les obligations estampillées seront payés sans déduction de tous les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques perçus actuellement et ultérieurement en Allemagne, quels que soient la nationalité, le domicile ou la résidence des porteurs desdites obligations. Il est toutefois entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'aura pour effet d'exonérer un porteur, dont le domicile, la résidence habituelle ou le siège commercial est en Allemagne, de l'obligation de payer les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques perçus en Allemagne, auxquels il serait autrement assujéti au titre des intérêts, de la prime ou du principal desdites obligations.

10. Aux fins du présent mémorandum, il sera fait application de la définition du terme « porteurs britanniques » figurant à l'article 4 de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938 ; cette expression désignera en ce qui concerne les obligations libellées en sterling : 1^o les personnes résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ; 2^o les sujets britanniques, quelle que soit leur résidence ; 3^o les sociétés régulièrement constituées conformément aux lois du Royaume-Uni ou de tout autre territoire

placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté; et 4° les personnes placées sous la protection de Sa Majesté et résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ou dans l'un quelconque des territoires précités.

II. Eu égard aux engagements du Gouvernement allemand figurant dans l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, ainsi qu'aux engagements de la Ville de Sarrebruck figurant dans le présent mémorandum, les porteurs d'obligations estampillées seront réputés avoir accepté les dispositions énoncées dans le présent mémorandum, et le paiement à un porteur d'obligations ou de coupons, effectué conformément aux termes du présent mémorandum, sera considéré comme le paiement intégral desdites obligations ou desdits coupons.

ANNEXE.

Le texte à estampiller sur les obligations présentées à MM. Guinness, Mahon & Co par des porteurs acceptant les termes du mémorandum ci-annexé sera en substance le suivant :

« Il est attesté que la présente obligation était propriété britannique au 1^{er} juillet 1938 et que le porteur est soumis aux conditions de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, ainsi que du mémorandum y afférent, joint en annexe à l'Accord complémentaire du 13 août 1938 et publié le..... 1938 dans le *Times*. »

Le texte à estampiller sur les coupons attachés aux obligations estampillées sera conçu comme suit :

« Ramené à 4 1/2 pour cent. »

SECTION E. — OBLIGATIONS DU CREDIT-ANSTALT DU GOUVERNEMENT AUTRICHIEN DE 1936.

Mémorandum du 13 août 1938.

Réglementation détaillée concernant l'utilisation des montants en sterling que doit fournir le Gouvernement allemand conformément aux dispositions de l'Accord de Transfert anglo-allemand signé à Londres le 1^{er} juillet 1938, au titre de l'achat des coupons attachés à des obligations de l'emprunt pour lesquelles il a été prouvé au Gouvernement du Royaume-Uni que lesdites obligations appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938.

1. Les obligations du Credit-Anstalt du Gouvernement autrichien de 1936, pour lesquelles il aura été fourni au Gouvernement du Royaume-Uni la preuve qu'elles appartenaient effectivement à des porteurs britanniques à la date du 1^{er} juillet 1938 et qui auront été revêtues de l'estampille dont le texte figure en annexe au présent mémorandum, sont désignées dans celui-ci sous le nom d'« obligations estampillées ».

2. En ce qui concerne la fourniture par le Gouvernement allemand, agissant par l'intermédiaire de la Reichsbank, des sommes nécessaires à l'achat des coupons, il sera fait application des dispositions ci-après :

a) Les coupons venant à échéance à partir du 1^{er} septembre 1938 et attachés à des obligations estampillées seront achetés, lors de leur échéance, en sterling à un prix égal au montant indiqué comme exigible sur lesdits coupons, moyennant présentation des coupons en question au bureau de MM. Morgan Grenfell & Co Ltd., Londres; toutefois, pour les obligations présentées à l'estampillage après le 15 août 1938, l'achat des coupons pourra être ajourné jusqu'au moment où MM. Morgan Grenfell & Co Ltd. auront reçu les montants y afférents.

b) Le 15 février et le 15 août de chaque année à partir du 15 août 1938, MM. Morgan Grenfell & Co Ltd. feront connaître à la Reichsbank la somme nécessaire pour l'achat des coupons attachés aux obligations estampillées et venant à échéance à la prochaine date fixée pour le paiement des coupons. Sept jours après réception de cet avis, la Reichsbank versera la somme requise à MM. Morgan Grenfell & Co Ltd.

c) Lorsque des obligations auront été estampillées après le 15 août 1938, MM. Morgan Grenfell & Co Ltd. réclameront à la Reichsbank, à des intervalles appropriés, les sommes requises pour l'achat des coupons des obligations venus à échéance ; dès la réception de ces sommes et après l'estampillage des obligations en question, MM. Morgan Grenfell & Co Ltd. procéderont à l'achat des coupons.

3. La Reichsbank pourra, en tout temps, présenter à MM. Morgan Grenfell & Co Ltd. des obligations estampillées aux fins d'annulation.

4. En ce qui concerne la fourniture et l'utilisation des montants en sterling à verser pour l'achat de coupons libellés en une monnaie autre que le sterling, il sera fait application des dispositions ci-après :

a) Les montants réclamés par MM. Morgan Grenfell & Co Ltd. pour l'achat des coupons seront calculés d'après le cours du change pratiqué, suivant le cas, le 15 février ou le 15 août précédant la date d'échéance de ces coupons, et ceux-ci seront achetés à des prix calculés en conséquence.

b) On entend par cours du change pratiqué à une date quelconque, le cours moyen que la Banque d'Angleterre indiquera comme ayant été le cours moyen pratiqué à Londres pour les transferts télégraphiques à midi le jour en question.

5. Tous les coupons achetés conformément aux dispositions du présent mémorandum seront annulés et ne pourront faire l'objet d'une nouvelle émission.

6. Le prix d'achat des coupons sera payé sans déduction de tous les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques perçus actuellement ou ultérieurement en Allemagne, quels que soient la nationalité, le domicile ou la résidence de leurs porteurs. Il est toutefois entendu qu'aucune disposition du présent paragraphe n'aura pour effet d'exonérer un porteur dont le domicile, la résidence habituelle ou le siège commercial se trouve en Allemagne, de l'obligation de payer les impôts, droit de timbre ou autres droits, redevances ou taxes publiques perçus en Allemagne, auxquels il serait autrement assujéti au titre de ces obligations.

7. Aux fins du présent mémorandum, il sera fait application de la définition du terme « porteurs britanniques » figurant à l'article 4 de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938 ; cette expression désignera :

En ce qui concerne les obligations libellées en sterling : 1^o les personnes résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ; 2^o les sujets britanniques, quelle que soit leur résidence ; 3^o les sociétés régulièrement constituées conformément aux lois du Royaume-Uni ou de tout autre territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté ; et 4^o les personnes placées sous la protection de Sa Majesté et résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ou dans l'un quelconque des autres territoires précités ;

En ce qui concerne les obligations libellées en une monnaie autre que le sterling, toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui résident habituellement ou effectuent habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni, ainsi que toutes les sociétés constituées conformément aux lois du Royaume-Uni.

8. Eu égard aux engagements du Gouvernement allemand figurant dans l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, ainsi que dans le présent mémorandum, les porteurs d'obligations estampillées seront réputés avoir accepté les dispositions énoncées dans le présent mémorandum ; le paiement du prix d'achat à un porteur de coupons, effectué conformément aux termes du présent mémorandum, sera considéré comme le paiement intégral desdits coupons.

ANNEXE.

Le texte à estamper sur les obligations présentées à MM. Morgan Grenfell & Co Ltd. par des porteurs acceptant les termes du mémorandum ci-annexé sera en substance le suivant :

« Il est attesté que la présente obligation était propriété britannique au 1^{er} juillet 1938 et que le porteur est soumis aux conditions de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, ainsi que du mémorandum y afférent, joint en annexe à l'Accord complémentaire du 13 août 1938 et publié le..... 1938 dans le *Times*. »

Le texte à estampiller sur les coupons attachés aux obligations estampillées sera conçu comme suit :

« Soumis aux dispositions de l'Accord de Transfert anglo-allemand de 1938. »

SECTION F. — CAISSE DE CONVERSION DES DETTES EXTÉRIEURES ALLEMANDES.

Dettes allemandes (y compris celles de l'ancienne Autriche) à long et à moyen terme « non contractées par le Reich » selon la définition de l'article 2 (i) f) de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938.

1. En exécution de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, la Caisse de conversion des dettes extérieures allemandes a été autorisée par le Gouvernement allemand à fournir certaines sommes en sterling pour l'achat de créances représentant les intérêts de capitaux prêtés à long et à moyen terme à des débiteurs autres que le Reich (dettes non contractées par le Reich) et visant notamment les intérêts, les dividendes, les loyers et fermages et autres prestations périodiques dues au titre de crédits, d'avances, de prêts, d'hypothèques, de participations et d'autres placements, pour lesquelles des versements correspondants ont été effectués en Reichsmark à la Caisse de conversion par des débiteurs allemands (et ex-autrichiens).

2. Ces paiements en sterling seront effectués :

a) Pour les intérêts, exigibles en sterling, d'obligations en sterling et d'autres valeurs en sterling émises ou payables à Londres;

b) Pour les autres intérêts, quelle que soit la monnaie de paiement, à la condition que le porteur puisse prouver au Gouvernement du Royaume-Uni qu'à la date à laquelle il présente sa créance, il est un « porteur britannique », tel que le définit l'article 4 de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938, et à la condition :

(i) Que ledit porteur puisse également prouver qu'à aucun moment depuis le 1^{er} janvier 1937, en ce qui concerne les dettes allemandes, ou depuis le 1^{er} juillet 1938, en ce qui concerne les dettes autrichiennes, le titre de créance d'intérêt en question n'a appartenu effectivement à une personne autre qu'un « porteur britannique » (ou à une personne ou société dont un « porteur britannique » est devenu depuis lors le successeur juridique par voie d'héritage ou de liquidation des biens de la société en question) ; ou

(ii) Que la Caisse de conversion ait consenti au paiement en sterling du titre de créance en question, après qu'il a été dûment prouvé que le droit du « porteur britannique » à recevoir lesdits intérêts provient du remplacement du produit de la vente (il ne saurait s'agir d'une vente directe à un autre porteur britannique) ou du remboursement d'un avoir dont les intérêts auraient été visés par les dispositions de l'alinéa b) si l'avoir en question n'avait pas été vendu ou remboursé.

Les dispositions du sous-alinéa (ii) ci-dessus s'appliquent également aux intérêts afférents à des avoirs qui ont été acquis au moyen du produit de la vente de « bons d'impôt », distribués au porteur à partir du 1^{er} juillet 1938, en vertu des dispositions allemandes relatives au placement obligatoire des fonds en emprunts (*Anleihestock*), à la condition que les intérêts afférents aux actions ou à d'autres placements pour lesquels cette distribution est effectuée, soient visés par les dispositions du présent paragraphe 2 ou soient exemptés du moratoire de transfert.

3. Les paiements en sterling seront effectués au titre des intérêts :

a) Qui viennent à échéance au cours de la période de validité des présents arrangements, à la condition que les montants y afférents soient versés à la Caisse de conversion au plus tard à la date de l'expiration desdits arrangements ;

b) Qui sont venus à échéance avant le 1^{er} juillet 1938, pourvu que les montants y afférents soient versés à la Caisse de conversion durant la période de validité desdits arrangements ;

c) Qui sont dus au titre de la Dette autrichienne, à la condition que les montants y afférents aient été versés à la Caisse de conversion entre le 30 avril 1938 et le 30 juin 1938.

4. Le prix d'achat de tout coupon d'intérêt visé par les présents arrangements sera une somme en sterling égale à 50 pour cent du montant en sterling ou de l'équivalent en sterling du montant calculé selon les dispositions du paragraphe 5 ci-dessous, pour lequel un montant correspondant en Reichsmark a été versé à la Caisse de conversion.

Il est toutefois entendu :

a) Que, pour les intérêts, dividendes et répartitions de bénéfices, calculés sur un montant en principal déterminé, les sommes ainsi payées en sterling ne dépasseront pas au total une somme égale à 4 pour cent par an dudit montant en capital ou de son équivalent en sterling, calculé comme il est indiqué au paragraphe 5 ci-dessous; et

b) Que, lorsque le créancier aura volontairement réduit le taux d'intérêt d'une avance non encore exigible, ou si une avance venue à échéance a été prolongée ou convertie en une nouvelle avance à échéance fixe en vertu des dispositions allemandes en vigueur (à l'exclusion toutefois des dépôts à court terme sur compte bloqué et des cas où une avance exigible est prolongée de jour en jour), les sommes ainsi versées en sterling seront au total au moins égales à 2 ½ pour cent par an du montant en capital ou de son équivalent en sterling, calculé comme il est indiqué au paragraphe 5 ci-dessous, de ladite avance, sans, toutefois, que ces sommes puissent dépasser le montant des intérêts versés à la Caisse de conversion.

En ce qui concerne les intérêts afférents à des locations et des fermages, ainsi que les répartitions de bénéfices qui ne sont pas calculés sur un montant en capital déterminé, il ne sera pas fait application des limites maximums et minimums de transfert indiquées aux paragraphes a) et b) ci-dessus.

5. Lorsque les créances d'intérêt sont exigibles en une monnaie autre que le sterling ou le Reichsmark, le montant à verser en sterling sera calculé d'après le cours officiel moyen pratiqué à Berlin le jour ouvrable précédant le jour où le versement est effectué par le débiteur à la Caisse de conversion.

Lorsque le titre de créance d'intérêt est libellé en Reichsmark, le montant à payer en sterling sera fixé d'après le cours officiel moyen pratiqué à Berlin le jour ouvrable précédant le jour où le créancier présente son titre à l'agence de paiement.

6. Tout créancier sera réputé avoir refusé le paiement en sterling qui lui est actuellement offert s'il n'a pas réclamé ce paiement dans un délai de six mois commençant à courir le jour où la Caisse de conversion aura fait savoir que le paiement a été effectué et au plus tôt le jour de l'échéance du titre en question. La présente disposition ne porte pas atteinte aux droits contractuels du créancier.

7. En acceptant le paiement en sterling qui lui est offert, le créancier perd tout droit à réclamer l'intérêt intégral.

8. L'achat de coupons d'intérêt afférents à des dettes à long ou à moyen terme « non contractées par le Reich » s'effectuera comme suit :

a) Pour les intérêts d'emprunts payables par des agents de paiement à Londres, par les agents en question; et

b) Pour tous les autres intérêts par MM. J. Henry Schröder & Co, 145 Leadenhall Street, Londres, E. C. 3, que la Caisse de conversion a désignés comme ses agents à cet effet.

BERLIN, le 13 août 1938.

Article 4 de l'Accord de Transfert anglo-allemand du 1^{er} juillet 1938.

Aux fins du présent accord, l'expression « porteurs britanniques » vise, en ce qui concerne les obligations en sterling : 1^o les personnes résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni; 2^o les sujets britanniques, quelle que soit leur résidence; 3^o les sociétés régulièrement constituées conformément aux lois du Royaume-Uni ou de tout autre territoire placé sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, ou sous la suzeraineté, la protection ou le mandat de Sa Majesté; et 4^o les personnes placées sous la protection de Sa Majesté et résidant habituellement ou effectuant habituellement des opérations commerciales dans le Royaume-Uni ou dans l'un quelconque des territoires précités; et, en ce qui concerne les autres émissions ou dettes, toutes les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui résident habituellement dans le Royaume-Uni ou qui y effectuent habituellement des opérations commerciales, ainsi que toutes les sociétés constituées en vertu des lois du Royaume-Uni.

N° 4528.

ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD

Échange de notes relatif à l'application de certains traités entre le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Autriche. Berlin, les 6 mai et 10 septembre 1938.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 mars 1939.

GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

Exchange of Notes regarding the Application of Treaties between the United Kingdom, Germany and Austria. Berlin, May 6th and September 10th, 1938.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place March 8th, 1939.

No. 4528. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH AND HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND REGARDING THE APPLICATION OF TREATIES BETWEEN THE UNITED KINGDOM, GERMANY AND AUSTRIA. BERLIN, MAY 6TH AND SEPTEMBER 10TH, 1938.

N^o 4528. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHES VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND BETREFFEND DIE GELTUNG VON ÖSTERREICHISCHBRITISCHEN UND DEUTSCHBRITISCHEN VERTRÄGEN. BERLIN, DEN 6. MAI UND 10. SEPTEMBER 1938.

I. SIR N. HENDERSON TO THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

YOUR EXCELLENCY,

BERLIN, *May 6th*, 1938.

With reference to my note No. 130 of the 2nd April, I have the honour, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom have under consideration the position with regard to Treaties affecting Austria, in consequence of the German law of the 13th March, 1938, relating to the union of Austria with the German Reich.

2. There are certain bilateral Treaties between the United Kingdom and Austria which correspond very closely to the similar Treaties between the United Kingdom and Germany and where the latter Treaties are of such a kind that their provisions can be applied to Austria as a part of the Reich without the necessity of any adaptation His Majesty's Government assume that, in accordance with the ordinary legal principles in the case of these Treaties, the Treaty between the United Kingdom and Germany may be held now to cover Austria, and the corresponding Treaty between the United Kingdom and Austria may be held to have lapsed.

3. The Treaties referred to in the preceding paragraph of this Note between the United Kingdom and Germany, which in the view of His Majesty's Government in the United Kingdom may henceforth be deemed to apply without amendment to Austria as well as to Germany, include the following :

Anglo-German Treaty¹ of Commerce and Navigation of the 2nd December, 1924.

Anglo-German Treaty² of Extradition of the 14th May, 1872.

Anglo-German Treaty³ of Extradition of the 17th August, 1911.

Anglo-German Air Navigation Agreement⁴ of the 29th June, 1927, together with Amending Agreement of the 5th July, 1930.

¹ Vol. XLIII, page 89 ; Vol. XLV, page 189 ; Vol. LIV, page 407 ; Vol. LXIX, page 82 ; and Vol. LXXVIII, page 469, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 62, page 5.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 153.

⁴ Vol. LXXI, page 165 ; Vol. CVII, page 501 ; and Vol. CXVII, page 185, of this Series.

¹ Vol. XLIII, page 89 ; vol. XLV, page 189 ; vol. LIV, page 407 ; vol. LXIX, page 82 ; et vol. LXXVIII, page 469, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, tome XIX, page 72.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome V, page 708.

⁴ Vol. LXXI, page 165 ; vol. CVII, page 501 ; et vol. CXVII, page 185, de ce recueil.

4. The corresponding Treaties between the United Kingdom and Austria, which are assumed to have been replaced by the foregoing Treaties with Germany, are the following :

Anglo-Austrian Treaty¹ of Commerce and Navigation of the 22nd May, 1924.

Anglo-Austrian Treaty² of Extradition of the 3rd December, 1873.

Anglo-Austrian Declaration³ of the 26th June, 1901, amending the Extradition Treaty of 1873.

Anglo-Austrian Supplementary Extradition Convention⁴ of the 29th October, 1934.

Anglo-Austrian Air Navigation Convention⁵ of the 16th July, 1932.

5. Similarly, it is assumed that the Money Orders Agreement of the 27th December, 1905/25th January, 1906 (with modifications of 1913) between India and Austria is now replaced as regards Austria by the Money Orders Agreement of the 20th May/22nd June, 1880, between India and Germany.

6. His Majesty's Government in the United Kingdom will be glad if the German Government will be good enough to confirm that they concur in the views expressed in the previous paragraphs of this Note.

7. I shall have the honour to address a further note to Your Excellency in due course regarding other points affecting specific treaties arising out of the annexation of Austria by Germany regarding, in particular, the treaties to which Austria is a party, and regarding the question of the application to Austria of multilateral and bilateral treaties to which Germany is a party and where in the case of multilateral treaties Austria was not a party and in the case of bilateral treaties there was no corresponding treaty in the case of Austria.

I avail, etc.

Neville HENDERSON.

II. THE STATE SECRETARY TO SIR N. HENDERSON.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

* TRADUCTION. — TRANSLATION.

AUSWÄRTIGES AMT.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, *den* 10. September 1938.

BERLIN, *September* 10th, 1938.

HERR BOTSCHAFTER !

YOUR EXCELLENCY,

Im Anschluss an die Verbalnote des Auswärtigen Amtes vom 30. Mai d.J. und in teilweiser Beantwortung des Schreibens Eurer Exzellenz vom 6. Mai 1938, beehre ich mich, über die Geltung österreichisch-britischer Verträge Folgendes mitzuteilen :

With reference to the Ministry's note of the 30th May last and in partial reply to Your Excellency's communication of the 6th May, 1938, I have the honour to make the following communication regarding the validity of Anglo-Austrian Treaties :

(1) Die Deutsche Reichsregierung bestätigt, dass der deutsch-britische Handels-

(1) The German Reich Government confirms that the Anglo-German Treaty of

¹ Vol. XXXV, page 175 ; Vol. XLV, page 165 ; and Vol. CLXXXI, page 358, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 63, page 213.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 94, page 5.

⁴ Vol. CLXV, page 373 ; and Vol. CLXXXI, page 444, of this Series.

⁵ Vol. CXLIV, page 9, of this Series.

* Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Vol. XXXV, page 175 ; vol. XLV, page 165 ; et vol. CLXXXI, page 358, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome I, page 527.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXX, page 565.

⁴ Vol. CLXV, page 373 ; et vol. CLXXXI, page 444, de ce recueil.

⁵ Vol. CXLIV, page 9, de ce recueil.

* Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

und Schiffsvertrags vom 2. Dezember 1924 (Abs. 3-4 Euerer Exzellenz Note vom 6. Mai) sich auf das Land Österreich erstreckt, während der österreichisch-britische Handels- und Schiffsvertrags vom 22. Mai 1924 als hinfällig anzusehen ist.

(2) Die im Abs. 5 der Note Euerer Exzellenz vom 6. Mai d.J. erwähnten österreichisch-britischen Vereinbarungen über den Postanweisungsdienst zwischen Österreich und Britisch Indien vom 27. Dezember 1905/25. Januar 1906 waren schon vor der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich nicht mehr in Kraft, da zwischen Österreich und Britisch Indien kein unmittelbarer Postanweisungsaustausch bestanden hat, die österreichische Postverwaltung sich vielmehr für den Postanweisungsdienst mit Britisch Indien der Vermittlung der englischen Postamtverwaltung bediente.

Sobald zu gegebener Zeit der Postanweisungsdienst des Landes Österreich in den Postanweisungsdienst der Deutschen Reichspost mit Britisch Indien eingegliedert werden kann, wird ohne weiteres das Abkommen über den Postanweisungsdienst zwischen dem Deutschen Reich und Britisch Indien vom 20. Mai/22. Juni 1880 Anwendung finden.

(3) Die Deutsche Reichsregierung bestätigt ferner, dass anstelle der österreichisch-britischen Vereinbarungen über die Auslieferung von Verbrechern, nämlich :

(a) des Staatsvertrags vom 3. Dezember 1873 zwischen der Österreichisch-Ungarischen Monarchie und dem Vereinigten Königreich von Grossbritannien und Irland wegen gegenseitiger Auslieferung von Verbrechern ;

(b) der Additionalerklärung vom 26. Juni 1901, betreffend die Abänderung des letzten Absatzes des Artikels XI des Vertrages vom 3. Dezember 1873 ;

(c) des Zusatzabkommens vom 29. Oktober 1934 über die gegenseitige Auslieferung flüchtiger Verbrecher,

für das Land Österreich die entsprechenden deutsch-britischen Vereinbarungen gelten ; es sind dies :

Commerce and Navigation of the 2nd December, 1924 (paragraphs 3-4 of Your Excellency's note of the 6th May), extends to cover the State of Austria, while the Anglo-Austrian Treaty of Commerce and Navigation of the 22nd May, 1924, is to be regarded as having lapsed.

(2) The Anglo-Austrian Agreements (mentioned in paragraph 5 of Your Excellency's note of the 6th May) regarding Money Orders, between Austria and British India, of the 27th December, 1905/25th January, 1906, were even before the reunion of Austria with the German Reich no longer in force, since no direct exchange of money orders has existed between Austria and British India, and the Austrian post administration used the medium of the English post administration for their money order service with British India.

As soon as the money order service of the State of Austria can be incorporated in the money order service of the German Reich post with British India, the Agreement regarding Money Orders between the German Reich and British India of the 20th May/22nd June, 1880, will forthwith become applicable.

(3) The German Reich Government further confirms that in place of the Anglo-Austrian Agreements regarding the extradition of criminals, viz. :

(a) The State Treaty of the 3rd December, 1873, between the Austro-Hungarian monarchy and the United Kingdom of Great Britain and Ireland, regarding the Reciprocal Extradition of Criminals ;

(b) The Supplementary Declaration of the 26th June, 1901, regarding the amendment of the last paragraph of Article XI of the Treaty of the 3rd December, 1873 ;

(c) The Supplementary Convention of the 29th October, 1934, regarding the Reciprocal Extradition of Fugitive Criminals ;

the corresponding Anglo-German Agreements are applicable in the State of Austria ; these are :

(1) der deutsch-britische Auslieferungsvertrag vom 14. Mai 1872 ;

(2) der deutsch-britische Auslieferungsvertrag vom 17. August 1911, sowie die folgenden — in der Note Eurer Exzellenz vom 6. Mai d.J. nicht angeführten — Abmachungen, nämlich :

(3) die deutsch-britische Vereinbarung vom 10. Dezember 1928 über die Anwendung des deutsch-britischen Auslieferungsvertrages vom 14. Mai 1872 auf gewisse Mandatsgebiete und

(4) die Abrede vom 28. Februar 1933, betreffend den Auslieferungsverkehr zwischen dem Deutschen Reich und Transjordanien.

Ich benütze auch diesen Anlass, etc.

WEIZSÄCKER.

(1) The Anglo-German Extradition Treaty of the 14th May, 1872 ;

(2) The Anglo-German Extradition Treaty of the 17th August, 1911 ;
and the following agreements (not mentioned in Your Excellency's note of the 6th May), viz. :

(3) The Anglo-German Agreement of the 10th December, 1928, regarding the application of the Anglo-German Extradition Treaty of the 14th May, 1872, to certain mandated territories ; and

(4) The understanding of the 28th February, 1933, regarding Extradition Facilities between the German Reich and Trans-Jordan.

I take this opportunity, etc.

WEIZSÄCKER.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4528. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD RELATIF A L'APPLICATION DE CERTAINS TRAITÉS ENTRE LE ROYAUME-UNI, L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE. BERLIN, LES 6 MAI ET 10 SEPTEMBRE 1938.

I. SIR N. HENDERSON AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR LE MINISTRE,

BERLIN, le 6 mai 1938.

Me référant à ma note N^o 130 du 2 avril, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni étudie la situation en ce qui concerne les traités intéressant l'Autriche, eu égard à la loi allemande du 13 mars 1938, visant l'union de l'Autriche au Reich allemand.

2. Il existe entre le Royaume-Uni et l'Autriche un certain nombre de traités bilatéraux qui se rapprochent beaucoup de traités analogues conclus entre le Royaume-Uni et l'Allemagne; lorsque ces derniers traités sont d'une nature telle que leurs dispositions peuvent s'appliquer à l'Autriche, partie intégrante du Reich, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une adaptation quelconque, le Gouvernement de Sa Majesté suppose que, conformément aux principes de droit ordinaires en ce qui concerne ces traités, le traité entre le Royaume-Uni et l'Allemagne peut être considéré désormais comme s'étendant à l'Autriche et que le traité correspondant entre le Royaume-Uni et l'Autriche peut être tenu pour caduc.

3. Les traités entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, visés au paragraphe précédent de la présente note, qui, de l'avis du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, peuvent dorénavant être considérés comme s'appliquant sans amendement à l'Autriche ainsi qu'à l'Allemagne sont notamment les suivants :

Traité anglo-allemand de commerce et de navigation du 2 décembre 1924.

Traité anglo-allemand d'extradition du 14 mai 1872.

Traité anglo-allemand d'extradition du 17 août 1911.

Accord anglo-allemand concernant la navigation aérienne du 29 juin 1927, avec Avenant du 5 juillet 1930.

4. Les traités correspondants entre le Royaume-Uni et l'Autriche qui sont présumés avoir été remplacés par les traités ci-dessus mentionnés avec l'Allemagne sont les suivants :

Traité anglo-autrichien de commerce et de navigation du 22 mai 1924.

Traité anglo-autrichien d'extradition du 3 décembre 1873.

Déclaration anglo-autrichienne du 26 juin 1901, amendant le Traité d'extradition de 1873.

Convention anglo-autrichienne additionnelle d'extradition du 29 octobre 1934.

Convention anglo-autrichienne concernant la navigation aérienne du 16 juillet 1932.

5. De même, il est présumé que l'Accord des 27 décembre 1905/25 janvier 1906, relatif à l'échange des mandats postaux (y compris les modifications de 1913), conclu entre l'Inde et l'Autriche, est à présent remplacé, en ce qui concerne l'Autriche, par l'Accord des 20 mai/22 juin 1880, relatif à l'échange des mandats postaux, conclu entre l'Inde et l'Allemagne.

6. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni serait heureux que le Gouvernement allemand voulût bien confirmer qu'il se rallie à la manière de voir exposée aux paragraphes précédents de la présente note.

7. J'aurai l'honneur d'adresser en temps voulu à Votre Excellence une nouvelle note au sujet de certaines autres questions ayant trait à des traités spéciaux, qui se posent par suite de l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne; il s'agit, en particulier, des traités auxquels l'Autriche est partie, et de la question de l'application à l'Autriche des traités multilatéraux et bilatéraux auxquels l'Allemagne est partie, lorsque, pour les traités multilatéraux, l'Autriche n'était pas partie et lorsque, pour les traités bilatéraux, il n'y avait pas de traité correspondant avec l'Autriche.

Veuillez agréer, etc.

Nevile HENDERSON.

II. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A SIR N. HENDERSON.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

BERLIN, le 10 septembre 1938.

Comme suite à la note verbale du Ministère des Affaires étrangères en date du 30 mai 1938 et en réponse partielle à la note de Votre Excellence en date du 6 mai 1938, j'ai l'honneur de vous adresser la communication ci-après, au sujet de la validité des traités entre l'Autriche et le Royaume-Uni :

1. Le Gouvernement du Reich allemand confirme que le Traité anglo-allemand de commerce et de navigation du 2 décembre 1924 (paragraphe 3-4 de la note de Votre Excellence en date du 6 mai) s'étend au Pays d'Autriche et que le Traité anglo-autrichien de commerce et de navigation du 22 mai 1924 doit être tenu pour caduc.

2. Les Accords anglo-autrichiens (mentionnés au paragraphe 5 de la note de Votre Excellence en date du 6 mai) concernant l'échange de mandats postaux entre l'Autriche et l'Inde britannique, des 27 décembre 1905/25 janvier 1906, avaient cessé, avant même la réunion de l'Autriche au Reich allemand, d'être en vigueur, étant donné qu'il n'y a pas eu entre l'Autriche et l'Inde britannique d'échange direct de mandats postaux et que l'administration postale autrichienne recourait à l'administration postale anglaise pour le service des mandats postaux avec l'Inde britannique.

Dès que le service des mandats postaux du Pays d'Autriche pourra être intégré dans le service des mandats postaux des postes du Reich allemand avec l'Inde britannique, l'Accord relatif à l'échange des mandats postaux entre le Reich allemand et l'Inde britannique des 20 mai/22 juin 1880 sera immédiatement applicable.

3. Le Gouvernement du Reich allemand confirme en outre que les accords anglo-autrichiens relatifs à l'extradition des criminels, à savoir :

a) Le Traité du 3 décembre 1873 entre la Monarchie austro-hongroise et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande concernant l'extradition réciproque des criminels ;

b) La Déclaration additionnelle du 26 juin 1901 portant amendement au dernier paragraphe de l'article XI du Traité du 3 décembre 1873 ;

c) La Convention additionnelle du 29 octobre 1934 concernant l'extradition réciproque des criminels en fuite ;

sont remplacés par les accords anglo-allemands correspondants désormais applicables au Pays d'Autriche, à savoir :

1^o Le Traité anglo-allemand d'extradition du 14 mai 1872 ;

2^o Le Traité anglo-allemand d'extradition du 17 août 1911 ;

ainsi que par les accords ci-après (non mentionnés dans la note de Votre Excellence en date du 6 mai) :

3^o L'Accord anglo-allemand du 10 décembre 1928 concernant l'application du Traité anglo-allemand d'extradition du 14 mai 1872 à certains territoires sous mandat ; et

4^o L'Entente du 28 février 1933 concernant les facilités d'extradition entre le Reich allemand et la Transjordanie.

Je saisis cette occasion, etc.

WEIZSÄCKER.

N° 4529.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET POLOGNE

Accord entre l'Administration des postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Administration des postes de la République de Pologne relatif à l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Londres, le 15 septembre 1938, et à Varsovie, le 5 octobre 1938.

Textes officiels anglais et polonais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 8 mars 1939.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND AND POLAND

Agreement between the Postal Administration of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Postal Administration of the Republic of Poland for the Exchange of Parcels by Parcel Post, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at London, September 15th, 1938, and at Warsaw, October 5th, 1938.

English and Polish official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place March 8th, 1939.

No. 4529. — AGREEMENT BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE REPUBLIC OF POLAND FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT LONDON, SEPTEMBER 15TH, 1938, AND AT WARSAW, OCTOBER 5TH, 1938.

THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and of THE REPUBLIC OF POLAND desiring to introduce a regular and direct exchange of parcels by parcel post between the two countries have agreed to the following provisions.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

Article 1. — LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for Poland posted in the United Kingdom shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, and 6 feet in length and girth combined; and a parcel for the United Kingdom posted in Poland shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2. — TRANSIT OF PARCELS.

The two Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3. — PREPAYMENT OF POSTAGE.

1. The prepayment of the postage on a parcel shall be compulsory, except in the case of a redirected or returned parcel.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4. — TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of the United Kingdom shall be Fr. 1.75 and Fr. 3.15 for parcels not exceeding 5 kg. (11 lb.) and 10 kg. (22 lb.) respectively; and the territorial rates of Poland shall be Fr. 0.60, Fr. 1.20 and Fr. 2.00 for parcels not exceeding 1 kg. (2 lb.), 5 kg. (11 lb.) and 10 kg. (22 lb.) respectively.

The Administration of Poland reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Administration of the United Kingdom reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 4529. — UMOWA MIĘDZY ZARZĄDEM POCZTOWYM RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ A ZARZĄDEM POCZTOWYM ZJEDNOCZONEGO KRÓLESTWA WIELKIEJ BRYTANII I PÓŁNOCNEJ IRLANDII W SPRAWIE WYMIANY PACZEK POCZTOWYCH. PODPISANA W LONDYNIE, DNIA 15 WRZESNIA 1938 I W WARSZAWIE, DNIA 5 PAŹDZIERNIKA 1938.

ZARZĄDY POCZTOWE RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ oraz ZJEDNOCZONEGO KRÓLESTWA WIELKIEJ BRYTANII I PÓŁNOCNEJ IRLANDII, pragnąc wprowadzić regularną i bezpośrednią wymianę paczek pocztowych między obu krajami, zgodziły się na następujące postanowienia :

W umowie niniejszej i dotyczącym Regulaminie określenie « Zjednoczone Królestwo » obejmuje Wielką Brytanie i Północną Irlandię, wyspy kanału La Manche oraz wyspę Man.

Artykuł 1. — NAJWYŻSZA WAGA I WYMIARY.

1. Paczka, nadana w Zjednoczonym Królestwie do Polski, nie powinna przekraczać 22 funtów wagi, 3 stóp 6 cali długości i 6 stóp długości wraz z obwodem ; paczka zaś nadana w Polsce do Zjednoczonego Królestwa nie powinna przekraczać 10 kilogramów wagi, 1.05 metra długości i 1.80 metra długości wraz z obwodem.

2. Co się tyczy dokładnego obliczenia wagi i wymiarów miarodajne jest stanowisko urzędu wysyłającego, jeżeli nie ma oczywistej omyłki.

Artykuł 2. — TRANZYT PACZEK.

Każdy z obu Zarządów zapewnia paczkom prawo tranzytu przez swe terytorium do krajów lub z krajów, z którymi posiada obrót paczkowy. Paczki tranzytowe podlegają przepisom Umowy niniejszej i Regulaminu, o ile te dadzą się zastosować.

Artykuł 3. — OPLACANIE Z GÓRY NALEŻNOŚCI.

1. Paczka powinna być opłacona z góry z wyjątkiem paczek dosyłanych lub zwrotnych.

2. Oplata składa się z udziałów, przypadających na każdy Zarząd, biorący udział w przewozie lądowym lub morskim.

Artykuł 4. — NALEŻNOŚĆ LĄDOWA.

Za paczki, wysyłane z jednego umawiającego się kraju do drugiego, należności lądowe Zjednoczonego Królestwa będą wynosiły 1.75 fr i 3.15 fr od paczki, nie przekraczającej 5 kg (11 funtów), względnie 10 kg (22 funty) ; należności zaś lądowe Polski będą wynosiły 0.60 fr, 1.20 fr i 2.00 fr od paczki, nie przekraczającej 1 kg (2 funtów), 5 kg (11 funtów), względnie 10 kg (22 funtów).

Zarząd polski zachowuje prawo zmiany swych opłat zależnie od zmian, jakie mogą przeprowadzić w opłatach konwencje międzynarodowe, następujące po Umowie kairskiej z roku 1934.

Zarząd Zjednoczonego Królestwa zachowuje prawo zmiany swych należności lądowych zależnie od zmian, jakie mogą być przeprowadzone w tych opłatach w związku z jego obrotem paczek pocztowych z innymi krajami w ogóle.

Article 5. — SEA RATE.

Each of the two Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6. — FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Administration of Poland may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charges as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7. — CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels.

Article 8. — WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Administrations may collect any warehousing charge fixed by its internal regulations for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 9. — EXPRESS PARCELS.

1. Parcels not exceeding 22 lb. or 10 kilogrammes in weight shall, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or if the office of destination is not in a position to deliver parcels at the addressees' residences notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called "Express" parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination, the Administration of destination may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 36, section 2, if the parcel is redirected or cannot be delivered.

3. Only one attempt shall be made to deliver by express to the addressee either the parcel itself or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

Article 10. — PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence or packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or may soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

Artykuł 5. — NALEŻNOŚĆ MORSKA.

Każdy z obu Zarządów ma prawo ustalania należności za wykonywany przez niego przewóz morski.

Artykuł 6. — NALEŻNOŚCI ZA POŚREDNICTWO PRZY CLENIU.

Zarząd Polski może pobierać za przekazanie do cła i za pośrednictwo przy cleniu lub tylko za przekazanie do cła należność, wynoszącą najwyżej 50 centymów od paczki, lub inną, którą ustala konwencje międzynarodowe, następujące po Konwencji kairskiej z roku 1934. Zarząd Zjednoczonego Królestwa może pobierać taką należność, jaką będzie ustalał od czasu do czasu za podobne czynności w swym obrocie paczek pocztowych z innymi krajami w ogóle.

Artykuł 7. — NALEŻNOŚCI CELNE I INNE NALEŻNOŚCI NIE POCZTOWE.

Należności celne i wszelkie inne należności nie pocztowe powinni uiszczać adresaci paczek.

Artykuł 8. — SKŁADOWE.

Każdy z umawiających się Zarządów może pobierać wszelkie ustalone jego przepisami wewnętrznymi składowe od paczek, adresowanych poste-restante lub nie podjętych w przepisany terminie.

Należność ta nie powinna w żadnym razie przekraczać 5 franków.

Artykuł 9. — PACZKI EKSPRESOWE.

1. Na życzenie nadawcy paczki, nie przekraczające wagi 22 funty lub 10 kilogramów, doręcza się przez umyślnego posłańca natychmiast po ich nadejściu albo, jeżeli urząd przeznaczenia nie jest w stanie doręczyć paczki adresatowi do domu, przesyła się natychmiast przez umyślnego posłańca zawiadomienie o nadejściu paczki.

Paczki takie, tak zwane « ekspresowe », podlegają, oprócz opłaty normalnej, należności specjalnej, wynoszącej 80 centymów, którą nadawca uiszcza z góry w całości.

2. Jeżeli adresat mieszka poza miejscowym okręgiem doręczeń urzędu przeznaczenia, Zarząd kraju przeznaczenia może pobrać należność dodatkową aż do wysokości opłaty, ustalonej przepisami wewnętrznymi za doręczenie pośpieszne, potrącając, równowartość stałej opłaty, uiszczonej przez nadawcę.

Ta należność dodatkowa podlega zaliczeniu stosownie do postanowień artykułu 36, punkt 2, w razie dosłania lub niedoręczalności paczki.

3. Paczkę lub zawiadomienie o jej nadejściu doręcza się adresatowi przez umyślnego posłańca tylko raz jeden. Po pierwszym bezskutecznym usiłowaniu doręczenia przestaje się uważać paczkę za ekspresową i doręcza się ją trybem ustalonym dla paczek zwykłych.

Artykuł 10. — ZAKAZY.

1. Paczki pocztowe nie powinny zawierać listów, notatek lub dokumentów, mających charakter korespondencji bieżącej i osobistej, ani jakichkolwiek przesyłek z adresem innym aniżeli adresata paczki lub osób z nim zamieszkałych.

Wolno jednak włożyć do paczki fakturę otwartą, zawierającą tylko dane, stanowiące fakturę.

2. Nie wolno również wkładać do paczki :

a) Przedmiotów, które ze względu na swoją właściwość lub opakowanie mogą być niebezpieczne dla funkcjonariuszów pocztowych lub mogą brudzić i niszczyć inne paczki;

b) Materiałów wybuchowych, łatwopalnych lub niebezpiecznych (łącznie z załadowanymi kapslami metalowymi, ostrymi nabojami i zapalkami) ;

c) Zwierząt żywych (z wyjątkiem pszczół, które muszą być włożone do pudełek tak zrobionych, aby funkcjonariuszom pocztowym nie groziło żadne niebezpieczeństwo, a zawartość mogła być sprawdzona) ;

(*d*) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(*e*) Articles of an obscene or immoral nature.

It is, moreover, forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Administration of destination is authorized by its internal regulations to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual and personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee the Administration of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 11. — ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 12. — REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Administration of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided, as a rule, that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of destination does not agree to cancel.

Article 13. — MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be re-transmitted or returned in accordance with the provisions of Article 26, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 14. — NON-DELIVERY.

1. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (*a*) treated as abandoned, or (*b*) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the despatch note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon ”.

“ If not deliverable as addressed, deliver to ”.

The same request must also be written on the cover of the parcel.

d) Przedmiotów, których przywóz zabroniony jest ustawami albo przepisami celnymi lub innymi ;

e) Przedmiotów srośnych lub niemoralnych.

Zakazane jest prócz tego wysyłanie monety brzęczącej, platyny, złota, srebra lub wyrobów z tych metali, drogich kamieni, biżuterii i innych kosztowności w paczkach bez podanej wartości, przeznaczonych do krajów, które dopuszczają podanie wartości.

3. Paczkę przyjętą wbrew zakazom przez pocztę należy zwrócić do kraju nadania, jeżeli Zarząd kraju przeznaczenia nie jest upoważniony swymi przepisami wewnętrznymi do innego postępowania.

Jednakże ta okoliczność, że paczka zawiera list lub pisma, stanowiące korespondencję bieżącą i osobistą, nie może być w żadnym razie powodem jej zwrotu do kraju nadania.

4. Materiałów wybuchowych, łatwopalnych lub niebezpiecznych i przedmiotów srośnych lub niemoralnych nie należy zwracać do kraju nadania ; Zarząd, który je znalazł w odesyłce, postępuje z nimi według swych przepisów wewnętrznych.

5. Jeżeli paczki przyjętej wbrew zakazom przez pocztę nie zwraca się do miejsca nadania ani się nie doręcza adresatowi, Zarząd kraju nadania powinien być dokładnie poinformowany, jak postąpiono z paczką, w celu wydania odpowiednich zarządzeń.

Artykuł 11. — POŚWIADCZENIE ODBIORU.

Nadawca paczki z podaną wartością może otrzymać poświadczenie odbioru na zasadach, ustalonych dla przesyłek pocztowych w Konwencji Związku Poczтового. Na paczkę bez podanej wartości nie otrzymuje się poświadczenia odbioru.

Artykuł 12. — DOSYLANIE.

1. Paczka może być dosłana z powodu zmiany miejsca pobytu adresata w kraju przeznaczenia. Zarząd kraju przeznaczenia może pobrać opłatę za dosłanie według swych przepisów wewnętrznych. Paczka może być również dosłana z jednego z umawiających się krajów do innego kraju, jeżeli odpowiada warunkom wymaganym dla dalszego przewozu i jeżeli opłata dodatkowa została uiszczona z góry w chwili dosłania albo dostarczono dowodu pisemnego, że adresat uiści ją.

2. Opłaty dodatkowe za dosłanie, nie uiszczone przez adresata lub jego przedstawiciela, nie podlegają umorzeniu w razie dalszego dosłania lub zwrotu do miejsca nadania, lecz muszą być pobrane od adresata lub, w danym razie, od nadawcy, niezależnie od zwrotu należności specjalnych, na których umorzenie kraj przeznaczenia nie zgadza się.

Artykuł 13. — PACZKI MYLNIIE WYSLANE.

Paczki, niewłaściwie przyjęte lub mylnie wysłane, dosyła się lub zwraca zgodnie z przepisami artykułu 26, punkty 1 i 2, Regulaminu.

Artykuł 14. — NIEDORĘCZALNOŚĆ.

1. Przy nadawaniu paczki nadawca może prosić, by w razie jej niedoręczalności według adresu a) uważano, że nadawca zrzekł się tej paczki, albo b) doręczono ją pod innym adresem w kraju przeznaczenia. Inne zarządzenia nie są dopuszczane. Jeżeli nadawca korzysta z tego prawa, zarządzenie jego winno być uwidocznione na adresie pomocniczym i musi być zredagowane według jednego z wzorów następujących :

« If not deliverable as addressed, abandon ».

(W razie niedoręczalności według adresu zrzekam się.)

« If not deliverable as addressed, deliver to ».

(W razie niedoręczalności według adresu doręczyć).

Takie same zarządzenie powinno być podane na opakowaniu paczki.

2. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Administration of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 35.

Article 15. — CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both Parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 16. — SALE. DESTRUCTION.

Articles of which the early deterioration or corruption is to be expected, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 17. — ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Administration of destination, but shall be treated in accordance with its regulations.

Article 18. — ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 60 centimes may be charged for every enquiry concerning a parcel or a trade charge money order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

2. Enquiries shall be admitted only if made by the sender within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 19. — CASH ON DELIVERY PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels subject to the collection of trade charges may be exchanged between the United Kingdom and Poland.

The amount of the trade charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a trade charge in the case of a parcel for delivery in the United Kingdom shall be fixed at the equivalent of £40 in Polish currency and in the case of a parcel for delivery in Poland shall be £40. In calculating the amount of a trade charge a fraction of a penny or of a grosz shall be ignored.

The two Administrations undertake to admit cash on delivery parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the trade charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of origin and of destination of the cash on delivery parcels.

2. Cash on delivery parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Administration of origin and shall not exceed :

(a) 2½*d.* for each £1 or fraction of £1 of the trade charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom.

(b) 20 grosz for each 20 zlotys or fraction of 20 zlotys in the case of a parcel posted in Poland.

2. W braku odmiennego zarządzenia nadawcy paczkę, której nie można doręczyć, zwraca się nadawcy bez uprzedniego zawiadomienia i na jego koszt po upływie terminu ustalonego przepisami Zarządu kraju przeznaczenia.

Jednakże paczkę, której przyjęcia adresat wyraźnie odmówił, należy zwrócić natychmiast.

3. Należności za zwrotne paczki niedoręczalne zalicza się zgodnie z przepisami artykułu 35.

Artykuł 15. — UMARZANIE NALEŻNOŚCI CELNYCH.

Obie strony, zawierające Umowę niniejszą, obowiązują się do czynienia starań w odnośnych Zarządach celnych o umarzenie należności celnych od paczek, zwracanych do kraju nadania, paczek, których się zrzekł nadawca, oraz paczek zniszczonych lub dosyłanych do kraju trzeciego.

Artykuł 16. — SPRZEDAŻ. ZNISZCZENIE.

Jedynie przedmioty łatwo psujące się lub gnijące można sprzedać niezwłocznie, nawet podczas przewozu do miejsca przeznaczenia lub z powrotem, bez uprzedniego zawiadomienia i bez postępowania sądowego. Jeżeli z jakiegokolwiek powodu przedmioty zepsute lub zgnile nie mogą być sprzedane, należy je zniszczyć.

Artykuł 17. — PACZKI, KTÓRYCH SIĘ NADAWCA ZRZEKL.

Paczki, których nie można doręczyć adresatom, a których zrzekli się nadawcy, Zarząd kraju przeznaczenia nie zwraca, lecz postępuje z nimi według swoich przepisów.

Artykuł 18. — REKLAMACJE.

1. Za każdą reklamację paczki lub przekazu pobraniowego można pobrać opłatę do wysokości 60 centymów.

Od nadawcy, który już uiścił specjalną należność za poświadczenie odbioru, nie pobiera się żadnej opłaty.

2. Reklamacja będzie przyjmowana tylko w razie wniesienia jej przez nadawcę w ciągu jednego roku, licząc od dnia, następującego po nadaniu paczki.

3. Jeżeli reklamacja nastąpiła z winy poczty, opłatę reklamacyjną zwraca się.

Artykuł 19. — PACZKI ZA POBRANIEM. OPŁATY I WARUNKI. WYRÓWNYWANIE KWOT ZAINKASOWANYCH.

1. Paczki obciążone pobraniem mogą być wymieniane między Zjednoczonym Królestwem a Polską.

Kwotę pobrania podaje się w walucie kraju pochodzenia paczki.

Najwyższa kwota pobrania za paczkę, adresowaną do Zjednoczonego Królestwa, odpowiada równowartości £ 40 w walucie polskiej; za paczkę adresowaną do Polski, wynosi £ 40. Przy obliczaniu kwoty pobrania nie bierze się pod uwagę ulaników pensa lub grosza.

Oba Zarządy obowiązują się dopuszczać paczki za pobraniem w tranzycie przez ich kraje. Jednakże rachunki, dotyczące zainkasowanych kwot pobrania, będą sporządzane i wyrównywane bezpośrednio między Zarządami kraju nadania i kraju przeznaczenia paczek za pobraniem.

2. Paczki za pobraniem podlegają formalnościom i opłatom, przewidzianym dla paczek zwykłych lub wartościowych, zależnie od wypadku. Ponadto nadawca uiszcza specjalną opłatę, ustaloną przez Zarząd kraju nadania, a nie przekraczającą:

a) $2\frac{1}{2}$ d. od każdego £ 1 lub części £ 1 kwoty pobrania za paczkę, nadaną w Zjednoczonym Królestwie.

b) 20 groszy od każdego 20 złotych lub części 20 złotych za paczkę, nadaną w Polsce.

3. The amount of a trade charge collected shall be remitted by means of a trade charge money order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Administration of origin shall be entitled to collect from the sender of a cash on delivery parcel a supplementary fee ; and the Administration of destination of a cash on delivery parcel shall be entitled to collect a delivery fee from the addressee.

5. The supplementary fee shall not exceed :

(a) In the case of a parcel posted in the United Kingdom	2 <i>d.</i>
(b) In the case of a parcel posted in Poland	35 grosz.

6. The delivery fee shall not exceed :

(a) In the case of a parcel delivered in the United Kingdom	4 <i>d.</i>
(b) In the case of a parcel delivered in Poland	60 grosz.

Article 20. — CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a cash on delivery parcel may not have the amount of the trade charge cancelled or altered after posting.

Article 21. — CASH ON DELIVERY PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Administrations shall be responsible under the conditions fixed by Articles 27 to 33 hereafter for the loss of a cash on delivery parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 22. — COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the trade charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 18 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the trade charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not, in any case, exceed the amount of the trade charge.

By paying compensation the Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 23. — FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Administration of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Administration of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Administration of destination if the latter is responsible.

After the delivery of a parcel the Administration of destination is responsible for the amount of the trade charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel or the relative despatch note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for cash on delivery parcels.

The Administration of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 33 the sum which has been advanced by the Administration of origin.

Article 24. — TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a trade charge money order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Administration to which the office issuing the money order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of origin of the cash on delivery parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

3. Zainkasowaną kwotę pobrania przekazuje się za pomocą przekazu pobraniowego, który wystawia się bezpłatnie.

4. Oprócz specjalnej opłaty, przewidzianej w p. 2, Zarządowi kraju nadania przysługuje prawo pobierania opłaty dodatkowej od nadawcy paczki za pobraniem; Zarządowi zaś kraju przeznaczenia paczki za pobraniem przysługuje prawo pobierania opłaty za doręczenie od adresata.

5. Opłata dodatkowa nie powinna przekraczać:

- a) za paczkę nadaną w Zjednoczonym Królestwie 2d.
b) za paczkę nadaną w Polsce 35 groszy.

6. Opłata za doręczenie nie powinna przekraczać:

- a) za paczkę, doręczaną w Zjednoczonym Królestwie 4d.
b) za paczkę, doręczaną w Polsce 60 groszy.

Artykuł 20. — UNIEWAŻNIENIE LUB ZMIANA KWOTY POBRANIA.

Nadawca paczki za pobraniem nie może żądać unieważnienia lub zmiany kwoty pobrania po nadaniu paczki.

Artykuł 21. — PACZKI ZA POBRANIEM. ODPOWIEDZIALNOŚĆ ZA ZAGINIĘCIE, OGRABIENIE LUB USZKODZENIE.

Zaginięcie paczki za pobraniem oraz ograbienie lub uszkodzenie jej zawartości pociąga za sobą odpowiedzialność obu Zarządów na zasadach, określonych niżej w artykułach od 27 do 33.

Artykuł 22. — ODSZKODOWANIE W RAZIE NIEZAINKASOWANIA KWOTY POBRANIA, ZAINKASOWANIA CZĘŚCIOWEGO LUB OSZUKAŃCZEGO.

Jeżeli paczkę wydano odbiorcy bez zainkasowania kwoty pobrania, nadawca ma prawo do odszkodowania pod warunkiem, że wniósł reklamację w terminie, przewidzianym w artykule 18, i że niezainkasowanie nie wynikało z jego winy lub niedbalstwa. Te same zasady stosują się w wypadku, gdy od odbiorcy zainkasowano kwotę niższą od podanej kwoty pobrania albo dokonano oszukańczego zainkasowania.

Odszkodowanie w żadnym razie nie może przekraczać kwoty pobrania.

Zarząd, który wypłacił odszkodowanie, wstępuje w prawa nadawcy do wysokości wypłaconej kwoty na wypadek dochodzenia jakichkolwiek pretensyj na odbiorcy lub osobie trzeciej.

Artykuł 23. — OKREŚLENIE ODPOWIEDZIALNOŚCI ZA KWOTY POBRANIA.

Wypłatę prawidłowo zainkasowanych kwot skutecznie Zarząd kraju nadania na rachunek Zarządu kraju przeznaczenia. Odszkodowanie wypłaca się również na rachunek Zarządu kraju przeznaczenia, jeżeli ten ostatni ponosi odpowiedzialność.

Po doręczeniu paczki Zarząd kraju przeznaczenia jest odpowiedzialny za kwotę pobrania, jeżeli nie może udowodnić, że omyłka jest skutkiem naruszenia przepisów przez Zarząd kraju nadania, lub że na paczce albo na odnośnym adresie pomocniczym, w chwili przekazania ich jego służbie, nie było znamion przewidzianych Regulaminem, dotyczącym paczek za pobraniem.

Zarząd kraju przeznaczenia obowiązany jest zwrócić w sposób, przewidziany artykułem 33, kwotę zaliczoną przez Zarząd kraju nadania.

Artykuł 24. — PRZEKAZY POBRANIOWE.

Kwoty przekazu pobraniowego, której z jakiegokolwiek powodu nie można wypłacić adresatowi, nie zwraca się Zarządowi, któremu podlega urząd nadania przekazu. Zarząd kraju nadania paczki za pobraniem przechowuje tę kwotę do dyspozycji adresata; z chwilą zaś upływu prawnego okresu ważności kwota przechodzi ostatecznie na rzecz tego Zarządu.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, trade charge money orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Administrations.

Article 25. — INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 1,000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Administration of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The Administration of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.
4. A receipt must be given free of charge at the time of posting to the sender of an insured parcel.

Article 26. — FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 27. — RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, damage or abstraction of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, damage or abstraction. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, damage or abstraction occurs in the service of the country of destination, the Administration of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.
3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.
4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.
5. In all cases insurance fees and, if the case arises, the despatch fee shall be retained by the Administrations concerned.

Article 28. — EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When, their responsibility not having been proved otherwise, they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;

Pod każdym innym względem i z zastrzeżeniami, przewidzianymi w Regulaminie, przekazy pobraniowe podlegają przepisom Umowy o przekazach pocztowych między obu Zarządami.

Artykuł 25. — PACZKI Z PODANĄ WARTOŚCIĄ, OPŁATY I WARUNKI.

1. Paczki mogą być z podaną wartością do 1000 franków.
2. Należność asekuracyjną, którą ustala Zarząd kraju nadania, pobiera się za każde 300 franków podanej wartości lub za część tej samej kwoty.
3. Zarząd kraju nadania może również pobierać od nadawcy paczki z podaną wartością należność ekspedycyjną do wysokości 50 centymów.
4. Nadawca paczki z podaną wartością otrzymuje przy nadaniu bezpłatny dowód nadania swej paczki.

Artykuł 26. — FAŁSZYWE PODAWANIE WARTOŚCI.

Podana kwota wartości nie może przekraczać rzeczywistej wartości paczki wraz z opakowaniem; natomiast wolno podawać tylko część tej wartości.

Fałszywe podawanie wartości paczki w kwocie, przekraczającej wartość rzeczywistą, pociąga za sobą odpowiedzialność sądową, według ustawodawstwa kraju nadania.

Wartość paczki, nie mającej wartości pieniężnej, można jednak podać w kwocie nominalnej, by uzyskać zabezpieczenie, jakie daje system asekuracyjny.

Artykuł 27. — ODPOWIEDZIALNOŚĆ ZA ZAGINIĘCIE, USZKODZENIE LUB OBRABOWANIE.

1. Poza wyjątkami, przewidzianymi w artykule następnym, oba Zarządy odpowiadają za zaginięcie paczek oraz za zaginięcie, uszkodzenie lub ubytek ich zawartości lub części teje.

Nadawca ma z tego tytułu prawo do odszkodowania, odpowiadające stracie rzeczywiście poniesionej wskutek zaginięcia, uszkodzenia lub obrabowania. Odszkodowanie za paczki bez podanej wartości nie może przekraczać 10 franków za paczkę do wagi jednego kilograma (2 funty), 25 franków za paczkę ponad jeden do pięciu kilogramów (11 funtów) i 40 franków za paczkę ponad pięć kilogramów. Odszkodowanie za paczkę z podaną wartością nie może przekraczać kwoty podanej wartości.

Gdy zaginięcie, uszkodzenie lub obrabowanie zaszło w kraju przeznaczenia, Zarząd tego kraju może wypłacić adresatowi odszkodowanie na własny rachunek, bez porozumienia się z Zarządem kraju nadania, jeżeli adresat udowodni, że nadawca zrzekł się swych praw na jego korzyść.

2. Przy obliczaniu wysokości odszkodowania nie uwzględnia się szkód pośrednich lub nieosiągniętych korzyści.
3. Odszkodowanie oblicza się po cenie targowej za towar tego samego rodzaju w miejscu i czasie, w którym towar przyjęto do przesłania.
4. Gdy odszkodowanie należy się za zaginięcie, zniszczenie lub całkowite uszkodzenie paczki albo za ubytek całej zawartości, nadawca ma również prawo do zwrotu opłaty pocztowej.
5. We wszystkich wypadkach należność asekuracyjną i pobraną należność ekspedycyjną zatrzymują odnośnie Zarządy.

Artykuł 28. — WYJĄTKI OD ZASADY ODPOWIEDZIALNOŚCI.

Oba Zarządy nie ponoszą żadnej odpowiedzialności :

- a) W wypadkach, którym nie można zapobiec (siła wyższa) ;
- b) Jeżeli odpowiedzialność ich nie została udowodniona w inny sposób, a Zarządy nie mogą zdać sprawy z paczek, wskutek zniszczenia dokumentów służbowych, spowodowanego wypadkiem, któremu nie można było zapobiec (siła wyższa) ;
- c) Za stratę wynikłą z winy lub niedbalstwa nadawcy albo z powodu właściwości przesyłki ;

(d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 10 ;

(e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;

(f) In respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 18 ;

(g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 29. — TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 30. — PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Administration of origin except in the cases indicated in Article 27, section 1, where payment is made by the Administration of destination. The Administration of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorize the Administration of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 31. — PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.

2. The Administration of origin is authorized to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let six months pass without giving a decision in the matter.

3. The Administration responsible for making payment may, exceptionally, postpone it beyond the period of one year when a decision has not yet been reached upon the question whether the loss, damage or abstraction is due to a cause beyond control.

Article 32. — INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Administration as the case may be.

2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, damage or abstraction has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, damage or abstraction has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

- d) Za paczki, których zawartość podpada pod jeden z zakazów, przewidzianych w artykule 10 ;
- e) Za paczki, których wartość w celach oszukańczych podano w kwocie wyższej aniżeli wartość rzeczywista zawartości i opakowania ;
- f) za paczki, co do których nadawca nie wniósł reklamacji w terminie, przewidzianym w artykule 18 ;
- g) Za paczki, zawierające drogie kamienie, biżuterię albo przedmioty złote, srebrne lub platynowe wartości ponad 2500 franków, które nie są opakowane w pudełku o wymiarach, przewidzianych w p. 3 artykułu 6 Regulaminu.

Artykuł 29. — WYGAŚNIĘCIE ODPOWIEDZIALNOŚCI.

Oba Zarządy przestają ponosić odpowiedzialność za paczki, które zostały doręczone zgodnie z ich przepisami wewnętrznymi i które właściciele lub ich pełnomocnicy przyjęli bez zastrzeżeń.

Artykuł 30. — WYPŁATA ODSZKODOWANIA.

Odszkodowanie wypłaca Zarząd kraju nadania z wyjątkiem przypadków, przewidzianych w p. 1 artykułu 27, gdy wypłaty dokonywa Zarząd kraju przeznaczenia. Zarząd kraju nadania może jednak po uzyskaniu zgody nadawcy upoważnić Zarząd kraju przeznaczenia do wypłaty odszkodowania adresatowi. Zarząd wypłacający zachowuje prawo poszukiwania należności na Zarządzie, ponoszącym odpowiedzialność.

Artykuł 31. — TERMIN WYPŁATY ODSZKODOWANIA.

1. Odszkodowanie wypłaca się w terminie jak najkrótszym, najpóźniej zaś w ciągu jednego roku, licząc od dnia następnego po wniesieniu reklamacji.
2. Zarząd kraju nadania może wypłacić odszkodowanie nadawcy na rachunek drugiego Zarządu, jeżeli ten ostatni, powiadomiony w sposób właściwy o wniesieniu reklamacji, nie załatwił sprawy w ciągu sześciu miesięcy.
3. Zarząd, do którego należy wypłata odszkodowania, może wyjątkowo odroczyć ją poza termin roczny, jeżeli nie wyjaśniono jeszcze, czy zaginięcia, uszkodzenia lub ograbienia nie należy przypisać wypadkowi siły wyższej.

Artykuł 32. — USTALENIE ODPOWIEDZIALNOŚCI.

1. Aż do chwili dostarczenia dowodów przeciwnych odpowiedzialność ciąży na Zarządzie, który, przyjąwszy paczkę od drugiego Zarządu bez zastrzeżeń i otrzymawszy wszelkie przewidziane przepisami dane potrzebne do przeprowadzenia dochodzeń, nie może udowodnić ani prawidłowego wydania tej paczki adresatowi lub jego pełnomocnikowi, ani w danym razie przepisowego przekazania jej następnemu Zarządowi.
2. Jeżeli zaginięcie, uszkodzenie lub obrabowanie paczki, wysłanej z jednego umawiającego się kraju do drugiego, nastąpiło podczas przewozu i nie można ustalić kraju, w którym zdarzył się ten wypadek, oba Zarządy ponoszą szkodę w równych częściach.
3. Tę samą zasadę należy stosować w miarę możliwości, gdy w przewozie paczki brały udział inne Zarządy. Jednakże za paczki, wysłane tranzytem z jednego umawiającego się kraju przez drugi, żaden z obu Zarządów nie ponosi odpowiedzialności, jeżeli zaginięcie, uszkodzenie lub obrabowanie nastąpiło w kraju, który nie bierze na siebie odpowiedzialności.
4. Należności celne i inne, których nie można było umorzyć, obciążają Zarząd odpowiedzialny za zaginięcie, uszkodzenie lub obrabowanie.
5. Z tytułu wypłaty odszkodowania Zarząd, ponoszący odpowiedzialność, wstępuje do wysokości wypłaconej kwoty w prawa osoby, która otrzymała odszkodowanie, na wypadek zwrotnego poszukiwania przeciwko adresatowi, nadawcy lub osobie trzeciej.

6. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 33. — REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE ADMINISTRATION OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 30 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the accounts provided for in Article 32 of the Detailed Regulations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 34. — CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 35. — CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the re-transmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the parcel bill relating to the mail in which the parcel is forwarded.

Article 36. — EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

1. The special charge for express delivery prescribed by Article 9, section 1, shall be included in the sums credited to the Administration of destination.

When an express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the new Administration of destination. If the latter does not undertake express delivery, the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed : the same applies when an express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an express parcel, the additional charge prescribed by Article 9, section 2, shall be claimed from the Administration of the country in which the new destination is situated or from the Administration of origin, as the case may be, by the Administration which has attempted delivery, in the manner indicated in Article 35, unless this charge was paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

Article 37. — CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 12, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 38. — MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Administration which has collected them :
- (a) The fee for advice of delivery referred to in Article 11 ;
 - (b) The enquiry fee referred to in Article 18, section 1 ;
 - (c) The supplementary fee for a cash on delivery parcel referred to in Article 19, section 4 ;
 - (d) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 25, section 3.

6. W razie późniejszego odnalezienia całej lub części paczki, urwanej za zaginioną, należy osobę, której wypłacono odszkodowanie, powiadomić, że może otrzymać paczkę za zwrotem wypłaconego odszkodowania.

Artykuł 33. — ZWROT ODSZKODOWANIA ZARZĄDOWI KRAJU NADANIA.

Zarząd, ponoszący odpowiedzialność, lub Zarząd, na którego rachunek dokonano wypłaty w myśl artykułu 30, obowiązany jest zwrócić kwotę odszkodowania w terminie trzymiesięcznym po zawiadomieniu o wypłacie. Kwotą tą obciąża się Zarząd, ponoszący odpowiedzialność, w rachunkach, przewidzianych w artykule 32 Regulaminu.

Zarząd, którego odpowiedzialność została należycie ustalona, a który odmówił początkowo wypłaty odszkodowania, obowiązany jest ponieść wszelkie koszty dodatkowe, wywołane nieusprawiedliwionym przewlekaniem wypłaty.

Artykuł 34. — WYNAGRODZENIE ZA PRZEWÓZ.

Za każdą paczkę, wysłaną z jednego umawiającego się kraju do drugiego, Zarząd wysyłający zalicza Zarządowi kraju przeznaczenia opłaty, przypadające mu w myśl przepisów art. 4 i 5.

Za każdą paczkę, wysłaną z jednego umawiającego się kraju tranzytem przez drugi, Zarząd wysyłający zalicza drugiemu Zarządowi opłaty za przewóz oraz należność askuracyjną.

Artykuł 35. — ZALICZANIE NALEŻNOŚCI W RAZIE DOSŁANIA LUB ZWROTU.

W razie dosłania lub zwrotu paczki z jednego kraju do drugiego Zarząd dosyłający lub zwracający obciąża drugi Zarząd należnościami na korzyść swoją i na korzyść innych Zarządów, biorących udział w dosłaniu lub zwrocie. Należności te wpisuje się do karty paczkowej odsyłki, zawierającej paczkę.

Artykuł 36. — NALEŻNOŚĆ ZA DORĘCZENIE POŚPIESZNE : SPECJALNA I UZUPEŁNIAJĄCA.

1. Należność specjalną za doręczenie pośpieszne, przewidzianą w pkt. 1 artykułu 9, włącza się do wynagrodzenia, przypadającego Zarządowi kraju przeznaczenia.

Jeżeli paczkę ekspresową dosyła się do innego kraju, nie próbując jej doręczyć, należność tę zalicza się na dobro Zarządu nowego kraju przeznaczenia. Jeżeli ten ostatni nie zajmuje się doręczaniem pośpiesznym, należność zatrzymuje Zarząd kraju pierwotnego przeznaczenia ; tak samo rzecz się ma z paczkami ekspresowymi, których nie można doręczyć.

2. W razie dosłania lub zwrotu do kraju nadania paczki ekspresowej Zarząd, który starał się paczkę doręczyć, zalicza na swoją korzyść Zarządowi nowego kraju przeznaczenia lub w danym razie Zarządowi kraju nadania w sposób, podany w artykule 35, należność uzupełniającą, przewidzianą w p. 2 artykułu 9 ; wyjątek stanowi uiszczenie tej należności przy próbie doręczenia paczki w mieszkaniu adresata.

Artykuł 37. — OPLATA ZA DOSŁANIE W KRAJU PRZEZNACZENIA.

W razie dalszego dosłania lub zwrotu do kraju nadania przewidziana w p. 2 artykułu 12 opłata za dosłanie przypada krajowi, który dosłał paczkę w obrębie swego terytorium.

Artykuł 38. — RÓŻNE NALEŻNOŚCI.

1. Następujące należności zatrzymuje w całości Zarząd, który je pobrał :

- a) Należność za poświadczenie odbioru, przewidziane w artykule 11 ;
- b) Należność za reklamację, przewidzianą w p. 1 artykułu 18 ;
- c) opłatę, dodatkową od paczki za pobraniem, przewidzianą w p. 4 artykułu 19 ;

d) Należność ekspedycyjną od paczki z podaną wartością przewidzianą w p. 3 artykułu 25.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Administration of destination.

Article 39. — CASH ON DELIVERY FEE.

The fee mentioned in Article 19, section 2, shall be shared between the Administration of origin and that of destination, as provided for in Article 34, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 40. — INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Administration of origin shall allow to the Administration of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of destination provides the sea service, the Administration of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Article 41. — MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.

2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Administrations.

3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the parcel post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.

5. The internal regulations of the United Kingdom and Poland shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 42. — ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force on the 1st of January, 1939, and shall remain in operation until the expiration of six months from the date on which it may have been denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorized for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate in English and Polish, the two texts being equally valid, at London the fifteenth day of September, 1938; and at Warsaw the fifth day of October, 1938.

G. C. TRYON.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND OF THE REPUBLIC OF POLAND. DATED, 15TH OF SEPTEMBER/5TH OF OCTOBER, 1938.

Article 1. — CIRCULATION.

1. Each Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

2. Należność za pośrednictwo przy cleniu, przewidzianą w artykule 6, zatrzymuje Zarząd kraju przeznaczenia.

Artykuł 39. — OPLATA ZA POBRANIE.

Wymienioną w p. 2 artykułu 19 opłatę dzielą między siebie Zarząd kraju nadania i Zarząd kraju przeznaczenia, zgodnie z artykułem 34, p. 2 Regulaminu.

Artykuł 40. — NALEŻNOŚĆ ASEKURACYJNA.

Za przewóz lądowy paczek z podaną wartością Zarząd kraju nadania wypłaca Zarządowi kraju przeznaczenia należność, wynoszącą 5 centymów od każdych 300 franków podanej wartości lub części tej kwoty. Jeżeli Zarząd kraju przeznaczenia skutecznie przewoź morski, Zarząd kraju nadania wypłaca należność dodatkową w wysokości 10 centymów od każdych 300 franków podanej wartości lub części tej kwoty.

Artykuł 41. — RÓŻNE POSTANOWIENIA.

1. Franki i centymy, wymienione w Umowie niniejszej, są frankami i centymami złotymi, określonymi w Konwencji Związku Pocztowego.

2. Paczki mogą być obciążone innymi opłatami pocztowymi, poza przewidzianymi Umową niniejszą, tylko za obopólną zgodą obu Zarządów.

3. W okolicznościach nadzwyczajnych każdy z obu Zarządów może zawiesić czasowo obrót paczek zupełnie lub częściowo pod warunkiem, że zawiadomi o tym drugi Zarząd natychmiast, w razie zaś potrzeby telegraficznie.

4. Oba Zarządy sporządziły następujący Regulamin wykonawczy do niniejszej Umowy Dalsze szczegóły, nie będące w sprzeczności z ogólnymi postanowieniami tej Umowy, a nie przewidziane Regulaminem, mogą być ustalane od czasu do czasu za obopólną zgodą.

5. Przepisy wewnętrzne Zjednoczonego Królestwa i Polski będą stosowane we wszystkich przypadkach, nie przewidzianych postanowieniami Umowy niniejszej i jej Regulaminu wykonawczego.

Artykuł 42. — WEJŚCIE W ŻYCIE I OKRES WAŻNOŚCI UMOWY.

Umowa niniejsza wejdzie w życie z dniem 1 Stycznia, 1939, i będzie obowiązywała do upływu sześciomiesięcznego okresu od daty wypowiedzenia jej przez którykolwiek z umawiających się Zarządów.

Na dowód czego niżej podpisani należycie do tego upoważnieni, Umowę niniejszą podpisali i opatrzili ją swymi pieczęciami.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach, każdy w języku polskim i angielskim, przy czym obydwa teksty są jednakowo miarodajne.

WARSZAWA, dnia 5 października, 1938.

LONDYN, dnia 15 września, 1938.

E. KALIŃSKI.

REGULAMIN WYKONAWCZY

DOUMOWY O PACZKACH POCZTOWYCH, ZAWARTEJ MIĘDZY ZARZĄDEM POCZTOWYM RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ A ZARZĄDEM POCZTOWYM ZJEDNOCZONEGO KRÓLESTWA WIELKIEJ BRYTANII I PÓLNOECNEJ IRLANDII.

Artykuł 1. — KIEROWANIE.

1. Każdy z obu Zarządów obowiązany jest paczki, przekazane mu przez drugi Zarząd, celem przewozu przez jego terytorium, kierować drogami i środkami, których używa dla własnych paczek.

2. Missent parcels shall be re-transmitted to their proper destination, by the most direct route at the disposal of the office re-transmitting them.

Article 2. — METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the office of exchange of origin and the office of exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the parcel bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The express and cash on delivery parcels forwarded in a mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the parcel bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the parcel bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, when they are sufficiently numerous, insured parcels shall be forwarded in separate bags. The neck label attached to any bag containing one or more insured parcels shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. Each Administration shall provide the bags necessary for the despatch of its parcels.

9. These bags shall be returned empty by the office of destination made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate mail addressed to the office of exchange appointed by the Administration of origin. The number of bags so forwarded shall be advised on a parcel bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

10. Each administration shall be required to make good the value of any bags which it fails to return. Responsibility for the loss of empty bags shall be determined on the principles prescribed for the loss of parcels in Article 32 of the Agreement.

Article 3. — INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Administration shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs declarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4. — FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

2. Paczki mylnie skierowane należy dosyłać do właściwego miejsca przeznaczenia drogą najkrótszą, jaką rozporządza Zarząd dosyłający je.

Artykuł 2. — SPOSÓB PRZESYŁANIA. DOSTARCZANIE WORKÓW.

1. Wymiana paczek między obu krajami odbywa się za pośrednictwem urzędów, wyznaczonych za obopólną zgodą umawiających się Zarządów.

2. Paczki będą wymieniane między obu krajami w workach należycie zawiązanych i zapieczętowanych.

W braku odmiennego porozumienia paczki, wysyłane z jednego umawiającego się kraju tranzytem przez drugi, przekazuje się pojedynczo.

3. Do szyjki każdego worka należy przymocować chorągiewkę z nazwami wysyłającego urzędu wymiany i odbierającego urzędu wymiany, podając na odwrotnej stronie chorągiewki ilość zawartych w worku paczek.

4. Worek z kartą paczkową i innymi dokumentami musi być opatrzony chorągiewką odróżniającą.

5. Paczki ekspresowe i za pobraniem, kierowane w odsyłce, należy umieszczać razem i jeżeli to możliwe, w worku, zawierającym kartę paczkową i inne dokumenty. Gdy nie można wszystkich włożyć do worka z kartą paczkową, worek lub worki, w których się je przesyła, należy opatrzyć chorągiewką odróżniającą.

6. Podobnie paczki z podaną wartością, gdy są w dostatecznej ilości, wysyła się w osobnych workach. Na chorągiewce każdego worka, zawierającego jedną lub więcej paczek z podaną wartością, umieszcza się specjalny znak, ustalany wspólnie przez oba Zarządy.

7. Waga jednego worka paczkowego nie powinna przekraczać 36 kilogramów (80 funtów).

8. Każdy z obu Zarządów zaopatruje się w worki potrzebne do przewozu jego paczek.

9. Worki te zwraca próżne urząd przeznaczenia, łącząc je po dziesięć (dziewięć worków w jednym) i kierując jako osobną odsyłkę do urzędu wymiany, wyznaczonego przez Zarząd kraju pochodzenia. Ilość wysłanych w ten sposób worków zaznacza się w oddzielnej karcie paczkowej, w której nie zapisuje się samych paczek i którą numeruje się według osobnej serii rocznej.

10. Każdy z obu Zarządów ponosi materialną odpowiedzialność za niezwrócone przezeń worki. Odpowiedzialność za zagubienie worków próżnych ustala się na zasadach przewidzianych w artykule 32 Umowy na wypadek zaginięcia paczek.

Artykuł 3. — UDZIELANIE INFORMACJI.

1. Każdy z obu Zarządów podaje drugiemu za pomocą wykazu :

a) Nazwy krajów, do których może kierować przekazywane mu paczki ;

b) Rozporządzalne drogi do przewozu tych paczek, począwszy od wejścia na jego terytorium lub w obrębie jego służby ;

c) Ogólną sumę należności, którą ma mu uiszczać drugi Zarząd zależnie od kraju przeznaczenia ;

d) Ilość deklaracji celnych, które należy dołączać do każdej paczki ;

e) wszelkie inne potrzebne informacje.

2. Każdy z obu Zarządów podaje drugiemu nazwy krajów, do których zamierza wysyłać paczki tranzytem przez drugi kraj, z wyjątkiem wypadków, gdy ilość takich paczek jest nieznaczną.

Artykuł 4. — USTALANIE RÓWNOWARTOŚCI.

Przy ustalaniu należności za paczki każdy z obu Zarządów może przyjąć takie przybliżone ekwiwalenty, jakie będą odpowiednie w jego własnej walucie.

Article 5. — MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6. — SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline blue, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

Article 7. — DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a despatch note and by a set of Customs declarations according to the regulations of the country of destination.

2. The two Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs declarations.

Article 8. — ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an advice of delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A. R. ". The despatch notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This advice of delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of origin and shall be firmly attached to the despatch note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new advice of delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it, by ordinary post, unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an advice of delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 9 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception ".

Article 9. — ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an advice of delivery after an insured parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of origin shall fill up an advice of delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

Artykuł 5. — SPORZĄDZANIE PACZEK.

Każda paczka winna posiadać :

a) Dokładny adres odbiorcy, wypisany literami łącińskimi. Nie dopuszcza się adresów, pisanych ołówkiem ; natomiast przyjmuje się paczki z adresem, wypisanym ołówkiem atramentowym na zwilżonym poprzednio miejscu. Adres powinien być wypisany na samej paczce lub na nalepce (chorągiewce) tak do niej przymocowanej, żeby się nie mogła oderwać. Nadawcy należy doradzić, aby włożył do paczki odpis adresu tej przesyłki z podaniem własnego adresu ;

b) Opakowanie, odpowiadające długości przewozu i zabezpieczające zawartość.

Przedmioty, mogące wyrządzić szkodę funkcjonariuszom pocztowym lub uszkodzić inne paczki, mają być opakowane w sposób, zapobiegający wszelkiemu niebezpieczeństwu.

Artykuł 6. — OPAKOWANIE SPECJALNE.

1. Płynty i ciała łatwotopniejące należy wysyłać w opakowaniu podwójnym .Między jednym opakowaniem (butelka, flakon, garnek, pudełko i t.p.), a drugim (pudełko metalowe lub z trwałego drzewa) należy pozostawić próżnię, którą wypełnia się trocinami, otrębami lub inną wchłaniającą materią w takiej ilości, aby cała płynna zawartość wsiąkła w razie uszkodzenia.

2. Suche proszki barwiące, jak niebieski, anilinowy i t.p., dopuszcza się tylko w mocnych pudełkach metalowych, włożonych do pudełek drewnianych. Próżnia między ściankami obu opakowań ma być wypełniona trocinami.

3. Każdą paczkę, zawierającą drogie kamienie, biżuterię albo wyroby złote, sterbne lub platynowe wartości ponad 2500 franków, należy włożyć do pudełka, którego długość wraz z obwodem wynosi przynajmniej 3 stopy i 6 cali (1.05 metra).

Artykuł 7. — ADRESY POMOCNICZE I DEKLARACJE CELNE.

1. Do każdej paczki powinien być dołączony adres pomocniczy i tyle deklaracji celnych, ile przewidują przepisy kraju przeznaczenia.

2. Oba Zarządy nie biorą na siebie żadnej odpowiedzialności za dokładność deklaracji celnych.

Artykuł 8. — POŚWIADCZENIE ODBIORU.

1. Na paczkach z podaną wartością, których nadawcy żądają poświadczenia odbioru, umieszcza się bardzo widoczny napis « Advice of Delivery » lub litery « A. R. » W ten sam sposób oznacza się adresy pomocnicze.

2. Do takich paczek dołącza się formularz według wzoru, dołączonego do Regulaminu Konwencji Związku Poczтового. Ten formularz poświadczenia odbioru wystawia urząd nadawczy, lub inny wyznaczony przez Zarząd kraju nadania i przymocowuje go do odnośnego adresu pomocniczego. Jeżeli formularz ten nie dojdzie do urzędu przeznaczenia, ten ostatni sporządza urzędowo nowe poświadczenie odbioru.

3. Urząd przeznaczenia wypełnia należycie formularz i zwraca go zwykłą pocztą, bez koperty i bez opłaty, pod adresem nadawcy paczki.

4. Jeżeli nadawca reklamuje poświadczenie odbioru, którego nie otrzymał w odpowiednim terminie, należy postąpić w myśl przepisów następnego artykułu 9. W takim razie nie pobiera się należności po raz drugi, a urząd nadawczy umieszcza w nagłówku formularza napis « Duplicata de l'avis de réception. »

Artykuł 9. — POŚWIADCZENIE ODBIORU ŻĄDANE PO NADANIU.

Gdy nadawca żąda poświadczenia odbioru po nadaniu paczki z podaną wartością, urząd nadawczy lub inny, wyznaczony przez Zarząd kraju nadania, wypełnia formularz poświadczenia odbioru i przymocowuje go do formularza reklamacji, opatrzonego znaczkami pocztowymi, których wartość odpowiada wysokości opłaty, przewidzianej Konwencją Związku Poczтового.

The form of enquiry accompanied by the advice of delivery form shall be treated according to the provisions of Article 29 below, with the single exception that, in the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the advice of delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 10. — INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Cash on delivery parcels and the relative despatch notes shall bear on the address side the indication " C.O.D. " (" Remboursement ") written or printed boldly and, after it, the amount of the trade charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the despatch note his name and address in Roman letters.

Article 11. — TRADE CHARGE LABEL.

Cash on delivery parcels and the despatch notes also shall be furnished on the address side with an orange-coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

Article 12. — TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every cash on delivery parcel shall be accompanied by a trade charge money order form. This form shall be firmly attached to the despatch note and shall bear a statement of the amount of the trade charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the money order. Each Administration is free to have the money orders relating to parcels originating in its service addressed to the office of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on trade charge money order forms.

Article 13. — CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the trade charges shall be converted into the currency of the country of destination of the parcels by the Administration of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it applies to money orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 14. — PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the trade charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period, the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 14 of the Agreement.

Article 15. — REDIRECTION OF CASH ON DELIVERY PARCELS.

1. A cash on delivery parcel may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of cash on delivery parcels. In this case, the parcel shall be accompanied by the trade charge money order form prepared by the office of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the trade charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of cash on delivery parcels with the country of origin, the parcel shall be treated as undeliverable.

Article 16. — ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the trade charge, the office of destination, or any other office appointed by the Administration of destination, shall fill in the portion of the trade

Postępowanie z formularzem reklamacji i dołączonym doń formularzem poświadczenia odbioru powinno być zgodne z przepisami poniższego artykułu 29, z tym jedynie wyjątkiem, że w razie prawidłowego doręczenia paczki urząd przeznaczenia zatrzymuje formularz reklamacji i zwraca formularz poświadczenia odbioru w sposób, przepisany w p. 3 artykułu poprzedniego.

Artykuł 10. — OZNACZANIE KWOTY POBRANIA.

1. Na stronie adresowej paczek za pobraniem i odnośnych adresów pomocniczych należy umieścić wypisany lub wydrukowany w sposób widoczny napis «Pobranie» (Remboursement), a po nim podać kwotę pobrania bez przekreśleń i poprawek, choćby nawet stwierdzonych omówieniem.

2. Nadawca powinien podać oprócz tego na paczce i na przedniej stronie adresu pomocniczego swoje nazwisko i adres literami łacińskimi.

Artykuł 11. — NALEPKA POBRANIOWA.

Na paczkach za pobraniem i na adresach pomocniczych należy również umieścić na stronie adresowej nalepkę koloru pomarańczowego, wykonaną według wzoru, załączonego do Regulaminu Konwencji Związku Poczтового.

Artykuł 12. — PRZEKAZ POBRANIOWY.

1. Do każdej paczki za pobraniem dołącza się formularz przekazu pobraniowego. Na formularzu tym, przymocowanym do adresu pomocniczego, należy podać kwotę pobrania w walucie kraju pochodzenia paczki, a jako odbiorcę przekazu, wskazać zasadniczo nadawcę paczki. Każdy z obu Zarządów może wymagać, by przekazy pobraniowe paczek, pochodzących z jego kraju, kierowano do urzędu nadania paczek lub innych urzędów. Na odcinku przekazu należy podać nazwisko i adres odbiorcy paczki oraz miejsce i datę nadania.

2. Wypełnianie ołówkiem formularzy przekazów pobraniowych nie jest dozwolone.

Artykuł 13. — PRZELICZANIE KWOTY POBRANIA.

Kwoty pobrania są przeliczane na walutę kraju przeznaczenia paczek przez Zarząd tego kraju według kursu, stosowanego do przekazów pocztowych, adresowanych do kraju nadania paczek.

Artykuł 14. — TERMIN WPLATY KWOTY POBRANIA.

Kwota pobrania ma być wpłacona przez adresata w terminie, przewidzianym przepisami kraju przeznaczenia.

Po upływie tego terminu paczkę uważa się za niedoręczalną w myśl postanowień artykułu 14 Umowy.

Artykuł 15. — DOSYLANIE PACZEK ZA POBRANIEM.

1. Paczkę za pobraniem można dosłać, jeżeli między nowym krajem przeznaczenia, a krajem nadania odbywa się wymiana paczek tego rodzaju. W takim razie do paczki dołącza się formularz przekazu pobraniowego, wystawiony przez urząd nadania. Nowy urząd przeznaczenia załatwia czynności, połączone z pobraniem, tak, jak gdyby paczka była odrazu skierowana do niego bezpośrednio.

2. W razie żądania dosłania do kraju, który nie wymienia paczek za pobraniem z krajem nadania, paczkę uważa się za niedoręczalną.

Artykuł 16. — SPORZADZANIE PRZEKAZU POBRANIOWEGO.

Niezwłocznie po zainkasowaniu, kwoty pobrania urząd przeznaczenia lub inny urząd, wyznaczony przez Zarząd kraju przeznaczenia, wypełnia na przekazie pobraniowym część, oznaczoną

charge money order form headed " Service Instructions " (" Indication de Service ") and, after date-stamping it, shall return it free of postage to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade charge money orders shall be paid to the senders of the parcels under the conditions fixed by the Administration of the country of payment.

Article 17. — CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A trade charge money order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the despatch note.

2. When a trade charge money order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the trade charge, the office of destination or any other office appointed by the Administration of destination shall prepare a duplicate.

Article 18. — TRADE CHARGE MONEY ORDERS LOST, ETC.

1. A trade charge money order mislaid, lost or destroyed after the collection of the trade charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Administrations that the order has not been paid.

2. Trade charge money orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade charge money orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the trade charges as soon as it has been able to ascertain that the original orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Administration issuing a trade charge money order shall notify the other Administration if the order is not claimed within the period of validity.

5. A trade charge money order of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that office, officially registered, for correction.

Article 19. — INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative despatch note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin without erasures or corrections even if certified. The indication on the parcel shall be both in words and in figures. The amount of the insured value shall be converted into gold francs by the Administration of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 20. — INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its despatch note as well shall bear a small red label with the indication " Insured " or " Valeur Déclarée " in large letters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

napisem « Wskazówki służbowe » (« Indications de service »), wytłacza odcisk datownika i zwraca przekaz bez opłaty do urzędu nadania paczki lub też do urzędu specjalnie wskazanego na samym przekazie przez Zarząd kraju nadania.

Przekazy pobraniowe wypłaca się nadawcom paczek na zasadach, ustalonych przez Zarząd kraju wypłaty.

*Artykuł 17. — UNIEWAŻNIENIE LUB ZASTĄPIENIE PRZEKAZÓW
POBRANIOWYCH NOWYMI FORMULARZAMI.*

1. Urząd, zwracający paczkę nadawcy z jakiegokolwiek powodu, unieważnia formularz przekazu pobraniowego, dotyczący tej paczki, i zwraca go wraz z adresem pomocniczym.

2. Jeżeli formularz przekazu pobraniowego został zarzucony, zagubiony lub zniszczony przed zainkasowaniem pobrania, urząd przeznaczenia lub inny, wyznaczony przez Zarząd kraju przeznaczenia, wystawia duplikat.

Artykuł 18. — PRZEKAZY POBRANIOWE ZAGUBIONE I T. P.

1. Przekaz pobraniowy zarzucony, zagubiony lub zniszczony po zainkasowaniu pobrania zastępuje się duplikatem albo upoważnieniem do wypłaty po stwierdzeniu przez oba Zarządy, że przekaz nie został wypłacony.

2. Przekazy pobraniowe, których nie można było doręczyć adresatom w terminie ważności, ustalonym Umową o przekazach pocztowych między obu Zarządami, kwituje po upływie terminu ważności Zarząd kraju wypłaty i zapisuje na rachunek Zarządu, który je wystawił.

3. Przekazy, pobraniowe, które doręczono adresatom, lecz których kwoty nie zostały podjęte w terminie ważności ustalonym Umową o przekazach pocztowych między obu zarządami, zastępuje się upoważnieniami do wypłaty. Zarząd, który zainkasował pobranie, wystawia te upoważnienia niezwłocznie po stwierdzeniu, że przekazy oryginalne nie zostały wypłacone w terminie ważności, drugi zaś Zarząd kwituje je i zapisuje należne kwoty w najbliższym rachunku.

4. Zarząd, który wystawił przekaz pobraniowy, zawiadamia drugi Zarząd o niepodjęciu kwoty przekazu w terminie ważności.

5. Przekaz pobraniowy, którego nie można wypłacić z powodu nieprawidłowego wypełnienia przez urząd przeznaczenia paczki, należy zwrócić natychmiast jako służbowo polecony do tego urzędu w celu sprostowania.

Artykuł 19. — PODAWANIE WARTOŚCI.

Na każdej paczce z podaną wartością i na dotyczącym adresie pomocniczym ma być oznaczona wartość w walucie kraju nadania bez przekreśleń ani poprawek, choćby nawet stwierdzonych omówieniem. Na paczce podaje się wartość zarówno słownie, jak i cyframi. Kwota podanej wartości musi być przeliczona na franki złote przez Zarząd kraju nadania. Wynik przeliczenia należy wypisać wyraźnie nowymi cyframi obok lub pod cyframi, wyrażającymi podaną wartość w walucie kraju nadania.

Artykuł 20. — NALEPKI DO PACZEK Z PODANĄ WARTOŚCIĄ, I T.D.

Na każdej paczce z podaną wartością oraz na jej adresie pomocniczym umieszcza się małą nalepkę czerwoną z napisem dużymi literami « Insured » albo « Valeur déclarée ».

Jeżeli paczka zawiera monety, złoto lub srebro w sztabach, albo inne kosztowności, należy umieszczać pieczęcie lakowe lub inne, nalepki wszelkiego rodzaju i znaczki pocztowe w takich odstępach, by nie mogły posłużyć do ukrycia miejsca uszkodzenia opakowania. Ponadto nalepki i znaczki nie mogą być przegięte na dwie powierzchnie opakowania i zakrywać w ten sposób krawędzi paczki.

Article 21. — SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative despatch note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 22. — INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Administration of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the despatch note, in the place reserved for this purpose.

Article 23. — SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative despatch note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 24. — DATE-STAMP IMPRESSION.

The despatch note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 25. — EXPRESS PARCELS.

Every express parcel and the relative despatch note as well shall be provided near to the address with a printed label of a deep red colour bearing in bold type the word " Express " or " Exprès ".

Article 26. — RE-TRANSMISSION.

1. The Administration re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a verification note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a verification note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which the United Kingdom or Poland has parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original despatch note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original despatch note has to be replaced by a substitute note, the

Artykuł 21. — PIECZĘTOWANIE PACZEK Z PODANĄ WARTOŚCIĄ.

Każda paczka z podaną wartością powinna być zamknięta za pomocą pieczęci lakowych lub plomb lub też innych pieczęci ze specjalnymi jednolitymi cechami lub znakami nadawcy, przy tym pieczęcie muszą być w takiej ilości, by nie można się było dostać do zawartości, nie pozostawiając widocznego śladu naruszenia.

Nadawcom takich paczek należy usilnie zalecać umieszczanie na dotyczących adresach pomocniczych, gdy to jest możliwe, dokładnego odcisku pieczęci lub wymienionego wyżej specjalnego znaku nadawcy.

Artykuł 22. — PODAWANIE WAGI PACZEK Z PODANĄ WARTOŚCIĄ.

Dokładną wagę w gramach każdej paczki z podaną wartością Zarząd kraju nadania wypisuje :

- a) Na stronie adresowej paczki,
- b) Na adresie pomocniczym w miejscu na to przeznaczonym.

Artykuł 23. — NUMER SERYJNY I MIEJSCE NADANIA.

Każda paczka oraz dotyczący adres pomocniczy muszą być opatrzone nazwą urzędu nadania i nalepką z numerem seryjnym. Urząd nadania nie może używać równocześnie dwóch lub kilku serii nalepek, jeżeli każda seria nie ma znaku odróżniającego.

Artykuł 24. — ODCISK DATOWNIKA.

Urząd nadania wytłacza na przedniej stronie adresu pomocniczego odcisk stempla, wskazujący miejsce i dzień nadania.

Artykuł 25. — PACZKI EKSPRESOWE.

Każda paczka ekspresowa oraz dotyczący adres pomocniczy powinny być opatrzone obok adresu nalepką drukowaną koloru ciemno-czerwonego, z wykonanym dużymi literami napisem « Express » lub « Exprès. »

Artykuł 26. — DOSYLANIE.

1. Zarząd, dosyłający mylnie skierowaną paczkę, nie może jej obciążać należnościami celnymi, ani innymi opłatami nie pocztowymi.

Jeżeli Zarząd zwraca taką paczkę do kraju, z którego otrzymał ją bezpośrednio, przyznaje mu zwrot otrzymanych należności i donosi mu o błędzie osobnym zawiadomieniem.

W innych przypadkach i gdy przekazana mu należność nie wystarcza na pokrycie kosztów dosłania, Zarząd dosyłający przekazuje Zarządowi, do którego kieruje paczkę, należność za dalszy przewóz ; następnie przypadającą mu różnicą obciąża urząd wymiany, od którego mylnie skierowaną paczkę otrzymał bezpośrednio. O przyczynie tego obciążenia donosi się temu urzędowi odpowiednim zawiadomieniem.

2. Jeżeli paczka z winy poczty została przyjęta do wysłania nieprawidłowo i z tego powodu musi być zwrócona do kraju nadania, Zarząd, który zwraca paczkę, przyznaje Zarządowi, który mu ją przekazał, otrzymane za nią należności.

3. Jeżeli paczkę wskutek zmiany miejsca pobytu adresata lub z winy nadawcy dosyła się do kraju, z którym Zjednoczone Królestwo lub Polska utrzymuje obrót paczkowy, przypadającymi należnościami obciąża się Zarząd, do którego się paczkę kieruje, jeżeli należność za przewóz nie została uiszczona w chwili dosłania, gdyż w takim razie z paczką się postępuje tak, jak gdyby była kierowana bezpośrednio z kraju dosyłającego do nowego kraju przeznaczenia.

4. Paczka, którą się dosyła nieopłaconą, winna być przekazywana w opakowaniu pierwotnym i z oryginalnym adresem pomocniczym. Jeżeli z jakiegokolwiek powodu paczka musi być na nowo opakowana lub pierwotny adres pomocniczy zastąpiony nowym, zarówno na paczce, jak i na

name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office shall be entered both on the parcel and on the despatch note.

Article 27. — RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 14, section 1, of the Agreement, the Administration of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative despatch note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original despatch note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the parcel bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 28. — SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 16 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Administration of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 29. — ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or trade charge money orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 30. — PARCEL BILL.

1. Insured, cash on delivery, returned and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching office of exchange on a parcel bill. The advice of other parcels, except transit parcels, shall consist of a statement of the numbers of parcels at the several steps of the weight scale, a note being made on the bill of the number of express parcels. Transit parcels shall be entered individually provided that two or more transit parcels, addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed, may be entered in bulk. The despatch notes, Customs declarations, advices of delivery, trade charge money order forms, etc., shall be forwarded with the parcel bill.

2. Each despatching office of exchange shall number the parcel bills in the top left-hand corner in an annual series for each office of exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the mail. A note of the last number of the year shall be made on the first parcel bill of the following year.

Article 31. — CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a mail, whether of parcels or of empty bags, the office of exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered in the relative parcel bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a verification note.

2. Errors in the credits allowed in respect of transit parcels shall be notified to the despatching offices of exchange by verification notes. The adjustment of other errors in credits and accounting shall be arranged in connexion with the preparation of the monthly statements specified in Article 32 below.

adresie pomocniczym, należy podać nazwę urzędu nadania, pierwotny numer nadania i, o ile to jest możliwe, dzień nadania paczki w tym urzędzie.

Artykuł 27. — ZWROT PACZEK NIEDORĘCZALNYCH.

1. Jeżeli nadawca paczki niedoręczalnej wydał zarządzenie, nieprzewidziane w p. 1 artykułu 14 Umowy, Zarząd kraju przeznaczenia nie jest obowiązany wykonywać tego zarządzenia i może zwrócić paczkę do kraju nadania po upływie terminu, ustalonego przepisami kraju przeznaczenia.

2. Zarząd, który zwraca paczkę nadawcy, powinien podać jasno i zwięźle na paczce i na dotyczącym adresie pomocniczym przyczynę niedoręczenia. Napis ten może być wykonany odręcznie albo za pomocą stempla lub nalepki. Oryginał adresu pomocniczego zwracanej paczki należy odesłać do kraju nadania wraz z paczką.

3. Paczkę, zwracaną nadawcy, wpisuje się do karty paczkowej z uwagą « Rebut » w kolumnie « Observations ». Postępuje się z nią i obciąża się ją należnościami tak, jak gdyby chodziło o paczkę dosyłąną z powodu zmiany miejsca pobytu adresata.

Artykuł 28. — SPRZEDAŻ. ZNISZCZENIE.

1. Jeżeli paczka została sprzedana lub zniszczona stosownie do przepisów artykułu 16 Umowy spisuje się protokół o sprzedaży lub zniszczeniu.

2. Kwota, otrzymana ze sprzedaży, służy przede wszystkim do pokrycia należności, którymi paczka była obciążona. W razie uzyskania nadwyżki przesyła się ją Zarządowi kraju nadania w celu wypłaty nadawcy, który ponosi koszt przesyłki.

Artykuł 29. — REKLAMACJE PACZEK LUB PRZEKAZÓW POBRANIOWYCH.

Do reklamacji paczek lub niezwróconych przekazów pobraniowych należy używać formularza według wzoru, dołączonego do Regulaminu Porozumienia o paczkach pocztowych Światowego Związku Pocztowego. Formularze te kieruje się do urzędów, wyznaczonych w tym celu przez oba Zarządy, i postępuje się z nimi w sposób, ustalony wspólnie przez oba Zarządy.

Artykuł 30. — KARTA PACZKOWA.

1. Wysyłający urząd wymiany wpisuje pojedynczo do karty paczkowej paczki z podaną wartością, paczki za pobraniem, zwrotne i nieopłacone paczki dosyłane. Wpisywanie innych paczek z wyjątkiem tranzytowych polega na stwierdzeniu ilości tych paczek według poszczególnych kategorii wagi, przy czym notuje się w karcie ilość paczek ekspresowych. Paczki tranzytowe wpisuje się pojedynczo, można jednak wpisywać sumarycznie dwie lub więcej paczek tranzytowych, adresowanych do tego samego kraju, dla którego zalicza się jednakowe należności. Adresy pomocnicze, deklaracje celne poświadczenia odbioru, formularze przekazów pobraniowych i t.d. należy dołączać do karty paczkowej.

2. Każdy wysyłający urząd wymiany obowiązany jest podać w lewym górnym rogu karty paczkowej numer porządkowy według serii rocznej, oddzielnej dla każdego odbierającego urzędu wymiany i jeżeli to jest możliwe, napisać pod numerem nazwę okrętu, przewożącego odsyłkę. Ostatni numer z roku ubiegłego należy zanotować w pierwszej karcie paczkowej roku następnego.

Artykuł 31. — SPRAWDZANIE PRZEZ URZĘDY WYMIANY. ZAWIADOMIENIE O NIEDOKŁADNOŚCIACH.

1. Po otrzymaniu odsyłki z paczkami lub z workami próżnymi urząd wymiany sprawdza paczki i różne dołączone do nich dokumenty albo, zależnie od wypadku, worki próżne na podstawie danych, zawartych w dotyczącej karcie paczkowej, i w razie potrzeby donosi o braku przesyłek lub niedokładnościach za pomocą odpowiedniego zawiadomienia.

2. Omyłki w należnościach, przekazywanych za paczki tranzytowe, należy zgłaszać wysyłającemu urzędowi wymiany za pomocą odpowiedniego zawiadomienia. Sprostowanie innych błędów w należnościach i rachunkach odbywa się przy sporządzaniu wykazów miesięcznych, przewidzianych w następnym artykule 32.

Article 32. — ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Administration shall prepare monthly for all the parcel mails despatched during the month by each of the offices of exchange of the other Administration a statement of the total amounts due in respect of the mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall afterwards be summarized by the same Administration in an account which, accompanied by the monthly statements, shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following that to which it relates.

3. The monthly statement shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the originals of the parcel bills and shall be summarized in a quarterly general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 33. — SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the account shall be made by the debtor to the creditor Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of transit accounts.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates.

3. Whenever the sum due from one Administration to the other exceeds 30,000 gold francs per month, the creditor Administration shall be entitled to claim a monthly payment on account up to three-quarters of the amount of the debt. This claim shall be met within a period of eight days.

4. If the debtor Administration does not pay the balance due or make a payment on account within the periods prescribed in paragraphs 2 and 3 the sums due shall bear interest at the rate of 5 per cent. per annum up to the day on which payment is made.

Article 34. — ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to trade charge money orders paid by each Administration shall be effected by means of supplements to the special account of money order transactions between the two Administrations.

2. In this account, which shall be accompanied by the paid and receipted trade charge money orders, the orders shall be entered in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. The Administration which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half of one per cent. ($\frac{1}{2}\%$) of this total, representing the allowance to the other Administration specified in Article 39 of the Agreement.

The verification of this account shall be effected in accordance with the provisions of the Money Order Agreement between the two Administrations.

3. The totals of the trade charge account shall be included in and settled as part of the general account in respect of money orders for the same period.

Article 35. — COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 36. — ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into force on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at London the fifteenth day of September, 1938, and at Warsaw the fifth day of October, 1938.

G. C. TRYON.

Artykuł 32. — ROZRACHUNEK DOTYCZĄCY NALEŻNOŚCI.

1. Każdy z obu Zarządów sporządza co miesiąc na wszystkie odsyłki paczkowe, wysłane w ciągu miesiąca przez każdy urząd wymiany drugiego Zarządu, wykaz ogólnych sum, przypadających za odsyłki, bądź na jego dobro, bądź na jego dług.

2. Wykazy te zestawia później ten sam Zarząd w rachunku, który przesyła wraz z wykazami miesięcznymi zainteresowanemu Zarządowi w ciągu miesiąca następującego po miesiącu sprawozdawczym.

3. Zarząd zainteresowany sprawdza i uznaje wykazy miesięczne na podstawie oryginałów kart paczkowych, po czym Zarząd-wierzyciel zestawia je w ogólnym rachunku kwartalnym.

Artykuł 33. — WYRÓWNYWANIE RACHUNKÓW.

1. Zarząd-dłużnik wypłaca Zarządowi wierzycielowi saldo rachunku w sposób, przewidziany Konwencją Związku Pocztowego dla uiszczenia salda rachunków tranzytowych.

2. Sporządzanie i przysyłanie rachunku ogólnego oraz wypłata salda tego rachunku powinny się odbywać w terminie najkrótszym, nie później jednak niż w ciągu trzech miesięcy po upływie okresu, którego dotyczy rachunek.

3. Gdy jeden Zarząd winien drugiemu ponad 30.000 franków złotych miesięcznie, Zarząd-wierzyciel może żądać wpłacenia zaliczki miesięcznej do wysokości trzech czwartych długu. Żądaniu temu należy uczynić zadość w ciągu ośmiu dni.

4. Jeżeli Zarząd-dłużnik nie uiszcza należnego salda, ani nie wpłaci zaliczki w terminach przewidzianych w p.p. 2 i 3, należne kwoty podlegają oprocentowaniu w wysokości 5 od sta rocznie aż do dnia, w którym nastąpi wpłata.

Artykuł 34. — ROZRACHUNEK PRZEKAZÓW POBRANIOWYCH.

1. Rozrachunek, dotyczący wypłaconych przez każdy Zarząd przekazów pobraniowych, uskutecznia się za pomocą dodatków do specjalnego rachunku przekazów pocztowych, wymienionych między obu Zarządami.

2. Do rachunku tego, do którego się dołącza wypłacone i pokwitowane przekazy pobraniowe, wpisuje się przekazy w porządku alfabetycznym urzędów nadania i według numerów porządkowych, pod jakimi przekazy zapisano w księgach tych urzędów. Zarząd, który sporządził rachunek, potrąca z ogólnej należnej mu kwoty $\frac{1}{2}\%$ tej kwoty tytułem należności drugiego Zarządu, przewidzianej w artykule 39 Umowy.

Sprawdzanie tego rachunku odbywa się na zasadach, ustalonych w Umowie o przekazach pocztowych między obu Zarządami.

3. Saldo rachunku przekazów pobraniowych należy włączać do ogólnego rachunku przekazów pocztowych za ten sam okres czasu i wyrównywać jako część składową tego rachunku.

Artykuł 35. — KOMUNIKATY I ZAWIADOMIENIA.

Każdy z obu Zarządów przesyła drugiemu Zarządowi wszelkie potrzebne informacje szczegółowe w związku z wykonywaniem służby.

Artykuł 36. — WEJŚCIE W ŻYCIE I OKRES WAŻNOŚCI REGULAMINU.

Regulamin niniejszy będzie stosowany od dnia wejścia w życie Umowy o paczkach pocztowych i będzie obowiązywał przez ten sam przeciąg czasu co i Umowa. Zainteresowane Zarządy mogą jednak zmieniać poszczególne przepisy Regulaminu za obopólną zgodą.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach.

WARSZAWA, dnia 5 października, 1938.

LONDYN, dnia 15 września, 1938.

E. KALIŃSKI.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4529. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LONDRES, LE 15 SEPTEMBRE 1938, ET A VARSOVIE, LE 5 OCTOBRE 1938.

LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, désireuses d'instituer un échange régulier et direct de colis postaux entre les deux pays, sont convenues des dispositions suivantes.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est joint, l'expression « Royaume-Uni » signifie la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

Article premier. — LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Aucun colis expédié dans le Royaume-Uni à destination de la Pologne ne devra peser plus de 22 livres ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur ou plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis ; aucun colis expédié en Pologne à destination du Royaume-Uni ne devra peser plus de 10 kilogrammes ni mesurer plus de 1 m. 05 de longueur ou plus de 1 m. 80, longueur et pourtour réunis.

2. La manière de voir du bureau expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, sera considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 2. — TRANSIT DES COLIS.

Les deux administrations garantissent le droit de transit sur leur territoire aux colis à destination ou en provenance de tout pays avec lequel elles échangent des colis postaux. Les colis en transit seront soumis aux dispositions du présent accord et de son règlement d'exécution, dans la mesure où elles seront applicables.

Article 3. — AFFRANCHISSEMENT.

1. L'affranchissement des colis postaux est obligatoire, sauf dans le cas de colis réexpédiés ou renvoyés.

2. La taxe se compose des droits revenant à chaque administration qui participe au transport par terre ou par mer.

Article 4. — TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales, dans le Royaume-Uni, seront les suivantes : 1 fr. 75 et 3 fr. 15 pour les colis jusqu'à 5 kilogrammes (11 lb.) et 10 kilogrammes (22 lb.), respectivement ; les taxes territoriales, en Pologne, seront les suivantes : 0 fr. 60, 1 fr. 20 et 2 fr. pour les colis jusqu'à 1 kilogramme (2 lb.), 5 kilogrammes (11 lb.) et 10 kilogrammes (22 lb.), respectivement.

L'administration postale de la Pologne se réserve le droit de modifier ses taxes conformément à toute modification qui pourrait être apportée en matière de taxes par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934.

L'administration postale du Royaume-Uni se réserve le droit de modifier ses taxes territoriales conformément à toute modification de ces mêmes taxes qui pourrait être décidée à propos de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 5. — TAKE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales pourra fixer la taxe afférente aux services maritimes assurés par elle.

Article 6. — DROIT DE DÉDOUANEMENT.

L'administration postale de la Pologne peut percevoir, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, un droit s'élevant à 50 centimes au maximum par colis ainsi que toutes autres taxes qui pourraient être fixées par des conventions internationales ultérieures à l'Accord du Caire de 1934. L'administration postale du Royaume-Uni pourra percevoir les droits qu'elle fixera de temps à autre pour des services analogues, à l'occasion de ses échanges de colis postaux avec d'autres pays en général.

Article 7. — DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Les droits de douane et autres droits non postaux seront à la charge des destinataires des colis.

Article 8. — DROIT DE MAGASINAGE.

Chacune des deux administrations postales pourra percevoir le droit de magasinage fixé par ses règlements intérieurs pour les colis adressés « Poste restante » ou non retirés dans le délai prescrit. Ce droit ne peut, en aucun cas, excéder 5 francs.

Article 9. — COLIS EXPRESS.

1. Les colis ne pesant pas plus de 22 lb. ou 10 kilogrammes sont, à la demande des expéditeurs, remis à domicile par porteur spécial, immédiatement après l'arrivée. Si le bureau de destination n'est pas en mesure de remettre les colis au domicile des destinataires, un avis d'arrivée doit être envoyé immédiatement par porteur spécial.

Ces colis, dits « express », sont soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes qui doit être acquittée complètement et à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution locale du bureau de destination, l'administration destinataire peut percevoir une taxe complémentaire, jusqu'à concurrence de celle qui est fixée par les règlements intérieurs pour la remise par express, moins l'équivalent de la taxe prescrite payée par l'expéditeur.

Lorsqu'un colis express est réexpédié ou tombe en rebut, la taxe complémentaire reste exigible suivant les dispositions de l'article 36, paragraphe 2.

3. La remise par express du colis ou d'un avis d'arrivée au destinataire n'est essayée qu'une fois. Après un essai infructueux, le colis cesse d'être considéré comme express et sa remise s'effectue dans les conditions prévues pour les colis ordinaires.

Article 10. — INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent pas contenir de lettres, notes ou documents ayant le caractère de correspondance actuelle et personnelle, ni de paquets de quelque nature que ce soit portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ou de personnes demeurant avec lui.

Il est permis, cependant, d'insérer dans l'envoi une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Il est également interdit d'expédier dans les colis postaux :

a) Des objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents de l'administration des postes, ou salir ou détériorer les autres envois ;

b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches chargées et les allumettes) ;

c) Des animaux vivants (à l'exception des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes construites de manière à prévenir tout danger pour les agents des postes, ainsi qu'à permettre d'en vérifier le contenu) ;

d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou par les règlements de douane ou autres ;

e) Des objets obscènes ou immoraux.

Il est, en outre, interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, manufacturés ou non, des pierreries, des bijoux ou d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis qui aura été admis à tort à l'expédition sera renvoyé au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par ses règlements intérieurs à lui appliquer un autre traitement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou des communications ayant le caractère d'une correspondance actuelle ou personnelle ne peut, en aucun cas, entraîner le renvoi au pays d'origine.

4. Les matières explosives, inflammables ou dangereuses ainsi que les objets obscènes ou immoraux ne seront pas renvoyés au pays d'origine ; l'administration postale qui les aura découverts dans le courrier les traitera de la manière prévue par son propre règlement intérieur.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni renvoyé à l'origine ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine doit être informée, d'une manière précise, du traitement appliqué à ce colis, pour qu'elle puisse prendre éventuellement les mesures qui s'imposent.

Article 11. — AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée pourra obtenir un avis de réception dans les conditions prescrites pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne sera pas délivré d'avis de réception pour les colis sans valeur déclarée.

Article 12. — RÉEXPÉDITION.

1. La réexpédition d'un colis peut être effectuée par suite d'un changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination. L'administration postale du pays de destination peut percevoir la taxe de réexpédition fixée par ses règlements intérieurs. De même, un colis pourra être réexpédié de l'un des deux pays Parties au présent accord vers un autre pays, pourvu que le colis réponde aux conditions requises pour le nouveau transport et qu'en règle générale, la taxe supplémentaire soit payée au moment de la réexpédition ou que la preuve soit fournie que cette taxe sera versée par le destinataire.

2. Les taxes supplémentaires perçues en cas de réexpédition et non payées par le destinataire ou son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de renvoi à l'origine, mais elles seront perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, selon le cas, sans préjudice du remboursement de tous les frais spéciaux dont l'administration du pays de destination n'accorde pas l'annulation.

Article 13. — COLIS ENVOYÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction ou admis à tort à l'expédition seront réexpédiés ou renvoyés suivant les prescriptions de l'article 26, alinéas 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 14. — REBUTS.

1. L'expéditeur aura la faculté de demander au moment du dépôt que si le colis ne pouvait être remis à l'adresse indiquée, il soit : ou bien *a)* traité comme colis tombé en rebut, ou *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre possibilité ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette faculté, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition, la formule devant être la suivante ou une formule analogue :

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à mettre au rebut. »

« En cas de non-livraison à l'adresse indiquée, à remettre à l'adresse ci-dessous... »

La même demande doit également figurer sur l'enveloppe du colis.

2. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, tout colis qui n'aura pu être délivré à l'adresse indiquée sera renvoyé à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, après avoir été conservé pendant les délais prescrits par le règlement de l'administration postale du pays de destination.

Néanmoins, tout colis qui aura été formellement refusé par le destinataire sera renvoyé immédiatement.

3. Les droits à percevoir sur les colis non délivrés au destinataire et renvoyés à l'origine seront recouvrés conformément aux dispositions de l'article 35.

Article 15. — ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent accord s'engagent à intervenir auprès de leurs administrations des douanes respectives pour que les droits de douane soient annulés sur les colis renvoyés au pays d'origine, abandonnés par les expéditeurs, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 16. — VENTE. DESTRUCTION.

Les articles sujets à prompt détérioration ou corruption peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalités judiciaires. Si, pour une raison quelconque, il est impossible de procéder à la vente, les objets détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 17. — COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être délivrés aux destinataires et dont les expéditeurs ont fait abandon ne seront pas renvoyés par l'administration postale du pays de destination, qui les traitera d'après ses règlements.

Article 18. — RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement pourra donner lieu à la perception d'un droit de 60 centimes au maximum.

Aucun droit n'est perçu, si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial afférent à l'avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que si elles sont faites par l'expéditeur dans le délai d'une année, à compter du lendemain du dépôt du colis.

3. Lorsqu'une réclamation aura été motivée par une faute de service, le montant du droit de réclamation sera restitué.

Article 19. — COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. LIQUIDATION.

1. Des colis grevés de remboursement peuvent être échangés entre le Royaume-Uni et la Pologne.

Le montant du remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement est fixé, dans le cas d'un colis expédié à destination du Royaume-Uni, à l'équivalent de £ 40 en monnaie polonaise et, dans le cas d'un colis expédié à destination de la Pologne, à £ 40. Dans le calcul du montant du remboursement, les fractions de penny ou de grosz sont négligées.

Les deux administrations postales s'engagent à admettre le transit par leurs services des colis contre remboursement. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements encaissés doivent être établis et réglés directement par les administrations des pays d'origine et de destination des colis contre remboursement.

2. Les colis contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou, le cas échéant, des colis avec valeur déclarée. L'expéditeur paie, en outre, un droit spécial, fixé par l'administration d'origine et qui ne doit pas dépasser :

a) 2½ pence par livre sterling ou fraction de livre sterling du montant du remboursement, pour les colis déposés dans le Royaume-Uni ;

b) 20 grosz par 20 zlotys ou fraction de 20 zlotys pour les colis déposés en Pologne.

3. Le montant du remboursement encaissé est transmis au moyen d'un mandat de remboursement, qui est émis gratuitement.

4. Outre la taxe spéciale prévue au paragraphe 2, l'administration du pays d'origine a le droit de percevoir sur l'expéditeur du colis contre remboursement un droit supplémentaire ; et l'administration du pays de destination d'un colis contre remboursement a le droit de percevoir sur le destinataire un droit de livraison.

5. Le droit supplémentaire ne dépassera pas :

a) Dans le cas d'un colis déposé dans le Royaume-Uni	2 pence
b) Dans le cas d'un colis déposé en Pologne	35 grosz

6. Le droit de livraison ne dépassera pas :

a) Dans le cas d'un colis livré dans le Royaume-Uni	4 pence
b) Dans le cas d'un colis livré en Pologne	60 grosz

Article 20. — ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis contre remboursement ne pourra pas faire annuler ou modifier le montant du remboursement après le dépôt du colis.

Article 21. — COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE SPOILIATION OU D'AVARIE.

Les deux administrations postales répondront, dans les conditions déterminées par les articles 27 à 33 ci-après, de la perte des colis contre remboursement, ainsi que de la spoliation ou de l'avarie de leur contenu.

Article 22. — INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT OU D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX DU REMBOURSEMENT.

Si le colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, à la condition qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 18 et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en est de même si la somme reçue du destinataire est inférieure au montant du remboursement ou si l'encaissement du montant a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de l'expéditeur, pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre des tiers.

Article 23. — DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LES REMBOURSEMENTS.

Le paiement, par l'administration expéditrice, des sommes encaissées régulièrement se fait pour le compte de l'administration destinataire. De même, le paiement de l'indemnité est effectué pour le compte de l'administration destinataire, si cette dernière est responsable.

Une fois le colis délivré, l'administration destinataire est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation des dispositions réglementaires par l'administration expéditrice ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis et le bulletin d'expédition y afférent ne portaient pas les désignations prescrites par le règlement d'exécution pour les colis contre remboursement.

L'administration destinataire est tenue de rembourser, aux conditions prévues par l'article 33, le montant dont l'administration d'origine a fait l'avance.

Article 24. — MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, ne peut pas être payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'administration dont relève le bureau d'émission.

Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration expéditrice du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cette administration, après l'expiration du délai légal de validité.

A tous autres égards et sous les réserves prévues au règlement d'exécution, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions fixées par l'Accord concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations.

Article 25. — COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis pourront être envoyés avec valeur déclarée jusqu'à concurrence d'une somme de 1.000 francs.

2. Un droit d'assurance, qui sera fixé par l'administration du pays d'origine, sera perçu par 300 francs de la valeur déclarée ou fraction de cette somme.

3. L'administration postale du pays d'origine pourra également percevoir sur l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition qui ne pourra dépasser 50 centimes.

4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 26. — DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu et de l'emballage du colis, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a pas de valeur pécuniaire pourra être assuré pour une somme nominale, afin de bénéficier des garanties du système de la déclaration de valeur.

Article 27. — RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, D'AVARIE OU DE SPOLIATION.

1. Sauf les cas prévus à l'article suivant, les deux administrations répondent de la perte des colis, ainsi que de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de tout ou partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit, de ce chef, à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne peut dépasser 10 francs par colis pesant jusqu'à 1 kilogramme (2 lb.), 25 francs par colis pesant plus de 1 kilogramme mais pas plus de 5 kilogrammes (11 lb.), et 40 francs par colis pesant plus de 5 kilogrammes. Pour les colis avec valeur déclarée, l'indemnité ne peut dépasser le montant de la déclaration de valeur.

Dans le cas où la perte, la spoliation ou l'avarie se produisent dans un service du pays de destination, l'administration postale de ce pays pourra verser une indemnité au destinataire, à ses propres frais et sans consulter l'administration postale du pays d'origine, pourvu que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul du montant de l'indemnité, il ne sera pas tenu compte des dommages indirects ou des bénéfices non réalisés.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où la marchandise a été acceptée au transport.

4. Dans le cas où une indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis ou pour la spoliation de tout le contenu, l'expéditeur a droit, en outre, au remboursement de la taxe d'affranchissement.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance et, s'il y a lieu, le droit d'expédition, restent acquis aux administrations postales intéressées.

Article 28. — EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité :

a) En cas de force majeure ;

b) Lorsque, leur responsabilité n'ayant pas été établie d'autre manière, elles ne peuvent rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;

- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur, ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;
 d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions prévues à l'article 10 ;
 e) Pour les colis qui ont fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu et de l'emballage ;
 f) Pour les colis au sujet desquels l'expéditeur n'a pas déposé de réclamation dans le délai prévu à l'article 18 ;
 g) Pour les colis contenant des pierres, de la bijouterie ou des objets en or, argent ou platine d'une valeur dépassant 2.500 francs et qui n'auraient pas été emballés dans une boîte de la dimension prescrite à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 29. — CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la remise dans les conditions prescrites par leurs règlements intérieurs et dont les propriétaires ou leurs représentants ont accepté la livraison sans réserve.

Article 30. — PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Le paiement de l'indemnité incombe à l'administration du pays d'origine, sauf dans les cas mentionnés à l'article 27, paragraphe 1, où le paiement est effectué par l'administration du pays de destination. Après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, l'administration du pays d'origine peut, cependant, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration payante conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 31. — DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu aussitôt que possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration, si cette dernière, régulièrement saisie, a laissé s'écouler six mois sans donner de solution à l'affaire.

3. L'administration à laquelle incombe le paiement peut différer exceptionnellement le règlement de l'indemnité au delà de ce délai d'une année lorsque la question de savoir si la perte, la spoliation ou l'avarie de l'envoi est due à un cas de force majeure, n'a pas encore été tranchée.

Article 32. — DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans faire d'observations et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir la délivrance au destinataire ou à son agent, ou la transmission régulière à l'administration suivante, selon le cas.

2. Si la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre pays s'est produite en cours de transport sans qu'il soit possible d'établir dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les deux administrations supportent le dommage par moitié.

3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations sont intervenues dans le transport du colis. Cependant, dans le cas de colis envoyés en transit de l'un des deux pays par le territoire de l'autre pays, aucune des deux administrations ne sera responsable lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie se sera produite dans un service qui n'accepte pas de responsabilité.

4. Les droits de douane et autres dont l'annulation n'aura pu être obtenue tombent à la charge de l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. Par le fait du paiement de l'indemnité, l'administration responsable est subrogée, jusqu'à concurrence du montant de cette indemnité, dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre un tiers.

6. En cas de découverte ultérieure de tout ou partie d'un colis considéré comme perdu, la personne à qui l'indemnité a été payée doit être avisée qu'elle peut prendre livraison du colis contre restitution du montant de l'indemnité versée.

Article 33. — REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION
POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué, conformément à l'article 30, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Ce montant sera recouvré sur l'administration responsable, par la voie des décomptes prévus à l'article 32 du règlement d'exécution.

L'administration postale dont la responsabilité est dûment établie et qui a tout d'abord décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard non justifié apporté au paiement.

Article 34. — BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié par l'un des deux pays à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifie au bureau destinataire les droits qui lui reviennent en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié par l'un des deux pays en transit par le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifie à l'autre bureau les droits qui lui reviennent pour le transport et l'assurance du colis.

Article 35. — REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprendra sur l'autre les droits qui lui sont dus à elle-même ainsi qu'à toute autre administration qui aura participé à la réexpédition ou au renvoi. La reprise sera notifiée sur la feuille de route afférente au courrier avec lequel le colis est renvoyé.

Article 36. — TAXES D'EXPRÈS, SPÉCIALE ET COMPLÉMENTAIRE.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 9, paragraphe 1, sera comprise dans les bonifications revenant à l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est bonifiée à l'administration postale du nouveau pays de destination. Si celle-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis express est tombé en rebut.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 9, paragraphe 2, est reprise, de la manière indiquée à l'article 35, sur l'administration du pays de la nouvelle destination ou sur l'administration du pays d'origine, suivant le cas, par l'administration qui a tenté la remise, sauf lorsque cette taxe lui a été versée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 37. — TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, la taxe de réexpédition prévue à l'article 12, paragraphe 2, est acquise au pays qui aura effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 38. — DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration qui les aura perçus :

- a) Le droit d'avis de réception visé à l'article 11 ;
- b) Le droit appliqué aux réclamations, visé à l'article 18, paragraphe 1 ;
- c) Le droit supplémentaire pour les colis contre remboursement, visé à l'article 19, paragraphe 4 ;
- d) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée, visé à l'article 25, paragraphe 3.

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 6 est acquis à l'administration postale du pays de destination.

Article 39. — DROIT DE REMBOURSEMENT.

Le droit mentionné à l'article 19, paragraphe 2, est partagé entre l'administration du pays d'origine et l'administration du pays de destination, conformément à l'article 34, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 40. — DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable à l'administration postale du pays de destination d'un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée, pour le transport par terre. Si l'administration du pays de destination fournit le transport par mer, l'administration du pays d'origine lui sera redevable d'un droit additionnel de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 41. — DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent accord sont des francs et centimes-ors tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.

2. Les colis ne pourront être soumis à d'autres taxes postales que celles qui sont prévues dans le présent accord, sauf avec le consentement mutuel des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances extraordinaires, l'une ou l'autre des deux administrations pourra suspendre temporairement le service des colis postaux, soit entièrement, soit partiellement, à condition d'en aviser immédiatement l'autre administration, par télégraphe en cas de nécessité.

4. Pour assurer l'exécution du présent accord, les deux administrations ont établi le règlement d'exécution ci-après. Les autres questions de détail, si elles ne sont pas incompatibles avec les dispositions générales du présent accord et si elles ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées, de temps à autre, d'un commun accord.

5. Les règlements intérieurs du Royaume-Uni et de la Pologne resteront applicables pour toutes les questions non prévues par les stipulations du présent accord et de son règlement d'exécution.

Article 42. — ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1939 et restera applicable jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à partir de la date où il aura pu être dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, en langues anglaise et polonaise, les deux textes faisant également foi, à Londres, le 15 septembre 1938, et à Varsovie, le 5 octobre 1938.

G. C. TRYON.

E. KALIŃSKI.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE LES ADMINISTRATIONS DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LES 15 SEPTEMBRE ET 5 OCTOBRE 1938.

Article premier. — ACHÈMÈNEMENT.

1. Chaque administration doit acheminer par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis postaux qui lui sont remis par l'autre administration pour être expédiés en transit par son territoire.

2. Les colis envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer le bureau réexpéditeur.

Article 2. — MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés d'accord entre les deux administrations postales.

2. Les colis sont échangés entre les deux pays dans des sacs dûment fermés et scellés.

A moins d'arrangement contraire, la transmission des colis envoyés par l'un des deux pays contractants en transit par l'intermédiaire de l'autre s'opère à découvert.

3. Une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination sera fixée au col de chaque sac avec l'indication, au dos de l'étiquette, du nombre de colis contenus dans le sac.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents devra porter une étiquette distinctive.

5. Les colis exprès et les colis contre remboursement compris dans un courrier devront être réunis et placés, autant que possible, dans le sac qui contient la feuille de route et les autres documents. S'ils ne peuvent tous être insérés dans le sac qui contient la feuille de route, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés seront signalés par une étiquette distinctive.

6. De même, les colis avec valeur déclarée, s'ils sont suffisamment nombreux, sont expédiés dans des sacs séparés. L'étiquette fixée au col de tout sac contenant un ou plusieurs colis avec valeur déclarée portera le signe distinctif que les deux administrations pourront avoir fixé de temps à autre, d'accord entre elles.

7. Le poids de chaque sac de colis ne devra pas dépasser 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

8. Chaque administration postale fournira les sacs nécessaires à la transmission de ses colis.

9. Ces sacs seront retournés vides par le bureau de destination, par paquets de dix (neuf sacs contenus dans le dixième), comme courrier séparé, adressé au bureau d'échange désigné par l'administration des postes du pays d'origine. Le nombre des sacs ainsi renvoyés sera indiqué sur une feuille de route distincte de celle qui sert à l'enregistrement des colis eux-mêmes, et cette feuille sera numérotée suivant une série annuelle distincte.

10. Chaque administration sera tenue de payer à l'autre la contre-valeur de tous les sacs qu'elle n'aura pas retournés. La responsabilité de la perte de sacs vides sera déterminée d'après les principes prescrits pour la perte des colis, à l'article 32 de l'accord.

Article 3. — RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale notifiera à l'autre, au moyen d'un tableau :

a) La nomenclature des pays sur lesquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;

b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;

c) Le total des frais qui doivent lui être bonifiés par l'autre administration pour chaque destination ;

d) Le nombre de déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;

e) Tout autre renseignement nécessaire.

2. Chaque administration doit faire connaître à l'autre quels sont les pays à destination desquels elle se propose d'envoyer des colis en transit par le territoire de l'autre, à moins que, dans certains cas, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4. — FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des droits relatifs aux colis postaux, chaque administration postale aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, dans sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

a) Porter l'adresse exacte du destinataire, en caractères latins. Les adresses au crayon ne sont pas admises; toutefois, sont acceptés les colis dont l'adresse est écrite au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé. L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse se détacher. On recommandera à l'expéditeur d'insérer dans l'envoi une copie de la suscription avec mention de sa propre adresse ;

b) Être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la préservation du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres envois doivent être emballés de façon à éviter tout danger.

Article 6. — EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les substances facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant), doit être ménagé un espace, qu'on remplira de sciure, de son ou de quelque autre matière absorbante, en quantité suffisante pour absorber tout le contenu liquide en cas de bris.

2. Les poudres sèches colorantes, telles que le bleu d'aniline, etc., ne sont admises que dans des boîtes en métal résistant placées à leur tour dans des boîtes en bois, avec de la sciure entre les deux récipients.

3. L'emballage des colis contenant des pierres précieuses, de la bijouterie ou des objets d'or, d'argent ou de platine, d'une valeur supérieure à 2.500 francs, doit consister en une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1 m. 05), longueur et pourtour réunis.

Article 7. — BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une série de déclarations en douane, conformément aux règlements du pays de destination.

2. Les deux administrations n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8. — AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée dont l'expéditeur demande un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Advice of Delivery » ou « A. R. ». La même mention est reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale. La formule d'avis de réception est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays d'origine, et elle est solidement fixée au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci établit d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie par courrier ordinaire, à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux règles fixées à l'article 9 ci-après. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe, et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 9. — AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception pour un colis avec valeur déclarée postérieurement au dépôt, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné par l'administration

postale du pays d'origine remplit une formule d'avis de réception et l'attache à une formule de réclamation revêtue de timbres-poste représentant la taxe prescrite par la Convention de l'Union postale.

La formule de réclamation, accompagnée de l'avis de réception, est traitée conformément aux dispositions de l'article 29 ci-après, avec la seule exception que, dans le cas où le colis aurait été dûment délivré, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 10. — INDICATION DU REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter, du côté de l'adresse, la mention « C.O.D. » (« Remboursement ») écrite ou imprimée d'une manière très apparente et suivie de l'indication du montant du remboursement, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur doit ajouter, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition, son nom et son adresse, en caractères latins.

Article 11. — ÉTIQUETTE POUR COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Les colis contre remboursement ainsi que leurs bulletins d'expédition doivent être revêtus, du côté de l'adresse, d'une étiquette de couleur orange conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 12. — MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule, qui est solidement attachée au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine du colis et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats afférents aux colis originaires de son service. Le coupon du mandat doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises sur les mandats de remboursement.

Article 13. — CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Le montant des remboursements est converti en monnaie du pays de destination par les soins de l'administration de ce pays, qui se sert à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 14. — DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement doit être payé par le destinataire dans le délai prescrit par les règlements du pays de destination.

A l'expiration de ce délai, le colis est traité comme étant tombé en rebut, conformément aux dispositions de l'article 14 de l'accord.

Article 15. — RÉEXPÉDITION DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Les colis contre remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination échange, avec le pays d'origine, des colis contre remboursement. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandats de remboursement établies par le bureau d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les colis lui avaient été expédiés directement.

2. En cas de demande de réexpédition sur un pays qui n'échange pas de colis contre remboursement avec le pays d'origine, les colis sont traités comme étant tombés en rebut.

Article 16. — EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, renvoie le mandat sans taxe au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'administration postale du pays d'origine sur le titre lui-même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'administration payante.

Article 17. — ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement afférentes aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulées par les soins du bureau qui renvoie les colis et jointes aux bulletins d'expédition retournés.

2. Lorsque les formules de mandats de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, en établit des duplicata.

Article 18. — MANDATS DE REMBOURSEMENT PERDUS, ETC.

1. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits après l'encaissement du remboursement sont remplacés par des duplicata ou des autorisations de paiement, après constatation par les deux administrations que les mandats n'ont pas été payés.

2. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires dans les délais de validité fixés par l'Accord relatif aux mandats intervenu entre les deux administrations sont, à l'expiration du délai de validité, quittancés par l'administration qui aurait dû les payer et portés au débit de l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été délivrés aux bénéficiaires, mais dont ces derniers n'ont pas demandé le paiement dans les délais de validité fixés par l'Accord relatif aux mandats intervenu entre les deux administrations, sont remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement sont établies par l'administration qui a encaissé les remboursements, dès qu'elle a pu constater que les mandats originaux n'ont pas été payés pendant la période de validité ; l'administration correspondante les quitte et porte en compte les montants dus dans le premier compte qu'elle dresse après réception des autorisations.

4. Lorsqu'un mandat de remboursement n'a pas été porté en compte pendant la période de validité, l'administration qui l'a émis doit en aviser l'administration correspondante.

5. Les mandats de remboursement qui ne peuvent être payés pour cause d'irrégularité lors de leur établissement par le bureau de destination du colis, sont renvoyés le plus tôt possible audit bureau, sous pli de service recommandé, pour rectification.

Article 19. — INDICATION DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Tout colis avec valeur déclarée ainsi que le bulletin d'expédition l'accompagnant porteront l'indication de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine, sans correction ni rature, même approuvées. Cette indication figurera sur le colis à la fois en lettres et en chiffres. Le montant de la valeur déclarée sera converti en francs-or par les soins de l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de cette conversion sera indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 20. — ETIQUETTES POUR COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE, ETC.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leur bulletin d'expédition porteront une petite étiquette rouge avec l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée » en gros caractères.

Lorsqu'un colis contiendra des pièces de monnaie, des lingots ou d'autres objets précieux, les cachets de cire ou autres cachets, les étiquettes de toute nature et les timbres-poste apposés sur le colis seront espacés de façon à ne pas pouvoir cacher les avaries survenues à l'emballage. En outre, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne seront pas repliés des deux côtés de l'emballage, de manière à recouvrir les bords.

Article 21. — FERMETURE DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront scellés par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen, avec empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur, les cachets devant être en nombre suffisant pour qu'il soit impossible de toucher au contenu sans laisser des traces évidentes de violation.

On recommandera instamment aux expéditeurs de ces colis de faire figurer sur le bulletin d'expédition correspondant, chaque fois qu'il sera possible, une reproduction exacte du cachet ou de la marque spéciale susmentionnés.

Article 22. — INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact, en grammes, de chaque colis avec valeur déclarée sera inscrit par les soins de l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le côté du colis réservé à l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à l'endroit réservé à cet effet.

Article 23. — NUMÉRO D'ENREGISTREMENT ET LIEU DE DÉPÔT.

Les colis ainsi que les bulletins d'expédition qui les accompagnent porteront le nom du bureau de dépôt et une étiquette avec le numéro d'enregistrement. Le même bureau de dépôt ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, sauf dans le cas où chaque série est pourvue d'une marque distinctive.

Article 24. — APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par le bureau d'origine, du côté de la suscription, d'un timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 25. — COLIS EXPRESS.

Les colis à remettre par express ainsi que les bulletins d'expédition correspondants porteront, à côté de l'adresse, une étiquette imprimée, de couleur rouge foncé, avec en gros caractères le mot « Express » ou « Express ».

Article 26. — RÉEXPÉDITION.

1. L'administration postale qui réexpédie un colis envoyé en fausse direction ne peut le frapper de droits de douane ou autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renvoie un colis de ce genre au pays qui le lui a livré directement, elle lui restitue les bonifications qu'elle a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant qui lui a été bonifié est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, l'administration réexpéditrice bonifie à l'administration à laquelle elle remet le colis les droits de transport que comporte l'acheminement ; elle se crédite ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange qui lui a livré directement le colis en fausse direction. Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal et doit, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui restitue le colis alloue à l'administration qui le lui a livré les bonifications qu'elle en a reçues.

3. Lorsque, par suite du changement de résidence du destinataire ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, un colis est réexpédié sur un pays avec lequel le Royaume-Uni ou la Pologne échangent des colis postaux, les droits le grevant sont repris sur l'administration à laquelle le colis est transmis, à moins que la taxe de transport ne soit acquittée au moment de la réexpédition. Dans ce cas, le colis est traité comme s'il avait été adressé directement par le pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Les colis réexpédiés non payés doivent être transmis dans leur emballage primitif et accompagnés du bulletin d'expédition original. Si le colis doit, pour un motif quelconque, être remballé ou si le bulletin d'expédition original doit être remplacé par un duplicata, le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'enregistrement primitif et, si possible, la date de dépôt audit bureau devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 27. — RENVOI DES COLIS TOMBÉS EN REBUT.

1. Si l'expéditeur d'un colis tombé en rebut a formulé une demande non prévue à l'article 14, paragraphe 1, de l'accord, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue d'y donner suite, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine à l'expiration du délai de garde prévu par le règlement du pays de destination.

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer, sur le colis et sur le bulletin d'expédition y relatif, d'une manière claire et concise, la cause de la non-livraison. Cette indication peut être manuscrite ou être fournie par l'application d'un timbre ou l'apposition d'une étiquette. Les bulletins d'expédition originaux afférents aux colis renvoyés doivent faire retour au pays d'origine avec ces colis.

3. Les colis à renvoyer à l'expéditeur sont inscrits sur la feuille de route avec la mention « Rebut » dans la colonne « Observations ». Ils sont traités et taxés comme les colis réexpédiés par suite du changement de résidence des destinataires.

Article 28. — VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit conformément aux prescriptions de l'article 16 de l'accord, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente sert, en premier lieu, à couvrir les frais qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être remis à l'expéditeur, qui supporte les frais d'envoi.

Article 29. — RÉCLAMATIONS RELATIVES A DES COLIS OU A DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Il est fait usage, pour les réclamations relatives à des colis ou à des mandats de remboursement non renvoyés, d'une formule similaire au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Ces formules sont transmises aux bureaux désignés par les deux administrations postales et sont traitées de la manière qui aura été convenue mutuellement entre les deux administrations.

Article 30. — FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, les colis contre remboursement, les colis renvoyés à l'origine et les colis réexpédiés non payés, sont inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route. Les renseignements relatifs aux autres colis, sauf les colis en transit, seront constitués par l'indication du nombre de colis des différentes catégories de poids prévues, avec mention sur les feuilles de route du nombre des colis exprès. Les colis en transit seront inscrits individuellement, mais deux ou plusieurs colis en transit, à destination du même pays, pour lesquels doit être faite la même bonification, pourront être inscrits en bloc. Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les avis de réception, les formules de mandats de remboursement, etc., sont joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur devra numéroter les feuilles de route à l'angle gauche supérieur, d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire, et, autant que possible, indiquer au-dessous du numéro le nom du navire transporteur. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 31. — VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. A la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange procédera à la vérification des colis et des divers documents qui les accompagnent, ou des sacs vides, selon le cas, en les comparant aux indications portées sur la feuille de route y afférente ; s'il est nécessaire, il signalera les objets manquants et toutes autres irrégularités au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Toute erreur dans les bonifications allouées pour les colis en transit sera notifiée aux bureaux d'échange expéditeurs au moyen de bulletins de vérification. La rectification d'autres erreurs dans les bonifications et les décomptes se fera lors de la préparation des états mensuels spécifiés à l'article 32 ci-après.

Article 32. — DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chaque administration postale établira chaque mois, pour tous les envois de colis expédiés pendant le mois par chacun des bureaux d'échange de l'autre administration, un état des sommes totales dues à la suite de ces envois et concernant, soit son crédit, soit son débit.

2. Ces états sont ensuite récapitulés par la même administration dans un compte qui, accompagné des états mensuels, est envoyé à l'administration correspondante dans le courant du mois qui suit celui auquel il se rapporte.

3. Les états mensuels une fois vérifiés et acceptés par l'administration correspondante, à la suite d'un collationnement avec les originaux des feuilles de route, seront récapitulés dans un compte général trimestriel par l'administration à laquelle le solde est dû.

Article 33. — RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde résultant de la balance des comptes est payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice de la manière prescrite par la Convention de l'Union postale pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et l'envoi d'un compte général, ainsi que le paiement du solde de ce compte, doivent être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte.

3. Lorsque la somme due par l'une des deux administrations à l'autre dépasse 30.000 francs-or par mois, l'administration créditrice aura le droit de réclamer le versement d'un acompte mensuel, jusqu'à concurrence des trois quarts du montant de la dette. Il devra être donné suite à cette demande dans un délai de huit jours.

4. Si l'administration débitrice ne paie pas le solde dû ou ne verse pas d'acompte dans les délais prescrits aux paragraphes 2 et 3, les sommes dues porteront intérêt au taux de 5 % par an jusqu'à la date à laquelle le paiement aura été effectué.

Article 34. — DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque administration est effectué au moyen de suppléments au compte spécial des opérations de mandats entre les deux administrations.

2. Dans ce compte, qui est accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits dans l'ordre alphabétique des bureaux d'émission et dans l'ordre numérique de leur inscription dans les registres de ces bureaux. L'administration qui a établi le compte déduit

de la somme totale de sa créance un demi pour cent ($\frac{1}{2}\%$) de ce total, représentant la quote-part revenant à l'administration correspondante, conformément à l'article 39 de l'accord.

La vérification de ce compte est effectuée conformément aux dispositions de l'Accord concernant l'échange de mandats de poste entre les deux administrations.

3. Les totaux du compte des remboursements seront compris dans le compte général des mandats relatif à la même période et seront réglés comme faisant partie de ce compte.

Article 35. — COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale communiquera à l'autre tous les renseignements nécessaires sur les points de détail concernant le fonctionnement du service.

Article 36. — MISE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur à la date de la mise en vigueur de l'accord relatif aux colis postaux, et il aura la même durée que cet accord. Cependant, les administrations intéressées auront le droit d'en modifier de temps à autre les détails d'un commun accord.

Fait en double expédition, à Londres, le 15 septembre 1938, et à Varsovie, le 5 octobre 1938.

G. C. TRYON.

E. KALIŃSKI.

N° 4530.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD ET FRANCE**

Arrangement pour l'échange des colis postaux entre l'Office postal du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Office postal des Pays du Levant sous mandat français, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Paris, le 26 octobre 1938.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 8 mars 1939.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND AND FRANCE**

Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel Post between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and the Post Office of the Countries of the Levant under French Mandate, and Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Paris, October 26th, 1938.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place March 8th, 1939.

No. 4530. — AGREEMENT¹ FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF THE COUNTRIES OF THE LEVANT UNDER FRENCH MANDATE. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 26TH, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC acting in virtue of the powers conferred upon it by the international instruments concerning Syria and Lebanon being desirous of effecting a regular direct exchange of parcels between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Countries of the Levant under French Mandate and of concluding an Agreement for that purpose ;

The undersigned, duly authorised by their respective Governments, have agreed upon the following Articles :

Article 1. — DEFINITIONS.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression " the United Kingdom " means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man and the expression " Countries of the Levant under French Mandate " means the Republics of Lebanon and Syria.

Article 2. — EXCHANGE OF POSTAL PARCELS.

Between the United Kingdom on the one hand and the Countries of the Levant under French Mandate on the other there shall be regular exchange of parcels.

Article 3. — LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

A parcel for the Countries of the Levant under French Mandate posted in the United Kingdom shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, and 6 feet in length and girth combined ; and a parcel for the United Kingdom posted in the Countries of the Levant under French Mandate shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metre in length and 1.80 metre in length and girth combined.

Article 4. — TRANSIT OF PARCELS.

The two contracting Governments guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication. Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 5. — PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 6. — TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other, the territorial rates of the United Kingdom shall be fr. 1.00, 1.50, 2.00 and 3.15 for parcels not exceeding 1 kg.

¹ Came into force January 1st, 1939.

N^o 4530. — ARRANGEMENT¹ POUR L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX ENTRE L'OFFICE POSTAL DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET L'OFFICE POSTAL DES PAYS DU LEVANT SOUS MANDAT FRANÇAIS. SIGNÉ A PARIS, LE 26 OCTOBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont reconnus par les Actes internationaux sur la Syrie et le Liban, étant désireux de faciliter l'échange des colis postaux entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les Pays du Levant sous mandat français, et de conclure un arrangement à ces fins ;

Les soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs se sont mis d'accord sur les articles suivants :

Article premier. — DÉFINITIONS.

Dans cet arrangement et dans le Règlement d'exécution y annexé l'expression « Le Royaume-Uni » comprend la Grande-Bretagne, l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man ; l'expression « Pays du Levant sous mandat français » comprend la République libanaise et la République syrienne.

Article 2. — ÉTABLISSEMENT D'UN ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX.

Entre les Pays du Levant sous mandat français, d'une part, et le Royaume-Uni, d'autre part, est établi un échange régulier de colis postaux.

Article 3. — LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

Le poids maximum de tout colis déposé dans le Royaume-Uni est de 22 livres ; ses dimensions, 3 pieds 6 pouces en longueur et 6 pieds de largeur et de hauteur additionnés ; celui de tout colis déposé dans les Pays du Levant sous mandat français de 10 kilogrammes ; ses dimensions : longueur : 1 m. 05 et largeur et hauteur additionnés 1 m. 80.

Article 4. — TRANSIT DES COLIS.

Les gouvernements contractants se garantissent mutuellement le droit de transit sur le territoire de leur ressort, pour les colis à destination ou en provenance de tout pays avec lequel ils entretiennent un échange de colis postaux. Les colis en transit sont assujettis aux dispositions du présent arrangement et du règlement d'exécution y annexé, pour autant qu'elles leur sont applicables.

Article 5. — AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. Sauf le cas de réexpédition ou de renvoi à l'origine, l'affranchissement préalable des colis postaux est obligatoire.

2. La taxe est composée des quotes-parts revenant à chaque administration postale participant au transport par terre ou par mer.

Article 6. — DROIT TERRITORIAL.

Les colis échangés en vertu du présent arrangement sont soumis à un droit territorial ainsi fixé :

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1939.

(2 lb.), 3 kgs (7 lb.), 5 kgs (11 lb.), 10 kgs (22 lb.) in weight respectively ; and the territorial rates of the Countries of the Levant under French Mandate shall be fr. 0.85, 1.25 and 2.25 for parcels not exceeding 1 kg., 5 kgs and 10 kgs in weight respectively.

The Postal Administration of the Countries of the Levant under French Mandate shall have the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934.

The Postal Administration of the United Kingdom shall have the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connection with its parcel post relations with other countries generally.

Article 7. — SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 8. — FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of the Countries of the Levant under French Mandate may collect, in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the Cairo Agreement of 1934 shall fix. The Postal Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 9. — CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

Article 10. — PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. By making a declaration beforehand at the Office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

The exchange of parcels for delivery free of charge may be effected after the signature of the present Agreement, commencing from a date to be fixed by common accord between the Administrations concerned.

2. In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Administration of the country of destination, and, if necessary, to make adequate deposits.

3. The Administration which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 50 centimes per parcel. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 8 above.

4. On a parcel sent under this arrangement and originating in the United Kingdom the Postal Administration of the United Kingdom shall be authorised to collect from the sender a special fee, not exceeding one shilling.

a) Pour le Royaume-Uni :	
Colis ne dépassant pas 1 kilogramme (2 lb.)	1,00
Colis de plus de 1 kilogramme ne dépassant pas 3 kilogrammes (7 lb.)	1,50
Colis de plus de 3 kilogrammes ne dépassant pas 5 kilogrammes (11 lb.)	2,00
Colis de plus de 5 kilogrammes ne dépassant pas 10 kilo- grammes (22 lb.)	3,15
b) Pour les Pays du Levant sous mandat français :	
Colis ne dépassant pas 1 kilogramme.	0,85
Colis de plus de 1 kilogramme ne dépassant pas 5 kilogrammes	1,25
Colis de plus de 5 kilogrammes ne dépassant pas 10 kilo- grammes	2,25

Les Administrations postales des Pays du Levant sous mandat français auront le droit de modifier leur droit territorial conformément aux dispositions des arrangements internationaux subséquents à l'Arrangement du Caire de 1934.

De son côté, l'Administration des postes du Royaume-Uni aura le droit de modifier son propre droit territorial conformément aux dispositions qu'elle adopterait d'une manière générale dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays.

Article 7. — DROIT MARITIME.

Chacun des deux Offices postaux intéressés se réserve la faculté de fixer la quote-part revenant à tout service maritime dépendant de lui.

Article 8. — DROIT DE DÉDOUANEMENT.

Les Administrations postales des Pays du Levant sous mandat français peuvent, soit pour la remise à la douane et le dédouanement, soit pour la remise à la douane seulement, percevoir un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis, ou tout autre droit qui serait fixé par les arrangements internationaux subséquents à l'Arrangement du Caire de 1934.

L'Administration postale du Royaume-Uni peut percevoir un droit analogue à celui qu'elle applique ou appliquera d'une manière générale, en matière de colis postaux, dans ses relations avec les autres pays.

Article 9. — DROITS DE DOUANE ET AUTRES DROITS NON POSTAUX.

Sauf les cas prévus au présent arrangement les droits de douane et les autres droits non postaux sont payés par les destinataires des colis.

Article 10. — COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les expéditeurs peuvent, lors du dépôt de leurs colis, prendre à leur charge la totalité des droits dont les colis seront grevés à la livraison.

L'échange des colis francs de droits pourra être effectué après la signature du présent arrangement, à partir d'une date qui sera fixée d'un commun accord entre les administrations intéressées.

2. Dans ce cas, ils doivent s'engager à verser les sommes qui pourraient leur être réclamées par l'administration du pays de destination, et s'il est nécessaire, verser des arrhes suffisantes.

3. L'administration destinataire est autorisée à percevoir, pour ce service, un droit de commission ne dépassant pas 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant du droit de dédouanement prévu à l'article 8 ci-dessus.

4. L'Administration postale du Royaume-Uni est autorisée à percevoir un droit spécial ne dépassant pas un shilling pour tout colis franc de droits déposé dans ses bureaux.

Article 11. — WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed "Poste Restante" or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 12. — PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence nor packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so constructed as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature ;

(f) Opium, morphine, cocaine and other narcotics ; this prohibition does not, however, apply in the case of parcels forwarded for medical or scientific purposes ;

(g) Coin, platinum, gold or silver whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewellery or other precious articles in uninsured parcels.

This prohibition applies also to parcels sent in transit to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communication which constitutes an actual or personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin. It shall be treated in the manner prescribed for unpaid letters.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances, articles of an obscene or immoral nature and opium, morphine, cocaine and other narcotics shall not be returned to the country of origin ; they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 13. — ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for postal packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 14. -- REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination. The Postal Administration of the country of destination may collect the

Article 11. — DROIT DE MAGASINAGE.

Pour tout colis adressé « Poste restante » ou qui n'a pas été réclamé dans les délais réglementaires, chacune des administrations intéressées est autorisée à percevoir un droit de magasinage égal à celui qui est fixé par sa propre législation.

Ce droit ne peut en aucun cas dépasser 5 francs.

Article 12. — INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne doivent contenir aucune lettre, note ou document ayant le caractère d'une correspondance actuelle et personnelle, ni objet de correspondance d'aucune sorte portant une adresse autre que celle du destinataire du colis ou des personnes habitant avec lui.

Il est cependant permis d'insérer dans un colis une facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives.

2. Est également interdite l'insertion dans un colis :

a) D'objets qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent présenter du danger pour les agents, salir ou détériorer les autres colis ;

b) De matières explosibles, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques, les cartouches chargées et les allumettes) ;

c) D'animaux vivants (sauf les abeilles qui doivent être renfermées dans des boîtes confectionnées de manière à éviter tout danger pour les agents de poste et à permettre de s'assurer de leur contenu) ;

d) D'objets dont l'admission ou la circulation dans le pays de destination est interdite par les lois ou par la réglementation douanière ou autre ;

e) D'objets obscènes ou immoraux ;

f) De l'opium, de la morphine, de la cocaïne et autres stupéfiants ; toutefois cette interdiction ne s'applique pas aux expéditions effectuées dans un but médical ou scientifique ;

g) De pièces de monnaie, de platine, d'or ou d'argent, manufacturés ou non, de pierres précieuses, de bijoux et d'autres objets précieux dans des colis sans valeur déclarée.

Cette interdiction s'applique également aux colis échangés en transit par l'intermédiaire des administrations intéressées avec les pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. A moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée, par sa propre législation, à en disposer autrement, tout colis admis à tort à l'expédition doit être renvoyé au pays d'origine.

Toutefois, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication constituant une correspondance actuelle ou personnelle, ne peut, en aucun cas, entraîner son renvoi au pays d'origine. Les colis de l'espèce sont traités de la manière prescrite pour les lettres non affranchies.

4. Les matières explosibles, inflammables ou dangereuses, les objets obscènes ou immoraux et les stupéfiants ne sont pas retournés au pays d'origine. L'administration qui les a découverts en dispose selon sa propre réglementation intérieure.

5. Si un colis admis à tort à l'expédition n'est ni retourné à l'origine, ni livré au destinataire l'administration d'origine doit être avisée d'une manière précise du traitement donné à ce colis afin qu'elle prenne, si nécessaire, toutes dispositions utiles.

Article 13. — AVIS DE RÉCEPTION.

Les expéditeurs peuvent, dans les conditions spécifiées par la Convention postale universelle, demander un avis de réception des colis avec valeur déclarée. Aucun avis de réception ne peut être demandé pour les colis sans déclaration de valeur.

Article 14. — RÉEXPÉDITION.

1. Tout colis peut être réexpédié, par suite de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination.

redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are Parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charges levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any Customs or other special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

Article 15. — MISSENT PARCELS.

Parcels received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be retransmitted or returned in accordance with the provisions of Article 28, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 16. — NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Postal Administration of the country of destination. Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (a) treated as abandoned, or (b) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon. ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to... ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undeliverable parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 37.

Article 17. — CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

The contracting Governments undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed or redirected to a third country.

Article 18. — SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only, may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 19. — ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Postal Administration of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

L'administration postale de ce pays est autorisée à percevoir les taxes de réexpédition intérieure.

La réexpédition peut également être effectuée de l'un des pays intéressés au présent arrangement, sur un pays ne participant pas à cet arrangement à condition que le colis remplisse les conditions requises pour le nouveau parcours et, en outre, que le supplément de taxe d'affranchissement soit perçu au moment de la réexpédition, ou qu'une pièce soit produite certifiant que cette taxe sera acquittée par le destinataire.

2. En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, les taxes additionnelles pour réexpédition non payées par le destinataire ou son représentant ne sont pas annulées ; suivant le cas, elles sont perçues sur le destinataire ou sur l'expéditeur, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres frais spéciaux dont le pays de destination n'accepte pas l'annulation

Article 15. — FAUSSE DIRECTION.

Les colis parvenus en fausse direction, ou admis à tort sont réexpédiés ou renvoyés à l'origine, conformément aux dispositions de l'article 28, sections 1 et 2 du règlement d'exécution.

Article 16. — NON-LIVRAISON.

1. Sauf instructions contraires de l'expéditeur, tout colis qui n'a pas été livré est renvoyé à l'origine, sans avis préalable, à l'expiration du délai de garde prescrit par la réglementation du pays de destination.

Toutefois, tout colis définitivement refusé par le destinataire est immédiatement renvoyé à l'origine.

2. L'expéditeur peut, au moment du dépôt, demander qu'en cas de non-livraison à l'adresse indiquée, le colis soit :

- a) Traité comme abandonné, ou
- b) Livré à une seconde adresse dans le pays de destination.

Aucune autre disposition n'est admise.

Si l'expéditeur désire se réserver l'une de ces facultés, sa demande doit être formulée sur le bulletin d'expédition sous une des mentions ci-après :

- S'il ne peut être livré à l'adresse indiquée, à abandonner ;
- S'il ne peut être livré à l'adresse indiquée, à livrer à ...

La même demande doit figurer sur l'emballage du colis.

3. Les droits grevant un colis non livré et renvoyé à l'origine, sont recouverts selon les dispositions de l'article 37.

Article 17. — ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les gouvernements contractants s'engagent à intervenir auprès de leurs services douaniers respectifs pour que les droits de douane grevant les colis renvoyés à l'origine, abandonnés, détruits ou réexpédiés sur un tiers pays, soient annulés.

Article 18. — VENTE. DESTRUCTION.

Les articles dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre peuvent seuls être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable et sans formalité judiciaire. Si pour une cause quelconque la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits.

Article 19. — COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui n'ont pu être livrés aux destinataires et qui doivent être considérés comme abandonnés ne sont pas renvoyés à l'origine : ils sont traités par l'administration de destination suivant les dispositions de sa propre législation. L'administration de destination ne peut introduire aucune réclamation auprès de l'administration d'origine du fait de ces colis.

Article 20. — ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.
No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.
2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.
3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 21. — TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between the United Kingdom and the Countries of the Levant under French Mandate at a date to be agreed upon subsequent to the signing of this Agreement.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge shall be the same as that fixed for Money Orders exchanged in accordance with the special Money Order Agreement.

In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny shall be counted as a penny, and a fraction of a Libano-Syrian demi-piastre as a demi-piastre.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Administration of the country of origin and shall not exceed :

(a) 2½ d. for each £1 or fraction of £1 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom ;

(b) One piastre for each Libano-Syrian £1 or fraction of a Libano-Syrian £1 of the amount of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the Countries of the Levant under French Mandate.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Postal Administration of the United Kingdom shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding 2 d. for each parcel and from the addressee of a Trade Charge parcel delivered in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding 4 d. for each parcel.

Similarly, the Postal Administration of the Countries of the Levant under French Mandate shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in those Countries and from the addressee of a Trade Charge parcel delivered in those Countries a supplementary fee not exceeding 20 centimes for each parcel.

5. The two Postal Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

Article 22. — CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Trade Charge parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 20. — RÉCLAMATIONS.

1. Toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement peut donner lieu à la perception d'un droit ne dépassant pas un franc.
Ce droit n'est pas perçu si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial d'avis de réception.
2. Les réclamations ne sont admises que dans le délai d'un an à compter du lendemain de la date du dépôt du colis.
3. Lorsque la réclamation a été motivée par une faute de service, le droit de réclamation est restitué.

Article 21. — COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. LIQUIDATION.

1. Des colis contre remboursement peuvent être échangés entre le Royaume-Uni et les Pays du Levant sous mandat français.

Cet échange sera effectué, après la signature du présent arrangement, à partir d'une date qui sera fixée d'un commun accord entre les administrations intéressées.

Le montant de contre-remboursement est exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le montant maximum du remboursement est égal à celui qui est fixé pour les mandats-poste échangés en vertu de l'arrangement spécial.

Dans le calcul du montant du remboursement toute fraction de penny est arrondie au penny immédiatement supérieur et toute fraction de demi-piastre libano-syrienne est arrondie à la demi-piastre immédiatement supérieure.

2. Les colis contre remboursement sont soumis aux formalités et aux taxes soit des colis ordinaires, soit des colis avec valeur déclarée, selon le cas.

En outre, l'expéditeur acquitte un droit spécial fixé par l'administration du pays d'origine ; ce droit ne peut dépasser :

a) Pour les colis originaux du Royaume-Uni 2 pence $\frac{1}{2}$ par livre sterling ou fraction de livre sterling du montant du remboursement ;

b) Pour les colis originaux des Pays du Levant sous mandat français, une piastre par livre libano-syrienne ou fraction de livre libano-syrienne du montant du remboursement.

3. Le montant de tout remboursement recouvré est converti en un mandat de poste franc de tous droits à l'émission.

4. Outre le droit spécial fixé à la section 2 du présent article, l'Administration postale du Royaume-Uni est autorisée à percevoir de l'expéditeur d'un colis contre remboursement déposé au Royaume-Uni, un droit supplémentaire ne dépassant pas 2 pence pour chaque colis ; et du destinataire de tout colis contre remboursement livré au Royaume-Uni un droit supplémentaire ne dépassant pas 4 pence pour chaque colis.

De même, les Administrations postales des Pays du Levant sous mandat français sont autorisées à percevoir soit de l'expéditeur d'un colis contre remboursement déposé dans ces pays, soit du destinataire d'un colis de même catégorie livré dans ces pays, un droit fixe supplémentaire ne dépassant pas 20 centimes par colis.

5. Les administrations postales intéressées sont d'accord pour admettre des colis contre remboursement en transit par leurs services. Les comptes relatifs aux remboursements recouvrés sont communiqués et réglés directement entre les administrations des pays d'origine et de destination des colis contre remboursement.

Article 22. — ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement ne peut, après le dépôt du colis, demander l'annulation ni la modification du montant de ce remboursement.

Article 23. — TRADE CHARGE PARCELS. RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Postal Administrations shall be responsible under the conditions fixed by Articles 29 to 35 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 24. — COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 20 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not, in any case, exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Postal Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 25. — FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Postal Administration of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Administration of the country of destination. Similarly, payment of compensation shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination if the latter is responsible.

After the delivery of a parcel the Administration of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel or the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels and that the parcel was not specifically advised on the Parcel Bill in conformity with Article 32 of the Detailed Regulations.

The Administration of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed by Article 35 the sum which has been advanced by the Administration of the country of origin.

Article 26. — TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Postal Administration to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of the country of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Agreement between the two Administrations.

Article 27. — INSURED PARCELS. RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 2,000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.
4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 23. — COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. INDEMNITÉ POUR PERTE, SPOLIATION OU AVARIE.

Les administrations postales intéressées sont responsables, dans les limites prévues par les articles 29 à 35 ci-après, de la perte d'un colis contre remboursement, ou de la spoliation ou de l'avarie de son contenu.

Article 24. — INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT DU REMBOURSEMENT, D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX.

Si un colis contre remboursement a été livré au destinataire sans encaissement du montant de ce remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, à condition qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 20 et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Cette même disposition est appliquée si la somme recouvrée est inférieure au montant du remboursement ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne peut dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

L'administration responsable est, du fait du paiement de l'indemnité, subrogée à l'expéditeur dans les droits de ce dernier, et jusqu'à concurrence de la somme versée, pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre une tierce personne.

Article 25. — DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN CE QUI CONCERNE LE REMBOURSEMENT.

Le paiement par l'administration postale expéditrice des sommes régulièrement recouvrées, est effectué pour le compte de l'administration du pays de destination du colis. Le cas échéant, le paiement de l'indemnité est effectué dans les mêmes conditions pour le compte de l'administration postale du pays de destination lorsque celle-ci est responsable.

Après livraison du colis, l'administration du pays de destination est responsable du montant de remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation des règlements par l'administration du pays d'origine, ou établir que, lors de la livraison du colis à ses services, le colis ou le bulletin d'expédition ne portait pas les indications prescrites par le règlement pour les colis grevés de remboursement, et que les mentions spéciales relatives à sa catégorie, ainsi que le prescrit l'article 32 du règlement d'exécution, n'ont pas été portées spécialement sur la feuille de route.

L'administration du pays de destination est tenue de rembourser dans les conditions prescrites par l'article 35 la somme avancée par l'administration du pays d'origine.

Article 26. — MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas été payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'administration postale qui a émis le titre. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration d'origine du colis contre remboursement et son montant revient définitivement à cet office, après expiration du délai légal de prescription.

Sous réserve des dispositions prévues au règlement d'exécution, les mandats de remboursement sont, à tous égards, soumis aux spécifications de l'Arrangement pour le service de mandats de poste conclu entre les deux administrations.

Article 27. — COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être assurés pour une valeur maximum de 2.000 francs.
2. Le droit d'assurance, fixé par l'administration d'origine, est perçu par fraction indivisible de 300 francs du montant de la déclaration.
3. L'administration du pays d'origine est également autorisée à percevoir de l'expéditeur d'un colis assuré un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.
4. L'expéditeur d'un colis assuré reçoit, sans frais, au moment du dépôt du colis, un récépissé de son envoi.

Article 28. — FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

Article 29. — RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (2 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme but not exceeding five kilogrammes (11 lb.) and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, abstraction or damage occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission. In the absence of the current price compensation is calculated on the ordinary value of the goods estimated on the same basis.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

Where the loss, destruction or complete damage of a parcel or the abstraction of the whole of the contents results from a cause beyond control (*force majeure*) not giving rise to the payment of compensation the sender is entitled to the return of the portions of the charges for conveyance which have not been used or which relate to a service which has not been rendered.

5. In all cases insurance fees and, if the case arises, the despatch fee prescribed in Article 27, section 3, shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 30. — EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 12 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) In respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 20 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding £100 sterling in value not packed in a box of the size prescribed by Article 7, section 3, of the Detailed Regulations.

Article 28. — DÉCLARATION FRAUDULEUSE DE VALEUR.

La valeur assurée ne peut dépasser la valeur réelle du contenu et de l'emballage de l'envoi au moment du dépôt ; il est permis de ne déclarer qu'une partie de la valeur de cet envoi.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut comporter la législation du pays d'origine.

Article 29. — RESPONSABILITÉ POUR PERTE, AVARIE OU SPOLIATION.

1. Sauf les cas prévus à l'article 30 ci-après les administrations postales intéressées sont responsables de la perte totale des colis, de la perte, de la spoliation ou de l'avarie de tout ou partie de leur contenu.

L'expéditeur a droit de ce chef à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

Le montant de l'indemnité afférente à un colis ordinaire ne peut excéder :

10 francs, si le colis ne dépasse pas 1 kilogramme (2 lb.).

25 francs, si le colis dépasse 1 kilogramme, mais ne dépasse pas 5 kilogrammes (11 lb.).

40 francs, si le colis dépasse 5 kilogrammes.

Pour les colis avec valeur déclarée, le montant de l'indemnité ne peut dépasser celui de la déclaration de valeur.

Dans le cas où la perte, la spoliation ou l'avarie, a lieu dans les services du pays de destination, l'administration de ce pays peut payer l'indemnité au destinataire de son propre chef, et sans consulter l'administration du pays d'origine, à condition que ce destinataire puisse établir que l'expéditeur a fait abandon de ses droits en sa faveur.

2. Les dommages indirects, ou les bénéfices non réalisés ne sont pas pris en considération dans le calcul du montant de l'indemnité.

3. L'indemnité est calculée d'après le prix courant des marchandises de même nature au lieu et à la date où la marchandise a été acceptée au transport. A défaut de prix courant, l'indemnité est calculée d'après la valeur ordinaire de la marchandise évaluée sur les mêmes bases.

4. Quand l'indemnité est due pour la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis, ou la spoliation totale de son contenu, l'expéditeur a droit, en outre, à la restitution du droit de port.

Lorsque la perte, la destruction ou l'avarie complète d'un colis ou la spoliation de son contenu résulte d'un cas de force majeure ne donnant pas lieu au paiement d'une indemnité, l'expéditeur a droit à la restitution des quotes-parts de transport non utilisées ou afférentes au service non rendu.

5. Le droit d'assurance, et, s'il y a lieu, le droit d'expédition prévu à l'article 27, section 3, restent acquis dans tous les cas, à l'administration expéditrice.

Article 30. — EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Chacune des administrations postales intéressées est dégagée de toute responsabilité :

a) En cas de force majeure ;

b) Lorsqu'elle ne peut rendre compte des colis par suite de la destruction des documents de service, résultant d'un cas de force majeure ;

c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'objet ;

d) Pour tout colis dont le contenu tombe sous le coup de l'une des interdictions spécifiées à l'article 12 ;

e) Pour tout colis ayant fait l'objet d'une déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle du contenu ;

f) Pour tout colis dont l'expéditeur n'a pas produit la réclamation dans les délais prévus à l'article 20 ;

g) Pour tout colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou tous objets en or, en argent ou en platine dont la valeur dépasse 100 livres sterling et dont l'emballage n'est pas constitué par une boîte ayant les dimensions prescrites par l'article 7, section 3 du règlement.

Article 31. — TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 32. — PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the cases indicated in Article 29, section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 33. — PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the application.
2. The Postal Administration of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let nine months pass without giving a decision in the matter.
3. The Administration of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 34. — INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved, responsibility shall rest with the Postal Administration which, having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent, or regular transfer to the following Postal Administration as the case may be.

2. If, in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other, the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.

3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender or a third party.

If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 35. — REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 32 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after

Article 31. — CESSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les administrations postales intéressées cessent d'être responsables des colis dont elles ont effectué la livraison dans les conditions prescrites par leur règlement intérieur respectif. Toutefois, la responsabilité est maintenue lorsque les destinataires ou leurs ayants droit ont formulé des réserves en prenant livraison d'un colis spolié ou avarié.

Article 32. — PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ.

Sauf les cas spécifiés à l'article 29, section I, où le paiement est effectué par l'administration de destination, le paiement de l'indemnité est effectué par l'administration postale d'origine du colis.

Toutefois, celle-ci peut, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à désintéresser le destinataire. L'administration qui a effectué le paiement conserve son droit de recours contre l'administration responsable.

Article 33. — DÉLAI DE PAYEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. Le paiement de l'indemnité doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la date de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à désintéresser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si celle-ci, dûment informée, est restée neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

3. L'administration du pays d'origine peut, exceptionnellement, différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an, quand il a été impossible de déterminer le service responsable, par suite de circonstances échappant au contrôle des administrations intéressées.

Article 34. — DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration, sans formuler aucune réserve et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir soit la livraison régulière au destinataire ou à son mandataire, soit, s'il y a lieu, la transmission régulière à un autre office.

2. Dans le cas où la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport d'un pays vers l'autre, sans qu'il soit possible de déterminer dans quel service elle a eu lieu, les deux administrations supportent par parts égales le montant de l'indemnité.

3. Le principe ci-dessus est autant que possible, applicable lorsque d'autres administrations participent au transport du colis.

Toutefois, la responsabilité des deux administrations est dérogée dans le cas où des colis expédiés par l'une d'elles en transit par l'autre, ont été perdus, spoliés ou avariés en cours de transport dans un service tiers n'admettant pas la responsabilité.

4. Les droits de douane et autres droits dont l'annulation n'a pu être obtenue sont supportés par l'administration responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie.

5. L'administration responsable est, du fait du paiement de l'indemnité, subrogée, jusqu'à concurrence du montant payé, dans les droits de la personne qui a perçu l'indemnité, pour tout recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou contre des tiers.

Si un colis considéré comme perdu est retrouvé ultérieurement en totalité ou en partie, la personne à qui l'indemnité a été versée doit être informée qu'elle peut prendre livraison du colis contre restitution du montant de l'indemnité qui lui a été versée.

*Article 35. — REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE
DU PAYS D'ORIGINE.*

L'administration responsable, ou pour le compte de laquelle le paiement a été effectué par application des dispositions de l'article 32, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité

notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible through the Accounts provided for in Article 34, section 2, of the Detailed Regulations. After the lapse of three months the sum due to the paying Administration bears interest at the rate of 5% per annum, counting from the day of expiry of the said period.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 36. — CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching Office shall allow to the Office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 6 and 7.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching Office shall allow to the other Office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 37. — CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return. The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the Mail in which the parcel is forwarded.

Article 38. — CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 14, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 39. — MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

- (a) The special fee referred to in Article 10, section 4 ;
- (b) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 13 ;
- (c) The enquiry fee referred to in Article 20, section 1 ;
- (d) The supplementary fee for a Trade Charge parcel referred to in Article 21, section 4 ;
- (e) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 27, section 3.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 8 shall be retained by the Administration of the country of destination. The commission referred to in Article 10, section 3, may be claimed by the same Administration.

Article 40. — TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 21, section 2, shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 36, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 41. — INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof. If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant est remboursé par l'administration responsable par le moyen des comptes visés à l'article 34, section 2, du règlement d'exécution. Passé le délai de trois mois, la somme due à l'administration qui a effectué le paiement est productive d'intérêt à raison de 5 p. 100 l'an à partir du jour de l'expiration dudit délai.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui tout d'abord a décliné le paiement de l'indemnité doit prendre à sa charge tous les frais accessoires résultant du retard, non justifié, apporté au paiement.

Article 36. — BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

L'office expéditeur crédite à l'office de destination, pour chaque colis, la quote-part qui revient à ce dernier par application des dispositions des articles 6 et 7.

Pour chaque colis en transit l'office expéditeur bonifie à l'autre office la quote-part due pour le transport et l'assurance du colis.

Article 37. — REPRISES EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis à l'origine l'administration réexpéditrice reprend sur l'administration correspondante les quotes-parts qui lui reviennent et celles revenant à toute autre administration qui a participé au transport.

Cette reprise est mentionnée sur la feuille de route accompagnant la dépêche contenant le colis.

Article 38. — TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

En cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi à l'origine, la taxe de réexpédition visée à l'article 14, section 2, est acquise au pays qui a réexpédié le colis dans les limites de son territoire.

Article 39. — DROITS DIVERS.

1. Les droits ci-après sont acquis en entier à l'administration postale qui les a perçus :

- a) Les droits spéciaux visés à l'article 10, section 4 ;
- b) La taxe d'avis de réception visée à l'article 13 ;
- c) Le droit de réclamation visé à l'article 20, section 1 ;
- d) Le droit supplémentaire pour un colis contre remboursement visé à l'article 21, section 4 ;
- e) Le droit d'expédition des colis avec valeur déclarée, visé à l'article 27, section 3.

2. Le droit de dédouanement visé à l'article 8 est acquis à l'administration du pays de destination. La commission visée à l'article 10, section 3, peut être réclamée par cette même administration.

Article 40. — DROIT DE REMBOURSEMENT.

Le droit de remboursement mentionné à l'article 21, section 2, est partagé entre l'administration postale du pays d'origine et celle du pays de destination comme il est prévu à l'article 36, section 2, du règlement d'exécution.

Article 41. — DROIT D'ASSURANCE.

Pour chaque colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine bonifie à l'administration postale du pays de destination une quote-part territoriale de 5 centimes pour chaque déclaration de valeur de 300 francs ou fraction de 300 francs.

Si l'administration du pays de destination assure le transport maritime, l'administration du pays d'origine lui bonifie une quote-part additionnelle de 10 centimes par 300 francs de déclaration de valeur ou fraction de 300 francs.

Article 42. — MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charges other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.
3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.
4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal legislation of the United Kingdom and of the Countries of the Levant under French Mandate shall remain applicable to everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 43. — ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall come into force at a date agreed upon by the Post Office of the United Kingdom and the Postal Administration of the Countries of the Levant under French Mandate represented by the Inspection General of Posts and Telegraphs at Beirut after it has been promulgated in accordance with the laws of the countries concerned and shall remain in force from year to year until one of the signatories has notified the other, a year in advance, of its intention to denounce it.

During the last year the provisions of the Agreement shall be faithfully and wholly observed without prejudice to the settlement and payment of the Accounts after the expiration of that period.

In witness whereof the undersigned have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Paris, the 26th day of October 1938, in English and French, both texts being equally authentic.

(L. S.) (Signed) Eric PHIPPS.

Copie certifiée conforme :
Chef du Service du Protocole,
 M. Lozé.

DETAILED REGULATIONS.

Article 1. — CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.
2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination, by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2. — METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAGS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the offices appointed by agreement between the two Postal Administrations.
2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed. In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two Postal Administrations in transit through the other shall be effected "à découvert".

Article 42. — DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et des centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention postale universelle.

2. Sauf accord préalable entre les deux administrations les colis postaux ne peuvent être grevés de droits postaux autres que ceux prévus au présent arrangement.

3. Chacune des administrations peut, dans des circonstances extraordinaires, suspendre, provisoirement, en totalité ou en partie, le service des colis postaux, à condition d'en aviser immédiatement sa correspondante, au besoin par télégraphe.

4. Pour assurer l'exécution du présent arrangement, les deux administrations ont établi le règlement d'exécution ci-après.

Les dispositions de détail qui ne seraient pas en désaccord avec les dispositions générales du présent arrangement et qui ne sont pas prévues dans le règlement d'exécution pourront être réglées ultérieurement par mutuel accord.

5. La législation intérieure du Royaume-Uni et celle des Pays du Levant sous mandat français sont applicables dans tous les cas non prévus au présent arrangement ou dans son règlement d'exécution.

Article 43. — MISE EN EXÉCUTION ET DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date fixée d'accord entre l'Office postal du Royaume-Uni et les Administrations postales des Pays du Levant sous mandat français, représentées par l'Inspection générale des postes et des télégraphes à Beyrouth, après qu'il aura été promulgué conformément à la législation respective des pays intéressés.

Il courra d'année en année jusqu'à ce qu'une des Parties contractantes ait notifié à l'autre, une année à l'avance, son intention de le dénoncer.

Durant la dernière année d'exécution, les dispositions du présent arrangement continueront à être fidèlement et entièrement exécutées, sans préjudice de la liquidation et du paiement des comptes après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Paris, le 26 octobre 1938 en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (Signé) Georges BONNET.

Copie certifiée conforme :
Chef du Service du Protocole,
 M. Lozé.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

Article premier. — ACHEMINEMENT.

1. Chaque administration postale achemine par les voies et moyens qu'elle emploie pour ses propres colis, les colis qui lui sont remis par l'autre administration pour être acheminés en transit à travers son territoire.

2. Les colis en fausse direction sont réacheminés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont dispose l'administration réexpéditrice.

Article 2. — MODE DE TRANSMISSION.

1. L'échange des colis postaux entre les deux pays est effectué par les bureaux désignés après entente entre les deux administrations postales.

2. Les colis sont échangés en sacs dûment scellés.

Sauf accord ultérieur, la remise des colis expédiés par l'une des deux administrations postales, en transit à travers le territoire de l'autre, doit être effectuée à découvert.

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The Trade Charge parcels forwarded in a Mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, insured parcels shall be forwarded in separate bags; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. Each of the Administrations concerned shall provide its own bags.

Each bag shall bear on one of its sides an indication of the Administration to which it belongs. The bags shall be used exclusively by the latter for the transmission of its own parcels.

Except in the case of *force majeure* when the Administration of destination of the parcels fails to return the bags it shall be held responsible for the value of them to the Administration to which they belong.

9. The bags shall be returned empty to the Administration to which they belong, made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate Mail addressed to such Office of Exchange as the Postal Administration of the country of origin shall appoint. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

Article 3. — INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a table :

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it ;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs Declarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4. — FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5. — CHECK OF PARCELS.

The view of the despatching office as regards the exact measurement of the volume, weight, or size of parcels, must be accepted except in cases of obvious error.

Article 6. — MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed provided that parcels bearing addresses written with

3. Une étiquette portant les noms des bureaux d'échange expéditeur et destinataire est attachée au collier de chaque sac ; le nombre des colis contenus dans le sac est porté au verso de l'étiquette.

4. Le sac contenant la feuille de route et les autres documents doit être étiqueté d'une façon spéciale.

5. Les colis contre remboursement compris dans un même envoi doivent être réunis, autant que possible insérés dans le sac contenant la feuille de route et autres documents. S'ils ne peuvent tous être contenus dans ce sac, le ou les sacs où sont insérés ces colis doit ou doivent porter une étiquette spéciale.

6. De même, les colis avec valeurs déclarées doivent être insérés dans des sacs spéciaux. Les étiquettes de ces sacs sont frappées d'un signe distinctif (arrêté d'accord entre les deux administrations).

7. Le poids d'un sac de colis postaux ne doit pas dépasser 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

8. Les sacs ou récipients sont fournis, pour ce qui la concerne, par chacune des administrations intéressées.

Chaque sac ou récipient reçoit sur l'une de ses faces la marque de l'administration propriétaire.

Les sacs sont utilisés exclusivement par cette dernière pour la transmission de ses propres colis.

Sauf le cas de force majeure, lorsque l'administration destinataire des colis ne pourra renvoyer à sa correspondante l'un des sacs ou récipients, elle sera tenue d'en rembourser la valeur à l'administration propriétaire.

9. Les sacs utilisés pour la transmission des colis à l'administration destinataire seront retournés vides par cette dernière, en paquets de 10 sacs (neuf sacs contenus dans un sac) et formeront un envoi spécial dirigé sur tel bureau d'échange que désignera l'administration postale propriétaire. Le nombre de sacs ainsi acheminés est inscrit sur une feuille de route distincte de celle utilisée pour l'inscription des colis ; elle porte un numéro de série spéciale annuelle.

Article 3. — RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chaque administration postale communique à sa correspondante au moyen de tableaux :

- a) Les noms des pays pour lesquels elle peut assurer le transit des colis ;
- b) Les voies d'acheminement de ces colis à partir de leur point d'entrée dans son territoire ou dans ses services ;
- c) Le total par office de destination des quotes-parts qui doivent lui être créditées par l'administration correspondante ;
- d) Le nombre des déclarations en douane dont chaque colis doit être accompagné ;
- e) Tout autre renseignement utile.

2. A moins que le nombre de ces colis ne soit insignifiant, chaque administration fait connaître à sa correspondante les noms des pays pour lesquels elle se propose de lui adresser des colis en transit.

Article 4. — FIXATION DE L'ÉQUIVALENT.

Pour la fixation des taxes des colis postaux chacune des administrations peut utiliser tel équivalent approximatif qui s'adaptera à sa propre monnaie.

Article 5. — VÉRIFICATION DES COLIS.

La manière de voir du bureau expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du volume, du poids ou des dimensions doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 6. — CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis doit :

- a) Porter en caractères latins l'adresse exacte du destinataire.

Les adresses au crayon ne sont pas admises ; cependant, les colis portant une adresse

copying-ink pencil on a surface previously dampened shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 7. — SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding £100 sterling in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 mètre) in length and girth combined.

Article 8. — DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by a set of Customs Declarations according to the regulations of the country of destination.

2. Nevertheless, a single Despatch Note and a single set of Customs Declarations may suffice for two or three (but not more) ordinary parcels posted at the same time by one sender to one addressee. This provision shall not apply to Trade Charge parcels, insured parcels, or parcels intended for delivery to the addressees free of charge.

3. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 9. — PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of charge shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words " Franc de droits ".

2. Every parcel forwarded " free of charge " shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 10. — ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A. R. ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of the country of origin and shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination, that office shall make out officially a new Advice of Delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form, shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

écrite au moyen d'un crayon copiatif, sur une surface préalablement humectée, sont admis.

L'adresse doit être écrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée solidement à ce dernier, de manière qu'elle ne puisse s'en détacher. Il doit être recommandé à l'expéditeur d'insérer dans le colis une copie de la suscription avec mention de sa propre adresse ;

b) Etre emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et à la protection du contenu.

Les objets pouvant blesser les agents des postes ou endommager les autres colis doivent être emballés d'une manière à éviter tout danger.

Article 7. — EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être emballés dans deux récipients. Entre le premier récipient (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte en métal ou en bois résistant) doit être ménagé un espace rempli de sciure de bois, de son ou de toute autre matière absorbante en quantité suffisante pour absorber tout le liquide en cas de bris.

2. Les poudres sèches colorantes, telles que l'aniline, etc., ne sont admises que quand elles sont contenues dans des boîtes en fer-blanc résistant, placées à leur tour dans des boîtes en bois avec de la sciure entre les deux récipients.

3. Tout colis contenant des pierres précieuses, des bijoux ou tout autre objet en or, en argent ou en platine, dont la valeur dépasse 100 livres sterling, doit être constitué par une caisse ne mesurant pas moins de 3 feet et 6 inches (1 m. 05) longueur et pourtour additionnés.

Article 8. — BULLETIN D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis doit être accompagné d'un bulletin d'expédition et de déclarations en douane, conformément aux règlements du pays de destination.

2. Toutefois, un seul bulletin d'expédition et une seule déclaration en douane peuvent servir pour plusieurs colis ordinaires (jusqu'au maximum de trois) déposés ensemble par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire. Cette faculté n'est pas applicable aux colis contre remboursement, aux colis avec valeurs déclarées ou aux colis francs de droits.

3. Les deux administrations postales n'assument pas de responsabilité du chef des déclarations en douane.

Article 9. — COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Le bulletin d'expédition de tout colis à remettre franc de droits au destinataire, de même que la suscription du colis, doivent porter une étiquette jaune portant en caractères apparents les mots « Franc de droits ».

2. Le colis doit être accompagné d'un bulletin d'affranchissement solidement attaché au bulletin d'expédition.

Article 10. — AVIS DE RÉCEPTION.

1. Les colis avec valeur déclarée dont les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter d'un façon très apparente l'annotation « Avis de réception » ou « A. R. » La même annotation est reproduite sur le bulletin d'expédition.

2. Ces colis sont accompagnés d'une formule conforme ou analogue au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention postale universelle. Cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine. Elle est jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci en établit une d'office.

3. Après avoir dûment complété cette formule, le bureau de destination la transmet à découvert et en franchise de port, à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 11 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception ".

Article 11. — ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 31 below, with the single exception that, in the case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form in the manner prescribed in section 3 of the preceding Article.

Article 12. — INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the indication " C. O. D. " (" Contre remboursement ") written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.

2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 13. — TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished on the address side with an orange coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

Article 14. — TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in Roman letters, written in full, and in figures in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Postal Administration is free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the office of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.

2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Article 15. — CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination of the parcels by the Post Office of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 16. — PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

After the expiration of this period, the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 16 of the Agreement.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception non parvenu dans un délai normal, il est procédé conformément aux règles énoncées à l'article 11 ci-après. Dans ce cas il n'est pas perçu une deuxième taxe ; le bureau d'origine inscrit, en tête de la formule les mots « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 11. — AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉ POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque, postérieurement au dépôt du colis, l'expéditeur demande un avis de réception, le bureau d'origine, ou tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine, établit un avis de réception et l'annexe à une formule de réclamation sur laquelle sont apposés les timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention postale de l'Union.

La formule de réclamation accompagnée de l'avis de réception est traitée comme il est dit à l'article 31 du présent règlement.

Cependant, si le colis a été livré régulièrement, le bureau destinataire retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception comme il est indiqué à la section 3 du précédent article.

Article 12. — INDICATIONS A PORTER SUR LES COLIS CONTRE REMBOURSEMENT ET LEURS BULLETINS D'EXPÉDITION.

1. Les colis contre remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter du côté de l'adresse écrite ou imprimée, en caractères apparents, l'indication : « C. O. D. » ou « Contre remboursement » suivie du montant du remboursement, sans ratures, ni surcharges, même approuvées.

2. En plus, l'expéditeur doit indiquer sur le colis, et au recto du bulletin d'expédition, ses nom et adresse en caractères latins.

Article 13. — ÉTIQUETTES DES COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Les colis contre remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent également être revêtus du côté de l'adresse d'une étiquette couleur orange du modèle indiqué au règlement d'exécution de la Convention postale universelle.

Article 14. — MANDAT DE REMBOURSEMENT.

1. Tout colis contre remboursement est accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule est attachée au bulletin d'expédition et porte l'indication du montant du remboursement en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres, dans la monnaie du pays d'origine du colis. Elle indique, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration postale peut faire adresser les mandats se rapportant aux colis originaires de son service, soit aux bureaux de dépôt des colis, soit à d'autres bureaux. Le coupon du mandat doit porter le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que la date et le lieu du dépôt de l'envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises sur les formules de mandat de remboursement.

Article 15. — CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement est converti en la monnaie du pays de destination par les soins de l'administration postale de ce pays, qui emploie à cet effet le taux de conversion adopté pour la conversion des mandats de poste qu'elle émet à destination du pays d'origine du colis.

Article 16. — DÉLAI DE PAYEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement doit être payé par le destinataire dans le délai prescrit par les règlements du pays de destination.

À l'expiration de cette période, le colis est, conformément aux dispositions de l'article 16 de l'arrangement, traité comme non délivrable.

Article 17. — REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the office of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 18. — ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed " Service Instructions " (" Indications de service ") and, after date-stamping it, shall return it without charge to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by the Administration of the country of payment.

Article 19. — CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate.

Article 20. — TRADE CHARGE MONEY ORDERS LOST, UNDELIVERED OR NOT CASHED.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Postal Administrations that the order has not been paid.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations shall, at the expiration of the period of validity, be received by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade Charge Money Orders which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Money Order Agreement between the two Administrations, shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges, as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity and shall be received by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the Order is not claimed within the period of validity.

5. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected in consequence of any irregularity in completion by the office of destination of the parcel shall be returned as soon as possible to that office, officially registered, for correction.

Article 21. — INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made in Roman letters, written in full, and in figures without erasure or correction even if certified. The amount of the

Article 17. — RÉEXPÉDITION DES COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Les colis contre remboursement peuvent être réexpédiés, si le pays de nouvelle destination échange, avec le pays d'origine, des colis de cette catégorie. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandat de remboursement établies par les bureaux d'origine. Le bureau de nouvelle destination opère alors comme si le colis lui avait été adressé directement par l'office d'origine.

2. Dans le cas où la réexpédition est demandée pour un pays qui n'entretient pas d'échange de colis contre remboursement avec le pays d'origine, les colis sont traités comme non délivrables.

Article 18. — EMISSION DE MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination, ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, complète la partie du mandat de remboursement intitulée « Indications de service » et après l'avoir revêtu de l'empreinte du timbre à date le renvoie, sans frais, au bureau de dépôt du colis ou au bureau spécialement désigné par l'administration d'origine sur le titre lui-même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs dans les conditions déterminées par l'administration du pays où a lieu le payement.

Article 19. — ANNULATION OU REMPLACEMENT DE FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement qui, pour un motif quelconque doivent être renvoyées à l'origine, sont annulées par les soins du bureau qui effectue le renvoi et jointes au bulletin d'expédition.

2. Lorsqu'une formule de mandat de remboursement est égarée, perdue ou détruite avant l'encaissement du montant du remboursement, le bureau destinataire ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination, en établit un duplicata.

Article 20. — MANDATS DE REMBOURSEMENT ÉGARÉS, NON DÉLIVRÉS OU NON ENCAISSÉS.

1. Tout mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après encaissement du montant du remboursement est remplacé par un duplicata ou par une autorisation de payement, après constatation, par les deux administrations, que le mandat n'a pas été payé.

2. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires pendant le délai de validité fixé pour les mandats de poste échangés entre les deux pays sont à l'expiration de ce délai acquittés par l'administration du pays de paiement et leur montant est réclamé à l'administration qui les a émis.

3. Ceux qui ont été remis aux ayants droit, mais dont ceux-ci n'ont pas réclamé le payement pendant le délai de validité, sont remplacés par des autorisations de payement. Celles-ci sont émises par l'administration qui a encaissé le montant du remboursement, aussitôt qu'il a été possible de s'assurer que le mandat original n'a pas été payé durant la période de validité. Ces autorisations sont quittancées par l'administration d'origine du colis qui réclame le montant des sommes encaissées par la voie du plus prochain compte.

4. L'administration qui émet un mandat de remboursement avise sa correspondante toutes les fois qu'il apparaîtra que ce mandat n'a pas été réclamé durant la période de validité.

5. Tout mandat de remboursement dont le payement ne peut être effectué par suite d'une irrégularité provenant du bureau destinataire du colis, est renvoyé aussitôt que possible sous recommandation d'office au service des mandats de poste (G. P. O.) à Londres.

Article 21. — INDICATIONS DE LA VALEUR DÉCLARÉE.

Chaque colis avec valeur déclarée et le bulletin d'expédition y afférent doivent porter l'indication de la valeur déclarée en la monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être libellée en caractères latins, en toutes lettres et en chiffres arabes sans ratures ni surcharges, même approuvées. Le montant

insured value shall be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 22. — INSURANCE LABELS.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a small red label with the indication " Insured " or " Valeur déclarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

Article 23. — SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above. This formality is obligatory on senders residing in the Countries of the Levant under French Mandate.

Article 24. — INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note, in the place reserved for this purpose.

Article 25. — SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 26. — DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 27. — RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

1. The office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note and return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope without any indication of the contents, to the office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " franc de droits " and is advised accordingly reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note and to indicate if possible the date of posting of the parcel. When the Franking Note is lost after the delivery of the parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin and of which Customs clearance has not been effected by the office of destination must be cancelled by the office which returns the parcels.

de la valeur déclarée est converti en francs-or par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion est indiqué distinctement par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 22. — ÉTIQUETTES « V. D. »

Chaque colis avec valeur déclarée, ainsi que son bulletin d'expédition, doivent être revêtus d'une étiquette rouge portant en caractères latins l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée ».

Quand un colis contient des pièces de monnaie, de l'argent ou d'autres objets précieux, les cachets de cire ou autres cachets, les étiquettes de toute espèce et les timbres postaux qui y sont apposés, doivent être espacés de façon à ne pas cacher les lésions de l'emballage. De plus, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'emballage de manière à couvrir la bordure.

Article 23. — CACHETAGE DES COLIS ASSURÉS.

Tout colis assuré doit être scellé à la cire ou au plomb ou par tout autre cachet portant une empreinte ou une marque uniforme spéciale à l'expéditeur ; les cachets doivent être en nombre suffisant pour rendre impossible toute atteinte au contenu sans laisser de traces apparentes de la violation.

Les expéditeurs de ces colis sont instamment priés de reproduire exactement, si possible, sur le bulletin d'expédition le cachet ou la marque spéciale dont il est parlé ci-dessus. Cette formalité est exigée des expéditeurs résidant dans les Pays du Levant sous mandat français.

Article 24. — INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée est porté par l'administration du pays d'origine :

- a) Sur le colis, du côté de l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, dans l'emplacement réservé à cet effet.

Article 25. — SÉRIE DES NUMÉROS ET LIEUX DE DÉPÔT.

Chaque colis ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte doivent porter le nom du bureau de dépôt et une étiquette indiquant le numéro d'ordre. Le même bureau de dépôt ne peut employer, en même temps, deux ou plusieurs séries de numéros, à moins que chaque série ne soit complétée par un caractère distinctif.

Article 26. — APPPOSITION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé, du côté de l'adresse, du timbre à date du bureau de dépôt. Ce timbre à date doit indiquer le lieu et la date du dépôt.

Article 27. — RENVOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. RÉCUPÉRATION DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis franc de droits, complète en ce qui le concerne, le verso du bulletin d'affranchissement et transmet ce dernier sous enveloppe, accompagné des pièces justificatives s'il y a lieu, sans aucune indication du contenu, au bureau désigné au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis portant l'étiquette « franc de droits » et annoncé comme tel, parvient aux services de l'administration de destination sans être accompagné du bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata de ce bulletin, en y mentionnant, le nom du pays d'origine du colis, et en y indiquant, si possible, la date de dépôt du colis. Si le bulletin d'affranchissement est perdu après la livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, et dont le dédouanement n'a pas encore été effectué par l'office destinataire, doivent être annulés par cet office.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Administration of the country of destination, the Administration of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate fixed for the issue of Money Orders for payment in the country in question. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and shall be supported by the signature of the officer who made the conversion.

Article 28. — RETRANSMISSION.

1. The Postal Administration retransmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the Office of Exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected, in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which the United Kingdom or the Countries of the Levant under French Mandate have parcel post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the retransmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be retransmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number and, if possible, the date of posting at that office shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

Article 29. — RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 16, section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label. The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word "Rebut" in the "Observations" column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 30. — SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 18 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

4. Dès la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais avancés par le service destinataire, l'office d'origine convertit le montant de ces débours en sa propre monnaie, et à un taux qu'il détermine lui-même ; ce taux ne doit pas être supérieur à celui qui est fixé pour l'émission des mandats de poste payables dans le pays correspondant. Le résultat de la conversion est indiqué sur la formule, il est appuyé de la signature de l'agent qui a effectué cette opération.

Article 28. — RÉEXPÉDITION.

1. Les colis réexpédiés par suite de fausse direction ne peuvent être frappés de droits de douane ou autres par l'administration réexpéditrice.

Si la réexpédition est effectuée sur le pays qui le lui a remis directement, l'administration réexpéditrice lui restitue les bonifications qu'elle a reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Dans les autres cas, et si le montant des quotes-parts qui lui ont été bonifiées est insuffisant pour couvrir les frais de la réexpédition qui lui incombent, l'office réexpéditeur bonifie à l'office auquel il remet le colis les taxes de transport que comporte le nouvel acheminement ; il se crédite ensuite de la somme dont il est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange duquel il a reçu en dernier lieu le colis en fausse direction.

Le motif de cette reprise est notifié à ce bureau par bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis a été admis à tort à l'expédition par suite d'une erreur imputable au service postal, et doit, pour cette raison, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui renvoie le colis restitue à l'administration qui le lui a livré les sommes qu'elle en a reçues.

3. Lorsque, par suite de changement de résidence du destinataire, ou d'une erreur imputable à l'expéditeur, un colis est réexpédié sur un pays avec lequel le Royaume-Uni ou les Pays du Levant sous mandat français entretiennent un échange de colis postaux, les frais de réexpédition sont mis à la charge du destinataire et réclamés à l'administration sur laquelle le colis est réexpédié. Toutefois, si ces frais ont été payés au moment de la réexpédition, le colis est traité comme s'il avait été adressé directement par le pays réexpéditeur sur le pays de la nouvelle destination.

4. Tout colis réexpédié dont les frais de réexpédition n'ont pas été acquittés, doit être transmis dans son emballage primitif et être accompagné du bulletin d'expédition original. Si, pour une raison quelconque, le colis a été remballé ou le bulletin d'expédition original remplacé, le nom du bureau d'origine du colis, le numéro d'origine et, si possible, la date de dépôt doivent être reportés sur le colis et sur le bulletin d'expédition.

Article 29. — RENVOI DE COLIS NON DÉLIVRABLES.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être livré a formulé une demande non prévue par l'article 16, section 2 de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination n'en tient pas compte ; elle renvoie le colis au pays d'origine après expiration du délai de garde prévu par ses règlements intérieurs.

2. L'administration qui renvoie un colis à l'expéditeur doit indiquer clairement et avec précision sur le colis et sur le bulletin d'expédition, le motif de non-livraison.

Cette indication est donnée, soit sous forme d'inscription manuscrite, soit par un timbre ou une étiquette. Le bulletin d'expédition original du colis doit l'accompagner.

3. Tout colis renvoyé à l'expéditeur est inscrit sur la feuille de route. L'inscription y relative comporte en regard, dans la colonne « Observations », la mention « Rebut ». Le colis est traité comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 30. — VENTE. DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis a été vendu ou détruit par application des dispositions de l'article 18 de l'arrangement, il est dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges postal or non-postal upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 31. — ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 32. — PARCEL BILL.

1. Insured, Trade Charge, returned, and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill. Other parcels, except transit parcels, shall be entered on the Parcel Bills in bulk with a summary statement of the amounts to be credited, a note being made on the Bills of the number of parcels to be delivered free of charge. Transit parcels shall be entered individually provided that two or more transit parcels, addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed, may be entered in bulk. The Despatch Notes, Customs Declarations, Franking Notes, Advices of Delivery, Trade Charge Money Order forms, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination, and as far as possible shall enter below the number the name of the ship conveying the Mail. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 33. — CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags as the case may be, against the particulars entered in the relative Parcel Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Errors in the credits allowed in respect of transit parcels shall be notified to the despatching Offices of Exchange by Verification Notes. The adjustment of other errors in credits and accounting shall be arranged in connexion with the preparation of the quarterly statements specified in Article 34 below.

Article 34. — ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall prepare quarterly for all the Parcel Mails despatched during the quarter by each of the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts due in respect of the Mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following the quarter to which they relate.

3. The quarterly statements shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the originals of the Parcel Bills and returned to the Administration which prepared them within a maximum period of two months after the quarter to which they relate. They shall then be summarised in a half-yearly general account prepared by the Administration to which the balance is due.

Article 35. — SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balance of transit accounts.

2. Le produit de la vente est employé en premier lieu, à couvrir les frais postaux ou non postaux qui grèvent le colis. Le cas échéant, l'excédent est transmis à l'administration postale du pays d'origine, pour être versé à l'expéditeur qui supporte les frais d'envoi.

Article 31. — RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS OU LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Les réclamations concernant les colis ou les mandats de remboursement non renvoyés, sont instruites sur une formule similaire au modèle annexé au règlement d'exécution de l'Arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis. Ces formules sont transmises aux bureaux désignés par les deux administrations postales. Elles sont traitées ainsi qu'il aura été convenu entre les deux administrations.

Article 32. — FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis postaux avec valeur déclarée, contre remboursement, renvoyés à l'origine, ou les colis réexpédiés grevés de frais de réexpédition doivent être inscrits individuellement, et avec toutes les spécifications utiles, sur la feuille de route par le bureau d'échange expéditeur. Les autres colis, à l'exception des colis en transit, sont inscrits en bloc avec indication sommaire des quotes-parts à bonifier. Indication est, en outre, donnée, le cas échéant, du nombre des colis à livrer francs de droits.

Les colis en transit sont inscrits individuellement ; toutefois lorsque deux ou plusieurs colis en transit sont adressés au même pays et donnent lieu à la même bonification, ils peuvent être inscrits en bloc.

Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement, les avis de réception, les formules de mandats de remboursement, etc., sont joints à la feuille de route.

Chaque bureau d'échange doit numéroter les feuilles de route à l'angle supérieur gauche d'après une série annuelle pour chaque bureau d'échange destinataire, et indiquer, autant que possible, au-dessous du numéro, le nom du navire transporteur. Le dernier numéro de l'année doit être mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 33. — VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATIONS DES IRRÉGULARITÉS.

1. Dès réception d'un envoi de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifie, suivant le cas, les colis et les divers documents qui les accompagnent, ou les sacs vides, d'après les indications figurant sur la feuille de route ; il relève, s'il y a lieu, par bulletin de vérification les colis manquants ou autres irrégularités.

2. Les erreurs de bonification relatives aux colis en transit sont, de même, notifiées aux bureaux d'échange expéditeurs par des bulletins de vérification. Le redressement des autres erreurs de bonification et de compte est effectué lors de l'établissement des états trimestriels spécifiés à l'article 34 ci-après.

Article 34. — DÉCOMPTE DES BONIFICATIONS.

1. Chacune des administrations postales établit, à la fin de chaque trimestre, pour tous les envois de colis qu'elle a reçus des bureaux d'échange de sa correspondante, un relevé des sommes totales figurant soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces relevés sont transmis à l'administration correspondante dans le courant du mois qui suit le trimestre auquel ils se rapportent.

3. Après vérification et acceptation par l'administration correspondante, les relevés trimestriels sont renvoyés à l'administration qui les a établis dans le délai maximum de deux mois qui suit le trimestre auquel ils se rapportent. Ils sont ensuite repris en un compte général semestriel établi par l'administration créditrice.

Article 35. — RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le paiement du solde résultant de la balance des comptes est effectué par l'administration débitrice à l'administration créditrice conformément aux dispositions prévues par la Convention postale universelle pour la liquidation des soldes des comptes de frais de transit.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 5 per cent per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 36. — ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Postal Administration shall be effected by means of supplements to the special account of Money Order transactions between the two Administrations.

2. In this account, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. The Administration which has prepared the account shall deduct from the total sum of its credit one-half of one per cent ($\frac{1}{2}$ p. 100) of this total, representing the allowance to the other Administration specified in Article 40 of the Agreement.

The verification of this account shall be effected in accordance with the provisions of the Money Order Agreement between the two Administrations.

3. The totals of the Trade Charge Account shall be included in and settled as part of the general account in respect of Money Orders for the same period.

Article 37. — FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Postal Administration on behalf of the other shall be effected by means of special monthly accounts which shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these Offices have given to them.

2. The special account accompanied by the Franking Notes shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the special Money Order Agreement between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled either by a Money Order or by a draft in the currency of the creditor country or in any other manner mutually agreed upon.

Article 38. — COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

Article 39. — ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at Paris, the 26th day of October 1938, in English and French, both texts being equally authentic.

(L. S) (Signed) Eric PHIPPS.

Copie certifiée conforme :

Chef du Service du Protocole,

M. Lozé.

2. L'établissement et la transmission du compte général et le paiement du solde résultant de la balance des comptes doivent s'effectuer dans le plus bref délai possible, et au plus tard, dans un délai de trois mois à partir de la fin de la période à laquelle le compte se rapporte. En cas de non-paiement les sommes dues sont productives d'intérêts, à raison de 5 p. 100 l'an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

Article 36. — DÉCOMPTÉ DES MANDATS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte des mandats contre remboursement payés par chaque administration postale est effectué au moyen d'annexes au compte spécial des mandats de poste échangés entre les deux administrations.

2. Ce compte est accompagné des mandats de remboursement payés et quittancés ; les titres y seront inscrits par ordre alphabétique de bureaux d'émission et pour chacun d'eux par ordre numérique d'émission. L'administration qui établit le compte déduit du total de sa créance $\frac{1}{2}$ p. 100 de ce total, représentant la bonification revenant à sa correspondante, prévue à l'article 40 de l'arrangement.

La vérification de ce compte est effectuée conformément aux stipulations de l'Arrangement sur les mandats de poste conclu entre les deux administrations.

3. Les totaux des comptes des mandats de remboursement sont compris et réglés dans le compte général des mandats de poste de la même période.

Article 37. — BULLETINS DE FRANCHISE. DÉCOMPTÉ DES DROITS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte des droits de douane, etc., déboursés par chaque administration postale pour le compte de l'autre est effectué au moyen de comptes mensuels spéciaux établis par l'administration débitrice, dans la monnaie du pays crédeur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits dans les comptes dans l'ordre alphabétique des bureaux qui ont avancé les frais et, pour chacun d'eux, dans l'ordre numérique donné par ces bureaux.

2. Le compte spécial, accompagné des bulletins d'affranchissement, est adressé à l'administration créditrice, au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte négatif.

3. Ces comptes sont vérifiés conformément à la réglementation fixée par l'Arrangement spécial concernant l'échange des mandats de poste entre les deux administrations.

4. Ces comptes sont réglés soit par un mandat de poste, soit par un chèque, en la monnaie du pays crédeur ou par tout autre moyen mutuellement accepté.

Article 38. — COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournit à sa correspondante toute information utile sur les points de détail relatifs à l'exécution du service.

Article 39. — ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur le même jour que l'arrangement de colis postaux et aura la même durée que ce dernier. Toutefois, les administrations intéressées pourront, d'un commun accord, en modifier les dispositions lorsqu'elles le jugeront utile.

Fait en double, à Paris, le 26 octobre 1938, en anglais et en français, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) (Signé) Georges BONNET.

Copie certifiée conforme :

Chef du Service du Protocole,

M. Lozé.

N° 4531.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE
ET PAYS-BAS

Convention relative à l'immigration. Signée
à Buenos-Ayres, le 6 septembre 1938.

*Textes officiels espagnol et néerlandais communiqués par le ministre des Affaires
étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le
11 mars 1939.*

ARGENTINE REPUBLIC
AND THE NETHERLANDS

Convention concerning Immigration. Signed at
Buenos Aires, September 6th, 1938.

*Spanish and Dutch official texts communicated by the Netherlands Minister
for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place
March 11th, 1939.*

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 453I. — IMMIGRATIE - OVEREENKOMST¹ TUSSEN DE NEDERLANDSCHE REGEERING EN DE REGEERING VAN DE ARGENTIJSISCHE REPUBLIEK GETEEKEND TE BUENOS AIRES, DEN 6 SEPTEMBER 1938.

Nº 453I. — CONVENIO ¹ ENTRE EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ARGENTINA Y EL GOBIERNO DE LOS PAÍSES BAJOS SOBRE INMIGRACIÓN. FIRMADO EN BUENOS AIRES, EL 6 DE SEPTIEMBRE DE 1938.

DE NEDERLANDSCHE REGEERING en DE REGEERING VAN DE ARGENTIJSISCHE REPUBLIEK, met den wensch bezielde de banden van elken aard, die tusschen haar bestaan, nauwer aan te halen, doordrongen van de wederkeerige voordeelen, welke zouden kunnen voortvloeien uit een emigratie van Nederlanders naar Argentinië, vooral naar die streken, die zich in het bijzonder leenen voor de uitoefening van landbouw, tuinbouw en veeteelt door Nederlanders en van oordeel zijnde, dat het van belang is aan deze emigratie leiding en een grondslag van organisatie te geven, zijn omtrent de volgende bepalingen overeengekomen :

Artikel I.

De Argentijnsche Regeering, door den wensch geleid om bedoelde immigratie te bevorderen en te vergemakkelijken, zal jaarlijks of, indien zij dit noodzakelijk mocht achten, met kortere termijnen, door tusschenkomst van hare bevoegde autoriteiten en langs diplomatieken weg, de Nederlandsche Regeering op de hoogte stellen van de voorwaarden van opnemng en vestiging, welke de beschikbare gronden bieden, de faciliteiten verleend door de bestaande of te stichten bank-, of financieele- en kolonisatie-instellingen van nationalen en provincialen aard, het wettelijke arbeidsrégime, het landbouwkrediet, de coöperatie enz. ; verder van de stelsels van verwerving, verstrekking en exploitatie van gronden aan den Staat behoorende of ter beschikking zijnde van bestaande bank- en kolonisatie-instellingen, de voor de immigratie vastgestelde vereischten en normen en de vereischten der gezondheids-, sociale- en politie-contrôle, den toestand van de arbeids-

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ARGENTINA y EL GOBIERNO DE LOS PAÍSES BAJOS, animados del deseo de estrechar los vínculos de todo orden que entre ellos existen y persuadidos de los beneficios recíprocos que podrían resultar de una emigración de neerlandeses a la Argentina, especialmente en las regiones que se prestan particularmente al desarrollo de la agricultura, de la horticultura y de la cría de ganado por neerlandeses, y considerando que es de importancia dar a esta emigración directivas y bases de organización, han convenido las disposiciones siguientes :

Artículo I.

El Gobierno Argentino en el deseo de fomentar y facilitar dicha inmigración, informará al Gobierno de los Países Bajos, anualmente o en plazos menores si lo considerara necesario, por órgano de sus autoridades competentes y mediante la vía diplomática, sobre las condiciones de receptividad y radicación que ofrecen las tierras disponibles, facilidades que otorgan las instituciones bancarias, financieras y colonizadoras existentes o proyectadas en el orden nacional y provincial, regímenes legales de trabajo, crédito agrícola, cooperación, etc. ; regímenes de adquisición, otorgación y explotación de tierras de propiedad fiscal o a disposición de las instituciones bancarias y colonizadoras existentes, requisitos y normas establecidos para la inmigración y de control sanitario, social y policial, situación del mercado de trabajo, costo de la vida, rendimiento de los productos de la agricultura, de la horticultura y de la ganadería, ubicación con relación a los

¹ Entrée en vigueur le 6 septembre 1938.

¹ Came into force September 6th, 1938.

markt, de kosten van het levensonderhoud, de opbrengst van de landbouw-, tuinbouw- en veeteeltproducten, de ligging ten opzichte van de inschepingshavens, binnenlandsche markten, spoorwegen en verharde wegen, de systemen van bewerking van den grond in bepaalde streken en de hydraulische- of irrigatiewerken, welke de nationale of provinciale autoriteiten ondernomen hebben of van plan zijn te verwezenlijken ter verbetering van de voorwaarden der beschikbare terreinen, alsmede van alle andere dienstige gegevens, waaraan behoefte mocht bestaan.

Artikel II.

De Nederlandsche Regeering van haar zijde bereid zijnde medewerking te verleen aan de verwezenlijking van den wensch van de Argentijnsche Regeering, uitgedrukt in het voorgaand artikel, zal jaarlijks of, indien zij dit noodzakelijk mocht achten, met kortere termijnen, door tusschenkomst van hare bevoegde autoriteiten en langs diplomatieken weg, de Argentijnsche Regeering op de hoogte stellen van het aantal personen of familie's, welke bereid zijn, individueel of collectief, naar het Argentijnsche grondgebied te verhuizen, teneinde zich aan vorenbedoelde werkzaamheden van landbouw, tuinbouw of veeteelt te wijden, onder vermelding van hunne persoonlijke antecedenten, hunne qualiteit van landbouwers van beroep, de middelen, waarover zij beschikken te hunner eerste vestiging en de wettelijke of administratieve vereischten, welke hare wetgeving voorschrijft, alsmede van de voorwaarden van hun vervoer en alle andere dienstige gegevens, voor zoover deze vallen onder de maatregelen en beschikkingen, door haar getroffen en ten doel hebben hunne emigratie te vergemakkelijken.

Artikel III.

Ter voldoening aan en contróle op de in de voorgaande artikelen vastgestelde bepalingen, alsmede om tot de toepassing daarvan over te gaan in een concreet geval, waarbij het vervoer en de vestiging van kernen van koloniseerende immigratie naar bepaalde streken met name genoemd zijn, in overeenstemming met het tusschen de beide Regeeringen overeengekomene en ook ter bevordering van de verwezenlijking

puertos de embarque, mercados internos, líneas férreas y caminos pavimentados; sistemas de cultivo en determinadas tierras y obras hidráulicas o de irrigación que las autoridades nacionales o provinciales han emprendido o proyectan realizar, para mejorar las condiciones de los terrenos disponibles, así como todos los otros datos coadyuvantes que sean necesarios.

Artículo II.

El Gobierno Neerlandés, dispuesto por su parte a colaborar en la realización del deseo del Gobierno Argentino expuesto en el artículo anterior, informará al Gobierno Argentino, anualmente o en plazos menores si lo considerara necesario, por órgano de sus autoridades competentes y mediante la vía diplomática, sobre el número de personas o familias dispuestas a trasladarse, en forma individual o colectiva, al territorio argentino, con los fines de dedicación a las tareas de la agricultura, de la horticultura y de la ganadería anteriormente indicados, haciendo conocer sus antecedentes individuales, su calidad de agricultores de profesión, los medios de que dispongan para su primer establecimiento y los requisitos legales o administrativos impuestos por su legislación, así como las condiciones de su transporte, lo mismo que cualquier otro dato coadyuvante, dentro de las medidas o disposiciones que haya adoptado, destinadas a facilitar su emigración.

Artículo III.

A los efectos del cumplimiento y control de las disposiciones establecidas en los artículos anteriores, así como para proceder a su aplicación en un caso determinado, indicando explícitamente el transporte y radicación de núcleos de inmigración colonizadora a determinadas tierras, de acuerdo con lo convenido entre ambos Gobiernos, procediendo también a la realización de todos los convenios y con-

van alle desbetreffende overeenkomsten en contracten, zal een Gemengde Commissie worden benoemd, bestaande uit drie vertegenwoordigers voor elk der beide Regeeringen.

Deze Commissie, welke haar zetel zal hebben in de stad Buenos Aires, zal over de medewerking beschikken der diplomatieke en consulaire vertegenwoordigers van beide Regeeringen, door tusschenkomst van de onderscheiden Ministeries van Buitenlandsche Zaken en van andere personen, wier uitzending naar het eene of het andere land zij nuttig zouden achten ter bereiking van de volgende doeleinden, behalve de reeds genoemde :

Te verifiereen en te controleeren of voldaan wordt :

a) aan het wettelijke en administratieve stelsel van het land van emigratie en van het land, waarheen de immigranten zich begeven, alsmede aan de eischen van fysieke gezondheid, antecedenten, vakkundige bekwaamheid en voorwaarden van goed maatschappelijk en zedelijk gedrag van de immigranten ;

b) de transportcondities, gezondheid en veiligheid der immigranten, alsmede de betaling van hun passage en uitgaven van vertrek en aankomst, plaats van aankomst en verblijf en van het vervoer naar de plaats hunner vestiging ;

c) de voorwaarden van inrichting der immigranten op de plaats van vestiging, de geschiktheid van den grond in overeenstemming met de verstrekte inlichtingen, een en ander met strikte inachtneming van de door de beide Regeeringen onderscheidenlijk in hare kolonisatie-, financieelebank- en administratieve régimes aangeboden faciliteiten, in overeenstemming met de bijzondere overeenkomst, die, ter toepassing van de algemeene bepalingen van deze overeenkomst, in elk bepaald geval moet worden aangegaan, voor het vervoer en vestiging van immigratiekernen naar bepaalde terreinen, onder voorwaarden, die in het bijzonder vastgesteld moeten zijn en aan de onderscheiden Regeeringen zullen worden voorgelegd.

Artikel IV.

Deze overeenkomst zal in werking treden op den dag harer onderteekening. Zij zal van kracht blijven, zoolang een van de beide

tratos que correspondan, se designar  una Comisi n Mixta compuesta de tres representantes por cada uno de ambos Gobiernos.

Esta Comisión, que tendrá su sede en la ciudad de Buenos Aires, dispondrá de la colaboración de los Representantes diplomáticos y consulares de ambos Gobiernos, por intermedio de los respectivos Ministerios de Relaciones Exteriores, y de otras personas que crea conveniente enviar a uno y otro país, con las finalidades siguientes, aparte de las ya citadas ;

Verificar y controlar el cumplimiento :

a) de los regímenes legales y administrativos del país de emigración y de aquel al cual se dirigen los inmigrantes, así como de los requisitos de salud física, antecedentes, aptitud profesional y condiciones de buena conducta social y moral de los inmigrantes ;

b) de las condiciones del transporte, su higiene y seguridad, así como el pago de su pasaje y gastos de salida y llegada, lugar de su arribo y permanencia, y del traslado al lugar de su radicación ;

c) de las condiciones de su instalación en el lugar de su radicación, aptitud de las tierras en armonía con las informaciones suministradas, uno y otro dentro del estricto cumplimiento de las facilidades respectivamente ofrecidas por ambos Gobiernos, en sus regímenes de colonización, financiero, bancario y administrativo, de acuerdo con el convenio especial que debe realizarse en cada caso determinado, para la aplicación de las disposiciones generales de este Convenio, en el transporte y radicación de núcleos inmigratorios a determinadas tierras, en las condiciones que detalladamente deben especificarse y que serán sometidas a los respectivos Gobiernos.

Artículo IV.

El presente Convenio entrará en vigor en el d a de su firma. Permanecer  en vigor hasta tanto uno de los dos Gobiernos no haya dado

Regeringen niet den wensch zal hebben kenbaar gemaakt haar te beëindigen, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, deze Overeenkomst onderteekenen, gedaan in tweevoud, één exemplaar in de Nederlandsche en het andere in de Spaansche taal, welke beide gelijke rechtskracht hebben, in de stad Buenos Aires, des zesden September negentien honderd acht en dertig.

TEPPEMA.
José María CANTILO.

a conocer el deseo de terminarlo, avisando con un plazo de seis meses de anticipación.

En fe lo cual, los infrascriptos, debidamente autorizados para ello, suscriben el presente Convenio, hecho en dos ejemplares, uno en español y otro en neerlandés, que hacen igualmente fe, en la ciudad de Buenos Aires, a los seis días del mes de septiembre del año mil novecientos treinta y ocho.

José María CANTILO.
P. E. TEPPEMA.

Certifié pour copie conforme :

Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,
A. M. Snouck Hurgronje.

¹ TRADUCTION.

N^o 4531. — CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE ET LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS RELATIVE A L'IMMIGRATION. SIGNÉE A BUENOS-AYRES, LE 6 SEPTEMBRE 1938.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE et LE GOUVERNEMENT DES PAYS-BAS, animés du désir de resserrer les liens de toute nature existant entre eux et convaincus des avantages réciproques qui pourraient résulter d'une immigration de Néerlandais en Argentine, notamment dans les régions qui se prêtent particulièrement à l'exercice de l'agriculture, de l'horticulture et de l'élevage du bétail par les Néerlandais, et considérant qu'il importe de donner à cette immigration une direction et des bases d'organisation, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement argentin, désireux de promouvoir et de faciliter ladite immigration, fournira au Gouvernement des Pays-Bas, chaque année ou, s'il le juge nécessaire, à des intervalles moins longs, par l'intermédiaire de ses autorités compétentes et par la voie diplomatique, des informations concernant les conditions d'admission et d'établissement que présentent les terres disponibles, les facilités offertes par les institutions bancaires, financières et de colonisation existantes ou à créer dans l'ordre national et provincial, le régime légal du travail, du crédit agricole, de la coopération, etc., les modes d'acquisition, d'attribution et d'exploitation des terres qui sont propriété de l'Etat ou à la disposition des institutions bancaires et de colonisation existantes, les règles et normes fixées pour l'immigration et pour le contrôle sanitaire, social et policier, la situation du marché du travail, le coût de la vie, le rendement des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de l'élevage, les conditions d'accès

¹ Traduction du Bureau international du Travail.¹ TRANSLATION.

No. 4531. — CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS CONCERNING IMMIGRATION. SIGNED AT BUENOS AIRES, SEPTEMBER 6TH, 1938.

THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE NETHERLANDS, being desirous of drawing closer the bonds of all kinds existing between them and convinced of the reciprocal advantages likely to result from the emigration of Netherlands subjects to the Argentine Republic, especially to the regions particularly suitable for the development by such persons of agriculture, horticulture and stock-breeding, and considering that it is important that this emigration should be duly guided and organised, have agreed upon the following provisions :

Article I.

With a view to promoting and facilitating the above-mentioned immigration, the Argentine Government shall, annually (or at shorter intervals if it considers this necessary), supply the Government of the Netherlands, through the medium of its competent authorities and through the diplomatic channel, with information respecting the opportunities for the reception and settlement of immigrants afforded by the available areas, the facilities obtainable from existing, or projected, national and provincial banking, financial and land settlement institutions, the laws relating to employment, agricultural credit, co-operation, etc. ; the regulations governing the acquisition, granting and utilisation of lands belonging to the State or under the control of existing banking and land settlement institutions ; the requirements and rules laid down in regard to immigration and to public health, social and police supervision ; the state of the labour market, the cost of living, the yield from agricultural, horticultural

¹ Translation of the International Labour Office.

aux ports d'embarquement, aux marchés intérieurs, aux chemins de fer et aux routes à revêtement pierreux, les systèmes de culture dans des régions déterminées et les travaux hydrauliques et d'irrigation entrepris ou projetés par les autorités nationales ou provinciales en vue d'améliorer les terrains disponibles, ainsi que toutes autres données utiles qui pourraient être nécessaires.

Article II.

Le Gouvernement néerlandais, disposé pour sa part à collaborer à la réalisation du désir du Gouvernement argentin exposé à l'article précédent, fournira au Gouvernement argentin, chaque année ou, s'il le juge nécessaire, à des intervalles moins longs, par l'intermédiaire de ses autorités compétentes et par la voie diplomatique, des informations concernant le nombre de personnes ou de familles disposées à se transporter individuellement ou collectivement en territoire argentin en vue de s'y livrer aux travaux d'agriculture, d'horticulture ou d'élevage susindiqués ; il fera connaître leurs antécédents personnels, leur qualité d'agriculteurs de profession, les moyens dont elles disposent pour leur premier établissement et les conditions légales et administratives imposées par sa législation, ainsi que les conditions de transport et toutes autres données utiles ayant trait aux mesures et dispositions prises par lui pour faciliter leur émigration.

Article III.

En vue de faire porter effet aux dispositions des articles précédents et d'en contrôler l'exécution ainsi que pour assurer leur application dans des cas déterminés où le transport et l'établissement de noyaux d'immigration colonisatrice dans des régions spécifiées sont expressément stipulés, en accord avec ce qui a été convenu entre les deux gouvernements, et de même pour assurer la réalisation et l'exécution de toutes conventions et de tous contrats s'y rapportant, il sera nommé une commission mixte composée de trois représentants de chacun des deux gouvernements.

Cette commission, dont le siège sera à Buenos Ayres, disposera de la collaboration des représentants diplomatiques et consulaires des deux gouvernements par l'intermédiaire de leurs ministères des affaires étrangères respectifs ainsi

and stock-breeders' products ; position in relation to ports of embarkation, home markets, railways and metalled roads ; systems of cultivation in particular areas and hydraulic or irrigation works begun or planned by the national or provincial authorities for the purpose of improving conditions on the available lands, together with any other relevant information which may be considered necessary.

Article II.

The Netherlands Government, being for its part ready to co-operate in the fulfilment of the desire of the Argentine Government as set forth in the preceding Article, shall, annually (or at shorter intervals if it considers this necessary), supply the Argentine Government, through the medium of its competent authorities and through the diplomatic channel, with information respecting the number of persons or families prepared to migrate either individually or collectively to Argentine territory for the purpose of engaging in agriculture, horticulture and stock-breeding as provided above ; it shall state their personal antecedents, indicating that they are experienced agriculturists, the means at their disposal for their initial establishment and the legal or administrative requirements laid down by its laws, together with particulars relating to the transport of the emigrants, and any other relevant information respecting the measures or arrangements which it has adopted for the purpose of facilitating their emigration.

Article III.

For the purposes of carrying out the provisions of the preceding Articles and supervising their observance, and for the purposes of their application to particular cases, by expressly providing for the transport of groups of immigrants for land settlement to particular areas and their settlement therein, in accordance with agreements between the two Governments, and by carrying out all the relevant agreements and contracts, a Joint Commission composed of three representatives of each of the two Governments shall be appointed.

The said Commission shall have its offices in the city of Buenos Aires and shall be entitled to the co-operation of the diplomatic and consular representatives of both Governments through their respective Ministries of Foreign

que de celle de toutes autres personnes qu'ils estimeront utile de déléguer dans l'un ou l'autre pays, aux fins énumérées ci-après, outre les fins déjà prévues :

Vérifier et contrôler l'observation :

a) Des dispositions légales et administratives du pays d'émigration et du pays où se rendent les immigrants, ainsi que des conditions relatives à la santé, aux antécédents, à l'aptitude professionnelle et à la bonne conduite sociale et morale des immigrants ;

b) Des conditions quant au transport, à l'hygiène et à la sécurité des immigrants, au paiement de leur passage et des frais au départ et à l'arrivée, au lieu d'arrivée et de séjour et à leur transfert au lieu d'établissement ;

c) Des conditions d'installation des immigrants au lieu d'établissement, de la concordance des propriétés du sol avec les informations fournies, l'un et l'autre en tenant strictement compte des facilités offertes respectivement par les deux gouvernements dans leurs régimes de colonisation, sur le plan financier, bancaire et administratif, d'accord avec la convention spéciale à conclure dans chaque cas déterminé en vue de l'application des dispositions générales de la présente convention, pour le transport et l'établissement de noyaux d'immigration dans des régions déterminées, les conditions devant être fixées en détail et soumises aux gouvernements respectifs.

Article IV.

La présente convention entrera en vigueur le jour de sa signature. Elle restera en vigueur tant que l'un des deux gouvernements n'aura pas fait connaître, moyennant un préavis de six mois, son désir d'y mettre fin.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, signent la présente convention, établie en deux exemplaires, l'un en espagnol et l'autre en néerlandais, qui font également foi, dans la ville de Buenos-Ayres, le 6 septembre 1938.

José María CANTILO.
P. E. TEPPEMA.

Affairs, and of such other persons as it may be considered desirable to send to either of the two countries for the following purposes in addition to those specified above :

To verify and supervise the observance of :

(a) The legislative and administrative provisions of the country of emigration and of the country to which the immigrants are proceeding, and likewise the requirements as to the health, antecedents, vocational qualifications and good conduct (social and moral) of the immigrants ;

(b) The conditions of transport, including hygiene and safety, the payment of the passage and the expenses on departure and arrival, the place of arrival and of sojourn and transport to the place of settlement ;

(c) The conditions of establishment at the place of settlement, and the quality of the land as compared with the information supplied, in both particulars with strict application of the facilities offered respectively by the two Governments under their land settlement, finance, banking and administrative systems, in accordance with the special agreement to be concluded in each separate case for the application of the general provisions of the present Convention, as regards the transport of groups of immigrants to particular areas and their settlement therein, under conditions which shall be set forth in detail and submitted to the two Governments.

Article IV.

The present Convention shall come into force on the date of its signature. It shall remain in force until one or other of the two Governments gives notice of its desire to terminate it, such notice being given six months in advance.

In faith whereof the undersigned, duly authorised therefor, have signed the present Convention, in two copies, one in Spanish and the other in Dutch, both being equally authentic, in the City of Buenos Aires, this 6th day of September, 1938.

José María CANTILO.
P. E. TEPPEMA.